

DÉBATS

de

l'Assemblée législative

14e Législature – 1re session

Séances du 7 novembre au 22 décembre 1916

1916

Texte établi par Gilles Gallichan

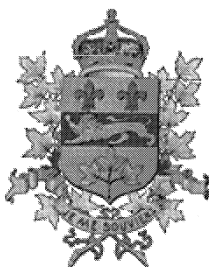
Orateur : l'honorable Antonin Galipeault

DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

14e Législature – 1re session

Séances du 7 novembre au 22 décembre 1916

1916



DÉBATS

de

l'Assemblée législative

14^e Législature – 1^{re} session

Séances du 7 novembre au 22 décembre 1916

1916

Texte établi par Gilles Galichan

Québec

Service de la reconstitution des débats

Bibliothèque de l'Assemblée nationale

2001

Éléments de catalogage

Québec (Province). Législature. Assemblée législative.

Débats de l'Assemblée législative. -- 1ère législature,
1ère session (1867/68)- . -- Québec: Assemblée nationale,
Journal des débats, 1974-
v.

Texte établi par Marcel Hamelin... [et al.].

Les années 1877-1892/93 ont été compilées et publiées par
G.-Alphonse Desjardins sous le titre: Débats de la législature
provinciale de la Province de Québec.

Le titre varie légèrement, 1897/98-1906: Débats de
l'Assemblée législative du Québec.
Éditeur varie.

1. Québec (Province). Législature. Assemblée législative -
Compte rendu des débats. 2. Québec (Province) - Politique et
gouvernement. I. Hamelin, Marcel, 1937- . II. Québec
(Province). Bibliothèque de l'Assemblée nationale. Service de la
reconstitution des débats. III. Québec (Province). Assemblée
nationale. Journal des débats. IV. Titre. V. Titre: Débats de
l'Assemblée législative du Québec.

328.714/02

A11A8/A22

Bibliothèque de l'Assemblée nationale

Direction :	Jocelyn Saint-Pierre
Recherche et reconstitution :	Gilles Gallichan
Traduction :	Geneviève Gagnon Mireille Bélisle Richard Lussier Lise Saint-Hilaire
Révision et édition :	Michel Rhéaume Donald Chouinard Marie Auger
Indexation :	Sylvie Deschênes
Collaboration :	Carmen Gosselin

Tous droits réservés
Dépôt légal – 3^e trimestre 2001
Bibliothèque nationale du Québec
ISBN 2-551-21373-8
ISSN 0847-4273
15 \$

Faits marquants de la deuxième session de 1916 7 novembre au 22 décembre 1916

Les événements de 1916

La session parlementaire qui s'ouvre à Québec le 7 novembre 1916 marque la fin d'une année chargée des lourds nuages de la Guerre et de l'une des pires crises politiques de l'histoire canadienne.

Si la guerre apporte une certaine prospérité économique au Canada, elle détruit les villes et dévaste les régions où elle fait rage. En Europe, la troisième année du conflit est particulièrement meurtrière dans les tranchées de la Somme et sur le front belge. Les Canadiens français s'illustrent au sein du 22^e Régiment et leur victoire dans le village de Courcellette à la mi-septembre est saluée au Québec comme l'un des brillants faits d'armes de cette interminable guerre. Cette dernière est si longue et si gourmande de vies humaines, en vérité, que l'on parle de plus en plus au Canada de conscription pour le service outre-mer. Le Québec est d'autant plus réfractaire à cette perspective que l'armée, à l'exception du 22^e Régiment, respecte peu les identités religieuse et linguistique de ses soldats canadiens-français. Malgré une habile propagande qui fait vibrer la fibre française et des campagnes de recrutement tapageuses, les francophones répondent avec moins d'enthousiasme à l'enrôlement volontaire. Dans les régions, on considère que les hommes jeunes représentent une main d'œuvre agricole nécessaire, voire essentielle dans bien des cas.

Mais, ce qui ralentit surtout l'ardeur des francophones pour la défense de l'empire, c'est la crise linguistique qui s'aggrave en Ontario autour de l'application du tristement célèbre *Règlement XVII*¹. Officiellement en vigueur depuis 1912, le Règlement interdit pratiquement l'enseignement de la langue française dans les écoles. Il est maintenant appliqué dans toute sa sévérité et soulève une vive résistance dans les milieux franco-ontariens ainsi qu'au Québec. Des voix s'élèvent de plus en plus nombreuses et on parle du « front ontarien » et des « grands blessés » de notre guerre linguistique. Armand Lavergne, le député sortant de Montmagny, enflamme ses auditoires en parlant de notre liberté qu'il faut d'abord défendre sur l'Outaouais avant d'aller la sauver en Alsace ou en Belgique. Cette question des écoles françaises de l'Ontario ainsi que la perspective de la conscription agissent comme des agents mobilisateurs, non pour l'armée canadienne mais en faveur de la cause nationale des Canadiens français.

L'A.C.J.C., la Société Saint-Jean-Baptiste, d'autres mouvements et associations nationalistes ainsi que plusieurs journaux, dont *Le Devoir* et bien sûr *Le Droit*, mènent la bataille en faveur des écoles françaises de l'Ontario. À Ottawa, le sénateur Philippe Landry porte haut l'étendard des droits du français et dépose devant le Sénat une requête de désaveu du *Règlement XVII* comptant 600,000 signatures. Même l'épiscopat, habituellement si prudent et si conservateur en matière politique, hausse le ton et appelle à la résistance. La crise réunit lors de ce combat des adversaires tels le libéral Philippe-Auguste Choquette qui, toujours au Sénat, se porte à la défense du conservateur et vieil adversaire Landry attaqué par ses pairs². Même Wilfrid Laurier, le vénérable chef libéral de l'opposition, se lève aux Communes et plaide en faveur de ses compatriotes ontariens au risque d'indisposer certains éléments au sein même de son parti. La crise ontarienne opère donc un rapprochement naguère impensable entre libéraux et nationalistes.

La campagne électorale de 1916

Le 14 avril, à Québec, le premier ministre Lomer Gouin dissout le Parlement et convoque des élections générales pour le 22 mai. À la dissolution, l'Assemblée législative compte 57 libéraux, 15 conservateurs, un député ouvrier et un nationaliste. Six sièges sont vacants.

L'opposition conservatrice est déchirée sur la question des écoles ontariennes entre la solidarité partisane et les intérêts nationaux. Le chef, Philémon Cousineau, doit considérer que les conservateurs sont au pouvoir à Ottawa comme à Toronto et qu'un puissant lobby tory au sein de l'establishment anglo-montréalais oriente son parti. D'emblée, il a donc choisi son camp.

À la session de janvier 1916, il s'était opposé au bill Galipeault³ sans grande conviction, et pendant la campagne électorale, le chef conservateur évite d'aborder les questions litigieuses de la langue et de la conscription, affirmant qu'elles ne constituent pas l'enjeu de l'élection. Quelques-uns de ses députés, dont Arthur Sauvé de Deux-Montagnes, le mettent en garde contre une stratégie opportuniste et partisane qui sera électoralement suicidaire et moralement indéfendable.

Par ailleurs, Henri Bourassa, dans *Le Devoir* du 9 mai, accorde son appui à Lomer Gouin, son rival d'hier et, dans un éditorial à la Sieyès, il exécute le chef conservateur en quelques mots lapidaires : « Le Parti libéral, c'est quelque chose; Gouin, c'est quelqu'un. Le Parti conservateur québécois, ce n'est plus rien; Cousineau, ce n'est personne. ». Pour les libéraux, cet appui du *Devoir* en pleine campagne électorale est inespéré. Au même moment, à Ottawa, une figure montante du Parti libéral, le député de Kamouraska Ernest Lapointe, présente une motion plaidant en faveur des droits des Franco-Ontariens, laquelle soulève plusieurs réactions tant au Parlement que dans les journaux. La campagne québécoise se déroule donc dans une atmosphère chargée avec, en arrière-plan, le spectre de la conscription et une des plus violentes campagnes de presse jamais menées au Canada anglais contre les francophones.

Le scrutin du 22 mai confirme les appréhensions d'Arthur Sauvé. Coincé dans ses positions et dépassé par les enjeux réels de cette campagne, Philémon Cousineau est emporté, et avec lui, presque tout son parti. Il perd son siège de Jacques-Cartier par une humiliante majorité de 1300 voix en faveur de son adversaire libéral et des circonscriptions conservatrices comme Joliette, Terrebonne et Laprairie reviennent aux libéraux. La majorité passe de 63, qu'elle était au scrutin précédent, à 75 députés. Seuls six députés de l'opposition, dont seulement trois francophones, survivent au raz-de-marée libéral : Arthur Sauvé dans Deux-Montagnes, élu sans opposition, Narcisse Turcotte au Lac-Saint-Jean, Pierre D'Auteuil dans Charlevoix, Denis Tansey dans Montréal-Sainte-Anne, Charles Ernest Gault dans Montréal-Saint-Georges, Charles Allan Smart dans Westmount, ces deux derniers aussi élus sans opposition. Le colonel Smart étant au front, seuls cinq députés occuperont les banquettes de la gauche au cours de la session.

Ébranlée, cette opposition décimée refait ses rangs autour de Sauvé. Désigné chef parlementaire à titre intérimaire pour cette première session, le député de Deux-Montagnes demeurera leader de son parti au cours des treize années suivantes.

On compte 27 nouvelles figures dans la nouvelle Assemblée législative, parmi lesquelles Athanase David et Hector Laferté. Les députés doivent aussi élire un nouveau Président, car le très digne Cyrille Delâge a quitté l'arène parlementaire et occupe, depuis le 13 avril 1916, le poste de surintendant de l'Instruction publique. À l'ouverture de la première session de la législature, le 7 novembre, Antonin Galipeault, ci-devant Vice-Président de la Chambre, accède au titre de Président.

La nouvelle session

La session est ouverte par le lieutenant-gouverneur Pierre-Évariste Leblanc, lui-même ancien chef de l'opposition conservatrice qui, comme Sauvé, s'était retrouvé naguère à la tête d'une bien maigre opposition parlementaire⁴. L'ironie de la politique conduit parfois des lieutenants-gouverneurs à diriger en théorie des gouvernements dont ils ne partagent pas la sensibilité. Mais Leblanc est un homme de principes, conscient des devoirs de sa charge qu'il assume avec diligence et neutralité.

Outre les politesses d'usage et les nouvelles de la guerre, le discours du trône annonce le programme du gouvernement : on poussera plus avant la politique des bonnes routes, la construction des barrages hydroélectriques et la colonisation des terres neuves. La protection des forêts, le développement des mines et l'Instruction publique seront les priorités du gouvernement. De plus, après la guerre, le Québec doit s'attendre à une vague sans précédent d'immigration et le gouvernement entend faire profiter la province de ce flux migratoire.

Le débat sur l'adresse en réponse au discours du trône, habituellement si copieux, ne dure cette fois qu'une journée. C'est à Hector Laferté, le jeune député de Drummond, que revient l'honneur de présenter la traditionnelle réponse de l'Assemblée au discours du trône. C'est pour lui le début d'une longue carrière parlementaire qui s'étendra sur plus d'un demi-siècle⁵. On le sent prudent et bien conseillé lorsqu'il évoque avec une subtile diplomatie la crise nationale qui secoue les deux Canadas. Arthur Sauvé, le nouveau chef de l'opposition, lui donne la réplique parlant de l'adversité à laquelle son parti a su bravement résister. Le premier ministre se contente de répondre que le Parti conservateur a perdu les élections par sa faute et que le gouvernement libéral est fier de voir tant de nouvelles figures aux pupitres de l'Assemblée. Puis, l'adresse est votée sans plus de discussions. Et la Chambre s'attaque tout de suite à son menu législatif.

La question des écoles ontariennes et l'avenir du Canada français

Conscient de l'aspect délicat du dossier, le gouvernement n'a nullement l'intention d'amener le sujet des écoles ontariennes sur le parquet de la Chambre. Pendant toute la session, cette question hante pourtant les coulisses de l'Assemblée législative : même lorsque l'on n'en parle pas, on y pense toujours.

Dès le 10 novembre, Sauvé fait une sortie contre un article du *Devoir* qui lui reproche quelques-uns de ses propos tenus au cours de la session précédente sur le bill Galipeault. « Je ne permettrai pas, dit-il, que sur des sujets aussi brûlants, on me prête des sentiments que je n'ai pas. » Sauvé surveille la moindre réaction des libéraux sur ce point. Le 22 novembre, il demande au gouvernement s'il a reçu des demandes de subventions pour soutenir les écoles françaises de l'Ontario. « Non », répond laconiquement le premier ministre. Manifestement, constate-t-on, les déclarations ministérielles sur ce sujet sont aussi courtes en Chambre qu'elles étaient longues et ardentes sur les estrades pendant la campagne électorale.

À la fin de la session, le gouvernement fait adopter le bill 41, accordant la somme considérable de 1 000 000 \$ au Fonds patriotique canadien pour bien marquer l'appui du Québec à l'effort de guerre des pays alliés. Cette Fondation vient en aide aux familles des soldats qui se battent en Europe. Le 18 décembre, le jeune député de Terrebonne, Athanase David, fait son premier discours à l'Assemblée et démontre déjà un indéniable talent oratoire et politique. Il réussit à faire un discours à la fois loyaliste et patriotique où il se porte brillamment à la défense de la langue française.

[...] Il s'agit de défendre non pas le territoire français auquel des souvenirs impérissables mais lointains nous rattachent, mais de la langue française à laquelle nous tenons par toutes les affinités de notre être, à laquelle nous restons attaché et que nous parlerons malgré les luttes, malgré la force, malgré les lois, tant et si longtemps qu'il nous restera assez de fierté nationale pour nous réclamer de nos origines.

Parlant le lendemain, Arthur Sauvé adresse ses félicitations au jeune député de Terrebonne. Mais le combat pour la résistance sera long. Victorieuse après la guerre, croit le chef de l'opposition, l'Angleterre sera plus impérialiste que jamais et le Canada français devra accroître son influence et développer ses appuis pour assurer sa survivance et son progrès (séance du 19 décembre).

L'étude des crédits pour l'Instruction publique ranime encore le débat. Sauvé signale les carences dans l'inspection des écoles et dans la qualité des conférences pédagogiques données aux institutrices. Il dénonce le fait que dans la région du Pontiac, à la frontière de l'Ontario, des écoles dites bilingues sont en fait unilingues anglaises et contribuent à l'assimilation des enfants dans cette région. C'est une infamie, déclare le chef de l'opposition. Puis, un débat s'amorce enfin sur les écoles d'Ontario, Sauvé déclarant que le bill Galipeault à Québec et la motion Lapointe à Ottawa n'ont été que de la poudre lancée aux yeux des Québécois par le Parti libéral à des fins purement partisans et électoralistes.

Aux attaques de l'opposition, Gouin répond en défendant la sincérité du patriotisme de son parti. Il affirme avoir été réélu grâce à ses réalisations et reproche au chef de l'opposition de revenir sur le résultat des élections avec de mauvais arguments et d'être un mauvais perdant. Le Parti libéral, réplique Sauvé, se gargarise de patriotisme pendant les périodes électorales et, pendant la session, pactise avec les corporations qui menacent notre survivance.

Le fonds patriotique

Pour bien marquer la volonté du Québec de participer activement à l'effort de guerre, le gouvernement fait voter, avec le bill 41, une nouvelle participation de 1 000 000 \$ au Fonds patriotique canadien. La contribution porte à près de 3 000 000 \$ les sommes votées par le Québec à cette fin depuis 1914. Ce fonds doit servir à soutenir financièrement les familles dont un membre sert au front. Par ce nouveau témoignage de solidarité envers la cause alliée, le gouvernement québécois souhaite répondre aux anglophones qui doutent de l'ardeur des Canadiens français dans cette guerre et les convaincre de ne plus ostraciser la langue française. Athanase David prononce sur cette question un important discours aux nobles accents qui appelle à la réconciliation (séance du 18 décembre).

Les finances publiques

Le 16 novembre, le trésorier George Mitchell présente son troisième discours sur le budget. Jamais depuis 40 ans, affirme Gouin, un gouvernement n'a présenté son budget si tôt en session. On affiche fièrement un surplus de 370 000 \$ sur un budget global de 10 000 000 \$.

Malade, C. E. Gault, le critique financier de l'opposition, met une semaine à répondre au trésorier. En ces temps de guerre, il appelle de sévères restrictions de dépenses, critique l'inquiétante augmentation du coût de la vie et croit nécessaire d'établir un véritable rationnement alimentaire. Chez les ministériels, on trouve la réplique bien anémique. Il est vrai que l'opposition questionne peu le détail des subsides, car dès la première séance du comité, on adopte 155 crédits!

L'impôt sur les successions est l'une des principales sources de revenus de la province à cette époque. Le bill 12, qui modifie les droits sur les successions, fait l'objet de débats qui révèlent la pression des hommes d'affaires. Ces derniers veulent éviter une double perception des droits sur les grandes fortunes au Québec et en Ontario (séance du 15 décembre).

L'agriculture, l'inflation et le coût de la vie

Si les finances publiques se portent bien, les familles sont de plus en plus confrontées à l'augmentation des prix et du coût de la vie en général. La guerre, tout en faisant tourner l'économie à plein régime, provoque une spirale inflationniste qui ne se limite pas qu'aux villes. Même dans les campagnes, le prix des produits agricoles en forte demande augmente ainsi que celui des outils et des produits de première nécessité. La guerre a aussi diminué la main d'œuvre agricole, explique le ministre J.-É. Caron, et l'Europe ne peut plus exporter de denrées agricoles. Il dénonce certains propriétaires spéculateurs qui, aux États-Unis, entreposent des céréales et d'autres produits dans leurs entrepôts frigorifiques.

Pour que le Québec améliore sa production agricole, le gouvernement investit dans le développement de la science agronomique. Les conférences auprès des cultivateurs, l'aide aux cercles et sociétés agricoles sont au programme du ministre. Mais la politique gouvernementale essuie néanmoins quelques critiques, au sein même de la profession des agronomes (séance du 5 décembre).

De son côté, le chef de l'opposition se plaît à rappeler la contribution du gouvernement conservateur d'Ottawa en faveur, dit-il, des agriculteurs du Québec. Il appelle aussi de ses vœux la création d'un crédit agricole qu'il associe aux efforts coopératifs d'Alphonse Desjardins dans le domaine des caisses de crédit. Il est encore trop tôt pour établir un tel programme, répond le ministre (séance du 19 décembre).

La colonisation

Quelques bills sont présentés pour ouvrir de nouvelles zones à la colonisation, même dans des secteurs d'occupation plus ancienne. De son côté, le député conservateur du Lac-Saint-Jean, Narcisse Turcotte, plaide pour que le gouvernement améliore le sort des colons établis sur des terres éloignées. Le problème des communications et des chemins de colonisation est particulièrement grave, considère-t-il, et les débats lui donnent l'occasion d'interpeller le ministre Honoré Mercier fils à ce propos (séance du 28 novembre).

Le 14 décembre, Arthur Sauvé prononce un long discours sur la colonisation comme fer de lance de l'élan patriotique; Narcisse Turcotte le relaie le lendemain pour parler d'immigration. La vie et le sort des colons vont demeurer encore longtemps un domaine privilégié des débats de l'Assemblée. C'est d'ailleurs l'époque où le public découvre dans les pages de *Maria Chapdelaine*, de Louis Émond, une émouvante évocation de la vie des colons canadiens-français.

L'automobile

La voirie devient désormais un sujet récurrent de débats. En 1916, le gouvernement porte à 20 000 000 \$ la capacité d'emprunt du gouvernement pour le développement d'un réseau routier. L'adoption du bill 16 sur les véhicules-moteurs constitue aussi un signe des temps, car il consacre la place de plus en plus grande qu'occupe déjà l'automobile dans la vie des Québécois. En 1916, le Québec compte 14 000 automobiles et 150 garages. La mesure gouvernementale se situe dans la logique de la politique des bons chemins; entre autres, elle établit les tarifs d'immatriculation, fixe les limites de vitesse (entre 15 et 25 km/heure) et sanctionne la conduite en état d'ébriété.

Outre ce projet de loi, les nombreuses questions et demandes de documents relatives à la voirie et aux automobiles, au cours de la session, démontrent l'importance grandissante de cette réalité nouvelle.

Les femmes et le Barreau

En décembre, le député de Dorchester, Lucien Cannon, tente de nouveau de faire adopter un bill visant à admettre les femmes au Barreau. Il a présenté le même bill au début de l'année, lors de la session précédente. Comme l'Assemblée s'est largement transformée depuis le dernier scrutin, il espère que le souffle de la modernité va enfin atteindre les consciences. Malheureusement, comme en février, son bill est de nouveau rejeté par une seule voix de majorité⁶.

Alcool et cinéma

La loi des licences (permis de vente d'alcool) est un autre point qui ne fait pas l'unanimité au Québec. Les tenants de la prohibition et ceux de la vente libre de bière et d'alcool s'affrontent. En présentant le bill 18, le trésorier W. G. Mitchell fait un exposé sur la question (19-21 décembre). Le gouvernement s'oriente vers une position de compromis en refusant d'imposer la prohibition, mais en exigeant un sévère contrôle des détenteurs de permis et en limitant leur nombre. Il préfère en somme la tempérance à la prohibition. La loi prévoit aussi des dispositions concernant le jeu, le spectacle et les courses. Ce sont de nouvelles taxes qui affecteront les plus pauvres, croit l'opposition; ce bill est une véritable licence accordée au vice, déclare Sauvé.

La vertu du chef de l'opposition trouve aussi à s'exprimer à propos du bill 34 sur le cinéma. Des pouvoirs sont accordés au Bureau de censure pour autoriser les « exhibitions de vues animées » et des taxes devront désormais être versées au gouvernement. Le Bureau est trop laxiste, affirme Sauvé, et les salles de cinéma sont des lieux de scandales, dit-il, le 20 décembre.

Un avenir incertain

La session prend fin le 22 décembre. Le contexte de guerre et la faiblesse numérique de l'opposition auront contribué à faire de la session de l'automne 1916 l'une des moins animées de cette époque. Le premier ministre Gouin peut être satisfait, car il a su éviter habilement une fois de plus les écueils de la crise nationale. Pourtant, l'horizon politique ne s'éclaircit pas, la « Grande Guerre » maintient une lourde pression sur les Alliés et contribue à augmenter les tensions. Avant longtemps, les deux Canadas se retrouveront à une croisée des chemins.

Gilles Gallichan

NOTES

1. Voir le texte du *Règlement XVII*, paru dans l'introduction de la session de 1915.
2. P.-A. Choquette, *Un demi-siècle de vie politique*, Montréal, Éditions Beauchemin, 1936, pp. 227-228.
3. Voir la 4^e session de la XIII^e législature, 1916.
4. En 1904, les conservateurs n'avaient fait élire que sept députés et M. Leblanc était alors chef de l'opposition.
5. Les mémoires d'Hector Laferté couvrant la période 1936 à 1958 ont été publiées en 1998. *Derrière le trône. Mémoires d'un parlementaire québécois 1936-1958*, Sillery, Éditions du Septentrion, 1998, 463 p.
6. Sur cette question voir Gilles Gallichan, « Les vaines tentatives de Lucien Cannon », *Les Québécoises et le Barreau. L'histoire d'une difficile conquête 1914-1941*, Sillery, Éditions du Septentrion, 1999, pp. 37-59.

ANALYSE DES JOURNAUX ET DES SOURCES

Une forte majorité libérale

Même si plusieurs journaux anglophones du Québec sont contrôlés traditionnellement par le Parti conservateur, il n'en demeure pas moins que le Parti libéral est au pouvoir à Québec depuis 19 ans, jouissant depuis les dernières élections d'une majorité écrasante de 69 députés, alors que l'opposition n'est constituée que de six députés. La vie politique est donc empreinte de cette suprématie, puisque ce gouvernement demeure solidement en place. Pour survivre, les autres quotidiens conservateurs se doivent d'apprendre à composer avec les libéraux et à ménager le gouvernement. Les annonces et les contrats d'impression du gouvernement demeurent toujours une source de revenus appréciable pour les entreprises de presse. Pour éviter d'être totalement exclus de la liste des fournisseurs du gouvernement, les bureaux de rédaction de journaux reconnus comme conservateurs se font plus conciliants envers le gouvernement et consentent donc de plus en plus souvent à accorder quelques bonnes notes à ce dernier. Les dures années de guerre favorisent également ce climat de trêve entre les partis qui se reflète aussi dans la presse.

Cependant, une particularité de cette deuxième session de 1916 demeure le fait que, pour la première fois, le chef de l'opposition est un journaliste de profession. Arthur Sauvé qui, à l'occasion signalait ses chroniques de son pseudonyme *Arthur sincère*, a travaillé entre autres au *Monde canadien*, à *La Presse* et à *La Patrie*. Il connaît donc bien le monde des journaux et de la presse en général. Il est d'ailleurs d'autant plus vigilant, sachant à quel point la politique partisane est présente dans les salles de rédaction. Rien de surprenant à le voir soulever des questions de privilège à propos de chroniques parues dans *Le Devoir* (10 novembre) et dans *Le Soleil* (27 novembre).

Le Devoir, le journal de Bourassa, s'impose comme un grand journal d'idées toujours indépendant des partis. Il a surpris bien des lecteurs en donnant son appui à Gouin pendant la campagne de 1916. Cela n'empêche aucunement le ministre Caron de protester contre un reportage du *Devoir* au sujet des crédits de l'Agriculture, le 7 décembre, mais, tout en faisant sa mise au point, il conserve un ton assez conciliant envers le quotidien nationaliste.

L'Action catholique qui s'est toujours opposée au gouvernement libéral baisse le ton en 1916. L'Église courtise alors les autorités politiques et souhaite un resserrement des lois contre l'alcool. Cette participation du clergé au lobby de la tempérance explique sans doute une certaine aménité de ton.

Le Soleil et *Le Canada*, toujours la voix du Parti libéral respectivement à Québec et à Montréal, ne sont pas favorables à la prohibition et le disent. De leur côté, les conservateurs ont toujours l'appui de *L'Événement* et de *La Patrie*. L'opposition dans la presse n'a plus la vigueur d'autrefois, car il faut composer avec les susceptibilités ministérielles pour conserver sa petite part du patronage et des contrats d'impression du gouvernement.

Le Réveil, qui n'existe que depuis le 27 décembre 1915, est un quotidien nationaliste. Rédigé par Tancrède Marsil, celui-ci consacre toute son énergie à combattre dans son journal tout particulièrement le service militaire obligatoire, dont le spectre se fait de plus en plus présent, et la politique militaire du gouvernement.

Le *Daily Télégraph* de Frank Carrel est considéré par l'opposition comme l'organe du gouvernement dans la capitale. Ce quotidien souhaite rejoindre une clientèle plus populaire. C'est pourquoi il prend la défense de la classe ouvrière, à l'encontre du *Chronicle* qui exprime davantage les opinions de la bourgeoisie conservatrice. Trait fondamental de ce quotidien, il s'est toujours intéressé de près tant aux problèmes commerciaux qu'à l'embellissement de la ville de Québec.

En 1916, la Tribune de la presse se compose de dix-sept journalistes dont six représentent des journaux de langue anglaise¹:

Noël Chassé	<i>L'Événement</i>
Alonzo Cinq-Mars	<i>La Presse</i>
John. A. Davis	<i>The Quebec Chronicle</i>
Louis-Philippe Desjardins	<i>L'Action catholique</i> , (président)
Valère Desjardins	<i>Le Canada</i>
Jean-Baptiste Dumont	<i>Le Devoir</i>
Louis Dupire	<i>Le Devoir</i>
Joseph-Amédée Gagnon	<i>Le Quotidien</i>
Eustache Letellier	<i>Le Soleil / Le Canada</i>
Tancrède Marcil	<i>Le Réveil</i>
William R. O'Farrell	<i>The Montreal Daily Mail / The Toronto News</i>
Wilfrid E. Playfair	<i>The Montreal Daily Star</i>
Damase Potvin	<i>La Patrie / L'Événement</i>
Raoul Renault	<i>Le Franc Parleur</i>
John Richardson	<i>The Montreal Herald and the Daily Telegraph</i>
Abel Vineberg	<i>The Montreal Gazette</i>
W. Werry	<i>The Daily Telegraph</i>

NOTE

1. Le nom des correspondants parlementaires est tiré de : *Les membres de la Tribune de la presse, liste chronologique*, 1871-1989, Québec, Bibliothèque de l'Assemblée nationale, 1990, (s.p.), Coll. "Bibliographie et documentation", no 34.

BIBLIOGRAPHIE

Journaux de base

Action catholique, L'
Canada, Le
Devoir, Le
Événement, L'
Gazette, The
Montreal Daily Star, The
Montreal Herald and the Daily Telegraph, The
Patrie, La
Presse, La
Quebec Chronicle, The
Soleil, Le

Journaux complémentaires

Action populaire, L'
Action canadienne, L'
Avenir du Nord, L'
Bien Public, Le
Bonne parole, La
Bulletin, Le
Bulletin des agriculteurs, Le
Canadien, Le
Clairon de Saint-Hyacinthe, Le
Courrier de Saint-Hyacinthe, Le
Croix, La
Droit, Le
Éclaireur, L'
Étoile du Nord, L'
Journal de Waterloo, Le
Monde ouvrier, Le
Montreal Daily Mail, The
Nationaliste, Le
Nouveau Trois-Rivières, Le
Pays, Le
Peuple, Le
Progrès de l'Est, Le
Progrès de Valleyfield, Le
Progrès du Golfe, Le
Progrès du Saguenay, Le
Quebec Daily Telegraph, The
Quotidien, Le
Réveil, Le
Saint-Laurent, Le
Sherbrooke Daily Record, The
Sorelois, Le
Spectateur, Le
Stanstead Journal, The
Tribune, La (Saint-Hyacinthe)
Tribune de Sherbrooke, La
Union des Cantons de l'Est, L'
Vérité, La

Autres sources

Documents de la 2^e session, 1916, 4 volumes.

Mitchell, Walter George. *Discours sur le budget prononcé par l'honorable W. G. Mitchell, Trésorier de la province à l'Assemblée législative de Québec, 16 novembre 1916.* [s.l.]: 1916. 34 p. Publié également en anglais.

Ordres du jour de l'Assemblée législative de la province de Québec, 1916.

Procès-verbaux de l'Assemblée législative de la province de Québec, 1916, Québec 1916.

Québec, Prov. *Bills*, 1^{ère} session, 14^e Parlement, 1916.

Québec, Prov. *Journals of the Legislative Assembly of the Province of Quebec, Vol. LI: 2nd Session, 1916*, Quebec, Telegraph Printing Company, 1916, xii, 256, lviii p.

Québec, Prov. *Journaux de l'Assemblée législative de la province de Québec, 2^e Session de 1916, Vol. LI*, Québec, Compagnie de publication Le Soleil, 1916, xii, 255, 1 p.

Québec, Prov. *Statuts de la province de Québec*, 7 George V, Québec, Imprimeur du roi, Québec, 1916, 467 p.

Rapports des comités généraux, 2^e session, 1916.

TABLE DES MATIÈRES

Faits marquants de la session de 1916	v
Analyse des journaux et des sources.....	xi
Bibliographie.....	xiii
Table des matières.....	xv
L'Exécutif en 1916.....	xvii
Membres de l'Assemblée législative	
Par ordre alphabétique	xviii
Par ordre de circonscription	xx
Débats	
Séance du mardi 7 novembre 1916.....	1
Séance du mercredi 8 novembre 1916.....	7
Séance du jeudi 9 novembre 1916	23
Séance du vendredi 10 novembre 1916	29
Séance du lundi 13 novembre 1916.....	33
Séance du mardi 14 novembre 1916.....	35
Séance du mercredi 15 novembre 1916.....	41
Séance du jeudi 16 novembre 1916	45
Séance du vendredi 17 novembre 1916	73
Séance du lundi 20 novembre 1916.....	77
Séance du mardi 21 novembre 1916.....	83
Séance du mercredi 22 novembre 1916.....	107
Séance du jeudi 23 novembre 1916	121
Séance du vendredi 24 novembre 1916	133
Séance du lundi 27 novembre 1916.....	141
Séance du mardi 28 novembre 1916.....	147
Séance du mercredi 29 novembre 1916.....	157

Séance du jeudi 30 novembre 1916	167
Séance du vendredi 1 ^{er} décembre 1916.....	179
Séance du lundi 4 décembre 1916	183
Séance du mardi 5 décembre 1916	193
Séance du mercredi 6 décembre 1916	199
Séance du jeudi 7 décembre 1916.....	211
Séance du lundi 11 décembre 1916	215
Séance du mardi 12 décembre 1916	225
Séance du mercredi 13 décembre 1916	231
Séance du jeudi 14 décembre 1916.....	247
Séance du vendredi 15 décembre 1916.....	259
Séance du samedi 16 décembre 1916	273
Séance du lundi 18 décembre 1916	277
Séance du mardi 19 décembre 1916	293
Séance du mercredi 20 décembre 1916	313
Séance du jeudi 21 décembre 1916.....	353
Séance du vendredi 22 décembre 1916.....	369
Index des participants	381
Index des sujets	401
Index des bills publics et privés	423

L'HONORABLE PIERRE-ÉVARISTE LEBLANC

Lieutenant-gouverneur de la province de Québec

**Membres du Conseil exécutif
1916**

L'honorable Lomer Gouin, premier ministre et procureur général

L'honorable Joseph-Édouard Caron, ministre de l'Agriculture

L'honorable Jules Allard, ministre des Terres et Forêts

L'honorable Louis-Alexandre Taschereau, ministre des Travaux publics et du Travail

L'honorable Honoré Mercier (fils), ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries

L'honorable Joseph-Adolphe Tessier, ministre de la Voirie

L'honorable Jérémie-Louis Décarie, secrétaire et registraire de la province

L'honorable Walter George Mitchell, trésorier de la province

L'honorable John Charles Kaine, ministre sans portefeuille

L'honorable Narcisse Pérodeau, ministre sans portefeuille

Orateur

L'honorable Antonin Galipeault

LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
par ordre alphabétique

Député	Allégeance politique	Circonscription
ASHBY, Joseph-Séraphin-Aimé	L	Jacques-Cartier
BEAUDRY, Adrien	L	Verchères
BENOÎT, Joseph-Aldéric	L	Iberville
BERCOVITCH, Peter	L	Montréal-Saint-Louis
BISSONNET, Alfred-Joseph	L	Stanstead
BORDELEAU, Bruno	L	Champlain
BOUCHARD, Télesphore-Damien	L	Saint-Hyacinthe
BUGEAUD, Joseph-Fabien	L	Bonaventure
BULLOCK, William Stephen	L	Shefford
CANNON, Lawrence Arthur	L	Québec-Centre
CANNON, Lucien	L	Dorchester
CARON, Donat	L	Matane
CARON, Joseph-Édouard	L	Îles-de-la-Madeleine
CÉDILOT, Wilfrid	L	Laprairie
D'AUTEUIL, Pierre	C	Charlevoix-Saguenay
DAVID, Athanase	L	Terrebonne
DÉCARIE, Jérémie-Louis	L	Maisonneuve
DELISLE, George-Isidore	L	Saint-Maurice
DESAULNIERS, Eugène Merrill	L	Chambly
DORRIS, Cyprien	L	Napierville
DUPUIS, Joseph-Alcide	L	Montcalm
FARAND, Avila	L	Soulanges
FINNIE, John Thomas	L	Montréal-Saint-Laurent
FORTIER, Hyacinthe-Adéland	L	Labelle
FRANCOEUR, Joseph-Napoléon	L	Lotbinière
GALIPEAULT, Antonin	L	Bellechasse
GAULT, Charles Ernest	C	Montréal-Saint-Georges
GENDRON, Ferdinand-Ambroise	L	Ottawa
GODBOUT, Arthur	L	Beauce
GOSSELIN, Joseph-Jean-Baptiste	L	Missisquoi
GOUIN, Lomer	L	Portneuf
GRÉGOIRE, Georges-Stanislas	L	Frontenac
HAY, John	L	Argenteuil
HÉBERT, Ernest	L	Joliette
HODGINS, William	L	Pontiac
LAFERTÉ, Hector	L	Drummond
LAFONTAINE, Joseph	L	Berthier
LAPIERRE, Lauréat	L	Mégantic
LECLERC, Aurèle	L	Québec
LEMIEUX, Gustave	L	Gaspé
LÉTOURNEAU, Louis-Alfred	L	Québec-Est
LÉTOURNEAU, Séverin	L	Montréal-Hochelaga
LÉVESQUE, Joseph-Wenceslas	L	Laval
MADDEN, Martin	L	Québec-Ouest
MASSON, Joseph-Elzéar	L	Montmagny
MAYRAND, Georges	L	Montréal-Dorion
MERCIER, Honoré, fils	L	Châteauguay
MITCHELL, Walter George	L	Richmond
OUELLETTE, Édouard	L	Yamaska
PAQUET, Arthur	L	Saint-Sauveur

Député	Allégeance politique	Circonscription
PARROT, Louis-Eugène-Aduire	L	Témiscouata
PÉLOQUIN, Maurice-Louis	L	Richelieu
PERRAULT, Joseph-Édouard	L	Arthabaska
PETIT, Honoré	L	Chicoutimi
PHANEUF, Joseph-Émery	L	Bagot
PHILPS, Andrew	L	Huntingdon
PILON, Hormisdas	L	Vaudreuil
REED, Walter	L	L'Assomption
ROBERT, Edmund Arthur	L	Beauharnois
ROBERT, Joseph-Edmond	L	Rouville
ROBERT, Marcellin	L	Saint-Jean
ROBILLARD, Clément	L	Montréal-Saint-Jacques
ROY, Alfred-Valère	L	Lévis
SAUVÉ, Arthur	C	Deux-Montagnes
SCOTT, George Nathaniel	L	Compton
SÉGUIN, Napoléon	L	Montréal-Sainte-Marie
SIMARD, Télesphore	L	Témiscamingue
SMART, Charles Allan	C	Westmount
STEIN, Charles-Adolphe	L	Kamouraska
TANGUAY, Napoléon-Pierre	L	Wolfe
TANSEY, Denis	C	Montréal-Sainte-Anne
TASCHEREAU, Louis-Alexandre	L	Montmorency
TESSIER, Auguste-Maurice	L	Rimouski
TESSIER, Joseph-Adolphe	L	Trois-Rivières
THÉRIAULT, Élisée	L	L'Islet
THERRIEN, Calixte-Émile	L	Sherbrooke
TOURVILLE, Rodolphe	L	Maskinongé
TRAHAN, Arthur	L	Nicolet
TURCOT, Napoléon	L	Montréal-Laurier
TURCOTTE, Joseph-Sylvio-Narcisse	C	Lac-Saint-Jean
VILAS, William Frederick	L	Brome

Allégeance politique :

- C - Conservateur
- L - Libéral

LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
par circonscription

Circonscription	Allégeance politique	Député
ARGENTEUIL	L	Hay, John
ARTHABASKA	L	Perrault, Joseph-Édouard
BAGOT	L	Phaneuf, Joseph-Émery
BEAUCE	L	Godbout, Arthur
BEAUHARNOIS	L	Robert, Edmund Arthur
BELLECHASSE	L	Galipeault, Antonin
BERTHIER	L	Lafontaine, Joseph
BONAVENTURE	L	Bugeaud, Joseph-Fabien
BROME	L	Vilas, William Frederick
CHAMBLY	L	Desaulniers, Eugène Merrill
CHAMPLAIN	L	Bordeleau, Bruno
CHARLEVOIX-SAGUENAY	C	D'Auteuil, Pierre
CHÂTEAUGUAY	L	Mercier, Honoré, fils
CHICOUTIMI	L	Petit, Honoré
COMPTON	L	Scott, George Nathaniel
DEUX-MONTAGNES	C	Sauvé, Arthur
DORCHESTER	L	Cannon, Lucien
DRUMMOND	L	Laferté, Hector
FRONTENAC	L	Grégoire, Georges-Stanislas
GASPÉ	L	Lemieux, Gustave
HUNTINGDON	L	Philps, Andrew
IBERVILLE	L	Benoît, Joseph-Aldéric
ÎLES-DE-LA-MADELEINE	L	Caron, Joseph-Édouard
JACQUES-CARTIER	L	Ashby, Joseph-Séraphin-Aimé
JOLIETTE	L	Hébert, Ernest
KAMOURASKA	L	Stein, Charles-Adolphe
L'ASSOMPTION	L	Reed, Walter
LABELLE	L	Fortier, Hyacinthe-Adélar
LAC-SAINT-JEAN	C	Turcotte, Joseph-Sylvio-Narcisse
LAPRAIRIE	L	Cédilot, Wilfrid
LAVAL	L	Lévesque, Joseph-Wenceslas
LÉVIS	L	Roy, Alfred-Valère
L'ISLET	L	Thériault, Élisée
LOTBINIÈRE	L	Francoeur, Joseph-Napoléon
MAISONNEUVE	L	Décarie, Jérémie-Louis
MASKINONGÉ	L	Tourville, Rodolphe
MATANE	L	Caron, Donat
MÉGANTIC	L	Lapierre, Lauréat
MISSISQUOI	L	Gosselin, Joseph-Jean-Baptiste
MONTCALM	L	Dupuis, Joseph-Alcide
MONTMAGNY	L	Masson, Joseph-Elzéar
MONTMORENCY	L	Taschereau, Louis-Alexandre
MONTRÉAL-DORION	L	Mayrand, Georges
MONTRÉAL-HOCHELAGA	L	Létourneau, Séverin
MONTRÉAL-LAURIER	L	Turcot, Napoléon
MONTRÉAL-SAINTE-ANNE	C	Tansey, Denis
MONTRÉAL-SAINTE-MARIE	L	Séguin, Napoléon
MONTRÉAL-SAINT-GEORGES	C	Gault, Charles Ernest
MONTRÉAL-SAINT-JACQUES	L	Robillard, Clément
MONTRÉAL-SAINT-LAURENT	L	Finnie, John Thomas

Circonscription	Allégeance politique	Député
MONTRÉAL-SAINT-LOUIS	L	Bercovitch, Peter
NAPIERVILLE	L	Dorris, Cyprien
NICOLET	L	Trahan, Arthur
OTTAWA	L	Gendron, Ferdinand-Ambroise
PONTIAC	L	Hodgins, William
PORTNEUF	L	Gouin, Lomer
QUÉBEC	L	Leclerc, Aurèle
QUÉBEC-CENTRE	L	Cannon, Lawrence Arthur
QUÉBEC-EST	L	Létourneau, Louis-Alfred
QUÉBEC-OUEST	L	Madden, Martin
RICHELIEU	L	Péloquin, Maurice-Louis
RICHMOND	L	Mitchell, Walter George
RIMOUSKI	L	Tessier, Auguste-Maurice
ROUVILLE	L	Robert, Joseph-Edmond
SAINT-HYACINTHE	L	Bouchard, Télesphore-Damien
SAINT-JEAN	L	Robert, Marcellin
SAINT-MAURICE	L	Delisle, George-Isidore
SAINT-SAUVEUR	L	Paquet, Arthur
SHEFFORD	L	Bullock, William Stephen
SHERBROOKE	L	Therrien, Calixte-Émile
SOULANGES	L	Farand, Avila
STANSTEAD	L	Bissonnet, Alfred-Joseph
TÉMISCAMINGUE	L	Simard, Télesphore
TÉMISCOUATA	L	Parrot, Louis-Eugène-Aduire
TERREBONNE	L	David, Athanase
TROIS-RIVIÈRES	L	Tessier, Joseph-Adolphe
VAUDREUIL	L	Pilon, Hormisdas
VERCHÈRES	L	Beaudry, Adrien
WESTMOUNT	C	Smart, Charles Allan
WOLFE	L	Tanguay, Napoléon-Pierre
YAMASKA	L	Ouellette, Édouard

Allégeance politique :

- C - Conservateur
- L - Libéral

Séance du mardi 7 novembre 1916

Présidence de l'honorable A. Galipeault

La séance est ouverte à 3 heures.

M. le Greffier: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Ce mardi 7 novembre 1916, dans la septième année du règne de Sa Majesté George V, par la grâce de Dieu, roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au-delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes, à la première session de la quatorzième législature convoquée pour ce jour, par proclamation ci-annexée, pour l'expédition des affaires;

Le greffier de l'Assemblée législative ayant déposé sur le bureau de la Chambre une liste certifiée des députés qui ont été élus à l'élection générale de 1916 (liste dont copie est ci-annexée);

M. Louis-Philippe Geoffrion, greffier de l'Assemblée législative, et M. Louis-Napoléon Patenaude, assistant greffier de l'Assemblée législative, tous deux commissaires nommés pour faire prêter le serment d'allégeance aux députés, ayant de 11 heures du matin à 3 heures de l'après-midi assermenté au bureau de la Chambre les députés qui se sont présentés;

À 3 heures, la masse est placée sous le bureau, le greffier réclame l'ordre et les députés prennent leur siège.

Messages du lieutenant-gouverneur:

M. Arthur Saint-Jacques, huissier à la verge noire, apporte le message suivant:

Messieurs, Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle du Conseil législatif.

En conséquence, les députés, à la suite du greffier, se rendent à la barre du Conseil législatif.

M. l'Orateur du Conseil législatif: Honorables Messieurs du Conseil législatif, Messieurs de l'Assemblée législative, Son Honneur le lieutenant-gouverneur ne croit pas devoir déclarer les motifs qui lui ont fait convoquer la présente législature de la

province de Québec avant qu'un Orateur de l'Assemblée législative ait été choisi, suivant la loi; mais, quand ce choix sera fait, Son Honneur expliquera les motifs de la convocation de la présente législature.

Et les députés étant de retour,

Élection de l'Orateur

L'honorable M. Gouin (Portneuf): Je propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable M. Taschereau), que M. Antonin Galipeault, député du collège électoral de Bellechasse, soit élu Orateur de la Chambre et qu'il prenne place au fauteuil en cette qualité.

Vous connaissez tous le député de Bellechasse pour l'avoir vu siéger en cette Chambre depuis plusieurs années. Il est favorablement connu par la grande majorité des membres de cette Chambre, qui ont pu apprécier ses nombreuses qualités de cœur et d'esprit.

À ses qualités d'esprit et de cœur, il joint l'avantage d'une longue et brillante pratique au Barreau. Dans ses nouvelles fonctions, il sera aussi efficacement aidé par l'expérience acquise comme orateur suppléant.

En effet, aux qualités qui l'ont fait apprécier au Barreau comme au Parlement, il joint cet avantage d'une longue expérience des us et coutumes parlementaires.

Je suis certain qu'il mettra dans l'accomplissement de ses nouvelles fonctions la pondération, le tact, la courtoisie et la dignité, qualités que nous avons toujours remarquées en lui, et qu'il remplira avec éclat le poste que cette Chambre lui confiera si elle adopte la motion que j'ai l'honneur de faire.

La proposition est adoptée *nemine contradicente*.

M. le Greffier déclare l'honorable Antonin Galipeault dûment élu. Ce dernier est conduit au fauteuil présidentiel par l'honorable M. Gouin et par l'honorable M. Taschereau¹.

M. l'Orateur, arrivé au degré supérieur de l'estrade, exprime ses remerciements à la Chambre comme suit:

Messieurs, je remercie sincèrement la Chambre du grand honneur qu'elle vient de me faire en me choisissant pour son Orateur et je la prie de croire que je m'efforcerai toujours de mériter sa confiance.

Je n'ignore pas combien je suis peu qualifié pour occuper le poste important qui m'est assigné; aussi je compte sur la bienveillance et le concours de tous les membres de cette Chambre pour remplir avec fermeté et impartialité les devoirs qui vont m'incomber. J'aime à espérer que la Chambre entière voudra bien, à l'occasion, m'aider à défendre nos droits et privilèges, à faire respecter notre règlement et à maintenir la liberté de discussion que nos usages ont consacrée.

M. l'Orateur prend alors place au fauteuil, et la masse, qui auparavant était sous la table, est alors mise sur la table.

Suspension des travaux

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable M. Taschereau), que cette Chambre suspende maintenant la séance pour cinq minutes.

Adopté.

La Chambre, ayant siégé jusqu'à 3 h 25, suspend alors sa séance.

Reprise de la séance à 3 h 30

Messages du lieutenant-gouverneur:

M. Arthur Saint-Jacques, huissier à la verge noire, apporte un nouveau message, lequel se lit comme suit:

M. l'Orateur, Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle du Conseil législatif.

L'Orateur, précédé de la masse et suivi des députés, se rend à la barre du Conseil législatif.

M. l'Orateur de l'Assemblée législative: M. le lieutenant-gouverneur, l'Assemblée législative m'a choisi pour son Orateur, bien que je ne me sente pas très qualifié pour remplir le poste important auquel elle m'a appelé.

Si, dans l'exercice des fonctions de ma charge, il m'arrive de commettre quelque erreur, je désire que ce soit à moi que l'on impute cette erreur et non à la Chambre dont je suis le serviteur.

Et, afin que l'Assemblée législative soit à même de se mieux acquitter de ses devoirs envers son souverain et son pays, je réclame de sa part tous les droits et tous les privilèges qui ne peuvent lui être contestés; spécialement, je demande qu'elle jouisse de la liberté de discussion, qu'elle ait accès auprès de Votre personne en temps opportun, et que Votre Honneur veuille bien interpréter favorablement ses délibérations et ses actes.

M. l'Orateur du Conseil législatif: M. l'Orateur, j'ai reçu ordre de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de vous exprimer l'entière confiance de Sa Majesté dans vos talents, votre intelligence et votre aptitude à remplir les importants devoirs du haut poste d'Orateur de l'Assemblée législative auquel vous avez été élu par la Chambre et que Sa Majesté vous reconnaît et vous confirme comme Orateur de la Chambre de l'Assemblée législative.

J'ai aussi ordre de vous assurer que l'Assemblée législative aura un prompt accès auprès de Son Honneur en toute occasion convenable et qu'il interprétera toujours de la manière la plus favorable ses procédés ainsi que ses paroles et ses actions.

Et, les députés étant de retour,

M. l'Orateur de l'Assemblée législative: J'ai l'honneur de faire rapport que cette Chambre vient de se rendre dans la salle du Conseil législatif; que là, j'ai informé Son Honneur le lieutenant-gouverneur que cette Chambre m'avait choisi pour son Orateur; que j'ai aussi, au nom de cette Assemblée, réclamé tous ses droits et privilèges et demandé qu'elle jouisse de la liberté de discussion, qu'elle ait accès auprès de Son Honneur lorsque les circonstances l'exigeront et qu'il veuille bien interpréter favorablement tous ses actes et délibérations; que, sur ce, Son Honneur a bien voulu déclarer qu'il reconnaissait volontiers à cette Assemblée tous les privilèges que lui accorde la Constitution, qu'elle aurait, en temps opportun, un accès facile auprès de lui et qu'il interpréterait toujours favorablement ses délibérations, ses paroles et ses actes.

Prestation des serments d'office

L'honorable M. Gouin (Portneuf) demande la permission de présenter le bill 1 relatif à la prestation des serments d'office.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Discours du trône

M. l'Orateur: J'ai l'honneur de faire rapport que, lorsque cette Chambre s'est rendue aujourd'hui auprès de Son Honneur le lieutenant-gouverneur dans la salle du Conseil législatif, il a plu à Son Honneur de lire un discours à l'adresse des deux Chambres de la Législature de cette province, et que, pour prévenir toute erreur, j'en ai obtenu une copie dont je vais donner lecture à la Chambre:

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

Il me fait plaisir de vous voir réunis pour commencer vos travaux parlementaires. Le duc et la duchesse de Connaught, accompagnés de la princesse Patricia, viennent de retourner en Angleterre après avoir fait leurs adieux au peuple canadien. Notre province, pour sa part, gardera un agréable souvenir de leur séjour en ce pays ainsi que de l'intérêt que Leurs Altesses ont bien voulu porter au Canada.

Si leur départ est universellement regretté, on peut dire cependant que le choix du nouveau gouverneur a été une cause de satisfaction générale, et, au nom de tous, j'offre au duc de Devonshire la plus cordiale bienvenue.

Il convient de se réjouir des succès que les alliés ont si vaillamment remportés depuis la dernière session et de la part glorieuse que nos troupes y ont souvent prise. Avec vous, je salue avec fierté l'héroïsme des nôtres et je m'incline devant la mémoire de ceux qui sont tombés au champ d'honneur.

Pour enlever à nos volontaires le souci matériel de leurs familles et pour donner l'exemple à tous les citoyens, mon gouvernement a décidé de contribuer pour une somme de un million de dollars au Fonds patriotique, afin de l'inciter à continuer son œuvre si féconde. Un projet de loi vous sera soumis à l'effet d'autoriser cette donation.

Mon gouvernement s'est également fait un devoir de souscrire un demi-million au second emprunt national, et j'ai confiance que cet acte de patriotisme rencontrera votre approbation unanime.

J'attire votre attention sur l'importance de la commission qui a été créée par mes ministres dans le but de trouver de l'emploi aux soldats de retour du front. Grâce au dévouement des membres de cette commission et aux bonnes dispositions du public à leur égard, il a été possible à un grand nombre de militaires d'obtenir des situations à leur arrivée.

Les routes Québec-Montréal, Lévis-Jackman, Sherbrooke-Derby Line et Montréal-Rouses' Point constituent maintenant quatre des plus belles artères du Canada tout entier et il ne fait aucun doute qu'elles serviront largement à développer les régions qu'elles traversent.

Les travaux de voirie ont été si activement conduits dans à peu près tous les centres de la province qu'il est devenu nécessaire d'augmenter le montant que mon gouvernement était autorisé à mettre à la disposition des municipalités. Un projet de loi sera déposé devant vous à cet effet. On vous demandera également d'étudier une loi relative à l'entretien des chemins.

L'état de l'agriculture est des plus satisfaisants, et je vous signale avec plaisir l'amélioration constante de nos produits laitiers et la bonne renommée dont ils jouissent maintenant sur tous les marchés. La législation que vous avez déjà adoptée au sujet de l'inspection des fabriques de beurre et de fromage a commencé à produire d'heureux résultats et laisse entrevoir les plus belles espérances pour l'avenir.

Les honneurs décernés par le Mérite agricole sont de plus en plus appréciés par nos cultivateurs et le nombre de ceux qui concourent chaque année va toujours en augmentant.

Les barrages sur les rivières Saint-Maurice et Saint-François sont en bonne voie de construction. Mon gouvernement étudie en ce moment les avantages qu'il y aurait à entreprendre de semblables travaux ailleurs dans la province.

Il existe, dans plusieurs centres agricoles, de vastes concessions forestières dont le sol est absolument propre à la culture et que les propriétaires seraient disposés à échanger pour des terrains situés dans des régions plus éloignées. Une législation vous sera soumise à l'effet d'autoriser le gouvernement à opérer ces échanges lorsqu'il le jugera dans l'intérêt public.

La loi que vous avez adoptée à la dernière session, relativement à la protection des forêts contre le feu, a eu un effet des plus favorables.

Afin d'activer le mouvement si désirable du retour à la terre et de faciliter l'établissement des colons, le gouvernement a poussé avec vigueur la construction de nouveaux chemins dans les centres

de colonisation. Grâce à l'augmentation des octrois, la longueur des routes construites ou améliorées est plus considérable cette année que jamais.

Tout porte à croire que de nombreuses familles européennes viendront s'établir en Amérique, et particulièrement au Canada, dès que la guerre actuelle aura pris fin. Mon gouvernement considère en ce moment les méthodes qu'il convient d'adopter pour faire profiter la province de Québec de ce courant d'émigration.

Notre province est pourvue de gisements d'une grande valeur et je vous signale avec plaisir l'importance que l'industrie minière a déjà prise chez nous. Mes ministres ont toute raison de croire que des mines de cuivre, de plomb et de molybdénite seront exploitées avant longtemps, ainsi que de nouvelles mines d'amianté.

Mon gouvernement n'a pas manqué de donner sa meilleure attention aux besoins de l'instruction publique et c'est avec soin qu'il a distribué les crédits que vous avez votés à cette fin.

L'école normale de Sherbrooke est maintenant en construction et elle sera prête à recevoir dès le mois de septembre prochain.

La loi qui régleme les privilèges des constructeurs et ouvriers donne lieu à des difficultés d'application qui la rendent parfois illusoire. Mon gouvernement vous soumettra une nouvelle loi qui donnera aux ouvriers toute la protection à laquelle ils ont droit.

Honorables Messieurs
de l'Assemblée législative,

Les comptes de l'année dernière vous seront distribués et vous pourrez constater que les recettes ont de nouveau excédé les dépenses.

Les prévisions pour le prochain exercice seront déposées devant vous et je vous demanderai de vouloir bien les approuver.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

Vous serez appelés à légiférer sur plusieurs matières d'intérêt public et j'ai confiance que vous étudierez avec soin toutes les questions qui vous seront soumises.

En terminant, j'invoque la divine Providence et je la prie de bénir vos travaux. Je lui demande tout particulièrement de protéger les soldats canadiens et de faire triompher les armées de notre gracieux souverain et de ses alliés.

Prise en considération du discours du trône

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable M. Taschereau), que la prise en considération du discours du trône ait lieu à la prochaine séance.

Adopté.

Formation des comités permanents

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable M. Taschereau), que les comités permanents suivants soient institués, savoir:

1. un comité des privilèges et élections;
2. un comité des règlements;
3. un comité des comptes publics;
4. un comité des chemins de fer et autres moyens de communication;
5. un comité de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation;
6. un comité des industries et du commerce;
7. un comité du Code municipal;
8. un comité des bills privés en général;
9. un comité des bills publics en général;
10. un comité de la Bibliothèque de la Législature;

11. un comité des impressions législatives.

Et que chacun de ces comités soit autorisé à délibérer et à s'enquérir de toutes les affaires et matières qui lui seront renvoyées par la Chambre, à faire de temps à autre des rapports exprimant ses observations et ses vues sur ces affaires et matières, et à envoyer chercher les personnes, pièces et dossiers dont il pourra avoir besoin.

Adopté.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable M. Taschereau), qu'un comité spécial de 11 membres soit institué pour dresser et présenter avec toute la diligence possible une liste des députés qui feront partie de chacun des comités permanents dont la Chambre a décidé la formation.

Adopté.

Il est ordonné que l'honorable Sir Lomer Gouin, les honorables MM. Taschereau et Mitchell, MM. D'Auteuil, Desaulniers, Fortier, Gault, Godbout, Létourneau (Montréal-Hochelaga), Sauvé et Vilas forment ledit comité spécial.

Dépôt des documents:**Rapport du ministre
des Travaux publics
et du Travail**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport général du ministre des Travaux publics et du Travail pour l'année finissant le 30 juin 1916. (Document de la session no 4)

**Rapport du secrétaire
et registraire**

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du secrétaire et registraire de la province de Québec 1915-1916. (Document de la session no 6)

**Rapport du
Conseil supérieur d'hygiène**

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve) dépose sur le bureau de la Chambre le vingt et unième rapport du Conseil supérieur d'hygiène de la province de Québec, 1915. (Document de la session no 6a)

**Statistiques
des établissements pénitentiaires**

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve) dépose sur le bureau de la Chambre les statistiques annuelles des établissements pénitentiaires et des institutions d'assistance, année 1915. (Document de la session no 20)

**Rapport du ministre
de l'Agriculture**

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministre de l'Agriculture pour l'année 1915-1916. (Document de la session no 3)

**Rapport sur les compagnies
d'assurances**

L'honorable M. Mitchell (Richmond) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport sur les compagnies d'assurances, 1916 (opérations de 1915). (Document de la session no 40)

**Rapport des compagnies
de fidéicommiss**

L'honorable M. Mitchell (Richmond) dépose sur le bureau de la Chambre les états financiers présentés par les compagnies de fidéicommiss (enregistrées) pour l'année finissant le 31 décembre 1915. (Document de la session no 21)

**Rapport sur les sociétés
de secours mutuels**

L'honorable M. Mitchell (Richmond) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport sur les sociétés de secours mutuels, 1916 (opérations de 1915). (Document de la session no 22)

**Rapport du ministre
de la Voirie**

L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministère de la Voirie de la province de Québec, 1915-1916. (Document de la session no 19)

La séance est levée.

NOTE

1. Selon *La Presse* (8 novembre 1916, p. 2), M. Galipeault se rendit seul au trône présidentiel.

Séance du mercredi 8 novembre 1916

Présidence de l'honorable A. Galipeault

La séance est ouverte à 3 heures.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées devant la Chambre:

- de la ville Lasalle, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Ashby);
- de la ville de la Pointe-Claire, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Ashby);
- de la cité de Lachine, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Ashby);
- de la ville de Roxboro, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Ashby);
- de l'Union Saint-Joseph de Saint-Hyacinthe, demandant l'adoption d'une loi amendant la loi 55-56 Victoria, chapitre 88 (M. Bouchard);
- des commissaires d'écoles de Cartierville, demandant l'adoption d'une loi définissant et étendant les limites de la municipalité scolaire de Cartierville et ratifiant et déterminant le droit de cette dernière aux taxes (M. Bercovitch)¹;
- de Roméo Gingras, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à antidater son admission à l'étude du droit (M. Cannon, Québec-Centre);
- de la Shawinigan Water & Power Company, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Cannon, Québec-Centre);
- de la fabrique de la paroisse Saint-Patrice, Montréal, demandant l'adoption d'une loi lui accordant certains pouvoirs (M. Cannon, Dorchester);
- de l'hôpital Sainte-Justine, demandant l'adoption d'une loi amendant la charte de la cité de Montréal au sujet dudit hôpital Sainte-Justine (M. Desaulniers);
- de The Bankers' Trust Company, demandant l'adoption d'une loi prolongeant le délai pour commencer ses affaires (M. Finnie);
- de The Scottish Trust Company, demandant l'adoption d'une loi prolongeant le délai pour commencer ses affaires (M. Finnie);
- de Nathaniel William Jacobs, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à la pratique de la profession (M. Finnie);

- de Montreal Trust Company, demandant l'adoption d'une loi lui reconnaissant certains pouvoirs (M. Finnie);

- de l'honorable Geo. Bryson et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation The Grand Lake Railway and Transportation Company (M. Fortier);

- de J.-B. Forget et autres, demandant l'adoption d'une loi créant une division pour fins municipales et d'enregistrement au village de Mont-Laurier, dans le comté de Labelle (M. Fortier);

- de Tancrède Asselin, demandant l'adoption d'une loi autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen (M. Lemieux);

- de la cité de Westmount, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Létourneau, Montréal-Hochelaga);

- des dames de l'asile de Montréal pour les orphelins catholiques romains, demandant l'adoption d'une loi afin de changer son nom incorporatif en celui de "Orphelinat catholique de Montréal" et pour autres fins (M. Létourneau, Montréal-Hochelaga);

- de dame Marie-Joséphine-Jeanne Comte, épouse de Maxime Raymond, demandant l'adoption d'une loi autorisant le partage des biens de la succession de feu Jean de la Croix Joseph Comte et pour autres fins (M. Létourneau, Montréal-Hochelaga);

- de la ville de Saint-Léonard-de-Port-Maurice, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte et ratifiant le règlement no 51 de ladite ville (M. Lévesque);

- de The Back River Power Company, demandant l'adoption d'une loi ratifiant la convention du 28 octobre 1916 entre cette compagnie et la ville du Sault-au-Récollet (M. Lévesque);

- de la ville de Hampstead, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Lévesque);

- de S. Kalmanovitch et autres, demandant l'adoption d'une loi pour constituer en corporation The Mount Sinai Foundation (M. Beaudry);

- de Hirsch Cohen et autres, demandant l'adoption d'une loi pour constituer en corporation New Adath Joshurun Congregation (M. Bercovitch);

- de Joseph Lalier et autres, demandant l'adoption d'une loi amendant la loi des cités et villes au sujet de la ville de Coaticook (M. Bissonnet);

- de dame Lumina Bolduc et autres, demandant l'adoption d'une loi pour constituer en corporation les petites sœurs franciscaines de Marie, de Montréal (M. D'Auteuil);

- d'Urcis Sauvageau, demandant l'adoption d'une loi autorisant la cité de Montréal à indemniser ou exproprier certains propriétaires du quartier Hochelaga (M. Perrault);

- d'Achille Gervais, demandant l'adoption d'une loi concernant une donation par contrat de mariage faite par Louis Gervais à Achille Gervais, le 31 janvier 1899, et autorisant la vente de certains immeubles (M. Robert, Beauharnois);

Formation des comités permanents

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité spécial chargé de préparer et de soumettre une liste des députés qui feront partie de chacun des comités permanents de la Chambre. Voici le rapport:

Votre comité a élu l'honorable M. Taschereau son président et rapporte la liste suivante des députés devant faire partie des comités:

Comité des règlements: Les honorables MM. Caron, Tessier; MM. Bullock, David, Godbout, Leclerc, Madden, Létourneau, Paquet, Pilon, Péroquin, Petit, Stein, Therrien, Turcotte, Sauvé.

Comité des bills privés en général: Les honorables MM. Caron, Mercier, Mitchell, Taschereau, Tessier; MM. Bouchard, Beaudry, Bissonnet, Perrault, Bugeaud, Thériault, Bullock, Parrot, Cannon (Dorchester), Madden, Caron (Matane), Cannon (Québec-Centre), Tourville, D'Auteuil, Hodgins, Delisle, Paquet, Turcotte, Finnie, Lafontaine, Fortier, Laferté, Francoeur, Létourneau (Montréal-Hochelaga), Gault, Gendron, Godbout, Gosselin, Lemieux, Létourneau (Québec-Est), Lévesque, Mayrand, Ouellette, Péroquin, Phaneuf, Pilon, Reed, Robert (Beauharnois), Robert (Rouville), Robert (Saint-Jean), Robillard, Sauvé, Scott, Séguin, Smart, Tansey, Tessier (Rimouski), Therrien, Trahan, Turcot, Vilas.

Comité des chemins de fer et autres moyens de communication: L'honorable Sir Lomer Gouin et les honorables MM. Décarie, Mercier, Mitchell, Taschereau, Tessier; MM. Bissonnet, Simard, Bouchard, Farand, Bugeaud, Bercovitch, Bullock, Hay, Ashby, Cannon (Dorchester), Hébert, Caron

(Matane), Roy, D'Auteuil, Lapierre, Dupuis, Finnie, Masson, David, Gault, Gendron, Gosselin, Grégoire, Létourneau (Montréal-Hochelaga), Létourneau (Québec-Est), Lévesque, Mayrand, Ouellette, Petit, Phaneuf, Philps, Pilon, Reed, Robert (Beauharnois), Robillard, Sauvé, Scott, Séguin, Stein, Tanguay, Tansey, Tessier (Rimouski), Tourville, Trahan, Turcot, Vilas.

Comité des comptes publics: L'honorable Sir Lomer Gouin et les honorables MM. Caron, Décarie, Mercier, Mitchell, Taschereau, Tessier; MM. Benoît, Bordeleau, Madden, Bissonnet, Masson, Bouchard, Lapierre, Bullock, Létourneau (Montréal-Hochelaga), D'Auteuil, Delisle, Philps, Turcotte, Finnie, Tansey, Gault, Sauvé, Godbout, Gosselin, Lemieux, Ouellette, Péroquin, Scott, Smart, Tanguay, Therrien, Vilas.

Comité des bills publics en général: L'honorable Sir Lomer Gouin et les honorables MM. Décarie, Mercier, Mitchell, Taschereau, Tessier; MM. Beaudry, Bugeaud, David, Cannon (Dorchester), Perrault, D'Auteuil, Laferté, Fortier, Ashby, Francoeur, Hébert, Godbout, Turcotte, Thériault, Létourneau (Montréal-Hochelaga), Bercovitch, Lévesque, Leclerc, Mayrand, Cannon (Québec-Centre), Stein, Tessier (Rimouski), Trahan.

Comité de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation: L'honorable Sir Lomer Gouin et les honorables MM. Caron, Décarie, Mitchell; MM. Benoît, Bouchard, Bullock, Cédilot, Caron (Matane), Dupuis, Delisle, Farand, Hay, Desaulniers, Hodgins, Dorris, Lafontaine, Fortier, Madden, Francoeur, Turcotte, Gendron, Godbout, Grégoire, Lemieux, Ouellette, Péroquin, Petit, Phaneuf, Pilon, Robert (Rouville), Robert (Saint-Jean), Sauvé, Scott, Séguin, Stein, Tanguay, Tessier (Rimouski), Therrien, Tourville.

Comité des industries et du commerce: Les honorables MM. Caron, Mitchell; MM. Bordeleau, Bissonnet, Beaudry, Bullock, Leclerc, Caron (Matane), Lapierre, Delisle, Paquet, Dorris, Finnie, Masson, Francoeur, Roy, Gault, Simard, Gosselin, Létourneau (Québec-Est), Petit, Philps, Robillard, Robert (Beauharnois), Sauvé, Smart, Tansey, Therrien, Tourville, Vilas.

Comité des privilèges et élections: L'honorable Sir Lomer Gouin et les honorables MM. Décarie, Mercier, Mitchell, Tessier; MM. Bugeaud, Beaudry, Cannon (Dorchester), Fortier, D'Auteuil, Stein, Tessier (Rimouski), Sauvé, Trahan, Vilas.

Comité du Code municipal: Les honorables MM. Caron, Mitchell, Taschereau, Tessier; MM. Bullock, Cannon (Dorchester), Cannon (Québec-Centre), D'Auteuil, Godbout, David, Robert (Rouville), Hébert, Stein, Perrault, Sauvé, Tessier (Rimouski), Trahan, Vilas.

Comité des impressions législatives: L'honorable Sir Lomer Gouin et les honorables MM. Décarie, Mitchell; MM. Ashby, Finnie, Bouchard, Parrot, Gault, Sauvé, Godbout.

Comité de la Bibliothèque de la Législature: L'honorable Sir Lomer Gouin et les honorables MM. Caron, Mercier, Mitchell, Taschereau; MM. D'Auteuil, Desaulniers, Francoeur, Godbout, Létourneau (Montréal-Hochelaga), Lévesque, Sauvé, Trahan, Tansey, Vilas.

Le rapport est adopté.

Dépôt de documents:

Rapport sur les élections

M. l'Orateur dépose sur le bureau de la Chambre le rapport sur la quatorzième élection générale (1916) et les élections particulières tenues pendant la législature précédente (1912-1916). (Document de la session no 23)

Cautionnement des employés civils

L'honorable M. Mitchell (Richmond) dépose sur le bureau de la Chambre l'état des cautionnements fournis par les employés publics de la province de Québec depuis le 11 janvier 1916 au 7 novembre 1916, conformément à l'article 637 des statuts de Québec, 1909. (Document de la session no 13)

Commission des services d'utilité publique

L'honorable M. Gouin (Portneuf) dépose sur le bureau de la Chambre le septième rapport annuel de la Commission des services d'utilité publique pour l'année finissant le 30 juin 1916. (Document de la session no 14)

Messages du lieutenant-gouverneur:

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve) remet à M. l'Orateur un message du lieutenant-gouverneur.

M. l'Orateur lit ledit message comme suit:

P.-E. LeBlanc, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative copie des rapports du comité de l'honorable Conseil exécutif concernant certaines nominations dans le service civil. (Document de la session no 10)

Hôtel du gouvernement,
Québec, le 7 novembre 1916

Adresse en réponse au discours du trône

M. Laferté (Drummond) propose, appuyé par le représentant de Pontiac (M. Hodgins), que l'adresse suivante soit votée et présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur:

À Son Honneur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec

Nous, les membres de l'Assemblée législative de la province de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre loyauté à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

M. l'Orateur, je me rappelle en ce moment la parole d'un célèbre évêque français, Mgr Richard, qui disait en parlant de Lacordaire et de Montalembert: "Il y a des familles d'âmes, comme il y a des familles selon le sang." Aujourd'hui, j'expérimente la chose avec plaisir et je constate que des liens solides et durables unissent les membres de l'Assemblée législative, à quelque parti politique et à quelque nationalité qu'ils appartiennent, et que tous sont heureux de se revoir et de se rencontrer de nouveau pour discuter les graves problèmes qui intéressent l'avenir et l'avancement de notre province.

Ceux qui siégeaient dans l'ancien parlement ont vu se joindre à eux plus de 20 nouveaux collègues qui, de par la volonté populaire, viennent prendre leur part de responsabilité comme législateurs.

Certains députés de la dernière législature, sans parler de ceux qui sont tombés au cours de la bataille, ont accepté des positions dans le service civil ou ont été appelés à siéger dans une autre Chambre - pour confirmer ou infirmer nos décisions. Et vous-même, M. l'Orateur, de simple député que vous étiez, avez été choisi de par le vœu unanime de cette assemblée pour présider à nos délibérations. Je sais, pour avoir été pendant longtemps en contact journalier avec vous, que vos décisions seront toujours rendues avec justice et marquées au coin de la plus stricte impartialité, et je vous offre au nom de tous de cordiales et sincères félicitations.

Ma reconnaissance est acquise aux membres du cabinet qui m'ont jugé digne du périlleux honneur de proposer l'adresse en réponse au discours du trône et, sans vouloir aucunement marcher dans les sentiers battus de la banalité, je puis bien dire que, si l'humble député de Drummond était moins digne que beaucoup d'autres de remplir cette tâche, le comté qu'il représente méritait assurément cette marque d'estime.

En effet, ce beau comté est particulièrement avancé à tous les points de vue. C'est un comté des plus progressifs et c'est, en outre, un comté historique qui a été illustré par les plus grands hommes d'État et où l'on voit des religions et des nationalités diverses se coudoyer quotidiennement sans que l'on soit jamais témoin de la moindre friction et du plus léger mécontentement; image de la patrie canadienne, où toutes les nuances d'opinion ont droit au soleil de la justice et au plein épanouissement de leur commun idéal.

Me sera-t-il permis de dire la profonde gratitude que conservent mes électeurs à l'égard de l'honorable ministre des Terres (l'honorable M. Allard) pour tous les services qu'il leur a rendus? Puisse son jeune et modeste successeur suivre les bons exemples de jugement, de probité et de droiture dont il a embelli une carrière déjà longue et fructueuse.

M. l'Orateur, si la vraie politique, cet art de gouverner un État, "repose sur la connaissance de la nature humaine"², ils étaient bien inspirés, ceux qui, au cours de la dernière session, manifestaient d'une manière non équivoque leur sympathie à l'égard de nos frères les Canadiens français de la province d'Ontario.

Les historiens nous enseignent que lorsque l'empire romain fit la conquête des Gaules, il ne réussit pas à faire disparaître la langue des vaincus, et, comme l'histoire se répète et est un éternel recommencement, on peut se tenir pour assurés que tous les vrais patriotes sauront sauvegarder notre idiome national et veiller à son entière conservation.

Sur le Cap Diamant, non loin du site de la première chapelle érigée il y a trois siècles, on a dernièrement inauguré un monument dont le symbolisme me semble expressif: une fontaine jaillissante surmontée d'une statue qui représente la foi et qui représente aussi bien la France catholique. La source de la civilisation française ouverte il y a trois siècles reste toujours ouverte.

Ce fut l'honneur de l'Angleterre de comprendre, depuis 150 ans, qu'il valait mieux pour tous ne pas dessécher par la violence cette source en empêchant chez nos pères la diffusion de l'enseignement français des lettres, des sciences et des arts.

Et généreusement cette civilisation continue de donner aux nôtres assez de grandeur d'âme pour qu'ils ne molestent jamais les groupes qui les entourent.

Nous commençons un quatrième siècle de l'histoire du peuple canadien. Souhaitons que les nuages qui en attristent l'aube se dissipent bientôt.

Dans un autre ordre d'idées, il importe de rappeler aux membres de cette Chambre quelle a été la ligne de conduite suivie par ceux qui ont actuellement la lourde responsabilité de la direction des affaires publiques. Sans remonter trop loin et en s'en tenant aux 11 dernières années, il est facile, M. l'Orateur, de voir dans l'œuvre poursuivie et accomplie par le gouvernement Gouin la logique d'une politique et l'unité d'une direction et d'une pensée.

Je m'explique en disant qu'en 1905 la situation était que l'équilibre du budget était assuré sans doute, mais manquait encore d'une certaine stabilité. Ainsi, la dette consolidée était de \$34,731,016.16, soit \$21.06 par tête.

Il fallait voir aux besoins les plus pressants et en premier lieu s'occuper de l'instruction publique, dont le budget n'était que de \$483,460. Il fallait de plus s'occuper de l'agriculture, dont le budget ne dépassait pas \$218,600, et aussi favoriser la voirie et donner encore plus d'attention à cette question de primordiale importance qu'est la colonisation.

De plus, il semblait urgent d'entreprendre bien d'autres œuvres utiles et bienfaisantes, comme la création de la Commission des services d'utilité publique, la fondation d'une cour pour les jeunes délinquants, la régularisation du débit des eaux courantes, etc.

Telle était la situation qui, en 1905, se présentait à nos gouvernants.

Pour faire face à tous ces besoins, il s'agissait d'augmenter nos revenus, et c'est la raison pour laquelle le premier ministre, avec cette ténacité que

tout le monde lui reconnaît, travailla et réussit à obtenir le rajustement du subside fédéral, ce qui permit à son gouvernement d'accomplir les réformes qu'il prônait dans son discours-programme, le 5 août 1905.

Grâce à l'augmentation de ce subside qui, d'après les estimés pour l'année en cours, nous rapportera \$2,027,930.28, grâce à l'économie dans la dépense et à la vigilance exercée dans la perception des revenus, l'administration actuelle a réussi à améliorer nos méthodes d'enseignement et à donner à l'instruction publique la place qu'elle est en droit d'attendre dans un pays soumis à un système représentatif comme celui qui nous régit.

Ce gouvernement a créé 11 écoles normales, il a augmenté de \$61,300 les crédits de nos universités, il a fondé une école d'arpentage à laquelle il paie une subvention annuelle de \$5,000 ainsi qu'une école forestière fréquentée par plusieurs élèves et dont l'octroi se chiffre maintenant à \$8,000. De plus, il a augmenté considérablement les subventions de l'École polytechnique et il a fait inscrire au budget un crédit de \$50,000 destiné à l'encouragement de nouvelles académies pour garçons.

Et maintenant, que dire de l'École des hautes études commerciales, récemment affiliée à l'Université Laval et dont tout le monde se plaît à reconnaître l'utilité et la nécessité?

Que dire également des écoles techniques de Québec et de Montréal, lesquelles font l'admiration de tous ceux qui les ont visitées et qui rendent à notre jeunesse les plus sérieux services? Il n'y a pas très longtemps, un auteur anglais, M. Beckles Willson³, en reconnaissait le mérite et la grande utilité. Et sans sortir de la vieille cité de Champlain, *L'Événement*, qu'on ne taxera assurément pas de sympathies outrées à l'endroit du gouvernement, disait, le 11 septembre 1911: "Pour un pays aussi neuf que le Canada où chaque jour de nouvelles industries se créent, de nouvelles mines se creusent, de nouveaux pays s'exploitent, la nécessité d'écoles techniques s'imposait. Elles donneront au pays la nouvelle génération, instruite et audacieuse, qui la mènera à la richesse sans avoir besoin de demander à l'étranger les intelligences qu'il aura désormais en lui-même." Et en parlant particulièrement de l'École technique de Québec, le même journal ajoutait: "Que les intéressés aillent trouver la direction et lui expriment leur désir, et la direction se fera un plaisir de se mettre à leur portée. Une telle offre ne fut jamais faite encore dans notre ville et nous en remercions sincèrement la direction de l'École technique."

Je n'en finirais plus si je voulais énumérer toutes les œuvres éducationnelles accomplies par le gouvernement, œuvres qui d'ailleurs sont maintenant connues et appréciées à leur juste valeur.

En matière de législation, il convient d'attribuer au gouvernement le grand mérite d'avoir fait la refonte de nos lois municipales et d'avoir doté la province d'un code qui simplifie et supprime des formalités oiseuses, fait disparaître des contradictions évidentes et rend plus pratique et plus expéditive la gestion de nos affaires locales.

La présente administration a compris que, sous la blouse de l'ouvrier, bat un cœur généreux et que l'humble artisan et le modeste travailleur ont besoin de l'appui des pouvoirs publics pour arriver à résoudre plus facilement les grands problèmes de la vie pratique. Et ce sera l'honneur du gouvernement d'avoir plus que tout autre amélioré le sort de la classe ouvrière en faisant adopter la "loi des accidents du travail" et tant d'autres mesures de protection efficaces qui ont déjà donné des résultats surprenants, entre autres, l'inspection plus suivie des établissements industriels, la réglementation du travail des femmes et des enfants, etc.

En continuant cette politique sage et éclairée, on s'attirera la reconnaissance de toute une classe importante de notre peuple et l'on n'entendra pas répéter dans cette province la parole de cette pauvre ouvrière, parole extraite de la célèbre élégie dite *La chanson de la chemise*:

"Ô Dieu, se peut-il que le pain soit si cher,

"Et que la chair et le sang aient si peu de prix!"

Sans doute, les relations entre le capital et le travail sont toujours délicates, et il ne faut pas perdre de vue que, si le patron a des devoirs à remplir, il a aussi des droits à exercer, mais, d'un autre côté, la difficulté de la tâche ne doit pas empêcher le législateur d'aborder ces graves problèmes, lesquels sont, à mon sens, les plus passionnants et les plus intéressants à étudier et à approfondir.

Je n'ai pas besoin de rappeler qu'en cette matière la sagesse de l'homme d'État s'honore quand elle puise à la source la plus pure les principes qui doivent la guider.

La sollicitude du gouvernement s'est étendue à toutes les classes de la population et il n'a cessé d'encourager la construction de ponts en fer, suivant en cela la politique de feu Honoré Mercier et qui avait été abandonnée en 1892.

Aussi, de 1908 à 1915, une somme de \$885,000 a été dépensée à cette fin et, au cours de la dernière session, ce crédit spécial a été porté à \$240,000.

Il existait naguère en plusieurs endroits des barrières de péage sur les ponts et les chemins publics. Le gouvernement a fait voter des sommes considérables pour les faire disparaître et, à l'heure actuelle, il en reste si peu qu'avant longtemps l'abolition de ces obstacles au véritable progrès sera complète dans toute la province.

À cette politique des ponts en fer et de l'abolition des barrières de péage s'en rattache intimement une autre: celle de la voirie.

La nécessité des bons chemins ne se discute plus, parce qu'elle intéresse toutes les classes de la société et particulièrement les cultivateurs. On a saisi toute l'importance de la question en appliquant des crédits substantiels à l'amélioration de nos routes.

Sans entrer dans des détails fastidieux, il est facile de constater à quels excellents résultats l'on est déjà arrivé.

Il fallait d'abord faire l'éducation du peuple et procéder avec prudence. C'est la raison pour laquelle le fonctionnement de la loi a été laissé à l'initiative des municipalités, en dépit des critiques parfois acerbes de ceux qui reprochaient au gouvernement d'abandonner le contrôle qui lui était dévolu et qui prétendaient qu'avec cette législation l'on n'aurait que des bouts de chemins et non pas un système de voirie véritable et rationnel.

Le temps a fait son œuvre et l'expérience a démontré que ces tronçons, tout en rendant des services signalés, ont permis d'établir et de souligner la différence énorme entre les bons et les mauvais chemins. L'utilité, j'allais dire la nécessité des bonnes routes a dès lors été rendue évidente aux yeux de tous, et il n'y a rien d'étonnant qu'après une période relativement restreinte l'on possède maintenant des voies de communication et de transport qui font l'orgueil de notre peuple et contribuent dans une large mesure à son bien-être et à sa prospérité.

Pour compléter une œuvre si bien commencée, des routes nationales et régionales étaient nécessaires. Aussi bien n'a-t-on pas hésité devant la grandeur de la tâche et peut-on se réjouir à juste titre, pour ne parler que de deux de nos principales artères, de voir la route Jackman et la route Montréal-Québec quasi terminées.

Le gouvernement n'entend pas rester stationnaire et ses membres se proposent de continuer à améliorer notre voirie et à aider dans la mesure du possible non seulement à la construction de routes provinciales et autres, mais aussi à leur entretien et à leur amélioration.

Si, au dire du grand économiste Paul Leroy-Beaulieu, "c'est à la colonisation que le genre humain

civilisé a toujours dû et doit encore une large part du bien-être dont il jouit et de l'allure progressive de ses industries et de sa situation sociale"⁴, on a bien compris son rôle en travaillant à agrandir notre domaine national et en donnant au colon la protection qu'il est en droit d'attendre des pouvoirs publics.

Laissez-moi aussi vous rappeler, M. l'Orateur, qu'en 1909, dans une grande assemblée tenue à Saint-Jean, l'honorable premier ministre disait qu'il croyait le temps arrivé de rendre possible la création des réservoirs à la tête de nos principales rivières. Des études furent faites à ce sujet et, en 1912, on nommait une commission, présidée par l'ancien premier ministre de cette province, l'honorable S.-N. Parent. Subséquentement, la Législature autorisait la construction de deux de ces barrages, l'un sur la rivière Saint-Maurice et l'autre sur la rivière Saint-François, barrages qui sont actuellement en voie de construction.

Cette politique a deux bons résultats: premièrement, elle arrête l'inondation des terres le printemps et, en second lieu, elle augmente considérablement la capacité hydraulique de nos nombreux pouvoirs d'eau.

Le département des Terres a, de plus, donné une attention spéciale à la protection de nos forêts contre le feu. Il a exercé la meilleure surveillance possible de notre domaine public et il a vu ses efforts couronnés de succès, puisque, depuis trois ou quatre ans, les ravages causés par ces incendies désastreux ont diminué dans la proportion notable de 35%.

Nos gouvernants entendent pousser encore plus loin leur sollicitude et il convient certes de les féliciter d'avoir entamé des négociations avec certains propriétaires de terrains propres à l'agriculture situés au centre d'établissements agricoles, afin de les amener, dans l'intention bien entendu de la province, à échanger ces terres pour des terrains incultes, situés loin des centres de colonisation.

Je m'explique en disant qu'à l'heure actuelle ces personnes possèdent dans certains comtés, à titre de véritables propriétaires, de grandes étendues de terres cultivables. Le gouvernement leur a demandé de lui abandonner ces terres, s'engageant en retour à leur donner des terrains impropres à la culture dans des parties plus éloignées de la province. Si le projet réussit, comme il n'y a pas de doute, les compagnies ou personnes en question ne seront pas lésées et, par contre, la province de Québec aura l'avantage de se procurer dans ces comtés des terrains de grande valeur, où l'on verra surgir de nouvelles paroisses et où, suivant l'expression de Michel Chevalier, le bien-être et la civilisation ne tarderont pas à paraître "un épi à la main"⁵.

La terre est une source de vie qui ne peut tarir; et la vie rurale organisée comme la nôtre est tout ce qu'il y a de plus sain moralement. Si quelque chose doit nous permettre de traverser indemnes la présente crise économique, c'est notre qualité de peuple agriculteur.

Il faut donc louer toute mesure qui aidera la culture dans les vieux centres, tout en favorisant l'expansion de la colonisation dans les autres parties de la province.

Ceci m'amène à parler de notre industrie par excellence: l'agriculture.

Elles sont nombreuses et variées, les œuvres accomplies en faveur de la classe agricole. Les énumérer toutes serait trop long et il faut que je me contente d'en souligner quelques-unes.

Sans parler des écoles ménagères, des sociétés d'agriculture et des cercles agricoles, qui rendent de si précieux services à nos cultivateurs et dont les subventions augmentent sans cesse d'année en année, le gouvernement a généreusement accordé des octrois considérables aux écoles Macdonald et Sainte-Anne-de-la-Pocatière ainsi qu'à l'institut agricole d'Oka et à l'École de médecine comparée et de science vétérinaire de Montréal.

L'École de laiterie de Saint-Hyacinthe a été mieux aménagée et mieux outillée et ses cours étaient suivis, l'an dernier, par plusieurs élèves dont 268 ont reçu des diplômes et certificats.

La culture du trèfle et du tabac, le drainage et l'aviculture ont aussi été encouragés et poussés de l'avant.

Ceux qui ont eu l'avantage d'assister à la célébration des noces d'argent du Mérite agricole, que j'appellerai la chevalerie de la légion d'honneur du cultivateur, ont pu se rendre compte combien ce dernier est fier de son état et de l'indépendance de sa noble profession.

La coopération, qu'un économiste a désignée comme "le premier balbutiement de l'entreprise ayant quelqu'ampleur", a particulièrement reçu beaucoup d'encouragement de la part des pouvoirs publics.

Ces associations coopératives ont pris naissance en Angleterre et elles n'ont guère tardé à se répandre dans plusieurs autres pays. Si l'on regarde ce qui se passe en France, on constate qu'elles s'étendent à presque toutes les branches de l'activité humaine, et il est à souhaiter que ces sociétés se propagent de plus en plus dans notre province.

Depuis quelques années déjà, grâce à une direction sage et éclairée et inspirée des sentiments les plus patriotiques, quelques finissants de certains de nos collèges classiques ne craignent pas de se

diriger vers la terre et d'embrasser la noble profession de cultivateur. Ceux qui ont encore présentes à l'esprit les belles pages de Gérin-Lajoie, dans son roman *Jean Rivard*, ne peuvent manquer de se rappeler que "la carrière de ces agriculteurs sera certainement plus fructueuse et plus méritoire que celle des hommes politiques, dont les jours se consomment souvent, hélas! dans de vains efforts pour éviter les traits de l'envie et conserver la faveur populaire."

Sans doute, il faut féliciter ceux des nôtres qui s'en vont là-bas, au-delà des mers, combattre en faveur des alliés pour le triomphe de la civilisation. Mais, s'il importe d'assurer la victoire finale, il faut penser à l'avenir et ne pas perdre de vue que, lorsque la guerre désastreuse qui ensanglante l'Europe sera terminée, notre province aura besoin plus que jamais de cultivateurs instruits et intelligents; et tous ceux qui veulent l'avancement et le progrès de notre pays ne peuvent mieux faire que d'encourager ceux qui ont des disponibilités pour l'agriculture à persévérer dans cette bonne voie.

Oui, il faut que tous, mandataires et mandants, se mettent résolument à la besogne pour atténuer et réparer, si possible, les désastres causés par l'hécatombe la plus terrible dont l'humanité ait encore été témoin.

Il n'y a pas à contester que les perturbations et les ravages causés par une guerre se font sentir pendant des années, et parfois même pendant des siècles. Pour se convaincre de la chose, on n'a qu'à se rappeler la guerre de Cent Ans en France, celle de Trente Ans en Allemagne, et aussi à se souvenir de la dernière période du règne de Louis XIV.

Aussi longtemps que la guerre dure, on n'éprouve qu'une gêne relative parce qu'on vit à même des capitaux accumulés dans une période d'abondance et parce que la main-d'œuvre est plus recherchée pour préparer les multiples fournitures et voir aux besoins nouveaux qu'exige un nouvel état de choses. Mais, dès que la paix est établie, le mirage se dissipe et il faut bien alors faire face à la réalité des choses et reconstituer les sources de la prospérité publique.

La principale de ces sources est encore l'agriculture, et je ne m'étonne pas qu'en France, pendant que les hommes affrontent l'ennemi sur les champs de bataille, certaines sociétés se font un devoir de décerner un diplôme spécial aux femmes, aux vieillards et aux enfants qui cultivent la terre, diplôme qui, après le rétablissement de la paix, sera mis au foyer sur le même pied d'égalité que la croix militaire du combattant.

Le retour à la terre et l'amour du sol, telle doit être notre devise dans les circonstances difficiles que nous traversons.

Je ne voudrais pas terminer ces remarques, déjà trop longues peut-être, sans exprimer le vœu que le gouvernement continuera comme par le passé à faire respecter les droits de notre province, sauvegardera nos prérogatives et travaillera de son mieux à repousser, au besoin, les empiétements du pouvoir central.

J'en ai dit suffisamment, M. l'Orateur, pour établir, je crois, que, si l'œuvre accomplie par ceux qui président à nos destinées n'est pas parfaite au sens divin et philosophique du mot, humainement parlant elle est admirable et mérite l'approbation de tous les bons citoyens de cette province. Comme l'a dit Félix Pyat: "Le peuple peut parfois se tromper, mais, après tout, c'est un grand logicien qui ne manque jamais de conclure." Aussi bien, a-t-on conclu, le 22 mai dernier, et a-t-il rendu un verdict qui prouve que ce bon peuple aime les amis de l'ordre dans le progrès et du progrès dans l'ordre.

Que l'idée libérale ait triomphé aux dernières élections, je ne m'en étonne pas du tout. En effet, c'est cette idée qui, en Angleterre, il y a quelques siècles, a réussi à soustraire au souverain le vote des subsides pour en attribuer la répartition et la distribution aux représentants élus par le suffrage populaire et qui, de plus, a fait disparaître des abus criants et purifié l'administration de la justice, particulièrement dans les causes politiques.

Dans notre pays, c'est encore la même idée qui nous a valu le gouvernement responsable; c'est elle qui a été la cause efficiente de la passation de la loi portant devant les tribunaux les contestations d'élections et de celle substituant le scrutin secret au vote ouvert. Et demain, M. l'Orateur, dans une autre sphère, c'est encore la même idée qui remportera un triomphe éclatant aux quatre coins du pays.

Nous, de la droite, nous avons confiance au pilote qui nous dirige. Il a les épaules faites pour les responsabilités et il n'est pas exagéré de dire qu'il marche droit devant lui, de façon à ce que la province de Québec ne soit pas secouée par les soubresauts d'une politique aventureuse et aléatoire.

Au lieu de décerner des éloges à nos gouvernants, je préfère toutefois louer l'esprit qui les inspire. C'est l'âme du peuple qui parle et agit par eux. Or, cette âme n'a rien de mesquin. Elle sait pratiquer la charité et faire régner la bonne entente entre les éléments complexes que l'histoire a mis en elle. Elle a pris aux institutions britanniques ce qu'elles ont de généreux et de pratique et elle garde

de ses origines françaises un certain idéalisme, un caractère humain qu'il sera toujours bon de conserver ici pour le plus grand bien de tous. Que les faveurs multipliées du gouvernement provincial pour l'agriculture, les ouvriers et la colonisation continuent donc de venir en aide au dévouement moins éclatant de ceux qui travaillent à développer l'âme canadienne dans le sens que lui indique son histoire.

Quant à l'opposition, quel que soit son credo et tout en ne se départissant pas de son rôle de critique, n'est-il pas de son devoir de donner son concours aux mesures proposées pour le bien-être matériel et moral de chacun?

Enfin, législateurs de l'un ou de l'autre côté de la Chambre, nous devons nous rappeler que, suivant la parole de Charles Sainte-Foi, "ce qui fait la dignité d'une nation, ce qui l'élève au-dessus des autres, ce sont les lumières et les vertus de ceux qui la gouvernent, le dévouement de ces citoyens... l'activité de ceux qui travaillent... l'amour de chacun pour tous, et l'ordre dans la liberté par la loi"⁶.

Pour ce qui concerne le Parti libéral, l'on peut être assuré, M. l'Orateur, qu'il n'entend pas dormir sur ses lauriers, mais veut rendre sa victoire encore plus belle et plus éclatante en répondant à la confiance que l'électorat lui a témoignée. L'on peut être assuré que le gouvernement ne se laissera pas ankyloser dans les délices de Capoue⁷, mais que, fidèle à son passé et confiant dans l'avenir, il marchera de l'avant avec prudence et fermeté, donnant à chaque citoyen la liberté et le bonheur, à toutes les campagnes la prospérité et le progrès, à toutes les villes l'avancement et la richesse, et à chacune des autres provinces de profonds exemples de fierté nationale et de respect des minorités, qui porteront ces provinces à s'incliner devant la meilleure, la plus vieille, la plus aimée et la plus hospitalière de leur sœur de la Confédération canadienne. Ce sera encore là la logique d'une politique et l'unité d'une direction et d'une pensée.

M. Hodgins (Pontiac)⁸ fait remarquer que, même si l'ensemble de l'allocation du député de Drummond (M. Laferté) lui laisse peu de matière à couvrir, il considère de son devoir d'attirer l'attention sur le patriotisme démontré par le gouvernement et la population de cette province dans leur contribution aux divers fonds d'aide à l'occasion de cette terrible guerre.

Il convient de souligner ces contributions exceptionnelles du gouvernement Gouin depuis le début de la guerre:

Don de 4,000,000 de livres de fromage au gouvernement impérial :	\$623,897
Contribution à l'hôpital canadien à Paris.....	\$ 5,000
Aide au fonds belge:	\$ 30,000
Contribution au fonds national de secours français:.....	\$ 39,096
Commission des hôpitaux militaires: .	\$ 3,000

De plus, Québec a fourni \$500,000 à l'emprunt de guerre du Canada et, à cet égard, Québec est une des deux seules provinces à avoir contribué. Cela illustre encore davantage notre engagement sincère à défendre la cause de la liberté.

Tout en contribuant si largement et de façon aussi noble au dénouement heureux de la guerre, nous avons aussi pensé à ceux laissés à la maison et placés sous notre responsabilité, comme en témoigne le généreux octroi de \$1,000,000 au Fonds patriotique canadien, qui devra être ratifié par la Législature. Notre population a aussi contribué généreusement à tous les fonds à caractère patriotique, dont \$232,741 au Fonds de la Croix-Rouge britannique et \$302,814 au Fonds de la Croix-Rouge du Canada, en plus de l'importante contribution au Fonds patriotique canadien. Notre gouvernement et son peuple se sont montrés dignes des plus grands éloges.

En dépit de ces lourdes dépenses additionnelles, les états financiers de la province ont remarquablement tenu le coup et, en cette troisième année de la guerre et malgré les conditions exceptionnelles, affichent un excellent surplus de \$211,294.69. Parmi les marchés financiers mondiaux, nous nous classons au deuxième rang, devancés seulement par le dominion. Rien ne témoigne davantage de la compétence en matière d'administration des hommes à la tête du gouvernement que de pouvoir afficher année après année surplus par-dessus surplus, comme ce gouvernement a réussi à faire, et je félicite de tout cœur le premier ministre (l'honorable M. Gouin) et son cabinet de la vigueur actuelle de nos finances et de notre position dans les marchés financiers. Je dois aussi féliciter la population de cette province pour son sens de l'économie, son énergie, sa capacité industrielle et économique qui a permis à la province de surmonter la tempête provoquée par la présente crise mondiale et de traverser une autre année de manière éclatante.

Parlant d'agriculture, il fait remarquer que le Québec est essentiellement une province agricole, et, en considération du développement soutenu de ses

vastes ressources et de l'aide généreuse fournie aux agriculteurs par le gouvernement, qui l'année dernière s'est élevée à \$658,291, notre prospérité à venir ne laisse aucun doute. L'ampleur et la nature de la production agricole sont gages de la prospérité d'un pays, et il est heureux de pouvoir dire que les cultivateurs du Québec sont industriels, travailleurs et économes, sachant s'adapter à leur époque.

Il parle en particulier du succès de l'industrie laitière en matière de fabrication de beurre et de fromage. Cette industrie a fait des progrès remarquables, dit-il, puisqu'en 1911 la valeur totale de la production de beurre et de fromage était de \$15,656,986 et, en 1915, elle s'était élevée à \$18,741,501, soit une augmentation de \$2,814,515. La croissance de cette industrie est due en bonne partie à l'aide accordée par le gouvernement provincial qui, en 1911, a donné \$55,644 et, en 1915, \$78,910 en subventions.

Il parle également de l'œuvre du gouvernement pour l'éducation. Dans les écoles anglaises de la province, dit-il, on s'efforce de bien enseigner le français afin que les enfants aient une parfaite connaissance des deux langues.

Il passe en revue les progrès réalisés en matière de bons chemins et de colonisation et déclare, en conclusion, que la prospérité accrue de la province de Québec, la satisfaction et le bonheur de sa population étaient dus en grande partie à la gestion habile et prudente du gouvernement libéral sous la gouverne de l'administrateur rusé et sans égal, Sir Lomer Gouin, dont les politiques salutaires furent unanimement approuvées lors de la dernière élection provinciale.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): M. l'Orateur, je demande à la Chambre quelques minutes de sa bienveillante attention pour lui donner quelques mots d'explication sur l'attitude que j'entends prendre durant la première session de ce nouveau Parlement.

Mes collègues qui ont l'esprit droit, le cœur léger et la saine conception de notre régime constitutionnel se rendent déjà compte de la position où je me trouve et de la cruelle émotion qui m'étreint en ce moment.

Ah! M. l'Orateur, si mes convictions profondes, si la sincérité de mon dévouement à ma province, si le désir ardent d'être utile à mes concitoyens et de donner à mon pays la somme d'énergie que je lui dois ne m'imposaient pas la tâche que j'assume, je ne me lèverais que pour vous demander la permission de reprendre le siège modeste que j'occupais autrefois dans cette Chambre.

Le siège qui m'est désigné et qui a été occupé tour à tour par les hommes éminents des deux partis, ce siège qui fut pour quelques-uns d'entre eux un rapide moyen d'escalader le Capitole et, pour d'autres, un tombeau politique, je ne m'en crois pas digne, et, si je l'accepte, c'est à cause des circonstances, et parce que je hais la lâcheté, parce que je considère que le courage a plus de mérite que la pusillanimité. Aux derniers jours de l'Empire de France, le maréchal Bazaine livra sans coup férir une force avec laquelle les envahisseurs de son pays eussent eu autrement à compter. Appelé à rendre compte de son étrange conduite, il répondit: "Au moment de ma capitulation, l'Empire était renversé; il n'y avait plus rien à défendre." Un vaillant fils de Louis-Philippe, le duc d'Aumale, lui répondit fièrement: "Il restait la France."

Eh bien, j'accepte ce siège pour dire à tous les Bazaine des dernières élections et d'aujourd'hui: Il reste la province de Québec qui nous demande de lui conserver nos meilleurs efforts, il reste le grand Parti conservateur que Cartier a fondé, non pour les traîtres, les égoïstes, les lâches, les spéculateurs et les brasseurs, mais pour être le gardien de nos plus belles traditions nationales, pour être le fidèle serviteur de l'intérêt public, pour être l'artisan honnête du développement et de la prospérité de notre pays et en particulier de notre province de Québec.

Après la session, le Parti conservateur en convention sera invité à faire ce que j'aurais voulu qu'il fit avant, il sera appelé à décider s'il doit plus longtemps être victime de ceux qui sont la cause de son désastre des dernières élections. Car, M. l'Orateur, un parti doit combattre ou renoncer aux suffrages populaires. Il doit agir, être ouvert à toutes les saines initiatives, et ses chefs doivent savoir apprécier les mérites et manifester leur reconnaissance. Un parti doit secouer la poussière qui le couvre après ses défaites et revenir sur le champ de bataille pour combattre avec plus de courage et de gloire. L'ennemi, a-t-on dit, aime mieux la poursuite que la lutte et presse plus hardiment un fuyard qui présente le dos qu'un athlète qui lui montre le visage.

Un chef de l'opposition doit consacrer toute son intelligence, toute son énergie à la surveillance de l'administration publique et à l'étude des problèmes économiques.

Bien que j'en aie le désir le plus ardent, je n'ai ni le talent ni la fortune pour remplir efficacement ce rôle. Ma famille a besoin de mes faibles ressources pécuniaires et je n'irai pas me salir les mains dans la

caisse du péculet. L'honneur de mon nom, je le dois à Dieu, à ma famille, à ma race. C'est à ma province que je veux consacrer mon dévouement, c'est à mes concitoyens de toutes les classes que je veux être utile, c'est à Dieu que je veux être soumis, et je prétends qu'un chef de l'opposition ne peut bien remplir ce rôle s'il est obligé de compter sur certaines souscriptions individuelles pour répondre aux besoins de son état, aux si nombreuses exigences de ses fonctions et de son activité. Un chef de l'opposition doit être libre de préconiser une politique patriotique, libre aussi et surtout de la réaliser quand son pays lui en impose la tâche.

Aussi est-ce pour avoir voulu être droits toujours que l'on a vu des chefs abandonner finalement leur poste devant les exigences grandissantes et coûteuses de leur position.

Si la Providence ne m'a pas donné un talent brillant, elle m'a donné une boussole assez sûre, une conscience éveillée et un cœur capable de battre sous le drapeau de ma patrie.

C'est pourquoi j'ai accepté d'occuper le siège du chef de l'opposition en attendant que le Parti conservateur régularise sa position et choisisse un homme dont les moyens lui permettent de consacrer tout son temps à sa province sans aucune indemnité. Je reprendrai alors heureux le modeste siège pour représenter le mieux possible le beau comté de Deux-Montagnes qui m'a donné un si éclatant témoignage de confiance et de fidélité.

Notre défaite de mai est non pas le fait de la popularité du gouvernement, mais bien plutôt, d'une combinaison d'intérêts particuliers et de préjugés que le gouvernement avait habilement montée et que les organisateurs conservateurs n'ont pu déjouer ou détruire.

Comment! un parti qui eut pour fondateur un George Étienne Cartier, dont le génie politique et le patriotisme si clairvoyant font l'admiration de tous les pays civilisés, un parti qui a doté notre province de lois organiques tellement sages que ses adversaires, après les avoir si violemment combattues, sont obligés de les conserver pour se maintenir au pouvoir et pour assurer à notre province une source de revenus indispensable à son administration; un parti qui, par sa politique agricole et industrielle, a assuré le développement et la prospérité de notre province, un parti qui, en dépit de l'opposition, de ses adversaires, a doté les cultivateurs d'une industrie qui fut leur planche de salut et est aujourd'hui une si grande source de leur prospérité; un parti qui, le premier, fit des lois pour réglementer le travail des ouvriers et pour protéger

ces ouvriers en cas d'accidents, pour encourager l'enseignement technique, un parti qui a sillonné notre province de voies ferrées. Ah! non, ce parti ne peut pas avoir autant été démerité de sa province. Pourquoi faut-il donc qu'il soit aussi vaincu et humilié aujourd'hui, après tant de triomphes et avec des œuvres éternelles? Pourquoi faut-il qu'il ne soit plus capable de se défendre énergiquement, avec sa vaillance entraînant d'autrefois devant l'ennemi bien organisé? Pourquoi faut-il que ses meilleurs soldats mordent la poussière, victimes de sa passivité? Pourquoi faut-il qu'il soit constamment déprécié, dénigré, volé et laissé sans défense? Il est temps que ce parti se regenère, se réorganise de façon à se mettre en état de préconiser avec efficacité la sage politique qu'il a élaborée avec tant de vérité.

Un parti, c'est comme l'organisme humain: l'intelligence ne suffit pas, le cœur est la clef de la vie et du succès. La tête humaine et le cœur humain, dit Lamartine, sont deux ateliers en activité.

Autrefois, c'était un honneur d'instruire les cours, de parler aux rois, de plaire aux grands de la terre. Aujourd'hui, c'est le règne de la démocratie et l'on doit s'efforcer d'instruire les humbles. Il faut semer du grain qui germe, du blé qui lève, et répandre une lumière qui réchauffe le cœur des masses.

Nous ne sommes pas nombreux du côté de la gauche. Notre tâche sera lourde, accablante, mais nous ne désertions pas notre poste. Le denier de l'Évangile ne vaut-il pas plus que le surplus de l'opulent? Le petit Belge vaincu est plus grand que le Boche vainqueur. Nous n'aurons pas de fromage à offrir aux gloutons ministériels, nous n'aurons pas de patronage à distribuer, et bien des gens nous regarderont le sourire aux lèvres. Mais les jours se suivent et ne se ressemblent pas.

Le Parti libéral a eu ses revers. Merci, en 1882, prêcha l'alliance pour, disait-il, sauver les derniers débris du parti. En 1885, Joly, dans une lettre à Beaugrand, se demandait s'il verrait jamais son parti victorieux. En 1886, le Parti libéral triomphait.

Est-il besoin de rappeler qu'en 1912 pas un libéral ne put se faire élire pour la Législature de la Colombie anglaise et que, cette année, les libéraux écrasèrent leurs adversaires? Oui, le Parti libéral eut ses mauvais jours et, M. l'Orateur, permettez à ce sujet que je réponde à l'honorable proposeur de l'adresse en adressant au Parti libéral ces vers d'Henri de Bornier:

"Seulement Gérald avec orgueil,

"En chantant nos revers a caché votre deuil.

"Nous eûmes comme vous nos bonheurs, nos victoires.

"Vous eûtes comme nous vos jours expiatoires.

"Vos fronts se sont parfois courbés sous l'aiguillon.

"Vous avez eu Roland... mais aussi Ganelon!"

Permettez-moi, M. l'Orateur, de vous féliciter de votre élévation à la présidence de cette Chambre. Je suis certain que vous serez le fidèle interprète des règles parlementaires et que vos décisions, remarquables de science, de jugement et d'impartialité, feront autorité non seulement chez la majorité du gouvernement, mais même dans toutes les Législatures de ce pays.

Je salue les nouveaux élus, entre autres et surtout mon vaillant collègue du Lac-Saint-Jean (M. Turcotte). Mes meilleurs sentiments à leur égard ne peuvent cependant m'empêcher de regretter vivement la disparition de ceux qui, de ce côté-ci de la Chambre, siègèrent avec nous, les uns depuis 1908, d'autres depuis 1912. Ils méritaient un meilleur sort. J'espère qu'ils auront un jour leur revanche.

La disparition de M. Tellier sera regrettée de toute cette Chambre. S'il n'a pas été un politicien audacieux et s'il n'a pas ambitionné le succès, il a été un modèle de législateur et puissions-nous ne jamais oublier ses exemples de vertu civique et de haute sagesse. Je regrette aussi la défaite de M. Cousineau qui, malgré son impétuosité, avait un bon cœur. Bien des idées qu'il a émises ici vont germer. On a soulevé contre lui des préjugés et il a été traité injustement par ceux qui auraient dû lui accorder leur appui.

Oui, j'espère que ceux qui ont été victimes des préjugés et des maréchaux à la Bazaine auront leur revanche. Le triomphe du gouvernement libéral ne durera pas toujours et, quand sa politique et ses abus seront mieux connus, il y aura changement d'opinion. C'est pourquoi, dirait Victor Hugo, c'est une erreur de croire que ces choses finiront par des chants et des apothéoses.

Peut-être aussi parmi ceux qui siègent ici s'en trouvera-t-il un jour qui, désillusionnés, seront mieux disposés à nous rendre justice.

Car il n'est si bonne compagnie qu'on ne quitte, disait le roi Dagobert.

Les événements sont graves et l'avenir incertain. Le résultat de la guerre viendra peut-être modifier la fiction des deux partis et unir des hommes pour la solution de problèmes nouveaux.

Je salue aussi mes camarades de la presse et leur souhaite une session agréable. Puissent-ils tous être dignes de leur profession par l'exactitude et la fidélité de leurs comptes rendus et par la justesse et l'impartialité de leurs commentaires. Les représentants des journaux anglais montreront plus que jamais de la considération pour notre Législature française.

Je félicite le proposeur de l'adresse, l'honorable député de Drummond (M. Laferté), du talent qu'il a manifesté dans son effort oratoire. Il n'eût cependant pas démerité de la justice s'il eût été moins prodigue à l'adresse du gouvernement et moins avare pour ses adversaires. Le député de Drummond semble faire remonter la prospérité de la province à 1905, ce qui n'est pas gai pour ceux qui, comme le député de Montmorency (l'honorable M. Taschereau), étaient ministres avant que l'honorable représentant de Portneuf (l'honorable M. Gouin) fût premier. Il est un jeune homme de réputation et, s'il veut la conserver, il cessera d'imiter la cigale et de chanter constamment l'hymne libéral. Il devra mieux envisager les réalités économiques et le vrai mérite des partis.

Il est étrange que, lorsqu'il s'agit de l'administration provinciale, les libéraux trouvent que tout va pour le mieux, que tout n'est que richesse et prospérité dans notre province, au moment même où d'autres libéraux, pour critiquer le gouvernement d'Ottawa, des libéraux comme l'honorable Sydney Fisher, ministre de l'Agriculture du gouvernement Laurier, prétendent que notre production agricole n'est pas ce qu'elle devrait être; au moment où une partie de l'élite de notre population, réunie en congrès à Saint-Hyacinthe, critiquait sévèrement notre organisation agricole et notre système éducationnel; quand des libéraux de la province, comme le sénateur David, trouvent la politique de colonisation inefficace et insuffisante, quand d'autres libéraux comme M. Bickerdike, député de Montréal à Ottawa, appuyé de M. Munroe, un grand commerçant de bestiaux, affirme que nos troupeaux de bestiaux sont insuffisants, que nos animaux de boucherie sont inférieurs, pitoyables et d'une rareté de disette et que, pour répondre aux besoins de ses propres consommateurs, la province est obligée d'acheter annuellement des millions de livres de viande d'Ontario et d'ailleurs.

Quand ces témoignages nous viennent de sénateurs, d'anciens ministres, de députés libéraux, je trouve injuste que le gouvernement ne nous permette pas d'exposer sincèrement ce que nous croyons être la situation de notre province sans qu'il nous accuse de dénigrement.

Mais ceux des libéraux qui crient que le Canada est en banqueroute sont-ils des dénigrés? Il est étrange aussi que les libéraux se plaignent des violences de M. Cousineau quand, chaque jour, eux déversent l'injure et le mensonge sur notre parti.

Je veux être un adversaire loyal et rendre justice à qui elle est due, justice à tous les collaborateurs de notre province. Je veux être libre d'approuver le gouvernement quand il le mérite. Le gouvernement ne peut pas être tenu responsable de tout ce qui nous manque. Il n'a pas à son crédit que des erreurs et des fautes; nous l'avons approuvé plusieurs fois depuis que je siége dans cette Chambre. Mes critiques ne sont pas du dénigrement. Je n'ai pas à rougir de ma province, car je suis fier et j'ai droit d'être fier de son passé, de ses traditions, de ses œuvres. Mais, après avoir étudié ses ressources naturelles si abondantes et variées, si riches, je cherche de tout mon cœur à en assurer le plus prompt développement.

Je suis content que le gouvernement vienne encore puiser dans notre programme des idées que nous, de l'opposition, prêchons depuis longtemps; par exemple, celle des industries greffées sur l'agriculture.

On semble vouloir prêcher le retour à la terre et engager plus que jamais notre jeunesse à se consacrer à l'agriculture. C'est un beau mouvement qui sera efficace si l'on réussit à réduire le difficile problème de la main-d'œuvre rurale.

L'ouvrier agricole se fait de plus en plus rare et cette rareté cause une plaie qui enraie les progrès de notre agriculture. Inutile de chercher à établir nos jeunes citoyens sur des fermes s'ils ne peuvent trouver à des prix convenables la main-d'œuvre dont ils ont besoin. Je connais plusieurs paroisses considérables où l'on ne compte que deux ou trois journaliers. La difficulté pour les cultivateurs de trouver des ouvriers est une source d'ennui et de perte qui les décourage. Comme conséquence de cet état de choses, le cultivateur à l'aise, qui pourrait améliorer sa ferme et augmenter sa production s'il pouvait trouver des ouvriers, capitalise son actif en vendant sa terre. Il abandonne l'agriculture.

Le discours que le gouvernement a fait lire hier par Son Excellence le lieutenant-gouverneur est plutôt remarquable de forme que de fond. Il est rédigé de façon à nous apprendre en beaucoup de phrases jolies, emphatiquement tournées, bien peu de nouveau. Retranchez les saluts à nos souverains et les aperçus sur la guerre ainsi que les éloges que le gouvernement s'adresse lui-même et que la Constitution fait tomber des lèvres du lieutenant-

gouverneur, il reste bien peu de réformes à l'affiche. Ces réformes, nous les étudierons quand le gouvernement présentera ses mesures et donnera de plus amples explications. Quant à la contribution au Fonds patriotique, le gouvernement devra compléter ses déclarations avant de demander à la Chambre de voter cette mesure. Il aura à rendre compte de l'attitude d'un grand nombre de députés libéraux qui crient par toute la province que nous demandons au peuple trop de sacrifices pour la guerre. Le premier ministre dira pourquoi il n'a pas soumis cette mesure aux électeurs de cette province aux dernières élections provinciales et pourquoi il a préféré se servir de la cause de nos compatriotes d'Ontario qu'il ignore aujourd'hui.

Eh bien, je serai plus sincère et plus loyal que nos adversaires l'ont été aux dernières élections et je ne chercherai pas à soulever les préjugés pour un gain politique. Quand le gouvernement nous aura fait part de la situation relative à la guerre, il verra que l'opposition sera fidèle à son devoir et loyale à son pays. Elle ne cherchera pas à exploiter les adversaires de la contribution pour les lâcher ensuite. Pour ma part, je respecte ces adversaires et je ne m'en servirai pas pour les trahir ensuite. Jurons donc ici de ne jamais exploiter une race au détriment d'une autre en soulevant des préjugés nationaux ou religieux pour atteindre une fin politique. Le politicien qui fait ce jeu est plus coupable que les criminels des pénitenciers.

L'opposition promet au gouvernement de l'appuyer sur toutes les mesures qui seront d'intérêt public et particulièrement sur celle du Fonds patriotique, car nous ne devons rien négliger de ce qui peut aider au succès des alliés dans cette guerre.

L'opposition se réserve le droit de critiquer les actes du gouvernement quand elle les croira répréhensibles, espérant bien qu'on ne traitera pas les membres de l'opposition de dénigreur de leur province quand ils exposent les réformes qu'ils croiraient utile d'apporter à la méthode du gouvernement.

Nous continuerons à faire notre devoir, à chercher le bien de notre province, à travailler avec ceux qui veulent la doter d'une politique de forte stature qui fasse sentir la vibration de l'âme nationale, le sérieux de l'esprit et la trempe du caractère. Nos collaborateurs seront plus nombreux en dehors de cette Chambre et il viendra un jour, je l'espère, où la jeunesse, unie à nos aînés les mieux doués, aux braves qui ne désertent pas les champs de bataille et qui ne fuient pas devant le devoir, saura reconnaître nos services et deviendra notre force.

Nous puiserons dans l'immense laboratoire du passé l'expérience et les leçons qui nous guideront dans l'étude des problèmes nouveaux, et notre province nous sera reconnaissante pour n'avoir pas voulu mourir, pour avoir voulu encore, malgré nos revers, lui consacrer nos plus nobles élans.

Soyons fiers de notre province et travaillons pour assurer rapidement le développement de ses ressources si variées. Organisons-nous pour les temps nouveaux. Produisons non pas des œuvres de haine, mais des œuvres que nos concitoyens d'autres origines apprécieront à leur juste valeur et dont ils ne voudront pas se dispenser. Spécialisons nos productions. Aidons le colon, l'industriel par tous les moyens possibles. Rendons l'instruction plus pratique et moins coûteuse et nous aurons alors donné à notre province un nouvel essor qui fera sa véritable force et lui permettra d'acquiescer ce dont notre race a tant besoin dans ce pays.

L'honorable M. Gouin (Portneuf): Il y aura bientôt 20 ans que je siége en cette Chambre. J'ai assisté à l'ouverture de toutes les sessions. J'ai entendu tous les proposeurs et secondeurs de l'adresse; tous les chefs de l'opposition; tous les premiers ministres; tous les ministres et les autres députés qui prenaient part au débat; j'ai entendu des orateurs éloquents, mais rarement comme ceux dont la voix s'est fait entendre aujourd'hui.

Le député de Drummond (M. Laferté) n'est pas un inconnu en cette Chambre. Il habite Québec depuis bon nombre d'années et s'est distingué, dès son séjour à l'université, comme l'un des jeunes les plus brillants et de ceux qui promettaient le plus pour l'avenir. Je constate aujourd'hui avec un bonheur tout particulier qu'il pense avec sagesse, qu'il parle brillamment et éloquentement. Je lui offre mes félicitations et lui souhaite du succès pour l'avenir. Ces souhaits ne sont pas, il est vrai, bien utiles, parce qu'on conviendra qu'avec du talent, du tact et du caractère il marchera sûrement vers les destinées élevées qui sont assurées.

Le député de Pontiac (M. Hodgins) a parlé d'une façon intéressante, en homme d'affaires. Je l'ai écouté avec plaisir et je le remercie de ses bonnes paroles. Mes souhaits lui sont également acquis pour l'avenir.

Une chose que j'ai remarquée, que je n'avais jamais constatée auparavant, c'est que le chef de l'opposition n'a pas eu un mot de compliment pour le proposeur et le second. Il a critiqué le premier et s'est abstenu de mentionner le second. C'est sans doute à cause de l'émotion dont il nous a parlé au début de son discours.

Je m'explique la situation et je comprends l'état d'âme du chef de l'opposition après ses vantardises et celles de ses amis faites au cours des sessions précédentes.

Le 13 avril dernier, par un ordre en conseil approuvé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le treizième Parlement était dissous. On dit que le chiffre 13 est néfaste; nous avons voulu en faire l'expérience et nous avons trouvé qu'il ne l'est pas, après tout, autant qu'on le prétend. Le jour de l'appel nominal, 22 libéraux étaient élus et, le 22 mai, le résultat n'était pas moins heureux, 22 députés perdaient leur dépôt et vous savez que pas un seul n'était libéral. Cette ombre pénible au tableau fut compensée par le retour du nouveau chef de l'opposition à qui j'offre mes meilleurs souhaits au début de la longue carrière qu'il entreprend. J'espère qu'elle sera plus longue que celle de son prédécesseur immédiat.

Un autre plaisir que nous avons éprouvé, c'est de voir entrer dans cette Chambre 25 bonnes figures nouvelles libérales que nous saluons avec bonheur. Nous avons applaudi également au succès des anciens, heureux de voir qu'ils ont conservé la confiance de l'électorat.

Le chef de l'opposition se dit accablé sous le fardeau de sa nouvelle position. Il nous dit être ému à son entrée en fonction et avoir accepté au prix d'un grand sacrifice. Si un journal de Montréal, qui est près du chef de l'opposition (M. Sauvé), dit vrai, on peut lire entre les lignes que le nouveau chef en avait envie et qu'il est heureux d'être à ce poste maintenant.

Le député de Deux-Montagnes prétend que le succès du 22 mai n'est pas une approbation de notre politique, mais plutôt le résultat d'une combinaison de brasseurs d'affaires, du fanatisme et de désertions. L'effet de l'émotion a dû lui faire perdre la mémoire. En juillet dernier, le chef de l'opposition écrivait dans *La Presse* qu'une incroyable inertie avait ravagé le Parti conservateur de la province de Québec, que le parti était mort, anéanti par la faute de ses chefs, et il ajoutait que ce dernier manque d'apôtres, qu'il ne s'est pas tenu suffisamment en contact avec les classes sociales. Il terminait en disant que les "événements étaient des leçons qu'il importait d'étudier"⁹. Ce n'est pas nous qui sommes responsables de l'anéantissement du Parti conservateur, c'est lui-même, l'artisan de sa défaite, ce sont ses chefs dont le député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) est un des plus éminents. Il est donc injuste de dire que l'électorat a été influencé par les menées des brasseurs d'affaires ou par les appels aux préjugés.

La question des écoles a été absolument éliminée de la dernière lutte et le chef de l'opposition ne peut citer le nom d'un orateur qui se soit servi de cet argument pour servir la cause libérale.

Qu'il cite un seul député libéral qui ait, au cours des dernières élections, cherché à exploiter la question d'Ontario.

Qu'il prouve qu'aucun des ministres ait prononcé une seule parole susceptible d'une pareille interprétation.

Les seuls coupables de la triste exploitation de préjugés dans notre province, il faut les aller chercher parmi ceux qui jadis, en 1910, firent dans Drummond et Arthabaska la campagne que l'on sait, mais qui, repentants et contrits, aujourd'hui parcourent la province pour prêcher la répudiation de tout ce qu'ils avaient jadis prétendu enseigner à nos gens.

Ce qui a été fait en faveur des écoles de l'Ontario l'a été en toute sincérité, et nous ne le regrettons pas. Ce ne sont pas les conservateurs qui doivent reprocher au gouvernement l'adoption du bill Galipeault: ils ont voté en sa faveur et ils ont reproché à leur chef, M. Cousineau, de s'y être opposé.

Nous ne regrettons rien de notre passé. Nous sommes aujourd'hui ce que nous étions hier et nous serons demain ce que nous sommes aujourd'hui.

L'opposition ne peut non plus reprocher au gouvernement d'avoir voté un million pour le Fonds patriotique. En 1910, les conservateurs s'opposaient avec véhémence à toute contribution de notre part et, adopté, ils prêchent la conscription.

Quant aux belles promesses du chef de l'opposition, il ne faut pas s'y fier. Depuis 20 ans, l'opposition a toujours refusé d'appuyer le gouvernement sur les mesures d'intérêt public. Le gouvernement a pris dans le passé des mesures relativement à l'instruction publique, à l'enseignement technique, à la voirie, à l'agriculture, aux lois ouvrières, etc., mesures contre lesquelles les conservateurs ont toujours opposé des barrières étroites.

Le Parti conservateur n'a jamais rien fait pour les ouvriers, mais il s'est au contraire élevé avec violence contre l'institution du scrutin secret et d'autres lois favorables à la classe ouvrière.

Le député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) a prétendu que l'on devait étudier les problèmes économiques plutôt que de se confondre en éloges à l'adresse du gouvernement. Pour certaine école qui est mal venue de faire la leçon aux jeunes, étudier les questions économiques, cela veut dire injurier ses

adversaires à bouche pleine chaque fois que l'occasion s'en présente. C'est un pénible début pour le nouveau chef de l'opposition qui a pourtant du talent, de l'expérience et de l'étude. Il revient à un ancien système au début de ce Parlement alors qu'il devrait changer, étant donné les tristes résultats obtenus.

Le peuple a approuvé nos mesures, mais nous n'avons pas terminé notre tâche. Dans tous les domaines, il reste encore du travail à faire. Nous demandons à l'opposition de nous aider à conserver à la province la place avantageuse qu'elle occupe à la tête de la Confédération, position qu'elle mérite et qu'elle doit conserver.

La proposition du député de Drummond (M. Laferté), appuyé par le représentant de Pontiac (M. Hodgins), à l'effet que l'adresse suivante soit votée et présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, est soumise à la Chambre:

À Son Honneur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec

Nous, les membres de l'Assemblée législative de la province de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre loyauté à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

L'adresse est adoptée à l'unanimité.

Subsides

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, appuyé par le représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Décarie), que, jeudi prochain, le 16 de ce mois, cette Chambre se forme en comité pour prendre en considération les subsides à accorder à Sa Majesté.

Adopté.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, appuyé par le représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Décarie), que, jeudi prochain, le 16 de ce mois, cette Chambre se forme en comité pour prendre en considération les voies et moyens de payer les subsides à accorder à Sa Majesté.

Adopté.

Élection du président des comités pléniers

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable M. Taschereau), que M. Eugène-Merrill Desaulniers, député du collège électoral de Chambly, soit nommé président des comités pléniers de la Chambre¹⁰.

Adopté.

Dépôt de documents:

Rapport du ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport général du ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries de la province de Québec pour l'année finissant le 30 juin 1916. (Document de la session no 7)

La séance est levée vers 5 heures.

NOTES

1. M. Bercovitch ayant lu la requête uniquement en français, ce dépôt de pétition fut salué par les applaudissements de la Chambre. Ce geste fut interprété par *Le Devoir* (9 novembre 1916, p. 1) comme une volonté de rapprochement des minorités juives envers les Canadiens français.

2. Victor Cousin (1792-1867), philosophe français qui fut ministre de l'Instruction publique dans le cabinet Thiers.

3. Beckles Willson. *Quebec: The Laurentian Province*. Londres, Constable & Company Ltd., 1913, p. 96:

"New technical schools were opened last year in both Montreal and Quebec. The School of Higher Commercial Studies, for which there is a vote of \$50,000, has been in operation in Montreal since

October, 1910. Over \$100,000 annually is expended on ten normal schools, and the Montreal Polytechnic School receives \$25,000. Then there are grants of \$75,000 for school inspection and \$30,000 to the Teachers' Pension Fund. Great as this progress is, due to the enlightened policy of the Gouin Government, a demand has arisen that more shall be done."

4. Paul Leroy-Beaulieu (1843-1916), économiste français. *Traité théorique et pratique d'économie politique*. Paris, 1910, (5e édition) vol. 4, p. 474.

5. Michel Chevalier (1806-1879), beau-père du précédent, économiste libre-échangiste français.

6. Charles Sainte-Foi. *Le livre des peuples et des rois*. Paris, 1839, p. 139.

7. "Les délices de Capoue", expression qui rappelle l'épisode des guerres puniques où les soldats d'Hannibal, ayant hiverné à Capoue et profité de sa douceur de vivre, y perdirent leur combativité.

8. Le discours de M. Hodgins a été prononcé en anglais.

9. *La Presse*, 8 juillet 1916, p. 21.

10. Le président des comités pléniers exerce aussi les fonctions d'Orateur suppléant ou de vice-président de l'Assemblée législative (*Statuts refondus de Québec*, 1909, art. 118; Règlement annoté de l'Assemblée législative de Québec, par L.-P. Geoffrion, 1915, art.27).

Séance du jeudi 9 novembre 1916

Présidence de l'honorable A. Galipeault

La séance est ouverte à 3 heures.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

- des corporations du village et de la paroisse de Saint-Alexis de la Grande Baie, demandant l'adoption d'une loi amendement la charte du village de Bagotville, dans le comté de Chicoutimi, et pour autres fins (M. Petit);
- de la cité de Verdun, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Ashby);
- du Hervey Institute de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Gault);
- de la ville de L'Île-Dorval, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Gault);
- de la cité de Maisonneuve, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Reed);
- de la ville de Baie Saint-Paul, demandant l'adoption d'une loi lui conférant certains pouvoirs (M. Cannon, Québec-Centre);
- de la ville d'East Angus et de la municipalité du canton de Westbury, demandant l'adoption d'une loi les autorisant de construire un pont sur la rivière Saint-François et pour autres fins (M. Scott);
- de C. L. Dunn et autres, demandant l'adoption d'une loi pour constituer en corporation The Wounded Soldiers Institute (M. Bercovitch);
- de Ludger Forest et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en municipalité de village la municipalité du village du Petit-Lac-Magog (M. Therrien);
- du National Jockey Club, demandant la confirmation de ses lettres patentes (M. Mayrand)
- de la cité de Québec¹, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Thériault).

Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de la ville Lasalle, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Ashby);
- de la ville de la Pointe-Claire, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Ashby);
- de la cité de Lachine, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Ashby);
- de la ville de Roxboro, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Ashby);
- de l'Union Saint-Joseph de Saint-Hyacinthe, demandant l'adoption d'une loi amendement la loi 55-56 Victoria, chapitre 88 (M. Bouchard);
- des commissaires d'écoles de Cartierville, demandant l'adoption d'une loi définissant et étendant les limites de la municipalité scolaire de Cartierville et ratifiant et déterminant le droit de cette dernière aux taxes (M. Bercovitch);
- de Roméo Gingras, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau à antidater son admission à l'étude (M. Cannon, Québec-Centre);
- de la Shawinigan Water & Power Company, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Cannon, Québec-Centre);
- de la fabrique de la paroisse Saint-Patrice, Montréal, demandant l'adoption d'une loi lui accordant certains pouvoirs (M. Cannon, Dorchester);
- de l'hôpital Sainte-Justine, demandant l'adoption d'une loi amendement la charte de la cité de Montréal au sujet dudit hôpital Sainte-Justine (M. Desaulniers);
- de The Bankers' Trust Company, demandant l'adoption d'une loi prolongeant le délai pour commencer ses affaires (M. Finnie);
- de The Scottish Trust Company, demandant l'adoption d'une loi prolongeant le délai pour commencer ses affaires (M. Finnie);
- de Nathaniel William Jacobs, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à la pratique de la profession (M. Finnie);
- de Montreal Trust Company, demandant l'adoption d'une loi lui reconnaissant certains pouvoirs (M. Finnie);
- de l'honorable Geo. Bryson et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation The Grand Lake Railway & Transportation Company (M. Fortier);
- de J.-B. Forget et autres, demandant l'adoption d'une loi créant une division pour fins municipales et d'enregistrement au village de Mont-Laurier, dans le comté de Labelle (M. Fortier);

- de Tancrède Asselin, demandant l'adoption d'une loi autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen (M. Lemieux);

- de la cité de Westmount, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Létourneau, Montréal-Hochelaga);

- des dames de l'asile de Montréal pour les orphelins catholiques romains, demandant l'adoption d'une loi afin de changer son nom incorporatif en celui de "Orphelinat catholique de Montréal" et pour autres fins (M. Létourneau, Montréal-Hochelaga);

- de dame Marie-Joséphine-Jeanne Comte, épouse de Maxime Raymond, demandant l'adoption d'une loi autorisant le partage des biens de la succession de feu Jean de la Croix Joseph Comte et pour autres fins (M. Létourneau, Montréal-Hochelaga);

- de la ville de Saint-Léonard-de-Port-Maurice, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte et ratifiant le règlement 51 de ladite ville (M. Lévesque);

- de The Back River Power Company, demandant l'adoption d'une loi ratifiant la convention du 28 octobre 1916 entre cette compagnie et la ville du Sault-au-Récollet (M. Lévesque);

- de la ville de Hampstead, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Lévesque);

- de S. Kalmanovitch et autres, demandant l'adoption d'une loi pour constituer en corporation The Mount Sinai Foundation (M. Beaudry);

- de Hirsch Cohen et autres, demandant l'adoption d'une loi pour constituer en corporation New Adath Joshurun Congregation (M. Bercovitch);

- de Joseph Lalier et autres, demandant l'adoption d'une loi amendant la loi des cités et villes au sujet de la ville de Coaticook (M. Bissonnet);

- de dame Lumina Bolduc et autres, demandant l'adoption d'une loi pour constituer en corporation les petites sœurs franciscaines de Marie, de Montréal (M. D'Auteuil);

- d'Urcis Sauvageau, demandant l'adoption d'une loi autorisant la cité de Montréal à indemniser ou exproprier certains propriétaires du quartier Hochelaga (M. Perrault);

- d'Achille Gervais, demandant l'adoption d'une loi concernant une donation par contrat de mariage faite par Louis Gervais à Achille Gervais, le 31 janvier 1899, et autorisant la vente de certains immeubles (M. Robert, Beauharnois).

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmagny):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité spécial pour l'élection des présidents des divers comités permanents. Voici le rapport:

Votre comité a choisi pour présidents des comités les messieurs suivants:

Comité des règlements: M. Létourneau (Québec-Est);

Comité des bills privés en général: M. Francoeur;

Comité des chemins de fer et autres moyens de communication: M. Finnie;

Comité des comptes publics: M. Godbout;

Comité des bills publics en général: Sir Lomer Gouin;

Comité de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation: L'honorable M. Caron;

Comité des industries et du commerce: M. Vilas;

Comité des privilèges et élections: M. Tessier;

Comité du Code municipal: M. Trahan.

Lecture de pétitions:

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable M. Taschereau), que, nonobstant l'article 432 du règlement, les pétitions qui ont été présentées à cette séance soient reçues dès maintenant.

Adopté.

Conformément à la résolution de la Chambre, les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- des corporations du village et de la paroisse de Saint-Alexis de la Grande Baie, demandant l'adoption d'une loi amendant la charte du village de Bagotville, dans le comté de Chicoutimi, et pour autres fins (M. Petit);

- de la cité de Verdun, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Ashby);

- du Hervey Institute de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Gault);

- de la ville de L'Île-Dorval, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Gault);

- de la cité de Maisonneuve, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Reed);

- de la ville de Baie Saint-Paul, demandant l'adoption d'une loi lui conférant certains pouvoirs (M. Cannon, Québec-Centre);

- de la ville d'East Angus et de la municipalité du canton de Westbury, demandant l'adoption d'une loi les autorisant de construire un pont sur la rivière Saint-François et pour autres fins (M. Scott);

- de C. L. Dunn et autres, demandant l'adoption d'une loi pour constituer en corporation The Wounded Soldiers Institute (M. Bercovitch);

- de Ludger Forest et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en municipalité de village la municipalité du village du Petit-Lac-Magog (M. Therrien);

- du National Jockey Club, demandant la confirmation de ses lettres patentes (M. Mayrand)

- de la cité de Québec², demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Thériault).

Dépôt de documents:

Mandats spéciaux

L'honorable M. Mitchell (Richmond) dépose sur le bureau de la Chambre un état des mandats spéciaux émis en vertu des rapports du Conseil et des articles 859 et 860 des statuts refondus de la province de Québec et préparé par l'auditeur de la province, tel que requis par la loi. (Voir le tableau à la page suivante)

État des mandats spéciaux émis en vertu des rapports du Conseil et des articles 859-860 des statuts refondus de la province de Québec, pendant l'exercice finissant le 30 juin 1916, préparé par l'auditeur de la province, tel que requis

	Service	Rapports du Conseil et mandats spéciaux				
		O. C. nos	Dates	Montants	Dépenses	Balance
				\$ cts	\$ cts	\$ cts
5	Services divers : Commission pourvoyant à l'emploi des soldats.....	383	7 avril 1916	1,500.00	1,500.00	
6	Services divers : Agent général de la province dans le Royaume-Uni de la Grande- Bretagne et d'Irlande	452	19 avril 1916	7,000.00	4,495.33	2,504.87
7	Agriculture : Cercles agricoles, etc., (subvention à Cie du chemin de fer de la rive sud, en vertu de 63 Victoria, chapitre 2).....	526	12 mai 1916	9,286.87	9,286.87	
8	Agriculture : Cercles agricoles, etc., (subvention à Cie du chemin de fer de la rive sud, en vertu de 63 Victoria, chapitre 2).....	527	12 mai 1916	37,854.07	37,854.07	
9	Service civil : Dépenses contingentes, bureau du lieutenant-gouverneur	692	15 juin 1916	1,500.00	1,000.00	500.00
10	Législation : Assemblée législative : Impression et reliure pour les deux Chambres	726	24 juin 1916	36,132.38	36,132.38	
	Dépenses contingentes des élections	"	"	1,900.00	1,900.00	
	Terres et Forêts : Protection des forêts	726	24 juin 1916	5,000.00	5,000.00	
	Compte courant	"	"	5,000.00	5,000.00	
	Service forestier.....	"	"	10,000.00	10,000.00	
	Charges sur le revenu : Timbres, licences, etc.	726	24 juin 1916	1,000.00	1,000.00	
	Gouvernement civil : Dépenses contingentes des départements : Département du procureur général.....	726	24 juin 1916	1,500.00	1,500.00	
	Agriculture : Prix aux sociétés d'agriculture et aux cercles agricoles.....	726	24 juin 1916	5,061.96	5,061.96	

État des mandats spéciaux émis en vertu des rapports du Conseil et des articles 859-860 des statuts refondus de la province de Québec, pendant l'exercice finissant le 30 juin 1916, préparé par l'auditeur de la province, tel que requis

	Service	Rapports du Conseil et mandats spéciaux				
		O. C. nos	Dates	Montants	Dépenses	Balance
	Enseignement vétérinaire	726	24 juin 1916	1,000.00	1,000.00	
	École de laiterie de Saint-Hyacinthe	"	"	5,541.64	5,541.64	
	Laboratoire officiel	"	"	2,000.00	2,000.00	
11	Travaux et édifices publics : (Imputables au Fonds de bâtisses et des jurés) Palais de justice, Montréal : Nouveaux ascenseurs	771B	26 juin 1916	15,332.00	15,332.00	
	Charpenterie, peinture, etc.	"	"	8,234.34	8,234.34	
	Instruction publique : École polytechnique, Montréal.....	771B	26 juin 1916	15,000.00	15,000.00	
12	Travaux publics et Travail : (Ordinaires) Réparations à la propriété de Spencer Wood.....	771C	26 juin 1916	15,790.37	15,790.37	
1	Travaux publics et Travail : (Ordinaires) Réparations à la propriété de Spencer Wood.....	1048	18 août 1916	10,000.00	10,000.00	
2	Services divers : Comité de secours aux victimes de l'incendie du nord de l'Ontario	1109	2 septembre 1916	10,000.00	10,000.00	
3	Services divers : Comité de secours aux victimes de l'incendie dans l'Abitibi.....	1140	7 septembre 1916	7,000.00	7,000.00	
4	Dette publique : Frais d'administration.....	1220	22 septembre 1916	2,375.00	2,375.00	
5	Services divers : Commission pourvoyant à l'emploi des soldats	1290	6 octobre 1916	3,000.00	500.00	2,500.00
6	Travaux publics et Travail : (Ordinaires) Construction d'une serre à Spencer Wood.....	1306	12 octobre 1916	20,593.00	20,593.00	
				\$ 238,601.63	\$ 233,096.96	\$ 5,504.67

Département du Trésor, bureau de l'auditeur
Québec, 9 novembre 1916

Jos Morin,
auditeur de la province

Comité des bills privés

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que le nom de M. Ashby soit ajouté à la liste des membres du comité des bills privés en général.

Adopté.

Travaux de la Chambre

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable M. Taschereau), que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain midi.

Adopté.

La séance est levée à 3 h 10.

NOTES

1. Au sujet de cette pétition, voir "La pétition de la cité est présentée à la Chambre" (*L'Action catholique*, 10 novembre 1916).

2. Au sujet de cette pétition, voir "La pétition de la cité est présentée à la Chambre" (*L'Action catholique*, 10 novembre 1916).

Séance du vendredi 10 novembre 1916

Présidence de l'honorable A. Galipeault

La séance est ouverte à midi.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

- des commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire du village de Saint-Laurent, demandant l'adoption d'une loi leur permettant de faire un rôle d'évaluation spécial et pour autres fins (M. Ashby);

- de la cité des Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Trahan).

- de la paroisse du Très-Saint-Rédempteur de Montréal, demandant l'adoption d'une loi concernant la construction d'une église (M. Létourneau, Montréal-Hochelaga).

Rapports de comités:

M. Létourneau (Québec-Est): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la ville Lasalle; de la ville de Pointe-Claire; de la cité de Lachine; de la cité de Westmount; de la ville de Saint-Léonard-de-Port-Maurice et de la cité de Verdun, demandant respectivement une loi amendement leur charte;

- de Roméo Gingras, demandant une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à antidater son admission à l'étude du droit;

- des corporations du village et de la paroisse de Saint-Alexis de la Grande Baie, demandant une loi amendement la charte du village de Bagotville; et de Marie-Joséphine-Jeanne Comte, épouse de Maxime Raymond, demandant une loi concernant la succession de feu Jean de la Croix Joseph Comte;

- de la fabrique de la paroisse Saint-Patrice, de Montréal, demandant une loi lui accordant certains pouvoirs;

- des dames de l'asile de Montréal pour les orphelins catholiques romains, demandant une loi changeant son nom incorporatif en celui de "Orphelinat catholique de Montréal" et pour autres fins.

Bagotville

M. Grégoire (Frontenac) pour **M. Petit (Chicoutimi)** demande la permission de présenter le bill 84 amendement la loi constituant en corporation le village de Bagotville en une municipalité séparée.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Charte de Westmount

M. Létourneau (Montréal-Hochelaga) demande la permission de présenter le bill 58 amendement la charte de la cité de Westmount.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

M. Létourneau (Montréal-Hochelaga) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité des bills privés en général.

Paroisse Saint-Patrice de Montréal

M. Cannon (Dorchester) demande la permission de présenter le bill 71 accordant certains pouvoirs à la paroisse Saint-Patrice de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Succession de Jean de la Croix Joseph Comte

M. Létourneau (Montréal-Hochelaga) demande la permission de présenter le bill 96 concernant la succession de Jean de la Croix Joseph Comte.

Accordé. Le bill est lu une première fois¹.

Roméo Gingras

M. Cannon (Québec-Centre) demande la permission de présenter le bill 57 autorisant le Barreau de la province de Québec à antidater l'admission à l'étude du droit de Roméo Gingras.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Orphelinat catholique de Montréal

M. Létourneau (Montréal-Hochelaga) demande la permission de présenter le bill 70 concernant l'Orphelinat catholique de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Charte de Saint-Léonard-de Port-Maurice

M. Lévesque (Laval) demande la permission de présenter le bill 63 amendant la charte de la ville de Saint-Léonard-de-Port-Maurice et ratifiant le règlement no 51 de ladite ville.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

M. Lévesque (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité des bills privés.

Charte de Pointe-Claire

M. Ashby (Jacques-Cartier) demande la permission de présenter le bill 107 amendant la charte de la ville de Pointe-Claire.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

M. Ashby (Jacques-Cartier) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité des bills privés.

Charte de Lasalle

M. Ashby (Jacques-Cartier) demande la permission de présenter le bill 72 amendant la charte de la ville de Lasalle.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

M. Ashby (Jacques-Cartier) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité des bills privés.

Charte de Lachine

M. Ashby (Jacques-Cartier) demande la permission de présenter le bill 73 amendant la charte de la cité de Lachine.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Charte de Verdun

M. Ashby (Jacques-Cartier) demande la permission de présenter le bill 101 amendant la charte de la cité de Verdun.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Dépôt de documents:

Rapport du ministre des Terres et Forêts

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministre des Terres et Forêts pour l'année expirant le 30 juin 1916. (Document de la session no 5)

Compte rendu du Devoir

M. Sauvé (Deux-Montagnes): M. l'Orateur, je demande la parole pour des explications personnelles. Un journal que je respecte, *Le Devoir*, me prête, au sujet du bill Galipeault et de nos compatriotes d'Ontario, des sentiments que je n'ai pas exprimés et qui me répugnent. Je n'ai pas critiqué le bill Galipeault. Au contraire, j'ai dénoncé ceux qui, durant les dernières élections provinciales, s'étaient servis de la cause de nos compatriotes d'Ontario pour donner à l'attitude de M. Cousineau une interprétation fausse, pour soutenir des préjugés de race et de religion contre le Parti conservateur, et pour nous empêcher de discuter les actes administratifs du gouvernement. J'ai signalé le fait que plusieurs candidats libéraux se sont engagés, aux dernières élections, à faire voter, s'ils étaient élus, une somme d'argent pour venir en aide à nos compatriotes d'Ontario et qu'à l'ouverture de la session on constate que le discours du trône ignore cet engagement et nous invite plutôt à voter un million pour le Fonds patriotique, dont le gouvernement n'a pas soufflé mot aux dernières élections. Et, pour ne pas être mal interprété, j'ai résumé ma pensée en lisant cette partie de mon discours.

Quant à la contribution au Fonds patriotique, le gouvernement devra compléter ses déclarations avant de demander à la Chambre de voter cette mesure. Il aura à rendre compte de l'attitude d'un grand nombre de députés libéraux qui crient par toute la province que nous demandons trop de sacrifices pour la guerre. Le premier ministre dira pourquoi il n'a pas soumis cette mesure aux électeurs

de cette province, aux dernières élections provinciales, et pourquoi il a préféré se servir de la cause de nos compatriotes d'Ontario, qu'il ignore aujourd'hui.

Je serai plus sincère et plus loyal que nos adversaires ne l'ont été aux dernières élections et je ne chercherai pas à soulever des préjugés pour un gain politique. Quand le gouvernement nous aura fait part de la situation relative à la guerre, il verra que l'opposition sera fidèle à son devoir et loyale à son pays. Elle ne cherchera pas à exploiter les adversaires de la contribution pour les lâcher ensuite. Pour ma part, je respecte ces adversaires et je ne m'en servirai pas pour les trahir ensuite.

Le premier ministre, auquel je n'avais pas le droit de répondre, a dit: "La question des écoles a été absolument éliminée de la dernière lutte et le chef de l'opposition ne peut citer un orateur qui s'est servi de cet argument pour servir la cause libérale." Je ne commenterai pas ces paroles aujourd'hui, je laisse cette tâche aux électeurs de la province.

Le correspondant du *Devoir* est l'un des plus brillants représentants de la presse dans la tribune des journalistes. Il sait que j'ai pour lui beaucoup d'estime et que je crois à sa bonne foi. Erreur n'est pas compte, mais je tiens à signaler son erreur. Il s'est servi de la réplique du premier ministre pour apprécier mes déclarations, et c'est pour cette raison qu'il s'est trompé. Je ne permettrai pas que, sur des sujets aussi brûlants, on me prête des sentiments que je n'ai pas.

Qu'on se le tienne pour dit. Je suis de ma race et de ma province, je vénère leurs traditions et c'est à ce titre, c'est pour suivre l'exemple des plus grands patriotes de ma race, prêtres et laïcs, que mes concitoyens d'autre origine pourront compter sur ma loyauté, mon respect et mon esprit de justice. Quant à ceux qui, par tactique, m'accusent de violence pour se donner l'occasion de m'injurier, je ne craindrai pas de les rencontrer, bien que je désire ardemment discuter sans animosité les questions qui nous seront soumises. Avant de m'accuser de violence, qu'on cite donc mes paroles.

Quelles que soient les amitiés, je ne permettrai pas que l'on défigure ma pensée sur des questions primordiales. Je veux être un adversaire loyal et honnête. Je le répète, c'est à ma province que je veux consacrer mes efforts, c'est à mes concitoyens que je veux être utile, c'est à Dieu que je veux être soumis. Mon motto, le voici: À genoux devant Dieu, à l'œuvre pour ma province, debout devant les hommes.

Travaux de la Chambre

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable M. Taschereau), que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à lundi, 8 heures du soir.

Adopté.

La séance est levée à midi quinze minutes.

NOTE

1. Au sujet de ce bill, voir "Succession qu'on veut se diviser - Tirage au sort" (*La Presse*, 13 décembre 1916, p. 2).

Séance du lundi 13 novembre 1916

Présidence de l'honorable A. Galipeault

La séance est ouverte à 8 heures.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

- de la paroisse des rédemptoristes de Montréal, demandant l'autorisation de construire une église (M. Létourneau, Montréal-Hochelaga);

- de la cité de Hull, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Gendron);

- de J. Marion et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la construction d'une église et d'une sacristie en la paroisse de Saint-Jacques de l'Achigan (M. Hébert);

- de la Commission du parc Maisonneuve, demandant l'adoption d'une loi homologuant le plan du parc de Maisonneuve et pour autres fins (M. Lévesque);

- de la corporation du village de Sainte-Thérèse-de-Blainville, demandant l'adoption d'une loi la constituant en corporation de ville sous le nom de "ville de Sainte-Thérèse" (M. Therrien);

- de la ville de la Pointe-aux-Trembles, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Lévesque);

- des syndics de la paroisse de Saint-Arsène de Montréal, demandant l'adoption d'une loi les autorisant à contracter un emprunt pour la construction de l'église projetée (M. Lévesque);

- de dame Marie Troncy et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation civile sous le nom de "La congrégation des sœurs du Saint-Enfant Jésus" (M. Parrot);

- de la cité de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Therrien).

Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- des commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire du village de Saint-Laurent, demandant l'adoption d'une loi leur permettant de faire un rôle d'évaluation spécial et pour autres fins (M. Ashby);

- de la cité des Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Trahan).

- de la paroisse du Très-Saint-Rédempteur de Montréal, demandant l'adoption d'une loi concernant la construction d'une église (M. Létourneau, Montréal-Hochelaga).

Ajournement dans certaines poursuites

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve) pour **l'honorable M. Gouin (Portneuf)** demande la permission de présenter le bill 6 modifiant l'article 29 des statuts refondus, 1909, au sujet des ajournements dans certaines poursuites pour pénalités.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Certification d'écrits faits hors Québec

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve) pour **l'honorable M. Gouin (Portneuf)** demande la permission de présenter le bill 24 modifiant les articles 1220 et 2143 du Code civil au sujet de certains écrits faits hors de la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Privilèges et hypothèques des compagnies

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve) pour **l'honorable M. Gouin (Portneuf)** demande la permission de présenter le bill 4 modifiant l'article 6119c des statuts refondus, 1909, tel qu'édicte par la loi 4 George V, chapitre 51, section 1.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Loi des coroners

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve) pour **l'honorable M. Gouin (Portneuf)** demande la permission de présenter le bill 5 modifiant la loi relative aux coroners dans la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Procédures de cautionnement

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve) pour **l'honorable M. Gouin (Portneuf)** demande la permission de présenter le bill 25 modifiant l'article

1249 du Code de procédure civile, relativement aux procédures de cautionnement lors d'un appel à Sa Majesté.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Correction des listes électorales

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve) pour **l'honorable M. Gouin (Portneuf)** demande la permission de présenter le bill 26 amendant l'article 232 des statuts refondus, 1909, au sujet de l'examen et de la correction de la liste des électeurs dans les cités de Montréal, de Québec, de Trois-Rivières, de Sherbrooke, de Salaberry, de Valleyfield et de Maisonneuve.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Cour supérieure

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve) pour **l'honorable M. Gouin (Portneuf)** demande la permission de présenter le bill 3 insérant l'article 3074a dans les statuts refondus, 1909, concernant la Cour supérieure.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Bagotville

M. Petit (Chicoutimi) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 84 amendant la loi constituant en corporation le village de Bagotville en une municipalité séparée soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Paroisse Saint-Patrice de Montréal

M. Cannon (Dorchester) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 71 accordant certains pouvoirs à la paroisse Saint-Patrice de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Succession de Jean de la Croix Joseph Comte

M. Létourneau (Montréal-Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 96 concernant la succession de feu Jean de la Croix Joseph Comte soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Orphelinat catholique de Montréal

M. Létourneau (Montréal-Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 70 concernant l'Orphelinat catholique de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Charte de Lachine

M. Ashby (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 73 amendant la charte de la cité de Lachine soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Charte de Verdun

M. Ashby (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 101 amendant la charte de la cité de Verdun soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

La séance est levée à 8 h 20.

Séance du mardi 14 novembre 1916

Présidence de l'honorable A. Galipeault

La séance est ouverte à 3 heures.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!¹

Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

- de dame Élodie Gauthier, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu L.-H. Hébert (M. Beaudry);

- de la corporation du village de Granby, demandant l'adoption d'une loi l'érigeant en cité, sous le nom de "cité de Granby" (M. Bullock);

- de The Corporation of Spanish and Portuguese Jews Shearith Israel of Montreal, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Bercovitch);

- de Georges-H. Baril et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de l'"Association catholique de la jeunesse canadienne-française" (M. Desaulniers);

- de Henri Kieffer et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "La Société Saint-Vincent-de-Paul de Montréal" (M. Desaulniers);

- de Jacob A. Jacobs et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "The Grenville, Harrington and Northern Railway Company" (M. Hay).

Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- d'Edmond-Joseph Paquette et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession P.-E. Paquette (M. David);

- de la paroisse des rédemptoristes de Montréal, demandant l'autorisation de construire une église (M. Létourneau, Montréal-Hochelaga);

- de la cité de Hull, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Gendron);

- de J. Marion et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la construction d'une église et d'une sacristie en la paroisse de Saint-Jacques de l'Achigan (M. Hébert);

- de la Commission du parc Maisonneuve, demandant l'adoption d'une loi homologuant le plan du parc de Maisonneuve et pour autres fins (M. Lévesque);

- de la corporation du village de Sainte-Thérèse-de-Blainville, demandant l'adoption d'une loi la constituant en corporation de ville sous le nom de "ville de Sainte-Thérèse" (M. Therrien);

- de la ville de la Pointe-aux-Trembles, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Lévesque);

- des syndics de la paroisse de Saint-Arsène de Montréal, demandant l'adoption d'une loi les autorisant à contracter un emprunt pour la construction de l'église projetée (M. Lévesque);

- de dame Marie Troncy et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation civile sous le nom de "La congrégation des sœurs du Saint-Enfant Jésus" (M. Parrot);

- de la cité de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Therrien).

Rapports de comités:

M. Francoeur (Lotbinière): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter les bills suivants avec des amendements:

- bill 63 amendant la charte de la ville de Saint-Léonard-de-Port-Maurice et ratifiant le règlement no 51 de ladite ville;

- bill 72 amendant la charte de la ville Lasalle.

M. Létourneau (Montréal-Hochelaga): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de Tancrede Asselin, demandant de voter une loi autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen;

- de l'honorable Geo. Bryson et autres, demandant une loi constituant en corporation The Grand Lake Railway & Transportation Company;
- de la ville de Baie Saint-Paul, demandant une loi amendant sa charte;
- d'Urcis Sauvageau, demandant une loi autorisant la cité de Montréal à indemniser ou à exproprier certains propriétaires du quartier Hochelaga;
- de Ludger Forest *et al*, demandant une loi constituant en corporation la municipalité du village de Petit-Lac-Magog.

Règlement, articles 497 et 498

M. Bullock (Shefford) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Hochelaga (M. Létourneau), que les dispositions des articles 497 et 498 du règlement soient suspendues à l'égard d'un bill concernant le village de Granby et l'érigeant en cité sous le nom de "cité de Granby", lequel a été déposé chez le secrétaire du comité des bills privés.

Adopté.

Petit-Lac-Magog

M. Therrien (Sherbrooke) demande la permission de présenter le bill 60 érigant en municipalité le village du Petit-Lac-Magog.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Tancrède Asselin

M. Lemieux (Gaspé) demande la permission de présenter le bill 119 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Tancrède Asselin au nombre de ses membres.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a nommé un comité permanent pour assister l'Orateur dans l'administration de la Bibliothèque, en tant que les intérêts du Conseil législatif sont concernés, et pour agir au nom du Conseil législatif comme membre du comité conjoint des deux Chambres, au sujet de la Bibliothèque, et que ce comité est composé des honorables MM.

Chapais, Choquette, Girouard, Kaine, Kelly, Pérodeau, Perron, Smith et De Varennes.

Comité conjoint de la Bibliothèque de la Législature

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose, appuyé par le représentant de Richmond (l'honorable M. Mitchell), que l'honorable Sir Lomer Gouin, les honorables MM. Taschereau, Caron, Mercier, Mitchell, MM. D'Auteuil, Desaulniers, Francoeur, Godbout, Létourneau (Montréal-Hochelaga), Lévesque, Sauvé, Trahan, Tansey et Vilas soient nommés membres du comité de la Bibliothèque de la Législature et représentent l'Assemblée législative dans le comité conjoint des deux Chambres qui doit, pendant la session en cours, assister MM. les Orateurs dans l'administration de la Bibliothèque.

Adopté.

Il est résolu qu'un message soit envoyé à l'honorable Conseil législatif, communiquant à Leurs Honneurs la résolution précédente.

Comité conjoint des impressions de la Législature

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose, appuyé par le représentant de Richmond (l'honorable M. Mitchell), qu'il soit envoyé au Conseil législatif un message l'invitant à se joindre à cette Chambre pour former un comité conjoint qui s'occupe des impressions législatives durant la session en cours, et l'informant que l'honorable Sir Lomer Gouin, les honorables MM. Décarie, Mitchell, MM. Ashby, Bouchard, Finnie, Gault, Godbout, Parrot et Sauvé représenteront cette Chambre dans ledit comité.

Adopté.

Il est résolu qu'un message soit envoyé à l'honorable Conseil législatif, communiquant à Leurs Honneurs la résolution précédente.

Messages du lieutenant-gouverneur:

L'honorable M. Décarie (Maisonnette) transmet à M. l'Orateur un message de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, signé par Son Honneur.

M. l'Orateur lit ledit message comme suit:

P.-E. LeBlanc, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative de cette province le rapport de l'Imprimeur

du roi, indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière session qu'il a imprimés et distribués, les départements, corps administratifs, officiers et autres personnes auxquels ils ont été distribués, le nombre d'exemplaires livrés à chacun d'eux, et en vertu de quelle autorisation, puis le nombre d'exemplaires des actes de chaque session qui lui restent en main, avec un compte détaillé des frais par lui réellement encourus pour l'impression et la distribution desdits statuts. (Document de la session no 18)

Hôtel du gouvernement,
Québec, ce 13 novembre 1916

Dépôt de documents:

Rapport des inspecteurs de prisons

L'honorable M. Gouin (Portneuf) dépose sur le bureau de la Chambre le quarante-sixième rapport des inspecteurs des prisons de la province de Québec pour l'année 1915. (Document de la session no 17)

Questions et réponses:

Dépenses de voyage des ministres

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Quelles sommes ont été payées à chacun des membres du gouvernement de cette province pour dépenses de voyage pendant la dernière année fiscale expirée?

L'honorable M. Mitchell (Richmond): 1.

L'honorable Sir Lomer Gouin	\$ 800.00
L'honorable Jérémie-L. Décarie	804.00
L'honorable W. G. Mitchell.....	1,194.33
L'honorable Jules Allard.....	900.00
L'honorable Honoré Mercier	1,915.00
L'honorable Jos.-Ed. Caron	1,894.16
L'honorable J.-A. Tessier	481.19
L'honorable L.-A. Taschereau.....	150.00

Emprunts

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Quels sont les emprunts que le gouvernement a effectués depuis 1908?

2. En quelle année chacun de ces emprunts a-t-il été effectué?

L'honorable M. Mitchell (Richmond): 1 et 2. Emprunts permanents. Emprunts des bons chemins, en vertu de 3 George V, chapitre 21: £400.600 sterling ou \$1,949,586.67, le 1^{er} janvier 1913; £820.217 sterling ou \$3,991,722.73, le 1^{er} juillet 1914; \$600,000, en vertu de 3 George V, chapitre 6 (emménagement des eaux de la rivière Saint-Maurice). Emprunts spéciaux à courte échéance, en vertu de 5 George V, chapitre 2: \$6,000,000, le 1^{er} avril 1915; \$4,000,000, le 1^{er} juin 1916.

Emprunts temporaires: \$1,460,000, le 1^{er} novembre 1913, renouvelé le 1^{er} mai 1914 et payé le 1^{er} août 1914; \$4,000,000, le 1^{er} décembre 1914 et payé le 3 mai 1915.

Prospection géologique au Nouveau-Québec

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Le ministère de la Colonisation a-t-il organisé une inspection, sous la direction du docteur J.-A. Bancroft, ingénieur et professeur de géologie, pour étudier les minéraux du nord de cette province?

2. Dans l'affirmative, à quelle date a eu lieu cette inspection et dans quels cantons ou paroisses?

3. Quelles sont les personnes qui composaient l'expédition et quelles fonctions y remplissait chacune d'elles?

4. M. Bancroft a-t-il fait rapport?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

1. Le docteur Bancroft a dirigé une exploration géologique et minéralogique dans la région des lacs Keewagama et Keekeek en 1911 et dans la région des rivières Nottaway, Bell et Harricana en 1912.

En 1915, le docteur Bancroft a été chargé de faire des relevés géologiques et minéralogiques le long du chemin de fer Transcontinental, entre Harvey Jct. et la rivière Bell.

2. La première exploration a compris les cantons projetés de Villemontel, Cléricy, La Pause, Preissac, Jeanne, Bousquet, Cadillac; la seconde, les cantons La Motte, La Corne, Malartie, Dubuisson, Varsan, Bourlamaque, Figüéry et un grand territoire non arpenté au nord du Transcontinental; la troisième a compris tous les cantons et paroisses que traverse le chemin de fer Transcontinental, entre Harvey Jct. et la rivière Bell.

3. Pour les deux premières, l'ingénieur A.-O. Dufresne accompagnait le docteur Bancroft en qualité d'assistant. À part M. Dufresne, la mission comprenait un cuisinier et deux ou trois sauvages

comme canotiers, selon les besoins. Pour la troisième, le personnel comprenait le docteur Bancroft comme chef, l'ingénieur Paul Piché comme assistant et un cuisinier.

4. Les rapports des deux premières expéditions ont été publiés en 1912 et 1913 respectivement et distribués aux députés. Celui de la troisième est en voie de rédaction et sera publié dans le rapport des opérations minières pour 1916.

Ajournement de certaines poursuites

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 6 modifiant l'article 29 des statuts refondus, 1909, au sujet des ajournements dans certaines poursuites pour pénalités soit maintenant lu une deuxième fois.

Il s'agit de permettre aux juges d'ajourner certaines causes à 30 jours, alors que la loi actuelle ne permet qu'un ajournement de huit jours, ce qui n'est pas très commode dans certaines circonstances.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) désire signaler les plaintes formulées en certains quartiers contre l'administration de la justice. Il fait remarquer qu'on se plaint souvent de la lenteur de certaines procédures et il se demande si la nouvelle loi ne favorisera pas les retards.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) donne réponse aux remarques du chef de l'opposition.

La proposition est adoptée. Le bill est renvoyé au comité général.

Procédures de cautionnement

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 25 modifiant l'article 1249 du Code de procédure civile relativement aux procédures de cautionnement lors d'un appel à Sa Majesté soit maintenant lu une deuxième fois.

Jusqu'ici, explique-t-il, les cautionnements devaient être reçus par le juge qui avait rendu le jugement. Il s'agit de permettre au greffier de ce tribunal de recevoir les cautionnements.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Correction des listes électorales

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 26 amendement l'article

232 des statuts refondus, 1909, au sujet de l'examen et de la correction de la liste des électeurs dans les cités de Montréal, de Québec, de Trois-Rivières, de Sherbrooke, de Salaberry, de Valleyfield et de Maisonneuve soit maintenant lu une deuxième fois.

On sait que, par le passé, la loi obligeait à publier dans les journaux les listes électorales complètes. On était donc obligé de faire publier dans les journaux les noms de toutes les personnes qu'on voulait faire insérer et biffer sur les listes électorales. Cela entraînait des dépenses considérables et était pratiquement inutile. À l'avenir, si la loi est acceptée, on ne publiera que les noms de ceux qu'on veut faire rayer.

La proposition est adoptée. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Loi des coroners

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 5 modifiant la loi relative aux coroners dans la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

L'ancienne loi, dit-il, oblige les coroners à transmettre une copie des rapports de leurs enquêtes au département du procureur général, mais il ajoute que cette loi n'oblige pas les coroners à faire connaître le verdict des enquêtes au département. La loi proposée comblera cette lacune.

La proposition est adoptée. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Cour supérieure

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 3 insérant l'article 3074a dans les statuts refondus, 1909, concernant la Cour supérieure, soit maintenant lu une deuxième fois.

On veut, par cette loi, donner au juge en chef suppléant de la Cour supérieure la préséance sur les autres juges. Le gouvernement a en effet nommé un juge en chef suppléant pour la Cour supérieure. Quand le juge en chef réside à Montréal, son suppléant est pris dans la magistrature québécoise, et vice versa. Or, il est arrivé en certaines circonstances qu'on n'a pas accordé la préséance au juge en chef suppléant. La nouvelle loi établit qu'il l'aura immédiatement après le juge en chef.

M. D'Auteuil (Charlevoix-Saguenay) demande quelques explications. Il exprime un doute sur le droit de la Législature en pareille matière. A-t-elle le droit, demande-t-il au premier ministre, d'établir cette préséance?

L'honorable M. Gouin (Portneuf): La Législature peut voir à cela, elle en a le droit.

La proposition est adoptée. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Demande de documents:

Correspondance entre Godfroy Langlois et le ministre de la Colonisation

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Charlevoix (M. D'Auteuil), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie de toute correspondance échangée entre le ministre de la Colonisation et M. Godfroy Langlois, représentant de cette province en Belgique, depuis le 1^{er} juillet 1914 jusqu'à ce jour.

Il explique que ce n'est pas dans un but de critique qu'il demande la production de cette correspondance, mais simplement pour obtenir des renseignements sur la politique d'immigration qu'il est opportun d'organiser pendant la guerre et dont se préoccupe la presse du dominion et, en vérité, la presse de presque tout l'univers. Quelle est, demande-t-il, la politique d'immigration à établir et que le gouvernement devra suivre après la guerre?

Après trois années de travaux de notre représentant en Belgique, l'ancien député de Saint-Louis, a-t-il obtenu des résultats de nature à faire changer d'opinion ceux qu'on a entendus prétendre, dans cette Chambre, qu'il était inutile d'essayer de dériver vers la province de Québec l'immigration belge et française, parce qu'on se heurtait à une impossibilité insurmontable? Il serait intéressant de savoir si le travail de M. Godfroy Langlois en Belgique a eu pour résultat de faire cesser cette impression.

Ces documents, dit-il, ont été demandés l'année dernière, mais on n'a pas cru bon de les produire encore.

L'honorable M. Gouin (Portneuf): Ces documents ont déjà été demandés, en effet. Le député qui a fait adopter la motion en question, l'ancien député de Montmagny, a été mis à même de consulter toute la correspondance qu'il demandait et, après avoir vu cette correspondance, il n'a pas insisté pour la faire copier, ce qui eut donné lieu à un travail considérable. Il a été invité à se rendre au bureau, et M. Lavergne s'est montré satisfait d'avoir pu consulter cette correspondance. Quant au travail en vue de l'immigration, il y en a eu de fait.

On ne peut certainement pas s'attendre à en constater les résultats immédiatement. L'immigration européenne est presque impossible en ce moment. Mais il y a eu un travail de fait par notre représentant en Belgique, et un travail intelligent, et, si le chef de l'opposition désire voir la correspondance qui a été échangée avec M. Godfroy Langlois, il la pourra voir, parce qu'elle est considérable.

La besogne de M. Langlois consistait surtout en un travail de préparation. Il s'en est acquitté avec satisfaction. Comme le chef de l'opposition le concédera lui-même, il était absolument impossible d'amener chez nous des colons belges depuis trois ans.

La proposition est adoptée.

La séance est levée à 3 h 45.

NOTE

1. Le début de la séance a été retardé de quelques minutes, faute de quorum (*Le Soleil*, 15 novembre 1916, p. 1).

Séance du mercredi 15 novembre 1916

Présidence de l'honorable A. Galipeault

La séance est ouverte à 3 heures.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

- de Joseph-Orphir-Émile Brunet, demandant l'adoption d'une loi autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen (M. Ashby);

- de Médéric Masson, dentiste, Ernest Chaussé, dentiste, Alfred Masson, marchand, Yvette Dufourt et Juliette Vézina, gardes-malades, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "The Royal Dental School" (M. Bercovitch);

- de Clarence J. McGuaig, J. M. Roberts & Son, L. C. Haskell, H.-T. Chalifour et G. Johnson, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Southern Canada Power Company" (M. Bouchard);

- de la corporation du canton de Chambly, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à faire un emprunt de \$60,000 pour améliorations à son aqueduc, etc. (M. Desaulniers);

- des dames religieuses de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur, demandant l'adoption d'une loi accordant de plus amples pouvoirs et érigeant en municipalité de paroisse le territoire leur appartenant à Laval-des-Rapides (M. Fortier);

- de Stella Frances McCready Langan et autres, demandant l'adoption d'une loi amendement la loi 5 George V, chapitre 161, section 1 (M. Finnie);

- de Charles H. Barr, demandant l'adoption d'une loi autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres (M. Gosselin);

- de Léonide-F. Lavigne, demandant l'adoption d'une loi autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à l'admettre à la pratique de la médecine, après examen (M. Lévesque);

- de la ville de Saint-Jean, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Robert, Saint-Jean);

- de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Mayrand pour M. Turcot).

Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de dame Élodie Gauthier, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu L.-H. Hébert (M. Beaudry);

- de la corporation du village de Granby, demandant l'adoption d'une loi l'érigeant en cité sous le nom de "cité de Granby" (M. Bullock);

- de The Corporation of Spanish and Portuguese Jews Shearith Israel of Montreal, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Bercovitch);

- de Georges-H. Baril et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de l'"Association catholique de la jeunesse canadienne-française" (M. Desaulniers);

- de Henri Kieffer et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "La Société Saint-Vincent-de-Paul de Montréal" (M. Desaulniers);

- de Jacob A. Jacobs et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "The Grenville, Harrington and Northern Railway Company" (M. Hay).

Rapports de comités:

M. Francoeur (Lotbinière): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter les bills suivants avec des amendements:

- bill 58 amendement la charte de la cité de Westmount;

- bill 107 amendement la charte de la ville de Pointe-Claire.

M. Pilon (Vaudreuil): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- des commissaires d'écoles de Cartierville, demandant de voter une loi définissant et étendant les limites de la municipalité scolaire de Cartierville et déterminant le droit de cette dernière aux taxes;

- de Hirsch Cohen et autres, demandant une loi constituant en corporation New Adath Joshurum Congregation;

- de Joseph Lalier et autres, demandant une loi amendant la loi des cités et villes au sujet de la ville de Coaticook;

- d'Edmond-Joseph Paquette et autres, demandant une loi concernant la succession de P.-E. Paquette;

- de J. Marion et autres, demandant une loi concernant la construction d'une église et d'une sacristie en la paroisse de Saint-Jacques de l'Achigan;

- des syndics de la paroisse de Saint-Arsène de Montréal, demandant une loi les autorisant à contracter un emprunt pour la construction d'une église;

- et de la cité de Sherbrooke, demandant une loi amendant sa charte.

Église Saint-Arsène de Montréal

M. Lévesque (Laval) demande la permission de présenter le bill 116 amendant la loi concernant la construction d'une église dans la paroisse de Saint-Arsène de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Succession de Pierre-Edmond Paquette

M. David (Terrebonne) demande la permission de présenter le bill 54 concernant la succession de Pierre-Edmond Paquette.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Baie Saint-Paul

M. Cannon (Québec-Centre) demande la permission de présenter le bill 61 concernant la ville de Baie Saint-Paul.

Ce bill pourvoit à la division de ladite ville en trois quartiers et à la création d'un conseil municipal composé d'un maire et de six échevins. Il y aura deux échevins pour chaque quartier et chaque échevin devra résider dans le quartier qu'il représentera.

Le conseil, sur un vote de la majorité absolue de ses membres, change les bornes des quartiers et augmente ou en diminue le nombre des échevins qui seront élus pour chaque quartier pourvu qu'un nombre égal d'échevins soit attribué à chaque quartier.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Charte de Sherbrooke

M. Therrien (Sherbrooke) demande la permission de présenter le bill 56 amendant la charte de la cité de Sherbrooke.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Expropriation dans Hochelaga

M. Perreault (Arthabaska) demande la permission de présenter le bill 108 autorisant la cité de Montréal à indemniser ou exproprier certains propriétaires du quartier Hochelaga.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Municipalité scolaire de Cartierville

M. Bercovitch (Saint-Louis) demande la permission de présenter le bill 127 concernant les limites de la municipalité scolaire de Cartierville.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

The New Adath Joshurun Congregation

M. Bercovitch (Saint-Louis) demande la permission de présenter le bill 120 constituant en corporation The New Adath Joshurun Congregation.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Église de Saint-Jacques de l'Achigan

M. Hébert (Joliette) demande la permission de présenter le bill 109 concernant la construction d'une église et sacristie en la paroisse de Saint-Jacques de l'Achigan.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

Émigration aux États-Unis

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Combien d'habitants de la province de Québec ont émigré en 1915?

2. Combien de cultivateurs?
3. Combien ont émigré aux États-Unis?

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve): Le Bureau des statistiques de Québec ne peut pas fournir d'autres statistiques touchant l'émigration que celles recueillies par le Bureau des statistiques du Canada.

Manufactures au Québec

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Combien y a-t-il de manufactures dans cette province?

2. Quel est ou quels sont le ou les noms du ou des propriétaires de chacune d'elles et dans quelle localité chacune est-elle située?

3. Quels sont les produits fabriqués par chacune d'elles?

4. Quelle quantité de ces produits fabrique annuellement chaque manufacture?

5. Combien, parmi celles qui sont exploitées par des compagnies à fonds social, dont les actionnaires sont en majorité canadiens-français?

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve): Le Bureau des statistiques de Québec n'a pas recueilli encore de statistiques des manufactures. Pour éviter toute répétition et à la suite d'une entente avec le Bureau des statistiques du Canada, le Bureau des statistiques de Québec publiera les renseignements recueillis par ce dernier par un recensement postal commencé en janvier 1916. Le résultat est attendu incessamment.

Certification d'écrits faits hors Québec

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 24 modifiant les articles 1220 et 2143 du Code civil au sujet de certains écrits faits hors de la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

La loi actuelle, explique-t-il, dit que les copies délivrées par notaire de toute procuration faite hors du Bas-Canada, en présence de témoins, font preuve *prima facie* si elles sont authentiquées par le maire du lieu, par un ambassadeur, un chargé d'affaires ou un consul de Sa Majesté. Par le bill actuel, on ajoute le nom de l'agent général de la province de Québec en Angleterre à la liste des officiers qui peuvent authentifier ces documents.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Privilèges et hypothèques des compagnies

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 4 modifiant l'article 6119c des statuts refondus, 1909, tel qu'édicte par la loi 4 George V, chapitre 51, section 1, soit maintenant lu une deuxième fois.

Par la loi 4 George V, on a autorisé les compagnies à émettre des débentures pour un montant couvert par leurs propriétés mobilières et immobilières. Il fallait que les actes de nantissement fussent enregistrés au long par transcription dans les bureaux d'enregistrement. Avec la nouvelle loi, on pourra n'enregistrer ces actes de nantissement que par inscription, au moyen de bordereaux. Les intéressés ne pourront pas s'y tromper et cela évitera des frais inutiles.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Charte de Saint-Léonard-de-Port-Maurice

M. Lévesque (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 63 amendement la charte de la ville de Saint-Léonard-de-Port-Maurice et ratifiant le règlement no 51 de ladite ville.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Lévesque (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Charte
de ville Lasalle**

M. Ashby (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 72 amendant la charte de la ville Lasalle.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Ashby (Jacques-Cartier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Roméo Gingras

M. Cannon (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 57 autorisant le Barreau de la province de Québec à antidater l'admission à l'étude du droit de Roméo Gingras soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Petit-Lac-Magog

M. Therrien (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 60 érigeant en municipalité le village du Petit-Lac-Magog soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

La séance est levée à 3 h 30.

Séance du jeudi 16 novembre 1916

Présidence de l'honorable A. Galipeault

La séance est ouverte à 3 heures.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

- de M. F. W. Saunders, demandant son admission au nombre des membres du collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec (M. Gosselin);

- de l'Hôpital général de Montréal, demandant certains amendements à sa charte (M. Gault);

- de la Anglo American Trust Company, demandant un délai pour commencer ses opérations (M. Gault);

- concernant la Commission des écoles de Notre-Dame-de-Grâce-Ouest (M. Mayrand);

- concernant certains amendements et une réduction du capital de The Eastern Townships Telephone Company (M. Therrien);

- demandant l'incorporation de The Guarantee Title and Contract Co. (M. Bercovitch);

- demandant l'admission de William Montgomerie au Barreau de la province de Québec, après examen (M. Bullock);

- demandant l'incorporation de The St. Maurice Lumber Co. dans la province de Québec (M. Francoeur);

- demandant l'autorisation pour la Commission des écoles protestantes de Sherbrooke d'effectuer de nouveaux emprunts (M. Therrien);

- demandant qu'une exception soit faite dans le cas des \$125,000 de bons de la Commission scolaire de Maisonneuve détenus par la Banque Molson (M. Gault);

- demandant l'incorporation de The Plymouth Congregational Church of Sherbrooke (M. Therrien).

chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres (M. Ashby);

- de Médéric Masson et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "The Royal Dental School" (M. Bercovitch);

- de la corporation de la ville de Magog, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Bissonnet);

- de Clarence J. McGuaig et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Southern Canada Power Company" (M. Bouchard);

- de la corporation du canton de Chambly, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à faire un emprunt (M. Desaulniers);

- des dames religieuses de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur, demandant l'adoption d'une loi accordant de plus amples pouvoirs et érigeant en municipalité de paroisse le territoire leur appartenant à Laval-des-Rapides (M. Fortier);

- de Stella Frances McCready Langan et autres, demandant l'adoption d'une loi amendant la loi 5 George V, chapitre 161, section 1 (M. Finnie);

- de Charles H. Barr, demandant l'adoption d'une loi autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres (M. Gosselin);

- de la ville de Saint-Jean, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Robert, Saint-Jean);

- de Léonide-F. Lavigne, demandant l'adoption d'une loi autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à l'admettre à la pratique de la médecine, après examen (M. Lévesque);

- de Georges H. Shink, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à la pratique du droit, après examen (M. Thériault);

- de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Turcot).

Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de Joseph-O.-E. Brunet, demandant l'adoption d'une loi autorisant le collège des

Rapports de comités:

M. Létourneau (Québec-Est): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de l'hôpital Sainte-Justine, demandant de voter une loi amendant la charte de la cité de Montréal au sujet dudit hôpital;

- de la Shawinigan Water & Power Company, de la ville de L'Île-Dorval, de la cité de Québec, de la cité de Hull et de la corporation des juifs espagnols et portugais, Shearith Israël, de Montréal, demandant respectivement une loi amendant leur charte;

- d'Achille Gervais, demandant une loi concernant une donation par contrat de mariage faite par Louis Gervais à Achille Gervais, le 31 juillet 1899, et autorisant la vente de certains immeubles;

- de l'Association catholique de la jeunesse canadienne-française, de la Société Saint-Vincent-de-Paul de Montréal et de la Grenville Harrington and Northern Railway Company, demandant respectivement une loi les constituant en corporation.

Hôpital Sainte-Justine

M. Desaulniers (Chambly) demande la permission de présenter le bill 98 amendant la charte de la cité de Montréal au sujet de l'hôpital Sainte-Justine.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Association catholique de la jeunesse canadienne-française

M. Desaulniers (Chambly) demande la permission de présenter le bill 92 constituant en corporation l'Association catholique de la jeunesse canadienne-française.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Société Saint-Vincent-de-Paul de Montréal

M. Desaulniers (Chambly) demande la permission de présenter le bill 91 constituant en corporation la Société de Saint-Vincent-de-Paul de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

The Grenville, Harrington and Northern Railway Company

M. Hay (Argenteuil) demande la permission de présenter le bill 110 constituant en corporation la

Grenville Harrington and Northern Railway Company.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Charte de Québec

M. Thériault (L'Islet) demande la permission de présenter le bill 128 amendant la charte de la cité de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Shearith Israel

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) demande la permission de présenter le bill 82 amendant la charte de la corporation des juifs espagnols et portugais, Shearith Israel, de Montréal.

Il explique que cette corporation des juifs espagnols et portugais, Shearith Israel, demande des amendements à sa charte qui date de 1890. Elle demande qu'on élimine certains doutes qui se sont élevés quant à son pouvoir d'emprunter de l'argent. Elle demande aussi d'être exemptée de taxes sur la propriété qu'elle possède à Outremont et qui lui sert de cimetière. Elle a l'intention d'agrandir ce cimetière.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Charte de Hull

M. Gendron (Ottawa) demande la permission de présenter le bill 81 amendant la charte de la cité de Hull.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Donation entre Louis Gervais et Achille Gervais

M. Robert (Beauharnois) demande la permission de présenter le bill 105 concernant une donation par contrat de mariage faite par Louis Gervais à Achille Gervais, le 31 juillet 1899, et autorisant la vente de certains immeubles.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Shawinigan Water & Power Company

M. Cannon (Québec-Centre) demande la permission de présenter le bill 79 amendant la charte de la Shawinigan Water & Power Company.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Charte de la ville de L'Île-Dorval

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) demande la permission de présenter le bill 106 amendant la charte de la ville de L'Île-Dorval.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Fabrication des produits laitiers

M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) demande la permission de présenter le bill 27 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la fabrication des produits laitiers.

Ce bill, explique-t-il, autorise le ministre de l'Agriculture à faire fermer les fabriques de beurre et de fromage qui ne sont pas convenablement outillées.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Dépôt de documents:

Comptes publics

L'honorable M. Mitchell (Richmond) dépose sur le bureau de la Chambre les comptes publics de la province de Québec pour l'exercice finissant le 30 juin 1916. (Document de la session no 2)

Garantie des propriétés terriennes dans Gaspé

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) pour **l'honorable M. Allard**¹ propose, appuyé par le représentant de Rimouski (M. Tessier), qu'à la prochaine séance cette Chambre se forme en comité général pour prendre en considération certaines résolutions relatives au bill 11 pour garantir à certains habitants du district de Gaspé la propriété de leurs terres.

Adopté.

Terres publiques

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) pour **l'honorable M. Allard** propose, appuyé par le représentant de Rimouski (M. Tessier), qu'à la prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 21 amendant la loi concernant la vente et l'administration des terres publiques.

Adopté.

Compagnie de chemin de fer de la colonisation du Nord

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) pour **l'honorable M. Allard** propose, appuyé par le représentant de Rimouski (M. Tessier), qu'à la prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions concernant le bill 13 pour ratifier un octroi de terres publiques à la Compagnie de chemin de fer de la colonisation du Nord.

Adopté.

Messages du lieutenant-gouverneur:

L'honorable M. Mitchell (Richmond) transmet à M. l'Orateur un message de Son Honneur le lieutenant-gouverneur.

M. l'Orateur lit ledit message comme suit:

P.-E. LeBlanc, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative le budget des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1918, conformément aux dispositions de la section 54 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, et recommande ce budget à la considération de la Chambre. (Document de la session no 1)

Hôtel du gouvernement,
Québec, 16 novembre 1916

Il est ordonné que ledit message et le budget qui l'accompagne soient renvoyés au comité des subsides.

Subsides

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant son fauteuil et que la Chambre se forme en comité des subsides.

M. l'Orateur, deux fois déjà, depuis deux ans, quand j'ai eu l'honneur de soumettre le rapport financier annuel de la province à cette Chambre, avant qu'elle siégeât comme comité des subsides, il m'a été permis de conseiller l'économie, la parcimonie et la prudence dans la conduite des affaires, tant publiques que privées, afin que nous fussions à même d'acquiescer aux grandes demandes

que l'on pourrait nous faire, prêts à satisfaire à toutes les situations et à toutes les contingences que réserve peut-être la guerre mondiale, qui a intéressé et intéresse encore toute la civilisation.

La troisième année de cette guerre, je suis heureux de pouvoir l'affirmer, a trouvé la province de Québec dans une excellente situation financière, mais je crois qu'il est encore de notre devoir à tous, en général et individuellement, d'user de frugalité et d'économie, d'agir avec autant de prudence et de sagesse, afin d'être prêts à profiter du renouveau industriel qui ne manquera pas de s'opérer quand nous aurons la victoire et que la paix aura été déclarée.

Continuons donc avec toute la prudence possible, soyons prêts à toute éventualité et voyons à

maintenir notre province dans la position enviable qu'elle s'est faite, au milieu de toutes les provinces de la Confédération, car il faudra faire appel à tous nos capitaux, à toutes nos énergies, à toutes les ressources du pays si nous voulons déjouer les difficultés et résoudre les problèmes qui certainement se présenteront.

Je vais maintenant, M. l'Orateur, soumettre à la Chambre l'état des finances de la province pour l'année finissant le 30 juin 1916 le plus brièvement et le plus clairement que je pourrai, sans vous ennuyer avec des détails inutiles que vous pourrez, du reste, trouver dans les états annexés à cet exposé, quand nous en aurons fait l'impression et la distribution.

Année fiscale 1915-1916

Les prévisions du revenu et de la dépense pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1916 étaient :

Revenu ordinaire	\$ 8,445,033.79
Dépenses ordinaires et extraordinaires	<u>8,304,957.31</u>
Surplus en prévision.....	\$ 140,076.48

Les résultats véritables des opérations de l'année finissant le 30 juin dernier ont été comme suit :

Revenu ordinaire	\$ 9,647,982.77
Dépense ordinaire	<u>9,278,688.08</u>
Surplus	\$ 369,294.69

Les dépenses extraordinaires pour l'année, cependant, payées à même le revenu ordinaire, ont été de \$158,000, ce qui laisse un surplus réel de revenu ordinaire sur les dépenses ordinaires et extraordinaires de \$211,294.69.

Le revenu ordinaire réel a excédé les prévisions de \$1,202,948.98 et la prévision des dépenses ordinaires et extraordinaires a été dépassée de \$1,131,730.77.

(Voir état no 1)

Comparaison du revenu ordinaire avec les prévisions 1915-1916

Voici quelques-uns des principaux services dans lesquels le revenu a excédé les prévisions :

Terres et Forêts	\$ 207,259.01
Intérêt sur prêts et dépôts	64,843.92
Timbres judiciaires.....	46,600.40
Honoraires judiciaires	56,843.31

**Comparaison du revenu ordinaire avec les prévisions
1915-1916 (suite)**

Fonds des bâties et des jurés	49,631.93
Licences	97,768.20
Taxes sur les corporations commerciales, etc.	134,564.33
Droits sur les successions.....	125,803.72
Loi des véhicules-moteurs	122,081.67
Revenu casuel	53,606.69
Prime, escompte et change.....	36,593.55

Et il y a eu d'autres petits services de revenu dont les recettes ont été moins élevées que les prévisions de	52,702.11
--	-----------

(Voir état no 2)

**Comparaison avec les prévisions
Dépense ordinaire, 1915-1916**

La dépense pour les services suivants a excédé les prévisions des sommes suivantes :

Dette publique	\$ 61,210.65
Législation.....	123,930.85
Gouvernement civil.....	42,928.38
Administration de la justice	133,847.14
Instruction publique	11,927.48
Asiles d'aliénés	44,000.00
Écoles de réforme et d'industrie	45,000.00
Colonisation et Immigration	4,000.00
Mines, Chasse et Pêche, Service de l'enregistrement (cadastre)	12,532.82
Travaux publics (ordinaires).....	279,032.05
Travaux publics (extraordinaires).....	58,000.00
Agriculture.....	132,261.93
Voirie	99,000.00
Terres et Forêts	36,000.00
Charges sur le revenu.....	18,895.48
Services divers	<u>32,732.20</u>
	\$ 1,135,298.98

La dépense pour les services suivants a été moins élevée que la prévision :

Inspection des bureaux publics	\$ 29.28
Travail	<u>3,538.93</u>
	<u>3,568.21</u>

La dépense ordinaire réelle a excédé les prévisions de.....	\$ 1,131,730.77
---	-----------------

(Voir état no 3)

Opérations de caisse en 1915-1916

Le 1 ^{er} juillet 1915, il y avait dans diverses banques la somme de	\$ 2,612,159.80
Les mandats non payés à la même date s'élevaient à	<u>800,276.05</u>
	\$ 1,811,883.75

Les recettes du 1^{er} juillet 1915 au 30 juin 1916 ont été :

Revenu ordinaire	\$ 9,647,982.77
Fonds en fidéicommiss	185,873.09
Vente de terrains de l'exposition, Montréal	427.23
Vente de la propriété no 76, rue Saint-Gabriel, Montréal	1,000.00
Remboursement de l'indemnité aux porteurs de licences d'hôtel, en vertu de 4 George V, chapitre 6, section 8 (à compte)	44,278.38
Emprunt en vertu de 5 George V, chapitre 2 (1916)	<u>3,968,000.00</u>
	\$ 13,847,561.47

Paievements du 1^{er} juillet 1915 au 30 juin 1916 :

Dépenses ordinaires	\$ 9,278,688.08
Dépenses extraordinaires	158,000.00
Dépôts en fidéicommiss	315,965.05
Nouvelle prison, district de Montréal	23,546.58
Chemin de fer Q. M. O. & O., construction	750.00
Loi des bons chemins, 1912	3,635,124.70
Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-Maurice	22,618.54
Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-François	126,384.57
Avances pour payer les indemnités aux hôteliers, en vertu de 4 George V, chapitre 6, section 8	<u>147,000.00</u>
	13,708,077.52
Excédent de recettes	\$ <u>139,483.95</u>
Balance	\$ 1,951,367.70
"Viz" :	
Le 30 juin 1916, il y avait en dépôts dans diverses banques	\$ 2,565,941.41
Sur quoi il y avait à payer, à la même date, des mandats en cours au montant de	<u>614,573.71</u>
	\$ 1,951,367.70

Comparaison des recettes ordinaires de 1915-1916 avec celles de 1914-1915

Le total des recettes ordinaires pour 1915-1916 a été de	\$ 9,647,982.77
Le total des recettes ordinaires pour 1914-1915 a été de	<u>9,597,925.67</u>
Augmentation dans les recettes de 1915-1916	\$ 50,057.10

**Comparaison des recettes ordinaires de 1915-1916
avec celles de 1914-1915 (suite)**

Les recettes provenant des services suivants ont excédé celles de 1914-1915, "viz" :

Puissance du Canada.....	\$ 58.43
Mines, Chasse et Pêche.....	13,459.59
Administration de la justice	6,497.27
Taxes sur les corporations commerciales, etc.....	51,586.46
Taxes sur les transferts d'actions, obligations, etc.....	54,815.66
Loi des véhicules-moteurs	66,857.00
Loi des détectives privés, revenu	1,064.00
Taxe en vertu de 3 George V, chapitre 38	53,341.17
Loi des mécaniciens de machines fixes, honoraires	865.00
Pourcentage sur honoraires d'officiers publics	2,491.50
Écoles de réforme et d'industrie	5,637.12
<i>Gazette officielle de Québec</i>	10,490.18
Revenu casuel	43,189.88
Service civil, contribution au fonds de pension	90.11
Loi des assurances - Revenu	794.50
Loi des compagnies de fidéicommiss - Revenu	802.14
Travaux et édifices publics : loyers	2,010.50
Crédit pour la dette publique en vertu de 7 Édouard VII, chapitre 2	319.67
Contribution des fabriques de beurre et de fromage en vertu de 5 George V, chapitre 31	29,950.85
Intérêt sur dépôts et placements	14,978.73
Prime, escompte et change.....	26,646.17
Intérêt reçu des municipalités en vertu de la loi des bons chemins	55,929.04
Remboursement des subventions aux chemins de fer - Taxe	<u>32,449.55</u>
	\$ 474,304.52

Les recettes provenant des services suivants ont été moins élevées que celles de 1914-1915, "viz" :

Terres et Forêts	\$ 33,088.44
Timbres d'enregistrement	19,439.79
Licences, etc.....	38,999.23
Droits sur les successions.....	285,049.43
Loi des distributeurs automatiques	3,394.58
Inspection des hôtels et maisons de pension, honoraires	466.00
Législation.....	891.78
Entretien des aliénés	32,608.96
Intérêt sur fonds d'amortissement, en vertu de 60 Victoria, chapitre 2, section 5	497.89
Contribution des municipalités en vertu de la loi des bons chemins, section 20	9,651.32
Prêt aux incendies de Québec	<u>160.00</u>
	\$ 424,247.42

Augmentation nette en 1915-1916..... \$ 50,057.10

**Comparaison de la dépense ordinaire de 1915-1916
avec celle de 1914-1915**

Total de la dépense ordinaire en 1915-1916	\$ 9,278,688.08
Total de la dépense ordinaire en 1914-1915	<u>\$ 8,330,257.01</u>
Augmentation des dépenses ordinaires en 1915-1916.....	\$ 948,431.07

Les dépenses pour les services suivants ont excédé celles de 1914-1915, "viz" :

Dette publique.....	\$ 210,485.38
Législation.....	79,481.67
Gouvernement civil.....	37,929.54
Administration de la justice	23,771.96
Instruction publique	68,354.68
Travaux publics (ordinaires)	439,983.21
Agriculture	72,360.98
Voirie	7,774.00
Institutions de bienfaisance.....	1,400.00
Asiles d'aliénés	16,000.00
Écoles de réforme et d'industrie	41,000.00
Charges sur le revenu.....	6,491.51
Services divers	<u>105.68</u>
	\$ 1,005,138.61

Les dépenses pour les services suivants ont été moins élevées qu'en 1914-1915, "viz" :

Hygiène.....	\$ 1,200.00
Travail.....	2,190.18
Terres et Forêts	18,316.95
Colonisation, Mines et Pêcheries et Immigration	8,668.25
Paiements faits par les shérifs à même leurs perceptions	
Fonds des bâtisses et des jurés	<u>26,332.16</u>
	\$ 56,707.54

Augmentation nette des dépenses ordinaires de 1915-1916 sur celles de 1914-1915.....	\$ 948,431.07
--	---------------

Les dépenses extraordinaires pour travaux et édifices publics durant l'année 1915-1916 ont été de \$222,258.63 moins élevées qu'en 1914-1915

La balance des subventions aux chemins de fer en argent et des subventions en terres converties en argent autorisées par les lois de la Législature, mais non gagnées au 30 juin 1916, était de \$6,883.38

**Passif direct et actif disponible de la province de Québec
au 30 juin 1916**

Passif

Dette consolidée courante avant la conversion.....	\$ 36,602,601.39	
Augmentation du capital par la conversion	<u>1,743,526.83</u>	
		\$ 38,346,128.22
Puissance du Canada - Balance de comptes au 31 décembre 1902		1,473,609.63
Puissance du Canada - Prix d'une propriété achetée pour le chemin de fer Q. M. O. & O.....		25,000.00
Dépôts en fidéicommis		512,224.88
Mandats non payés.....		614,573.71
Obligations du palais de justice de Québec		59,200.00
Obligations du palais de justice de Sherbrooke		<u>60,000.00</u>
		\$ 41,090,736.44

Actif

Fonds d'amortissement :		
Balance du prix du chemin de fer Q. M. O. & O. déposée dans les banques.....	\$ 701,180.00	
Balance du prix du chemin de fer Q. M. O. & O. placée en obligations du palais de justice de Québec	<u>59,200.00</u>	
	\$ 760,380.00	
Placement en actions inscrites 3 % de la province de Québec	522,686.77	
Placement en actions enregistrées 4 ½ % de la province de Québec	<u>204,280.69</u>	
		\$ 1,487,347.46
Puissance du Canada : Part de Québec au fonds des écoles communes	1,167,234.32	
Argent en banque	2,565,941.41	
Coût de l'école normale Jacques-Cartier, Montréal, à rembourser par la vente de la propriété.....	5,000.00	
Avances à diverses personnes	107,437.29	
Avances pour payer les indemnités aux hôteliers en vertu de 4 George V, chapitre 6, section 8	451,797.33	
Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-Maurice	97,245.80	
Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-François.....	126,384.57	
Nouvelle prison, district de Montréal, avances autorisées par la loi 7 Édouard VII, chapitre 36.....	3,631,647.84	
Palais de justice et prison du district de Montcalm, avances autorisées par la loi 1 George V, chapitre 8	85,611.25	
Palais de justice et prison, district de Roberval, avances autorisées par la loi 1 George V, chapitre 8	38,001.50	
Taxe du palais de justice de Québec, en vertu de 45 Victoria, chapitre 26, et 48 Victoria, chapitre 16.....	59,200.00	
Taxe du palais de justice de Sherbrooke, en vertu de 2 Édouard VII, chapitre 6.....	\$ 30,875.98	
Fonds d'amortissement compris dans les dépôts en fidéicommis	<u>29,124.02</u>	
		<u>60,000.00</u>
		\$ 9,882,848.77
Excédent du passif sur l'actif au 30 juin 1916.....		\$ 31,207,887.67

**Passif direct et actif disponible de la province de Québec
au 30 juin 1916 (suite)**

Dettes consolidées

Le 30 juin 1915, la dette consolidée en cours était de	\$ 34,488,916.22
Le 30 juin 1916, la dette consolidée en cours était de	<u>38,346,128.22</u>
Augmentation de la dette consolidée en cours durant l'année 1915-1916	3,857,212.00
Justifiée comme suit :	
Réduction :	
Obligations de l'emprunt de 1880 rachetées.....	\$ 142,788.00
Augmentation :	
Emprunt en vertu de 5 George V, chapitre 2	<u>4,000,000.00</u>
	\$ 3,857,212.00
La dette consolidée au 30 juin 1916, consistant en obligations et en actions courantes de divers emprunts de la province, était de	\$ 38,346,128.22
Contre laquelle le fonds d'amortissement placé s'élevait à	<u>1,487,347.46</u>
Soit une balance nette de dette consolidée de	\$ 36,858,780.76

La balance nette de la dette consolidée au 30 juin 1916 accuse une augmentation, sur la balance nette de la dette consolidée au 30 juin 1915, de \$3,735,499.76.

Cette augmentation est due à l'émission de \$4,000,000 de débentures, en vertu de 5 George V, chapitre 2, moins \$142,788 de bons rachetés de l'emprunt de 1880 et \$121,712.24 placées au compte des fonds d'amortissement.

Dettes non consolidées

Au 30 juin 1916, la dette non consolidée consistait en :

Dépôts en fidéicommiss	\$ 512,224.88
Mandats non payés.....	614,573.71
Puissance du Canada - Balance de comptes au 31 décembre 1902	1,473,609.63
Puissance du Canada - Prix d'une propriété achetée pour le chemin de fer Q. M. O. & O.	<u>25,000.00</u>
	\$ 2,625,408.22

Par contre, il y avait à la même date :

Argent en banque	\$ 2,565,941.41
Réclamations contre des personnes et des corporations pour prêts et avances.....	564,234.62
Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-Maurice.....	97,245.80
Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-François.....	126,384.57
Nouvelle prison, district de Montréal, avances.....	3,631,647.84
Palais de justice et prison du district de Montcalm, avances.....	85,611.25
Palais de justice et prison, district de Roberval, avances.....	38,001.50
Part de Québec, fonds des écoles communes.....	<u>1,167,234.32</u>
	\$ 8,276,301.31
Ce qui laisse un surplus d'actif sur la dette non consolidée de.....	\$ 5,650,893.09

Année courante

Les recettes provenant du revenu ordinaire, pendant les quatre mois finissant le 31 octobre, accusent une augmentation nette de \$125,107.10 sur celles d'une période correspondante de l'année précédente. Il y a eu augmentation dans la plupart des sources principales de revenus, notamment : les droits sur les successions, les taxes sur les corporations commerciales, l'application de la loi des véhicules-moteurs, les asiles d'aliénés, etc. Ce résultat est très satisfaisant et indique qu'il y aura probablement augmentation sur les recettes prévues, à la fin de l'année fiscale.

Les dépenses se trouveront augmentées du montant des mandats spéciaux émis depuis le 1^{er} juillet, soit \$52,968.00 comme l'indique l'état déposé devant la Chambre, et aussi du montant du budget supplémentaire, qui sera soumis à la Chambre dans le cours de la session, pour pourvoir aux dépenses nécessaires des différents services, dont quelques-uns des plus importants sont l'amélioration et l'entretien des chemins ruraux, les asiles d'aliénés, les écoles de réforme et d'industrie.

Cette augmentation dans les dépenses sera complètement compensée par une augmentation du revenu, à en juger par les recettes perçues jusqu'au 31 octobre dernier.

Prévisions pour 1917-1918

Les prévisions des recettes et des dépenses pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1918, qui seront soumises à l'approbation de cette Chambre, ont été préparées avec soin, quant aux recettes, en tenant compte des résultats obtenus les années précédentes, et, quant aux dépenses, elles ont été basées sur les rapports des divers départements du service civil.

On trouvera dans les états soumis aux membres de cette Chambre des sommaires de ces prévisions.

Elles sont comme suit.

Revenu ordinaire.....	\$ 9,560,164.00
Dépenses ordinaires et extraordinaires.....	<u>9,497,212.60</u>
Surplus probable de revenu.....	\$ 62,951.40

Un item de \$200,000 a été inclus dans la prévision pour la dette publique, afin de pourvoir à l'intérêt de tout prêt ou avance qui deviendrait nécessaire pour subvenir à une dépense additionnelle en vertu de la loi des bons chemins.

Emprunt spécial de \$4,000,000

Sous l'autorité de la loi 5 George V, chapitre 2, un emprunt de \$4,000,000 sur bons à 10 ans de la province de Québec, datés du 1^{er} juin 1916, portant intérêt au taux de cinq pour cent (5%) par année, payable semi-annuellement le 1^{er} juin et le 1^{er} décembre, principal et intérêt payables en or à la Banque de Montréal, à Québec ou à Montréal, ou à l'agence de la Banque de Montréal à New York, au choix du porteur, a été émis, et le produit de cet emprunt affecté à la réduction des avances faites à même le fonds du revenu consolidé.

Le total des dépenses encourues dans l'émission de cet emprunt s'est élevé à \$3,711.34 pour la gravure et l'impression des bons, leur contresignature et leur livraison à New York.

Ils ont été vendus à un syndicat de New York, représenté par MM. J. P. Morgan et Cie, au taux de 99.20 avec intérêt accru du 1^{er} juin 1916.

Cette émission complète la série d'emprunts spéciaux à courte échéance au montant de \$10,000,000 autorisé par la loi 5 George V, chapitre 2.

Je puis dire que le prix obtenu pour cet emprunt a suscité les plus grands éloges de la part des journaux de finance du Canada.

Ces obligations ont été vendues aux conditions les plus avantageuses, si l'on tient compte de l'état actuel du marché monétaire, et elles ont rapporté à la province 99.20, plus l'intérêt accru.

La province d'Ontario, pour un emprunt semblable, émis vers le même temps, a reçu 99. La province d'Alberta, pour \$2,000,000 d'obligations 5% à 10 ans, a reçu 95.63, et la province de Colombie-Britannique, pour \$2,000,000 de bons 4½ % à 10 ans, a reçu 91.50, ce qui équivalait à 95.27 pour un bon à 5%. Des bons de guerre garantis conjointement par les gouvernements de la Grande-Bretagne et de la France ont réalisé à peu près 97, et le gouvernement du Canada, pour son emprunt de guerre, l'an dernier, a réalisé 97 ½.

Je ne cite pas ce qui précède avec l'intention de laisser entendre qu'aucune de ces provinces ou aucun de ces gouvernements n'ont pas obtenu les prix les plus élevés qu'ils pouvaient obtenir, car une différence de quelques jours seulement dans la négociation d'un emprunt peut expliquer la différence dans les prix obtenus, mais, d'après les comparaisons, vous remarquerez que cette province occupe encore une position enviable sur les marchés financiers du monde entier et peut obtenir pour ses valeurs des prix aussi élevés sinon plus élevés que toute autre province ou tout autre pays.

Les bons chemins

Je donne ci-dessous un état représentant ce qui a été dépensé jusqu'au 31 octobre 1916, en vertu de la loi des bons chemins de 1912, telle qu'amendée par 5 George V, chapitre 3, pour les travaux faits par

les municipalités et pour la construction des chemins du gouvernement, le montant reçu du produit des emprunts faits sous l'autorité de cette loi et le montant des avances faites à la même date à même le fonds du revenu consolidé, "viz" :

Paiements faits aux municipalités jusqu'à date	\$ 9,103,148.75
Paiements pour chemins du gouvernement jusqu'à date	<u>4,846,736.53</u>
	13,949,885.28
Produit net des emprunts.....	<u>5,850,805.32</u>
Excédent des paiements sur le produit des emprunts.....	\$ <u>8,099,079.96</u>
Montant accordé aux municipalités jusqu'à date.....	9,573,600.87
Montant payé là-dessus.....	<u>9,103,148.75</u>
Balance à payer à mesure que se feront les travaux.....	\$ 470,452.12

L'état ci-dessus démontre que les paiements faits aux municipalités, et pour les chemins du gouvernement, en vertu de la loi des bons chemins, 1912, telle qu'amendée par 5 George V, chapitre 3 (1915), s'élèvent au montant de \$13,949,885.28, ce qui laisse une balance de \$750,414.78 sur le produit des emprunts permanents de \$15,000,000 autorisés par la Législature.

Conclusion

Ce qui précède est un compte rendu de l'administration de ce gouvernement durant l'exercice terminé le 30 juin dernier. Comme vous avez pu le constater, ce n'est qu'une répétition des rapports financiers si avantageux qui ont été présentés à la Chambre et au pays, tant par ce gouvernement que par les deux autres qui l'ont précédé à l'administration des affaires de cette province, depuis 1897.

Nous n'en réclavons pas tout le mérite, dont nous laissons une grande partie au peuple de cette province qui a su gérer ses propres affaires avec prudence, avec soin et avec expérience, et a exigé que les administrateurs des affaires publiques en fissent autant.

Nous avons su comprendre les désirs et les souhaits de la population de la province. D'année en année, nous avons vu à ce que la dépense n'excédât pas le revenu et, pendant les années que nous avons été aux affaires, nous avons pu accumuler des

surplus au montant de \$6,040,478.89, et cela, bien que les octrois aux grands services publics aient augmenté, au point d'être aujourd'hui deux, trois et quatre fois aussi considérables qu'ils l'étaient il y a quelques années.

Le crédit de la province est des meilleurs sur les marchés monétaires, comme je viens de le faire voir. Les revirements et les dépôts en banque augmentent d'une manière étonnante. Les classes agricoles obtiennent des prix élevés pour leurs produits et jouissent d'une prospérité sans précédent; nos industries sont florissantes. Mais n'oublions pas qu'une certaine partie de cette prospérité peut n'être qu'artificielle, due aux sommes considérables dépensées pour munitions de guerre, quoique le commerce de ces munitions ait été plus grand dans quelques-unes des autres provinces que dans la nôtre.

Lorsque la guerre sera terminée, de nouvelles conditions se présenteront. Quelles seront-elles? Il est difficile de le prévoir actuellement. Mais, quelles qu'elles soient, préparons-nous à la réaction qui s'opérera quand la grande victoire de la liberté et de la démocratie aura été gagnée, et, pour cela il nous faut ménager les ressources dont notre province abonde.

Qu'il vous suffise de songer à nos vastes coupes forestières, notre richesse minérale inépuisable, nos pêcheries, nos moyens agricoles, sans oublier que 10% seulement de tout le sol arable du Canada est en culture. Encourageons le retour à la terre. Voyons à profiter de notre juste part de l'immigration qui se fera dans ce pays après la

guerre. En un mot, assurons à cette province la place qu'elle devra tenir dans la grande lutte qui ne manquera pas de se faire pour la suprématie commerciale.

Nous avons le pays. Nous avons les ressources. Nous avons la population. Jetons dans cette lutte tout notre apport d'efforts, d'énergie et de vigueur, afin que les générations futures puissent se dire que nous avons su profiter des circonstances, que nous avons eu la juste notion de nos ressources et que nous avons été de force à aborder et à solutionner tous les grands problèmes qui se sont présentés.

Il n'y a pas de raison pour que nous ne laissions pas notre province plus riche, plus prospère et plus grande. Si nous y réussissons, si nos compatriotes du Canada en font autant dans les autres provinces, alors toutes ces autres provinces qui composent le dominion deviendront plus puissantes et, par leur vigueur, ajouteront aussi à la grandeur et à la prospérité du Canada.

Je propose maintenant que M. l'Orateur quitte le fauteuil et que cette Chambre siège comme comité des subsides.

État no 1

Les prévisions du revenu et des dépenses pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1916 étaient :

Revenu ordinaire.....	\$ 8,445,033.79
Dépenses ordinaires et extraordinaires	<u>8,304,957.31</u>
Surplus probable	\$ 140,076.48

Les résultats réels des opérations de l'année terminée le 30 juin dernier ont été comme suit :

Revenu ordinaire.....	\$ 9,647,982.77
Dépenses ordinaires	<u>9,278,688.08</u>
Surplus	\$ 369,294.69

Les dépenses extraordinaires de l'année payées à même le revenu ordinaire comprenaient :

Édifice de la Législature et des départements, construction de la nouvelle bibliothèque et dépendances.....	<u>\$ 158,000.00</u>
--	----------------------

Par conséquent, le surplus réel du revenu ordinaire sur les dépenses ordinaires et extraordinaires était	<u>\$ 211,294.69</u>
---	----------------------

Comme je l'ai déjà dit, les prévisions pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1916 étaient :

Revenu ordinaire.....	\$ 8,445,033.79
Dépenses ordinaires et extraordinaires	<u>8,304,957.31</u>
Surplus probable	\$ 140,076.48

Les prévisions du revenu ordinaire étaient de.....	\$ 8,445,033.79
Le revenu ordinaire a été effectivement de.....	<u>\$ 9,647,982.77</u>

Excédent sur les prévisions.....	\$ 1,202,948.98
----------------------------------	-----------------

Les prévisions des dépenses ordinaires et extraordinaires étaient de.....	\$ 8,304,957.31
Les dépenses ordinaires et extraordinaires ont été en réalité de	<u>\$ 9,436,688.08</u>

Excédent sur les prévisions.....	\$ 1,131,730.77
----------------------------------	-----------------

État no 2

**Comparaison avec les prévisions
Revenu ordinaire, 1915-1916**

Le revenu provenant des services suivants a excédé les prévisions comme suit :

Puissance du Canada : Intérêt sur les fonds en fidéicommiss	\$ 49.06
Terres et Forêts	207,259.01
Mines, Chasse et Pêche.....	1,207.43
Intérêt sur prêts et dépôts	64,843.92
Intérêt sur fonds d'amortissement en vertu de 60 Victoria, chapitre 2, section 5.....	15.42
Timbres judiciaires.....	46,600.40
Honoraires judiciaires	56,843.31
Fonds des bâties et des jurés	49,631.93
Palais de justice de Montréal, à l'exclusion des timbres	12,864.22
Honoraires du grand constable de Québec.....	2,032.67
Fonds du palais de justice du district d'Ottawa	622.57
Amendes	400.00
Municipalités, contributions en vertu de la loi des bons chemins, section 20	10,747.68
Licences	97,768.20
Taxes sur corporations commerciales, etc.	134,564.33
Droits sur les successions.....	125,803.72
Taxe sur les transferts d'actions, bons, obligations, etc.....	25,185.14
Loi des véhicules-moteurs	122,081.67
Loi des distributeurs automatiques	7,570.42
Inspection des hôtels et maisons de pension, honoraires.....	497.00
Loi des mécaniciens de machines fixes, honoraires	1,662.00
Loi des détectives particuliers, revenu.....	1,064.00
Taxe en vertu de 3 George V, chapitre 38	53,341.17
Percentage sur honoraires d'officiers publics	8,816.04
Entretien des aliénés	12,945.83
Entretien des écoles de réforme et d'industrie.....	20,990.14
Législation.....	18,470.68
<i>Gazette officielle</i>	21,311.03
Loyers et édifices publics.....	1,012.50
Revenu casuel	53,606.69
Contributions au fonds de pension - service civil.....	2,861.07
Prime, escompte et change.....	36,593.55
Loi des assurances, revenu.....	464.93
Taxe des subventions aux chemins de fer.....	25,321.26
Loi des compagnies de fidéicommiss, revenu.....	186.58
Crédit pour la dette publique, en vertu de la loi 7 Édouard VII, chapitre 2.....	464.67
Contribution des fabriques de beurre et de fromage, en vertu de 5 George V, chapitre 31.....	29,950.85
	<u>\$ 1,255,651.09</u>

Le revenu provenant des services suivants a été moindre que les prévisions comme suit :

Intérêt reçu des municipalités en vertu de la loi des bons chemins	\$ 22,597.54
Entretien des prisonniers.....	132.57

État no 2 (suite)

Prisons de Montréal et de Québec, gain des prisonniers	479.00	
Timbres d'enregistrement (comprenant honoraires des registrateurs à salaire).....	29,492.62	
Percentage sur renouvellement d'hypothèques.....	<u>.38</u>	
		\$ 52,702.11
Le revenu réel a excédé les prévisions de.....		\$ 1,202,948.98

État no 3

L'excédent des dépenses ordinaires sur les prévisions pour certains services s'élève à.....		\$ 1,135,298.98
--	--	-----------------

En voici le détail des items :

Dette publique :*Excédent de dépense:*

Intérêt sur la dette publique.....	\$ 98,549.25	
Fonds d'amortissement	<u>589.80</u>	
		\$ 99,139.05

Non dépensé :

Rachat, emprunt de 1880	\$ 35,332.00	
Prime, escompte et change.....	2,547.81	
Frais d'administration	<u>48.59</u>	
		\$ 37,928.40
		\$ 61,210.65

Législation :*Excédent de dépense :*

Assemblée législative; traitements, dépenses contingentes, etc.	\$ 1,850.00	
Impressions et reliure pour les deux Chambres de la Législature	56,132.38	
Bibliothèque de la Législature	250.00	
Dépenses d'élections.....	61,930.18	
Impression, reliure et distribution des statuts	5,000.00	
Indemnité aux réviseurs et autres dépenses	<u>3,345.03</u>	
		\$ 128,507.59

Non dépensé :

Assemblée législative : Indemnité des députés.....	\$ 4,576.74	
		\$ 123,930.85

État no 3 (suite)

Gouvernement civil :

Augmentation dans les traitements	\$ 24,728.38	
Dépenses contingentes	<u>18,200.00</u>	
		\$ 42,928.38

Administration de la justice :*Excédent de dépense :*

Traitements des shérifs, anciens districts.....	\$ 310.42	
Protonotaires, greffiers de la Cour de circuit, de la couronne, et de la Cour d'appel, traitements	11,293.01	
Dépenses contingentes	3,757.33	
Fonds des bâties et des jurés	3,045.60	
Poursuites au criminel.....	2,420.81	
Dépenses contingentes des shérifs	106,278.12	
Médecins des prisons	198.96	
Magistrats de district, dépenses de voyage	88.88	
Divers	20,625.01	
Fonds du palais de justice du district d'Ottawa	<u>4,960.05</u>	
	\$ 152,978.19	

Non dépensé :

Traitements des coroners	\$ 152.43	
Honoraires et déboursés des coroners.....	11,693.73	
Traitements des greffier de la couronne et de la paix, nouveaux districts	820.00	
Dépenses de voyage des magistrats de district	2,652.79	
Service des détectives de la province.....	3,662.10	
Transcription	<u>150.00</u>	
	\$ 19,131.05	
		\$ 133,847.14

Instruction publique :*Excédent de dépense :*

École polytechnique, Montréal	\$ 15,000.00	
École technique de Québec	<u>6,000.00</u>	
	\$ 21,000.00	

Non dépensé :

Aide pour l'entretien des écoles techniques en dehors des cités de Québec et de Montréal.....	\$ 3,000.00	
Académie de musique de Québec.....	2,617.40	
Écoles du soir et écoles de coupe.....	3,292.69	
Archives canadiennes : aide pour reliure et renouvellement.....	65.50	
Bureau des statistiques de Québec.....	<u>96.93</u>	
	\$ 9,072.52	
		\$ 11,927.48

État no 3 (suite)

Colonisation et Immigration :*Excédent de dépense :*

Immigration..... \$ 4,000.00

Mines, Chasse et Pêche, Service d'enregistrement (cadastre) :*Excédent de dépense :*

Chasse et Pêche..... \$ 11,000.00

Service d'enregistrement (cadastre)..... 5,000.00

\$ 16,000.00

Non dépensé :

Comptes en suspens \$ 3,467.15

\$ 12,532.85

Travaux publics (ordinaires) :*Excédent de dépense :*

Entretien, etc., des édifices publics en général \$ 55,523.03

Ponts en fer 10,000.00

Inspection des hôtels et maisons de pension..... 4,333.85

Mécaniciens de machines fixes..... 2,530.22

Réparations de Spencer Wood..... 37,579.19

Ponts et barrières de péage..... 40,979.93

Construction et entretien d'un pont en fer sur la rivière Richelieu,
entre les villes de Saint-Jean et d'Iberville 93,559.16Pour la construction d'un pont en fer sur les rivières
Nicolet et Gatineau 20,000.00

Abolition de ponts de péage dans la cité de Trois-Rivières..... 2,868.00

Palais de justice de Montréal 23,566.34

\$ 290,939.72

Non dépensé :

Embellissement des édifices et terrain du parlement..... \$ 2,000.00

Commission préventive des incendies..... 1,500.00

Réparations des palais de justice et prisons 5,352.09

Assurance des palais de justice et prisons..... 841.11

Palais de justice et prison du district d'Ottawa, Hull,
annexe à la prison des femmes, vouîtes, etc. 2,214.50

\$ 11,907.70

\$ 279,032.02

Travaux publics (extraordinaires) :*Excédent de dépense :*Édifices de la Législature et des départements,
construction d'une nouvelle bibliothèque et dépendances..... \$ 58,000.00

État no 3 (suite)

Agriculture :*Excédent de dépense :*

Sociétés d'agriculture.....	\$ 50,061.96
Cercles agricoles, etc.	62,940.94
Enseignement vétérinaire.....	1,000.00
École de laiterie de Saint-Hyacinthe et travaux de la ferme.....	5,541.64
Octrois aux syndicats de fabricants de beurre et de fromage, et inspection.....	28,410.00
Laboratoire officiel de la province de Québec.....	<u>2,000.00</u>
	\$ 149,954.54

Non dépensé :

Société d'horticulture, Québec.....	\$ 500.00	
Conseil d'agriculture.....	727.32	
Aide à l'industrie laitière en général.....	4,500.00	
Aide à la culture des arbres fruitiers (horticulture).....	394.67	
Journaux d'agriculture.....	375.70	
Conférences agricoles.....	5,072.79	
Mérite agricole provincial.....	201.60	
Exhibitions.....	1,500.00	
Écoles ménagères.....	3,482.00	
Aide à l'élevage des volailles.....	873.53	
Fête des arbres.....	<u>65.00</u>	
	\$ 17,692.61	\$ 132,261.93

Voirie :*Excédent de dépense :*

Amélioration des chemins ruraux.....	\$ 99,000.00
--------------------------------------	--------------

Terres et Forêts :*Excédents de dépense :*

Comptes en suspens.....	\$ 5,000.00	
Protection des forêts.....	15,000.00	
Service forestier (comprenant inspection et classification des terres).....	15,000.00	
Pépinière de Berthierville, entretien.....	<u>1,000.00</u>	
		\$ 36,000.00

Charges sur le revenu :*Excédent de dépense :*

Perception des licences, etc.....	\$ 11,000.00
Timbres, licences, etc.....	2,000.00
Gazette officielle de Québec.....	5,000.00
Loi des véhicules-moteurs.....	<u>8,828.68</u>
	\$ 26,828.68

État no 3 (suite)

Charges sur le revenu (suite) :*Non dépensé :*

Traitements et dépenses contingentes			
des registrateurs	\$ 2,180.90		
Registres pour bureaux d'enregistrement	<u>5,752.30</u>		
		\$ 7,933.20	\$ 18,895.48

Services divers :*Excédent de dépense :*

Agent général de la province dans le Royaume-Uni			
de Grande-Bretagne et d'Irlande.....	\$ 4,495.33		
Commission du régime des eaux de Québec	22,565.16		
Pensions spéciales en vertu des S. R. Q., 1909, article 3278, etc.	3,741.93		
Bureau de censure des vues animées	1,320.00		
Loi concernant le Code municipal de la province de Québec	5,841.68		
Comité national pour venir en aide aux Belges	5,000.00		
Commission des hôpitaux militaires.....	3,000.00		
Crédit pour la dette publique, en vertu de 7 Édouard VII, chapitre 2.....	<u>47.60</u>		
		\$ 46,011.70	

Non dépensé :

Divers en général	\$ 2,052.67		
Agent en France	3,000.00		
Agent général de la province en Belgique	3,098.07		
Service civil, pensions	527.65		
Association de tir du			
Collège militaire royal du Canada	100.00		
Octroi pour le traitement des tuberculeux.....	167.00		
Fonds des municipalités.....	156.00		
Arbitrage en vertu de 54 Victoria, chapitre 4	3,390.75		
Tenure des terres aux Îles-de-la-Madeleine.....	68.33		
Commission des services			
d'utilité publique de Québec.....	<u>719.03</u>		
		\$ 13,279.50	\$ 32,732.20

État no 4

Les changements suivants ont été opérés dans le passif et l'actif durant l'année :

Augmentation du passif :
 Emprunt en vertu de 5 George V, chapitre 2 \$ 4,000,000.00

Diminution du passif :
 Mandats en cours, différence entre le montant au
 30 juin 1915 et le montant au 30 juin 1916 \$ 185,702.34
 Dépôts en fidéicommiss, diminution nette 130,091.96
 Dette consolidée par rachat,
 bons de l'emprunt de 1880..... 142,788.00
 Obligations du palais de justice
 de Québec rachetées..... 8,600.00
\$ 467,182.30

Augmentation nette du passif durant l'année 1915-1916 \$ 3,532,817.70

Augmentation de l'actif :
 Fonds d'amortissement placé en actions enregistrées
 4½ % achetées durant l'année..... \$ 121,712.24
 Puissance du Canada : Part de Québec au fonds
 des écoles communes..... 2,743.97
 Avances pour payer les indemnités aux hôteliers, en
 vertu de 4 George V, chapitre 6, section 8..... 102,721.62
 Emmagasinement des eaux
 de la rivière Saint-Maurice..... 22,618.54
 Emmagasinement des eaux
 de la rivière Saint-François 126,384.57
 Nouvelle prison du district de Montréal, avances..... 23,546.58
 Palais de justice et prison, district de Roberval,
 avances autorisées par la loi 2 George V,
 chapitre 6..... 87.10
\$ 399,814.62

Diminution de l'actif :
 Argent en banque, diminution nette des dépôts \$ 46,218.39
 Taxe du palais de justice de Québec, reçu 8,600.00
\$ 54,818.39

Augmentation nette du passif durant l'année 1915-1916 \$ 344,996.23

Augmentation de l'excédent du passif durant l'année 1915-1916..... \$ 3,187,821.47

L'excédent du passif sur l'actif au 30 juin 1915 était de..... \$ 28,020,066.20

L'excédent du passif sur l'actif au 30 juin 1916 était de..... 31,207,887.67

Augmentation de l'excédent du passif durant l'année 1915-1916..... \$ 3,187,821.47

État comparatif des recettes de la province de Québec pour les cinq années échuës le 30 juin 1916

	1911-1912	1912-1913	1913-1914	1914-1915	1915-1916
	\$ cts	\$ cts	\$ cts	\$ cts	\$ cts
Puissance du Canada	2,053,176.13	2,025,705.82	2,027,927.82	2,027,845.42	2,027,903.85
Terres et Forêts	1,658,457.48	1,760,466.25	1,777,220.18	1,840,347.45	1,807,259.01
Mines	46,225.43	27,768.60	23,429.00	16,488.43	22,718.73
Pêcheries et Chasse	116,080.00	117,985.38	124,436.14	131,279.41	138,488.70
Timbres judiciaires	302,191.30	327,911.60	407,857.20	482,683.30	456,600.40
Timbres d'enregistrement	216,803.70	250,907.40	229,088.20	209,947.17	190,507.38
Fonds de bâtieses et des jurés	33,937.29	34,337.99	28,147.49	88,915.79	79,631.93
Honoraires judiciaires	7,492.81	6,100.82	7,292.80	23,384.54	60,843.31
Municipalités, pour l'entretien des prisonniers	25,043.80	24,397.75	22,079.78	27,934.27	19,867.43
Palais de justice de Montréal	2,200.01	1,665.52	1,755.33	5,957.11	14,864.22
Prison de Montréal	71.15	.....	.....	.....	.....
Gardes des prisons de Montréal et Québec	4,000.00	4,000.00	4,000.00	3,600.00	4,000.00
Gain des prisonniers, prison de Québec	14.95	149.75	8.75	126.05	21.00
Honoraires du grand connétable, Québec	844.99	1,340.64	1,451.31	452.95	2,832.67
Fonds du palais de justice du district d'Ottawa	.....	1.10	.....	.....	622.57
Jeunes délinquants	.....	9,750.00	6,500.00	6,500.00	6,500.00
Amendes, justice	.....	.....	.....	132.25	400.00
Licences	903,737.20	944,446.21	1,027,596.92	1,086,767.43	1,047,768.20
Taxes sur les corporations commerciales, etc.	776,542.83	940,590.91	925,093.03	982,977.87	1,034,564.33
Taxes sur mutations de propriété (arrérages)	161.00	.....	224.60	.....	.....
Droits sur successions	1,226,678.58	1,064,108.60	1,604,479.55	1,660,853.15	1,375,803.72
Taxes sur les transferts d'actions, bons, etc.	68,845.04	70,793.90	53,870.02	20,369.48	75,185.14
Loi des automobiles	49,026.06	71,416.47	122,575.85	180,224.67	247,081.67
Loi des distributeurs automatiques	.....	.....	.....	10,965.00	7,570.42
Inspection des hôtels et des maisons de pension	.....	.....	.....	.....	.....
Honoraires	.....	.....	.....	963.00	497.00
Loi des mécaniciens de machines fixes - Honoraires	.....	.....	.....	797.00	1,662.00
Loi concernant les détectives particuliers - Revenu	.....	.....	.....	.....	1,064.00
Taxe en vertu de 3 George V, chapitre 38	.....	.....	.....	.....	53,341.17
Commission sur honoraires d'officiers publics	22,278.06	24,348.41	25,093.37	26,330.09	28,816.04
Commission sur renouvellement d'hypothèques	50.32	70.98	141.20	44.07	49.62
Législation	22,644.28	18,105.23	27,736.37	32,362.46	31,470.68
Asiles d'aliénés, contributions municipales	198,405.75	208,244.24	220,465.98	253,563.01	219,651.10
Asiles d'aliénés, patients payants	4,713.32	5,735.48	6,197.90	8,991.78	10,294.73
Écoles d'industrie et de réforme	33,000.51	36,575.54	42,138.01	55,353.02	60,990.14
<i>Gazette officielle de Québec</i>	18,653.42	19,073.57	22,956.28	40,820.85	51,311.03
Revenu casuel	104,016.86	73,838.62	75,065.06	60,416.81	103,606.69
Service civil, contributions pour pensions	20,414.10	21,054.21	22,351.53	23,770.96	23,861.07
Revenu en vertu de la loi des assurances	19,719.60	24,833.30	22,993.99	23,052.43	23,846.93
Compagnies de fidéicommiss - Loi (Revenu)	.....	.....	3,502.20	3,884.44	4,686.58
Vues animées, honoraires et amendes	.....	.....	9,456.00	.....	.....
Travaux et édifices publics, loyers, etc.	1,960.60	761.60	763.60	763.60	2,774.10
Intérêts sur dépôts et placements	77,405.95	42,958.94	44,955.29	92,865.19	107,843.92
Intérêt payé par les municipalités en vertu de la loi des bons chemins	.....	.....	13,285.35	81,473.42	137,402.46
Prime, escompte et change	5,580.88	10,253.72	9,622.81	13,947.38	40,593.55
Intérêt sur fonds d'amortissement en vertu de 60 Victoria, chapitre 2, section 5	29,103.32	28,275.09	28,598.45	28,513.31	28,015.42
Prêt aux incendies de Québec	.....	200.00	480.00	160.00	.....
Remboursements, fonds de subventions des chemins de fer	20,341.89	118,671.36	15,296.55	7,871.71	40,321.26
Remboursement de l'indemnité aux porteurs de licences en vertu de 2 George V, chapitre 12	.....	13,685.40	13,685.40	13,685.40	13,685.40
Voie Édouard VII, matériaux vendus	.....	50,834.73	34.02	.....	.....
Contribution des municipalités en vertu de la loi des bons chemins, section 20	.....	1,238.00	306.00	20,399.00	10,747.68
Montant affecté au paiement de la dette publique en vertu de 7 Édouard VII, chapitre 2	290.58	134.00	217.37	145.00	464.67
Contribution par les fabriques de beurre et de fromage, en vertu de 5 George V, chapitre 31	.....	.....	.....	.....	29,950.85
	8,070,109.19	8,382,737.13	9,000,376.73	9,597,925.67	9,647,982.77

État comparatif des recettes de la province de Québec pour les cinq années échues le 30 juin 1916

	1911-1912 \$ cts	1912-1913 \$ cts	1913-1914 \$ cts	1914-1915 \$ cts	1915-1916 \$ cts
Remboursement des indemnités accordées aux hôteliers en vertu de 4 George V, chapitre 6, section 8 (a/c)	.....	.....	.....	30,924.29	44,278.38
Terrains de l'exposition de Montréal, compte de ventes	380.25	390.71	402.51	414.67	427.23
Acompte du prêt à l'asile d'aliénés de Beauport, 1 ^{er} mai 1895	1,000.00	750.00	.....	.....	.....
Propriété rue Saint-Gabriel, Montréal, no 76, compte de ventes	.....	.....	.....	1,000.00	1,000.00
Puissance du Canada, fonds de l'éducation supérieure du Bas-Canada	412,314.25	.....	.....	.....	.....
Emprunt en vertu de la loi des bons chemins, 3 George V, chapitre 21, sections 6 et 7	.....	1,942,829.86	1,216,666.67	2,728,651.04	.....
Fonds en fidéicommiss	63,534.29	121,100.19	205,860.52	446,392.52	185,873.09
	8,547,337.98	10,447,807.89	10,423,306.43	12,805,308.19	9,879,561.47
Fonds consolidé des chemins de fer, puissance du Canada, remboursement de subside payé à la Compagnie du pont de Québec	250,000.00	.....	.....	.....	.....
Emprunts temporaires	.....	.....	2,920,000.00	4,000,000.00	.....
Emprunts en vertu de 5 George V, chapitre 2	.....	.....	.....	5,979,000.00	3,968,000.00
En caisse au 1 ^{er} juillet de chaque année	2,532,186.06	3,000,619.63	1,808,680.04	973,347.99	2,612,159.80
	11,329,524.04	13,448,427.52	15,151,986.47	23,757,656.18	16,459,721.27

État comparatif des paiements de la province de Québec pour les cinq années échues le 30 juin 1916

	1911-1912	1912-1913	1913-1914	1914-1915	1915-1916
	\$ cts	\$ cts	\$ cts	\$ cts	\$ cts
Dettes publiques	1,131,991.17	1,071,537.74	1,204,743.60	1,497,894.50	1,708,379.88
Législation	445,256.25	388,339.32	410,846.26	415,350.68	494,832.35
Gouvernement civil	491,967.73	530,928.22	582,431.83	611,226.44	649,155.98
Administration de la justice	892,926.44	973,349.86	1,080,886.27	1,134,135.40	1,157,907.36
Écoles d'industrie et de réforme	66,500.00	89,000.00	103,804.95	104,000.00	145,000.00
Instruction publique (y compris les écoles du soir)	1,177,233.06	1,383,415.31	1,435,515.26	1,476,724.80	1,545,079.48
Agriculture	883,664.50	1,001,936.65	450,480.29	398,500.95	470,861.93
Voirie	.....	.....	470,312.60	341,226.00	349,000.00
Colonisation	234,272.81	223,913.60	257,051.57	234,000.00	209,000.00
Immigration	10,800.00	15,670.64	17,203.63	20,500.00	17,500.00
Hygiène	25,500.00	38,500.00	38,500.00	39,700.00	38,500.00
Travaux et édifices publics :					
Ordinaires	191,212.58	227,515.68	261,208.99	300,806.29	740,789.50
Extraordinaires	363,883.95	341,823.33	532,641.27	380,258.63	158,000.00
Travail	35,645.07	37,105.42	36,140.44	39,251.25	37,061.07
Asiles des aliénés	515,025.63	552,968.56	582,667.73	617,625.00	633,625.00
Institutions de bienfaisance	56,828.75	59,625.00	62,335.00	68,485.00	69,885.00
Terres et Forêts	316,455.63	327,383.39	413,064.25	388,816.95	370,500.00
Mines, Pêcheries, Chasse et					
Service d'enregistrement (cadastre)	75,168.96	86,318.46	90,719.81	79,701.10	99,032.85
Charges sur le revenu (y compris les paiements faits par les shérifs sur leurs perceptions)	248,584.01	274,094.57	352,674.00	328,736.13	308,895.48
Services divers	223,267.79	330,559.24	241,140.18	233,576.52	233,634.60
Montant affecté au paiement de la dette publique en vertu de 7 Édouard VII, chapitre 2	495.88	.....	.....	.....	47.60
	7,386,680.21	7,953,984.99	8,624,367.93	8,710,515.64	9,436,688.08
Donné pendant la guerre	.....	.....	692,994.02	.....	.....
Nouvelle prison, district de Montréal	874,394.33	496,452.89	481,003.08	95,899.37	23,546.58
Palais de justice et prison, district de Montcalm	14,048.55	48,767.00	16,669.20	.....	.....
Palais de justice et prison, district de Roberval	35,000.00	.....	.....	.....	.....
Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-Maurice	.....	33,315.00	27,549.85	13,761.81	22,618.54
Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-François	.....	.....	.....	.....	126,384.57
Terrain re palais de justice de Montréal	.....	.....	.....	66,000.00	.....
Avances pour indemnités aux hôteliers en vertu de 4 George V, chapitre 6, section 8	.....	.....	.....	380,000.00	147,000.00
Loi des bons chemins, 1912	.....	550,762.58	3,303,882.31	5,713,082.85	3,635,124.70
Fonds en fidéicommis	110,624.75	203,736.52	307,273.73	280,906.05	315,965.05
	8,420,747.84	9,287,019.58	12,760,746.10	15,953,159.74	13,707,327.52
Subventions aux chemins de fer et chemin de fer Q. M. O. & O.	750.00	750.00	750.00	750.00	750.00
	8,421,497.84	9,287,769.58	12,761,496.10	15,953,909.74	13,708,077.52
Rachat de la dette publique : Emprunt de 1882	82,000.00	2,405,580.00	.....	.....	.....
Remboursement d'emprunts temporaires	.....	.....	1,460,000.00	5,460,000.00	.....
	8,503,497.84	11,639,349.58	14,221,496.10	21,413,909.74	13,708,077.52
Ajoutez : Paiements de mandats impayés au commencement de chaque année	260,809.54	435,402.97	489,005.07	531,862.69	800,276.05
	8,764,307.38	12,128,752.55	14,710,501.17	21,945,772.43	14,508,353.57
Déduisez : Mandats impayés à la fin de chaque année	435,402.97	489,005.07	531,862.69	800,276.05	614,573.71
	8,328,904.41	11,639,747.48	14,178,638.48	21,145,496.38	13,893,779.86

Recettes probables, 1917-1918

Puissance du Canada :

Subside d'après population, en vertu de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1907	\$ 1,602,169.60	
Allocation spéciale en vertu de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1907	<u>240,000.00</u>	
	1,842,169.60	
Subside spécial en vertu de 47 Victoria, chapitre 4, loi du Canada	<u>127,460.68</u>	
	1,969,630.28	
Intérêt sur fonds en fidéicommis.....	<u>58,361.72</u>	
		\$ 2,207,992.00

Intérêt :

Intérêt sur fonds d'amortissement en vertu de 60 Victoria, chapitre 2, section 5	32,000.00	
Intérêt sur prêts et dépôts	77,000.00	
Intérêt des municipalités, en vertu de la loi des bons chemins	<u>180,000.00</u>	
		289,000.00
Terres et Forêts		1,900,000.00
Mines.....	25,000.00	
Pêcheries et Chasse	<u>145,000.00</u>	
		170,000.00

Administration de la justice :

Timbres judiciaires.....	450,000.00	
Honoraires judiciaires	10,000.00	
Fonds des bâties et des jurés	35,000.00	
Entretien des prisonniers	20,000.00	
Gardes des prisons de Montréal et de Québec	4,000.00	
Prisons de Montréal et de Québec, gain des prisonniers	500.00	
Palais de justice de Montréal, non compris les timbres	5,000.00	
Honoraires du grand connétable, Québec	800.00	
Jeunes délinquants	<u>6,500.00</u>	
		531,800.00
Timbres d'enregistrement (comprenant les honoraires des registrateurs salariés)		190,000.00
Licences		950,000.00
Taxes sur les corporations commerciales, etc.		1,100,000.00
Droits sur les successions.....		1,400,000.00
Taxes sur les transferts d'actions, bons, etc.		70,000.00

Recettes probables, 1917-1918 (suite)

Loi concernant les véhicules-moteurs.....	300,000.00
Loi des distributeurs automatiques	5,000.00
Inspection des hôtels et des maisons de pension, honoraires.....	2,500.00
Loi des mécaniciens de machines fixes, honoraires	10,000.00
Loi concernant les détectives particuliers, revenu	1,000.00
Taxe en vertu de 3 George V, chapitre 38	18,000.00
Commission sur honoraires d'officiers publics	25,000.00
Commission sur renouvellements d'hypothèques	50.00
Entretien des aliénés	232,000.00
Entretien des pensionnaires des écoles d'industrie et de réforme.....	77,900.00
Législation.....	21,500.00
<i>Gazette officielle</i>	50,000.00
Loyers d'édifices publics	1,761.60
Revenu casuel	50,000.00
Loi des assurances, revenu.....	24,575.00
Loi des compagnies de fidéicommiss, revenu	4,400.00
Contributions aux pensions, service civil	21,000.00
Prime, escompte et change.....	4,000.00
Taxes sur les subventions aux chemins de fer	15,000.00
Contributions par les établissements d'industrie laitière	29,000.00
Remboursement de l'indemnité aux porteurs de licences, en vertu de 2 George V, chapitre 12	13,685.40
Contribution des municipalités, en vertu de la loi des bons chemins, section 20.....	25,000.00
	<u>\$ 9,560,164.00</u>

Dépenses probables, 1917-1918

Dettes publiques.....	\$ 2,208,588.69
Législation.....	389,629.50
Gouvernement civil.....	662,055.00
Administration de la justice, etc.....	1,158,820.00
Instruction publique, etc.....	1,547,152.00
Asiles d'aliénés	654,625.00
Écoles d'industrie et de réforme	150,000.00
Hygiène	58,500.00
Travaux publics (ordinaires)	\$ 518,747.41
Travaux publics (extraordinaires)	<u>35,000.00</u>
	553,747.41
Travail	44,600.00
Agriculture	428,600.00
Voirie	300,000.00
Terres et Forêts	356,000.00
Colonisation, Mines et Pêcheries	389,000.00
Institutions de bienfaisance	72,445.00
Charges sur le revenu	304,000.00
Services divers	<u>219,450.00</u>
	\$ 9,497,212.60
Subvention de chemins de fer	<u>7,633.38</u>
	<u>\$ 9,504,845.98</u>

**Passif direct et actif disponible de la province de Québec
au 30 juin 1916**

Passif

Dette consolidée due tel qu'avant la conversion.....	\$ 36,602,601.39	
Augmentation du capital par la conversion	<u>1,743,526.83</u>	
		\$ 38,346,128.22
Puissance du Canada - Balance de compte au 31 décembre 1902.....		1,473,609.63
Puissance du Canada - Prix de la propriété achetée pour le chemin de fer Q. M. O. & O.		25,000.00
Fonds en fidéicommis.....		512,224.88
Mandats non payés.....		614,573.71
Obligations du palais de justice de Québec		59,200.00
Obligations du palais de justice de Sherbrooke		<u>60,000.00</u>
		\$ 41,090,736.44

Actif

Fonds d'amortissement :

Balance du prix du chemin de fer Q. M. O. & O. déposée en banque	\$ 701,180.00	
Balance du prix du chemin de fer Q. M. O. & O. placée en obligations du palais de justice de Québec.....	<u>59,200.00</u>	
	\$ 760,380.00	
Placé en rentes inscrites 3% de la province de Québec.....	522,686.77	
Placé en rentes enregistrées 4 ½% de la province de Québec.....	<u>204,280.69</u>	
		\$ 1,487,347.46

Puissance du Canada :

Part de Québec au fonds des écoles communes.....	1,167,234.32	
Argent en banque	2,565,941.41	
Coût de l'école normale Jacques-Cartier, Montréal, à être remboursé par la vente de la propriété.....	5,000.00	
Avances à diverses personnes.....	107,437.29	
Avance pour indemniser les hôteliers, en vertu de 4 George V, chapitre 6, section 8.....	451,797.33	
Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-Maurice.....	97,245.80	
Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-François.....	126,384.57	
Nouvelle prison du district de Montréal, avances autorisées par la loi 7 Édouard VII, chapitre 36	3,631,647.84	
Palais de justice et prison, district de Montcalm, avances autorisées par la loi 1 George V, chapitre 8.....	85,611.25	
Palais de justice et prison, district de Roberval, avances autorisées par la loi 1 George V, chapitre 6.....	38,001.50	

**Passif direct et actif disponible de la province de Québec
au 30 juin 1916**

Actif (suite)

Taxe du palais de justice de Québec, en vertu de 45 Victoria, chapitre 26, et 48 Victoria, chapitre 16.....	59,200.00
Taxe du palais de justice de Sherbrooke, en vertu de 2 Édouard VII, chapitre 6.....	\$ 30,875.98
Fonds d'amortissement comprenant dépôts en fidéicommis.....	<u>29,124.02</u>
	<u>60,000.00</u>
	<u>9,882,848.77</u>
Excédent du passif sur l'actif au 30 juin 1916.....	\$ 31,207,887.67

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) propose, appuyé par le représentant de Deux-Montagnes (M. Sauvé), que le débat soit ajourné.

L'honorable M. Gouin (Portneuf): À quand? La semaine prochaine?

Un député ministériel: L'année prochaine?

Des députés rient.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) échange quelques mots avec le chef de l'opposition et déclare qu'il sera prêt à discuter le budget mardi prochain.

La proposition est adoptée.

**Charte
de Pointe-Claire**

M. Ashby (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme maintenant en comité général pour étudier le bill 107 amendement la charte de la ville de Pointe-Claire.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

Tancrède Asselin

M. Lemieux (Gaspé) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 119 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Tancrède Asselin au nombre de ses membres soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Baie Saint-Paul

M. Cannon (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 61 concernant la ville de Baie Saint-Paul soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**The New Adath Joshurun
Congregation**

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 120 constituant en corporation The New Adath Joshurun Congregation soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Église Saint-Arsène,
à Montréal**

M. Lévesque (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 116 amendement la loi concernant la construction d'une église dans la paroisse de Saint-Arsène de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

**Succession de
Pierre-Edmond Paquette**

M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 54 concernant la succession de Pierre-Edmond Paquette soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Charte de Sherbrooke

M. Therrien (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 56 amendant la charte de la cité de Sherbrooke soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Expropriation dans Hochelaga

M. Perrault (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 108 autorisant la cité de Montréal à indemniser ou exproprier certains propriétaires du quartier Hochelaga soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Église Saint-Jacques de l'Achigan

M. Hébert (Joliette) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 109 concernant la construction d'une église et d'une sacristie en la paroisse de Saint-Jacques de l'Achigan soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Travaux de la Chambre

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable M. Taschereau), que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain, midi.

Adopté.

La séance est levée.

NOTE

1. M. Allard, ministre des Terres et Forêts, étant conseiller législatif, ne peut présenter à la Chambre haute un projet de loi engageant des sommes d'argent au nom du gouvernement. Il a donc demandé à M. Caron de parrainer ce bill en son nom à l'Assemblée.

Séance du vendredi 17 novembre 1916

Présidence de l'honorable A. Galipeault

La séance est ouverte à midi.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de John Selkirk Clunie et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "The Guarantee Title and Contract Company" (M. Bercovitch);

- de William Montgomerie, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen (M. Bullock);

- de The St. Maurice Lumber Company, demandant l'adoption d'une loi la constituant en corporation dans cette province (M. Francoeur);

- de Frédéric William Saunders, demandant l'adoption d'une loi autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen (M. Gosselin);

- de The Montreal General Hospital, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Gault);

- de The Anglo American Trust Company, demandant l'adoption d'une loi lui accordant un délai pour commencer ses affaires (M. Gault);

- de The Molson Bank, demandant l'adoption d'une loi amendant la loi 6 George V, chapitre 65 (M. Gault);

- d'Antoine Turgeon et autres, demandant l'adoption d'une loi amendant la loi 4 George V, chapitre 31, concernant la municipalité scolaire de Notre-Dame-de-Grâce-Ouest (M. Mayrand);

- de The Eastern Townships Telephone Company, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Therrien);

- du bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Therrien);

- du révérend George Ellery Read et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Plymouth Congregational Church of Sherbrooke" (M. Therrien);

- de la ville Laval-des-Rapides, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Lévesque);

- du National Jockey Club Limited, demandant l'adoption d'une loi confirmant, ratifiant et validant ses lettres patentes (M. Mayrand).

Rapports de comités:

M. Francoeur (Lotbinière): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter les bills suivants avec des amendements:

- bill 96 concernant la succession de Jean de la Croix Joseph Comte;

- bill 70 concernant l'Orphelinat catholique de Montréal.

M. Létourneau (Québec-Est): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la ville de Roxboro, de l'Union Saint-Joseph de Saint-Hyacinthe, de la ville de Saint-Jean et de la ville de Magog, demandant respectivement une loi amendant leur charte;

- des commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire du village de Saint-Laurent, demandant une loi leur permettant de faire un rôle d'évaluation spécial et pour d'autres fins;

- et de la Commission du parc de Maisonneuve, demandant une loi homologuant le plan du parc de Maisonneuve et pour d'autres fins.

Cadastre dans Joliette et Berthier

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) demande la permission de présenter le bill 28 relatif à certaines modifications à faire au cadastre du canton Joliette situé partie dans le comté de Joliette et partie dans le comté de Berthier.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Privilèges des ouvriers et constructeurs

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 30 amendant le Code civil relativement aux privilèges des ouvriers, constructeurs ou autres personnes.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

Ventes faites par shérif

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Combien de ventes ont été faites par le shérif du district de Montréal, chaque année, depuis et y compris 1914?

2. Combien dans le cours de l'année 1897?

3. Mêmes questions pour chacun des districts de Québec, Trois-Rivières et Sherbrooke.

L'honorable M. Décarie (Maisonnette): 1, 2 et 3.

Nombre de ventes par les shérifs dans les districts de:

	1897	1914	1915
Montréal.....	271	145	379
Québec	52	28	22
Sherbrooke	48	26	18
Trois-Rivières	62	92	66

Subventions en terres pour les chemins de fer

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Quelles sont les subventions en terres accordées par le gouvernement de cette province à des compagnies de chemins de fer depuis 1897?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Voir tableaux D et E, pages 39, 40 et suivantes du rapport général du ministre des Travaux publics et du Travail pour l'année finissant le 30 juin 1916.

Demande de documents:

Correspondance du ministère de la Colonisation

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande que soit appelé l'article 21 de l'ordre du jour pour qu'il soit mis devant la Chambre copie de toute

correspondance, documents, etc., échangés entre l'honorable ministre de la Colonisation et toute personne, depuis le 1^{er} janvier 1914 jusqu'à ce jour.

Il signale au ministre de la Colonisation qu'il n'a pas encore obtenu copie des documents qu'il a demandés depuis plusieurs jours.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

La motion demandant copie de la correspondance et des documents échangés entre le département et toute personne, depuis janvier 1914, signifie la transcription de plus de 2,000 lettres et entraînerait des dépenses et une somme de travail considérables. Que le chef de l'opposition précise sa demande afin de permettre au département de le renseigner promptement.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il s'agit du Témiscamingue...

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)

demande au chef de l'opposition d'être plus spécifique, de dire pour quel canton de cette région et sur quel sujet il veut avoir la correspondance.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) fait quelques remarques sur la résistance que mettent les ministres, de façon générale, à répondre aux demandes de renseignements. Il dit que son but n'est pas de critiquer, mais qu'il veut remplir son mandat avec conscience. Il a fait plusieurs questions importantes depuis quelques jours et on ne semble pas vouloir répondre vite. Il ne veut pas que la vieille tactique de ne pas répondre à ces demandes recommence.

Le gouvernement, dit-il, cherche à bâillonner l'opposition, pourtant bien petite, et lui refuse les renseignements qu'elle demande et dont elle a besoin. Par cette façon, le gouvernement semble avoir peur de jeter la lumière. Le gouvernement ne paie pas déjà ses employés si cher qu'il pourrait bien payer deux ou trois copistes pour donner ces documents. C'est une façon plutôt autocrate de la part du gouvernement à grosse majorité de traiter l'opposition.

L'honorable M. Gouin (Portneuf): La production demandée est trop onéreuse et sans aucune utilité pour la province. Aucun gouvernement ne permettrait de chose semblable et ces productions de documents, ce serait une chose tout à fait extraordinaire.

De plus, l'opposition n'a pas le droit d'accuser le gouvernement de ne pas payer suffisamment ses employés. Le gouvernement se montre d'ailleurs plus

généreux que d'autres gouvernements. Je pense, dit-il, à un autre gouvernement qui, loin de payer des salaires convenables à ses employés, les destitue.

La demande de l'opposition est sans précédent. C'est là une chose qui ne se fait dans aucun Parlement: la production de la correspondance de tout un département pour quelques années. Je n'ai pas l'intention, à moins que la Chambre ne m'y oblige, de laisser produire, en tant que chef du gouvernement, des correspondances couvrant une période de plusieurs années.

On n'a pas le droit de faire des demandes aussi générales. Que l'opposition spécifie le district au sujet duquel elle désire des renseignements et elle les aura. Tous les documents du ministère de la Colonisation, comme les autres, sont d'ailleurs ouverts à tous ceux qui veulent les consulter.

Il est donc toujours entendu que le chef de l'opposition peut en aucun temps consulter au département toute la correspondance. Je ne vois pas la nécessité de mettre la province dans des frais d'impressions inutiles.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) fait remarquer au premier ministre qu'il parle contre la motion quand, en réalité, dit-il, je m'étais levé précisément pour amender cette motion et la limiter. Je ne voulais que restreindre la portée de la demande de production de correspondance quand le premier ministre m'a sauté dessus.

Lorsque je présenterai ma motion lundi, je désignerai le canton et je dirai que c'est au sujet de la confection des chemins dans ce canton.

Il s'excuse de ce que le premier ministre ait été victime d'un malentendu. Il ne voulait que demander à la Chambre de lui permettre de faire cette spécification.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) s'excuse également. Il sera alors facile de s'entendre, dit-il.

Hôpital Sainte-Justine

M. Desaulniers (Chambly) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 98 amendant la charte de la cité de Montréal, au sujet de l'hôpital Sainte-Justine, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Société Saint-Vincent-de-Paul de Montréal

M. Desaulniers (Chambly) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 91 constituant en corporation la société Saint-Vincent-de-Paul de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics.

Shearith Israel

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 82 amendant la charte de la corporation des Juifs espagnols et portugais, Shearith Israel, de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Donation entre Louis Gervais et Achille Gervais

M. Robert (Beauharnois) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 105 concernant une donation par contrat de mariage faite par Louis Gervais à Achille Gervais, le 31 janvier 1899, et autorisant la vente de certains immeubles soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Association catholique de la jeunesse canadienne-française

M. Desaulniers (Chambly) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 92 constituant en corporation l'Association catholique de la jeunesse canadienne-française soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Shawinigan Water & Power Company

M. Cannon (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 79 amendant la charte de la Shawinigan Water & Power Company soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Charte
de Hull**

M. Gendron (Ottawa) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 81 amendant la charte de la cité de Hull soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte
de la ville de L'Île-Dorval**

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 106 amendant la charte de la ville de L'Île-Dorval soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Parc Maisonneuve

M. Lévesque (Laval) demande la permission de présenter le bill 90 homologuant le plan du parc de Maisonneuve.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Charte
de Roxboro**

M. Ashby (Jacques-Cartier) demande la permission de présenter le bill 59 amendant la charte de la ville de Roxboro.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Commission scolaire
de Saint-Laurent**

M. Ashby (Jacques-Cartier) demande la permission de présenter le bill 117 permettant aux commissaires d'écoles de la municipalité scolaire du village de Saint-Laurent de faire un rôle d'évaluation annuel.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Charte
de Magog**

M. Bissonnet (Stanstead) demande la permission de présenter le bill 99 amendant la charte de la ville de Magog.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Débat sur le budget

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande au premier ministre si le gouvernement a l'intention de recommencer bientôt la discussion sur le budget. L'opposition, dit-il, voudrait le voir discuter le plus tôt possible et non pas en fin de session, où on le pousse ensuite à la vapeur.

L'honorable M. Gouin (Portneuf): Le gouvernement a toujours donné à l'opposition tout le loisir qu'elle désirait pour discuter les crédits et lui a laissé entière faculté d'ajourner la discussion comme bon lui semblait. Le gouvernement n'a pas l'intention de se départir de sa conduite passée. D'ailleurs, jamais, depuis 40 ans, l'exposé budgétaire n'a été prononcé durant la semaine suivant immédiatement celle de l'ouverture de la session. On ne saurait trouver que le gouvernement tarde. Le gouvernement sera prêt à discuter le budget tous les jours, à partir de la semaine prochaine.

**Composition
des comités permanents**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (M. Caron), que les noms de MM. Bercovitch, David et Philips soient ajoutés à la liste des membres du comité des bills privés en général.

Adopté.

Travaux de la Chambre

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable M. Taschereau), qu'il soit résolu que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à lundi, 8 heures du soir.

Adopté.

La séance est levée.

Séance du lundi 20 novembre 1916

Présidence de l'honorable A. Galipeault

La séance est ouverte à 8 heures.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Union Saint-Joseph
de Saint-Hyacinthe**

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) demande la permission de présenter le bill 64 amendant la loi constituant en corporation l'Union Saint-Joseph de Saint-Hyacinthe.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Assurance
funéraire**

L'honorable M. Mitchell (Richmond) demande la permission de présenter le bill 20 amendant la loi des assurances de Québec concernant l'assurance funéraire.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Terres
publiques**

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) demande la permission de présenter le bill 21 amendant la loi concernant la vente et l'administration des terres publiques.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Agents
d'assurances**

L'honorable M. Mitchell (Richmond) demande la permission de présenter le bill 23 amendant la loi des assurances de Québec au sujet des agents d'assurances.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Pouvoirs
des compagnies**

L'honorable M. Gouin (Portneuf) demande la permission de présenter le bill 8 amendant les statuts refondus, 1909, au sujet des pouvoirs que possèdent certaines corporations ou compagnies.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Véhicules-moteurs

L'honorable M. Mitchell (Richmond) demande la permission de présenter le bill 16 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les véhicules-moteurs.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Pension
des officiers publics**

L'honorable M. Mitchell (Richmond) demande la permission de présenter le bill 19 amendant les statuts refondus, 1909, concernant la pension des officiers publics.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Succession de
Jean de la Croix Joseph Comte**

M. Létourneau (Montréal-Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 96 concernant la succession de Jean de la Croix Joseph Comte.

Adopté.

En comité:

Le comité étudie le préambule du bill qui se lit ainsi:

Attendu que Marie-Joséphine-Jeanne Comte, épouse de Maxime Raymond, avocat, de la cité d'Outremont, district de Montréal, a, par sa pétition, représenté:

Que Jean de la Croix Joseph Comte est décédé le 1^{er} février 1913;

Que, le 2 juillet 1910, par-devant Mes Léandre Bélanger et A.-Z. Graton, notaires, ledit Jean de la Croix Joseph Comte fit un testament en forme authentique; que, le 14 décembre 1910, il fit un codicille en la forme dérivée de la loi d'Angleterre et que, le 23 août 1912, il fit un deuxième codicille reçu devant lesdits notaires Bélanger et Graton;

Que, par ses testament et codicilles, ledit Jean de la Croix Joseph Comte, après avoir fait certains legs particuliers, légua le résidu de tous ses biens, meubles et immeubles à ses trois filles: Marie-Joseph-Élizabeth-Hélène Comte, épouse d'Alphonse

Content, Marie-Joseph-Thérèse-Eugénie Comte, épouse d'Arthur Content, et Marie-Joséphine-Jeanne Comte, épouse de Maxime Raymond, ladite requérante, avec substitution en faveur de leurs enfants;

Que, par ledit testament, ledit testateur a nommé Joseph-Alphonse Desrosiers, comptable, A. P. Frigon, comptable, et Alfred Cinq-Mars, comptable et auditeur, tous de la cité et du district de Montréal, ses exécuteurs testamentaires, administrateurs et fiduciaires, et ce, pour le terme de trois ans et quelques mois;

Que lesdits exécuteurs testamentaires sont entrés en fonction le 1^{er} février 1913;

Que la succession dudit Jean de la Croix Joseph Comte consistait en valeurs mobilières et en immeubles de très grande valeur;

Que, par son testament, Jean de la Croix Joseph Comte a voulu que le résidu de ses biens fût partagé, dans les trois ans de son décès, par ses exécuteurs testamentaires entre ses dites filles;

Que, par ledit testament, ledit testateur a voulu que le résidu de ses biens fût réalisé en argent, sauf les parts ou actions qu'il pouvait avoir dans le fonds capital de la Banque de Montréal, les débetures de la province de Québec, les bons de la puissance du Canada, les bons de la cité de Montréal, les actions ou obligations perpétuelles de la cité de Québec, pour employer la somme ainsi réalisée en argent, les dettes, charges et legs une fois acquittés, à l'achat, au prix du marché, de parts ou actions dans le fonds capital de la Banque de Montréal, de débetures ou obligations à long terme de la cité de Montréal, de bons ou obligations de la province de Québec ou de la puissance du Canada, le tout de manière que chaque dénomination de valeurs acquises puisse être attribuée en nature par égale part à chacune de ses légataires;

Que lesdits exécuteurs testamentaires avaient, en vertu dudit testament, le pouvoir de vendre les biens, meubles et immeubles, tel que susdit;

Que lesdits exécuteurs testamentaires, bien qu'ils soient entrés en fonction le 1^{er} février 1913, n'ont, durant leur dite administration, vendu aucun immeuble et n'ont opéré aucun partage des biens entre lesdites légataires;

Que les principales valeurs mobilières composant actuellement ladite succession sont les suivantes: 600 actions du fonds capital de la Banque de Montréal; 241 obligations de la cité de Québec (241 City of Quebec Consolidated Fund); 1,019 actions du fonds consolidé de la cité de Montréal; 52,322 louis (pounds) du fonds permanent de la cité

de Montréal (permanent debenture stock of the city of Montreal); 1,000 actions de la compagnie Montreal Tramways & Power Co. Ltd; 100 actions de la Dominion Steel Corporation; 225 actions de Civic Investment & Industrial Company; \$50,000 de débetures de la Montreal Tramways Co.; 10 actions dans le capital-actions d'Augustin Comte & Cie limitée; 3,500 actions de la compagnie Powerful Mining Company;

Qu'en vertu dudit testament les valeurs mobilières suivantes doivent être partagées en nature par parts égales entre lesdites trois légataires, savoir: 600 actions du fonds capital de la Banque de Montréal; 241 obligations de la cité de Québec (241 City of Quebec Consolidated Fund); 1,019 actions du fonds consolidé de la cité de Montréal; 52,322 louis (pounds) du fonds permanent de la cité de Montréal (permanent debenture stock of the city of Montreal);

Qu'également en vertu dudit testament lesdites autres valeurs mobilières, savoir: 1,000 actions de la compagnie Montreal Tramways & Power Co. Ltd; 100 actions de la Dominion Steel Corporation; 225 actions de Civic Investment & Industrial Company; \$50,000 de débetures de la Montreal Tramways Co.; 10 actions dans le capital-actions d'Augustin Comte & Cie limitée; 3,100 actions de la compagnie Powerful Mining Company, doivent être vendues afin que le produit soit employé, les dettes, charges et legs une fois acquittés, à acheter des actions du fonds capital de la Banque de Montréal, des débetures ou obligations à long terme de la cité de Montréal, des bons ou obligations de la province de Québec ou de la puissance du Canada, ces valeurs devant ensuite être partagées par parts égales entre lesdites trois légataires;

Que le testateur a voulu que les charges et dettes de la succession fussent acquittées avec le produit desdites valeurs mobilières non partageables en nature;

Que, par son testament, ledit Jean de la Croix Joseph Comte a énuméré spécialement les paiements à être acquittés par sa succession avant le partage;

Que le testateur a voulu que, pendant l'exécution de son testament, sa succession formât deux masses: le capital et les revenus; qu'il a mis à la charge des revenus seulement les charges suivantes: une rente annuelle de \$4,000 à chacune des trois légataires jusqu'au partage, le paiement des legs particuliers, les rentes viagères et les frais d'administration;

Que toutes les autres dettes et charges devaient être payées à même le capital;

Que, durant l'exécution dudit testament, les exécuteurs testamentaires n'ont pas payé tous les legs particuliers;

Que les exécuteurs testamentaires ayant payé au gouvernement de cette province les droits de succession, les ont chargés aux revenus au lieu de les charger au capital et qu'il y a lieu de rembourser d'autant le chapitre des revenus;

Qu'il est opportun, pour donner effet à la volonté du testateur, de procéder à la vente desdites valeurs mobilières non partageables en nature ci-dessus mentionnées, sauf celles qui font partie des lots ci-après désignés, pour le produit être employé comme susdit et faire le partage;

Que la succession se compose en outre des immeubles suivants:

Un immeuble connu et désigné comme étant le no 74, aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Centre, en la cité de Montréal, avec les bâtisses susérigées;

Un immeuble connu et désigné comme étant le no 261 aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, en la cité de Montréal, avec les bâtisses susérigées;

Les immeubles connus et désignés comme étant les lots numéros 15, 16, 17, 18, 19, 20 et 21 de la subdivision officielle du lot no 895 aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, en la cité de Montréal, avec les bâtisses susérigées, avec les ruelles en dépendant et portant les nos 1, 13 et 14 de la subdivision officielle dudit lot no 895;

Les immeubles connus et désignés comme étant les lots nos 1, 2, 3, 4, 5, 9, 10, 11, 12, 13, 15, 16, 17, 18 et 19 de la subdivision officielle du lot no 555 aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Laurent, en la cité de Montréal, avec les bâtisses susérigées, avec les ruelles en dépendant et portant les nos de la subdivision officielle 7 et 8 dudit lot no 555;

Que, vu la baisse considérable dans le marché immobilier, les immeubles ne pourraient pas être vendus sans de fortes dépenses ni de grandes pertes;

Qu'il serait avantageux pour les intéressées de pourvoir à un mode de partage définitif et peu dispendieux;

Attendu qu'il est opportun d'accéder à la demande de ladite pétitionnaire;

En conséquence, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit...

M. D'Auteuil (Charlevoix-Saguenay) propose que le débat soit ajourné.

Adopté.

Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Orphelinat catholique de Montréal

M. Létourneau (Montréal-Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 70 concernant l'Orphelinat catholique de Montréal.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Létourneau (Montréal-Hochelaga) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Municipalité scolaire de Cartierville

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 127 concernant les limites de la municipalité scolaire de Cartierville soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Commission scolaire de Saint-Laurent

M. Ashby (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 117 permettant aux commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire du village de Saint-Laurent de faire un rôle d'évaluation annuel soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

The Grenville, Harrington and Northern Railway Company

M. Hay (Argenteuil) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 110 constituant en corporation la Grenville, Harrington and Northern Railway Company soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication.

Charte de Québec

M. Thériault (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 128 amendant la charte de la cité de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité des bills privés en général.

Charte de Roxboro

M. Ashby (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 59 amendant la charte de la ville de Roxboro soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité des bills privés en général.

Charte de Magog

M. Bissonnet (Stanstead) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 99 amendant la charte de la ville de Magog soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Demande de documents:

Statistiques sur les manufactures

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Charlevoix-Saguenay (M. D'Auteuil), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie de toute correspondance entre le gouvernement et le Bureau des statistiques du Canada, depuis 1915, relativement aux statistiques concernant les manufactures et autres de la province de Québec.

Adopté.

Fabrication des produits laitiers

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 27 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la fabrication des produits laitiers soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

Le comité étudie le premier article qui se lit comme suit:

1. L'article 2031b des statuts refondus, 1909, tel qu'édicte par la loi 1 George V (1re session), chapitre 16, section 1, et amendé par la loi 5 George V, chapitre 31, section 9, est de nouveau amendé:

a. En remplaçant le paragraphe 2 par le suivant:

"2. L'expression "fabrique de beurre" signifie tout établissement auquel on apporte le lait ou la crème fournis par des troupeaux de vaches appartenant à au moins trois personnes, soit pour la vente en nature de l'un ou de l'autre, soit pour leur conversion en beurre, en tout ou en partie, dans l'établissement même ou ailleurs";

b. En retranchant le mot "cheddar", dans la quatrième ligne du paragraphe 3.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Il s'agit de mettre les postes d'écémage qui fonctionnent en plusieurs endroits de la province sous le contrôle de la loi qui régit les beurreries et les fromageries.

Ces postes d'écémage se sont multipliés dans la province et ont pris une grande importance, au point de menacer les beurreries. On sait que ces postes d'écémage font depuis quelques années un commerce très considérable et qu'ils empêchent même certaines beurreries de faire des affaires prospères. Ils sont pour la plupart situés sur la frontière et exportent une grande quantité de notre crème aux États-Unis. Comme ils opèrent indépendamment du gouvernement, le temps est venu de les contrôler, et nous demandons qu'on les mette sous le coup de la loi des institutions de fabrication laitière.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le ministre considère-t-il que ces postes d'écémage se sont multipliés dans la province au point de menacer les beurreries, et croit-il que cette mesure aura pour effet de les supprimer?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Je n'attends pas de cette mesure et je ne désire pas qu'elle ait pour effet de prévenir l'expansion des

stations d'écémage et de mettre fin à leurs opérations. Le gouvernement veut seulement qu'elles soient soumises au contrôle aussi efficace que celui des beurreries et des fromageries.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): En quoi le contrôle des stations d'écémage par le département de l'Agriculture va faire cesser les abus qui se commettent dans l'expédition de la crème aux États-Unis ou ailleurs? Je ne comprends pas bien le but de cet amendement.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) fournit des explications au chef de l'opposition et dit qu'il serait sage que le gouvernement ait le contrôle des stations d'écémage.

Le comité étudie l'article 2 qui se lit ainsi:

2. L'article 2031d des statuts refondus, 1909, tel qu'édicte par la loi 1 George V (1re session), chapitre 16, section 1, est amendé en en retachant, dans les troisième, quatrième et cinquième lignes du deuxième alinéa, les mots "approuvé par le bureau de direction ou le comité exécutif de la Société d'industrie laitière de la province de Québec".

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) explique qu'il est dit dans la loi actuelle qu'une fabrique peut être fermée si elle est mal installée, mal outillée ou dans des conditions insalubres, sur un rapport de l'inspecteur, et on exige l'approbation du bureau de direction ou du comité exécutif de la Société d'industrie laitière de la province. Par l'amendement, on enlève cette approbation, mais on conserve au requérant le droit d'en appeler de la décision du ministre au gouvernement.

Il arrive que des fabriques de beurre ou de fromage violent la loi en fabriquant leurs produits. Le gouvernement, à l'occasion, a le droit d'ordonner la fermeture de ces établissements, mais il ne peut le faire qu'avec l'assentiment du bureau de direction de la Société d'industrie laitière. Ce bureau de direction se compose de membres qui ont domicile dans toutes les parties de la province et il est le plus souvent difficile de les réunir.

En raison de la distance qui les sépare et dans les cas où il faudrait fermer un établissement mal organisé fabriquant de mauvais produits propres à discréditer notre province, on pourrait être retardé de plusieurs mois avant d'avoir l'approbation requise, faute de quorum. Pendant ce temps, le mauvais fabricant continuerait son œuvre néfaste.

Il arrive parfois que le gouvernement se voit obligé de tolérer pendant plusieurs mois les opérations de certaines fabriques dont il ne peut ordonner la fermeture par suite de l'absence dudit bureau de direction. Le gouvernement demande donc l'autorisation de fermer de sa propre autorité certaines fabriques, après avoir pris connaissance des rapports des inspecteurs généraux.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) s'objecte à cet amendement. Il ne va pas cependant jusqu'à prétendre que le ministre veut mettre plus de politique encore qu'il n'y en a dans les lois qui régissent l'industrie laitière, mais il ne voit pas pourquoi on enlève à des gens compétents, comme le sont les officiers du conseil de la Société d'industrie laitière, ce pouvoir de fermer les fabriques récalcitrantes à la loi.

Ce projet est une manœuvre politique, dit-il, et je vois d'un mauvais œil cet absolutisme que demande le ministre de l'Agriculture. Il y a déjà trop de plaintes formulées dans le public contre l'ingérence du département de ce côté. Pourquoi donner encore plus de prise à ces critiques?

Il craint qu'avec un amendement de cette nature le public ne finisse par croire que c'est le ministre qui contrôle tout dans l'industrie laitière, au profit de sa politique, comme il en a déjà été accusé. Il craint que le gouvernement n'abuse de ses pouvoirs pour incommoder des fabricants qui ne seraient pas au nombre de ses amis.

Quand il s'agira de supprimer l'un de ces établissements, le ministre pourra le faire sans que la chose soit soumise au bureau de direction du conseil de la Société d'industrie laitière, comme cela existait jusqu'ici, et le ministre pourrait passer pour faire de la politique, bien qu'on ne soupçonne pas ses bonnes intentions, dit-il.

La loi actuelle est très sage et ne donne lieu à aucune plainte. Pourquoi ne pas la laisser subsister? Le ministre de l'Agriculture devrait vouloir que l'on ne soupçonne pas davantage sa partialité.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Le conseil de l'industrie laitière ne se réunit qu'une fois l'an. Il serait trop difficile et trop onéreux de rassembler les membres du conseil chaque fois qu'il y a une fabrique à fermer. Du reste, cet amendement a été suggéré par l'opposition, il y a quelques années.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande au ministre de préciser.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)
répond qu'il ne se souvient pas des détails. En fait, dit-il, je demande cette modification à la loi simplement parce qu'il est difficile d'assembler promptement le bureau de direction du conseil d'industrie laitière. Ses membres sont disséminés par toute la province. D'ailleurs, le ministre devra se conformer au rapport qui lui sera fait par ses inspecteurs ou ses sous-inspecteurs, comme le conseil le faisait jusqu'ici.

Telle fermeture ne pourra être ordonnée que sur la demande des inspecteurs généraux. Le bureau de direction n'agit d'ailleurs que sur la suggestion de ces derniers et leur compétence n'est le plus souvent que théorique. Il n'y a donc pas de raisons sérieuses de refuser au gouvernement le droit de ratifier ces rapports, pouvoir qui appartient exclusivement au bureau de direction de la Société d'industrie laitière. La nouvelle loi éviterait bien des retards et ferait disparaître une foule de formalités ennuyeuses.

Le seul but de la loi, c'est d'obtenir plus de diligence quand la suppression d'un établissement s'impose. D'ailleurs, le fabricant qui se croira lésé aura le droit, comme jusqu'ici, de former un appel devant le cabinet.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)
propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Cadastre dans Joliette et Berthier

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)
propose, selon l'ordre du jour, que le bill 28 relatif à certaines modifications à faire au cadastre du canton Joliette situé partie dans le comté de Joliette et partie dans le comté de Berthier soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité général.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)
propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)
propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La séance est levée.

Séance du mardi 21 novembre 1916

Présidence de l'honorable A. Galipeault

La séance est ouverte à 3 heures.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Ernest Brault

M. Desaulniers (Chambly) propose, appuyé par le représentant de Sherbrooke (M. Therrien), que l'article 510 du règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter la pétition d'Ernest Brault, demandant une loi autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen.

Adopté. Ladite pétition est présentée et déposée sur la table.

**Église catholique
grecque ruthène**

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), que l'article 510 du règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de Nicetas Budka et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation.

Adopté. Ladite pétition est présentée et déposée sur la table.

Lecture de pétitions:

La pétition d'Ernest Brault, demandant une loi autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen, est lue et reçue par la Chambre.

La pétition de Nicetas Budka et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation, est lue et reçue par la Chambre.

Rapports de comités:

M. Péloquin (Richelieu): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est

régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de Léonide-F. Lavigne, demandant de voter une loi autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à l'admettre à la pratique de la médecine, de la chirurgie et de l'obstétrique;

- de William Montgomery, demandant une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen;

- de la cité de Montréal, de The Eastern Townships Telephone Company, du bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Sherbrooke et de la ville de Laval-des-Rapides, demandant respectivement une loi amendant leur charte;

- de The Plymouth Congregational Church of Sherbrooke, demandant une loi la constituant en corporation;

- du National Jockey Club, demandant une loi confirmant, ratifiant et validant ses lettres patentes.

Quant à la pétition de la cité des Trois-Rivières, demandant une loi amendant sa charte, votre comité trouve qu'elle ne mentionne pas l'emprunt que la cité veut être autorisée à faire et qui est prévu par les avis et par la clause 5 du bill.

M. Francoeur (Lotbinière): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter les bills suivants sans amendement:

- bill 84 amendant la loi constituant en corporation le village de Bagotville en une municipalité séparée;

- bill 57 autorisant le Barreau de la province de Québec à antidater l'admission à l'étude de M. Roméo Gingras;

- bill 116 amendant la loi concernant la construction d'une église dans la paroisse de Saint-Arsène de Montréal;

- bill 54 concernant la succession de Pierre-Edmond Paquette;

- bill 109 concernant la construction d'une église et d'une sacristie en la paroisse de Saint-Jacques de l'Acadian.

Et avec amendements:

- bill 73 amendant la charte de la cité de Lachine;
- bill 101 amendant la charte de la cité de Verdun.

L'honorable M. Gouin (Portneuf): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport.

Votre comité a décidé de rapporter les bills suivants sans amendement:

- bill 4 modifiant l'article 6119c des statuts refondus, 1909, tel qu'édicte par la loi 4 George V, chapitre 51, section 1;

- bill 25 modifiant l'article 1249 du Code de procédure civile relativement aux procédures du cautionnement lors d'un appel à Sa Majesté.

Et le bill privé suivant:

- bill 119 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Tancred Asselin au nombre de ses membres.

Votre comité fait aussi rapport qu'il a fixé son quorum à cinq membres.

Grand Lake Railway and Transportation Company

M. Fortier (Labelle) demande la permission de présenter le bill 55 constituant en corporation The Grand Lake Railway and Transportation Company.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Plymouth Congregational Church of Sherbrooke

M. Therrien (Sherbrooke) demande la permission de présenter le bill 66 constituant en corporation The Plymouth Congregational Church of Sherbrooke.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Bureau des commissaires des écoles protestantes de Sherbrooke

M. Therrien (Sherbrooke) demande la permission de présenter le bill 86 autorisant le bureau des commissaires d'écoles protestantes de la cité de Sherbrooke à faire un emprunt additionnel.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

The Eastern Townships Telephone Company

M. Therrien (Sherbrooke) demande la permission de présenter le bill 85 amendant la charte de The Eastern Townships Telephone Company.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Charte de Saint-Jean

M. Robert (Saint-Jean) demande la permission de présenter le bill 104 amendant la charte de la ville de Saint-Jean et constituant cette dernière en corporation de cité.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Léonide-François Lavigne

M. Lévesque (Laval) demande la permission de présenter le bill 88 autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Léonide-François Lavigne à la pratique de la médecine, de la chirurgie et de l'obstétrique.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Charte de Laval-des-Rapides

M. Lévesque (Laval) demande la permission de présenter le bill 93 amendant la charte de la ville de Laval-des-Rapides.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Charte de Trois-Rivières

M. Trahan (Nicolet) demande la permission de présenter le bill 111 amendant la charte de la corporation de la cité de Trois-Rivières.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

Culture de la luzerne et du trèfle

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Quel montant le gouvernement a-t-il dépensé en 1914 et en 1915, à même les subsides votés par cette Chambre, pour la sélection des semences en rapport avec la luzerne et le trèfle?

2. À qui ces montants ont-ils été payés?
 3. Quel montant a-t-il été payé pour cette fin à même les subsides accordés par le gouvernement fédéral?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

1 et 2.

1914-1915

Société d'agriculture.....	\$2,307.25
Ls. Lavallée.....	318.25
Soc. Coop. Agr. de Chicoutimi.....	200.00
Exp. Prov. de Grains de Semence.....	913.10
Arsène Denis.....	185.85
J.-E. Grisé.....	18.20
Oscar Lessard.....	359.18
Eug. Lortie.....	275.31

1915-1916

Cercles Agr. Saint-Casimir, Co. Portneuf	250.00
Sociétés d'agriculture.....	2,936.75
Soc. Coop. Agricole de Chicoutimi.....	100.00
Exp. Prov. de Grains de Semence.....	1,041.15
Ls. Lavallée.....	103.70
Oscar Lessard.....	38.19

Note: À part les montants ci-dessus, les cercles agricoles et les sociétés d'agriculture consacrent chaque année la plus grande partie de la souscription de leurs membres à l'achat de graines de trèfle et de mil.

3. Pour détails, voir comptes publics, année 1914-1915, p. 408, 409-425, 426 et 427; année 1915-1916, p. 426, 446 et 447.

**Enseignement
ménager**

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Quel montant le gouvernement a-t-il dépensé en 1914 et en 1915, à même les subsides votés par cette Chambre, pour encourager l'enseignement ménager?

2. À qui ces montants ont-ils été payés?
 3. Quel montant a-t-il été payé pour cette fin à même les subsides accordés par le gouvernement fédéral?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

1 et 2.

1914-1915

Écoles ménagères (C. P. page 385).....	\$10,290.29
--	-------------

1915-1916

Écoles ménagères (C. P. page 404).....	8,518.00
--	----------

3. Pour détails, voir comptes publics, année 1914-1915, p. 411, 412, 430 et 431; année 1915-1916, p. 429, 449 et 450.

Industrie de l'érable

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Quel montant le gouvernement a-t-il dépensé en 1914-1915, à même les subsides votés par cette Chambre, pour encourager l'industrie du sucre d'érable?

2. À qui ces montants ont-ils été payés?
 3. Quel montant a-t-il été payé pour cette fin à même les subsides accordés par le gouvernement fédéral?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

1 et 2.

1914-1915

John-I. Brown.....	\$106.46
Empire Paper Box Co.	267.50
Grimm Mfg. Co.	420.09
Association Agr. Coop. de Sucre et Sirop d'érable pur, Waterloo	550.00

1915-1916

Association Agr. Coop. de Sucre et Sirop d'érable pur, Waterloo	250.00
--	--------

Note: À part les montants ci-dessus mentionnés, le gouvernement a tenu des expositions de sucre et sirop d'érable dont les dépenses sont incluses dans celles faites pour fins d'expositions.

3. Pour détails, voir comptes publics, année 1914-1915, p. 412, 431; année 1915-1916, p. 429, 450 et 451.

Culture du tabac

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Quel montant le gouvernement a-t-il dépensé en 1914 et en 1915, à même les subsides votés par cette Chambre, pour encourager l'industrie du tabac?

2. À qui ces montants ont-ils été payés?
 3. Quel montant a-t-il été payé pour cette fin à même les subsides accordés par le gouvernement fédéral?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

1 et 2.

1914-1915

Cerc. Agr. Saint-Jacques, Montcalm.....	\$17.77
Cerc. Agr. Sainte-Julienne, Montcalm	2.80
Cerc. Agr. Saint-Alexis, Montcalm.....	8.40
Cerc. Agr. Sainte-Marie-Sal, Montcalm.....	29.93

Note: À part les montants ci-dessus mentionnés, le gouvernement a fait un prêt de \$17,000 à la Société coopérative agricole de la vallée d'Yamaska, pour la construction d'un entrepôt pour la préparation du tabac.

1915-1916, aucun.

3. Pour détails, voir comptes publics, année 1914-1915, p. 410, 427 et 428; année 1915-1916, p. 426 et 427.

Drainage souterrain

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Quel montant le gouvernement a-t-il dépensé en 1914 et en 1915, à même les subsides votés par cette Chambre, pour démonstration de drainage souterrain?

2. À qui ces montants ont-ils été payés?

3. Quel montant a-t-il été payé pour cette fin à même les subsides accordés par le gouvernement fédéral?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):
1 et 2.

1914-1915

Jos. Morgan..... \$250.00

1915-1916, aucun.

3. Pour détails, voir comptes publics, année 1914-1915, p. 410, 411, 429 et 430; année 1915-1916, p. 427, 428, 449.

Agronomes de districts

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Quel montant le gouvernement a-t-il dépensé en 1914 et en 1915, à même les subsides votés par cette Chambre, pour les agronomes de districts?

2. À qui ces montants ont-ils été payés?

3. Quel montant a-t-il été payé pour cette fin à même les subsides accordés par le gouvernement fédéral?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):
1 et 2. Années 1914-1915 et 1915-1916, aucun.

3. Pour détails, voir comptes publics, année 1914-1915, p. 407, 408, 424; année 1915-1916, p. 424, 425 et 445.

Industrie du bacon

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Quel montant le gouvernement a-t-il dépensé en 1914 et en 1915, à même les subsides votés par cette Chambre, pour encourager l'industrie du bacon?

2. À qui ces montants ont-ils été payés?

3. Quel montant a-t-il été payé pour cette fin à même les subsides accordés par le gouvernement fédéral?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):
1 et 2. Années 1914-1915 et 1915-1916, aucun.

3. Pour détails, voir comptes publics, année 1914-1915, p. 403, 421, 422; année 1915-1916, p. 423, 438, 439.

Aviculture

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Quel montant le gouvernement a-t-il dépensé en 1914 et en 1915, à même les subsides votés par cette Chambre, pour encourager l'aviculture?

2. À qui ces montants ont-ils été payés?

3. Quel montant a-t-il été payé pour cette fin à même les subsides accordés par le gouvernement fédéral?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):
1 et 2.

1914-1915

Associations et particuliers

(C. P. page 399)..... \$2,099.14

1915-1916

Associations et particuliers

(C. P. page 419)..... 2,126.47

3. Pour détails, voir comptes publics, année 1914-1915, p. 403, 404, 405, 413, 414, 415; année 1915-1916, p. 421, 422, 423, 430 à 433.

Enseignement agricole

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Quel montant le gouvernement a-t-il dépensé en 1914 et en 1915, à même les subsides votés par cette Chambre, pour dons aux académies, écoles rurales, écoles normales pour des fins d'enseignement agricole?

2. À qui ces montants ont-ils été payés?

3. Quel montant a-t-il été payé pour cette fin à même les subsides accordés par le gouvernement fédéral?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

1. 1914-1915.....	\$44,926.06
1915-1916.....	45,018.00

2. Pour détails, voir p. 384, 385 et 400 des comptes publics 1914-1915, et p. 403, 404 des comptes publics 1915-1916.

3. Pour détails, voir p. 405, 406, 407, 411, 412 des comptes publics 1914-1915, et p. 422, 423, 430, 431 des comptes publics 1915-1916.

**Cours
d'agriculture**

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Quel montant le gouvernement a-t-il dépensé en 1913, à même les subsides votés par cette Chambre, pour encourager l'enseignement de l'agriculture dans les écoles, académies et écoles normales?

2. Même question pour 1914 et 1915.

3. Quel montant a-t-il dépensé à même les subsides accordés par le gouvernement fédéral?

4. À qui chacun des montants a-t-il été payé?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

1. 1913-1914, voir pages 371-372 et 373 des Comptes Publics	\$42,534.99
2. 1914-1915, voir pages 384-385 des Comptes Publics	44,926.06
1915-1916, voir pages 403-404 des Comptes Publics	45,018.00

3. 1913-1914, voir p. 395-398, 399, 405, 406, 413 des comptes publics; 1914-1915, pour détails, voir p. 405, 406, 411, 412, 422, 423, 430, 431 des comptes publics; 1915-1916, pour détails, voir p. 424, 429, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 449, 450 des comptes publics.

4. La réponse à cette question est détaillée aux trois premières.

**Culture
fruitière**

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Quel montant le gouvernement a-t-il dépensé en 1914 et en 1915, à même les subsides votés par cette Chambre, pour encourager la culture des fruits?

2. À qui ces montants ont-ils été payés?

3. Quel montant a-t-il été payé pour cette fin à même les subsides accordés par le gouvernement fédéral?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

1 et 2.

1914-1915	
Soc. coop. agr. de Kamouraska	\$ 154.24
Soc. d'hort., cerc. agricoles et particuliers, (C. P. pages 395-396 et 397)	6,580.36
Soc. de pomologie et de cult. fruitière de la province de Québec	500.00
Soc. d'agr. et d'hort. de Montréal	500.00

1915-1916	
Soc. d'hort., cercles agricoles et particuliers (C. P. pages 416 et 417) ...	4,605.33
Soc. de pomologie et de cult. fruitière de la province de Québec	500.00
Soc. d'agr. et d'hort. de Montréal	500.00

3. Pour détails, voir comptes publics, année 1914-1915, p. 400, 401, 402, 415 à 421; année 1915-1916, p. 423, 433, 438.

**Conserves
alimentaires**

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Depuis 1912, le gouvernement a-t-il accordé à même les subsides votés par cette Chambre des primes pour encourager l'industrie des conserves alimentaires?

2. Dans l'affirmative, quels montants en 1912 et en 1915, et à qui les primes ont-elles été payées?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

1 et 2.

1912-1913	
Inst. Agricole d'Oka	\$2,000.00
Soc. Coop. Agr. de Kamouraska	3,000.00
Wilfrid Lorrain, Bord-à-Plouffe	150.00

1915-1916	
Wilfrid Lorrain, Bord-à-Plouffe	150.00
J.-W. Windsor	100.00

**Barrage sur
le Saint-Maurice**

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): 1. Y a-t-il eu des changements, des additions, des omissions, des déviations ou des travaux additionnels

faits par la Commission ou par les entrepreneurs pour la construction du barrage sur la rivière Saint-Maurice?

2. Dans l'affirmative, quelle en est la nature et quel en sera le coût additionnel?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

1. Non.

Subsides

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné le 16 novembre, sur la motion proposée le jeudi 16 novembre courant: "Que l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et que la Chambre se constitue en comité des subsides."

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) remercie le premier ministre pour avoir permis la remise du débat. Il promet qu'il n'y aura aucune tentative d'obstruction lors de la discussion du budget même.

Il s'excuse de ne pas être aussi bien préparé qu'il aurait voulu l'être; il a été retardé par un délai inévitable dans l'envoi de certains documents dont il avait absolument besoin pour préparer sa réponse au discours de l'honorable trésorier de la province (l'honorable M. Mitchell). Il aurait également été plus à l'aise si les chiffres du budget lui avaient été remis au moins une semaine avant la lecture du discours même.

Il trouve étrange que, malgré tous les conseils d'économie du gouvernement, il y ait une différence de \$1,100,000 entre les dépenses et les estimés. Dans deux petits départements seulement, à savoir celui des inspecteurs de la fonction publique et celui du Travail, les dépenses auraient été moindres que les estimés budgétaires. Les chiffres soumis à la Chambre par le trésorier provincial démontrent que les déboursés égalaient presque les recettes. Que le gouvernement n'entreprenne que les travaux absolument nécessaires, dit-il. Et il insiste de nouveau sur une économie des plus sévères. Aucune nouvelle taxe ne devrait être imposée jusqu'à ce que le gouvernement sache exactement à quoi s'en tenir sur les revenus de la province.

Quant au coût de la vie, il est regrettable que le gouvernement n'ait fait aucune suggestion pour le diminuer. Il attire l'attention du gouvernement sur ce qui se fait en France et en Angleterre pour l'épargne du charbon, de la lumière et des provisions de bouche. Il se fait, dit-il, un gaspillage effrayant dans la province. Le gouvernement ne pourrait-il pas nommer une commission qui aurait les pouvoirs

nécessaires pour enrayer le coût excessif de la vie? Il est assuré qu'il serait bien facile de trouver un grand nombre de personnes, tant laïques que membres des différents clergés, qui donneraient leurs services absolument gratuitement. Cette commission pourrait aussi fixer certains jours où l'usage de la viande, de la volaille ou du pain serait défendu.

Il a peur que la Société coopérative de Québec, grassement subventionnée et bien protégée par le gouvernement, se soit changée en trust, faisant monter le prix du fromage et d'autres produits laitiers.

Il parle également d'autres sources d'économie telles que la conservation des vieux journaux et autres papiers dont l'exemple a été donné par les "Daughters of the Empire" et qui avait donné de si beaux résultats.

Parlant des subventions pour les bons chemins et les dons au Fonds patriotique, il remarque que le gouvernement n'a pas laissé entrevoir où il trouverait les fonds nécessaires. Il dit que, si la province est forcée d'emprunter, c'est que son crédit a baissé. L'argent que le gouvernement dépense pour les routes est de l'argent gaspillé, à moins qu'il n'y ait une réserve pour subvenir à l'entretien de ces mêmes routes. Le gouvernement devrait finalement adopter les routes en ciment qui sont les plus économiques et les plus durables. On devrait aussi fournir aux habitants des comtés ruraux les moyens d'obtenir de meilleures communications par téléphone.

Il félicite le gouvernement pour ce qu'il a l'intention de faire pour venir en aide aux soldats de retour du front et pour le Fonds patriotique. Il est malheureux, dit-il, qu'il y ait dans certaines parties du pays des personnes qui se laissent emporter par des préjugés de race et de nationalité. Le moment est venu de se tenir tous unis afin de rendre la grande victoire finale plus complète et plus brillante, victoire pour laquelle les alliés combattent maintenant côte à côte.

M. Finnie (Montréal-Saint-Laurent): Le discours du trésorier provincial n'a pas permis au député de Montréal-Saint-Georges (M. Gault) de faire de la critique sérieuse. Il n'a pu faire une critique sévère du discours du budget non pas parce qu'il n'a pas eu les renseignements nécessaires, mais parce que la situation de la province est bonne et l'administration de son gouvernement excellente.

Il est d'avis que l'état financier du trésorier provincial est si clair et explicite qu'il donne très peu matière à discussion.

Le crédit de la province est excellent et le surplus du dernier exercice financier atteste de la sagesse d'administration du gouvernement. La prétention émise par le député que, si la province avait été forcée d'emprunter, c'était parce que son crédit avait baissé est ridicule, car il ne faut pas oublier que ces emprunts n'ont pas été faits pour des fins d'administration. Les revenus ont amplement suffi aux besoins ordinaires et il existe même un surplus de \$211,000.

Les emprunts que nous avons faits étaient destinés à des entreprises spéciales, non pas à l'administration ordinaire des divers départements. On voulait parfaire les bonnes routes de même que de grands travaux d'une importance nationale. Le capital ainsi investi ne peut être mieux placé. Chaque fois que le gouvernement provincial est allé sur le marché financier pour négocier un emprunt, il a trouvé des conditions extrêmement avantageuses en dépit des temps difficiles que nous vivons et lors même que d'autres gouvernements avaient des difficultés à poursuivre leurs négociations.

Il est évident que les finances de la province sont conduites d'une excellente façon. Le crédit de la province est des plus solides, malgré les conditions défavorables du marché monétaire. Les finances de la province sont tellement bonnes que les crédits votés pour l'instruction, l'agriculture, les bons chemins, la colonisation et les travaux publics ont, encore une fois cette année, été des plus généreux.

Je suis certain que pas un député ne s'objectera à voter le million du Fonds patriotique ni ne refusera d'autoriser le gouvernement à souscrire un demi-million de dollars à l'emprunt de guerre et au fonds pour les soldats de retour du front. Ces deux mesures contribueront à démontrer aux autres provinces du dominion que la province de Québec est prête à faire sa part pour s'occuper des jeunes Canadiens qui fournissent généreusement leur part d'efforts dans la présente guerre. En effet, nombre d'entre eux souffrent et se sacrifient pour le bien de la civilisation et de l'humanité. À son avis, ces deux subventions sont très louables. Il est certain que tous les députés les approuveront, que l'opposition trouvera très peu à redire à la situation financière de la province et que les électeurs sont apparemment très satisfaits de la façon dont leurs affaires étaient gérées par ce gouvernement quand ils l'ont reporté au pouvoir en mai dernier.

Comme l'honorable M. Mitchell l'a déclaré, la province de Québec traverse une période de prospérité. Cependant, il était de bon conseil quand il leur a recommandé de se préparer à l'après-guerre.

Qu'est-ce qui attend le Québec après la guerre? Nous ne pouvons pas faire de prédictions, mais ce qui est certain, c'est que, quoi qu'il arrive, une gestion prudente et le maintien des conditions de traitement actuelles seront les mots d'ordre du présent gouvernement.

La proposition est adoptée.

En comité:

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le traitement de l'Orateur du Conseil législatif, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas dix-huit mille trois cent quatre-vingt et une piastres et cinquante centins soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses contingentes, etc., du Conseil législatif, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le traitement de l'Orateur de l'Assemblée législative, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas cent trois mille trois cent quatre-vingt-dix-huit piastres soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses contingentes, etc., de l'Assemblée législative, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) pose certaines questions au sujet de deux montants payés par le gouvernement à des femmes de peine qui font le ménage dans les appartements de l'Orateur. Il s'inquiète du salaire de ces femmes et il demande à ce sujet quelques détails au trésorier de la province.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) répond au chef de l'opposition¹.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:

5. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-dix mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour impression et reliure pour les deux Chambres de la Législature, S. R. Q., 1909, article 164, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour achat de livres de la Bibliothèque de la Législature, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas neuf mille sept cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses contingentes, etc., de la Bibliothèque de la Législature, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas six cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses contingentes des élections, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas huit cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le greffier de la chancellerie, traitement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas douze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour impression, reliure et distribution des statuts, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la corporation de l'Hôpital général de Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les malades indigents, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas mille cent vingt piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Saint-Patrice, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas six cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les sœurs de la Providence, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent quinze piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'asile Saint-Vincent-de-Paul, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

16. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit ouvert à Sa Majesté pour

Protestant House of Industry and Refuge, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

17. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour St. Patrick's Orphan Asylum, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

18. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour The Montreal Maternity, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

19. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Magdalen Asylum (Bon-Pasteur), Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

20. Qu'un crédit n'excédant pas cent soixante-quinze piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'asile des orphelins catholiques, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

21. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent soixante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les sœurs de la Charité, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

22. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinq piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les sœurs de la Charité, pour leur hospice des enfants trouvés, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

23. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Protestant Orphan Asylum, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

24. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Maternité, aux soins des sœurs de la Miséricorde, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

25. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent trente piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'asile de la rue Bonaventure, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

26. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent dix piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'asile de Nazareth, pour les enfants abandonnés, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

27. Qu'un crédit n'excédant pas mille cinq cent quatre-vingt-dix piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'école des aveugles, asile de Nazareth, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

28. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'ouvroir pour les aveugles, asile de Nazareth, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

29. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le dispensaire de Montréal, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

30. Qu'un crédit n'excédant pas six cent quarante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Montreal Ladies' Benevolent Society, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

31. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Saint Bridget's Asylum, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

32. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent dix piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le Protestant Infants' Home, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

33. Qu'un crédit n'excédant pas cent trente-cinq piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Church Home, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

34. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante-quinze piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice de Bethléem, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

35. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Notre-Dame, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

36. Qu'un crédit n'excédant pas mille cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôtel-Dieu, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

37. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Ladies Hebrew Benevolent Society, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

38. Qu'un crédit n'excédant pas mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les sœurs de la Miséricorde, entretien des enfants trouvés, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

39. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les sœurs de la Providence, angle des rues Sainte-Catherine et Fullum, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

40. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le Baron de Hirsch Institute and Hebrew Benevolent Society of Montreal (autrefois appelé Young Men's Hebrew Benevolent Society), Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

41. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Sheltering Home, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

42. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'institut McKay, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

43. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour The Montreal Foundling and Sick Baby Hospital, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

44. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinq piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice de Saint-Joseph du Bon-Pasteur, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

45. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les Petites sœurs des pauvres, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

46. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le refuge des incurables, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

47. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante-quinze piastres soit ouvert à Sa Majesté pour The Women's Hospital, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

48. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour The Western Hospital, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

49. Qu'un crédit n'excédant pas cent soixante-quinze piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Hervey Institute, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

50. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Montreal Homeopathic Association, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

51. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la Maison de refuge, Sainte-Cunégonde, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

52. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôpital des incurables, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

53. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Catholic Sailors Club, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

54. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Montreal Sailors Institute, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

55. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Union nationale française, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

56. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Prisoners Aid Association, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

57. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'asile Saint-Henri de Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

58. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Alexandra, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

59. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour The Montreal Day Nursery, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

60. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour St. Joseph Home for friendless boys, 26, av. Overdale, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

61. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Children Memorial Hospital, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

62. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'orphelinat Saint-Arsène, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

63. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Sainte-Justine, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

64. Qu'un crédit n'excédant pas huit cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Association des dames charitables de l'orphelinat catholique et de l'asile Nazareth, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

65. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les malades indigents, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

66. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'asile du Bon-Pasteur, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

67. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Ladies Protestant Home, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

68. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent vingt-cinq piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Male Orphan Asylum, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

69. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent vingt-cinq piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'asile Finlay, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

70. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent vingt-cinq piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Protestant Female Orphan Asylum, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

71. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent vingt-cinq piastres soit ouvert à Sa Majesté pour St. Bridget's Asylum, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

72. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinq piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le dispensaire, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

73. Qu'un crédit n'excédant pas cent trente-cinq piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les sœurs de la Charité, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

74. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les sœurs de la Charité, asile des orphelins, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

75. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent dix piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les sœurs de la Charité, pour veuves et infirmes, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

76. Qu'un crédit n'excédant pas huit cent quatre-vingts piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

77. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinq piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, dispensaire, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

78. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent cinq piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, enfants trouvés, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

79. Qu'un crédit n'excédant pas huit cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, pour épileptiques, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

80. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinq piastres soit ouvert à Sa Majesté pour The Young Women's Christian Association, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

81. Qu'un crédit n'excédant pas mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la Maternité, sous les soins des dames du Bon-Pasteur, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

82. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital général, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

83. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Oeuvre du patronage, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

84. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le Patronage Laval, 40, ave Bigaouette, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

85. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Oeuvre de la crèche, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

86. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'ouvroir des sœurs de la Charité, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

87. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Armée du salut, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

88. Qu'un crédit n'excédant pas huit cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la maison de la Providence, Saint-Malo, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

89. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Jeffery Hale Hospital, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

90. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice des sœurs de la Charité de Saint-Sauveur, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

91. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Institut des marins, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

92. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôtel-Dieu de Saint-Joseph d'Arthabaska, comté d'Arthabaska, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

93. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'orphelinat Saint-Joseph, Beauce, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

94. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice de la Providence de Valleyfield, comté de Beauharnois, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

95. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôtel-Dieu de Valleyfield, comté de Beauharnois, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

96. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital de Bedford, Sweetsburg, comté de Bedford, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

97. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'orphelinat de Saint-Damien, comté de Bellechasse, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

98. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice de la Providence de Lanoraie, comté de Berthier, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

99. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Saint-Antoine, pour les orphelins, les infirmes et les malades, de Longueuil, comté de Chambly, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

100. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice de La Tuque, comté de Champlain, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

101. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Sainte-Anne de la Baie Saint-Paul, pour les vieillards, les infirmes et les idiots, Baie Saint-Paul, comté de Charlevoix, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

102. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôtel-Dieu Saint-Valier, Chicoutimi, comté de Chicoutimi, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

103. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital de Drummondville, Drummondville, comté de Drummond, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

104. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital général de Lachine, Lachine, comté de Jacques-Cartier, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

105. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Saint-Joseph de Lachine, comté de Jacques-Cartier, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

106. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Saint-Eusèbe, Joliette, comté de Joliette, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

107. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le jardin de l'enfance Saint-Joseph, Joliette, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

108. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'orphelinat de la Providence de Sainte-Élisabeth, comté de Joliette, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

109. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Sainte-Anne-de-la-Pocatière, comté de Kamouraska, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

110. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice des sœurs de la Charité, Saint-André, comté de Kamouraska, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

111. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Saint-Michel, Buckingham, comté de Labelle, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

112. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Saint-André-Avellin, Saint-André-Avellin, comté de Labelle, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

113. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les sœurs de la Providence, Mont-Laurier, comté de Labelle, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

114. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice de Laprairie, comté de Laprairie, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

115. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice de la Providence, L'Assomption, comté de L'Assomption, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

116. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice de la Providence, Saint-Henri de Mascouche, comté de L'Assomption, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

117. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent dix piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Saint-Joseph de la délivrance, Lévis, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

118. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Saint-Joseph de la délivrance, section orphelinat, Lévis, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

119. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôtel-Dieu, Lévis, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

120. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Guay, Lauzon, Lévis, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

121. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Saint-Édouard, comté de Lotbinière, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

122. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Sainte-Ursule, Louiseville, comté de Maskinongé, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

123. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital des enfants, Black Lake, comté de Mégantic, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

124. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le St. Joseph Hospital, Thetford Mines, comté de Mégantic, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

125. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Sainte-Élizabeth de Farnham, Farnham, comté de Missisquoi, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

126. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice des sœurs de la Charité, Montmagny, comté de Montmagny, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

127. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôtel-Dieu, Nicolet, comté de Nicolet, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

128. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Saint-Célestin, Nicolet, comté de Nicolet, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

129. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital général de Maniwaki, comté d'Ottawa, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

130. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital du Sacré-Cœur, Hull, comté d'Ottawa, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

131. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Saint-Casimir, Saint-Casimir, comté de Portneuf, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

132. Qu'un crédit n'excédant pas mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital général, Sorel, comté de Richelieu, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

133. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante-quinze piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les sœurs de la Charité, Rimouski, comté de Rimouski, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

134. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les sœurs de la Charité de l'hospice Sainte-Croix, Marieville, comté de Rouville, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

135. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital du Sacré-Cœur, Sherbrooke, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

136. Qu'un crédit n'excédant pas huit cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le Protestant Hospital, Sherbrooke, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

137. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la crèche de l'hôpital du Sacré-Cœur, Sherbrooke, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

138. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice des vieillards, Sherbrooke, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

139. Qu'un crédit n'excédant pas huit cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital général Saint-Vincent-de-Paul, Sherbrooke, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

140. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital de Magog, comté de Stanstead, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

141. Qu'un crédit n'excédant pas six cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Saint-Hyacinthe, Saint-Hyacinthe, comté de Saint-Hyacinthe, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

142. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Saint-Jean, Saint-Jean, Iberville, pour l'année finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

143. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante soit ouvert à Sa Majesté pour les sœurs de la Charité, Saint-Jean, Iberville, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

144. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Sainte-Anne, Yamachiche, comté de Saint-Maurice, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

145. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Sainte-Famille, Ville-Marie, comté de Témiscamingue, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

146. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital de Fraserville, Fraserville, comté de Témiscouata, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

147. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le Brehmer Rest, Sainte-Agathe des Monts, comté de Terrebonne, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

148. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Saint-Jérôme, Saint-Jérôme, comté de Terrebonne, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

149. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Drapeau, Sainte-Thérèse-de-Blainville, comté de Terrebonne, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

150. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital des sœurs de la Charité de la Providence, pour leurs indigents, malades, orphelins, etc., Trois-Rivières, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

151. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital des sœurs de la Charité de la Providence, pour leur maternité, Trois-Rivières, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

152. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice des Dominicains du Rosaire, Trois-Rivières, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

153. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice de Varennes, Varennes, comté de Verchères, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

154. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Sainte-Victoire, Belœil, comté de Verchères, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

155. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Old Brewery Mission, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

Terres publiques

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 21 amendant la loi concernant la vente et l'administration des terres publiques.

Adopté.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) informe la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose: 1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil soit autorisé à acquérir des terrains privés, par échange ou autrement, aux prix et conditions qu'il déterminera, lorsque l'intérêt de la colonisation dans une localité l'exigera; et que ces terres, dès qu'elles seront acquises par la couronne, soient classées comme terres publiques aux termes de l'article 1533 des statuts refondus, 1909; et que les dispositions de la loi concernant la vente et l'administration des terres publiques, des bois et forêts, des mines et des pêcheries en cette province s'y appliquent.

2. Que le lieutenant-gouverneur en conseil puisse vendre des terres publiques pour des fins industrielles, aux prix et conditions qu'il déterminera, mais que, dans un territoire sous licence de coupe de bois, les terres ne puissent ainsi être vendues que pour l'exploitation de forces hydrauliques ou pour des fins concernant cette exploitation.

3. Que les terres ainsi vendues ne soient plus sujettes à la licence de coupe de bois, à compter de la date des lettres patentes ou autres titres donnés par la couronne.

Le but de cette loi, explique-t-il, est d'autoriser le gouvernement à faire l'échange de terres du domaine forestier pour des terres privées

propres à la colonisation. Il existe dans la province une étendue considérable de terres très fertiles, situées à proximité des grands centres, et qui ne peuvent être concédées pour fins de colonisation parce qu'elles appartiennent à des particuliers ou à des compagnies privées qui font le commerce de bois. Le gouvernement a pu arriver à faire des arrangements avec plusieurs de ces propriétaires et c'est pour confirmer ces conventions que le gouvernement veut se faire autoriser à échanger ces terres privées pour des terres du domaine forestier. Cette législation ouvrira à la colonisation des terres, en particulier, certaines seigneuries qui y restent encore fermées. On pourra ainsi développer les régions qui se trouvent près des centres, au lieu de faire du défrichement à grands frais dans des pays encore mal ouverts, d'accès difficile et d'avenir incertain.

L'avantage de cette loi pour la colonisation est manifeste. Il arrive souvent que des particuliers et des seigneurs détiennent des terres propres à la colonisation sans en tirer parti. Le gouvernement sera donc autorisé à leur donner des terres de la couronne, limites forestières ou autres, en échange et pourra ouvrir de nouveaux centres de colonisation sur les territoires acquis de ces particuliers.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): La loi ne semble pas mauvaise, mais il y a là un danger pour des spéculations inavouables auxquelles on ouvrirait la porte, dit-il. Il ne se prononce donc pas ouvertement contre cette mesure à condition toutefois que l'on n'en profitera pas au point de vue de la spéculation.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) donne des explications au chef de l'opposition.

M. Francoeur (Lotbinière) félicite le gouvernement au nom de ses électeurs d'avoir pris l'initiative de cette mesure. Cette mesure, dit-il, aurait dû passer il y a 25 ans. Je me suis toujours montré favorable à la colonisation des terres éloignées, mais j'ai toujours cru aussi qu'il y avait quelque chose à faire pour acquérir et ouvrir à la colonisation les vastes domaines privés qui sont à proximité des centres. Dans le comté de Lotbinière, il y a au moins 20,000 acres de terres appartenant à la seigneurie Joly et à des compagnies privées que l'ouverture à la colonisation aurait bientôt fait de transformer en de magnifiques paroisses. Il y aurait place là pour cinq ou six paroisses nouvelles.

Il y a dans le comté des milliers d'acres de terres propres à la culture et dont le propriétaire, le seigneur Joly de Lotbinière, n'a jamais voulu se départir pour les fins de la colonisation. Ce propriétaire craignait avec raison qu'en concédant des lots ici les feux d'abattis constitueraient un danger pour le reste de sa seigneurie.

Il y a aussi près de Saint-Octave de Dosquet, paroisse aussi connue sous le nom de Methot's Mills, des limites comprenant des milliers d'acres de terrain. Ces limites appartiennent actuellement à la Brown Corporation, qui fait le commerce du bois. Ce terrain est très propre à la culture, mais il a été jusqu'ici laissé inculte par suite du refus de la compagnie de laisser établir des colons sur son terrain. La compagnie voulait échanger ce morceau de terre avec le gouvernement. La loi proposée permettra cet échange.

Ces terrains seront échangés avec des terres de la couronne situées dans la région de Saint-Maurice où la compagnie possède déjà des limites à bois. Cet échange permettra l'établissement de plusieurs colons sur des terres qui sont éminemment propres à la culture. La nouvelle loi aura donc d'excellents résultats dans le comté de Lotbinière. Elle entraînera aussi un échange de terrains entre le gouvernement et la Lotbinière Lumber, échange de moindre importance puisqu'il ne comportera le transport que de deux rangs à Sainte-Philomène de Fortierville, mais qui n'est cependant pas négligeable car il permettra la colonisation dans une partie du comté qui touche au chemin de fer Lotbinière-Mégantic, lequel est relié à l'Intercolonial et au Grand-Tronc. Ça augure les meilleurs résultats dans le comté de Lotbinière, de cette nouvelle loi.

Les premiers échanges seront certainement suivis d'autres, car les compagnies ou les seigneuries trouveront aussi bien que les colons leurs avantages dans l'acceptation de la nouvelle mesure.

Je demande cependant au gouvernement de ne pas exiger de ceux qui vont s'établir sur ces terres les mêmes conditions d'établissement qu'il exige des colons dans les autres régions de colonisation. On devrait amender les règlements de la location des terres pour ces domaines afin de ne pas obliger un colon à aller s'établir sur ces terres. On ne saurait refuser leurs lettres patentes aux cultivateurs qui vont acheter ces terres, lesquelles se trouvent être aboutissantes à leurs terres actuelles, pour la seule raison qu'ils ne demeureront pas sur leurs nouvelles terres.

M. Parrot (Témiscouata) remercie également le gouvernement pour cette excellente mesure et le félicite de l'avoir proposée. Le comté de Témiscouata est un comté de colonisation, dit-il, et il ne sera pas le dernier à profiter de cette nouvelle loi.

Dans Témiscouata, la colonisation a été trop longtemps paralysée par cette barrière qu'offrait la seigneurie. La nouvelle loi va faire surgir de belles paroisses qui vont peut-être doubler le comté en valeur. Les échanges qu'on prévoit dans cette partie de la province sont considérables et les colons de Témiscouata seront reconnaissants d'avoir obtenu en quelques sorte cette permission d'échange. Le comté va bénéficier particulièrement de cette politique nouvelle, ayant dans ses limites des terres privées considérables que la colonisation rendrait prospères.

Il y a actuellement, en face de la paroisse de Notre-Dame-du-Lac, une propriété de 20 milles carrés qui appartient à la compagnie Donald Fraser, engagée dans la fabrication du bois. Cette propriété est très propre à la culture, mais elle est aussi, actuellement, inculte. La nouvelle loi permettra au gouvernement d'échanger cette propriété contre les terres à bois de la couronne situées dans la région de l'Assametcouaga. L'échange aura pour résultat excellent d'ouvrir un débouché entre la paroisse de Notre-Dame-du-Lac et ladite région boisée de l'Assametcouaga.

La compagnie Fraser, qui tient sa propriété de l'ancienne seigneurie de Notre-Dame-de-Témiscouata, trouvera son avantage à la transaction car elle aura en échange de son terrain une superficie notable de terre à bois qu'elle pourra exploiter avec profit. D'autre part, les colons pourront s'établir en grand nombre sur la nouvelle terre qui, nous l'avons dit, est impropre à la culture.

On attendait depuis plusieurs années, dans le comté, la permission de faire cet échange et la nouvelle loi du gouvernement arrive à point. Les colons du comté de Témiscouata apprendront avec plaisir la nouvelle que l'échange s'effectuera aussitôt que la loi sera sanctionnée.

Il est donc fortement en faveur de la nouvelle mesure. Elle est appelée, dit-il, à donner un nouvel essor, et considérable, à la colonisation dans la province de Québec.

M. Turcotte (Lac-Saint-Jean) déclare qu'il n'est pas opposé à cette loi. Il fait seulement remarquer que le gouvernement pouvait, bien avant de favoriser l'établissement de nouveaux colons, aider ceux qui sont déjà établis dans certaines parties de la province. Il veut, dit-il, parler de ceux du Lac-Saint-Jean qui sont abandonnés et doivent à des

travaux très ardues une trop maigre subsistance. Il supplie le gouvernement de ne pas oublier les régions éloignées de colonisation comme le Lac-Saint-Jean. Il invite les ministres et les députés à parcourir cette région pour se rendre compte des misères des colons.

Il aimerait mieux que l'on donnât plus d'aide et d'encouragement aux colons actuels que de voir créer de nouveaux centres de colonisation. Dans le moment, il serait plus avantageux pour la colonisation de venir en aide aux colons qui sont établis déjà sur des lots de colonisation et qui sont en train de mourir de faim et de misère, faute de secours. Au lieu de chercher à ouvrir des terres nouvelles aux colons, que l'on prête main forte à ceux qui sont déjà en voie de s'établir sur les terres qu'ils détiennent actuellement, où on les laisse trop bénévolement crever. Il y a, dans le seul district du Lac-Saint-Jean, 2,000,000 d'acres de terres non encore concédés et vraiment, dans ces conditions, cet échange de concessions forestières pour la colonisation ne presse pas encore et c'est l'aide aux colons établis qui est la plus urgente.

Il se déclare en faveur de tout mouvement de colonisation et il ne peut s'opposer au projet qui est présentement à l'étude de la Chambre.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

Le gouvernement déploie toute la sollicitude requise à l'égard des colons et il aimerait à ce qu'on cite des cas où des colons auraient besoin de plus d'encouragement. Le gouvernement se ferait alors un devoir d'y pourvoir immédiatement.

M. Grégoire (Frontenac) félicite le gouvernement de la mesure dont son comté va bénéficier. Il explique que la colonisation y prendra un nouvel essor par la mise en opération du nouveau système.

M. Cannon (Dorchester) félicite également le gouvernement. Il rappelle que son prédécesseur, le Dr Morisset, a réussi à effectuer un échange semblable dans une paroisse du comté de Dorchester et que les résultats ont été très concluants. Il appuie donc cette mesure.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté trois résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient envoyées au comité chargé de l'étude du bill 21 amendant la loi concernant la vente et l'administration des terres publiques.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 21 soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande au gouvernement s'il a l'intention d'amender son projet dans le sens demandé par le député de Lotbinière (M. Francoeur).

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

Il n'est pas besoin d'amender le bill. Ce sont des règlements qui régissent les conditions d'établissement de colons. D'ailleurs, l'obtention de lettres patentes n'est pas la condition essentielle du bonheur des colons. Le gouvernement n'a jamais enlevé un lot à un colon de bonne foi pour la seule raison qu'il n'habitait pas ce lot quand les autres conditions d'établissement étaient remplies. Trop souvent le colon n'attend que ses lettres patentes pour vendre et spéculer. À tout événement, si le besoin s'en fait sentir, on modifiera les règlements.

Le comité étudie l'article 2 du bill qui se lit ainsi:

"2. L'article 1633 des statuts refondus, 1909, est amendé en retranchant le dernier alinéa."

Cet article est retiré.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Octroi de terres
à la Compagnie de chemin de fer
de colonisation du Nord**

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 13 pour ratifier un octroi des terres publiques à la Compagnie de chemin de fer de colonisation du Nord.

Adopté.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) informe la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

Attendu que, par lettres patentes du 30 septembre 1910, la Compagnie de chemin de fer de colonisation du Nord, constituée en corporation par la loi du Parlement fédéral 62-63 Victoria, chapitre 62, telle qu'amendée par les lois 2 Édouard VII, chapitre 55, section 1, et 6-7 Édouard VII, chapitre 78, section 1, a obtenu la concession de 96,000 acres de terre, dans le territoire du Haut Saint-Maurice, dans le comté de Champlain, pour son subside en terres gagné suivant la loi;

Attendu que ladite compagnie a été obligée de rétrocéder à la couronne lesdites terres pour les raisons mentionnées dans l'arrêté en conseil du 22 juin 1916, et l'acte de rétrocession du 31 juillet 1916;

Attendu que de nouvelles lettres patentes, datées du 28 juillet 1916, ont été émises en faveur de ladite compagnie pour les mêmes fins et pour remplacer celles du 30 septembre 1910;

Attendu qu'il convient de ratifier l'acte de rétrocession du 31 juillet 1916 et les nouvelles lettres patentes du 28 juillet 1916;

En conséquence, je propose que l'acte de rétrocession du 31 juillet 1916, reproduit dans la cédule A, et les lettres patentes du 28 juillet 1916, reproduites dans la cédule B, annexés à la présente résolution, soient ratifiés à toutes fins que de droit et déclarés valides.

CÉDULE A

Devant maître J. Arthur Pérodeau, soussigné, notaire public pour la province de Québec, pratiquant dans la cité de Montréal,

ont comparu:

THE NORTHERN COLONISATION RAILWAY COMPANY, corps public dûment constitué en corporation, ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, ci-après agissant et représenté par George Bury, de la cité de Montréal, son président, et Henry C. Oswald, son secrétaire, de la cité de Montréal, tous deux dûment autorisés aux fins des présentes par une résolution du bureau de direction de ladite compagnie, passée à une assemblée tenue le dix-neuvième jour de juin mil neuf cent seize, copie de ladite résolution restant annexée aux présentes, signée pour identification par les parties aux présentes et ledit notaire;

et

SA MAJESTÉ LE ROI GEORGE V, agissant et représenté aux présentes par Elzéar Miville Dechêne, sous-ministre des Terres et Forêts pour la province de Québec, à ce autorisé par deux arrêtés du conseil en date du vingt-deuxième jour de juin mil neuf cent seize et du septième jour de juillet mil neuf cent seize, respectivement, copie desdits arrêtés du conseil étant annexée aux présentes, signée pour identification par les parties aux présentes et ledit notaire;

LESQUELLES PARTIES, par ces présentes, ont déclaré ce qui suit:

Attendu que, par lettres patentes sous le grand sceau de la province de Québec, en date du trente septembre mil neuf cent dix, The Northern Colonisation Railway Company a reçu comme sa subvention en terre les terrains suivants:

Trois blocs distincts dans la région du Haut Saint-Maurice, désignés respectivement par les nos quarante-sept, quarante-huit et cinquante, chacun de trente-deux mille acres, plus ou moins, sis et situés dans le comté de Champlain, contenant, d'après arpentage, 96,000 acres, partant d'un poteau planté en 1910 par MM. J. M. Roy et J. F. Fafard, arpenteurs, pour marquer le coin sud-ouest du bloc numéro trente-sept (37) et le coin sud-est du bloc numéro quarante-sept (47), lequel poteau est situé à

sept chaînes et trente chaînons à l'est du poteau planté par les mêmes arpenteurs, pour fixer le coin nord-ouest du bloc numéro trente-six (36) et le coin nord-est du bloc numéro quarante-cinq (45), une ligne courant ouest astronomique et longue de quinze milles, sept chaînes et trente chaînons, plus ou moins, jusqu'au poteau planté par les mêmes arpenteurs, marquant le coin commun des blocs numéros cinquante, cinquante et un, cinquante-deux et cinquante-trois (50, 51, 52 et 53); de là, une ligne dans la direction nord astronomique, longue de dix milles, plus ou moins, jusqu'au poteau planté par lesdits arpenteurs au point commun des blocs numéros cinquante, cinquante-deux, soixante-quatorze et soixante-quinze (50, 52, 74 et 75) de ce poteau, une ligne dans la direction est astronomique, longue de quinze milles, plus ou moins, jusqu'au poteau planté par les mêmes arpenteurs, pour marquer le coin commun des blocs numéros trente-sept, quarante-sept, soixante-dix-sept, soixante-dix-huit (37, 47, 77, 78); de là, une ligne courant sud astronomique et longue de neuf milles, soixante-treize chaînes et quatre-vingt-dix chaînons, plus ou moins, jusqu'au poteau de départ;

Attendu qu'il a été constaté qu'une grande partie de ces terrains sont exposés à être inondés par le barrage de la rivière Saint-Maurice, fait sous la direction de la Commission du régime des eaux courantes;

Attendu qu'il est dans l'intérêt et de la compagnie du chemin de fer et du gouvernement que l'on choisisse d'autres terrains pour en faire la subvention en terres de ladite compagnie;

Il est par les présentes stipulé comme suit:

La compagnie de chemin de fer agissant comme susdit rétrocède au gouvernement, représenté par ledit Elzéar Miville Dechêne, dûment autorisé comme susdit, tous les terrains décrits dans lesdites lettres patentes en date du trente septembre 1910, afin qu'une nouvelle subvention des terres suivantes soit donnée à la compagnie par lettres patentes;

Toute cette étendue de terrain couvrant quatre-vingt-seize mille acres (96,000), plus ou moins, et étant la partie ouest du bloc numéro trente-six (no 36), contenant vingt-trois mille neuf cent quarante (23,940) acres, dans le canton projeté de Déziel; la partie ouest du bloc numéro trente-sept (no 37), contenant vingt-trois mille sept cent soixante-cinq (23,765) acres, et le bloc numéro quarante-sept (no 47), contenant trente-deux mille trois cent sept (32,307) acres, dans le canton projeté de Lindsay, et la moitié sud du bloc numéro quarante-huit (no 48), contenant quinze mille neuf cent quatre-vingt-huit

(15,988) acres, dans le canton projeté de Magnan, situé dans la région supérieure du Saint-Maurice, comté de Champlain, et bornée comme suit, savoir: À partir du poteau érigé par J. F. Fafard, arpenteur de la province de Québec, sur la ligne entre les cantons projetés de Brochu et de Magnan, marquant le coin sud-ouest du bloc numéro quarante-huit (no 48), et le coin sud-est du bloc numéro cinquante (no 50), une ligne tirée franc nord astronomiquement, sur une distance de cinq mille jusqu'à un poteau; de là, franc est astronomique, une distance de cinq milles et cinquante-sept chaînons à un poteau sur la ligne entre les blocs numéros quarante-sept (no 47) et quarante-huit (no 48); de là, franc nord astronomique, une ligne divisant les deux derniers blocs, distance de quatre mille soixante-treize (4,073) chaînes et soixante (60) chaînons, plus ou moins, à la ligne divisant les cantons projetés Magnan et Verreau; de là, franc est astronomique, le long de cette dite dernière ligne et son prolongement entre les cantons projetés de Lindsay et Dubois, distance de sept cent six chaînes et cinquante-cinq chaînons (706.55); de là, franc sud astronomique, une ligne à tirer sur une distance de quinze cent quatre-vingt-quinze chaînes et quinze chaînons (1595.15), plus ou moins, à la ligne frontière sud du canton projeté de Déziel; de là, franc ouest astronomique, deux cent quatre-vingt-dix-neuf chaînes et quatre-vingts chaînons (299.80), plus ou moins, à un poteau marquant le coin sud-ouest du bloc numéro trente-six (no 36) et le coin sud-est du bloc numéro quarante-cinq (no 45); de là, franc nord astronomique, la ligne divisant lesdits deux derniers blocs, une distance de dix milles, trois chaînes et vingt chaînons (10 M. 3 chaînes, 20 chaînons), plus ou moins, à la ligne entre les cantons projetés de Déziel et Lindsay; de là, franc ouest astronomique le long de ladite dernière ligne et de son prolongement entre les cantons projetés de Brochu et Magnan, une distance de dix milles, deux chaînes et cinquante-cinq chaînons (10 M. 2 chaînes, 55 chaînons), plus ou moins, au point de départ.

Ladite compagnie, représentée aux présentes comme susdit, déclare que les terrains rétrocédés au gouvernement par les présentes sont dans le même état qu'ils étaient lorsqu'ils ont été patentés, le trente septembre mil neuf cent dix, et sont libres de toutes charges et servitudes.

Il est aussi stipulé que cette rétrocession ainsi que les nouvelles lettres patentes à émettre ne seront complètes qu'après leur ratification par un acte de la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, le tout tel que requis par l'arrêté en conseil en date du sept de juillet mil neuf cent seize.

Dont acte fait et passé en ladite cité de Montréal, le trente et unième jour de juillet mil neuf cent seize, et restant déposé au bureau du notaire soussigné sous le numéro mille huit cent quatre-vingt-dix-sept de ses minutes.

Et après lecture faite des présentes, lesdites parties aux présentes, représentées comme susdit, ont signé avec ledit notaire.

(Signé) Northern Colonisation
Railway Company
(Signé) George Bury, président
(Signé) H. C. Oswald, secrétaire
(Signé) Elzéar Miville Dechêne,
sous-ministre des Terres et Forêts
(Signé) J. A. Pérodeau, N. P.

Vraie copie de la minute restant déposée à mon étude.

J. A. Pérodeau, N. P.

Extrait des minutes d'une réunion du bureau de direction de The Northern Colonisation Railway Company, tenue au bureau principal de la compagnie, en la cité de Montréal, le mardi 19 juin 1916

Le secrétaire fait rapport au bureau qu'il a été jugé à propos de rétrocéder au gouvernement de la province de Québec les trois blocs de terre situés dans la région supérieure du Saint-Maurice, respectivement connus comme étant les numéros quarante-sept, quarante-huit et cinquante, chacun d'eux contenant trente-deux mille acres de terre, situés et étant dans le comté de Champlain, dans la province de Québec, comprenant la subvention en terres accordée par ledit gouvernement de la province de Québec, pour trente-deux milles de chemin de fer construits, de Nomingue aux Rapides de l'Orignal, en échange de quatre morceaux de terrain situés au même endroit, décrits comme étant la partie ouest du bloc numéro trente-six, dans le canton Déziel, la partie ouest du bloc numéro trente-sept, dans le canton Lindsay, et la partie sud du bloc numéro quarante-huit, dans le canton Magnan; qu'une offre en argent de The Brown Corporation, de la cité de Québec, dans ladite province, pour l'achat des terrains à recevoir du gouvernement de la province de Québec en échange, et ci-dessus décrits, a été faite, et qu'après consultation avec le président et le chef du bureau de direction de la Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique, ladite offre a été acceptée;

Sur motion de M. Bury, appuyé par M. Ogden, il est unanimement résolu:

Que les titres des terres ci-après décrites soient remis au gouvernement de la province de Québec et à la Brown Corporation, respectivement, et que le président et le secrétaire soient, et ils sont, par les présentes autorisés à exécuter lesdits actes sous la forme des projets actuellement soumis et signés par le secrétaire pour identification.

Certifié vraie copie,

(Signé) H. C. Oswald, secrétaire

Ceci est une copie de la résolution des directeurs de The Northern Colonisation Railway Company mentionnée dans et annexée à l'acte de rétrocession de ladite compagnie à Sa Majesté le roi George V, passé devant J. Arthur Pérodeau, notaire, ce jour, et signé pour identification.

Montréal, trente et un juillet 1916.

(Signé) Northern Colonisation
Railway Company
(Signé) George Bury, président
(Signé) H. C. Oswald, secrétaire
(Signé) Elzéar Miville Dechêne,
sous-ministre des Terres et Forêts
(Signé) J. A. Pérodeau, N. P.

Vraie copie,

J. A. Pérodeau, N. P.

Copie du rapport d'un comité de l'honorable Conseil exécutif en date du 21 juin 1916, approuvé par le lieutenant-gouverneur le 22 juin 1916.

Au sujet des subsides en terres gagnés par la Compagnie de chemin de fer de colonisation du Nord, l'honorable ministre des Terres et Forêts, dans un rapport en date du 21 juin 1916, expose:

Que, par les lettres patentes en date du 30 septembre 1910, la Compagnie du chemin de fer de colonisation du Nord a obtenu 96,000 acres de terres, pour son subside en terres, gagné en vertu de la loi 6 Édouard VII, chapitre 4, ces terres situées dans le territoire du Haut Saint-Maurice, dans le comté de Champlain, et dénommées sous le nom des blocs 47, 48 et 50;

Qu'il est démontré, par les travaux du barrage du Saint-Maurice, faits par le gouvernement, sous le contrôle de la Commission des eaux courantes, qu'une partie des terres ci-dessus mentionnées, savoir

la partie nord du bloc 48 et le bloc 50, sont exposées à être inondées par le refoulement des eaux du Saint-Maurice causé par le barrage en question et que, de ce chef, la couronne est exposée à payer des dommages;

Que la compagnie du chemin de fer en question est prête aujourd'hui à rétrocéder à la couronne les terrains couverts par les lettres patentes du 30 septembre 1910 pour obtenir des nouvelles lettres patentes pour une égale quantité de terres que celle mentionnée dans les lettres patentes du 30 septembre 1910;

Que la requérante consent qu'un nouvel octroi lui soit fait des terrains suivants:

1. Du bloc 47 et de la partie sud du bloc 48, ce bloc 47 et cette partie sud du bloc 48 faisant partie du premier octroi par les lettres patentes du 30 septembre 1910;

2. De la partie ouest du bloc 36 et de la partie ouest du bloc 37, tous lesdits terrains, en premier et second lieu désignés, contenant une superficie totale de 96,000 acres, le tout tel qu'apparaît à un plan fourni par la requérante et approuvé par le département;

Qu'il est dans l'intérêt public de faire les changements ci-dessus mentionnés dans l'octroi dudit subside en terres gagnés par la compagnie requérante;

L'honorable ministre recommande en conséquence:

1. Qu'il soit autorisé à accepter la rétrocession qui sera faite à la couronne, par acte notarié, par la compagnie requérante, de tous les blocs de terrain à elle octroyés par les lettres patentes du 30 septembre 1910;

2. Que, cette rétrocession étant faite et acceptée, un nouvel octroi par lettres patentes soit fait à la compagnie requérante d'une égale quantité de terres, savoir 96,000 acres compris dans la description suivante:

1. Le bloc 47; 2. La moitié sud du bloc 48; 3. La partie ouest du bloc 36; 4. La partie ouest du bloc 37.

Tous ces blocs de terre forment une superficie totale de 96,000 acres, d'après le plan fourni par la requérante et approuvé par le département, et sont situés dans le territoire du Saint-Maurice, dans le comté de Champlain;

Que les lettres patentes comportent les mêmes conditions que celles émises le 30 septembre 1910, pour tout ce qui concerne ledit octroi, sauf quant à la modification apportée à la description des terrains octroyés.

Certifié,

(Signé) A. Morisset,
greffier du Conseil exécutif

Ceci est la copie de l'arrêté du conseil en date du 22 juin 1916, mentionné dans et annexé à l'acte de rétrocession de The Northern Colonisation Railway Company, à Sa Majesté le roi George V, passé devant J. Arthur Pérodeau, notaire, ce jour, et signé pour identification.

Montréal, 31 juillet 1916.

(Signé) Northern Colonisation
Railway Company
(Signé) George Bury, président
(Signé) H. C. Oswald, secrétaire
(Signé) Elzéar Miville Dechêne,
sous-ministre des Terres et Forêts
(Signé) J. A. Pérodeau, N. P.

Vraie copie,

J. A. Pérodeau, N. P.

Copie du rapport du comité de l'honorable Conseil exécutif en date du 6 juillet 1916, approuvé par le lieutenant-gouverneur le 7 juillet 1916.

Sur la modification de l'arrêté en conseil du 22 juin 1916, au sujet des subsides en terres gagnés par la Compagnie du chemin de fer de colonisation du Nord.

L'honorable ministre des Terres et Forêts, dans un rapport en date du 3 juillet 1916, expose que, d'après une opinion de l'honorable procureur général en date du 24 juin dernier, le gouvernement ne peut effectuer l'échange dont il est question dans l'arrêté en conseil du 22 juin 1916, à moins d'y être autorisé par une loi spéciale à cet effet.

En conséquence, l'honorable ministre recommande que, dans l'acte de rétrocession à être fait par la Compagnie du chemin de fer de colonisation du Nord, ainsi que dans les nouvelles lettres patentes à être émises en faveur de ladite compagnie, la clause suivante soit insérée:

"le tout sujet à la ratification de la Législature," et que l'arrêté en conseil du 22 juin soit modifié en conséquence.

Certifié,

(Signé) A. Morisset,
greffier du Conseil exécutif

Ceci est la copie de l'arrêté du conseil en date du 7 juillet 1916, mentionné dans et annexé à l'acte de rétrocession de The Northern Colonisation

Railway Company, à Sa Majesté le roi George V, passé devant J. Arthur Pérodeau, notaire, ce jour, et signé pour identification.

Montréal, 31 juillet 1916.

(Signé) Northern Colonisation
Railway Company
(Signé) George Bury, président
(Signé) H. C. Oswald, secrétaire
(Signé) Elzéar Miville Dechêne,
sous-ministre des Terres et Forêts
(Signé) J. A. Pérodeau, N. P.

Vraie copie,

J. A. Pérodeau, N. P.

CÉCULE B

Canada,
Province de Québec,
(Sceau)

George V, par la grâce de Dieu, roi du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes;

À tous ceux à qui les présentes parviendront, salut:

Attendu que The Northern Colonisation Railway, corps politique et corporation ayant sa principale place d'affaires dans la cité de Montréal, province de Québec, a obtenu, en vertu de la loi 6 Édouard VII, chapitre 4, et en vertu des arrêtés du conseil du 20 novembre 1908, du 19 novembre 1909 et du 20 août 1910, basés sur ladite loi, comme étant sa subvention en terres, les terres et propriétés ci-après mentionnées et décrites, dont nous sommes saisis par voie de souveraineté;

À ces causes, sachez qu'en considération de ladite loi et desdits arrêtés du conseil nous avons octroyé, aliéné, transporté et assuré, et par ces présentes octroyons, aliénons, transportons et assurons à ladite The Northern Colonisation Railway Company et ses ayants cause, à toujours, tous ces morceaux de terre sis et situés dans les cantons projetés de Déziel, Lindsay et Magnan, dans le comté de Champlain, dans notre province de Québec, contenant d'après arpentage quatre-vingt-seize mille

acres, plus ou moins, avec la réserve ordinaire pour les chemins publics, lesquels dits morceaux de terre peuvent être autrement décrits comme suit, savoir:

Toute cette étendue de terrain comprenant quatre-vingt-seize mille (96,000) acres, plus ou moins, et étant la partie ouest du bloc no 36, contenant vingt-trois mille neuf cent quarante (23,940) acres dans le canton projeté de Déziel; la partie ouest du bloc no 37, contenant vingt-trois mille sept cent soixante-cinq (23,765) acres et le bloc no 47 contenant trente-deux mille trois cent sept (32,307) acres, dans le canton projeté de Lindsay, et la moitié sud du bloc no 48 contenant quinze mille neuf cent quatre-vingt-huit (15,988) acres, dans le canton projeté de Magnan, située dans la région supérieure du Saint-Maurice, comté de Champlain, et bornée comme suit, savoir: À partir du poteau érigé par J. F. Fafard, A.P.Q., sur la ligne entre les cantons projetés de Brochu et Magnan, marquant l'angle sud-ouest du bloc no 48 et l'angle sud-est du bloc no 50, une ligne tirée franc nord astronomique, une distance de cinq milles jusqu'à un poteau; de là, franc est astronomique, une distance de cinq milles et cinquante-sept chaînons jusqu'à un poteau sur la ligne entre les blocs no 47 et no 48; de là, franc nord astronomique, une ligne divisant les deux derniers blocs, une distance de quatre milles, soixante-treize chaînes et cinquante-cinq chaînons, plus ou moins, jusqu'à la ligne divisant les cantons projetés de Magnan et Verreau; de là, franc est astronomique, le long de ladite dernière ligne et son prolongement entre les cantons projetés de Lindsay et Dubois, une distance de sept cent six chaînes et cinquante-cinq chaînons (706.55); de là, franc sud astronomique, une ligne à tirer sur une distance de quinze cent quatre-vingt-quinze chaînes et quinze chaînons (1595.15), plus ou moins, jusqu'à la ligne frontière sud du canton projeté de Déziel; de là, franc ouest astronomique, deux cent quatre-vingt-dix-neuf chaînes et quatre-vingts chaînons (299.80), plus ou moins, jusqu'à un poteau marquant l'angle sud-ouest du bloc no 36, et l'angle sud-est du bloc no 45; de là, franc nord astronomique, la ligne divisant les deux derniers dits blocs, une distance de dix milles, trois chaînes et vingt chaînons (10 M. 3 chaînes, 20 chaînons), plus ou moins, jusqu'à la ligne entre les cantons projetés de Déziel et Lindsay; de là, franc ouest astronomique, le long de ladite dernière ligne et de son prolongement entre les cantons projetés de Brochu et Magnan, une distance de dix milles, deux chaînes et cinquante-cinq chaînons (10 M. 2 chaînes, 55 chaînons), plus ou moins, jusqu'au point de départ.

Pour, notre dite concessionnaire et ses ayants cause avoir et posséder lesdits morceaux ou étendues de terre concédés, octroyés et assurés par nous, nos héritiers et successeurs comme susdit et en jouir à toujours en pleine propriété.

Cet octroi étant aussi dans tous les cas sujet aux lois et règlements concernant les terres publiques, les mines et pêcheries dans cette province, et toutes les conditions et restrictions de ladite loi 6 Édouard VII, chapitre 4, le gouvernement se réservant aussi toutes les forces hydrauliques excédant 200 chevaux; les présentes lettres patentes devant remplacer les lettres patentes en date du trente septembre 1910, en faveur de notre dite concessionnaire, si elles sont ratifiées par une loi de la Législature, et elles auront leur effet à compter de la date du trente septembre 1910: voir arrêtés du conseil en date du vingt-deux juin 1916 et du sept juillet 1916 respectivement; le présent octroi est sujet à ratification par une loi de la Législature de la province de Québec à sa prochaine session.

Donné sous le grand sceau de notre province de Québec, témoin: notre très fidèle et bien-aimé l'honorable Sir Pierre Évariste Leblanc, chevalier commandeur de notre Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-George, lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

À Québec, ce vingt-huitième jour de juillet, dans l'année de Notre Seigneur mille neuf cent seize et de Notre Règne la septième.

Par ordre,

(Signé) C.-J. Simard,
sous-secrétaire de la province
(Signé) Elzéar Miville Dechêne,
sous-ministre des Terres et Forêts

Enregistré ce 31 juillet 1916, lib. 144, fol. 44.

C.-J. Simard,
sous-registraire de la province

Il explique qu'il s'agit de donner à la Compagnie de chemin de fer de colonisation du Nord certaines terres publiques en échange de celles que le gouvernement a prises pour construire le barrage du Saint-Maurice et qui appartenaient à cette compagnie.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée par la Chambre.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) demande la permission de présenter le bill 13 pour ratifier un octroi des terres publiques à la Compagnie de chemin de fer de colonisation du Nord.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de Pointe-Claire

M. Ashby (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 107 amendant la charte de la ville de Pointe-Claire soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Succession de Jean de la Croix Joseph Comte

M. Létourneau (Montréal-Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération le bill 96 concernant la succession de Jean de la Croix Joseph Comte.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Létourneau (Montréal-Hochelaga) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Parc Maisonneuve

M. Lévesque (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 90 amendant la loi constituant en corporation la Commission du parc Maisonneuve soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Union Saint-Joseph
de Saint-Hyacinthe**

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 64 amendant la loi constituant en corporation l'Union Saint-Joseph de Saint-Hyacinthe soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Dépôt de documents:**Statistiques municipales
de 1915**

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve) dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant: Statistiques municipales pour l'année 1915. (Document de la session no 16)

La séance est levée à 5 h 55.

NOTE

1. Selon *Le Devoir* (22 novembre 1916, p. 1), "M. Sauvé a quelque peu embarrassé le gouvernement en lui demandant quelques questions au sujet du salaire des femmes de charge qui font le ménage de l'édifice. À cause de son peu d'importance, personne du côté du gouvernement n'était prêt à fournir des explications et l'on a vu toute la rangée des ministres se mettre à fouiller nerveusement dans le gros volume des comptes publics, pour venir à la rescousse de M. Mitchell. Le fait est qu'on n'a pu donner une réponse très claire au chef de l'opposition qui s'est montré bon sire en laissant tomber le débat".

Séance du mercredi 22 novembre 1916

Présidence de l'honorable A. Galipeault

La séance est ouverte à 3 heures.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions

Charte d'Outremont

M. Tessier (Rimouski) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Hochelaga (M. Létourneau), que les articles 510 et 511 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la cité d'Outremont, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Adopté. Ladite pétition est présentée et déposée sur la table.

Rapports de comités:

M. Létourneau (Québec-Est): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la ville de Hampstead, de la cité de Maisonneuve, de l'Hôpital général de Montréal et de The Anglo American Trust Company, demandant respectivement une loi amendant leur charte;

- de The Back River Power Company, demandant une loi ratifiant la convention du 28 octobre 1916 entre ladite compagnie et la ville du Sault-au-Récollet;

- de la paroisse du Très-Saint-Rédempteur, demandant une loi concernant la construction d'une église;

- de The Mount Sinai Foundation, de certaines paroisses ou missions catholiques grecques ruthènes, et des petites sœurs franciscaines de Marie de Montréal, demandant respectivement une loi les constituant en corporation;

- de Stella Frances McCready Langan et autres, demandant une loi concernant la succession James McCready;

- de Geo. H. Shink, demandant une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examens;

- de Joseph-Orphir Brunet, de Chs. H. Barr et de Frédéric William Saunders, demandant respectivement une loi autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à les admettre au nombre de ses membres, après examen;

- d'Ernest Brault, demandant une loi autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen;

- et de la Banque Molson, demandant une loi amendant la loi 6 George V, chapitre 65.

L'honorable M. Gouin (Portneuf): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter les bills suivants avec des amendements:

- bill 120 constituant en corporation The New Adath Joshurun Congregation;

- bill 61 se rapportant à la ville Baie Saint-Paul.

Votre comité a aussi décidé de renvoyer à la Chambre le bill 98 amendant la charte de la cité de Montréal, au sujet de l'hôpital Sainte-Justine, pour être référé au comité des bills privés en général.

M. Francoeur (Lotbinière): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter les bills suivants avec des amendements:

- bill 56 amendant la charte de la cité de Sherbrooke;

- bill 60 érigeant en municipalité le village du Petit-Lac-Magog.

William Montgomerie

M. Bullock (Shefford) demande la permission de présenter le bill 121 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre William Montgomerie au nombre de ses membres, après examen.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Institut des petites sœurs
franciscaines de Marie**

M. D'Auteuil (Charlevoix-Saguenay) demande la permission de présenter le bill 67 constituant en corporation l'Institut des petites sœurs franciscaines de Marie, de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Succession de
J. McCready**

M. Finnie (Montréal-Saint-Laurent) demande la permission de présenter le bill 133 amendant la loi 5 George V, chapitre 161, section 1, concernant la succession de James McCready.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Charles Henry Barr

M. Gosselin (Missisquoi) demande la permission de présenter le bill 122 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Charles Henry Barr à l'exercice de la profession de dentiste.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Joseph-Orphir Brunet

M. Ashby (Jacques-Cartier) demande la permission de présenter le bill 118 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Joseph-Orphir Brunet au nombre de ses membres, après examen.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Église du
Très-Saint-Rédempteur**

M. Létourneau (Montréal-Hochelaga) demande la permission de présenter le bill 115 concernant la construction d'une église et d'un presbytère dans la paroisse du Très-Saint-Rédempteur de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Frédéric William Saunders

M. Gosselin (Missisquoi) demande la permission de présenter le bill 123 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Frédéric William Saunders à l'exercice de la profession de dentiste.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Ernest Brault

M. Desaulniers (Chambly) demande la permission de présenter le bill 62 autorisant Ernest Brault à pratiquer la médecine après avoir subi devant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec les examens médicaux requis pour la licence.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Charte
de Maisonneuve**

M. Reed (L'Assomption) demande la permission de présenter le bill 89 amendant la charte de la cité de Maisonneuve.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**National Jockey
Club Limited**

M. Mayrand (Dorion) demande la permission de présenter le bill 53 concernant le National Jockey Club Limited.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Charte
de Montréal**

M. Parrot (Témiscouata) demande la permission de présenter le bill 100 amendant la charte de la cité de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Montreal General
Hospital**

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) demande la permission de présenter le bill 114 amendant la charte de The Montreal General Hospital.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Anglo American
Trust Company**

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) demande la permission de présenter le bill 112 amendant la charte de The Anglo American Trust Company.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Dépôt de documents:**Errata aux comptes publics 1916**

L'honorable M. Mitchell (Richmond) dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant: Errata; Comptes publics de la province de Québec, 1916. (Document de la session no 2a)

Questions et réponses:**Exportations de beurre et de fromage**

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Pour quel montant d'argent la province de Québec a-t-elle exporté de beurre et de fromage en 1911 et pour quel montant en 1916?

2. Quelle était la moyenne des prix en 1911 et la moyenne des prix en 1915?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

1. Les statistiques relatives aux exportations, qui sont sous le contrôle du gouvernement fédéral, donnent les chiffres pour tout le Canada et non pour chacune des provinces.

2. En 1911: beurre .2391 cts; fromage .1069 cts. En 1915: beurre .2945 cts; fromage .1380 cts.

Sociétés coopératives

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Combien y avait-il de sociétés coopératives dans cette province en 1912?

2. Combien en 1915?

3. Quels sont les noms de chacune d'elles?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

1. 39

2. 150.

3. Société coopérative agricole de Saint-Jean-Baptiste-de- l'Isle-Verte, comté de Témiscouata.

- Société coopérative agricole de Saint-Théophile, comté de Champlain.

- Société coopérative agricole de Saint-Joseph-de-Mékinac, comté de Champlain.

- Société coopérative agricole de Sainte-Flore, comté de Saint-Maurice.

- L'Union expérimentale des agriculteurs de Québec.

- Société coopérative agricole et horticole du comté de Bellechasse.

- Société coopérative agricole de Saint-Ferdinand, comté de Mégantic.

- Société coopérative agricole des fromagers de Québec.

- Quebec Vegetable Growers' Association, comté d'Hochelaga.

- Société coopérative agricole du comté de L'Islet.

- Société coopérative agricole des fruitiers de Saint-Hilaire, comté de Rouville.

- Abbotsford Cooperative Growers' Society, comté de Rouville.

- Société coopérative agricole de Saint-Charles, comté de Bellechasse.

- Société coopérative de pomologie de Saint-Joseph-du-Lac, comté des Deux-Montagnes.

- Havelock Fruit Grower's Cooperative Association, comté de Huntingdon.

- Société coopérative agricole de Saint-Bruno, comté de Chambly.

- Société coopérative agricole d'Hébertville, comté de Lac-Saint-Jean.

- Société coopérative agricole de la vallée d'Yamaska.

- Société coopérative agricole de Valcourt, comté de Shefford.

- Société coopérative agricole de Saint-Jacques-de-Causapscal, comté de Matane.

- Société coopérative agricole de Suffolk, comté de Labelle.

- L'Association des apiculteurs de Québec, comté de Québec.

- Société coopérative agricole de Rougemont, comté de Rouville.

- Société coopérative agricole de Hereford, comté de Compton.

- Société coopérative agricole de Saint-Bruno-de-Guigues, comté de Pontiac.

- Société coopérative agricole de Saint-Eugène-de-Guigues, comté de Pontiac.

- Société coopérative agricole de Saint-Pacôme, comté de Kamouraska.

- Société coopérative agricole de Rimouski.

- Société coopérative agricole de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, comté de Kamouraska.

- Pure Maple Sugar and Syrup Cooperative Association, comté de Shefford.

- Société coopérative agricole de Saint-Jean-de-Deschailons, comté de Lotbinière.

- Société coopérative agricole de Notre-Dame-des-Laurentides, comté de Québec.

- Société coopérative agricole de Kamouraska, comté de Kamouraska.

- Société coopérative agricole de L'Islet, comté de L'Islet.
- Société coopérative agricole de Saint-Félix-d'Otis, comté de Chicoutimi.
- Société coopérative agricole de Baie-du-Febvre, comté de Yamaska.
- Société coopérative agricole de Saint-Thomas-d'Aquin, comté de Saint-Hyacinthe.
- Société coopérative agricole de Saint-Isidore, comté de Laprairie.
- Société coopérative agricole de Saint-Augustin, comté de Portneuf.
- Société coopérative agricole de Rectory Hill, comté de Mégantic.
- Union coopérative des laitiers de Montréal.
- Société coopérative des producteurs de fruits, comté de Rouville.
- Comptoir coopératif de Montréal.
- Société coopérative agricole de Saint-Célestin, comté de Nicolet.
- Société coopérative agricole de Saint-Victor-de-Tring, comté de Beauce.
- Société coopérative de la paroisse de Sainte-Monique, comté de Nicolet.
- Société coopérative agricole de Saint-Joseph-de-Deschambault, comté de Portneuf.
- Société coopérative agricole d'Yamachiche, Saint-Maurice (Yamachiche).
- Société coopérative agricole de L'Ange-Gardien, comté de Montmorency.
- Société coopérative agricole de Saint-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup, comté de Maskinongé.
- Société coopérative agricole de Chambord, comté de Lac-Saint-Jean.
- Société coopérative agricole de Saint-Liboire, comté de Bagot.
- Société coopérative agricole de La Visitation-de-Notre-Dame de Château-Richer, comté de Montmorency.
- Société coopérative agricole de Sainte-Anne-de-Beaupré, comté de Montmorency.
- Société coopérative agricole de Saint-Barnabé-Nord, comté de Saint-Maurice.
- Société coopérative agricole de Saint-Élie-de-Capton, comté de Saint-Maurice.
- Société coopérative agricole de Saint-Prosper, comté de Champlain.
- Société coopérative agricole de la Pointe-du-Lac, comté de Saint-Maurice.
- Société coopérative agricole de Sainte-Foye, comté de Québec.
- Société coopérative agricole de Montmagny, comté de Montmagny.
- Société coopérative agricole de Saint-Maurice, comté de Champlain.
- Société coopérative agricole de Saint-Narcisse, comté de Champlain.
- Société coopérative agricole de Sainte-Thècle, comté de Champlain.
- Société coopérative agricole de Batiscan, comté de Champlain.
- Société coopérative agricole de la Beurrerie Point-Rouge, comté de L'Islet.
- Société coopérative agricole de Saint-Joseph-de-Maskinongé, comté de Maskinongé.
- Société coopérative de Saint-Boniface, comté de Saint-Maurice.
- Société coopérative de Saint-Pierre-de-Broughton, comté de Beauce.
- Société coopérative de la paroisse de Trois-Rivières, comté de Saint-Maurice.
- Société coopérative agricole de Saint-Thomas-de-Joliette, comté de Joliette.
- Société coopérative d'enseignement agricole, comté de Saint-Maurice.
- Société d'apiculture du comté de Lotbinière.
- Société coopérative agricole de L'Assomption, comté de L'Assomption.
- Société coopérative agricole de Charlevoix, comté de Charlevoix.
- Société coopérative agricole du Lac-aux-Sables, comté de Portneuf.
- Société coopérative agricole de Sainte-Brigitte-de-Maria, comté de Bonaventure.
- Société coopérative agricole de Saint-Omer, comté de Bonaventure.
- Société coopérative agricole de Saint-Aimé-du-Lac-des-Îles, comté de Labelle.
- Société coopérative agricole de Saint-Joseph-de-Sorel, comté de Richelieu.
- Société coopérative agricole de Sainte-Angèle-de-Mérici, comté de Matane.
- Société coopérative agricole de Notre-Dame-de-Lourdes, comté de Mégantic.
- Société coopérative agricole de Belmina, comté de Wolfe.
- The Osgood Valley Cooperative Agricultural Association.
- Société coopérative agricole de Sainte-Edwidge, comté de Compton.
- Société coopérative agricole de Saint-Antoine, comté de Verchères.
- Société coopérative agricole de Saint-Sulpice, comté de L'Assomption.
- Société coopérative agricole du comté de Stanstead.

- Société coopérative agricole de Sainte-Anne de la Pérade, comté de Champlain.
- Société coopérative de Saint-Jean-de-Matha, comté de Joliette.
- Société coopérative agricole de Saint-Roch-des-Aulnaies, comté de L'Islet.
- Abattoir coopératif de Mont-Laurier, comté de Labelle.
- Société coopérative agricole de Sainte-Marie-de-Sayabec, comté de Matane.
- Société coopérative agricole de Saint-Théodore-d'Acton, comté de Bagot.
- Société coopérative agricole de Sainte-Hélène-de-Bagot, comté de Bagot.
- Société coopérative agricole de Somerset-Nord, comté de Mégantic.
- Société coopérative agricole de la paroisse de Saint-Denis, comté de Saint-Hyacinthe.
- Société coopérative agricole de Bonaventure, comté de Bonaventure.
- Société coopérative agricole de L'Annonciation, comté de Labelle.
- Société coopérative agricole de Sainte-Cécile-de-Milton, comté de Shefford.
- Fédération des sociétés coopératives agricoles de Saint-Hyacinthe.
- Société coopérative agricole de Saint-Ignace-de-Nominingue, comté de Labelle.
- Société coopérative agricole de Saint-Paul-d'Abbotsford, comté de Rouville.
- Société coopérative agricole des éleveurs de volailles de race pure de Saint-Hyacinthe.
- Société coopérative agricole de Saint-Damase, comté de Saint-Hyacinthe.
- Société coopérative agricole de Saint-Sébastien d'Aylmer, comté de Frontenac.
- Société coopérative agricole de Saint-Valérien-de-Milton, comté de Shefford.
- Société coopérative agricole de Sainte-Prudentienne, comté de Shefford.
- Société coopérative agricole de Saint-François-Xavier-de-Verchères, comté de Verchères.
- Société coopérative agricole de Saint-Pie, comté de Bagot.
- Société coopérative agricole de Saint-Frédéric, comté de Beauce.
- Société coopérative agricole de Notre-Dame-de-Ham, comté de Wolfe.
- Société coopérative agricole des producteurs de semences de Québec.
- Société coopérative agricole du comté de Bagot.
- Société coopérative agricole de L'Acadie, comté de Saint-Jean.

- Société coopérative agricole de Saint-Dominique, comté de Bagot.
- Société coopérative agricole de Saint-Georges-de-Henryville, comté d'Iberville.
- Société coopérative agricole de Saint-Narcisse-de-Beaurivage, comté de Lotbinière.
- Société coopérative agricole de Saint-Jérôme, comté de Lac-Saint-Jean.
- Société coopérative agricole de Saint-Julien-de-Wolfstown, comté de Wolfe.
- Société coopérative agricole de Notre-Dame-de-Saint-Hyacinthe, comté de Saint-Hyacinthe.
- Société coopérative agricole de Sainte-Béatrix, comté de Joliette.
- Société coopérative agricole de Saint-Antonin, comté de Témiscouata.
- Société coopérative agricole de Sainte-Flavie, comté de Matane.
- Société coopérative agricole de Saint-Hugues, comté de Bagot.
- Société coopérative agricole de Saint-Ephrem-d'Upton, comté de Bagot.
- Société coopérative agricole d'Acton-Vale, comté de Lotbinière.
- Société coopérative agricole de Saint-Édouard-de-Lotbinière, comté de Lotbinière.
- Abattoir coopérative de Princeville, comté d'Arthabaska.
- Société coopérative agricole de Notre-Dame-des-Bois, comté de Frontenac.
- Société coopérative agricole de Sainte-Justine, comté de Dorchester.
- Société coopérative agricole de Saint-Simon, comté de Bagot.
- Société coopérative agricole du comté de Stanstead, comté de Stanstead.
- Société coopérative agricole de Saint-Alexis, comté de Montcalm.
- Société coopérative agricole de Grand-Remou, comté de Rimouski.
- Société coopérative agricole de Saint-Roch-d'Orford, comté de Sherbrooke.
- Société coopérative agricole de Sainte-Thècle, comté de Champlain.
- Société coopérative agricole de Saint-Rémi, comté de Napierville.
- Société coopérative agricole de Martinville, comté de Compton.
- Société coopérative agricole de Saint-Sébastien-d'Iberville, comté d'Iberville.
- Société coopérative agricole de Drummondville, comté de Drummond.

- Société coopérative agricole de Saint-Jude, comté de Saint-Hyacinthe.
- Société coopérative agricole de Sainte-Lucie-d'Alban, comté de Lac-Saint-Jean.
- Société coopérative agricole de Saint-Félix-de-Valois, comté de Joliette.
- Société coopérative agricole de Saint-Chrysostôme, comté de Châteauguay.
- Société coopérative agricole de Saint-Guillaume-d'Upton, comté d'Yamaska.
- Société coopérative agricole de Sainte-Rose-de-Watford, comté de Dorchester.
- Société coopérative agricole de Plessisville, comté de Mégantic.
- Société coopérative agricole des éleveurs de volailles de race pure de Sorel, comté de Richelieu.
- Société coopérative agricole de l'Institut d'Oka, comté des Deux-Montagnes.
- Société coopérative agricole de Sainte-Germaine-de-Dorchester.
- Société coopérative agricole de Saint-Bernard-de-Michaudville, comté de Saint-Hyacinthe.

Hautes Études commerciales

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Combien d'élèves fréquentent actuellement les cours de l'École des hautes études commerciales, à Montréal?

2. Combien d'élèves paient leurs cours? Combien sont titulaires de bourses?

3. Quel est le nombre des professeurs, quel est leur nom et quel traitement est alloué à chacun d'eux?

4. Combien d'élèves sont sortis diplômés de cette école?

5. Quelles positions occupent-ils aujourd'hui?

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve): 1. 46.

2. a. 4;
- b. 42.

3. a. 19.

b. Messieurs Archambault Hon. Sir Horace; Contant J., Courville H., Dollo A., Doré V., Favreau L., Fontaine E., Gauthier abbé O., Giroux A., Groulx abbé L.-A., Laurendeau Hon. C., Laureys H., Lorrain L., Malone P., Manseau C., Marot T., Montpetit E., Rioux J.-P., Vidricaire E.

c. Divers professeurs ont des traitements fixes établis comme suit: deux ont \$3,000; un a \$2,750; un a \$1,750; un a \$1,500; un a \$1,400; deux ont \$1,000. Les autres sont rétribués à raison de \$5 par heure de cours en première, deuxième et troisième année, et de \$3 par heure de cours en section préparatoire.

4. 27.

5. La plus grande partie ont déjà des situations importantes dans le commerce, l'industrie et la finance ou y font actuellement un stage. Un est en France, employé dans une grande maison de Paris. Un est établi à son compte à New York. Quatre sont employés au service civil. Un, au front depuis le début de la guerre, a été capturé par les Allemands à Verdun. Un est préparateur dans les laboratoires de l'école et chargé de cours en section préparatoire. Un est chargé de cours en section préparatoire. Un est bibliothécaire à l'école. Un est instituteur à la Commission des écoles catholiques de Montréal. Un est secrétaire de la direction de l'école. Dix sont employés au Canada, dans des industries ou des maisons de commerce. Deux dont nous n'avons pas de renseignements. Trois sont employés dans les maisons d'affaires de leur père.

Subventions aux Franco-Ontariens

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Le gouvernement a-t-il reçu du président de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, M. Victor Morin, ou de son secrétaire général, M. J.-B. Lagacé, une demande d'octroyer un subside à la minorité franco-ontarienne?

2. Est-il vrai que le gouvernement a reçu de membres de cette Législature telle demande d'octroi?

3. Le gouvernement a-t-il été informé que ces candidats, élus depuis comme partisans du gouvernement, avaient signé un engagement de proposer et de soutenir de leur parole ou de leur vote l'octroi d'un subside à la minorité franco-ontarienne?

4. Le gouvernement a-t-il accordé ou se propose-t-il d'accorder tel subside?

L'honorable M. Gouin (Portneuf): 1. 2 et 3. Non.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) remarque que le premier ministre a ignoré la dernière partie de l'interpellation. La réponse, dit-il, est moins longue à faire dans l'enceinte du parlement que sur les "hustings". Elle est plus courte pendant la session que pendant les élections.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) répond qu'il n'a pas été informé que des candidats élus comme partisans du gouvernement avaient signé des engagements de proposer, de soutenir ou de voter aucun de ces subsides à cette fin.

Dépenses de guerre

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Combien le gouvernement a-t-il dépensé pour la guerre actuelle jusqu'à ce jour?

2. Combien en 1916?

3. Le gouvernement se propose-t-il de demander, à cette session, de voter un million de dollars pour le Fonds patriotique?

4. Le gouvernement se propose-t-il de demander, à cette session, de voter d'autres montants pour des fins relatives à la guerre?

L'honorable M. Mitchell (Richmond): 1. \$701,994.02.

2. \$3,500.

3. Oui.

4. Non.

Le titre d'honorable

M. Tessier (Rimouski): 1. Les membres du Conseil législatif de cette province ont-ils droit au titre d'honorable?

2. Le gouvernement a-t-il reçu quelque communication à ce sujet?

3. Dans l'affirmative, de qui, quand et quelle est la nature de telle communication?

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve): 1. Ce titre leur a été donné depuis la Confédération.

2. Oui.

3. Par une dépêche du secrétaire pour les colonies, en date du 12 septembre 1913, demandant la liste des titres en Canada.

Propriété des terres dans Gaspé

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme en comité général pour étudier un projet de résolutions relatives au bill 11 pour garantir à certains habitants du district de Gaspé la propriété de leurs terres.

Adopté.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

Attendu que, par la loi 59 George III, chapitre 3 (1819), certaines dispositions ont été votées pour assurer aux habitants du district inférieur de Gaspé la propriété et la jouissance des terres qu'ils avaient défrichées de bonne foi, sans avoir de titre régulier de la couronne;

Attendu qu'en vertu de ladite loi les commissaires nommés pour faire enquête sur les cas de possession à eux soumis ont adjugé en conséquence maintenant dans leur possession ceux qui y avaient droit;

Attendu qu'en vertu de la loi 6 Guillaume IV, chapitre 53 (1835), les personnes qui ont ainsi obtenu en leur faveur des adjudications à la possession de leurs terres sont considérées comme ayant obtenu des octrois réguliers de la couronne;

Attendu qu'il existe encore, dans certains cantons du district de Gaspé, des personnes qui détiennent des terres de la couronne sans titre, et dont la possession paisible et publique par leurs auteurs est antérieure à l'année 1820;

Attendu qu'il est à propos de reconnaître la possession continue, paisible et publique de ceux qui détiennent ces terres, et dont la possession paisible et publique et non interrompue par eux et leurs auteurs remonte avant l'année 1820;

En conséquence, il propose: 1. Que le ministre des Terres et Forêts soit autorisé à accorder, gratuitement, des lettres patentes aux détenteurs actuels, à titre de propriétaire de ces terres, sur preuve fournie que la possession de ces terres est antérieure à l'année 1820, et qu'elle a été depuis paisible, publique et non interrompue, et ce, nonobstant les dispositions de l'article 1549 des statuts refondus, 1909.

2. Que des lettres patentes soient données aux détenteurs actuels de ces terres en fournissant la preuve, par titre ou autrement, qu'ils sont dans les conditions voulues par les présentes résolutions pour les obtenir, et que le ministre des Terres et Forêts puisse faire toute enquête jugée convenable sur la nature et la durée de la possession et du droit de propriété du ou des réclamants et faire donner les avis jugés nécessaires.

3. Que les lettres patentes soient accordées pour toute la quantité d'acres ainsi possédés, nonobstant toute disposition contraire de la loi générale concernant la vente et l'administration des terres publiques.

4. Que les lettres patentes ainsi octroyées constituent, en faveur des personnes y dénommées, un titre indiscutable sur les terres y décrites, mais qu'elles n'affectent en aucune manière les douaires, hypothèques, donations, ventes, ventes à réméré ou autres charges constituées légalement avant l'émission des lettres patentes pour ces terres par la personne qui obtient ces lettres patentes ou ses auteurs et pouvant grever lesdites terres; et que lesdites charges continuent à grever lesdites terres, et que les actes les constituant continuent à régir les parties à iceux.

5. Que la loi 9 Édouard VII, chapitre 67, soit abrogée; que toutefois les enquêtes faites, en vertu de ladite loi, sur la possession des détenteurs de ces terres puissent servir pour déterminer les droits des réclamants actuels.

Antérieurement à 1820, explique-t-il, avant l'émission des lettres patentes et des billets de location, le gouvernement avait fait don à certains habitants du district de Gaspé, et particulièrement de Bonaventure, de terres de culture ou autres.

Ces terres avaient été ainsi données en récompense de services rendus, etc. C'est ainsi que certains habitants du district inférieur de Gaspé possèdent des terres sans titre. En 1819, une loi fut votée pour leur assurer la propriété et la jouissance des terres qu'ils avaient défrichées de bonne foi sans avoir de titre régulier de la couronne. Des commissaires furent nommés en vertu de cette loi pour faire enquête sur les cas qui leur furent soumis.

Mais il existe encore, dans certains cantons du district de Gaspé, des personnes qui détiennent des terres de la couronne sans titre et dont la possession paisible et publique par leurs auteurs est antérieure à 1820. Depuis, elles ont passé de père en fils et ont été défrichées complètement. Leurs propriétaires actuels ne possèdent cependant aucun document garantissant officiellement qu'ils en sont les légitimes propriétaires. Le ministre des Terres et Forêts sera autorisé à émettre gratuitement des lettres patentes aux détenteurs actuels de ces terres pourvu qu'il soit prouvé que la possession de ces terres est antérieure à 1820 et que, depuis cette date, elle a été paisible, publique et non interrompue.

Ces lettres patentes constitueront un titre indiscutable sur les terres en question, mais n'affecteront en aucune manière les douaires, hypothèques, donations, ventes ou autres charges constituées légalement avant l'émission des lettres patentes. Il y a là une question de justice à résoudre et j'espère que la Chambre adoptera la mesure.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté cinq résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) demande la permission de présenter le bill 11 pour garantir à certains habitants du district de Gaspé la propriété de leurs terres.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Il invite le député de Bonaventure (M. Bugeaud) à fournir à la Chambre des explications concernant ce dernier bill.

M. Bugeaud (Bonaventure) explique que, dans son comté de Bonaventure, il se trouve plusieurs habitants ainsi possesseurs de terres qui furent données à leurs ancêtres par le gouvernement.

On tente dans ce bill de résoudre un problème datant de l'époque des loyalistes de l'Empire-Uni qui sont venus s'installer à Gaspé et à Bonaventure après la Révolution américaine.

Les autorités impériales leur ont accordé ces terres. Des lots dont le titre était présumé valable à l'époque leur ont été donnés en vertu du droit anglais.

Cette loi a été modifiée plus tard, après 1820, et, vers 1826, la coutume d'émettre des lettres patentes a été établie. Les loyalistes et d'autres personnes dans la même situation ont continué de jouir de leurs droits de propriétaires fonciers et ce n'est que tout récemment qu'ils ont éprouvé certaines difficultés lorsqu'il fut question de prélever des sommes d'argent sur les hypothèques ou d'établir des actes de transport. Ce bill a été présenté afin de pallier toutes ces difficultés techniques.

Dans le comté de Bonaventure, il se trouve un grand nombre de terres ainsi cultivées par les habitants qui n'ont aucune lettre patente. Il y a là une question de justice et le gouvernement ne fait que son devoir, en donnant aux possesseurs actuels de ces terres qui les ont cultivées après leurs ancêtres et en ont fait d'excellentes terres de culture des lettres patentes leur en garantissant la possession complète et libre.

Il souhaite que la Chambre étudie le fond de la question, en énumère les conséquences et parle finalement de l'obligation où se trouvent les gouvernants actuels de combler une lacune malheureuse.

La proposition est adoptée.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Bagotville

M. Petit (Chicoutimi) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme maintenant en comité général pour étudier le bill 84 amendant la loi constituant en corporation le village de Bagotville en une municipalité séparée.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Petit (Chicoutimi) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Roméo Gingras

M. Cannon (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme maintenant en comité général pour étudier le bill 57 autorisant le Barreau de la province de Québec à antidater l'admission à l'étude de monsieur Roméo Gingras.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Cannon (Québec-Centre) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Église Saint-Arsène, à Montréal

M. Lévesque (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme maintenant en comité général pour étudier le bill 116 amendant la loi concernant la construction d'une église dans la paroisse de Saint-Arsène de Montréal.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Lévesque (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Église de Saint-Jacques de l'Achigan

M. Hébert (Joliette) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme maintenant en comité général pour étudier le bill 109 concernant la construction d'une église et d'une sacristie en la paroisse de Saint-Jacques de l'Achigan.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Hébert (Joliette) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de Lachine

M. Ashby (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme maintenant en comité général pour étudier le bill 73 amendant la charte de la cité de Lachine.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Ashby (Jacques-Cartier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Tancrède Asselin

M. Lemieux (Gaspé) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme maintenant en comité général pour étudier le bill 119 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Tancrède Asselin au nombre de ses membres.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Lemieux (Gaspé) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Grand Lake Railway and
Transportation Company**

M. Fortier (Labelle) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 55 constituant en corporation The Grand Lake Railway and Transportation Company soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication.

**The Eastern Townships
Telephone Company**

M. Therrien (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 85 amendement la charte de The Eastern Townships Telephone Company soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication.

**Plymouth Congregational Church
of Sherbrooke**

M. Therrien (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 66 constituant en corporation The Plymouth Congregational Church of Sherbrooke soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Bureau des commissaires d'écoles
protestants de Sherbrooke**

M. Therrien (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 86 autorisant le bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Sherbrooke à faire un emprunt additionnel soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Léonide-François Lavigne

M. Lévesque (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 88 autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Léonide-François Lavigne à la pratique de la médecine, de la chirurgie et de l'obstétrique soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Charte
de Saint-Jean**

M. Robert (Saint-Jean) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 104 amendement la charte de la ville de Saint-Jean et constituant cette dernière en corporation de cité soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte
de Laval-des-Rapides**

M. Lévesque (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 93 amendement la charte de la ville de Laval-des-Rapides soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte
de Trois-Rivières**

M. Trahan (Nicolet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 111 amendement la charte de la corporation de la cité des Trois-Rivières soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Privilèges et hypothèques
des compagnies**

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme maintenant en comité général pour étudier le bill 4 modifiant l'article 6119c des statuts refondus, 1909, tel qu'édicte par la loi 4 George V, chapitre 51, section 1.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Procédures
de cautionnement**

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme

maintenant en comité général pour étudier le bill 25 modifiant l'article 1249 du Code de procédure civile relativement aux procédures de cautionnement lors d'un appel à Sa Majesté.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subsides

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas neuf mille huit cent dix-sept piastres soit ouvert à Sa Majesté pour taxes d'eau sur les édifices publics en général, cité de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas six mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour inspections, explorations, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour inspection des chemins de fer, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour réparation et entretien des écoles normales, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour ponts en fer, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour embellissement des bâtisses et des terrains du parlement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille huit cent huit piastres soit ouvert à Sa Majesté pour loyer des bureaux du gouvernement, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas quarante-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour réparations aux palais de justice et prisons, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) examine le détail du budget relatif à cette résolution. Il s'étonne que l'on ait besoin d'argent pour acheter les feuilles de cuivre destinées à la réparation du toit de l'édifice de Bordeaux.

La prison de Bordeaux n'est pas encore terminée? demande-t-il.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Oui.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Pourquoi voter pour des réparations, alors?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Les réparations dont il est fait mention sont mineures.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ils disaient donc vrai, ceux qui, dans les affidavits produits l'année dernière, juraient que le toit de l'édifice était défectueux, chose que niait le gouvernement. Cela était donc vrai!

À ce sujet, il fait plusieurs remarques et pose plusieurs questions sur les défectuosités que l'on a constatées dans ce qu'il appelle l'édifice aux millions de Bordeaux.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)

répond au chef de l'opposition.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Que fait-on de la vieille prison de Montréal?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Elle est vide et inutilisée.

La proposition est adoptée.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:

9. Qu'un crédit n'excédant pas cent vingt-deux piastres et quarante et un centins soit ouvert à Sa Majesté pour loyer des palais de justice et prisons, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour édifices de la Législature et des départements, achèvement de l'annexe des machines et du restaurant, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il est à croire que nous ne verrons jamais l'ouverture de ce restaurant. L'année dernière, on demandait aussi une somme de \$35,000 qui allait permettre, disait-on, d'achever les travaux. On voit où on en est rendu. M. Tellier prétendait déjà que le ministre des Travaux publics, imitant Pénélope, défaisait la nuit ce que ses ouvriers avaient fait le jour à ce restaurant qui jamais ne s'achève.

Le gouvernement doit-il obtenir un permis pour le restaurant si la prohibition est adoptée?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) promet que ce restaurant sera bien tenu. On en réclame un depuis des années, ce qui fera l'affaire des députés comme de tous ceux appelés à Québec par la session.

La proposition est adoptée.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:
11. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-six mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour édifices publics et loi des établissements industriels, S. R. Q., 1909, articles 3749-3789; 3829-3866, tel qu'amendé par 3 George V, chapitre 37, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas six cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le greffier des conseils de conciliation et d'arbitrage, S. R. Q., 1909, articles 2489-2520 - loi des différends ouvriers de Québec - salaire, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas dix-huit mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour bureaux de placement des ouvriers, S. R. Q. 2520d, 1 George V, chapitre 19, section 1, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas cent trente-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour entretien, etc., des édifices publics en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) parle des salaires que le gouvernement donne à ses ouvriers pour diverses fins. Il s'élève contre la mesquinerie du gouvernement. Voici un gouvernement, dit-il, qui se proclame à tout propos le père de l'ouvrier, qui se dit un gouvernement démocrate, ami du peuple, et qui donne à ceux qui travaillent pour lui des salaires de famine, des salaires que n'oserait pas offrir n'importe quel industriel ou quel cultivateur. Le traitement que les ouvriers reçoivent du gouvernement sera toujours une honte pour ce dernier.

Le gouvernement ne paie pas ses ouvriers suffisamment pour leur permettre de répondre à l'augmentation constante du coût de la vie. Aujourd'hui, alors que le coût de la vie est élevé, ces travailleurs reçoivent le même salaire que celui qu'ils recevaient lorsque la vie était moins chère.

Il réclame des salaires plus élevés pour les employés du ministère.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) n'aime pas le caractère trop général de cette déclaration. Il veut que le chef de l'opposition soit plus explicite. Il lui demande donc de dire à la Chambre à quelle période il faisait allusion lorsqu'il a mentionné qu'à une certaine époque la vie était moins chère et que les salaires d'aujourd'hui sont les mêmes qu'à cette époque.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il y a quatre ans.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous offrons à nos travailleurs des salaires beaucoup plus élevés que ceux que les amis de l'honorable chef de l'opposition payaient lorsqu'ils étaient au pouvoir ici.

Et nos employés sont bien mieux traités aujourd'hui que les employés du gouvernement conservateur à Ottawa. Les amis du député de Deux-Montagnes à Ottawa ne donnent pas de meilleurs salaires, je crois.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je suis ici non pour discuter l'administration fédérale, mais les comptes de l'administration du gouvernement de Québec et non de celui d'Ottawa. Les actes du gouvernement fédéral seront discutés à la prochaine session à Ottawa. Pour ma part, j'ai reçu mandat de ne m'occuper que des affaires de notre province et je suis surpris qu'un homme de la valeur du ministre des Travaux publics ait recours à de si pauvres arguments pour se défendre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Les critiques du chef de l'opposition ne sont guère fondées. Les ouvriers du gouvernement, en plus d'être mieux payés que ceux d'Ottawa, sont contents de leur sort. Ils reçoivent en moyenne \$1.65 par jour. Ils sont payés pour sept jours de travail par semaine et ont de l'emploi à l'année, leur salaire continuant même quand ils sont malades ou absents. Ils partent rarement, travaillent bon an, mal an, au beau comme au mauvais temps, et ne se plaignent pas. La preuve que le gouvernement ne les maltraite pas, c'est que, lorsqu'il se produit une vacance, il y a 10 demandes pour une place. Ce sont donc là des conditions dont les ouvriers sont satisfaits.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Les ouvriers du gouvernement ne reçoivent que de maigres salaires. Voici quelques aperçus de la mesquinerie du gouvernement à ce sujet: des menuisiers ne reçoivent que \$1.92½ par jour; des maçons, \$2.20; des garçons d'ascenseurs, \$1.65; des gardiens de nuit, \$1.65; des aides jardiniers, \$1.65; des charretiers, \$24.75 par quinzaine; des portiers, \$1.65 par jour; des jardiniers, \$70 par mois, etc.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Le chef de l'opposition évidemment se ressent encore de l'émotion dont il nous parlait l'autre jour.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le ministre des Travaux publics a aussi des émotions, mais elles ne sont pas de la même nature que les miennes qui sont toutes de sympathie pour ceux qui souffrent et sont maltraités.

Les émotions du ministre, au contraire, ne sont que l'expression de son mépris pour ceux qu'il flatte sur les "hustings".

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)

répond au chef de l'opposition.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande que cet article ne soit pas voté aujourd'hui.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)

accepte.

nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

La séance est levée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté 13 résolutions et demande la permission de siéger de

Séance du jeudi 23 novembre 1916

Présidence de l'honorable A. Galipeault

La séance est ouverte à 3 heures.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, la pétition de la ville d'Outremont, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte, est lue et reçue par la Chambre.

Présentation de pétitions:

Annexion de Notre-Dame-de-la-Victoire à Lévis

M. Tessier (Rimouski) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Hochelaga (M. Létourneau), que les articles 510 et 511 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter une pétition de la municipalité de Notre-Dame-de-la-Victoire, demandant l'adoption d'une loi annexant cette municipalité à la cité de Lévis.

Adopté. Ladite pétition est présentée et déposée sur le bureau de la Chambre.

Rapports de comités:

M. Létourneau (Montréal-Hochelaga): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter le bill 106 amendant la charte de la ville de l'Île-Dorval avec des amendements.

L'honorable M. Gouin (Portneuf): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter les bills ci-après avec des amendements:

- bill 82 amendant la charte de la corporation des juifs espagnols et portugais, Shearith Israel, de Montréal;

- bill 91 constituant en corporation la Société de Saint-Vincent de Paul de Montréal.

M. Bullock (Shefford): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de The Hervey Institute, demandant de voter une loi amendant sa charte;

- de The Wounded Soldiers Institute, demandant une loi le constituant en corporation;

- de la corporation du village de Sainte-Thérèse-de-Blainville, demandant une loi la constituant en corporation de ville sous le nom de "ville de Sainte-Thérèse";

- de la ville d'East Angus et de la municipalité du canton de Westbury, demandant une loi les autorisant à construire un pont sur la rivière Saint-François;

- de la corporation du canton de Chambly, demandant une loi l'autorisant à faire un emprunt;

- de Nathaniel William Jacobs, demandant une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à exercer la profession légale.

Corporation du canton de Chambly

M. Desaulniers (Chambly) demande la permission de présenter le bill 124 augmentant le pouvoir d'emprunt de la corporation du canton de Chambly.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Sainte-Thérèse

M. Lévesque (Laval) demande la permission de présenter le bill 52 constituant en corporation la ville de Sainte-Thérèse.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Charte de Hampstead

M. Lévesque (Laval) demande la permission de présenter le bill 78 amendant la charte de la ville de Hampstead.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Back River Power Company
et la ville du Sault-au-Récollet**

M. Lévesque (Laval) demande la permission de présenter le bill 125 ratifiant un contrat entre la Back River Power Company et la ville du Sault-au-Récollet.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Pont d'acier
sur la rivière Saint-François**

M. Scott (Compton) demande la permission de présenter le bill 65 autorisant la construction d'un pont en acier sur la rivière Saint-François, entre la ville d'East Angus et la municipalité du canton de Westbury, à l'endroit connu sous le nom de "la traverse".

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Institut
pour les soldats blessés**

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) demande la permission de présenter le bill 77 constituant en corporation The Wounded Soldiers Institute.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Coaticook

M. Bissonnet (Stanstead) demande la permission de présenter le bill 97 relatif à la ville de Coaticook.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Nathaniel William Jacobs

M. Finnie (Montréal-Saint-Laurent) demande la permission de présenter le bill 126 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Nathaniel William Jacobs à exercer la profession légale et à lui accorder un diplôme à cet effet.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

George H. Shink

M. Thériault (L'Islet) demande la permission de présenter le bill 83 autorisant le Barreau de la province de Québec à permettre à George H. Shink de pratiquer le droit, après examen.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

The Hervey Institute

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) demande la permission de présenter le bill 51 amendant la charte de The Hervey Institute.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Admission des femmes
au Barreau**

M. Cannon (Dorchester) demande la permission de présenter le bill 170 modifiant l'article 4524 des statuts refondus, 1909, au sujet du Barreau de la province de Québec, afin de permettre au Barreau de la province l'admission des femmes à l'étude et à la pratique du droit.

Il donne quelques mots d'explication. Cette mesure, dit-il, propose d'admettre les femmes à la pratique du droit aux mêmes conditions qui s'appliquent aux hommes. Un bill semblable a été présenté à la dernière session et il n'a été battu que par une voix. Je le réintroduis cette année car le grand nombre de nouveaux députés dans cette Assemblée me fait espérer que le sentiment de la Législature pourrait avoir changé.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Flottage du bois

M. Tourville (Maskinongé) demande la permission de présenter le bill 171 modifiant l'article 1627 des statuts refondus, 1909.

Actuellement, explique-t-il, l'article 1627 des statuts refondus, 1909, décrète que les propriétaires de limites à bois et toute personne ayant du bois à flotter durant l'hiver peuvent transporter du bois et des provisions en passant sur les propriétés de personnes qui ont des terres dans ces limites, pourvu qu'ils indemnisent ces propriétaires pour tout dommage qui pourrait en résulter. L'amendement a pour effet de donner ce privilège pour toute l'année, aux mêmes conditions, ceci pour donner plus de facilité aux marchands de bois de faire le transport de leurs billots.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Hôpital Sainte-Justine

M. Desaulniers (Chambly) propose que le bill 98 amendant la charte de la cité de Montréal, au sujet de l'hôpital Sainte-Justine, rapporté hier par le comité des bills publics en général, soit renvoyé au comité des bills privés en général.

Adopté.

Questions et réponses:**Bilan financier de la province
de Québec**

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Quels sont actuellement l'actif disponible, le passif direct et l'excédent du passif sur l'actif de la province de Québec?

L'honorable M. Mitchell (Richmond):

Actif disponible.....	\$ 8,585,924.65
Passif direct.....	41,145,276.83
Excédent du passif sur l'actif.....	32,559,352.18

**Dette de la province
de Québec**

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Quelle est la dette de la province de Québec au 31 octobre 1916?

2. Y a-t-il eu des emprunts permanents ou temporaires de faits par le gouvernement de cette province dans le cours de l'année 1916?

3. Dans l'affirmative, pour quel montant, de quelle façon et à quelles conditions?

L'honorable M. Mitchell (Richmond): 1. (Voir le tableau ci-dessous)

Dette consolidée en cours au	
31 octobre 1916.....	\$38,846,128.22
Fonds d'amortissement placé au	
31 octobre 1916.....	<u>1,507,842.09</u>
Dette consolidée nette, au	
31 octobre 1916.....	\$37,338,286.13

2. Oui. Un emprunt spécial à courte échéance du 1^{er} juin 1916, en vertu de la loi 5 George V, chapitre 2, et un emprunt permanent en vertu de 3 George V, chapitre 6.

3. \$4,000,000. Emprunt spécial à courte échéance. Terme dix ans, à 99.20. Intérêt 5% par année, payable semi-annuellement. \$500,000. Emprunt permanent (Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-Maurice). Terme, trente ans. Au pair. Intérêt 4½ % par année, payable semi-annuellement.

**Revenus provenant des taxes
et licences**

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Quel était, en 1897, le revenu provincial provenant des taxes ou licences?

2. Quel était ce revenu en 1915?

**État des recettes ordinaires
pour l'année fiscale 1896-1897**

Puissance du Canada.....	\$1,257,183.70
Terres de la Couronne.....	879,893.26
Timbres judiciaires.....	177,426.80
Fonds des bâties et des jurés.....	27,565.83
Honoraires judiciaires, à l'exclusion des timbres.....	9,654.38
Municipalités, entretien des prisonniers.....	12,751.96
Taxe du palais de justice de Montréal, non compris les timbres.....	2,123.88
Prison de Montréal, pour vente de pierre concassée.....	2,946.94
Garde, prison de Montréal, de la cité de Montréal.....	1,200.00
Garde, prison de Québec, de la cité de Québec.....	1,600.00
Prison de Québec, gain des prisonniers.....	140.75
Amendes.....	246.60
Honoraires du grand constable, Québec.....	540.29
Timbres d'enregistrement.....	63,875.90
Licences : hôtel, magasins, etc.....	586,176.42
Taxes directes sur les corporations commerciales.....	134,404.03
Taxes directes sur certaines personnes.....	3,507.74
Taxes sur les mutations de propriétés.....	74,856.99
Licences de manufactures et de commerce.....	10,393.77
Droits sur les successions.....	229,441.72
Honoraires des officiers publics :	
Pourcentage.....	\$6,671.83
Pourcentage sur les honoraires des renouvellements d'hypothèques, cadastre.....	<u>163.04</u>
	6,834.87
Législation :	
Honoraires des bills privés.....	\$7,973.41
Vente de statuts.....	<u>417.98</u>
	8,391.39
Asiles d'aliénés.....	9,342.57
Écoles de réforme et d'industrie.....	923.72
<i>Gazette officielle de Québec</i>	21,637.58
Revenu casuel.....	7,570.62
Service civil, contributions pour pensions.....	5,712.61
Compagnies d'assurance de la province, en vertu de l'article 5388, S. R. Q.....	376.33
Travaux et édifices publics : loyers.....	785.60
Honoraires, inspection de chemins de fer.....	204.00
Intérêts sur dépôts et placements.....	35,556.71
Prime, escompte et change.....	2,141.15
Intérêt sur le prix du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental.....	<u>299,395.07</u>
	\$3,874,803.18

2. Ce qui suit est un état des recettes ordinaires de la province, pour l'année fiscale 1914-1915, parmi les items duquel sont contenus les renseignements demandés: (Voir le tableau à la page suivante)

**État des recettes ordinaires
pour l'année fiscale 1914-1915**

Puissance du Canada.....		\$2,027,845.42
Terres et Forêts		1,840,347.45
Mines, Pêcheries et Chasse		147,767.84
Timbres judiciaires.....		482,683.30
Fonds des bâties et des jurés.....		88,915.79
Honoraires judiciaires, non compris les timbres.....		23,384.54
Municipalités, pour l'entretien des prisonniers.....		27,934.27
Taxe du palais de justice de Montréal, non compris les timbres		5,957.11
Garde, prison de Montréal, de la cité de Montréal		2,400.00
Garde, prison de Québec, cité de Québec		1,200.00
Prison de Québec : gain des prisonniers		126.05
Honoraires du grand constable, Québec		452.95
Jeunes délinquants		6,500.00
Amendes		132.25
Timbres d'enregistrement		209,947.17
Licences : hôtels, magasins, etc.		1,086,767.43
Taxes sur les corporations commerciales, etc.		982,977.87
Droits sur les successions.....		1,660,853.15
Taxes sur les transferts d'actions, obligations, etc.....		20,369.48
Loi des véhicules-moteurs		180,224.67
Loi des distributeurs automatiques		10,965.00
Inspection des hôtels et des maisons de pensions - Honoraires.....		963.00
Loi des ingénieurs stationnaires, Québec - Honoraires		797.00
Honoraires des officiers publics :		
Percentages sur honoraires.....	\$26,330.09	
Pourcentage sur les renouvellements d'hypothèques, cadastre.....	<u>44.07</u>	
		26,374.16
Législation :		
Honoraires des bills privés.....	\$31,817.46	
Vente de statuts	<u>545.00</u>	
		32,362.46
Asiles d'aliénés		262,554.79
Écoles de réforme et d'industrie		55,353.02
<i>Gazette officielle de Québec</i>		40,820.85
Revenu casuel		60,416.81
Service civil, contribution pour pensions.....		23,770.96
Revenu en vertu de la loi des assurances		23,052.43
Loi des compagnies de fidéicommiss - Revenu		3,884.44
Travaux et édifices publics : loyers		763.60
Intérêt sur dépôts et placements		92,865.19
Primes, escompte et change		13,947.38
Intérêts sur fonds d'amortissement, en vertu de 60 Victoria, chapitre 2, section 5.....		28,513.31
Intérêts reçus des municipalités en vertu de la loi des bons chemins		81,473.42
Remboursement, taxe subventions de chemins de fer		7,871.71
Montant affecté au paiement de la dette publique, en vertu de 7 Édouard VII, chapitre 2.....		145.00
Remboursement de l'indemnité aux porteurs de licences.....		13,685.40
Contributions des municipalités en vertu de la loi des bons chemins, section 20		20,399.00
Prêts aux incendiés de Québec.....		<u>160.00</u>
		\$9,597,925.67

Dépenses pour l'agriculture au Lac-Saint-Jean

M. Turcotte (Lac-Saint-Jean): 1. Combien d'argent d'agriculture provenant du subside fédéral a été dépensé dans la comté de Lac-Saint-Jean, depuis le 30 juin 1915 à ce jour?

2. À qui ces argents ont-ils été accordés et dans quel but?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):
1 et 2. 1915-1916:

A. Gagné, Péribonka, champ de démonstration.....	\$ 51.27
Cercle des jeunes fermières de Roberval :	
Transport d'arbres fruitiers	8.70
École ménagère de Roberval :	
Entretien de la station fruitière.....	27.05
Travaux de drainage à la station fruitière	50.00
Subvention	48.00
Orphelinat agricole de Vauvert, subvention.....	1,000.00
Total	\$1,185.02

Demande et dépôt de documents:

Colonisation au Lac-Saint-Jean

M. Turcotte (Lac-Saint-Jean) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre un état indiquant: 1. Combien de lots ont été concédés et combien révoqués dans chaque canton du Lac-Saint-Jean, en 1912, 1913, 1914, 1915 et 1916. 2. Combien il reste encore de lots à concéder dans chacun de ces cantons. 3. S'il reste des terrains non arpentés, propres à la culture, en arrière de Dufferin, Girard, Albanel, Pelletier, Dolbeau et Dalmas, et, dans l'affirmative, si c'est l'intention du gouvernement de faire arpenter ces terrains et de les mettre en vente prochainement.

Adopté.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) dépose sur le bureau de la Chambre, en réponse à un ordre de la Chambre en date de ce jour, un état indiquant: 1. Combien de lots ont été concédés et combien révoqués dans chaque canton du Lac-Saint-Jean, en 1912, 1913, 1914, 1915 et 1916. 2. Combien il reste encore de lots à concéder dans chacun de ces

cantons. 3. S'il reste des terrains non arpentés, propres à la culture, en arrière de Dufferin, Girard, Albanel, Pelletier, Dolbeau et Dalmas, et, dans l'affirmative, si c'est l'intention du gouvernement de faire arpenter ces terrains et de les mettre en vente prochainement. (Document de la session no 24)

Subside provincial agricole au Lac-Saint-Jean

M. Turcotte (Lac-Saint-Jean) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre un état indiquant: 1. Quel est le montant du subside provincial pour l'agriculture qui a été dépensé dans le comté de Lac-Saint-Jean, depuis le 30 juin 1915 à ce jour. 2. Pour quelles fins cet argent a été dépensé et à qui cet argent a été payé.

Adopté.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) dépose sur le bureau de la Chambre, en réponse à un ordre de la Chambre en date de ce jour, un état indiquant: 1. Quel est le montant du subside provincial pour l'agriculture qui a été dépensé dans le comté de Lac-Saint-Jean, depuis le 30 juin 1915 à ce jour. 2. Pour quelles fins cet argent a été dépensé et à qui cet argent a été payé. (Document de la session no 23)

Charte de Sherbrooke

M. Therrien (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme maintenant en comité général pour étudier le bill 56 amendant la charte de la cité de Sherbrooke.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Therrien (Sherbrooke) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Petit-Lac-Magog

M. Therrien (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme maintenant en comité général pour étudier le bill 60 érigeant en municipalité le village du Petit-Lac-Magog.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Therrien (Sherbrooke) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

The New Adath Joshurun Congregation

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme maintenant en comité général pour étudier le bill 120 constituant en corporation The New Adath Joshurun Congregation.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Baie Saint-Paul

M. Cannon (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme maintenant en comité général pour étudier le bill 61 se rapportant à la ville de Baie Saint-Paul.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Cannon (Québec-Centre) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

William Montgomerie

M. Bullock (Shefford) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme maintenant en comité général pour étudier le bill 121 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre William Montgomerie au nombre de ses membres, après examen, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Institut des petites sœurs franciscaines de Marie de Montréal

M. D'Auteuil (Charlevoix-Saguenay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 67 constituant en corporation l'Institut des petites sœurs franciscaines de Marie de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Succession de James McCready

M. Finnie (Montréal-Saint-Laurent) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 133 amendant la loi 5 George V, chapitre 161, section 1, concernant la succession de James McCready soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Charles Henry Barr

M. Gosselin (Missisquoi) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 122 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Charles Henry Barr à la pratique de la profession de dentiste soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Joseph-Orphir Brunet

M. Ashby (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 118 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Joseph-Orphir Brunet au nombre de ses membres, après examen, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Frédéric William Saunders

M. Gosselin (Missisquoi) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 123 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Frédéric William Saunders à l'exercice de la profession de dentiste soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Ernest Brault

M. Desaulniers (Chambly) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 62 autorisant Ernest Brault à pratiquer la médecine, après avoir subi devant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec les examens médicaux requis pour la licence, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**National Jockey Club
Limited**

M. Mayrand (Montréal-Dorion) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 53 concernant le National Jockey Club Limited soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Anglo American
Trust Company**

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 112 amendant la charte de The Anglo American Trust Company soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**The Montreal General
Hospital**

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 114 amendant la charte de The Montreal General Hospital soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Église du
Très-Saint-Rédempteur**

M. Létourneau (Montréal-Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 115 concernant la construction d'une église et d'un presbytère dans la paroisse du Très-Saint-Rédempteur de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte
de Maisonneuve**

M. Reed (L'Assomption) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 89 amendant la charte de la cité de Maisonneuve soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte
de Montréal**

M. Parrot (Témiscouata) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 100 amendant la charte de la cité de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Subsides

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour service forestier (comprenant l'inspection et la classification des terres), pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) désire s'adresser au ministre de l'Agriculture, au ministre des Terres et même au ministre de la Colonisation. Il est donc justifiable, dit-il, de demander des renseignements sur tous ces départements que représente l'honorable député des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron). Il veut parler des terres de colonisation.

La colonisation baisse énormément dans la province. Le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Mercier fils) admet dans son rapport le fait que, depuis le 30 juin 1915 jusqu'au 30 juin 1916, 103,658 acres sont redevenus la propriété de la couronne par révocation ou rétrocession. On sait que les terres cédées par le gouvernement à des colons redeviennent la propriété de la couronne si les défricheurs ne font pas, la première année, une

certaine somme de culture ou s'ils abandonnent le défrichage. Il est nécessaire qu'un colon cultive pendant trois années consécutives la terre qui est donnée par le gouvernement pour que cette terre devienne sa propriété et qu'il soit accordé des lettres patentes.

Pour plusieurs raisons, il arrive que des colons abandonnent leurs lots, lesquels reviennent de ce fait à la couronne. Ceci démontre le nombre énorme de colons qui ont dû abandonner les terres qu'on leur avait concédées et cela veut dire combien on fait peu, en somme, pour la colonisation, si tant de colons désertent, par le fait de privations de toutes sortes, les terres qu'ils possédaient et sur lesquelles ils n'ont pu vivre les trois années réglementaires. On peut donc avec raison, en se basant sur cette superficie totale de lots rentrés, cette année, dans le domaine de la couronne, dire et affirmer que réellement la colonisation se meurt. Il n'y a pas de meilleures preuves.

Il veut donc avoir des explications plus élaborées avant de terminer cette étude. Il réclame des documents précis et clairs sur l'administration du gouvernement et sur ces crédits à accorder au ministère des Terres et Forêts.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

Le chef de l'opposition se base, pour déclarer que la colonisation agonise dans la province, sur le chiffre de la superficie totale des lots rentrés cette année dans le domaine de la couronne. Les lots rentrés cette année dans le domaine royal ne sont peut-être pas tous les lots qui ont été cédés cette année, mais des lots dont la cession par le gouvernement remonte sans doute à plusieurs années. Dans ce cas, il n'y a pas lieu de dire que la colonisation est à l'agonie. Sur le nombre total des lots qui ont été concédés depuis plusieurs années, il n'est pas étonnant que 103,000 acres soient revenus, l'année dernière, dans le domaine de la couronne.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) refuse cette explication plutôt vague. Il demande que le ministère des Terres fournisse un état détaillé des terres qui ont été rétrocédées.

Il exige plus de précisions, et il refuse de voter l'article 104 du budget relatif au service forestier avant que le gouvernement lui ait fourni des renseignements détaillés, indiquant à quelle époque ces terres ont été ouvertes à la colonisation. On voyait, dans le rapport de l'année dernière, qu'un total de 30,480 acres de terres avaient été rétrocédées au

gouvernement, de sorte qu'il paraît assez clair que la colonisation continue à offrir des obstacles que les colons jugent insurmontables.

Je veux, dit-il, présenter au gouvernement qui prêche le retour à la terre une occasion d'étudier le problème de près.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)

désire que l'article soit voté séance tenante.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Donnant donnant, quand j'aurai mes renseignements, je voterai ce que vous me demandez.

Peut-être que le ministre de l'Agriculture pourrait bien s'en aller l'un de ces jours pour la convention des industries laitières qui se prépare. L'année dernière, le ministre de l'Agriculture voulait absolument se débarrasser de sa besogne pour assister à une assemblée du même genre.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)

répond aux taquineries du député de Deux-Montagnes. C'est avec la meilleure grâce du monde qu'il lui promet de lui sacrifier le plaisir et l'intérêt qu'il aurait à assister à la convention des industries laitières, comme il l'a d'ailleurs fait l'an dernier.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande de retarder à la prochaine séance l'adoption de l'item concernant le service forestier, en attendant la production de documents.

L'adoption de la résolution est reportée.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:

2. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses générales (Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour comptes courants (Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour protection des forêts, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) et **l'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** discutent longuement des mesures prises pour la protection des forêts et les causes des feux de forêts.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande ce que l'on fait pour prévenir les feux causés par la foudre.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): La plus grande cause de la destruction des forêts est la foudre, en effet. Le gouvernement a pris des mesures pour prévenir les ravages de la foudre. Mais je ne peux pas dire au chef de l'opposition ce que l'on fait pour prévenir ces feux.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) accepte la réponse du ministre. En toute justice, dit-il, le gouvernement a pris, au chapitre de cette protection de nos forêts, des mesures qui produiront de bons résultats.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:
5. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour publication de cartes régionales et de brochures, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour parc national des Laurentides, S. R. Q., 1909, art. 1693, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas cent dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour arpentages, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la pépinière de Berthierville, entretien, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande au ministre des détails sur l'organisation de cet établissement. Il désire savoir comment on se sert de l'argent qu'on demande à ce sujet au gouvernement.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

Les directeurs de la pépinière ont vendu plus de 400,000 plants d'essences diverses. Dans ces plants se trouvaient bon nombre d'arbres d'ornement, mais la plupart étaient des arbres forestiers.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): S'occupe-t-on de faire revivre l'épinette rouge dont on déplore la disparition presque complète?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

Toutes les essences à peu près, y compris l'épinette rouge, figurent à la pépinière de Berthier. On cultive aussi beaucoup le pin sylvestre qui sert au reboisement des endroits sablonneux.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce qu'on n'y cultive pas aussi le pin de la Colombie anglaise, qui entre surtout dans la construction des maisons?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

On en cultive 50,000 plants qui semblent vouloir s'acclimater. L'année dernière, on n'avait vendu que 120,000 plants; cette année, on en a vendu 400,000. Le progrès est sensible et prometteur pour l'avenir.

La plupart de ces espèces ont été vendues à des marchands de bois pour fins de reboisement des forêts. On peut constater les effets de ce travail le long de la voie du Pacifique, sur la route des Trois-Rivières. Les arbres d'ornement ont été donnés aux institutions religieuses et aux écoles qui les ont plantés dans leurs cours afin d'enseigner aux élèves les soins et l'importance qu'il faut attacher aux essences forestières. La pépinière peut fournir 63 sortes d'espèces indigènes et exotiques. Parmi ces dernières, on cultive le pin de la Colombie anglaise, le mélèze du Japon, l'épinette bleue du Colorado, le pin Toro du Montana, le pin sylvestre, le pin d'Autriche, le robinier, etc. Les travaux de la pépinière de Berthier sont faits par les élèves de l'école forestière. Cette pépinière fournit aussi des plants pour le reboisement des terrains incultes et sablonneux identiques à ceux de Lanoraie et de Lachute¹.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté sept résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Cesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

Travaux de la Chambre

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable M. Taschereau), que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain, vendredi, à midi.

Adopté.

La séance est levée à 5 heures.

NOTE

1. Louis Dupire, le journaliste du *Devoir*, écrit que les réponses du ministre étaient soufflées par le chef du département forestier de la province qui assistait le ministre au cours de ce comité.

Séance du vendredi 24 novembre 1916

Présidence de l'honorable A. Galipeault

La séance est ouverte à midi.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, la pétition de la municipalité de Notre-Dame-de-la-Victoire, demandant l'adoption d'une loi annexant cette municipalité à la cité de Lévis est lue et reçue par la Chambre.

Rapports de comités:

M. Francoeur (Lotbinière): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité désire recommander à votre honorable Chambre que le délai pour la présentation des bills privés soit prolongé jusqu'au 30 courant inclusivement.

Le rapport est adopté.

M. Létourneau (Québec-Est): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de dame Élodie Gauthier, demandant de voter une loi concernant la succession de feu L.-H. Hébert;

- de la congrégation des sœurs du Saint-Enfant-Jésus, de The Southern Canada Power Company et de The St. Maurice Lumber Company, demandant respectivement une loi les constituant en corporation;

- du village de Granby, demandant une loi le constituant en corporation de cité sous le nom de "cité de Granby";

- de la Bankers Trust Company, de la Scottish Trust Company et de la Montreal Trust Company, demandant respectivement une loi amendant leur charte;

- de J.-B. Forget et autres, demandant une loi établissant une nouvelle division d'enregistrement à Mont-Laurier.

Le comité désire recommander à votre honorable Chambre que le délai pour la présentation des bills privés soit prolongé jusqu'au 30 courant inclusivement.

Le rapport est adopté.

M. Létourneau (Montréal-Hochelaga): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter le bill suivant avec des amendements:

- bill 117 permettant aux commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire du village de Saint-Laurent de faire un rôle d'évaluation annuel;

Le bill 127 concernant les limites de la municipalité scolaire de Cartierville est rejeté.

The Southern Canada Power Company

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) demande la permission de présenter le bill 136 constituant en corporation The Southern Canada Power Company.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Sœurs du Saint-Enfant Jésus

M. Parrot (Témiscouata) demande la permission de présenter le bill 130 constituant en corporation la congrégation des sœurs de l'Enfant-Jésus.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Village de Granby

M. Bullock (Shefford) demande la permission de présenter le bill 132 concernant le village de Granby et l'érigant en cité sous le nom de "cité de Granby".

Accordé. Le bill est lu une première fois.

The St. Maurice Lumber Company

M. Francoeur (Lotbinière) demande la permission de présenter le bill 94 constituant en corporation The St. Maurice Lumber Company.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Mount Sinai Foundation

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) demande la permission de présenter le bill 76 constituant en corporation la Mount Sinai Foundation.
Accordé. Le bill est lu une première fois.

Division d'enregistrement à Mont-Laurier

M. Fortier (Labelle) demande la permission de présenter le bill 80 établissant une nouvelle division d'enregistrement à Mont-Laurier, dans le comté de Labelle, et divisant ce comté et celui d'Ottawa en deux divisions pour fins municipales et d'enregistrement.
Accordé. Le bill est lu une première fois.

Bankers Trust Company

M. Finnie (Montréal-Saint-Laurent) demande la permission de présenter le bill 69 amendant la charte de la Bankers Trust Company.
Accordé. Le bill est lu une première fois.

Succession de Louis-H. Hébert

M. Beaudry (Verchères) demande la permission de présenter le bill 102 concernant la succession de feu Louis-Herménégilde Hébert.
Accordé. Le bill est lu une première fois.

Scottish Trust Company

M. Finnie (Montréal-Saint-Laurent) demande la permission de présenter le bill 68 amendant la charte de la Scottish Trust Company.
Accordé. Le bill est lu une première fois.

Montreal Trust Company

M. Finnie (Montréal-Saint-Laurent) demande la permission de présenter le bill 95 amendant la charte de la Montreal Trust Company.
Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

Finances de la province

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande des chiffres concernant la situation financière de la province.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): L'actif disponible de la province est de \$8,586,924.65; le passif réel est de \$41,145,276.83; et l'excédent du passif sur l'actif est de \$32,559,352.18.

Le montant net de la dette consolidée de la province au 31 octobre dernier était de \$37,338,286.13. Au cours de l'année 1916, le gouvernement a négocié un emprunt spécial à court terme de \$4,000,000, pour une période de 10 ans à \$99.20, à un taux d'intérêt de 5%, ainsi qu'un prêt à long terme pour la construction d'un barrage sur la rivière Saint-Maurice de \$500,000, au pair, à un taux d'intérêt de 4½ %.

Au cours de l'année 1914-1915, les taxes ou les licences ont rapporté à la province la somme de \$9,597,925.67.

Diplômés des écoles normales

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Combien d'élèves des écoles normales de Québec et de Jacques-Cartier de Montréal, pour les garçons, ont obtenu leur diplôme en 1912, 1913, 1914 et 1915?

2. Combien sur ce nombre enseignent actuellement?

3. Combien ont embrassé d'autres professions ou métiers?

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve):

1. École normale Laval:

En 1912, 1913, 1914 et 1915, 223 diplômes ont été accordés à 120 élèves (37 ayant reçu trois diplômes chacun: élémentaire d'abord, puis modèle académique, et 6 deux diplômes - le cours de l'école normale est triennal).

2. Sur ces 120 élèves instituteurs diplômés, 92 enseignent actuellement et 5 attendent un poste qui leur convienne: soit 97.

3. 23 ne se sont pas livrés à l'enseignement: 2 sont militaires; 2 clercs agronomes; 2 religieux; 1 clerc médecin; 1 pharmacien; 1 cultivateur; 1 employé civil; 1 marchand; 1 commis, 1 voyageur de commerce; 10 dont on ignore la profession.

1. École normale Jacques-Cartier:

En 1912, 1913, 1914 et 1915, 184 diplômes ont été accordés à 122 élèves dont plusieurs ont obtenu deux ou trois diplômes.

2. Sur ces 122 élèves instituteurs diplômés, 27 sont retournés cette année à l'école normale pour y suivre un cours supérieur. Sur les 95 autres diplômés, 73 ont enseigné; 62 enseignent encore actuellement.

3. Des 33 diplômés qui n'ont jamais enseigné ou qui ont abandonné l'enseignement: 1 est officier du 22^e Régiment au front; 1 est notaire; 1 étudie le notariat; 3 sont étudiants en médecine; 1 étudie la médecine vétérinaire; 4 sont étudiants en art dentaire; 2 sont étudiants en pharmacie; 2 à l'École d'agriculture d'Oka; 1 étudie l'architecture; 1 est au collège Saint-Jean-d'Iberville; 1 étudie la télégraphie; 1 est libraire; 3 sont marchands; 2 sont fonctionnaires; 1 est commis de banque; 8 dont on ignore la profession.

Véhicules-moteurs

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 16 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les véhicules-moteurs soit maintenant lu une deuxième fois.

Les modifications à la loi des véhicules-moteurs ont été réclamées par l'ensemble de la population de même que par les associations d'automobilistes et ont été jugées nécessaires par le gouvernement afin d'assurer la protection du public, déclare-t-il.

L'objet du nouveau bill est d'augmenter les licences des propriétaires d'automobiles, de réglementer la vitesse, enfin d'édicter pour les automobiles de nouvelles lois.

La principale modification législative qui est proposée dans ce bill concerne l'uniformisation des frais. Le gouvernement provincial veut adopter le système qui est actuellement en vigueur en France. En vertu de ce système, l'augmentation des honoraires s'applique surtout aux grosses voitures de traction, aux trucks, camions, etc.

On détermine le montant des frais en fonction de la puissance en cheval-vapeur, favorisant ainsi la voiture de faible puissance et exigeant un prix plus élevé pour les grosses voitures tout en s'appuyant sur le principe selon lequel la voiture très puissante détériore davantage les routes que la voiture de faible puissance.

Il n'est que juste que ce soient les propriétaires de ces grosses voitures qui paient le plus cher, parce que ce sont eux qui brisent les routes nationales. Il y a aussi une augmentation qui s'applique aux automobiles de promenade. Il y a, encore là, une question de justice qui a été résolue par le gouvernement.

Le bill propose de réduire à \$3.25 le montant minimum de frais antérieurement fixé à \$10 pour une voiture de faible puissance et établit à \$45 le montant maximum exigé pour la voiture très puissante. De

plus, on propose une augmentation substantielle du montant des frais prévu pour les véhicules connus sous les noms de camions et de moteurs de traction. Ces véhicules sont utilisés dans le transport de marchandises.

Des plaintes ont été déposées par des inspecteurs de la voirie. Et toutes les personnes qui s'y connaissent en voitures savent qu'il est indéniable que ces grosses voitures endommagent les routes. Le tonnage moyen de ces grosses voitures dans l'ensemble de la province est de trois tonnes. En conséquence, le montant à payer pour l'un de ces lourds véhicules à traction jusqu'ici considérés comme des automobiles ordinaires devrait à l'avenir se chiffrer à \$75 au lieu de la somme présentement exigée pour ces voitures.

Il ressort de l'ensemble des renseignements que j'ai pu recueillir que 75 de ces véhicules ont un tonnage qui excède trois tonnes, le tonnage le plus élevé étant de sept tonnes.

La province a établi les frais applicables aux automobiles en s'inspirant d'un règlement adopté aux États-Unis et intitulé "Licensed Automobile Manufacturers Schedule", lequel concerne l'alésage minimal et la classification du véhicule. Nous avons fixé notre taux à 75 cents par cheval-vapeur. Nous croyons que les propriétaires d'automobiles devraient nous aider à uniformiser le taux afin de déterminer avec exactitude les frais qui seront exigés pour les voitures de faible puissance et ceux qui s'appliqueront aux voitures très puissantes. Nous estimons qu'en dépensant de \$13,000,000 à \$15,000,000 pour améliorer les voies publiques nous avons bien servi les intérêts des propriétaires d'automobiles, et je crois que personne n'utilise plus nos routes, en particulier les routes Québec-Montréal, Sherbrooke-Derby Line, Montréal-Rouses Point ainsi que la route Édouard VII, que les propriétaires d'automobiles. Et personne ne les use autant qu'eux.

Lorsqu'ils se rendront compte que chaque dollar payé par les propriétaires d'automobiles est affecté aux voies publiques et que nous avons l'intention de déposer une loi concernant l'entretien des routes, ils appuieront ce bill.

On a jugé sage de prévoir certaines exceptions, en particulier en ce qui a trait aux voitures de pompiers, aux ambulances, etc.

Le gouvernement a également été avisé qu'un grand nombre de décès sont attribuables à des accidents d'automobiles, dont certains sont le résultat de balades dans des voitures volées, des voitures que des chauffeurs avaient sorties des garages

appartenant aux propriétaires de celles-ci. Afin de remédier à cette situation, nous avons cru sage de prévoir un permis pour les garages et d'exiger qu'un registre soit tenu dans chacun afin d'y inscrire toutes les voitures ayant quitté le garage, en y incluant le nom de la personne et l'heure à laquelle le véhicule retourne au garage. Grâce à ce registre, le propriétaire pourrait vérifier en tout temps si son véhicule a quitté le garage sans son consentement. Des peines ont été prévues en cas de non-conformité à ces dispositions par le propriétaire du garage.

La vitesse de dépassement des véhicules devra être réduite à 10 milles à l'heure et l'intensité des phares des voitures devra être diminuée afin d'éviter tout éblouissement. À certains endroits de la route, des propriétaires de véhicules ont été forcés de se diriger vers le fossé afin de permettre à de puissantes voitures dont l'intensité des phares était éblouissante de poursuivre leur course. Nous croyons que, lorsqu'une voiture en dépasse une autre à 20 milles à l'heure, soit 10 milles à l'heure pour chaque voiture, c'est déjà assez rapide.

La loi doit également être modifiée afin qu'elle puisse être applicable aux conducteurs en état d'ébriété. L'amende doit être augmentée pour une deuxième ou une troisième infraction et le juge doit pouvoir révoquer un permis s'il le considère nécessaire.

De plus, les chauffeurs devront agir de façon plus responsable. À titre d'exemple, un chauffeur peut, le matin, conduire le propriétaire d'une voiture à son bureau en roulant à une vitesse raisonnable et filer ensuite à toute allure après avoir déposé le propriétaire à son travail.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Combien y a-t-il d'automobiles et combien y a-t-il de garages dans la province de Québec?

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Il y a 14,000 automobiles et 150 garages dans la province de Québec.

Après avoir dépensé des sommes considérables pour construire des routes nationales, le gouvernement provincial peut, sans craindre d'être critiqué, demander aux automobilistes, qui sont les premiers à profiter de ces routes, de l'aider dans ses efforts.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): À quelle conclusion devons-nous en venir après les explications que vient de nous donner le trésorier? La conclusion, c'est que le gouvernement, pour faire

face à ses obligations, est obligé d'imposer de nouvelles taxes malgré les promesses qu'il a faites maintes fois de ne pas taxer. Il en est même venu à l'obligation d'enlever aux municipalités le pouvoir de taxer elles-mêmes les automobiles, pouvoir qui leur serait si utile pour voir, par exemple, à l'amélioration et à l'entretien de leurs chemins. Le gouvernement leur escamote cette autonomie pour laquelle il a prétendu souvent se faire le champion.

Le gouvernement veut encore taxer davantage et s'emparer de toutes les sources de revenus en enlevant aux municipalités la dernière parcelle d'autonomie. C'est ainsi que l'on déclare nul tout règlement qui pourra être fait par les municipalités pour réglementer la vitesse des autos ou pour les taxer.

Le gouvernement impose de nouvelles taxes et il augmente celles qui existent déjà. Il veut se faire de nouveaux revenus avec des taxes nouvelles. Pour cela, il enlève aux municipalités ce qu'elles ont de plus cher: leurs automobiles.

Le premier ministre a changé de politique. Avant, on disait: Nous n'avons pas taxé et nous ne taxerons pas. On disait également: Nous n'avons pas emprunté et nous n'emprunterons pas. Tout cela est maintenant changé, puisque le gouvernement taxe et emprunte.

On n'impose pas de nouvelles taxes, mais on augmente les anciennes. On les décore de noms commodes et trompeurs de "permis", de "licences" et de "droits", ce qui ne les empêche pas de creuser le portefeuille du contribuable.

L'honorable M. Gouin (Portneuf): Le gouvernement n'a jamais taxé à la cachette!

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Pourquoi n'avoir pas modifié la loi des véhicules-moteurs de façon à protéger les autres propriétaires de voitures? Pourquoi avoir seulement attaqué les propriétaires d'automobiles si ce n'est pour obtenir de nouveaux revenus? Les autres propriétaires de voitures ont le droit aussi d'être protégés. Ils ne le sont pas dans la nouvelle loi. On n'attaque que les automobilistes qui devront payer davantage. Le député de Laval (M. Lévesque) a réclamé l'année dernière en faveur des autres voitures. Qu'a-t-on fait de ces réclamations?

La loi devrait aussi mettre toutes les voitures sur le même pied que les automobiles dans le cas de rencontre de deux véhicules sur les routes publiques. Le bill, en effet, porte que, quand deux véhicules-moteurs se rencontrent sur une route, les conducteurs des deux voitures doivent aussitôt diminuer leur vitesse à 10 milles et diminuer en même temps l'intensité de leurs réflecteurs.

J'approuve cette clause, mais pourquoi pas aussi diminuer la vitesse des autos quand elles rencontrent n'importe quelle autre voiture qu'une automobile? Pourquoi ne pas aussi, dans le cas de ces voitures quelconques, diminuer l'intensité des réflecteurs qui aveuglent les chevaux et leurs conducteurs? Les inconvénients sont pour le moins les mêmes dans les deux cas. Il est excessivement dangereux pour un conducteur de cheval de rencontrer une automobile, le soir, sur une route publique, justement à cause de l'intensité de la lumière des réflecteurs et de la vitesse des autos. Pourquoi protéger les automobilistes et laisser les autres qui circulent sur les routes publiques exposés aux dangers que l'on veut faire disparaître pour les premiers? Je veux que l'on protège les automobilistes, mais je ne veux pas que l'on néglige les autres conducteurs des voitures qui ont droit autant à la protection du gouvernement. Pas d'injustice pour personne.

Il n'y a vraiment dans la nouvelle loi que des mesures qui amènent de l'argent au Trésor.

Le premier ministre, en maintes occasions, a déclaré que le gouvernement ne taxerait pas et n'emprunterait pas. On battait des mains alors. C'étaient des succès de parades. Et ce sont ces moyens de parade dont se sert le premier ministre pour gagner des applaudissements quand il prétend devant la Chambre qu'il n'a pas emprunté ni taxé.

M. l'Orateur rappelle à l'ordre le député de Deux-Montagnes. Il lui fait remarquer que cette expression "moyens de parade" n'est pas parlementaire. Il invite donc le chef de l'opposition à employer des termes moins énergiques.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): On a taxé et on a emprunté. J'ai donc le droit de dire que les actes actuels du gouvernement ne sont pas conformes à ses promesses. Le ministère actuel est le plus grand taxeur que nous ayons eu dans la province. Et il n'a pas même le courage de dire qu'il taxe, il déclare qu'il impose des licences. Mais la parole d'un gouvernement est-elle sérieuse? Devons-nous y croire? Le passé nous permet d'en douter. Le bill actuel nous permet de croire que non!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le peuple a parlé le 22 mai.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il a parlé aussi en 1892 et en 1911, après la chute des libéraux.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): On ne s'occupe pas d'Ottawa.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je comprends la déclaration du ministre des Travaux publics et j'espère qu'il en tiendra compte en temps et lieu. Le peuple a parlé le 22 mai et, maintenant, est-ce que les députés de cette Chambre, à cause de cela, n'auront pas le droit de parler? Dois-je comprendre que nous n'avons plus le droit de dire un mot? Il ne reste donc plus qu'à se laisser taxer et à ne plus dire un seul mot. Je suis d'une autre doctrine. Je crois que les représentants du peuple ont le droit de parler dans cette Chambre et de réclamer quand le gouvernement manque à ses promesses.

C'est une nouvelle doctrine libérale et une nouvelle doctrine démocratique que le ministre des Travaux publics établirait ainsi. Le peuple s'est exprimé le 22 mai, mais le ministre sait quels moyens le gouvernement a utilisés afin d'obtenir ce résultat. Le gouvernement sait qu'il s'est engagé, que les députés se sont engagés tout comme les organisateurs libéraux se sont également engagés à faire certaines choses s'ils étaient élus. Nous savons tous ce qu'étaient ces engagements et, lorsque nous rappelons au premier ministre les engagements qu'a pris son gouvernement, on nous dit que nous n'avons pas le droit de parler.

Lorsque le premier ministre est entré en fonction, ses actes ne se sont pas avérés conformes à ses déclarations. C'est vrai que la population de la province de Québec s'est exprimée et que les sièges du Parti libéral ont été comblés, mais les sièges des libéraux sont restés silencieux. C'est sûrement là un nouveau type de libéralisme.

Mais le gouvernement risque d'assister à un réveil. Je suis sûr que les jeunes députés de cette Chambre ne consentiront pas à se faire les suiveurs aveugles du gouvernement, mais qu'ils forceront celui-ci à reconnaître les promesses qu'ils ont faites avant de lui accorder leur appui: celle de ne pas taxer comme les autres¹.

Je sais qu'il y a dans cette Chambre un certain nombre de jeunes et brillants députés et j'espère qu'ils ne termineront pas leur carrière en se contentant de répondre oui à tout ce que le gouvernement proposera, mais qu'au contraire ils tiendront compte de leurs obligations envers la population.

Je m'excuse de cette digression provoquée par le ministre des Travaux publics. Mais ce gouvernement a été maintenu au pouvoir en exploitant la question des écoles de l'Ontario et en

laissant ses candidats promettre que la Législature voterait de l'argent pour cette cause. Depuis lors, il ne s'occupe plus que de taxer, malgré la promesse du premier ministre. Le gouvernement devrait laisser une partie du produit de ces taxes aux municipalités.

L'honorable M. Gouin (Portneuf): Nous n'avons jamais trompé le peuple. À chaque élection, le gouvernement a réclamé qu'on cautionne de nouveaux emprunts et, chaque fois, cette permission a été accordée. En 1905, il a promis de ne pas taxer et de ne pas emprunter, et le gouvernement n'a ni taxé ni emprunté. En 1908, le gouvernement a constaté que le temps était venu d'améliorer la voirie et le peuple a approuvé les emprunts qu'il a faits pour cela, de même qu'en 1913. Et cette année, on a de nouveau consulté l'électorat et, lors de cette dernière élection, on a dit à la population que, si le gouvernement était réélu, on affecterait plus d'argent à la voirie. Et le résultat est bien connu.

Un mandat nous a été confié par une majorité écrasante de la population et personne n'est plus au courant de ces choses que le leader de l'opposition lui-même.

Des voix: Bravo!

L'honorable M. Gouin (Portneuf): Le peuple était au courant de cette politique lors des dernières élections. La politique du gouvernement n'a rien de caché, les citoyens de cette province la connaissent suffisamment pour l'apprécier. Ces honoraires fixés pour les automobiles, comme pour les opérations de bourse, personne ne s'en plaindra. Ceux qui sont appelés à les payer en ont le moyen et ils se rendent compte que ce n'est que justice en échange des avantages qu'ils en retirent.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): La province doit légiférer pour réglementer la circulation routière et ne pas laisser cette prérogative aux municipalités.

La province n'enlève aucun pouvoir aux municipalités. Vous ne trouverez aucune province, aucun état ou pays dont la province n'est pas habilitée à administrer les lois concernant la circulation routière.

C'est illégalement que les municipalités se sont jusqu'ici arrogé le droit de taxer les véhicules-moteurs, et le bill du gouvernement a pour effet de faire cesser tout simplement cet état de choses anormal. Imaginez le chaos si, dans cette province, la limite de vitesse des voitures au moment où elles

traversent chaque petite ville, par exemple, était, selon la loi, assujettie à la réglementation propre à chaque petite municipalité.

Le leader de l'opposition affirme que nous ne faisons rien pour assurer la protection de la population. Nous augmentons le montant de l'amende imposée dans le cas d'une deuxième ou d'une troisième infraction; nous rendons pratiquement impossible la conduite d'une voiture par un homme en état d'ébriété; nous réglementons la vitesse à laquelle les véhicules peuvent circuler lorsqu'ils se croisent ou lorsqu'ils dépassent des tramways.

On accuse le gouvernement de faire une distinction lorsqu'il dit que ces taxes n'étaient pas des taxes mais des licences ou des permis. Ces termes ont été choisis afin de rendre le projet de loi conforme à la loi. Lorsque la loi utilise le terme "licence", le projet de loi emploie le même mot et, quand elle utilise le mot "permis" ou "taxe", ce sont ces mêmes termes qui sont mentionnés dans le projet de loi. Si le leader de l'opposition se donnait la peine de faire une recherche, il découvrirait que, dans chaque cas, les termes ont été correctement définis sur le plan juridique et qu'ils sont conformes au texte de la loi.

Il est vrai que le gouvernement a augmenté la dette afin d'appliquer la politique concernant les bons chemins, mais il l'a fait avec le consentement de la population et, lorsque la Chambre a voté en faveur de cette initiative, elle a obtenu l'appui des députés de l'opposition sur cette question. L'opposition semble se plaindre du fait que le gouvernement a contracté des emprunts et augmenté la dette. En tant que trésorier de la province, je serais reconnaissant à l'opposition de bien vouloir m'indiquer une autre façon d'emprunter sans augmenter la dette.

Le député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) prétend que le premier ministre a parcouru la province en induisant la population en erreur. Au cours de la dernière élection provinciale, le premier ministre s'est présenté devant l'électorat et a décrit les réalisations du gouvernement. Il n'a jamais prétendu que le gouvernement n'avait pas augmenté la dette contractée pour les bons chemins. Au contraire, il a démontré que cette dette était un excellent investissement.

Aux États-Unis, un investissement de \$150,000,000 pour les routes a contribué à augmenter l'évaluation foncière d'environ \$382,000,000, et c'est pourquoi nous devrions continuer à améliorer nos routes afin d'accroître la prospérité de la population de cette province.

Le leader de l'opposition est bien mal placé pour accuser le premier ministre de parcourir la province en trompant la population. Rappelez-vous l'année 1911; ce fut l'année des promesses du parti auquel le leader de l'opposition appartient. Il devrait se rappeler les promesses faites par ses amis d'Ottawa, en particulier durant les élections des comtés de Drummond et d'Arthabaska. Quand viendra l'heure de rendre des comptes, le peuple saura que ce n'est pas le Parti libéral qui n'a pas tenu ses promesses, mais bien le parti représenté de l'autre côté de la Chambre par l'honorable député de Deux-Montagnes.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) répond au trésorier de la province et fait de nouveaux commentaires sur le bill.

La proposition est adoptée. Le bill est renvoyé à un comité général de la Chambre.

Corporation du canton de Chambly

M. Desaulniers (Chambly) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 124 augmentant le pouvoir d'emprunt de la corporation du canton de Chambly soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Ville de Sainte-Thérèse

M. Lévesque (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 52 constituant en corporation la ville de Sainte-Thérèse soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Hampstead

M. Lévesque (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 78 amendant la charte de la ville de Hampstead soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Back River Power Company et la ville du Sault-au-Récollet

M. Lévesque (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 125 ratifiant un contrat entre la Back River Power Company et la ville du Sault-au-Récollet soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Pont en acier sur la rivière Saint-François

M. Scott (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 65 autorisant la construction d'un pont en acier sur la rivière Saint-François, entre la ville d'East Angus et la municipalité du canton de Westbury, à l'endroit connu sous le nom de "la traverse" soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication.

Institut des soldats blessés

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 77 constituant en corporation l'Institut des soldats blessés soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Nathaniel William Jacobs

M. Finnie (Montréal-Saint-Laurent) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 126 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Nathaniel William Jacobs à exercer la profession légale et à lui accorder son diplôme à cet effet soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

George H. Shink

M. Thériault (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 83 autorisant le Barreau de la province de Québec à permettre à George H. Shink de pratiquer le droit, après examen, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

The Hervey Institute

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 51 amendant la charte de The Hervey Institute soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Travaux de la Chambre

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable M. Taschereau), que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à lundi, 8 heures du soir.

Adopté.

La séance est levée à 1 h 20.

NOTE

1. Relativement à cette remarque du chef de l'opposition, le journaliste du *Devoir* Louis Dupire écrivait: "Le député des Deux-Montagnes faisait allusion à quelques-uns des nouveaux venus qui, se liquant avec les anciens, témoignent d'un certain esprit d'indépendance, en particulier au comité des bills privés."

Séance du lundi 27 novembre 1916

Présidence de l'honorable A. Galipeault

La séance est ouverte à 8 heures.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Compte rendu du *Soleil*

M. Sauvé (Deux-Montagnes) désire soulever une question de privilège avant de passer à l'ordre du jour pour protester contre un compte rendu du *Soleil*, journal, dit-il, qui est considéré comme l'organe officiel du gouvernement de Québec.

Dans son rapport de la séance de jeudi, le correspondant du *Soleil* écrit ce qui suit:

"Petite séance de deux heures dont la majeure partie a été employée à voter les subsides du ministère des Terres et Forêts. La discussion a été longue, avons-nous dit. En effet, et les députés devront un peu au chef de l'opposition de toucher leur salaire annuel. C'est lui, apparemment, qui, en faisant durer les débats, permettra à la Chambre de tenir les 30 séances requises par la loi pour permettre au gouvernement de payer les traitements annuels. On soupçonne M. Sauvé de travailler dans son intérêt personnel..."

Je regrette que le correspondant¹ ait été si mal inspiré ou qu'on ait cru à propos de me faire injurier de cette façon. Est-ce en agissant ainsi qu'un journaliste peut faire honneur à sa profession et acquérir une réputation d'homme sérieux? Je ne le crois pas. J'ai pour les journalistes et pour leur profession une profonde estime. Je réclame pour eux toute la justice et la liberté auxquelles ils ont droit. Mais il me semble qu'un membre de la galerie de la presse, qui jouit du privilège que lui accorde la Chambre, ne devrait pas avoir le droit de traiter ainsi un député qui croit remplir son mandat et que le président de cette Chambre devrait exercer contre lui les mêmes droits qu'il invoque contre les députés qui s'écartent des règles parlementaires. Devrait-il être permis à un journaliste qui jouit des privilèges de cette Chambre de faire dire à un député des choses qu'il n'a jamais exprimées et de lui prêter des sentiments déshonorants? Je ne le crois pas.

Il est du devoir des courriéristes parlementaires de rapporter exactement les idées exprimées par les députés. En faisant le contraire, il est coupable de déloyauté et de faux envers la Chambre; il est aussi

coupable d'avoir trompé ses lecteurs. Je ne parle pas du correspondant du *Canada* qui a faussement trompé ses lecteurs depuis le commencement de la session par des rapports faux et injurieux.

Je regrette d'être obligé de faire ces remarques. Je veux croire que mon jeune ami du *Soleil* n'a pas calculé la gravité de son erreur. Je veux maintenant montrer jusqu'à quel point il a été injuste. Nous sommes réunis ici pour examiner, discuter, approuver ou désapprouver les actes du gouvernement, ses dépenses, la distribution des argents, etc. Le gouvernement nous demande de lui voter au-delà de huit millions de piastres qu'il veut dépenser dans le cours de l'année. Ses dépenses ont doublé depuis quelques années. Le gouvernement a aussi des mesures importantes qui méritent la plus sérieuse attention de cette Chambre. Il en a déjà présenté quelques-unes et l'opposition n'a pris que quelques heures pour les considérer. Jamais la routine de la Chambre ne s'est faite aussi rapidement. Nous avons, dans une seule séance, voté le budget des Travaux publics, dans une autre, le budget des Terres. La discussion a été faite loyalement, dans les meilleurs termes, des deux côtés. La Chambre le sait bien. J'ai complimenté le ministre des Terres pour certaines branches de son département. Pouvons-nous aller plus vite? Il reste plusieurs autres départements à examiner. Devons-nous approuver tout cela sans étude, les yeux fermés? Est-ce ainsi que nous devons considérer maintenant notre régime parlementaire? Que veut-on faire des droits des représentants du peuple? J'exerce un droit élémentaire du système constitutionnel, savoir: que le peuple doit connaître, par l'intermédiaire de ses représentants, la manière dont on se propose de dépenser son argent. Nous n'avons pas eu de séance le vendredi et le lundi après-midi; nous n'avons eu des séances du soir que le lundi. Est-ce à ma demande? Non. Cependant, j'en suis gré au premier ministre, car cela nous a permis d'examiner les rapports avant de les discuter².

Eh bien, si on le veut ainsi, je déclare que, si le gouvernement tient absolument à siéger tous les soirs et le vendredi, pour ma part, je serai prêt à partir la semaine prochaine. Je déclare que, si le gouvernement veut absolument siéger tous les soirs et, le vendredi, faire deux séances, l'après-midi et le soir, pour que la session ne dure pas 30 jours et pour n'avoir pas à payer l'indemnité sessionnelle aux députés, je ne veux pas l'empêcher. C'est lui qui en est le maître.

L'honorable M. Gouin (Portneuf): Personne du côté de la droite ne songe à brusquer les choses. Le gouvernement l'a déjà déclaré, l'opposition aura tout le temps voulu pour étudier les mesures qui seront soumises à la Chambre. Il n'y a aucune raison qui peut engager le gouvernement à agir autrement. Le gouvernement n'a aucunement l'intention d'empêcher la discussion sur les mesures qu'il présente ni sur le budget. J'en appelle au chef de l'opposition lui-même qui devra admettre que le gouvernement n'a jamais rien fait pour l'empêcher de discuter.

Ça n'a jamais été l'intention du gouvernement, non plus, de priver les députés de leur indemnité. Je n'ai pas mission de défendre *Le Soleil*, mais je parle au nom de mes collègues. Le chef de l'opposition, nouveau dans les fonctions qu'il occupe aujourd'hui, se sent très chatouilleux. Je demande aux journalistes de se rappeler que le chef de l'opposition est très chatouilleux sur les expressions dont on se sert à son égard.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je ne voulais pas imiter le premier ministre qui, un jour, élaboussa un courriériste qui l'avait attaqué. Le premier ministre s'est lui-même montré chatouilleux lorsqu'il a jadis apostrophé le représentant de *L'Événement*, M. Jean Dumont, qui l'avait traité de fou.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) en appelle à l'Orateur. Les règles, dit-il, ne permettent pas de débattre une question de privilège.

M. l'Orateur fait remarquer au chef de l'opposition qu'il s'éloigne de la question.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je n'insisterai pas. Je voulais seulement rappeler au premier ministre qu'il a déjà été chatouilleux. Je voudrais lui rafraîchir la mémoire.

L'honorable M. Gouin (Portneuf): J'ai une excellente mémoire.

Restructuration scolaire de Montréal

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve) demande la permission de présenter le bill 37 concernant les écoles catholiques de Montréal.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce que le bill est le même que celui qu'avait suggéré M. Tancrède Marsil?

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve): Non, pas précisément.

Des députés rient.

L'honorable M. Gouin (Portneuf): Il y a quelques modifications.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Biens en déshérence

L'honorable M. Gouin (Portneuf) demande la permission de présenter le bill 32 modifiant l'article 687 du Code civil et l'article 1741 des statuts refondus, 1909, relativement à certains biens en déshérence.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Règles de pratique

L'honorable M. Gouin (Portneuf) demande la permission de présenter le bill 36 amendant le Code de procédure civile relativement aux règles de pratique.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Charte de l'Île-Dorval

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme maintenant en comité général pour étudier le bill 106 amendant la charte de la ville de l'Île-Dorval.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Shearith Israel

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme maintenant en comité général pour étudier le bill 82 amendant la charte de la corporation des juifs espagnols et portugais, Shearith Israel, de Montréal.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Société Saint-Vincent-de-Paul

M. Desaulniers (Chambly) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme maintenant en comité général pour étudier le bill 91 constituant en corporation La Société Saint-Vincent-de-Paul de Montréal.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Desaulniers (Chambly) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Commission scolaire de Saint-Laurent

M. Ashby (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme maintenant en comité général pour étudier le bill 117 permettant aux commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire du village de Saint-Laurent de faire un rôle d'évaluation annuel.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Ashby (Jacques-Cartier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Sœurs du Saint-Enfant Jésus

M. Parrot (Témiscouata) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 130 constituant en corporation la congrégation des sœurs de l'Enfant-Jésus soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Mount Sinai Foundation

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 76 constituant en corporation la Mount Sinai Foundation soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Division d'enregistrement à Mont-Laurier

M. Fortier (Labelle) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 80 établissant une nouvelle division d'enregistrement à Mont-Laurier, dans le comté de Labelle, et divisant ce comté et celui d'Ottawa en deux divisions pour fins municipales et d'enregistrement soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Bankers Trust Company

M. Finnie (Montréal-Saint-Laurent) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 69 amendant la charte de la Bankers Trust Company soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Succession de L.-H. Hébert

M. Beaudry (Verchères) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 102 concernant la succession de feu Louis-Herménégilde Hébert soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Scottish Trust Company

M. Finnie (Montréal-Saint-Laurent) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 68 amendant la charte de la Scottish Trust Company soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Montreal Trust Company

M. Finnie (Montréal-Saint-Laurent) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 95 amendant la charte de la Montreal Trust Company soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Village de Granby

M. Bullock (Shefford) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 132 concernant le village de Granby et l'érigeant en cité sous le nom de "cité de Granby" soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

The St. Maurice Lumber Company

M. Francoeur (Lotbinière) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 94 constituant en corporation The St. Maurice Lumber Company soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Municipalité scolaire de Cartierville

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, appuyé par le représentant de Verchères (M. Beaudry), que le bill 127 concernant les limites de la municipalité scolaire de Cartierville soit inscrit au feuillet des affaires du jour pour étude en comité général.

Adopté.

Flottage du bois

M. Tourville (Maskinongé) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 171 modifiant l'article 1627 des statuts refondus, 1909, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Agents d'assurances

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 23 amendant la loi des assurances de Québec au sujet des agents d'assurances soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose que la Chambre se forme maintenant en ledit comité.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Ce bill a pour objet d'exercer un contrôle sur les agents d'assurances. Il y a eu plusieurs plaintes à l'effet que des erreurs se sont glissées, pour diverses raisons, dans des polices d'assurance, une de ces raisons étant l'ignorance de certains agents. Il a été jugé opportun, dans l'intérêt public général, qu'on soumette les agents, dans la mesure du possible, à un contrôle gouvernemental en les obligeant à obtenir un permis du Surintendant des assurances. Ainsi, il existera une mesure de protection pour le public, car tous les efforts possibles seront faits pour s'assurer que les agents soient des personnes dûment qualifiées.

Le comité étudie le premier paragraphe de l'article 1 qui se lit ainsi:

"6960a. Le mot "agent", dans la présente section, comprend un agent, un sous-agent ou un courtier reconnu comme tel, ou toute personne, société ou corporation faisant, de quelque manière, des affaires d'assurance en négociant ou plaçant des risques ou délivrant des polices, ou percevant des primes, mais ne comprend pas les employés salariés d'une compagnie d'assurances qui ne reçoivent pas de commission."

L'honorable M. Mitchell (Richmond): De temps à autre, des démarches ont été entreprises auprès du gouvernement faisant valoir la sagesse d'exercer un contrôle afin que le public soit mieux protégé. Nous croyons que cette demande était justifiée, et c'est pourquoi nous sommes arrivés avec un bill qui, croyons-nous, répondra à ce besoin.

M. Lévesque (Laval) s'oppose à ce projet de loi. Cette loi, dit-il, n'est pas demandée par le peuple. Au surplus, je ne vois pas quelle garantie supplémentaire de capacité elle peut apporter. Ce ne serait pas une grande garantie pour le public que d'obliger de passer par l'intermédiaire d'un agent pour transiger avec une compagnie d'assurances. Il demande au gouvernement d'amender cette loi qui lui paraît porter atteinte au droit des professionnels de transiger directement avec les compagnies.

Cette nouvelle loi peut, dit-il, empêcher les notaires de se procurer, pour le compte de leurs clients, des polices d'assurance, en certaines circonstances. Les notaires ne veulent pas être forcés de payer la taxe de \$10 et être considérés du fait comme agents d'assurances, et, selon lui, les agents d'assurances s'y opposeront vigoureusement. Il craint

que ce bill ne crée un syndicat d'agents d'assurances. Dans les districts ruraux, particulièrement, les notaires rédigent fréquemment de l'assurance, et cela les exclurait de ce genre d'affaires.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Ce n'est pas là la portée de la loi. Il n'y a rien dans la loi qui empêche un notaire de rédiger une assurance-vie, en autant qu'il ait obtenu la licence requise. Les notaires qui, de par leur profession, font des affaires avec les compagnies d'assurances ne sont nullement affectés par cette loi. Le nouveau projet de loi laisse aux notaires toute liberté d'agir avec les compagnies d'assurances pour le compte de leurs clients. Il ne les affectera pas et ne les empêchera pas de transiger directement avec les compagnies d'assurances. Mais les notaires qui voudront faire le métier d'agent d'assurances devront se munir d'une licence comme les autres agents.

En fait, le bill les empêche de percevoir des primes et de toucher une commission. On ne considère, en effet, comme agent d'assurances que celui qui collecte les primes et reçoit une commission. Donc, si les notaires exercent la profession d'agent d'assurances, s'ils perçoivent des risques et retirent des commissions, alors ils devront payer la licence exigible des agents d'assurances.

L'étude du premier paragraphe est suspendue. Le comité étudie le second paragraphe de l'article qui se lit ainsi:

"6960b. Un agent ne peut représenter une compagnie d'assurances dans la province de Québec, ni représenter une personne, société ou corporation pour transiger des affaires d'assurance ou de réassurance avec des assureurs non enregistrés au sujet de risques mentionnés à l'article 6963, à moins de s'être complètement conformé aux dispositions du présent paragraphe et d'avoir obtenu une licence d'agent du Surintendant des assurances; pourvu que rien de contenu dans le présent paragraphe ne puisse être interprété comme ayant l'effet d'empêcher une personne, société ou corporation de remplir les fonctions d'agent, en attendant qu'il soit adjugé sur sa demande de licence et que le Surintendant des assurances la prenne en considération."

Le paragraphe est adopté.

Le comité fait rapport qu'il n'a pas terminé l'examen du bill et demande la permission de siéger de nouveau.

Véhicules-moteurs

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, appuyé par le représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Décarie), qu'à la prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 16 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les véhicules-moteurs.

Adopté.

Pension des officiers publics

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, appuyé par le représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Décarie), qu'à la prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 19 amendant les statuts refondus, 1909, concernant la pension des officiers publics.

Adopté.

Agents d'assurances

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, appuyé par le représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Décarie), qu'à la prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 23 amendant la loi des assurances de Québec au sujet des agents d'assurances.

Adopté.

Biens en déshérence

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable M. Taschereau), qu'à la prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 32 modifiant l'article 687 du Code civil et l'article 1741 des statuts refondus, 1909, relativement à certains biens en déshérence.

Adopté.

La séance est levée à 8 h 30³.

NOTES

1. Le journaliste en question était M. Eustache Letellier.

2. Une partie du texte de M. Sauvé ne fut pas prononcée à l'Assemblée, mais figurait dans les notes remises aux journalistes. Voici cette portion de texte publié dans *La Patrie* (28 novembre 1916, p. 5):

"M. l'Orateur, je ne suis pas riche, je n'appartiens à aucun trust et je ne retire aucun revenu de certaines grosses corporations. Le modeste ménage que j'ai dans ma maison n'a pas été payé par la province. Que la session soit courte ou longue, le premier ministre recevra \$7,000 et, les autres, \$6,000, et la province pourra leur payer par année, pour leurs dépenses de voyage, la jolie somme de \$8,000 comme cela arrive cette année. Mais, moi, je ne recevrai pas un sou. C'est ce que l'on voudrait en certains milieux?"

Ce passage sera évoqué à la séance du 28 novembre 1916.

3. Selon *Le Devoir*, la séance a été levée à 9 h 30.

Séance du mardi 28 novembre 1916

Présidence de l'honorable A. Galipeault

La séance est ouverte à 3 heures.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

L'honorable M. Gouin (Portneuf): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter les bills suivants sans amendement:

- bill 114 amendant la charte de The Montreal General Hospital;

- bill 88 autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Léonide-François Lavigne à la pratique de la médecine, de la chirurgie et de l'obstétrique;

- bill 62 autorisant Ernest Brault à pratiquer la médecine après avoir subi devant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec les examens médicaux requis pour la licence;

- bill 123 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Frédéric W. Saunders à l'exercice de la profession de dentiste;

- bill 126 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Nathaniel William Jacobs à exercer la profession légale et à lui accorder son diplôme à cet effet;

- bill 112 amendant la charte de The Anglo American Trust Company.

Votre comité a aussi adopté les bills suivants avec des amendements:

- bill 66 constituant en corporation The Plymouth Congregational Church of Sherbrooke;

- bill 86 autorisant le bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Sherbrooke à faire un emprunt additionnel;

- bill 51 amendant la charte de The Hervey Institute;

- bill 122 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Charles Henry Barr à l'exercice de la profession de dentiste;

- bill 67 constituant en corporation l'Institut des petites sœurs franciscaines de Marie, de Montréal.

M. Francoeur (Lotbinière): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter les bills suivants avec des amendements:

- bill 71 accordant certains pouvoirs à la paroisse de Saint-Patrice, Montréal;

- bill 104 amendant la charte de la ville de Saint-Jean et constituant cette dernière en corporation de cité.

Et le bill suivant sans amendement:

- bill 78 amendant la charte de la ville de Hampstead.

Église catholique grecque ruthène

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande la permission de présenter le bill 87 concernant l'érection, dans cette province, de paroisses et missions de l'Église catholique grecque ruthène en communion avec Rome.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

Faillites

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Combien de faillites ont été enregistrées en 1914, 1915 et 1916 dans chacun des districts de Montréal, Trois-Rivières, Sherbrooke et Québec?

2. Combien dans chacun de ces mêmes districts en 1897?

L'honorable M. Décarie (Maisonnette): 1. Dans le district de Montréal: en 1914, 527; en 1915, 525; en 1916, jusqu'au 14 novembre, 253.

Dans le district de Trois-Rivières: en 1914, 34; en 1915, 29; en 1916, jusqu'au 23 novembre, 13.

Dans le district de Saint-François: en 1914, 26; en 1915, 29; en 1916, au 16 novembre, 20.

Dans le district de Québec: en 1914, 69; en 1915, 45; en 1916, au 15 novembre, 31.

2. En 1897, dans le district de Montréal, 201.

- En 1897, dans le district de Trois-Rivières,
12.
En 1897, dans le district de Saint-François,
17.
En 1897, dans le district de Québec, 46.

Emploi des soldats

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. La commission pourvoyant à l'emploi des soldats dans cette province a-t-elle fait rapport de ses opérations au gouvernement?

2. Dans l'affirmative, combien de soldats ont obtenu des emplois par l'entremise de cette commission?

3. Quels sont les noms et adresses de ces soldats? Quels emplois occupent-ils?

L'honorable M. Mitchell (Richmond): 1 et 2. Non, mais le président de la commission destinée à procurer de l'emploi aux soldats nous informe qu'à venir jusqu'au 18 novembre, 1079 demandes de positions ont été reçues, et que 1069 postulants ont trouvé de l'emploi.

3. On peut se procurer les noms et adresses ainsi que le genre d'emploi du président de la commission destinée à procurer de l'emploi aux soldats.

Route Lévis-Rimouski

M. Tessier (Rimouski): 1. La construction d'une route de Lévis à Rimouski est-elle encore à l'étude par le gouvernement?

2. Dans l'affirmative, quand se terminera cette étude?

3. Dans la négative, quelle décision a été prise, et le tracé de cette route a-t-il été déterminé?

L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières): 1. Oui.

2 et 3. Le gouvernement n'est pas en état de dire quand il entreprendra la construction de nouvelles routes provinciales.

Bateaux de colonisation

M. Turcotte (Lac-Saint-Jean): 1. Combien d'argent de colonisation ou autre a été octroyé pour venir en aide aux bateaux faisant le service entre Roberval et les différentes paroisses du Lac-Saint-Jean, en 1910-1911 et 1915-1916?

2. Combien accordé à chacun de ces bateaux et à qui payé?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

1. Pour 1910-1911	Rien
Pour 1915-1916	\$950.00

2. Bateau Le Nord	\$300.00	Capt. A. Donaldson.
" St-Henri	200.00	" A. Morin.
" Arthur	150.00	" Luc. Girard.
" Marie-Alma	150.00	" Jos. Déry.
" Pickouagami	150.00	" Pilote.

Demande de documents:

Limites à bois au Lac-Saint-Jean

M. Turcotte (Lac-Saint-Jean) propose qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre un état indiquant: 1. Quels sont les détenteurs de limites à bois dans la région du Lac-Saint-Jean. 2. Quelle est la date de chacune de ces concessions. 3. Quelle est l'étendue de chacune de ces limites. 4. Sur quelles rivières sont-elles situées. 5. Combien le gouvernement a-t-il perçu de ces limites en 1912-1913 et en 1915-1916. 6. Reste-t-il encore des limites à concéder dans cette région. 7. Dans l'affirmative, quelles en sont l'étendue et la situation.

Dépôt de documents:

Limites à bois au Lac-Saint-Jean

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) dépose sur le bureau de la Chambre l'état indiquant: 1. Quels sont les détenteurs de limites à bois dans la région du Lac-Saint-Jean. 2. Quelle est la date de chacune de ces concessions. 3. Quelle est l'étendue de chacune de ces limites. 4. Sur quelles rivières elles sont situées. 5. Combien le gouvernement a perçu de ces limites en 1912-1913 et en 1915-1916. 6. Reste-t-il encore des limites à concéder dans cette région. 7. Dans l'affirmative, quelles en sont l'étendue et la situation. (Document de la session no 25)

Charte de Westmount

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité général, du bill 58 amendant la charte de la cité de Westmount.

M. Létourneau (Montréal-Hochelaga) propose, appuyé par le représentant de Laval (M. Lévesque), que ledit ordre soit révoqué et que le bill soit retiré. Il explique que c'est avec l'autorisation des promoteurs qu'il retire ce bill de la ville de Westmount.

Par ce bill, la cité de Westmount demandait le pouvoir de taxer les corporations religieuses pour les services de protection contre le feu et de police. Cette demande a été refusée par le comité des bills privés qui a, par contre, introduit dans le bill une nouvelle clause imposant à la cité de Westmount l'obligation d'exproprier un certain terrain dans un bref délai. Comme cette nouvelle clause est à peu près tout ce qui reste du bill, ses promoteurs ont décidé de le retirer.

La proposition est adoptée, et le bill est retiré.

Agents d'assurances

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme en comité général pour étudier un projet de résolution concernant le bill 23 amendant la loi des assurances de Québec au sujet des agents d'assurances.

Adopté.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) informe la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose: Que les droits payables sur l'émission d'une licence d'agent en vertu de la loi qui accompagne la présente résolution, ou sur son renouvellement, soient les suivants: licence d'agent transigeant des affaires d'assurance sur la vie industrielle ou d'assurance funéraire, \$2; licence d'agent transigeant toute autre classe d'assurance: dans les cités, \$10; ailleurs, \$5.

Il donne quelques explications sur sa résolution.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) questionne le trésorier à ce sujet. Il croit qu'il s'agit d'imposer une nouvelle taxe sur les agents d'assurances.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Dans la plupart des autres provinces, le maximum des

droits imposés à de tels agents est de \$10, et le minimum, \$3, tandis qu'avec ce projet de loi le maximum est de \$10 et le minimum, \$2.

Je ne crois pas que la nouvelle licence constitue un revenu pour le gouvernement. Elle suffira à peine à défrayer les dépenses de l'application de la loi.

La proposition est adoptée sur division.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée sur division par la Chambre.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité général chargé de l'étude du bill 23 amendant la loi des assurances de Québec au sujet des agents d'assurances.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour prendre ledit bill en considération.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Mitchell (Richmond) explique de nouveau que le but de cette loi est de protéger en même temps les bons agents d'assurances et le public contre les agents sans scrupules qui fraudent les assurés.

Ce bill a été présenté dans l'intérêt du public et il a pour but de voir à ce que les agents d'assurances soient compétents.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) demande des précisions au trésorier.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): La loi a pour but de protéger le public en forçant les compagnies à n'employer que des agents compétents et de protéger également les agents consciencieux contre des concurrents malhonnêtes.

Dans les provinces d'Ontario, du Nouveau-Brunswick et dans certaines provinces de l'Ouest, ainsi qu'aux États-Unis et en Angleterre, les agents d'assurances possèdent une licence.

Le but est d'apporter une mesure de contrôle gouvernemental sur les agents d'assurances et d'éviter, si possible, les erreurs ayant causé, par le passé, l'annulation de certaines polices.

Le comité poursuit l'étude du premier paragraphe de l'article 1, qui se lit ainsi:

"6960a. Le mot "agent", dans la présente section, comprend un agent, un sous-agent ou un courtier reconnu comme tel, ou toute personne, société ou corporation faisant, de quelque manière, des affaires d'assurance en négociant ou plaçant des risques ou délivrant des polices, ou percevant des primes, mais ne comprend pas les employés salariés d'une compagnie d'assurances qui ne reçoivent pas de commission."

L'honorable M. Mitchell (Richmond) désire amender ce paragraphe dans le sens suggéré hier par le député de Laval (M. Lévesque). Ainsi, dit-il, les notaires pourront continuer à s'occuper d'assurance sans avoir à se munir de la licence exigée des agents.

Il propose donc que le paragraphe soit modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

Le mot "agent", dans la présente section, ne comprend pas les notaires qui ne sont pas régulièrement nommés agents d'une compagnie d'assurances ou qui agissent comme intermédiaires entre des clients transigeant des affaires de notaires et au sujet desquelles des polices d'assurance ont été émises. Les notaires faisant affaires d'assurance pour leurs clients, auprès des compagnies, ne seront pas considérés comme agents d'assurances et seront par le fait même exempts de la taxe, lors même qu'ils percevraient des primes et une commission.

La proposition est adoptée.

Le paragraphe ainsi amendé est adopté.

Le comité étudie le septième paragraphe de l'article 1, qui se lit comme suit:

"6960g. Lorsqu'en vertu d'une législation réciproque, une autre Législature du Canada accepte comme valides, dans les limites de sa juridiction, des licences accordées aux agents de la province, le Surintendant des assurances endosse comme valides, pour la province de Québec, les licences semblables accordées en vertu de l'autorité de cette Législature."

L'honorable M. Mitchell (Richmond) fait remarquer que la loi présentée est en vigueur dans plusieurs autres provinces de la Confédération, à l'exception de la province de Québec.

Le nouveau bill contient une clause qui permettra aux agents de la province de Québec, pourvus de certificats, de faire affaire dans la province voisine, et vice versa.

Le paragraphe est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté par la Chambre.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Pension des officiers publics

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme en comité général pour étudier un projet de résolutions concernant le bill 19 amendant les statuts refondus, 1909, concernant la pension des officiers publics.

Adopté.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) informe la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:

1. Que le montant annuel de la pension qui sera accordée aux officiers ou employés publics nommés membres permanents du service civil après l'entrée en vigueur de la loi qui accompagne les présentes résolutions soit égal à 2% du salaire total que ces officiers ou employés publics auront reçu durant les trente-cinq dernières années de service, ou durant toute la période de leurs années de service si cette période est de moins de trente-cinq ans.

Adopté.

2. Que, chaque année, il soit fait, sur le traitement de tout officier ou employé public qui sera nommé après l'entrée en vigueur de la loi qui accompagne les présentes résolutions, une retenue de 5%, laquelle retenue sera versée mensuellement au fonds consolidé du revenu.

Adopté.

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité général chargé de l'étude du bill 19 amendant les statuts refondus, 1909, concernant la pension des officiers publics.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Après étude de la question, il s'est avéré qu'il fallait changer le présent système car, actuellement, le gouvernement paie une trop grande proportion des pensions.

Jusqu'ici, les sommes annuelles perçues des employés ne représentent que le tiers du montant payé en pensions. L'an passé, par exemple, les officiers n'ont payé que \$22,861.70, comparativement à la somme de \$74,472.35 déboursée par le gouvernement. Autrement dit, la loi de pension coûte au gouvernement le double de ce que paient les employés civils, une situation qu'on ne retrouve dans nul autre gouvernement ou compagnie.

En conséquence, il a été décidé que le principe équitable à adopter pour les employés qui entreront au service de l'État est de séparer le coût plus également entre ceux-ci et le gouvernement, et le présent bill est basé sur les prévisions faites après une étude approfondie des lois de pension en vigueur ailleurs. La loi de pension est entrée en vigueur en 1909. Le gouvernement a, depuis lors, reçu \$131,496 et payé \$468,382. Il a également été décidé de ne plus permettre l'ajout d'années pour lesquelles aucune contribution n'a été payée.

La loi aura pour effet de répartir plus justement le montant tel qu'il s'appliquera aux futurs membres du service civil, même si on estime que le gouvernement paiera encore plus que la moitié de sa part.

Nous reconnaissons le fait que nous ne pouvons pas appliquer la loi aux employés civils actuels car ils sont entrés en fonction sous les dispositions de l'ancienne loi et ils ont donc droit aux avantages. Ainsi, il faudra plusieurs années avant que le gouvernement commence à ressentir les effets des amendements. Le résultat sera que les contributions du gouvernement et des employés seront plus également partagées.

Québec semble être la seule province à offrir de telles pensions et celles-ci sont exceptionnelles aux États-Unis. Le gouvernement fédéral, à Ottawa, n'a pas de loi de pension, même s'il y en a une qui est actuellement à l'étude; il a été proposé là-bas que les pensions soient de 0.5% plus élevées qu'à Québec, mais les contributions des employés seront de 5% à 8%. En conséquence, la province se montre plus généreuse, globalement, que les autorités fédérales.

J'ai étudié la loi du Massachusetts, le projet de loi fédéral, le système en vigueur dans plusieurs banques et compagnies de chemins de fer, et j'ai

retenu ce que je considère être les dispositions les plus équitables de chacun. Je crois que nous sommes la seule province à avoir une loi de pension et je me soucie que les employés civils se préoccupent de leur retraite, mais ce que soit sur une base d'équité.

Les principales dispositions de la nouvelle loi de pension sont les suivantes: la pension qui sera attribuée à un officier ou employé public à la retraite sera, annuellement, une somme égale à 2% du salaire total que cet officier ou employé public a reçu durant ses 35 dernières années de service ou, si cette période est de moins de 35 ans, pendant la durée totale.

Actuellement, les employés paient au fonds de pension 5% de leur salaire pendant les trois premières années et, après cela, 3%. Avec cette nouvelle loi, le montant sera tout le temps de 5%. Le maximum de pension est de \$600 pour une veuve et de \$300 pour un enfant. La contribution moyenne annuelle sera de \$88. Il est calculé que le gouvernement continuera à payer une bonne moitié du montant de la pension.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) pose quelques questions au trésorier au sujet de ces nouvelles conditions du fonds de pension.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) répond au député de Montréal-Saint-Georges.

La proposition est adoptée.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose que la Chambre se forme maintenant en comité général pour étudier ledit bill.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Assurance funéraire

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 20 amendant la loi des assurances de Québec concernant l'assurance funéraire soit maintenant lu une deuxième fois.

Il y a eu beaucoup de plaintes, dit-il, suivant lesquelles des compagnies œuvrant dans le domaine de l'assurance funéraire ne respecteraient pas leurs

contrats avec les assurés. À première vue, le gouvernement n'était pas certain que ces problèmes soient du domaine de la loi des assurances, mais il a finalement été conclu que c'était le cas, et le but de la présente loi est de soumettre ces compagnies aux dispositions qui s'appliquent aux autres compagnies d'assurances.

Adopté.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose que la Chambre se forme maintenant en comité général pour étudier ledit bill.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Mitchell (Richmond): On entend par ce genre d'assurance tout contrat stipulant qu'au décès de l'assuré un bénéfice funéraire sera payé ou un service funèbre fourni; la somme intégrale de tout contrat ne doit pas excéder \$150 sur chaque vie. Une compagnie d'assurance funéraire peut aussi être autorisée à agir comme entrepreneur de pompes funèbres et manufacturier de fournitures en rapport avec telle entreprise. Le capital-actions d'une telle compagnie doit être d'au moins \$150,000, jusqu'à concurrence de \$300,000.

Il s'agit dans ce cas de forcer les compagnies de frais funéraires à verser, comme garantie de leur sécurité, une somme de \$25,000 au gouvernement.

Le montant à verser au Trésor provincial varie de \$10,000 à \$25,000, suivant le montant total des obligations éventuelles en vertu des contrats en vigueur dans la province.

Une somme de \$2,500 est ajoutée pour chaque million ou fraction de million au-dessus de \$2,000,000, jusqu'à concurrence d'un dépôt maximum de \$50,000.

La Coopérative des frais funéraires de Montréal sera en outre obligée de verser au gouvernement une somme additionnelle dont le chiffre sera fixé d'après son capital.

De plus, la nouvelle loi obligera toutes les compagnies de frais funéraires de verser en argent, à leurs assurés, quand demande leur en sera faite, le montant de la police prise par ces derniers, leur laissant la liberté de faire inhumer où ils voudront et par qui ils voudront leurs défunts.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le bill réimprimé n'ayant pas été distribué, il demande au trésorier d'en remettre l'étude à plus tard.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) consent à la demande du chef de l'opposition.

Le comité fait rapport qu'il n'a pas terminé l'examen du bill et demande la permission de siéger de nouveau.

Subsides

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour chemins de colonisation, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

M. Turcotte (Lac-Saint-Jean) critique la politique des chemins de colonisation telle qu'elle est actuellement mise en pratique, du moins dans le comté qu'il représente. Les octrois que l'on accorde, dit-il, sont insuffisants même pour les travaux les plus élémentaires et ces octrois sont mal contrôlés. Les argents de colonisation sont mal distribués dans le comté, et le gouvernement a diminué les octrois alors que les besoins sont les mêmes.

Le gouvernement n'accorde pas à la région du Lac-Saint-Jean, dont les besoins sont toujours grandissants, tous les octrois dont elle aurait besoin pour son développement normal. De plus, l'argent qui a été accordé à cette région a été mal dépensé parce que le gouvernement provincial n'a pas laissé aux conseils municipaux de chaque village l'initiative de la dépense.

Les municipalités, qui sont les seuls corps régulièrement organisés dans les campagnes, devraient avoir entre leurs mains le contrôle des argents que l'on accorde pour les chemins de colonisation et pour la colonisation en général. Actuellement, non seulement dans le Lac-Saint-Jean, mais dans tous les comtés de la province, les octrois, tel qu'on les accorde, ne profitent qu'à des amis politiques qui sont les intermédiaires entre le gouvernement et les comtés. Ces octrois sont trop petits et ils sont dépensés sans contrôle par des gens qui sont les instruments... on sait de qui.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Le député du Lac-Saint-Jean a mauvaise grâce de se plaindre, puisque son comté est l'un des plus gâtés. Depuis un grand nombre d'années, le gouvernement a accordé à la région du Lac-Saint-Jean, qu'il considérait une des plus belles de la province, des octrois qui dépassaient en importance tous ceux votés aux autres parties de la province.

Après des efforts très onéreux, le gouvernement a réussi à faire de cette région une des plus prospères de tout notre territoire. Il n'a jamais d'ailleurs regretté l'argent qu'il a dépensé dans cette direction, car le Lac-Saint-Jean constitue actuellement un grenier pour la province, et un grenier dont on ne connaît pas encore toutes les ressources.

Le député de ce comté devrait donc être le dernier à se plaindre de notre administration. Si l'on étudie les octrois des dernières années, on trouve que le gouvernement a dépensé, depuis une dizaine d'années, plus de \$180,000 pour la région du Lac-Saint-Jean.

Il n'y a pas une seule partie de la province où le gouvernement a plus dépensé pour la colonisation. Et ces dépenses se sont étendues à toutes les sphères de la colonisation. Les octrois n'ont pas servi seulement à la construction des chemins, mais sont allés répondre à tous les besoins. Et nous avons bien fait de dépenser de la sorte.

Pendant plusieurs années, nous avons fait de grands efforts et nous avons dépensé jusqu'à \$34,000 par année dans le Lac-Saint-Jean. Les résultats sont satisfaisants, et le gouvernement ne regrette pas son argent.

Ses moyens sont cependant limités, et il doit songer à favoriser la colonisation dans toute la province. C'est pourquoi, depuis trois ou quatre ans, il a diminué le chiffre des octrois habituellement accordés au Lac-Saint-Jean.

L'argent a été consacré au développement d'autres parties de la province qui sont aussi des territoires de colonisation et dont le développement s'impose.

Le Lac-Saint-Jean n'a pas été d'ailleurs la seule région à souffrir de cette diminution, les comtés de Témiscouata, de Gaspé, de Labelle et d'Ottawa ont aussi vu diminuer leurs octrois. Ils doivent comprendre que l'administration est dans l'obligation de favoriser toutes les parties de la province.

Le gouvernement sera toujours prêt à favoriser la colonisation dans le Lac-Saint-Jean et les octrois lui seront accordés avec la même générosité qui caractérise le travail du ministère dans les autres parties du Québec.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Les octrois que l'on accorde pour ces chemins sont donnés actuellement, et depuis déjà longtemps, plutôt pour favoriser des amis politiques que pour aider les colons qui en ont besoin. Le fait est que l'on accorde ces octrois dans des comtés qui ne sont plus depuis longtemps des comtés dits de colonisation, comme le comté de Montmorency représenté par le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Taschereau). Dans ce comté, on a donné bien plus d'argent pour de prétendus chemins de colonisation que l'on n'en donne dans n'importe quelle autre région où l'on fait de la vraie colonisation et où les colons, depuis de longues années, souffrent réellement du manque de chemins.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Les conservateurs en faisaient autant!

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ce n'est pas une raison. Dans le comté de Montmorency, on dépense des sommes considérables, \$900, pour des soi-disant chemins de colonisation alors qu'il ne se fait pas de colonisation dans le comté, tandis que dans d'autres, comme dans Montcalm, on dépense légèrement moins, bien que ce soit, par excellence, un comté de colonisation.

M. Dupuis (Montcalm) remercie le leader de l'opposition de sa sympathie à l'égard de Montcalm. Ce n'était pas nécessaire, dit-il. Et il explique quel emploi on avait fait, dans son comté, des deniers affectés aux chemins de colonisation.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Les cultivateurs de mon comté qui ont reçu des octrois habitent des régions montagneuses, ont des routes difficiles à entretenir et sont pauvres, et le gouvernement, n'en déplaît au député des Deux-Montagnes, continuera à leur donner des octrois. Ces octrois sont nécessaires et ils seront continués!

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):
Le gouvernement ne construit des chemins de colonisation que sur la demande d'un ingénieur indépendant qui va s'enquérir en chaque occasion des besoins de la région. Quand un comté veut avoir un chemin de colonisation, il fait sa demande au ministère. Celui-ci envoie son ingénieur qui établit si la région ou le comté en a besoin réellement. Il est donc très peu probable que le gouvernement consacre son argent à la construction de chemins inutiles, pour la seule satisfaction de quelques amis politiques, comme le prétend le chef de l'opposition.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) fait allusion aux propos du chef de l'opposition rapportés dans *L'Événement* et relatifs au salaire des ministres.

M. Turcotte (Lac-Saint-Jean) parle de la colonisation en général et dans son comté. Le gouvernement, dit-il, se contente trop facilement de belles déclarations et de grands discours à la Saint-Jean-Baptiste plutôt que de faire des actes qui soient franchement utiles aux colons que l'on se vante à tout propos de protéger. Il demande encore une fois que les octrois soient mis entre les mains des municipalités.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) répète au député du Lac-Saint-Jean que les octrois ont été réduits depuis quelques années pour le comté du Lac-Saint-Jean, mais que cela est dû à ce que le comté a toujours été traité généreusement et qu'il convient de faire bénéficier maintenant d'autres régions de colonisation qui en ont plus besoin. Quant au contrôle de la dépense de ces argents, j'ai plus de confiance en l'ingénieur en chef de mon département, qui contrôle cette dépense, que dans n'importe quel conseil municipal de la province.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'honorable ministre de la Colonisation ne partage pas l'avis du ministre de la Voirie (l'honorable M. Tessier) qui a bien plus confiance que cela dans les municipalités et qui leur laisse le contrôle des octrois accordés pour l'amélioration des chemins.

M. Turcotte (Lac-Saint-Jean): Les octrois accordés au Lac-Saint-Jean sont trop minimes, car les besoins des colons du comté sont aussi grands qu'ils ne l'ont jamais été. Le gouvernement retranche ou diminue les octrois accordés pour la colonisation dans des endroits où il en faut absolument pour continuer l'élan donné, pour ensuite verser cet argent dans des centres nouveaux. Je n'entends pas cette façon de faire de la colonisation. Il ne suffit pas de dépenser de gros octrois pour dire et proclamer ensuite que l'on a fait beaucoup pour la colonisation. Si cet argent que l'on donne est dépensé, comme il l'est actuellement, sans le moindre contrôle, on n'a rien fait. On ne peut se vanter de donner de l'argent pour la colonisation si cet argent n'est pas dépensé de façon à aider véritablement les colons.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande au ministre de la Colonisation si c'est l'intention du gouvernement de remplir la promesse qu'il a faite aux colons du Témiscamingue de construire un chemin de fer dans cette région.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Il n'a jamais été promis de chemin de fer dans le Témiscamingue. Tout ce que mon prédécesseur (l'honorable M. Devlin) avait promis à ce sujet, c'était d'assurer les colons que le gouvernement favorisait tout projet de chemin de fer chez eux. Et le gouvernement a en effet favorisé par tous les moyens cette construction. Il a, de fait, obtenu du C. P. R. qu'il commençât les travaux; il y a maintenant 10 milles de faits et il en reste 35. Quand la guerre a été déclarée, les travaux ont été interrompus et nous avons raison de croire qu'ils seront repris dès qu'elle sera terminée.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le gouvernement devrait terminer cette construction à ses frais.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Si une compagnie puissante comme le C. P. R., outillée expressément pour exécuter ces travaux, a jugé à propos de ne pas continuer, il serait téméraire pour le gouvernement de prendre l'initiative de les parachever.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Mais le gouvernement a promis ce chemin de fer.

Et il cite à l'appui de ses dires une résolution qui lui fut adressée dans le temps par les colons d'une certaine paroisse du Témiscamingue.

Enfin, dit-il, jusqu'à quand abandonnera-t-on ainsi à leurs misères et à leurs souffrances les colons du Témiscamingue? Est-ce qu'il importe, au moment où l'on prêche tant le retour à la terre, de laisser ainsi toute une région naturellement riche dans le plus complet abandon?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

On a parlé déjà de cette requête que des citoyens du Témiscamingue auraient adressée au député des Deux-Montagnes, le félicitant de ses critiques à l'adresse du gouvernement au sujet de la construction du chemin de fer.

Cette requête portait des signatures dont l'authenticité fut contestée en plusieurs cas et que des enfants même avaient été appelés à signer. On conçoit le sérieux de cette requête.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Combien de colons émigrent ou immigrer? L'immigration ne donne aucun résultat! Le gouvernement met le retour à la terre sur ses programmes et dans les discours de ses ministres, mais ses œuvres en ce sens sont nulles.

M. Carufel, chef du bureau de colonisation à Montréal, écrit dans son rapport: "Le mouvement de rapatriement n'a pas été bien actif, mais il faut tenir compte aussi du grand nombre d'ouvriers que requiert aux États-Unis, comme au Canada, la fabrication des articles d'armements militaires."

Et on lit dans le rapport du missionnaire colonisateur, M. l'abbé Caron: "Le manque de communication devient de plus en plus un obstacle au développement de la colonisation dans cette région (du Témiscamingue); les vieux cantons sont presque entièrement remplis et les nouveaux qui s'ouvrent sont bien éloignés des points d'arrivée et des ports de débarquement, et les colons, pauvres en général, sont souvent empêchés de s'y rendre à cause des déboursés élevés qu'ils prévoient devoir faire pour le transport de leurs effets de ménage et des provisions de bouche."

Le gouvernement a tort de compter, dans ses rapports, les colons de passage. Le ministre ne répond rien et se fie à ces rapports, mais ces rapports demandent des éclaircissements et des détails. Les députés ont besoin de ces renseignements pour voter les sommes qu'on leur demande aujourd'hui de voter.

Pourquoi voit-on tant de colons changer de place, se transporter de paroisse en paroisse? Le ministre ne peut répondre à cette question sans condamner toute sa politique de colonisation.

Il donne ensuite plusieurs détails au sujet des routes et des chemins de fer dont on a promis la construction dans le comté de Labelle.

Il cite un journal de l'Ouest, *Le Canadien français*, lequel est, dit-il, à la dévotion de M. Gariépy¹, ministre de l'Alberta, l'une des étoiles du Parti libéral. Dans l'article dudit journal, on fait du premier ministre de la province de Québec et de ses collègues un portrait chargé, prétendant, entre autres choses, que le premier ministre reste l'ami des spéculateurs, que la colonisation est encore entre les mains des marchands de bois et que ceux-ci sont favorisés au détriment du colon.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Cet article n'est pas signé de M. Gariépy et ne peut lui être imputé. Si celui-ci l'avait vu, il l'aurait certainement désavoué. Je suis sûr que le ministre de l'Alberta ne croit pas un mot de ce qui y est écrit.

L'honorable M. Gouin (Portneuf): Sans doute, on aura mis sous la plume de M. Gariépy des choses qu'il n'a jamais dites, comme *L'Événement* de ce soir met dans la bouche de l'honorable chef de l'opposition un discours ou, du moins, une partie de discours qu'il n'a jamais prononcé².

M. Sauvé (Deux-Montagnes): J'ai parlé, hier, avec des notes afin que le premier ministre ne me fasse pas dire aujourd'hui ce que je n'avais pas dit. C'est une simple phrase que j'ai oubliée, par inadvertance, de rayer dans le discours. Ce passage n'a pas été biffé dans les notes que j'ai données aux journaux. C'est vrai que je ne l'ai pas prononcé. Du reste, j'aime autant avoir laissé paraître ce passage. Je n'ai pas honte de ce que j'ai écrit. Je n'ai pas honte de cette phrase que le premier ministre me reproche; elle est de moi. Je ne fais pas de phrases à la Jaurès, moi, dans mes discours. Et ce n'est pas dans ma bouche que l'on mettrait de telles phrases³.

L'honorable M. Gouin (Portneuf): Si le chef de l'opposition se choque, je suis prêt à tout retirer plutôt que de le voir entrer dans une si grande colère.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Même les phrases à la Jaurès?

L'honorable M. Gouin (Portneuf): Même les phrases à la Jaurès!

Des députés rient.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) pense que l'on devrait réduire de \$50,000 le montant de \$250,000 affecté aux chemins de colonisation. L'an dernier, dit-il, le gouvernement avait porté ces crédits à \$250,000. Il devrait maintenant affecter une partie de ce montant aux œuvres de guerre beaucoup plus nécessaires, en ces temps-ci, que le mouvement colonisateur.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): La proposition étrange du député de Montréal-Saint-Georges vient à rebours du bon sens et du patriotisme bien compris. L'un des moyens les plus efficaces d'aider les alliés à l'heure présente, c'est de leur assurer des vivres en augmentant notre production, et le mouvement colonisateur bien dirigé est un facteur de premier ordre dans la réalisation de ce programme. C'est d'ailleurs ce que l'on nous demande avec le plus d'insistance dans le moment, en face de la perspective de deux années additionnelles de guerre et d'un manque probable de provisions de bouche avant longtemps.

Le député, en réduisant la part de la colonisation, irait à l'encontre du but même qu'il poursuit, car la meilleure façon d'aider l'Empire, c'est en aidant les colons à expédier leur production hors

des régions de colonisation. L'ouverture de nouveaux districts à la colonisation a toujours été importante, peut-être encore plus maintenant. Aucun autre député de la Chambre connaissant la situation actuelle ne penserait à suggérer de réduire les octrois pour la colonisation.

La proposition est adoptée.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:

2. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour sociétés de colonisation en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour publication de cartes et de brochures, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté trois résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté les bills suivants sans amendement:

- bill 3 insérant l'article 3074a dans les statuts refondus, 1909, concernant la Cour supérieure;
- bill 5 modifiant la loi relative aux coroners dans la province de Québec;
- bill 27 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la fabrication des produits laitiers;
- bill 28 relatif à certaines modifications à faire au cadastre du canton de Joliette situé partie dans le comté de Joliette et partie dans le comté de Berthier.

La séance est levée vers 6 h 45.

NOTES

1. Wilfrid Gariépy (1877-1960), avocat originaire du Québec, il pratiqua le droit à Edmonton (Alberta), fut élu à l'Assemblée législative de cette province en 1913 et devint ministre des Affaires municipales dans le cabinet libéral d'Arthur L. Sifton.

2. Le premier ministre fait référence au texte de la mise au point de M. Sauvé au sujet d'un article paru dans *Le Soleil* (voir la séance du 27 novembre 1916).

3. Selon *Le Devoir* (29 novembre 1916, p. 1), le chef de l'opposition fait ici allusion à un discours prononcé par M. Gouin, mais préparé par un secrétaire qui y aurait mis des extraits de Jean Jaurès. L'incident aurait gêné, semble-t-il, le premier ministre.

Séance du mercredi 29 novembre 1916

Présidence de l'honorable A. Galipeault

La séance est ouverte à 3 heures.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Charte
de Courville

M. Cannon (Québec-Centre) propose, appuyé par le représentant de Laval (M. Lévesque), que les articles 510 et 511 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la municipalité du village de Courville, demandant à amender sa charte.

Adopté.

Ladite pétition est présentée et déposée sur le bureau de la Chambre.

Rapports de comités:

M. Francoeur (Lotbinière): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter les bills suivants avec des amendements:

- bill 92 constituant en corporation l'Association catholique de la jeunesse canadienne-française;
- bill 79 amendant la charte de la Shawinigan Water & Power Company;
- bill 99 amendant la charte de la ville de Magog;
- bill 93 amendant la charte de la ville de Laval-des-Rapides;
- bill 115 concernant la construction d'une église et d'un presbytère dans la paroisse du Très-Saint-Rédempteur de Montréal.

Et les bills suivants, sans amendement:

- bill 111 amendant la charte de la corporation de la cité des Trois-Rivières;
- bill 59 amendant la charte de la ville de Roxboro.

L'honorable M. Gouin (Portneuf): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter le bill suivant sans amendement:

- bill 133 amendant la loi 5 George V, chapitre 161, section 1, concernant la succession de feu James McCready.

Avec amendements:

- bill 105 concernant une donation par contrat de mariage faite par Louis Gervais à Achille Gervais, le 31 janvier 1899, et autorisant la vente de certains immeubles.

M. Finnie (Montréal-Saint-Laurent): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter le bill suivant sans amendement

- bill 110 constituant en corporation The Grenville, Harrington and Northern Railway Company.

Avec amendements:

- bill 85 amendant la charte de The Eastern Townships Telephone Company;
- bill 65 autorisant la construction d'un pont en acier sur la rivière Saint-François, entre la ville d'East Angus et la municipalité du canton de Westbury, à l'endroit connu sous le nom de "la traverse".

École polytechnique

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve) demande la permission de présenter le bill 38 modifiant la loi constituant en corporation l'École polytechnique.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Entretien des routes

L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières) demande la permission de présenter le bill 22 relatif à l'entretien des routes provinciales et de certains chemins municipaux.

Nous voulons, par cette loi, régler la construction et l'entretien des routes de la province. Le gouvernement s'occupera de la construction et de l'entretien des routes provinciales. Les routes seront classées en deux catégories: les routes provinciales et les routes municipales. Pour l'entretien des premières, le gouvernement percevra probablement des municipalités quelques souscriptions susceptibles de l'aider. Pour ce qui regarde les chemins municipaux, les municipalités garderont leur autonomie, en ce sens qu'elles seront obligées de les entretenir, mais sous la surveillance des inspecteurs du gouvernement. Ce dernier leur allouera un certain montant pour les aider dans leur travail¹.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Commission des chemins à barrières de la rive nord, à Québec

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 40 modifiant la loi 6 George V, chapitre 2, relativement à la Commission des chemins à barrières de la rive nord, à Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois².

Loi des mines

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) demande la permission de présenter le bill 31 amendant la loi des mines de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Pont de L'Assomption

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 43 relatif au pont de L'Assomption.

Accordé. Le bill est lu une première fois³.

Pouvoir d'emprunt des fabriques

M. Cannon (Québec-Centre) demande la permission de présenter le bill 173 amendant l'article 4381 des statuts refondus, 1909, relativement au pouvoir d'emprunt des fabriques.

Il explique que, par ce projet de loi, le gouvernement veut donner aux fabriques le pouvoir d'emprunter sur débentures ne dépassant pas la somme de \$50. Actuellement, elles ne peuvent emprunter que sur hypothèque. La loi leur donnera

les mêmes pouvoirs que les syndics, qui peuvent emprunter à discrétion en émettant des obligations.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Honoraires des huissiers

M. Francoeur (Lotbinière) demande la permission de présenter le bill 172 amendant l'article 3221 des statuts refondus, 1909, au sujet des honoraires des huissiers devant la Cour des commissaires.

Il explique que ce bill prévoit que les honoraires des huissiers devant la Cour des commissaires soient calculés sur le même tarif que ceux qu'ils touchent à la Cour de circuit, soit 25 sous pour chaque sommation plus 20 sous pour chaque mille qu'ils ont à parcourir, au lieu de 20 sous par sommation et 6 sous et deux tiers qu'ils touchaient jusqu'ici pour chaque mille à parcourir.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Dépôt de documents:

Correspondance entre G. Langlois et le ministère de la Colonisation

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 14 novembre 1916, pour copie de toute correspondance échangée entre le ministre de la Colonisation et M. Godfroy Langlois, représentant de cette province en Belgique, depuis le 1^{er} juillet 1914 jusqu'à ce jour. (Document de la session no 26)

Questions et réponses:

Sommes payées par le gouvernement

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): 1. À qui a été avancée la somme de \$107,437.27 mentionnée dans l'état du passif et de l'actif disponible de la province de Québec, au 30 juin 1916?

2. À quels termes et conditions ces avances ont-elles été faites, et y a-t-il quelque garantie?

L'honorable M. Mitchell (Richmond): 1 et 2. (Voir la liste à la page suivante)

Prêt aux syndics des chemins à
barrières de la rive nord, pour la réparation
du pont Dorchester..... \$15,000.00

En vertu de la loi 33 Victoria,
chapitre 48, cette avance a été faite le 12
octobre 1870. Intérêt au taux de 5% par
année payable semi-annuellement.
Emprunt remboursable par versements
semi-annuels d'un et demi pour cent. La
créance de la province devant constituer
la première charge sur la partie des
revenus perçus à la barrière de péage
dudit pont, provenant exclusivement
dudit pont.

Prêt aux Pères Trappistes 10,000.00

Ce prêt a été fait le 5 septembre
1881, en vertu d'une résolution de la
Chambre du 30 juin 1881; à rembourser
en dix ans avec intérêt à 5% par année.

Garanti par hypothèque en faveur
du gouvernement sur une terre située
dans la paroisse de L'Annonciation,
comté des Deux-Montagnes.

Avance aux municipalités des
comtés de Chicoutimi et Charlevoix pour
l'achat de grains de semence (balance) .. 25,646.40

Durant le mois de mai 1872, des
avances ont été faites sur débentures de
corporations municipales des comtés de
Chicoutimi et Charlevoix, qui avaient
besoin d'aide.

Ces débentures ont été déclarées
valides et obligatoires par la loi 36
Victoria, chapitre 2.

Prêts *re* ouragans et orages du 13
juin 1892 48,030.89

En vertu de la loi 55-56, Victoria,
chapitre 38, des avances ont été faites
sur billets des emprunteurs; à rembourser
en neuf versements égaux, annuels et
consécutifs, à commencer du premier
novembre 1894, avec intérêt au taux de
quatre pour cent par année.

Prêt aux syndics des chemins à
barrières de Lévis..... 8,760.00

Le 19 juin 1891, ce montant a été
avancé pour le macadamisage du chemin
de Beaumont; remboursable en huit
versements annuels de \$1,000 chacun et
un neuvième de \$760 du 2 juillet 1892,
avec intérêt à 5% par année. En vertu de
l'arrêté ministériel numéro 356, du 17
juin 1891, et de la loi 54 Victoria,
chapitre 1, numéro 39, cédula A.

Débiteurs du gouvernement

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): 1. Quels
sont les noms des personnes et des corporations
contre lesquelles le gouvernement a des
réclamations, ainsi que les prêts et les avances
s'élevant à \$564,234.62, mentionnés dans l'état de la
dette non consolidée au 30 juin 1916?

2. Quels sont les termes et les conditions de
ces avances?

3. Y a-t-il quelque garantie pour ces prêts et
avances, et, s'il y en a une, en quoi consiste cette
garantie?

L'honorable M. Mitchell (Richmond): 1, 2
et 3. (Voir la liste ci-dessous)

Prêt aux syndics des chemins à
barrières de la rive nord, pour la réparation
du pont Dorchester..... \$15,000.00

En vertu de la loi 33 Victoria,
chapitre 48, cette avance a été faite le 12
octobre 1870. Intérêt au taux de 5% par
année payable semi-annuellement.

Emprunt remboursable par
versements semi-annuels d'un et demi
pour cent. La créance de la province
devant constituer la première charge sur
la partie des revenus perçus à la barrière
de péage dudit pont, provenant
exclusivement dudit pont.

Prêt aux Pères Trappistes..... 10,000.00

Ce prêt a été fait le 5 septembre
1881, en vertu d'une résolution de la

Chambre du 30 juin 1881; à rembourser en dix ans avec intérêt à 5% par année.

Garantie par hypothèque en faveur du gouvernement sur une terre située dans la paroisse de L'Annonciation, comté des Deux-Montagnes.

Avance aux municipalités des comtés de Chicoutimi et Charlevoix pour l'achat de grains de semences (balance). 25,646.40

Durant le mois de mai 1872, des avances ont été faites sur débentures de corporations municipales des comtés de Chicoutimi et Charlevoix, qui avaient besoin d'aide.

Ces débentures ont été déclarées valides et obligatoires par la loi 36 Victoria, chapitre 2.

Prêts *re* ouragans et orages du 13 juin 1892 48,030.89

En vertu de la loi 55-56 Victoria, chapitre 38, des avances ont été faites sur billets des emprunteurs; à rembourser en neuf versements égaux, annuels et consécutifs, à commencer du premier novembre 1894, avec intérêt au taux de quatre pour cent par année.

Prêt aux syndics des chemins à barrières de Lévis 8,760.00

Le 19 juin 1891, ce montant a été avancé pour le macadamisage du chemin de Beaumont; remboursable en huit versements annuels de \$1,000 chacun et un neuvième de \$760 du 2 juillet 1892, avec intérêt à 5% par année.

En vertu de l'arrêté ministériel numéro 356, du 17 juin 1891, et de la loi 54 Victoria, chapitre 1, numéro 39, cédule A.

Avance à l'École Normale Jacques-Cartier, pour sa nouvelle bâtisse, à être remboursée à même le prix de vente de propriétés à Montréal 5,000.00

Balance impayée de prix de vente de propriété, garantie par une hypothèque sur la propriété no 16, rue LeRoyeur Montréal.

Avance pour payer des indemnités aux hôteliers, en vertu de 4 George V, chapitre 6, section 8 451,797.33

Un droit spécial est imposé chaque année sur les licences d'auberges et de restaurants, émises dans les cités de Québec et Montréal respectivement, pour les années de licence commençant le 1^{er} mai 1915 et le 1^{er} mai 1916, pour assurer le remboursement en dix ans, au moyen de versement égaux annuels, du capital et de l'intérêt au taux de 4½ %.

Municipalité scolaire de Cartierville

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité général, du bill 127 concernant les limites de la municipalité scolaire de Cartierville.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, appuyé par le représentant de Verchères (M. Beaudry), que ledit ordre soit révoqué et que le bill soit renvoyé au comité des bills publics en général.
Adopté.

Succession de P.-E. Paquette

Un député pour M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme maintenant en comité général pour étudier le bill 54 concernant la succession de Pierre-Edmond Paquette.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

Un député pour M. David (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Paroisse Saint-Patrice
de Montréal**

M. Cannon (Dorchester) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme maintenant en comité général pour étudier le bill 71 accordant certains pouvoirs à la paroisse de Saint-Patrice, Montréal.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Cannon (Dorchester) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Charte
de Saint-Jean**

M. Robert (Saint-Jean) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme maintenant en comité général pour étudier le bill 104 amendant la charte de la ville de Saint-Jean et constituant cette dernière en corporation de cité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Robert (Saint-Jean) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Charte
de Hampstead**

M. Lévesque (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme maintenant en comité général pour étudier le bill 78 amendant la charte de la ville de Hampstead.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Lévesque (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**The Montreal General
Hospital**

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme maintenant en comité général pour étudier le bill 114 amendant la charte de The Montreal General Hospital.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Léonide-François Lavigne

M. Lévesque (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme maintenant en comité général pour étudier le bill 88 autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Léonide-François Lavigne à la pratique de la médecine, de la chirurgie et de l'obstétrique.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Lévesque (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Ernest Brault

M. Desaulniers (Chambly) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme maintenant en comité général pour étudier le bill 62 autorisant Ernest Brault à pratiquer la médecine, après avoir subi devant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec les examens médicaux requis pour la licence.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Desaulniers (Chambly) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Frédéric William Saunders

M. Gosselin (Missisquoi) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme maintenant en comité général pour étudier le bill 123 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Frédéric William Saunders à l'exercice de la profession de dentiste.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Gosselin (Missisquoi) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Nathaniel William Jacob

M. Finnie (Montréal-Saint-Laurent) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme maintenant en comité général pour étudier le bill 126 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Nathaniel William Jacobs à exercer la profession légale et à lui accorder son diplôme à cet effet.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Finnie (Montréal-Saint-Laurent) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Anglo American
Trust Company**

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme maintenant en comité général pour étudier le bill 112 amendant la charte de The Anglo American Trust Company.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**The Plymouth Congregational Church
of Sherbrooke**

M. Therrien (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme maintenant en comité général pour étudier le bill 66 constituant en corporation The Plymouth Congregational Church of Sherbrooke.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Therrien (Sherbrooke) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Bureau des commissaires d'écoles
protestants de Sherbrooke**

M. Therrien (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme maintenant en comité général pour étudier le bill 86 autorisant le bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Sherbrooke à faire un emprunt additionnel.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Therrien (Sherbrooke) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Hervey Institute

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme maintenant en comité général pour étudier le bill 51 amendant la charte de The Hervey Institute.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charles Henry Barr

M. Gosselin (Missisquoi) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme maintenant

en comité général pour étudier le bill 122 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Charles Henry Barr à la pratique de la profession de dentiste.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Gosselin (Missisquoi) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Ville de Coaticook

M. Bissonnet (Stanstead) propose, appuyé par le représentant de Chicoutimi (M. Petit), que le bill 97 relatif à la ville de Coaticook soit retiré.

Adopté.

Église catholique grecque ruthène

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 87 concernant l'érection dans cette province de paroisses et missions de l'Église catholique grecque ruthène en communion avec Rome soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Biens en déshérence

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme en comité général pour étudier un projet de résolutions concernant le bill 32 modifiant l'article 687 du Code civil et l'article 1741 des statuts refondus, 1909, relativement à certains biens en déshérence.

Adopté.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) informe la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose: Que le ministre des Terres et Forêts puisse, à même les biens ou leurs produits sous son contrôle, en vertu de l'article 1741 des statuts refondus, 1909, solder les frais et dépenses que pourra nécessiter l'envoi en possession, ainsi que toute dette qui pourra être due par la succession.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée par la Chambre.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité général chargé de l'étude du bill 32 modifiant l'article 687 du Code civil et l'article 1741 des statuts refondus, 1909, relativement à certains biens en déshérence.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Il explique que le gouvernement reçoit quelquefois, par ordre d'un tribunal judiciaire, des successions qui sont vacantes. Quelques-unes de ces successions sont souvent endettées, et le tribunal oblige le gouvernement à payer ces dettes.

Or, d'après la loi actuelle, le gouvernement n'a pas le droit de prendre, à même les successions qui lui échoient, la somme nécessaire pour payer les dettes de ces mêmes successions. L'amendement proposé a pour but de remédier à cet état de choses.

Ainsi, le bill décrète qu'après la nomination du curateur il sera loisible au souverain, c'est-à-dire au gouvernement, comme c'est le cas actuellement pour tout héritier ou légataire prétendant à la succession, de faire mettre la curatelle de côté pour l'avenir et d'obtenir l'envoi en possession en se conformant à l'article 639 du Code civil.

De plus, on autorise le ministre des Terres et Forêts à solder, à même les biens ou leurs produits sous son contrôle, en vertu de l'article 1741 de 1909, les frais encourus pour faire l'envoi en possession, ainsi que toute dette qui pourra être due par la succession.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose que la Chambre se forme maintenant en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill suivant avec certains amendements qu'il la prie d'agréer:

- bill 72 amendant la charte de la ville Lasalle.

Charte de ville Lasalle

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 72 amendant la charte de la ville Lasalle. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Assurance funéraire

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill 20 amendant la loi des assurances de Québec concernant l'assurance funéraire.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Mitchell (Richmond) explique les modifications qui ont été portées au bill.

Les deux partis semblent maintenant satisfaits du bill tel qu'il est aujourd'hui devant la Chambre. Il a été réimprimé et il n'est plus aussi sévère spécialement envers les sociétés coopératives funéraires, à moins que de telles polices ne prennent fin pour une raison quelconque lorsque les dispositions de la nouvelle loi s'appliqueront.

Le gouvernement a pris connaissance de plusieurs représentations faites par des délégués des associations ouvrières, et c'est après avoir étudié ces réclamations qu'il a changé la nature du bill. Le changement effectué est l'ablation de la clause qui en faisait une loi rétroactive. Le gouvernement a décidé que ce remboursement n'affectera pas les contrats existants, c'est-à-dire que le bill n'aura pas d'effet rétroactif. Si la loi s'appliquait aux compagnies qui font affaire actuellement, toutes feraient faillite. Les mesures qui ont été prises à ce sujet par le gouvernement ont satisfait tout le monde.

Une autre importante modification apportée au bill est celle relative au remboursement en argent des polices quand les familles des assurés le désirent.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) signale l'importance de la modification selon laquelle la loi nouvelle ne s'appliquera qu'aux contrats futurs. Il rappelle également que, lorsqu'une délégation d'entrepreneurs de pompes funèbres de Montréal et de Québec est allée rencontrer les ministres, il y a une couple de mois, ces derniers leur ont promis qu'une loi serait adoptée pour décréter ce remboursement en argent. C'est d'ailleurs ce que disait le bill qui a été distribué la semaine dernière.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): C'est par erreur que le bill tel que préparé tout d'abord a été imprimé et distribué. Je me rappelle fort bien la délégation en question, et le gouvernement n'a fait alors aucune promesse. D'ailleurs, le gouvernement en est arrivé, après réflexion, à la décision que le remboursement des contrats existants serait impraticable.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés par la Chambre.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande que la troisième lecture de la loi soit ajournée à jeudi afin que les députés qui ont des objections à faire entendent puissent avoir la faculté de le faire. Il remarque que le député de Terrebonne (M. David) qui accompagnait une délégation, laquelle est venue trouver les ministres dans le but de protester contre le régime ancien, est actuellement à Saint-Jérôme où il assiste au congrès des industries laitières.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) accepte que la troisième lecture du bill soit différée afin de permettre à certains députés de se faire entendre. Il propose donc que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

Adopté.

Entretien des routes

L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable M. Taschereau), qu'à la prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions concernant le bill 22 relatif à l'entretien des routes provinciales et de certains chemins municipaux.

Adopté.

Commission des chemins à barrières de la rive nord, à Québec

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Trois-Rivières (l'honorable M. Tessier), qu'à la prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution concernant le bill 40 modifiant la loi 6 George V, chapitre 2, relativement à la Commission des chemins à barrières de la rive nord, à Québec.

Adopté.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté les bills suivants sans amendement:

- bill 13 pour ratifier un octroi de terres publiques à la Compagnie de chemin de fer de colonisation du Nord;
- bill 21 amendant la loi concernant la vente et l'administration des terres publiques;
- bill 24 modifiant les articles 1220 et 2143 du Code civil au sujet de certains écrits faits hors de la province de Québec.

Demande de documents:

Chemins de colonisation dans le canton Laverlochère

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie de toute correspondance, documents, etc., échangés entre l'honorable ministre de la Colonisation et toute personne, depuis le 1^{er} janvier 1914 jusqu'à ce jour, relativement aux chemins de colonisation dans le canton Laverlochère.

Adopté.

La séance est levée vers 4 heures.

NOTES

1. Selon *Le Devoir* (30 novembre 1916, page 1), le ministre n'a pas fourni d'explications en présentant son bill. Par contre, *Le Soleil* affirme qu'il a "expliqué à la Chambre le bill" 22 et a fait la déclaration citée.

2. Questionné au sujet de ce bill, le ministre a déclaré au journaliste du *Soleil*, M. E. Letellier, "qu'il s'agit de faire certains changements sans importance à la loi de l'année dernière".

3. On trouvera un article sur les circonstances entourant la présentation de ce projet de loi dans *La Presse*, 9 décembre 1916, p. 11, col. 1.

Séance du jeudi 30 novembre 1916

Présidence de l'honorable A. Galipeault

La séance est ouverte à 3 heures.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation et lecture de pétitions:

Iverley Settlement

L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Missisquoi (M. Gosselin), que les articles 510 et 511 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de l'honorable M. Archer et autres, demandant une loi les constituant en corporation sous le nom "Iverley Settlement", et que cette pétition soit lue et reçue à cette séance.

Adopté. Ladite pétition est présentée et déposée sur le bureau de la Chambre, lue et reçue.

Union nationale française

M. Lemieux (Gaspé) propose, appuyé par le représentant de Frontenac (M. Grégoire), que les articles 510 et 511 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de l'Union nationale française, demandant des amendements à sa charte, et que cette pétition soit lue et reçue à cette séance.

Ladite pétition est présentée et déposée sur le bureau de la Chambre, lue et reçue.

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue et reçue:

- de la municipalité du village de Courville, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte. (M. Cannon)

Rapports de comités:

M. Francoeur (Lotbinière): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter les bills suivants avec des amendements:

- bill 125 ratifiant un contrat entre la Back River Power Company et la ville du Sault-au-Récollet;

- bill 124 augmentant le pouvoir d'emprunt de la corporation du canton de Chambly.

M. Finnie (Montréal-Saint-Laurent): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter le bill suivant avec des amendements:

- bill 55 constituant en corporation The Grand Lake Railway and Transportation Company.

M. Létourneau (Québec-Est): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les pétitions suivantes, savoir:

- de la ville de la Pointe-aux-Trembles et de la cité d'Outremont, demandant respectivement une loi amendant leur charte;

- de John Selkirck Clunie et autres, demandant une loi les constituant en corporation sous le nom de "The Guarantee Title and Contract Company";

- d'Antoine Turgeon et autres, demandant une loi amendant la loi 4 George V, chapitre 31, concernant la municipalité scolaire de Notre-Dame-de-Grâce-Ouest;

- de J.-H. Ramsay et autres, demandant une loi annexant la municipalité de Notre-Dame-de-la-Victoire à la cité de Lévis.

Ce comité est d'opinion que ces pétitions sont régulières et suffisantes, que les bills qui ont été déposés par les pétitionnaires sont réguliers et conformes aux pétitions et aux avis qui en ont été donnés, que ces pétitions n'ont pas été régulièrement et suffisamment annoncées, mais que cette irrégularité ne peut cependant porter préjudice aux tiers.

En conséquence, votre comité recommande de suspendre les règles concernant cette irrégularité.

Quant à la pétition de The Royal Dental School, demandant une loi la constituant en corporation, votre comité trouve que, à sa connaissance, les avis n'ont pas été publiés dans les journaux et est d'opinion qu'il ne convient pas de suspendre les règles à cet égard.

Le rapport est adopté.

Annexion de Notre-Dame-de-la-Victoire à Lévis

M. Francoeur (Lotbinière) propose, appuyé par le représentant de Laval (M. Lévesque), que les dispositions de l'article 506 du règlement de l'Assemblée législative soient suspendues et qu'il lui soit permis de présenter le bill 138 annexant le territoire de la municipalité de Notre-Dame-de-la-Victoire à celui de la cité de Lévis, et que la première lecture de ce bill ait lieu à cette séance.

Adopté.

Ville de Pointe-aux-Trembles

M. Lévesque (Laval) demande la permission de présenter un bill 131 confirmant et ratifiant les règlements 48 et 50 de la ville de la Pointe-aux-Trembles et amendant l'article 5789a des statuts refondus, 1909, tel qu'édicte pour la ville par l'article 30 de la loi 6 George V, chapitre 53.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Annexion de Notre-Dame-de-la-Victoire à Lévis

M. Francoeur (Lotbinière) demande la permission de présenter le bill 138 annexant le territoire de la municipalité de Notre-Dame-de-la-Victoire à celui de la cité de Lévis.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Municipalité scolaire de Notre-Dame-de-Grâce-Ouest

M. Mayrand (Dorion) demande la permission de présenter le bill 134 amendant la loi 4 George V, chapitre 31, concernant la municipalité scolaire de Notre-Dame-de-Grâce-Ouest.

Le bill demande, dit-il, que l'évaluation des terres en culture de Notre-Dame-de-Grâce ne dépasse pas \$100 l'arpent pendant une période de 10 ans à partir du moment de l'annexion et tant qu'elles ne seront pas subdivisées en lots à construire.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Charte d'Outremont

M. Finnie (Montréal-Saint-Laurent) demande la permission de présenter le bill 137 amendant la charte de la cité d'Outremont.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

The Guarantee Title and Contract Company

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) demande la permission de présenter le bill 135 constituant en corporation The Guarantee Title and Contract Company.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Vente d'électricité par les municipalités

M. Stein (Kamouraska) demande la permission de présenter le bill 174 modifiant les articles 5674 et 5675 des statuts refondus, 1909, et insérant dans lesdits statuts l'article 5724a.

Il explique que ce bill est pour amender les statuts refondus de façon à permettre aux cités et villes de vendre de l'électricité non seulement pour l'éclairage, mais aussi pour l'énergie électrique.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Dommages à la personne

M. Cannon (Dorchester) demande la permission de présenter le bill 175 modifiant l'article 7342 des statuts refondus, 1909, concernant les dommages à la personne.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

Dettes de la province

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Quels montants étaient dus par la province avant ou le 30 juin 1915 et qui ont été payés après cette date?

2. Même question pour 1916.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): 1. Les montants dus par la province, dont les comptes ont été présentés au département du Trésor le ou avant le 30 juin 1915 et qui ont été payés après cette date, s'élèvent à la somme de \$10,765.61

2. Les montants dus par la province, dont les comptes ont été présentés au département du Trésor le ou avant le 30 juin 1916 et qui ont été payés après cette date, s'élèvent à la somme de \$23,003.77.

**Sommes versées
par la cité de Montréal**

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Quel est le montant total de toutes les taxes et contributions versées par la cité de Montréal dans la caisse provinciale durant l'année écoulée?

2. Quel est le montant total de toutes les taxes et contributions versées par le reste de la province durant la même période?

3. Mêmes questions pour 1897.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): 1. \$153,159.36.

2. \$179,083.26.

3. Par la cité de Montréal, \$15,785.11.

Par le reste de la province, \$19,279.76.

Routes nationales

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Est-il vrai que le gouvernement a décidé de construire de grandes routes, en vertu de la loi des bons chemins, 1912:

a. De Montréal à Ottawa?

b. De Sainte-Thérèse à Hull ou à Mont-Laurier ou Saint-Jovite?

c. De Lévis à Saint-Lambert?

d. De Lévis à Rimouski?

2. Dans l'affirmative, quand se propose-t-il d'en commencer les travaux?

L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières): 1 et 2. Le gouvernement n'a pas pris telle décision.

**Institut des petites sœurs
franciscaines de Marie**

M. D'Auteuil (Charlevoix-Saguenay) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme maintenant en comité général pour étudier le bill 67 constituant en corporation l'Institut des petites sœurs franciscaines de Marie, de Montréal.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. D'Auteuil (Charlevoix-Saguenay) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Association catholique
de la jeunesse
canadienne-française**

M. Desaulniers (Chambly) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme maintenant en comité général pour étudier le bill 92 constituant en corporation l'Association catholique de la jeunesse canadienne-française.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Desaulniers (Chambly) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Charte
de Magog**

M. Bissonnet (Stanstead) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme maintenant en comité général pour étudier le bill 99 amendant la charte de la ville de Magog.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Bissonnet (Stanstead) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Charte
de Laval-des-Rapides**

M. Lévesque (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme maintenant en comité général pour étudier le bill 93 amendant la charte de la ville Laval-des-Rapides.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Lévesque (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Église du Très-Saint-Rédempteur

M. Létourneau (Montréal-Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme maintenant en comité général pour étudier le bill 115 concernant la construction d'une église et d'un presbytère dans la paroisse du Très-Saint-Rédempteur de Montréal.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Létourneau (Montréal-Hochelaga) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de Trois-Rivières

M. Trahan (Nicolet) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme maintenant en comité général pour étudier le bill 111 amendant la charte de la corporation de la cité des Trois-Rivières.

Adopté.

En comité:

Le comité étudie l'article 5 du bill qui permet à la ville de contracter un emprunt de \$240,000 sans fonds d'amortissement. L'article se lit ainsi:

"5. La corporation de la cité des Trois-Rivières est spécialement autorisée à emprunter les montants ci-après indiqués:

"1. Vingt-cinq mille piastres à être exclusivement affectées à l'amélioration des bâtisses et du terrain de l'exposition;

"2. Cent mille piastres à être exclusivement affectées à l'achat de terrains pour l'ouverture et l'élargissement des rues, chemins, parcs publics et terrains de jeux, et pour leurs améliorations;

"3. Cinquante mille piastres à être exclusivement employées au pavage ou macadamisage des rues de la cité;

"4. Cinq mille piastres à être exclusivement affectées à l'amélioration et à la construction du bâtiment de l'hôtel de ville;

"5. Cinquante mille piastres à être exclusivement affectées à l'amélioration des ponts appartenant à la cité;

"6. Dix mille piastres à être exclusivement affectées à l'amélioration des marchés publics dans la cité.

"Nonobstant toute loi à ce contraire, le conseil est autorisé à effectuer lesdits emprunts, ou quelques-uns d'entre eux, par obligations ou débetures de la cité, émises par règlement ou résolution, pour tels détails ou conditions qui seront déterminés.

"Ces émissions d'obligations ou débetures seront exemptes des formalités et conditions prescrites par les statuts refondus, 1909, et par la loi 5 George V, chapitre 90."

L'honorable M. Gouin (Portneuf) remarque qu'en ce qui concerne cet article la cité de Trois-Rivières, comme toutes les autres villes, devrait être soumise à la loi générale.

M. Trahan (Nicolet) accepte la remarque du premier ministre et propose que l'article soit modifié et qu'il se lise désormais comme suit:

"5. La corporation de la cité des Trois-Rivières est spécialement autorisée à emprunter les montants ci-après indiqués:

"1. Vingt-cinq mille piastres à être exclusivement affectées à l'amélioration des bâtisses et du terrain de l'exposition;

"2. Cent mille piastres à être exclusivement affectées à l'achat de terrains pour l'ouverture et l'élargissement des rues, chemins, parcs publics et terrains de jeux, et pour leurs améliorations;

"3. Cinquante mille piastres à être exclusivement employées au pavage ou macadamisage des rues de la cité;

"4. Cinq mille piastres à être exclusivement affectées à l'amélioration et à la construction du bâtiment de l'hôtel de ville;

"5. Cinquante mille piastres à être exclusivement affectées à l'amélioration des ponts appartenant à la cité;

"6. Dix mille piastres à être exclusivement affectées à l'amélioration des marchés publics dans la cité.

"Nonobstant toute loi à ce contraire, le conseil est autorisé à effectuer lesdits emprunts, ou quelques-uns d'entre eux, par obligations ou débetures de la cité, émises par règlement ou résolution, pour tels détails ou conditions qui seront déterminés.

"L'article 5788 des statuts refondus, 1909, ne s'applique pas à ces obligations ou débetures."

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté par la Chambre.

M. Trahan (Nicolet) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de Roxboro

M. Ashby (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme maintenant en comité général pour étudier le bill 59 amendant la charte de la ville de Roxboro.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Ashby (Jacques-Cartier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Succession de James McCready

M. Finnie (Montréal-Saint-Laurent) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme maintenant en comité général pour étudier le bill 133 amendant la loi 5 George V, chapitre 161, section 1, concernant la succession de feu James McCready.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Finnie (Montréal-Saint-Laurent) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Donation entre Louis Gervais et Achille Gervais

M. Robert (Beauharnois) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme maintenant en comité général pour étudier le bill 105 concernant une donation par contrat de mariage faite par Louis Gervais à Achille Gervais, le 31 janvier 1899, et autorisant la vente de certains immeubles.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Robert (Beauharnois) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

The Grenville, Harrington and Northern Railway Company

M. Hay (Argenteuil) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme maintenant en comité général pour étudier le bill 110 constituant en corporation The Grenville, Harrington and Northern Railway Company.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Hay (Argenteuil) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

The Eastern Townships Telephone Company

M. Therrien (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme maintenant en comité général pour étudier le bill 85 amendant la charte de The Eastern Townships Telephone Company.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Therrien (Sherbrooke) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Pont en acier sur la rivière Saint-François

M. Scott (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme maintenant en comité général pour étudier le bill 65 autorisant la construction d'un pont en acier sur la rivière Saint-François, entre la ville d'East Angus et la municipalité du canton de Westbury, à l'endroit connu sous le nom de "la traverse".

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Scott (Compton) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

The Southern Canada Power Company

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 136 constituant en corporation The Southern Canada Power Company soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill demande, dit-il, que leur soient accordés tous les pouvoirs nécessaires pour acheter, détenir, construire, utiliser et développer des pouvoirs d'eau dans la province, au sud du fleuve Saint-Laurent, et, sur ce même territoire, pour construire et développer des ouvrages, des canaux, des conduites, des cours d'eau, des barrages, etc., ainsi que pour produire et vendre du gaz ou de l'électricité et leurs produits dérivés.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Assurance funéraire

L'honorable M. Gouin (Portneuf) pour **l'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 20 amendant la loi des assurances de Québec concernant l'assurance funéraire soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté¹.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Véhicules-moteurs

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 16 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les véhicules-moteurs.

Adopté.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:

1. Que l'article 1389 des statuts refondus, 1909, tel qu'amendé par les lois 1 George V (2e session), chapitre 16, section 1, 3 George V, chapitre 19, section 1, et 4 George V, chapitre 12, section 2, soit de nouveau amendé de façon que le tarif des honoraires qui y est contenu soit le suivant:

Pour tous trucks, voitures de livraison, autobus, locomotives de traction et autres véhicules semblables, entièrement ou partiellement pourvus de bandages solides:

a. N'excédant pas une tonne de capacité, vingt-cinq piastres;

b. Excédant une tonne, mais n'excédant pas une tonne et demie de capacité, trente-sept piastres et cinquante cents;

c. Excédant une tonne et demie, mais n'excédant pas deux tonnes de capacité, cinquante piastres;

d. Excédant deux tonnes, mais n'excédant pas deux tonnes et demie de capacité, soixante-deux piastres et cinquante cents;

e. Excédant deux tonnes et demie de capacité, soixante-quinze piastres.

Pour tous autres véhicules-moteurs, soixante-quinze centins par cheval ou toute fraction d'icelui, sauf pour les wagons à patrouille, ambulances, pompes à incendie, dévidoirs, trucks à échelles, voitures de sauvetage, voitures d'arrosage et balayeuses lorsqu'ils appartiennent à des corporations municipales, et, dans ce cas, l'honoraire pour leur enregistrement est d'une piastre et cinquante centins.

Adopté.

2. Que personne ne puisse tenir ou exploiter un garage pour y garder, tenir en entrepôt, réparer ou louer des véhicules-moteurs sans avoir au préalable obtenu une licence de garage qui restera en vigueur jusqu'au 1^{er} mars suivant son émission, et que chaque licence doive être tenue constamment affichée dans un endroit en évidence du garage.

Adopté.

3. Que le tarif des honoraires exigibles pour l'émission d'une licence de garage soit le suivant:

Dans les cités de Montréal, Québec, Westmount, Outremont, Verdun et Maisonneuve, vingt-cinq piastres; dans toute autre cité, dix piastres; ailleurs, cinq piastres.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté trois résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre. Il est ordonné que les résolutions soient renvoyées au comité général chargé de l'étude du bill 16 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les véhicules-moteurs.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose que la Chambre se forme maintenant en ledit comité.
Adopté.

En comité:

Le comité étudie l'article 2 qui se lit ainsi:

2. L'article 1389 des statuts refondus, 1909, tel qu'amendé par les lois 1 George V (2e session), chapitre 16, section 1, 3 George V, chapitre 19, section 1, et 4 George V, chapitre 12, section 2, est de nouveau amendé:

a. En remplaçant le tarif des honoraires, qui y est contenu, par le suivant:

"Pour tous trucks, voitures de livraison, autobus, locomotives de traction et autres véhicules semblables, entièrement ou partiellement pourvus de bandages solides, vingt-cinq piastres par tonne de capacité ou toute fraction d'icelle;

"Pour tous autres véhicules-moteurs, soixante-quinze centins par cheval ou toute fraction d'icelui, sauf pour les wagons à patrouille, ambulances, pompes à incendie, dévidoirs, trucks à échelles, voitures de sauvetage, voitures d'arrosage et balayeuses lorsqu'ils appartiennent à des corporations municipales, et, dans ce cas, l'honoraire pour leur enregistrement est d'une piastre et cinquante centins."

b. En en remplaçant le mot "avril", dans la dix-neuvième ligne de la section 1 de la loi 1 George V (2e session), chapitre 16, par le mot "mars".

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose que, conformément aux résolutions adoptées par la Chambre, l'article soit modifié et qu'il se lise désormais ainsi:

2. L'article 1389 des statuts refondus, 1909, tel qu'amendé par les lois 1 George V (2e session), chapitre 16, section 1, 3 George V, chapitre 19, section 1, et 4 George V, chapitre 12, section 2, est de nouveau amendé:

a. En en remplaçant le tarif des honoraires, qui y est contenu, par le suivant:

"Pour tous trucks, voitures de livraison, autobus, locomotives de traction et autres véhicules semblables, entièrement ou partiellement pourvus de bandages solides:

"a. N'excédant pas une tonne de capacité, vingt-cinq piastres;

"b. Excédant une tonne, mais n'excédant pas une tonne et demie de capacité, trente-sept piastres et cinquante centins;

"c. Excédant une tonne et demie, mais n'excédant pas deux tonnes de capacité, cinquante piastres;

"d. Excédant deux tonnes, mais n'excédant pas deux tonnes et demie de capacité, soixante-deux piastres et cinquante centins;

"e. Excédant deux tonnes et demie de capacité, soixante-quinze piastres.

"Pour tous autres véhicules-moteurs, soixante-quinze centins par cheval ou toute fraction d'icelui, sauf dans le cas de machines et de locomotives de traction possédées par des cultivateurs et employées sur leurs fermes, et sauf aussi pour les balayeuses pneumatiques, les wagons à patrouille, ambulances, pompes à incendie, dévidoirs, trucks à échelles, voitures de sauvetage, voitures d'arrosage et balayeuses lorsqu'ils appartiennent à des corporations municipales, et, dans ce cas, l'honoraire pour leur enregistrement est d'une piastre et cinquante centins;"

b. En en remplaçant le mot "avril", dans la dix-neuvième ligne de la section 1 de la loi 1 George V (2e session), chapitre 16, par le mot "mars".

Il explique, à l'appui de ce nouveau tarif, que le gouvernement a reçu des représentations à ce sujet d'une délégation de la Montreal Automobile Trade Association et il a cru devoir se rendre à ces représentations.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Les délégués ont-ils accepté ce tarif?

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Oui, ils l'ont accepté.

La proposition est adoptée.

Le comité étudie l'article 8 qui se lit ainsi:

8. L'article 1405 des statuts refondus, 1909, tel que remplacé par la loi 5 George V, chapitre 26, section 2, est de nouveau remplacé par le suivant:

"1405. Toute contravention à l'une des dispositions de la présente section ou des règlements faits sous l'autorité d'icelle, non spécialement prévue,

rend la personne qui en est coupable passible, sur poursuite intentée devant la Cour de circuit ou la Cour de magistrat ou sur conviction devant un juge de paix, pour la première offense, d'une amende d'au moins cinq piastres et d'au plus deux cents piastres; pour la deuxième offense, d'une amende d'au moins vingt-cinq piastres et d'au plus deux cents piastres; pour la troisième offense et toute offense subséquente, d'une amende d'au moins cinquante piastres et d'au plus deux cents piastres, et, à défaut de paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement pendant deux mois au plus, ou des deux à la fois."

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose que l'article soit modifié et qu'il se lise désormais ainsi:

10. L'article 1405 des statuts refondus, 1909, tel que remplacé par la loi 5 George V, chapitre 26, section 2, est de nouveau remplacé par le suivant:

"1405. Toute contravention à l'une des dispositions de la présente section ou des règlements faits sous l'autorité d'icelle, non spécialement prévue, rend la personne qui en est coupable passible, sur poursuite intentée devant la Cour de circuit ou la Cour de magistrat ou sur conviction devant un juge de paix, pour la première offense, d'une amende d'au moins dix piastres et d'au plus deux cents piastres; pour la deuxième offense, d'une amende d'au moins vingt-cinq piastres et d'au plus deux cents piastres; pour la troisième offense et toute offense subséquente, d'une amende d'au moins cinquante piastres et d'au plus deux cents piastres, et, à défaut de paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement pendant deux mois au plus, ou des deux à la fois."

M. Sauvé (Deux-Montagnes) s'oppose à cet amendement. Il désire qu'on s'en tienne à l'ancienne loi.

La proposition est adoptée.

Le comité étudie l'article 14 qui se lit ainsi:

14. L'article 1417b des statuts refondus, 1909, tel qu'édicte par la loi 4 George V, chapitre 12, section 5, est amendé:

a. En remplaçant les mots "dans les parties commerciales ou encombrées des cités et des villes", dans les troisième et quatrième lignes, par les mots "dans les limites de toute cité, ville ou village";

b. En y ajoutant l'alinéa suivant:

"Lorsque deux véhicules-moteurs se rencontrent sur un chemin public, ou chaque fois qu'un véhicule-moteur rencontre une autre voiture, lesdites lumières doivent être diminuées de la même manière".

L'article est modifié et se lit désormais ainsi:

17. L'article 1417b des statuts refondus, 1909, tel qu'édicte par la loi 4 George V, chapitre 12, section 5, est amendé:

a. En remplaçant les mots "dans les parties commerciales ou encombrées des cités et des villes, à moins que ces lumières ne soient diminuées de façon," dans les troisième, quatrième et cinquième lignes, par les mots "dans les limites éclairées de toute cité, ville ou village, à moins que ces lumières ne soient diminuées ou employées de façon, ou munies d'un appareil mis en action de manière";

b. En y ajoutant l'alinéa suivant:

"Lorsque deux véhicules-moteurs se rencontrent sur un chemin public, ou chaque fois qu'un véhicule-moteur rencontre une autre voiture, lesdites lumières doivent être diminuées de la même manière."

Le comité étudie l'article 15 qui se lit ainsi:

15. L'article 1419 des statuts refondus, 1909, tel qu'amendé par les lois 3 George V, chapitre 19, section 7, et 4 George V, chapitre 12, section 6, est de nouveau amendé:

a. En remplaçant le mot "quatorze", dans la sixième ligne, par le mot "seize";

b. En remplaçant le mot "dix-huit", dans la neuvième ligne, par le mot "vingt-cinq".

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Au lieu d'augmenter la vitesse dans les villes et dans les villages, le gouvernement devrait plutôt la diminuer. C'est surtout dans les villages qu'il y a le plus de danger. Les rues sont souvent étroites, tortueuses, peu propices aux rencontres, et elles ne sont pas faites pour permettre aux automobilistes de faire de la vitesse. De nombreuses plaintes ont été faites et publiées dans les journaux. On prétend avec raison que les automobilistes font trop de vitesse dans les villages. Ce n'est certainement pas en augmentant la vitesse que l'on remédiera à cet état de choses.

Il faut pouvoir contrôler les chauffeurs d'automobiles afin de protéger la population qui est trop souvent victime de la légèreté de ces gens-là. Que le gouvernement diminue la vitesse des automobiles dans les villages et qu'il l'augmente un peu dans les routes dites montées, pourvu que les

chauffeurs observent la loi dans les cas de rencontres. Dans ces routes, il y a moins de danger vu qu'il y a beaucoup moins de rencontres. Je ne suis pas du tout opposé aux automobiles, mais je veux, premièrement, que l'on n'expose pas la population des villages qui a le droit d'être protégée tout comme les automobilistes eux-mêmes. Moins de vitesse dans les villages et un peu plus, si l'on veut, sur les routes, c'est le moyen d'éviter bien des accidents.

M. D'Auteuil (Charlevoix-Saguenay) s'oppose également à l'augmentation des vitesses. Dans les villages, dit-il, où l'on rencontre, l'été, beaucoup de touristes, comme à La Malbaie, les accidents dus à la trop grande vitesse des automobiles sont trop nombreux et ce n'est sûrement pas en augmentant cette vitesse dans ces villages de touristes que l'on réussira à diminuer le nombre des accidents.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose que l'on retranche cette clause et demande que l'on prenne le vote.

La proposition, étant mise aux voix, est rejetée par 23 voix (dont M. Gault) contre 3 (MM. Sauvé, D'Auteuil, Turcotte)³

L'article est adopté.

Le comité étudie l'article 16 qui se lit ainsi:

16. L'article 1420 des statuts refondus, 1909, tel qu'amendé par la loi 3 George V, chapitre 19, section 8, est de nouveau amendé en y ajoutant l'alinéa suivant:

"Chaque fois qu'une personne conduisant un véhicule-moteur rencontre un autre véhicule-moteur en mouvement, la vitesse de chacun de ces véhicules doit être réduite à dix milles à l'heure."

L'article est modifié et se lit désormais ainsi:

16. L'article 1420 des statuts refondus, 1909, tel qu'amendé par la loi 3 George V, chapitre 19, section 8, est de nouveau amendé en y ajoutant l'alinéa suivant:

"Chaque fois qu'une personne conduisant un véhicule-moteur rencontre un autre véhicule en mouvement, la vitesse de chacun de ces véhicules doit être réduite à seize milles à l'heure⁴."

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés par la Chambre.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté les bills suivants sans amendement:

- bill 4 modifiant l'article 6119c des statuts refondus, 1909, tel qu'édicte par la loi 4 George V, chapitre 51, section 1;

- bill 25 modifiant l'article 1249 du Code de procédure civile relativement aux procédures de cautionnement lors d'un appel à Sa Majesté;

- bill 119 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Tancrede Asselin au nombre de ses membres.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill suivant avec certains amendements qu'il la prie d'agréer:

- bill 73 amendant la charte de la cité de Lachine.

Charte de Lachine

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 73 amendant la charte de la cité de Lachine. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Subsides

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Société nationale de femmes *re* immigration, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas seize mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour mines, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante-cinq mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour pêche et chasse, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour comptes courants, Colonisation, Mines et Pêcheries, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande plusieurs questions au ministre de la Colonisation, des Mines et Pêcheries (l'honorable M. Mercier) au sujet de ces crédits.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) donne quelques informations au chef de l'opposition, mais déclare ne pas être en état de répondre à toutes ses questions.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:

5. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-deux mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour service d'enregistrement (cadastre), pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour traitements (gouvernement civil), pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas cent huit mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses contingentes (gouvernement civil), pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté sept résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

Dépôt de documents:

Rapport du surintendant de l'Instruction publique

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du surintendant de l'Instruction publique de la province de Québec pour l'année 1915-1916. (Document de la session no 8)

État financier du surintendant de l'Instruction publique

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve) dépose sur le bureau de la Chambre l'état financier du surintendant de l'Instruction publique de la province de Québec, donnant un état des mandats reçus et des dépenses pour l'exercice financier finissant le 30 juin 1916. (Document de la session no 9)

Statistique de l'enseignement

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve) dépose sur le bureau de la Chambre la statistique de l'enseignement pour l'année scolaire 1914-1915. (Document de la session no 27)

Travaux de la Chambre

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable M. Taschereau), que, lorsque la Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain midi.

Adopté.

La séance est levée.

NOTES

1. Sur la demande du chef de l'opposition, la veille, on avait réservé la troisième lecture du bill concernant les frais funéraires à la séance d'hier après-midi. On s'attendait à ce qu'il y ait un gros débat sur cette mesure. Mais, à ce moment-là, le chef

de l'opposition était sorti pour quelques instants, et le premier ministre proposa la troisième lecture de ce bill qui fut adopté aussitôt (*La Patrie*, 1^{er} décembre 1916, p. 8).

Il n'y a pas eu un moment de discussion. La délégation montréalaise, composée de M. Vandelac et de M. Daniel Kokenburger, qui avaient mission de surveiller les intérêts des entrepreneurs des pompes funèbres et du public, est repartie, se déclarant satisfaite de la loi. Celle-ci, pourtant, n'aura pas d'effet rétroactif sur tous les points, mais elle forcera les compagnies à donner des garanties qu'elles ne fournissaient pas jusqu'ici. On s'attendait à une lutte plus violente car on avait dénoncé avec la dernière vigueur les méthodes de ces prétendues compagnies d'assurances qui, au dire de leurs détracteurs, auraient été de véritables systèmes d'exploitation, ce que nient les autres (*Le Devoir*, 1^{er} décembre 1916, p. 1).

2. Selon le *Herald* (1^{er} décembre 1916, p. 3), c'est M. Gault qui aurait posé cette question au ministre.

3. Selon *Le Devoir* (1^{er} décembre, p. 1), il n'y eut que deux votes en faveur de la proposition Sauvé.

4. Cet article a été modifié à la demande du chef de l'opposition, lors de la première étude en comité général de ce bill.

Séance du vendredi 1^{er} décembre 1916

Présidence de l'honorable A. Galipeault

La séance est ouverte à midi.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Questions et réponses:

Chemins municipaux

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Combien de milles de chemins ont été faits par la municipalité de la paroisse de Sainte-Scholastique, cette année, en vertu de la loi des bons chemins, 1912?

2. Même question pour Saint-Hermas, Saint-Eustache et Saint-Joseph-du-Lac.

3. Combien ces chemins ont-ils coûté le mille?

L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières): 1, 2 et 3. Sainte-Scholastique, paroisse - D'après le rapport d'inspection, en date du 18 octobre 1916, 3,047 pieds de macadam ont été faits en 1916. Le bombement et le cylindrage sont insuffisants et les accotements ne sont pas terminés sur une longueur de 1,400 pieds. Le département a fait une retenue de \$100 pour garantir le parachèvement de ces travaux. Le coût total des travaux exécutés en 1916 est de \$3,900.01, d'après les comptes transmis au département et vérifiés, soit une moyenne de \$6,842.12 par mille.

Saint-Hermas, paroisse - D'après le rapport d'inspection, en date du 10 octobre 1916, 3,400 pieds de macadam ont été faits en 1916. Le roulage et les accotements ne sont pas terminés sur toute cette longueur. Une retenue de \$161.25 a été faite. Le coût total des travaux exécutés en 1916 est de \$1,760.56, d'après les comptes transmis au département, soit une moyenne de \$2,750.87 par mille. Le dernier rapport des dépenses compris dans le montant de \$1,760.56 plus haut mentionné est de \$136.02. Pour pouvoir compléter la vérification de ce rapport, nous attendons des renseignements demandés par des lettres écrites les 16, 25 et 29 novembre 1916.

Saint-Eustache, paroisse - D'après le rapport d'inspection, en date du 2 novembre 1916, 8,600 pieds de macadam ont été faits en 1916. Le roulage étant insuffisant sur une longueur de 400 pieds, une

retenue de \$25 a été faite. Le coût total des travaux exécutés en 1916 est de \$8,252.77, d'après les comptes transmis au département et vérifiés, soit une moyenne de \$5,094.30 par mille.

Saint-Joseph-du-Lac, paroisse - Le département n'a pas été informé que cette municipalité faisait des travaux, avant le 14 novembre 1916. Un inspecteur a été averti aussitôt d'aller faire l'inspection des travaux exécutés. Nous n'avons aucun compte de dépenses pour 1916. Le rapport de l'inspecteur indique qu'il y a 2,000 pieds de macadam de faits en 1916, mais que le roulage est insuffisant et les accotements pas terminés.

Demande de documents:

Chemins
à Saint-Benoît

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie de toute correspondance entre le ministère de la Voirie et toute personne, concernant les chemins dans les deux municipalités de Saint-Benoît (Deux-Montagnes).

Adopté.

Rapports de comités:

M. Francoeur (Lotbinière): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter le bill 81 amendant la charte de la cité de Hull avec des amendements.

L'honorable M. Gouin (Portneuf): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter les bills suivants sans amendement:

- bill 121 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre William Montgomerie au nombre de ses membres, après examen;

- bill 83 autorisant le Barreau de la province de Québec à permettre à G.-H. Shink de pratiquer le droit, après examens;

- bill 118 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre au nombre de ses membres Joseph-Orphir-Émile Brunet;

- bill 69 amendant la charte de la Bankers Trust Company;

- bill 68 amendant la charte de la Scottish Trust Company.

Et les bills suivants avec amendements:

- bill 130 constituant en corporation la congrégation des sœurs du Saint-Enfant Jésus;

- bill 76 constituant en corporation la Mount Sinai Foundation;

- bill 53 concernant le National Jockey Club Limited.

Règles de pratique

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 36 amendant le Code de procédure civile relativement aux règles de pratique soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général de la Chambre.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Véhicules-moteurs

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 16 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les véhicules-moteurs soit maintenant lu une troisième fois.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) propose en amendement, appuyé par le représentant de Deux-Montagnes (M. Sauvé), que le bill 16 ne soit pas maintenant lu une troisième fois, mais qu'il soit référé de nouveau au comité général avec instruction de modifier la clause 1a de manière qu'elle se lise comme suit:

"Pour tous trucks, voitures de livraison, autobus, locomotives de traction ou autres véhicules semblables, entièrement ou partiellement pourvus de bandages solides: quinze piastres par tonne ou toute fraction d'icelle;"

Cet amendement, explique-t-il, propose de réduire à \$15 par tonne la taxe sur les autos-camions sans prohiber l'usage des lourds camions en dehors des villes. La défense de circuler sur les routes en dehors des villes imposée aux lourds camions va avoir pour effet d'empêcher la vente de ces véhicules.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Telle n'est pas l'opinion des représentants de la Montreal Trade Automobile Association qui croient que la prohibition des camions de plus de trois tonnes et demie en dehors des cités et villes n'affectera aucunement la vente de ces véhicules.

La motion d'amendement est soumise à la Chambre.

Des voix ministérielles: Rejeté!

M. l'Orateur: Je crois bien que les Non sont majoritaires¹.

L'amendement est rejeté sur division. La motion principale est adoptée.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Pouvoirs des compagnies

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 8 amendant les statuts refondus, 1909, au sujet des pouvoirs que possèdent certaines corporations ou compagnies soit maintenant lu une deuxième fois.

On se souvient, dit-il, qu'il y eut conflit entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux au sujet des pouvoirs de ces compagnies pour faire des opérations dans toutes les parties du pays. Le Conseil privé fut, en dernier ressort, appelé à décider et cette décision fut favorable aux provinces. Il s'agit, par le bill, de déterminer, d'après cette décision non équivoque, les pouvoirs des compagnies en question afin de faire disparaître toute autre difficulté.

Le bill spécifie que les compagnies de la province qui sont incorporées selon la loi doivent avoir, sous réserve de restrictions dans leur charte, le

pouvoir d'acquérir, de posséder et d'exercer à l'extérieur de la province de Québec les droits et les pouvoirs qui peuvent leur être reconnus et conférés par les lois en vigueur dans toute autre province ou tout autre pays.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général de la Chambre.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Contrat entre la Back River Power Company et la ville de Sault-au-Récollet

M. Lévesque (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme maintenant en comité général pour étudier le bill 125 ratifiant un contrat entre la Back River Power Company et la ville du Sault-au-Récollet.

Adopté.

En comité:

Le comité étudie l'article 2 qui se lit ainsi:

"2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction."

L'article est retiré et remplacé par le suivant:

"2. L'exemption de taxes foncières ne comprend pas les taxes accordée à ladite compagnie par ledit contrat foncières spéciales imposées sur les propriétaires riverains pour payer le coût de canaux d'égouts, de trottoirs, de pavages ou autres améliorations locales, ni les taxes scolaires."

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté par la Chambre.

M. Lévesque (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de Verdun

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme maintenant en comité général pour étudier le bill 101 amendant la charte de la cité de Verdun.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Corporation du canton de Chambly

M. Desaulniers (Chambly) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme maintenant en comité général pour étudier le bill 124 augmentant le pouvoir d'emprunt de la corporation du canton de Chambly.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Desaulniers (Chambly) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Grand Lake Railway and Transportation Company

M. Fortier (Labelle) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme maintenant en comité général pour étudier le bill 55 constituant en corporation The Grand Lake Railway and Transportation Company.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Fortier (Labelle) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte d'Outremont

M. Finnie (Montréal-Saint-Laurent) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 137 amendant la charte de la cité d'Outremont soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Guarantee Title
and Contract Company**

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 135 constituant en corporation The Guarantee Title and Contract Company soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Règlement,
articles 497 et 498**

M. Cannon (Québec-Centre) propose, appuyé par le représentant de Terrebonne (M. David), que les dispositions des articles 497 et 498 du règlement relatives au dépôt des bills portant constitution de ville soient suspendues à l'égard du bill amendant la charte de la municipalité du village de Courville, dans le comité de Québec, qui a été déposé chez le secrétaire du comité des bills privés.

Adopté.

Travaux de la Chambre

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable M. Taschereau), que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à lundi, 8 heures du soir.

Adopté.

La séance est levée à 1 heure.

NOTE

1. Le déséquilibre entre les voix ministérielles et les rares voix de l'opposition a amusé les députés et rendu ironique la phrase de l'Orateur. *La Presse* (2 décembre 1916, p. 11) ajoute que M. Gault aurait aimé inscrire un vote enregistré sur son amendement, mais, comme l'opposition ne comptait que trois membres présents et qu'il faut au moins cinq députés pour réclamer le vote, cette proposition a été rejetée sans vote.

Séance du lundi 4 décembre 1916

Présidence de l'honorable A. Galipeault

La séance est ouverte à 8 heures.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

L'honorable M. Gouin (Portneuf): Sera-ce long ce soir?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Cela dépendra de l'attitude du premier ministre.

L'honorable M. Gouin (Portneuf): Quelle attitude conviendrait au chef de l'opposition?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Franche et loyale.

L'honorable M. Gouin (Portneuf): Très bien, et sincère.

**Enquêtes
municipales**

Un député pour M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) demande la permission de présenter le bill 176 amendant l'article 5940 des statuts refondus, 1909, concernant les enquêtes sur les affaires municipales¹.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Code
de procédure civile,
articles 286, 361,
527, 530 et 1138**

M. Stein (Kamouraska) demande la permission de présenter le bill 177 amendant les articles 286, 361, 527 et 530 et abrogeant l'article 1138 du Code de procédure civile.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi
de la chasse**

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) demande la permission de présenter le bill 33 refondant et révisant la loi de la chasse au Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Demande et dépôt de documents:

**Droits de coupe
au Lac-Saint-Jean**

M. Turcotte (Lac-Saint-Jean) propose, appuyé par le représentant de Deux-Montagnes (M. Sauvé), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre un état indiquant: 1. Quelles sont les personnes qui ont payé des droits de coupe au gouvernement de cette province pour du bois coupé dans le comté de Lac-Saint-Jean, depuis janvier 1915. 2. Quel est le montant payé par chacune d'elles. 3. Pour combien de mille pieds de bois chacune de ces personnes a-t-elle payé des droits de coupe, et pour quelle espèce de bois.

Adopté.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date de ce jour, pour la production d'un état indiquant: 1. Quelles sont les personnes qui ont payé des droits de coupe au gouvernement de cette province pour du bois coupé dans le comté de Lac-Saint-Jean, depuis janvier 1915. 2. Quel est le montant payé par chacune d'elles. 3. Pour combien de mille pieds de bois chacune de ces personnes a-t-elle payé des droits de coupe, et pour quelle espèce de bois. (Document de la session no 29)

**Forces hydrauliques
au Lac-Saint-Jean**

M. Turcotte (Lac-Saint-Jean) propose, appuyé par le représentant de Deux-Montagnes (M. Sauvé), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre un état indiquant: 1. Quelles sont les forces hydrauliques vendues ou affermées dans le comté de Lac-Saint-Jean. 2. À qui l'ont-elles été. 3. À quelles dates. 4. À quelles conditions. 5. Combien y a-t-il de forces hydrauliques non vendues ou louées dans la même région. Combien de chevaux-vapeur représente chacune et où sont-elles situées. 6. Est-ce l'intention du gouvernement d'en vendre ou d'en louer prochainement.

Adopté.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date de ce jour, pour la

production d'un état indiquant: 1. Quelles sont les forces hydrauliques vendues ou affermées dans le comté de Lac-Saint-Jean. 2. À qui l'ont-elles été. 3. À quelles dates. 4. À quelles conditions. 5. Combien y a-t-il de forces hydrauliques non vendues ou louées dans la même région. Combien de chevaux-vapeur représente chacune et où sont-elles situées. 6. Est-ce l'intention du gouvernement d'en vendre ou d'en louer prochainement. (Document de la session no 28)

Questions et réponses:

Affaire Carreau

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Est-il à la connaissance du procureur général ou de tout officier de son département que le nommé J.-E. Carreau, arrêté à Montréal sous accusation de crime contre les mœurs, aurait été admis à caution hors de la connaissance ou, en tout cas, sans l'intervention ou autorisation actuelle du magistrat qui avait seul le pouvoir de libérer sous cautionnement ledit J.-E. Carreau?

2. Dans l'affirmative, est-ce l'intention du procureur général de sévir contre le fonctionnaire qui se serait rendu coupable d'une telle usurpation de pouvoir?

L'honorable M. Gouin (Portneuf): 1 et 2. Le nommé J.-E. Carreau, arrêté à Montréal sous inculpation de l'offense prévue par l'article 206 du Code criminel, a été admis à caution par M. J.-N. A. Demers, député greffier de la paix du district de Montréal, en vertu de l'article 605 du Code criminel qui confère au greffier de la paix et à un député greffier de la paix, dans le district de Montréal, tous les pouvoirs d'un magistrat pour l'admission à caution des accusés.

Le montant des cautionnements exigés par le député greffier avait été fixé par le juge qui avait reçu la plainte.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Le procureur général ou son ministère ont-ils été informés de la fuite aux États-Unis de J.-E. Carreau, accusé d'offense contre les mœurs et libéré sous cautionnement?

2. Dans l'affirmative, des mesures ont-elles été prises ou des procédures instituées dans le but de le rechercher, d'obtenir son extradition en vue de lui faire subir son procès?

3. Dans la négative, est-ce l'intention du département du procureur général d'adopter telles mesures et d'instituer telles procédures?

4. Dans la négative, pourquoi?

L'honorable M. Gouin (Portneuf): Le département du procureur général a été informé de la fuite aux États-Unis de J.-E. Carreau, accusé de l'offense prévue par l'article 206 du Code criminel, mais son extradition n'a pas été demandée parce que cette offense n'est pas couverte par le traité d'extradition avec les États-Unis.

Shawinigan Water & Power Company

M. Cannon (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme maintenant en comité général pour étudier le bill 79 amendant la charte de la Shawinigan Water & Power Company.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Cannon (Québec-Centre) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de Hull

M. Gendron (Ottawa) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme maintenant en comité général pour étudier le bill 81 amendant la charte de la cité de Hull.

Adopté.

En comité:

Le comité étudie l'article 18 qui se lit ainsi:

18. La section suivante est ajoutée après la section 422 de la loi 56 Victoria, chapitre 52:

"422a. Les dispositions de l'article 1105 des statuts refondus de Québec, 1909, limitant le montant à être prélevé sur les aubergistes et personnes licenciées pour la vente des liqueurs enivrantes, ne s'appliqueront pas à la cité de Hull et le conseil pourra, par règlement, prélever et percevoir sur les aubergistes, marchands de liqueurs enivrantes en détail et en gros, une taxe n'excédant pas la somme de mille dollars."

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose que l'article soit retiré.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Pourquoi doit-on refuser à la ville de Hull la permission de taxer les hôteliers?

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Il appartient au gouvernement provincial et non aux conseils municipaux d'imposer de telles taxes. C'est le gouvernement qui a le pouvoir de taxer au chapitre de la vente des liqueurs et c'est pour cette raison que l'on a biffé la clause.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) proteste contre le fait de refuser à la ville le droit de percevoir une taxe spéciale sur les débiteurs de liqueurs qui, chez elle, depuis le début de la guerre, sont dans une situation non moins spéciale.

Est-ce là respecter l'autonomie des municipalités, demande-t-il, que de les priver des moyens de se créer des revenus?

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Le gouvernement s'est toujours réservé le droit de réglementer les dépôts de liqueurs qui ne relèvent pas des municipalités.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le gouvernement empêche de toute façon les municipalités de taxer afin de prendre lui-même le monopole de ces taxes.

La proposition est adoptée et l'article est retiré.

Le comité étudie l'article 19 qui se lit ainsi:

19. La section 423 de la loi 56 Victoria, chapitre 52, est remplacée par la suivante:

"423. Pour prélever une taxe spéciale n'excédant pas cent piastres, sur toute compagnie d'assurance sur la vie, contre le feu, les accidents, les risques de navigation et autres espèces d'assurance, faisant affaires dans la cité et sur leur agent pour chacun de ces genres d'assurance et sur tous bureaux de placements et agents d'immeubles."

L'article est adopté.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) remarque que cette clause relative à l'imposition d'une taxe sur les compagnies est laissée dans le bill. Le gouvernement, dit-il, prend encore la place des municipalités, puisqu'il a déjà imposé cette taxe.

Le trésorier de la province dit que les municipalités n'ont jamais reçu l'autorisation d'imposer une taxe musclée sur le commerce des boissons alcooliques, mais le gouvernement taxe les agents d'assurances.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Ce n'est qu'une licence destinée à protéger le public.

L'honorable M. Gouin (Portneuf): Les compagnies d'assurances sont pour la plupart millionnaires et il n'y a pas de mal à les taxer. Elles ont les moyens de payer cette petite taxe.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le premier ministre est aussi millionnaire et il n'aimerait pas à être taxé outre mesure.

L'honorable M. Gouin (Portneuf): Vous m'avez déjà dit cela.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ce n'est pas moi. Le premier ministre a des réponses curieuses; il a le don de nous faire dire des choses que nous n'avons jamais dites. Pour un homme de sa valeur, c'est plutôt enfantin.

Quand le roi de Pologne sourit, tous les Polonais sourient aussi.

Le comité fait rapport qu'il n'a pas terminé l'examen du bill et demande la permission de siéger de nouveau.

William Montgomerie

M. Bullock (Shefford) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme maintenant en comité général pour étudier le bill 121 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre William Montgomerie au nombre de ses membres, après examen.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Bullock (Shefford) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

George H. Shink

M. Thériault (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme maintenant en comité général pour étudier le bill 83 autorisant le Barreau de la province de Québec à permettre à George H. Shink de pratiquer le droit, après examens.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Thériault (L'Islet) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Joseph-Orphir-Émile
Brunet**

M. Ashby (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme maintenant en comité général pour étudier le bill 118 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre au nombre de ses membres Joseph-Orphir-Émile Brunet.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Ashby (Jacques-Cartier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Bankers Trust
Company**

M. Finnie (Montréal-Saint-Laurent) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme maintenant en comité général pour étudier le bill 69 amendant la charte de la Bankers Trust Company.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Finnie (Montréal-Saint-Laurent) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Scottish Trust
Company**

M. Finnie (Montréal-Saint-Laurent) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme maintenant en comité général pour étudier le bill 68 amendant la charte de la Scottish Trust Company.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Finnie (Montréal-Saint-Laurent) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Sœurs
du Saint-Enfant Jésus**

M. Parrot (Témiscouata) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme maintenant en comité général pour étudier le bill 130 constituant en corporation la congrégation des sœurs du Saint-Enfant Jésus.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Parrot (Témiscouata) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Mount Sinai
Foundation**

Un député pour M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme maintenant en comité général pour étudier le bill 76 constituant en corporation la Mount Sinai Foundation.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

Un député pour M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Ville de Pointe-aux-Trembles

M. Lévesque (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 131 confirmant et ratifiant les règlements 48 et 50 de la ville de la Pointe-aux-Trembles et amendant l'article 5789a des statuts refonds, 1909, tel qu'édicte pour la ville, par l'article 30 de la loi 6 George V, chapitre 53 soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Annexion de Notre-Dame-de-la-Victoire à Lévis

M. Francoeur (Lotbinière) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 138 annexant le territoire de la municipalité de Notre-Dame-de-la-Victoire à celui de la cité de Lévis soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Municipalité scolaire de Notre-Dame-de-Grâce-Ouest

M. Mayrand (Montréal-Dorion) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 134 amendant la loi 4 George V, chapitre 31, concernant la municipalité scolaire de Notre-Dame-de-Grâce-Ouest soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Vente d'électricité par les municipalités

M. Stein (Kamouraska) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 174 modifiant les articles 5674 et 5675 des statuts refonds, 1909, et insérant dans lesdits statuts l'article 5724a soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Loi des mines

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 31 amendant la loi des mines de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité général de la Chambre.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

Le comité étudie le premier article du bill, qui se lit ainsi:

1. L'article 2105 des statuts refondus, 1909, tel qu'amendé par la loi 1 George V (1re session), chapitre 17, section 5, est de nouveau amendé en retranchant, dans la dernière ligne du deuxième alinéa, les mots "et ne doit pas excéder trois pour cent de cette valeur".

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande quelques explications au ministre des mines au sujet de l'augmentation du droit régalien exigé sur le rendement de celles-ci.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):
Ce premier article a trait au droit régalien sur les mines. L'article 2105 des statuts refondus limite l'imposition du droit régalien à un maximum de trois pour cent. Ce droit régalien est celui que le gouvernement peut réclamer sur toute terre de la couronne vendue ou autrement aliénée par elle, mais seulement cinq ans après cette vente ou cette aliénation; jusqu'à présent elle était fixée à 3%. C'est une limite que le gouvernement propose aujourd'hui d'enlever.

Le gouvernement considère que c'est trop peu, en certains cas, et il veut se réserver le droit de l'augmenter quelque peu dans le cas où il y a légitimement lieu de le faire. À Cobalt, dans l'Ontario, certaines mines ont payé jusqu'à 25% de royautés. Il n'y a aucun danger que le gouvernement se rende jusque-là, mais il veut un peu plus de latitude.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) s'oppose à l'amendement. La loi amendée ne fixe pas le maximum, dit-il, et le gouvernement pourra imposer un décret régalien selon qu'il le voudra. L'amendement ouvre la porte à des abus et le mineur sera plus que jamais exposé à des exigences contraires à ses intérêts et au développement des mines de notre province.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) répond au chef de l'opposition que le gouvernement de Québec ne fait en la matière que suivre l'exemple de ses voisins.

L'article est adopté.

Le comité étudie les articles 2 et 3 qui se lisent ainsi:

2. L'article 2127 des statuts refondus, 1909, tel qu'amendé par la loi 1 George V (1re session), chapitre 17, section 10, est remplacé par le suivant:

"2127. Sur les territoires arpentés, le porteur d'un certificat de mineur peut jalonner un ou deux lots de cent acres chacun, ou des demi-lots, tel que la demie nord, la demie sud, la demie ouest ou la demie est, selon le cas, pourvu que la superficie totale du terrain jalonné n'excède pas deux cents acres.

"S'il s'agit de lots entiers, il suffit de planter un seul piquet à l'endroit de la découverte de la manière indiquée dans le paragraphe 1 de l'article 2126; les contours des claims étant suffisamment indiqués par les bornes du lot même, sauf à relever ces mêmes bornes si elles ne sont plus visibles. Mais, dans le cas de lots situés en pleine forêt ou de demi-lots, il faut y faire les indications mentionnées dans l'article 2126 à chaque sommet d'angle."

3. L'article 2134 des statuts refondus, 1909, tel que remplacé par la loi 1 George V (2^e session), chapitre 23, section 7, et amendé par les lois 4 George V, chapitre 20, section 5, et 5 George V, chapitre 35, section 3, est de nouveau amendé en y ajoutant, après le mot "superficie", dans la deuxième ligne du paragraphe 3, les mots "et pour moins d'un demi-lot dans les territoires arpentés, tel que la demie nord, la demie sud, la demie est ou la demie ouest, selon le cas".

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) explique que, selon la loi actuelle, on ne peut piqueter, en territoire arpenté, un claim de moins d'un lot entier. Il arrive souvent qu'un prospecteur en a assez d'un demi-lot. Par cet article, on propose que l'on permette de piqueter un claim d'un demi-lot et que l'on fixe à un demi-lot le minimum du permis d'exploitation.

Les articles sont adoptés.

Le comité étudie l'article 4 qui se lit ainsi:

"4. Les articles 2168, 2169 et 2170 des statuts refondus, 1909, sont abrogés."

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Cette clause abroge certains articles devenus désuets. Ces articles concernent l'exploitation de l'or filonien (or dans le quartz).

Il s'agit d'abroger les licences pour permis pour faire usage des appareils mécaniques ou machines à broyer le quartz pour en tirer l'or ou l'argent. Depuis longtemps, il ne s'exploite plus d'or filonien. Du reste, avec les nouvelles méthodes de traitement des minerais aurifères, ces articles seraient difficiles à mettre en vigueur. L'article concernant la manière de piqueter les claims dans les territoires arpentés est aussi complètement retranché.

L'article est adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi de la chasse

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose, appuyé par le représentant de Richmond (l'honorable M. Mitchell), qu'à la prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions concernant le bill 33 refondant et révisant la loi de la chasse de Québec.

Adopté.

Demande de documents:

Coût de la vie

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Charlevoix-Saguenay (M. D'Auteuil), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie de toute correspondance entre le gouvernement et toute personne relativement au coût de la vie.

Je n'ai pas, dit-il, l'intention de critiquer le gouvernement, mais lui faire simplement quelques suggestions. On sait que le peuple, la classe laborieuse, souffre énormément de la hausse subie par les denrées. C'est là une question excessivement

difficile à résoudre. Je sais que des démarches ont été faites par les corps publics auprès du gouvernement provincial pour lui demander d'aider à la solution de ce grave problème. Je sais aussi que le gouvernement fédéral est à s'occuper de cette question. Il cherche à trouver une solution à la situation et il a nommé une commission qui est à l'œuvre depuis plusieurs mois.

Selon lui, c'est un sujet que non seulement le gouvernement fédéral, mais également les différents gouvernements provinciaux doivent étudier sérieusement.

Le gouvernement n'a encore rien fait pour diminuer le coût de la vie. Depuis le commencement de la session, il n'a même pas présenté de mesure tendant à améliorer la situation présente. Celle-ci est cependant assez grave pour amener les membres du Parlement à la discuter.

La Chambre devrait faire quelque chose. Il y a, par exemple, le comité de l'agriculture, composé de représentants des divisions agricoles. Pourquoi ne réunirait-on pas ce comité? Il y a le comité des industries, composé d'industriels et de commerçants qui ne se sont pas encore réunis depuis le commencement de la session. Dans ces corps figurent les experts de la Chambre. Il est étonnant que le gouvernement n'ait pas encore jugé à propos de réunir ces comités pour étudier le problème de l'augmentation du coût de la vie, pour entendre les experts de l'agriculture, de l'industrie et du commerce, en vue d'essayer de trouver un remède au mal qui existe et dont se plaint toute notre population. De plus, le comité d'agriculture pourrait entendre, sur cette importante question du coût de la vie, les représentants des sociétés d'agriculture, des associations ouvrières, des chambres de commerce, les lauréats du Mérite agricole, etc., qui seraient en mesure de suggérer d'excellents remèdes contre les misères dont souffre actuellement la société. Voici une excellente occasion pour la Chambre d'étudier une question des plus importantes et de mettre à profit les talents et le patriotisme de la députation.

Je ne veux pas faire de la politique avec cette question. Je demande seulement que la Chambre s'en occupe et j'espère que les documents qui seront produits serviront à éclaircir ce problème.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

Je remercie le chef de l'opposition d'avoir soulevé cette importante question et je le félicite de sa suggestion et de ses remarques faites dans un excellent esprit, je n'en doute pas. Est-ce que le chef de l'opposition veut, à ce sujet, demander la réunion du comité de l'agriculture?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): C'est le gouvernement qui devrait prendre la question en main et la Chambre avec le comité de l'agriculture entendrait les experts des corps suggérés tout à l'heure.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

Je n'ai aucune objection à réunir le comité de l'agriculture, tel que le demande le chef de l'opposition. Tout le monde se rend compte que quelque chose ne va pas quand les prix sont à un niveau alarmant semaine après semaine.

Le problème de l'augmentation du coût de la vie est une question tellement difficile que le chef de l'opposition lui-même n'a pas cru devoir indiquer de remède au mal qu'il signale. Et, de fait, je ne connais pas un homme public qui ait pu jusqu'à aujourd'hui suggérer un remède efficace à ce mal. Aucun ne s'est risqué, depuis le commencement de la guerre, à indiquer une solution radicale. On cherche de tous côtés les moyens de remédier au mal, mais on ne les trouve pas. Les causes du coût de la vie actuellement ne sont pas encore connues et cette crise ne dépend cependant pas plus du gouvernement central que des autres.

Nous traversons des conditions difficiles. L'élévation du prix de la vie dépend en premier lieu de la situation créée depuis deux ans par la guerre. Nous constatons que la production a diminué d'abord dans tous les pays qui sont en guerre et même dans les contrées qui ne sont pas entrées dans le conflit, mais où la rareté de la main-d'œuvre et d'autres difficultés ont amené une diminution dans la production.

Dans ces pays où la guerre ne sévit pas, le problème se présente aussi grave que là où il y a la guerre. On peut se demander s'il sera jamais possible de résoudre ce problème. Dans mon humble opinion, le mal va subsister au moins aussi longtemps que la guerre. Il est très probable que, jusqu'à la fin de la guerre et même après, la vie sera chère et qu'il sera très difficile d'en diminuer le coût. Ces paroles ne doivent décourager personne.

Je ne veux pas porter le désespoir dans notre population; je n'émetts qu'une opinion. Mais on doit se rendre compte que le coût de la vie, malgré tous les efforts, restera encore longtemps anormalement élevé. Et cette considération doit d'autant plus engager les pouvoirs publics à étudier cette question en vue du soulagement du peuple.

Les prix monteront en raison directe de la durée de la guerre. Il faut en effet noter que des étendues considérables de terrain, en Europe, qui

étaient les plus fertiles il y a trois ans, sont aujourd'hui dévastées et complètement stériles. Dans les régions où la culture continue, les mauvaises récoltes viennent encore aggraver la situation.

L'entretien des armées des combattants est l'une des principales causes de l'augmentation du coût de la vie. Il est reconnu que, pour nourrir un soldat sur le champ de bataille, il faut 75% de plus de nourriture qu'il n'en faut pour nourrir un homme dans le cours ordinaire de la vie.

Depuis plus de deux ans, depuis le mois d'août 1914, 30,000,000 d'hommes qui étaient producteurs sont devenus des consommateurs et même des destructeurs. Et la guerre entraîne une consommation 75 fois plus grande de tous les produits. Inutile d'espérer une diminution sensible du coût de la vie tant que le conflit durera.

L'équilibre est rompu et, jusqu'à ce que la situation redevienne normale, nous aurons à souffrir de la cherté de la vie. Deux moyens cependant contribueraient énormément à améliorer la situation.

J'ai déjà proposé deux mesures qui, dans mon opinion, étaient susceptibles d'apporter un remède au mal dont nous souffrons.

Ce serait d'abord un embargo sur l'exportation de nos troupeaux de bestiaux aux États-Unis, au moins de nos animaux reproducteurs. Il s'en vend trop aux États-Unis.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Dois-je comprendre que le ministre de l'Agriculture est contre l'exportation des bestiaux aux États-Unis?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):
Exactement!

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Très bien!

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):
Actuellement, on voit une grosse proportion de nos troupeaux, en outre de la partie que nous envoyons en Europe, traverser la frontière américaine et diminuer nos réserves. Nous sommes en train de vendre notre bétail aux Américains qui vont en tirer un admirable profit soit en conservant les animaux de reproduction, soit en faisant avec nos bestiaux des conserves qu'ils expédient en quantités considérables aux nations européennes.

Les statistiques établissent que le commerce des viandes entre les États-Unis et l'Europe a triplé depuis le commencement de la guerre. Or, l'exportation des viandes dans la république voisine a plus que triplé depuis un an.

Nous avons raison de fournir à nos alliés les choses dont ils ont besoin, mais nous n'avons aucune raison de fournir des vivres aux États-Unis qui n'en ont pas besoin et à qui nous ne devons rien. Si nous abandonnions pour un certain temps l'exportation de nos animaux, du moins reproducteurs, aux États-Unis, nous aurions trouvé une des solutions les plus efficaces au problème angoissant qui nous inquiète. Ceci est, bien sûr, du ressort du gouvernement fédéral qui a qualité pour mettre ces suggestions en œuvre, car il contrôle le commerce et les industries du pays.

En second lieu, il y a beaucoup à faire du côté des entrepôts frigorifiques. Depuis le commencement de la guerre, on a souvent parlé de ces entrepôts dont le but est de conserver les produits périssables. Ils ont été créés pour diminuer le coût de la vie en permettant de faire des réserves dans les temps d'abondance pour les temps de disette, mais ils ont donné des résultats absolument contraires. Je me demande si cette industrie n'est pas, entre les mains de certains spéculateurs, un moyen d'accaparer les produits et d'en faire monter graduellement le prix de vente. Les exploitants s'en servent pour entasser les denrées, pour affamer la population et pour faire augmenter le prix des vivres.

On ne peut savoir, actuellement, jusqu'à quel point on a adopté cette pratique facile d'accumuler les profits chez les propriétaires d'entrepôts frigorifiques. On a souvent demandé une inspection rigoureuse de ces maisons. On a suggéré même au gouvernement fédéral de s'emparer de tous les entrepôts et de les mettre à la disposition des cultivateurs pour y conserver les produits de la terre. Des employés du gouvernement prendraient la direction de cette industrie et en feraient un facteur de prospérité en lui enlevant son caractère actuel. Jusqu'à présent, aucune décision n'a encore été prise.

Y a-t-il vraiment accaparement des produits? On ne le sait pas de façon certaine. Il est cependant venu à la connaissance du public que les produits étaient conservés dans des entrepôts frigorifiques tellement longtemps qu'ils se gâtaient et qu'on en jetait une partie. Ce gaspillage n'est pas de nature à faire baisser le coût de la vie et, s'il est profitable à certains agriculteurs, il est désastreux pour la généralité de notre population. On devrait infliger une punition immédiate à ceux qui spéculent ainsi sur la vie publique. On devrait nommer des hommes compétents qui feraient, chaque semaine, l'inspection rigoureuse des entrepôts frigorifiques. Ces inspecteurs s'enquerraient de la quantité de produits conservés dans la maison et verraient à leur

écoulement normal. Ce serait là un excellent moyen d'éviter la congestion du commerce et l'élévation graduelle des prix. Cette inspection est en tout cas le seul moyen de connaître le véritable caractère de l'industrie des entrepôts frigorifiques et de savoir si elle est un instrument de prospérité ou de misère populaire.

Il ne faut pas s'effrayer cependant en apprenant qu'il y a dans certains entrepôts quelques centaines de mille livres de beurre et de fromage. Il est certaines denrées dont la production est périodique, si l'on peut dire. Il convient ainsi d'amasser pendant la période de production normale des produits qui assureront la consommation régulière pendant les mois de disette. Mais les autorités devraient forcer la vente des quantités trop considérables de produits amassés dans les entrepôts.

Enfin, un dernier remède, bien connu celui-là, serait d'encourager la surproduction, mais, pour cela, il faut de toute nécessité garder autant que possible à la terre tous ses travailleurs. Nous devons nous efforcer d'augmenter notre production agricole. Et cette augmentation ne peut se faire que si le cultivateur a la main-d'œuvre nécessaire. On se plaint qu'elle manque partout. Il ne faut donc pas, si nous voulons que le cultivateur nous aide à remédier à la situation actuelle, que nous lui enlevions la main-d'œuvre dont il a besoin. Nous ne pouvons compter sur la main-d'œuvre européenne. Il est donc de la première importance que nous conservions, autant que possible, celle que nous avons.

La surproduction est donc un moyen efficace d'améliorer la situation, mais cette surproduction ne dit pas prendre le chemin de pays qui n'en ont pas besoin. Je crois donc qu'il est du devoir des autorités de prohiber immédiatement l'exportation de nos animaux et d'instituer l'inspection des entrepôts frigorifiques.

Le gouvernement fédéral a institué, il y a quelques mois, une commission particulière du coût de la vie qui n'a pas encore, apparemment, trouvé le remède efficace tant attendu. Je ne veux pas verser dans le pessimisme ni pousser le cri d'alarme, mais j'ai bien peur que la commission d'Ottawa, après plusieurs mois d'enquête déjà, n'indique de remède efficace à la situation. Loin de moi l'idée de l'en blâmer. Je constate seulement.

Je sais les difficultés du problème et c'est pourquoi je ne pense pas qu'on puisse y faire grand-chose. Le mal durera tout le temps de la guerre. À tout événement, on ne pourra jamais résoudre ce problème tout à fait. On ne pourra peut-être qu'améliorer un peu la situation. On cherche toujours

et le gouvernement fédéral est certainement celui qui peut le mieux travailler dans l'intérêt du pays. La chose est du domaine du pouvoir central. C'est lui qui est susceptible de faire le meilleur travail dans ce sens. Les gouvernements provinciaux ne peuvent que forcer et activer la production, et c'est ce à quoi s'occupe le gouvernement provincial autant qu'il lui est possible de le faire. Il acceptera toutes les suggestions qu'on fera pour l'aider à solutionner, en partie du moins, le problème de la cherté de la vie.

Mais il nous faut aussi faire une campagne d'éducation. Il est nécessaire d'encourager le cultivateur par des primes et d'autres moyens. Quand les cultivateurs auront compris la nécessité de la surproduction, nous aurons trouvé une partie de la solution. Il faut pousser encore et toujours la production et conserver autant que possible notre main-d'œuvre. Je suis prêt à convoquer une réunion des comités de la Législature et à entendre la parole des hommes compétents en la matière, mais le problème est très difficile et il ne sera pas possible d'apporter un remède à la situation.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je n'ai pas indiqué de remède parce que je ne suis pas une autorité en la matière. C'est pour cela que je désire entendre des experts. Je demande donc que la Chambre s'occupe de cette question qui cause tant d'alarme dans le public.

La proposition est adoptée.

Honoraires des huissiers

M. Francoeur (Lotbinière) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 172 amendant l'article 3221 des statuts refondus, 1909, au sujet des honoraires des huissiers devant la Cour des commissaires soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Pouvoir d'emprunt des fabriques

M. Cannon (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 173 amendant l'article 4381 des statuts refondus, 1909, relativement au pouvoir d'emprunt des fabriques soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Dommages
à la personne**

M. Cannon (Dorchester) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 175 modifiant l'article 7342 des statuts refondus, 1909, concernant les dommages à la personne soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

La séance est levée.

NOTE

1. Voir notes explicatives sur ce bill dans *The Gazette* du 5 décembre 1916, p. 6, "Bill dealing with judicial probes".

Séance du mardi 5 décembre 1916

Présidence de l'honorable A. Galipeault

La séance est ouverte à 3 heures.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

M. Létourneau (Québec-Est): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition de l'Union nationale française et de refuge, demandant de voter une loi amendant sa charte, est régulière et suffisante, que le bill qui a été déposé par le pétitionnaire est régulier et conforme à la pétition et à l'avis qui en a été donné, que cette pétition n'a pas été régulièrement et suffisamment annoncée, et que cette irrégularité ne peut cependant porter préjudice aux tiers. En conséquence, votre comité recommande de suspendre les règles à l'égard de cette irrégularité et de suspendre aussi la règle 516 afin que le bill puisse être présenté. Adopté.

M. Francoeur (Lotbinière): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter le bill 52 constituant en corporation la ville de Sainte-Thérèse avec des amendements.

L'honorable M. Gouin (Portneuf): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter les bills suivants avec des amendements:

- bill 64 amendant la loi constituant en corporation l'Union Saint-Joseph de Saint-Hyacinthe;
- bill 127 concernant les limites de la municipalité scolaire de Cartierville.

**Union nationale française
et de refuge**

M. Lemieux (Gaspé) demande, appuyé par le représentant de Frontenac (M. Grégoire), la permission de présenter le bill 139 amendant la charte de l'Union nationale française et de refuge.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Dépôt de documents:

**Rapport des compagnies
de chemins de fer**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) dépose sur le bureau de la Chambre les états, les rapports et les statistiques des compagnies de chemins de fer jusqu'au 30 juin 1916, en conformité des articles 6550 et 6252 des statuts refondus, 1909. (Document de la session no 30)

**Rapports des chemins de fer
subventionnés**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) dépose sur le bureau de la Chambre les rapports pour l'année expirant le 30 juin 1916, indiquant les recettes et les frais d'exploitation de différentes compagnies de chemins de fer, subventionnées par la Législature de Québec, et adressés à l'honorable ministre des Travaux publics de la province de Québec, en conformité de l'article 1438 des statuts refondus, 1909. (Document de la session no 31)

Subsides

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides. Adopté.

En comité:

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:
1. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour service forestier (comprenant l'inspection et la classification des terres), pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) explique les raisons pour lesquelles plus de cent mille acres de terres de la couronne ont été concédés durant la dernière année fiscale. Les terres ainsi rétrocédées ont été vendues, pour la plupart, il y a plusieurs années.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) discute cette résolution.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:
2. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour cercles agricoles, encouragement à l'agriculture en général, y compris subsides à la compagnie de chemin de fer de la rive sud, en vertu de la loi 63 Victoria, chapitre 2, concours d'abatis, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) explique l'augmentation de \$15,000 qu'il y a sur la somme votée l'an dernier. Cette année, dit-il, le gouvernement a à son service cinq nouveaux conférenciers agricoles et 16 nouveaux agronomes de districts qui s'occupent constamment de seconder, de guider quand il y a lieu, les efforts des cultivateurs. Ces agronomes sont tous des gradués des écoles d'Oka et de Sainte-Anne de la Pocatière de même que du collège Macdonald.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Sont-ils tous compétents?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Quelques-uns se spécialisent dans une certaine branche, d'autres sont d'une compétence générale.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Et M. Gareau?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Il est d'une compétence générale¹.

M. Turcotte (Lac-Saint-Jean) demande si le gouvernement fait quelque chose pour protéger les cultivateurs contre la mauvaise foi des commerçants qui vendent les grains de semence.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Le gouvernement n'a jamais eu de plaintes à ce sujet.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): N'y a-t-il pas eu quelques réformes apportées dans les cercles agricoles depuis deux ans?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Seulement des petites réformes ont été apportées dans l'administration de ces cercles. La loi est restée la même depuis que ces cercles existent. On améliore seulement dans l'administration des cercles.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le crédit à l'agriculture est-il suffisant pour pourvoir à tous les besoins?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Si l'on pouvait trouver d'autres ressources, on n'aurait pas de peine à les employer. Nous voudrions faire plus, mais nous n'avons pas assez d'argent. Le ministère a dépensé tous ses crédits, soit \$510,000, même \$100,000 de plus pour l'agriculture.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Comptons-nous, là-dessus, les subsides du gouvernement fédéral?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Oui.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Comment se fait-il que le trésorier de la province accuse, à la fin de l'exercice financier, un surplus de \$200,000 quand le ministre de l'Agriculture admet que son département n'est pas suffisamment pourvu? Pourquoi le ministre vient-il déclarer ici que l'on ne peut faire plus pour l'agriculture pour la raison que l'on n'a pas assez d'argent, quand, chaque année, le trésorier provincial s'efforce de venir faire miroiter à nos yeux ses énormes surplus? C'est là double jeu du gouvernement qui, pour faire miroiter aux yeux du public un prétendu surplus, rogne sur les sommes que l'on devrait employer, en ces temps où l'on prêche de toute façon la culture intensive, le retour à la terre et l'encouragement à l'agriculture. On lance des surplus, on les étale dans les journaux à la dévotion du gouvernement; ensuite, ces journaux amis entonnent la louange du gouvernement, sage administrateur, et cet éloge se fourvoie jusque dans les gazettes de Montréal.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Si le chef de l'opposition savait que je me sers plus qu'il ne pense de ce surplus pour l'agriculture au moyen des mandats spéciaux! Ce que demande le chef de l'opposition, c'est précisément ce que nous avons fait au cours de l'année. Quand nous nous sommes rendu compte du surplus dont nous pouvions disposer, nous avons affecté à l'agriculture une somme additionnelle de \$100,000.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): C'est précisément ce que je voulais faire dire au ministre. On restreint des dépenses jusqu'à la fin de l'année fiscale et ensuite on adopte des mandats spéciaux. Avant les

élections, on ne prend pour l'agriculture que juste ce qu'il faut, puis, après, l'on va demander au trésorier provincial des mandats spéciaux pour ce qui reste à faire encore pour l'agriculture. Avant les élections, on laisse au trésorier le soin de confectionner son surplus. Voilà une manière d'administrer indigne des gens sérieux et qui est de plus injuste pour la Chambre à qui on demande exprès des crédits insuffisants. Cette méthode de mandats spéciaux est dangereuse, condamnée et condamnable.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

Le moyen est peut-être irrégulier, mais le gouvernement en prend la responsabilité. Et il est nécessaire. Jamais on ne peut connaître à l'avance le chiffre exact du revenu.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): N'empêche qu'on voit ce que valent les prétendus surplus dont le gouvernement provincial fait si grand état.

Le ministre de l'Agriculture a-t-il aussi eu connaissance d'un discours prononcé par M. Fortier, ancien président de la Chambre de commerce de Montréal, pour appuyer une résolution demandant au gouvernement de favoriser la colonisation et l'agriculture d'une façon générale? C'est à l'occasion de la réunion de la Chambre de commerce de Montréal, le 22 novembre dernier, que M. Adélard Fortier a prononcé cette allocution qui a été citée aussi dans *Le Devoir*:

"M. Fortier rappelle que l'agriculture est à la base de toute prospérité, même de celle des villes les plus industrielles, et se demande ce que nous réserve l'avenir si nous ne donnons sur-le-champ une aide intelligente et adéquate aux agriculteurs. Il constate que la rétribution du capital engagé dans l'agriculture est dérisoire, que les cultivateurs languissent et se trouvent le plus ordinairement dans l'incapacité d'établir leurs fils, d'où désertion des campagnes. Il faut de toute nécessité, et sans surseoir, remédier à cette situation, sous peine d'infliger à toutes les couches de la société des maux inimaginables.

"Tout en se défendant toute critique politique, l'orateur constate l'insuffisance des crédits accordés à l'agriculture. Sur un budget de 9 millions, la province n'affecte que \$370,000 à l'administration de l'agriculture. M. Fortier voudrait que ce chapitre portât un million ou un million et demi."

Le ministre a-t-il eu connaissance de cet article? Et qu'en pense-t-il? M. Fortier avait-il raison?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

Il avait raison en ce sens que l'on ne donnait pas suffisamment pour l'agriculture. Mais je ne suis pas prêt de dire qu'il avait raison sur les autres points. Le fait est que nous n'avons pas assez d'argent pour répondre aux besoins de l'agriculture.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Mais le surplus? Le fait est que je doute fort maintenant que ce surplus soit plutôt fictif. Si l'on prenait la peine de faire un examen des comptes publics, on trouverait que ce surplus est plutôt fictif. C'est pour cette raison que l'on ne peut dépenser plus pour l'agriculture.

Au sujet des sociétés d'agriculture, le gouvernement devrait accorder des primes plus considérables et faire une meilleure répartition des prix dans les expositions régionales qu'elles tiennent en certaines régions, comme à Sainte-Scholastique, pour n'en citer qu'une.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

On a tâché toujours d'accorder des prix pour encourager autant que possible les cultivateurs à exposer, et ces prix, jusqu'à présent, ont semblé les satisfaire.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:

3. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Société d'horticulture, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): La Société d'horticulture, qu'est-ce que c'est que cela?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)

donne des explications au chef de l'opposition.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) pose d'autres questions au ministre de l'Agriculture concernant cette Société.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

Cette Société n'a pas actuellement d'existence régulière, mais elle est en train de se réorganiser, et, d'année en année, on s'attend à sa résurrection.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il est bien étrange que l'on vienne se plaindre que l'on manque d'argent pour l'agriculture et que l'on vote chaque année, depuis trois ans, un montant pour une société qui n'existe pas. En quoi se résume, en somme, cette Société?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): donne des explications sur la Société.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) questionne de nouveau le ministre.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Cette Société possède encore son président, qui est M. I. Campbell, mais il n'y a plus de membres. Elle a cessé de fonctionner à cause de l'Exposition provinciale de Québec.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Alors, la Chambre vote tous les ans des crédits pour une société qui n'existe pas?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): La Société s'attend, d'année en année, de se réorganiser, et on laisse sur les crédits la somme qu'on lui allouait autrefois parce qu'elle pourrait bien un jour ressusciter.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Où va cet argent que l'on vote à une société qui n'existe pas?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Cet argent retourne au Trésor de la province et on le réclame ensuite pour d'autres sociétés agricoles, et cela, par mandats spéciaux. Mais il n'est pas exact de dire que la Société d'horticulture de Québec n'existe pas, puisqu'elle s'attend, d'un jour à l'autre, d'avoir besoin de ce crédit.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Que le ministre avoue donc que cette Société n'existe pas, qu'elle n'a actuellement que son président, et qu'elle n'a plus un seul membre. Que le ministre avoue donc que cet argent qu'on lui vote retourne à des petits cadeaux à des favoris du département.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) proteste contre le terme "petits cadeaux".

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Si ce n'est pas "petits cadeaux", c'est autre chose. Le gouvernement a tout un vocabulaire officiel de convention pour ces choses-là. C'est comme "licence" au lieu de "taxe" dans le langage du trésorier.

Il demande au ministre si les crédits que l'on vote pour l'horticulture sont pris à même les subsides fédéraux.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Tout l'argent que l'on vote pour cette branche de l'agriculture est pris à même les subsides fédéraux (sic).

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Pour ce qui est important, on prend sur les subsides fédéraux, mais, pour une société qui n'existe pas, on peut se permettre de prendre à même les octrois provinciaux parce que l'on a des comptes moins sévères à rendre sur l'emploi de l'argent. Voilà où l'on en est. Pendant que l'on prêche partout la culture intensive, le retour à la terre, on n'a pas un sou à voter pour l'horticulture; on se contente de prendre tout à même ce qu'Ottawa nous accorde. Au moins, que l'on ait la décence de l'indiquer dans les rapports.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Le chef de l'opposition veut créer l'impression que l'encouragement donné à l'agriculture par le gouvernement provincial est dû en majeure partie au subside fédéral. Ce subside est à peine d'un peu plus de \$100,000, tandis que le gouvernement provincial consacre à l'agriculture, cette année par exemple, en tout, plus de \$600,000.

(Le premier ministre entre à l'Assemblée.)

M. Sauvé (Deux-Montagnes) saisit le premier ministre de la question relative au crédit accordé à la Société d'horticulture de Québec qui, comme l'on vient de le découvrir, n'existe pas. Il lui expose les faits comme ils viennent d'être démontrés et demande si le premier ministre est prêt à voter ce crédit.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:
4. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la Société d'agriculture et d'horticulture de Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

L'étude de ce crédit est remise à une prochaine séance.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:
5. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la pomiculture et la culture fruitière dans la province de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

L'étude de ce crédit est remise à une prochaine séance.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté trois résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

La séance est levée à 5 heures.

NOTE

1. M. Sauvé fait allusion au fait que M. Gareau, conférencier du ministère de l'Agriculture, avait publié une lettre ouverte critiquant la politique agricole du ministre Caron. Voir *L'Événement*, 27 novembre 1916, p. 1.

Séance du mercredi 6 décembre 1916

Présidence de l'honorable E. M. Desaulniers

La séance est ouverte à 3 heures.

M. le Greffier informe la Chambre que M. l'Orateur est absent, et M. l'Orateur suppléant et président des comités prend le fauteuil.

M. l'Orateur suppléant: À l'ordre, messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

M. Francoeur (Lotbinière): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter les bills suivants avec des amendements:

- bill 128 amendant la loi constituant en corporation la cité de Québec;

- bill 98 amendant la charte de la cité de Montréal au sujet de l'hôpital Sainte-Justine.

L'honorable M. Gouin (Portneuf): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter les bills suivants sans amendement:

- bill 172 amendant l'article 3221 des statuts refondus, 1909, au sujet des honoraires des huissiers devant la Cour des commissaires.

Bills privés avec amendements:

- bill 173 amendant l'article 4381 des statuts refondus, 1909, relativement au pouvoir d'emprunt des fabriques;

- bill 77 constituant en corporation l'Institut des soldats blessés;

- bill 80 établissant une nouvelle division d'enregistrement à Mont-Laurier, dans le comté de Labelle, et divisant ce comté en deux divisions pour fins municipales et d'enregistrement.

Questions et réponses:

Culture du mil et du trèfle

M. Turcotte (Lac-Saint-Jean): 1. Le gouvernement sait-il que les cultivateurs du Lac-

Saint-Jean cultivent et vendent de la graine de mil et de trèfle pour plusieurs milliers de piastres par année?

2. A-t-il fait quelque chose pour renseigner ces gens sur les soins à donner à cette culture et les moyens à prendre pour produire et fournir sur le marché une qualité recommandable?

3. Dans l'affirmative, qu'a-t-il fait?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

1, 2 et 3. Oui, au moyen de conférences, de démonstrations, de subventions et de prêts pour l'achat de batteuses de trèfle et de trieurs.

Colonisation dans Montmorency

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Quels sont les paroisses ou cantons de colonisation dans le comté de Montmorency?

2. En quelle année ces paroisses ou cantons ont-ils été ouverts à la colonisation?

3. Combien de colons se sont établis depuis 1912? Quels sont leurs noms et dans quels cantons ou paroisses?

4. Combien de demandes de lots ont été faites au ministère de la Colonisation et combien accordés depuis 1912?

5. Quels sont les numéros de ces lots?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

1 et 2. Il n'y a pas de terres de la couronne dans le comté de Montmorency, qui relève en partie de la seigneurie du Séminaire de Québec. Les paroisses de Saint-Tite et de Saint-Ferréol et le haut des paroisses de Sainte-Anne et du Château-Richer se développent cependant et il s'y fait de nouvelles terres.

3. Le gouvernement l'ignore.

4 et 5. Tel qu'expliqué ci-dessus, le gouvernement n'y possède aucun lot.

Aqueduc à la prison de Bordeaux

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. La construction d'un aqueduc complet était-elle comprise dans aucun des contrats octroyés par le gouvernement pour la construction de la prison de Bordeaux?

2. Dans l'affirmative, le cahier des charges ou les devis et spécifications exigeaient-ils le raccordement à l'aqueduc de Montréal ou une prise dans un autre endroit?

3. Quelle est la nature et l'étendue des travaux qui ont été exécutés à cette fin?

4. Y a-t-il eu depuis des modifications apportées à ces travaux tels qu'exécutés primitivement?

5. Dans l'affirmative, quelles sont-elles et pourquoi?

6. Qui fournit maintenant l'eau à la prison de Bordeaux et depuis quand?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. Oui, dans le deuxième contrat (1909).

2. Dans la Rivière des Prairies.

3. a. Prise d'eau à la Rivière des Prairies.

b. Tuyau de la Rivière des Prairies à un puits dans la bâtisse des pouvoirs.

c. Un puits de 40 pieds de profondeur par 8 pieds.

d. Raccordement de la bâtisse des pouvoirs à un réservoir élevé de 60,000 gallons.

e. Raccordement du réservoir au filtre.

f. Raccordement du filtre au tuyau de service.

g. Pompes, indicateurs, bornes-fontaines, etc., requis pour l'opération du service.

4. Aucuns travaux.

5. Voir réponse précédente.

6. La prison de Bordeaux est approvisionnée d'eau par le système ci-dessus indiqué depuis le mois de mars 1915.

**Charte
de Verdun**

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme maintenant en comité général pour étudier le bill 101 amendant la charte de la cité de Verdun.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté par la Chambre.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Charte
de Hull**

M. Gendron (Ottawa) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme maintenant en comité général pour étudier le bill 81 amendant la charte de la cité de Hull.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés par la Chambre.

M. Gendron (Ottawa) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Ville de
Sainte-Thérèse**

M. Lévesque (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme maintenant en comité général pour étudier le bill 52 constituant en corporation la ville de Sainte-Thérèse.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Lévesque (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Union Saint-Joseph
de Saint-Hyacinthe**

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme maintenant en comité général pour étudier le bill 64 amendant la loi constituant en corporation l'Union Saint-Joseph de Saint-Hyacinthe.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Municipalité scolaire de Cartierville

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme maintenant en comité général pour étudier le bill 127 concernant les limites de la municipalité scolaire de Cartierville.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Union nationale française et de refuge

M. Lemieux (Gaspé) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 139 amendant la charte de l'Union nationale française et de refuge soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Privilèges des ouvriers et constructeurs

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 30 amendant le Code civil relativement aux privilèges des ouvriers constructeurs ou autres personnes soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

National Jockey Club Limited

M. Mayrand (Montréal-Dorion) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme maintenant en comité général pour étudier le bill 53 concernant la National Jockey Club Limited.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté par la Chambre.

M. Mayrand (Montréal-Dorion) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Admission des femmes au Barreau

M. Cannon (Dorchester) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant d'Arthabaska (M. Perrault), que le bill 170 modifiant l'article 4524 des statuts refondus, 1909, au sujet du Barreau de la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

J'invite la Chambre, dit-il, à abandonner les arides débats qui l'ont jusqu'ici employée et à étudier un problème plus agréable et plus attrayant, celui de l'admission de la femme au Barreau.

L'an dernier, j'ai soumis ce bill à l'étude de la Chambre, mais aux derniers jours de la session, alors que les députés n'ont pas eu le temps suffisant de se rendre compte de son importance et de l'opportunité de voter le principe qui y est consacré. Cependant, le bill fut alors battu par une voix seulement. Cette année, j'espère que le résultat sera heureux et j'ai confiance dans le verdict que rendront mes collègues.

La loi que nous proposons est courte. Elle demande simplement d'admettre les femmes à la pratique du droit aux mêmes conditions qui s'appliquent aux hommes.

Cette mesure a déjà soulevé un grand nombre de critiques et l'on a craint, en certains quartiers, que l'admission des femmes au Barreau n'entraînaît une nouvelle révolution de 1789.

Ce sont là des opinions exagérées, émises, entre autres, par un certain journal de la vieille capitale¹.

On a aussi invoqué les principes du catholicisme. Je conteste que ma loi soit contraire aux principes catholiques. Le catholicisme est assez large et assez généreux pour admettre une législation particulière qui ne met aucunement en danger ses dogmes.

À mon avis, il y a trois arguments qui militent en faveur de ce projet de loi. C'est d'abord une mesure qui s'impose comme conclusion pratique de la position de la femme dans la société. En second lieu, elle est rendue nécessaire par les conditions économiques actuelles et, enfin, c'est une mesure libérale dans l'acceptation la plus large de ce mot. Nous ne sommes plus dans ces temps où la femme jouait un rôle tellement effacé et servile qu'elle ne comptait pas. Nous sommes forcés aujourd'hui de reconnaître la femme comme un membre actif de la

société, ayant ses besoins et ses aspirations. La femme n'occupe plus une position inférieure comme être humain.

En effet, nous ne sommes plus au temps où la femme jouait un rôle effacé, secondaire et souvent méprisé. De nos jours, la femme occupe les hautes sphères sociales, elle est un membre actif de la société ayant ses aspirations et ses privilèges.

Il serait trop long de refaire l'historique des évolutions de la situation de la femme dans la société depuis le jour où on en était rendu à se demander si elle avait véritablement une âme.

La femme est aujourd'hui le plus bel ornement de la famille et de la société.

Dans la famille, où elle était anciennement l'esclave, elle est aujourd'hui la tête dirigeante et la gardienne principale. Dans la société, son rôle est tellement important que la législation doit lui reconnaître les mêmes droits que l'homme. Elle a d'ailleurs donné de nombreuses preuves de sa capacité. Dans la société politique, cependant, elle ne joue pas ici le rôle qu'on lui accorde ailleurs. Je ne suis pas prêt à admettre les théories extrêmes de madame Pankhurst² et je verrais difficilement la femme arriver au gouvernement.

Nous devons cependant admettre qu'aux États-Unis, en France et même dans les autres provinces du dominion elle remplit avec la capacité nécessaire les fonctions d'avocat.

Les qualifications requises pour l'admission au Barreau ne s'appliquent pas, d'ailleurs, aux différences de sexes, mais elles s'appuient sur la compétence intellectuelle. Veut-on prétendre que la femme ne possède pas les qualités nécessaires quand on la voit réussir souvent mieux que son compagnon dans nos examens universitaires?

Par les résultats obtenus aux examens des écoles normales, par exemple, et dans les diverses autres institutions enseignantes, la femme a démontré qu'elle peut aspirer à exercer les professions libérales. Le Barreau ne fait pas de distinction de sexe; il demande de l'intelligence et une préparation particulière. Or, on ne peut prouver que la femme n'ait pas les aptitudes nécessaires à l'exercice de la profession.

Nous n'exigeons pas de l'aspirant au Barreau des capacités physiques extraordinaires. La seule valeur intellectuelle est considérée. Nous demandons qu'on fasse la même chose pour la femme.

M. Émile Faguet³ a d'ailleurs développé de façon excellente cet argument, qui est ridicule dans la bouche de nos adversaires.

La loi de l'existence est de gagner son pain à la sueur de son front.

Si on admet que la femme doit aujourd'hui gagner sa vie, pourquoi lui refuserait-on le moyen de la gagner le plus viablement possible? Si elle peut travailler dans les usines, dans les manufactures, comme sténographe, même comme médecin, pourquoi ne serait-elle pas avocat, si ses aptitudes lui permettent d'aspirer à l'exercice de cette belle profession? Pourquoi lui refuserions-nous ce travail noble et les moyens les plus faciles de pourvoir à sa subsistance?

L'admission de la femme au Barreau mettrait-elle le foyer en danger? On l'a prétendu. Je considère cependant que le danger est beaucoup plus imminent pour les foyers de ces milliers de femmes qui travaillent chaque jour dans les usines et industries.

Depuis le commencement de la guerre, la femme a remplacé l'homme dans les différentes sphères de l'activité agricole, industrielle et commerciale. En Angleterre, on lui fait jouer tous les rôles depuis celui de policier, d'opérateur de chemins de fer, jusqu'aux rôles plus difficiles de l'organisation sociale.

Il ne s'agit pas de faire sortir la femme de son foyer. Celle qui a sa famille, qui vit heureuse au milieu des siens, ne songera pas à affronter les difficultés de la lutte pour la vie. Il s'agit d'ouvrir une carrière nouvelle à celles qui ont besoin de gagner leur subsistance et qui ont l'intelligence et les aptitudes voulues pour aspirer aux plus nobles rôles.

L'admission de la femme aux professions libérales serait plutôt, à mon avis, une sauvegarde et une protection pour le foyer. N'useraient d'ailleurs de la permission que les femmes qui n'ont pas pour les retenir à la maison un mari et des enfants réellement attachés. Nous avons d'ailleurs l'exemple de la France, où l'on ne voit que les femmes malheureuses ou délaissées s'adonner aux professions libérales.

Puisqu'on reconnaît à la femme le droit de gagner sa vie dans la promiscuité des usines, il n'est pas juste qu'on lui refuse de le faire dans une profession honorable et lucrative.

Puisqu'on reconnaît la nécessité du travail pour la femme, pourquoi ne pas la munir des mêmes outils que l'homme et lui refuser ceux qui sont les plus faciles à manier?

Enfin, nous parlons de libéralisme et nous avons toujours sur les lèvres le mot "libéral". Il convient une bonne fois d'appliquer les principes libéraux comme l'ont fait en d'autres pays les grands hommes que furent O'Connell et Abraham Lincoln.

Toutes les grandes réformes, toutes les grandes innovations ont été réalisées par les libéraux. Chaque fois, il fallut renverser des obstacles, vaincre des difficultés; c'est la sanction de tout progrès.

Il cite des faits de l'histoire de plusieurs peuples qui démontrent que les grandes réformes, les progrès remarquables, ont toujours exigé des efforts considérables, des luttes parfois très violentes et très passionnantes.

Il rappelle le souvenir d'Honoré Mercier, personnification vivante du plus généreux libéralisme, et se déclare assuré de l'appui moral du grand homme.

Si Mercier, dit-il, le grand Mercier, le martyr du parti, était là, il donnerait à ce bill le plus éloquent et le plus chaleureux appui.

Cette mesure pourra paraître réactionnaire, mais, pour assurer le développement de la race humaine, il faut heurter et briser les préjugés.

Des hommes véritablement imbus de libéralisme, appartenant aux deux grands partis canadiens, ont déjà fait des réformes qui ont assuré notre prospérité actuelle. Il ne faut pas craindre de les imiter.

Pourquoi nous arrêter en chemin et pourquoi reculer devant le devoir qui s'impose? Nous reconnaissons que la femme représente chez nous l'idéal et que ses sages conseils aussi bien que son appui ont aidé des hommes à réaliser le but de leur vie.

Dans bien des cas, elle a contribué aux succès des hommes publics.

C'est donc pour nous une question de justice que celle qui se pose en ce moment et nous devons la résoudre d'après les principes libéraux qui nous ont toujours guidés.

M. Perrault (Arthabaska): Je désire voter en faveur de la proposition du député de Dorchester et je voudrais donner quelques-unes des raisons qui me font lui accorder mon appui. Laissez-moi vous dire de suite que, si je croyais cette mesure destructrice de la famille, je m'y opposerais. Mais les temps sont changés.

Chaque jour, le courant de la vie économique et sociale force les filles et les femmes à gagner leur vie hors du foyer. À des nécessités nouvelles, il faut des remèdes nouveaux, et c'est à la solution partielle de ce problème que tend la loi qui nous est présentement soumise. Il ne faut pas oublier ces deux vérités proclamées par M. René Doumic⁴, que l'humanité est toujours la même et la société toujours différente.

Dans ce perpétuel changement, c'est au législateur qu'il appartient d'apporter l'appoint de sa législation qui corrige certains abus, refait certaines institutions et ouvre des avenues nouvelles à certaines classes de la société. Ne nous étonnons pas des objections que soulèvent ces revendications inaccoutumées, car l'histoire nous enseigne qu'aucune idée ne s'est manifestée au monde, qu'aucun progrès ne s'est réalisé sans que maintes voix se soient fait entendre pour crier à la destruction de la société et à la déchéance de l'humanité.

Le bill souligne simplement qu'après des siècles de lents progrès dans leur lutte pour l'obtention des droits qui leur sont maintenant acquis, les femmes de cette province désirent franchir une nouvelle étape. Dans la foulée du mouvement appelé "féminisme", les femmes ont été propulsées vers certaines sphères d'activité jusqu'ici réservées aux hommes. Les causes de ce phénomène sont nombreuses, notamment de sérieux impératifs économiques qui ont forcé un grand nombre de femmes à gagner leur vie. Si ces conditions économiques existent, de quel droit peut-on refuser aux femmes l'accès aux professions libérales?

Les femmes veulent faire aujourd'hui un pas en avant. Elles désirent comparaître devant nos cours de justice non plus seulement pour affirmer à titre de témoin tel ou tel fait et faire ainsi pencher la balance du côté du demandeur ou du défendeur. Elles veulent se constituer le défenseur de l'une des parties, elles veulent, en un mot, plaider pour autrui.

Je ne vois aucune raison sérieuse de s'opposer à cette demande et j'en vois plusieurs qui la justifient. La question à décider est de savoir s'il est opportun d'ouvrir aux femmes les carrières libérales et si le temps est venu de les admettre aux professions indépendantes.

Des milliers de femmes et de filles sont obligées de travailler. De quel droit leur fermerons-nous la porte des professions libérales? De quel droit les forcerons-nous à ne gagner leur vie que dans la carrière de servante, de sténographe ou de commis?

Ouvrons-leur toutes les carrières que leurs aptitudes, leur intelligence et leur talent peuvent leur permettre de poursuivre.

N'oublions pas que l'ancien droit français, le code Napoléon et notre Code civil ont déjà créé un précédent en admettant que la femme puisse devenir commerçante. Plus tard, il y a quelques années, notre législation fit davantage pour la femme qui travaille hors du foyer en édictant des lois pour la protéger dans l'industrie où il lui faut travailler pour subvenir à ses besoins ou à ceux de sa famille.

Puisqu'il est évident que, dans la classe moyenne ou supérieure de notre société, il y a des filles qui doivent travailler pour subsister, quelle raison majeure nous empêcherait de les admettre dans les professions libérales?

Il y a quelques jours, un journal de cette ville⁵ a prétendu que la législation proposée par le député de Dorchester (M. Cannon) n'était pas conforme à la doctrine catholique. Ce n'est pas l'opinion de M. l'abbé Bolo, dans son ouvrage intitulé *La femme et le clergé*.

Ce prêtre n'hésite pas à permettre aux femmes l'entrée des professions libérales et de la nôtre en particulier. Il écrit:

"Il faut ouvrir aux jeunes filles instruites, intelligentes, décidées, toutes les carrières qui sont à la mesure de leurs moyens [...]"

"Leur permettra-t-on d'être avocates, médecins? Leur laissera-t-on la faculté de professer dans les universités ou de siéger aux tribunaux? Pourquoi non si, d'une part, il le faut pour qu'elles puissent toutes gagner honnêtement leur vie, si, d'autre part, elles font preuve de capacités suffisantes, si enfin ces professions n'ont par elles-mêmes rien d'immoral? J'ai toujours admiré la candeur avec laquelle des gens respectables et que l'on serait tenté de croire infaillibles si l'on en jugeait à leur assurance affirment a priori qu'une femme peut être médecin, mais non avocat; que la science ne lui sied point; qu'on ne la voit pas siégeant à un tribunal, etc. Ils ne songent pas à se révolter contre des réalités qui jettent les femmes dans les mines, dans les usines, dans la promiscuité des ateliers; ils n'ont jamais trouvé étrange que les cantinières d'autrefois vécussent dans les casernes sous l'habit militaire; ils sourient avec indulgence à la culotte cycliste; ils acceptent sans étonnement que les hommes soient couturiers, tailleurs, vendeurs de dentelles barbus; ils trouvent tout naturel que ces hommes, parmi les métiers féminins ainsi usurpés, aient choisi seulement les plus avantageux pour laisser aux femmes ceux qui humilient trop ou ne rapportent pas assez; ils supportent sans remords que des femmes victimes de tels préjugés meurent de faim ou se prostituent; ils se scandaliseraient de les voir passer honnêtement par-dessus les susdits préjugés pour avoir du pain et du travail!"⁶

Il convenait, M. l'Orateur, que les avocats fussent les premiers à permettre aux femmes l'entrée des professions libérales. Habitué à développer en nous le sens de la justice, luttant chaque jour pour

que chacun eût son dû, nous devons être les premiers à reconnaître sur ce terrain, entre l'homme et la femme, l'égalité des droits.

Vous connaissez comment le bâtonnier du Barreau de Paris accueillit la loi que le Parlement français adopta, le 1^{er} décembre 1900, pour accorder aux femmes la faculté de plaider devant les tribunaux:

"Nous, avocats, disait-il, nous, gens de robe, nous sommes tous féministes."

Faisant ce mot d'ordre nôtre dans le sens le meilleur et seulement nécessaire pour l'adoption de cette loi, accordons à la femme ce qu'elle demande. Durant les temps difficiles que nous traversons, à l'heure où la femme, à l'égal de l'homme, assume sa part de sacrifices et de travail dans toutes les sphères de l'activité humaine afin d'assurer le triomphe de la civilisation, mettons dans nos statuts une loi destinée à augmenter son développement moral et social.

M. Philps (Huntingdon) déclare qu'il est en faveur du bill du député de Dorchester (M. Cannon).

Comme la province de Québec, dit-il, est la plus progressive de la Confédération, elle doit mettre dans ses statuts une loi qui tient du progrès, qui assure à la femme tout le bien-être auquel elle a droit.

Il n'est pas seulement disposé à accorder aux femmes le droit de faire partie du Barreau; il veut qu'on leur permette de voter. Les femmes méritent cette faveur; elles ont accompli des actes dont le souvenir passera à la postérité parce qu'ils furent nobles et courageux.

Personne n'a autant contribué à servir la cause de la liberté et de la justice dans le monde que les femmes. Elles se sont imposées à la fois dans les bureaux et dans les champs.

Certaines des actions les plus nobles qui aient marqué non seulement cette génération, mais toutes les générations, ont été accomplies par des femmes. Personne ne peut prétendre aujourd'hui que les femmes ne sont pas dignes de cette profession, puisque pendant la guerre elles ont défendu la justice et la liberté au sein de toutes les professions.

Il évoque le naufrage d'un navire-hôpital dans la Manche et le cri des femmes: "Les blessés d'abord!"⁷ Ces incidents démontrent incontestablement que la femme n'est pas moins digne d'occuper une place dans la société aujourd'hui qu'elle ne l'était dans le passé. Il n'est pas d'accord avec cette idée

dépassée que propagent certaines personnes et selon laquelle la femme doit toujours demeurer à la maison et dans la cuisine. En réalité, la place de la femme ne se limite pas à sa cuisine. Et il évoque l'expérience d'un avocat montréalais qui a récemment rencontré une avocate aux États-Unis et qui a dû admettre qu'elle était plus brillante que lui.

Si toutes les autres provinces permettent aux femmes de pratiquer le droit, le Québec ne devrait pas se montrer moins généreux.

Il demande aux membres de la Législature de démontrer qu'ils favorisaient une position canadienne préconisant l'égalité des chances pour tous, hommes ou femmes.

M. Grégoire (Frontenac) dit qu'il est un traditionaliste et c'est sur la tradition canadienne-française et catholique qu'il s'appuie pour refuser aux femmes la pratique du droit. L'an dernier, rappelle-t-il, il avait plaidé contre ce bill et il n'a pas changé d'opinion. Le projet de loi amènerait des perturbations désastreuses dans la famille et compromettrait l'inextinguibilité du foyer.

Il développe longuement sa thèse et affirme que, du point de vue catholique, ce principe ne peut pas être consacré.

La pratique du droit par les femmes ou l'exercice de professions similaires constitue une menace pour le foyer, dit-il.

Il croit de son devoir de demander à ses collègues de ne pas consacrer un principe dangereux pour la famille canadienne et, partant, pour la nation tout entière.

Il propose donc, appuyé par le représentant de Labelle (M. Fortier)⁸, que la motion en délibération soit amendée en en retranchant le mot "maintenant" et en y ajoutant les mots "dans six mois".

M. Fortier (Labelle) s'oppose à l'adoption du bill qui, dit-il, n'est pas autre chose qu'un chapitre du féminisme dont la vague déferle depuis quelques mois sur le monde.

Je ne crois pas que ce soit un mouvement dont le résultat sera le progrès de la civilisation et le bonheur de l'humanité. Cette mesure aura pour effet de tirer la femme du foyer pour la jeter littéralement sur la place publique, ce qui serait un danger pour la société. La place, la fonction, la royauté de la femme, c'est au foyer domestique où elle a toujours régné.

Il demande à la Législature de ne pas attaquer par une législation malheureuse le royaume de la femme. Il ajoute que l'admission au Barreau n'est pas

demandée par les femmes de la province, mais par une femme qui ne voit là que le moyen de terminer normalement de longues études de droit. Il demande donc à ses collègues de voter contre le bill.

M. Tessier (Rimouski) défend le projet de loi. Il est d'avis, comme d'autres, que, si l'on admet le principe du travail pour la femme, on ne doit pas lui refuser la possibilité d'un travail rémunérateur en même temps que plus noble que ceux auxquels elle est astreinte actuellement.

Puisqu'on reconnaît à la femme le droit de travailler, pourquoi ne lui faciliterait-on pas la lutte pour l'existence en multipliant les moyens à sa disposition? Je ne vois pas quelle objection on peut avoir à permettre à une femme de pratiquer le droit si elle a les qualifications requises et si elle se conforme aux lois de l'admission au Barreau tout comme les candidats du sexe masculin.

Le Code ne s'oppose pas à l'admission des femmes au Barreau.

M. René Viviani, ancien premier ministre de France, écrivait au sujet de la loi française adoptée en 1900 et portant sur cette question:

"Les femmes majeures ont l'exercice total et complet de leurs droits civils. Elles ont l'exercice de leurs droits publics. Seuls les droits politiques leur sont ravis par des dispositions spéciales. La femme majeure a donc, comme l'homme majeur, la jouissance des droits civils, qu'ils touchent aux biens ou à la personne, et la jouissance des droits publics, par lesquels il faut entendre le droit naturel et supérieur de penser, de parler, d'écrire, de manifester une croyance, d'accéder à une profession, le droit de travailler. Ces droits civils et publics ne fléchissent en la femme que par le fait du mariage."

Pour répondre à un argument des orateurs précédents, il donne lecture d'une lettre de la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste, composée de femmes épouses et mères de famille qui le félicitent de l'attitude qu'il a prise, l'an dernier, et qui souhaitent que le bill, cette année, ait tout le succès qu'il mérite.

Il conclut donc que la demande exprimée par le député de Dorchester est celle d'un grand nombre de femmes de la province. Parlant du point de vue intellectuel de la question, il fait remarquer que les femmes enseignent dans toutes nos écoles primaires et qu'elles ont, par conséquent, les capacités requises pour l'étude du droit.

Un grand nombre de femmes possèdent sans aucun doute les capacités intellectuelles nécessaires à la réussite des examens de droit et, lorsque c'est le

cas, on ne devrait pas leur refuser les privilèges qui sont accordés aux hommes ayant les mêmes capacités.

M. Beaudry (Verchères): Je crains qu'on ne me fasse deux reproches parce que je suis contre le bill: d'abord, d'y chercher mon intérêt personnel, puis de manquer de galanterie à l'égard du beau sexe. Mais je vais au-devant de l'un et de l'autre de ces reproches.

D'abord, je suis trop vieux pour redouter le jour où la profession sera encombrée par les femmes, pour craindre, en somme, la concurrence féminine dans la profession; elle ne pourrait, en effet, se faire sentir avant quelques années. Ce jour-là, je serai descendu dans la tombe. De plus, j'ai la prétention d'être un galant homme, je suis un admirateur des femmes.

À la vérité, non seulement je respecte la femme, mais je lui rends un culte, je l'adore, même, et c'est pour cela que je ne veux pas lui imposer une peine de déchéance qu'elle ne mérite pas.

C'est parce que je ne veux pas la voir se départir de ce charme qui fait sa royauté que je veux qu'elle reste à son foyer.

On a dit que la femme a droit au travail. C'est vrai, mais c'est malheureux qu'il en soit ainsi.

Quand on dit que la femme doit être admise au Barreau parce qu'elle doit travailler, que, si elle a droit au travail dans les magasins, elle a aussi droit aux professions libérales, on oublie une grande chose: la femme est libre de travailler, mais c'est un mal, et un mal pour rétablir un autre mal passager.

Ce mal, il ne peut être que passager et il faudrait le laisser tel. Pourquoi ouvrir aux femmes des carrières qui, par leur caractère de permanence, les invitent à y rester et les détournent de leurs fonctions naturelles?

Si on lui donne la liberté de pratiquer les professions libérales, qui sont de longue haleine, nous allons la détourner complètement de sa fonction naturelle et normale qui est le mariage.

Si la jeune fille admise au Barreau y réussit, elle est tentée de s'y fixer, et alors elle s'éloigne de la maternité, du mariage qui est le but naturel vers lequel elle doit tendre. Autrement, si elle a pénétré dans cette profession en attendant "l'épouseur", auquel rêvent toutes les jeunes filles, vous l'avez condamnée à subir des examens difficiles, à entrer dans une profession que tous ceux qui y sont admettront pleine de danger, pleine d'écueils pour une jeune fille, puisqu'elle n'en est pas exempte pour le jeune homme.

Nous n'avons pas le droit d'exposer des jeunes filles aux tentations qui les attendront après leur admission au Barreau. Les avocats savent combien sont dures les premières années de leur pratique et ils devraient être les premiers à éviter aux femmes les tribulations dont ils ont souffert.

Donc, celle qui étudiera le droit se trouvera dans deux alternatives: ou bien elle en fera une carrière et elle aura du succès, et alors elle s'y attachera, laissant son rôle naturel d'épouse et de mère, ou bien elle se mariera et elle aura perdu le temps qu'elle aura consacré à cette étude.

L'argument portant qu'on doit adopter cette pratique ici, puisqu'elle est en vigueur ailleurs, ne tient pas chez nous à cause de la disparité des situations.

Aux États-Unis, les avocats sont notaires aussi bien que plaideurs, et les jeunes filles qui se sont dirigées vers cette profession ont compris qu'elles avaient plus de facilité et plus d'agrément à exercer les fonctions de notaire. En pratique, c'est ce qu'elles font presque toutes.

Ainsi donc, aux États-Unis, la femme avocat se confine à la besogne du notaire en ce sens qu'elle reste au bureau et ne s'avise jamais de plaider.

On n'a pas non plus en France une situation identique à la nôtre. En France, la profession se partage en quatre catégories: l'avocat, l'avoué, le notaire et l'huissier; l'avocat plaide, l'avoué prépare les causes, entend les clients, fait les enquêtes, prépare les dossiers. On connaît le rôle du notaire et de l'huissier. Pour la femme, le rôle le plus acceptable serait celui de l'avoué ou du notaire.

Il faut avouer, en effet, qu'ici nous exerçons, dans la profession d'avocat, quelques-unes des fonctions dévolues aux huissiers en France.

En France, où la profession d'avocat consiste exclusivement dans la plaidoirie, la femme ne fait que plaider et elle s'évite ainsi la besogne souvent malpropre et toujours fatigante qui précède l'exposé de la cause devant le juge. Dans ces deux pays, la femme peut donc pratiquer les professions libérales sans grands inconvénients. Dans la province de Québec, elle sera forcée de faire la besogne de tous nos avocats et l'on sait trop qu'elle ne lui convient pas.

La situation n'étant pas la même, on ne peut s'en servir pour argument.

La mesure est pour le moins prématurée. Il faudrait révolutionner notre Code civil.

D'après notre Code, la femme doit obéissance à son mari et le mari protection à sa femme. Comment concilier cela avec toutes les restrictions apportées à la liberté civile de la femme, sans changer totalement notre Code civil?

Que fera-t-on de ce principe quand la femme pourra, sans le consentement de son mari, quitter le foyer pour aller exercer sa profession?

Si les femmes étaient admises en droit, on pourrait assister à une scène étrange dans laquelle une femme rédigerait un acte relié à une perte de plusieurs milliers de dollars alors qu'elle ne jouirait d'aucun droit légal de disposer de biens ne valant que quelques dollars. Le Code civil en entier devrait alors être révisé afin de tout harmoniser.

C'est par cela, si l'on veut être logique, que l'on devrait commencer.

On devrait faire graduellement les réformes qui conduisent à cette émancipation de la femme.

Je favoriserais peut-être un remaniement du Code de façon à augmenter les droits de la femme.

En attendant, je voterai pour la proposition du député de Frontenac (M. Grégoire) pour le renvoi à six mois.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Le député de Verchères (M. Beaudry) affirme que le but de ce bill, s'il était atteint, serait contraire à l'ensemble des dispositions du Code civil du Québec concernant le statut de la femme. Cependant, les dispositions du Code civil concernant le statut de la femme n'accordent pas plus de droits à cette dernière qu'à une personne ordinaire frappée d'une interdiction légale en raison d'aliénation mentale.

On pourrait dire - pour paraphraser Jean-Jacques Rousseau - qu'en vertu du droit actuel les femmes sont nées libres, mais ont plus tard été réduites à l'esclavage.

La loi de la province fait de la femme une esclave, ni plus ni moins.

Il cite un éminent juriste de la province qui affirme que le Code civil est barbare en ce qui concerne les droits des femmes.

Ce bill a été présenté dans le but d'enlever l'une des chaînes, dit-il. C'est là un bon moyen d'enlever la femme à l'esclavage qui la tient honteusement courbée devant l'homme.

Qu'on s'empresse donc, puisque l'occasion s'en présente, de lui donner au moins cette miette de liberté que réclame pour elle ce bill du député de Dorchester (M. Cannon).

Le bill permettrait aux femmes de la province capables de pratiquer le droit de gagner leur vie en exerçant de façon honorable une profession honorable.

Les femmes de la province ont demandé à la Législature de leur donner les moyens de vivre et de gagner leur vie lorsque c'est nécessaire. Elles ne

veulent pas vivre en parasites et dépendre de la générosité des hommes. Il n'est aucunement question de désunir leur foyer.

Cela ne veut pas nécessairement dire que dans l'avenir les femmes ne s'occuperont pas de leur foyer comme dans le passé, mais simplement que les femmes de la province de Québec qui ont des aptitudes et qui sont instruites et capables de réussir des examens devraient avoir la chance de gagner leur vie honnêtement.

Nous voulons que la femme soit libre, qu'on lui donne tous les moyens de gagner sa vie suivant ses aptitudes et ses dispositions naturelles. Depuis la guerre surtout, l'état de la femme a changé, elle est plus que jamais au niveau des hommes.

Cette mesure est particulièrement opportune en ce moment, lorsque les ravages de la guerre en Europe entraînent une pénurie d'hommes et, par conséquent, forcent un plus grand nombre de femmes à travailler pour subsister. Toutes les possibilités de se rendre utiles devraient leur être offertes afin de leur permettre de conserver leur fierté, de les empêcher de devenir un fardeau pour la société et de les aider à éviter les pièges du vice organisé.

En France, les femmes sont admises en droit depuis de nombreuses années. Il est vrai qu'en Angleterre le statut de la femme est insatisfaisant. Cependant, M. Asquith⁹ a récemment admis qu'en raison du rôle joué par les femmes pendant la guerre, il est essentiel que leur situation soit entièrement modifiée.

Il affirme qu'après la guerre, en raison de la contribution qu'ont apportée les femmes au soutien du pays, leur situation devrait être améliorée.

Il y a quelques semaines seulement, Lord Haldane a proposé une mesure au Parlement britannique permettant aux femmes de devenir membres des écoles de droit.

En Ontario, les femmes sont autorisées à pratiquer le droit et, aux États-Unis, elles exercent cette profession depuis plusieurs années.

Aux États-Unis, la loi que nous proposons existe dans la plupart des États et personne n'a entendu dire que les femmes encombraient cette profession, car, dans la majorité des cas, le mariage constitue une sorte de soupape de sûreté.

Le mariage est une soupape de sûreté pour les femmes et, après le mariage, elles abandonnent la profession.

De mon côté, je serais heureux en tout temps d'avoir une belle jeune femme compétente comme adversaire devant les tribunaux.

Ce bill est certainement tout aussi juste, équitable et honorable, tout aussi justifié, dans la province de Québec, qu'il l'est dans certains des pays les plus importants du monde.

En conclusion, le bill s'avère une requête présentée par les membres féminins de notre société qui revendiquent le droit à un traitement égal à celui qu'obtiennent les hommes. Elles réclament le droit de gagner leur pain comme les hommes et nous ne pouvons légitimement leur nier ce droit.

M. Francoeur (Lotbinière) propose que le débat soit ajourné.

Adopté.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté les bills suivants sans amendement:

- bill 23 amendant la loi des assurances de Québec au sujet des agents d'assurances;
- bill 32 modifiant l'article 687 du Code civil et l'article 1741 des statuts refondus, 1909, relativement à certains biens en deshérence;
- bill 54 concernant la succession de Pierre-Edmond Paquette;
- bill 62 autorisant Ernest Brault à pratiquer la médecine après avoir subi devant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec les examens médicaux requis pour la licence;
- bill 66 constituant en corporation The Plymouth Congregational Church of Sherbrooke;
- bill 78 amendant la charte de la ville de Hampstead;
- bill 88 autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Léonide-François Lavigne à la pratique de la médecine, de la chirurgie et de l'obstétrique;
- bill 106 amendant la charte de la ville de L'Île-Dorval;
- bill 122 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Charles Henry Barr à la pratique de la profession de dentiste;
- bill 123 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Frederic William Saunders à l'exercice de la profession de dentiste;

- bill 126 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Nathaniel William Jacobs à exercer la profession légale et à lui accorder son diplôme à cet effet.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté les bills suivants avec certains amendements qu'il la prie d'agréer:

- bill 112 amendant la charte de The Anglo American Trust Company;
- bill 71 accordant certains pouvoirs à la paroisse de Saint-Patrice, Montréal;
- bill 51 amendant la charte de The Hervey Institute;
- bill 70 concernant l'Orphelinat catholique de Montréal;
- bill 63 amendant la charte de la ville de Saint-Léonard-de-Port-Maurice et ratifiant le règlement no 51 de ladite ville;
- bill 61 concernant la ville de Baie Saint-Paul;
- bill 60 érigeant en municipalité le village du Petit-Lac-Magog.

The Anglo American Trust Company

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 112 amendant la charte de The Anglo-American Trust Company. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Paroisse Saint-Patrice de Montréal

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 71 accordant certains pouvoirs à la paroisse de Saint-Patrice, Montréal. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

The Hervey Institute

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 51 amendant la charte de The Hervey Institute. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Orphelinat catholique de Montréal

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 70 concernant l'Orphelinat catholique de Montréal. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Charte de Saint-Léonard-de-Port-Maurice

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 63 amendant la charte de la ville de Saint-Léonard-de-Port-Maurice et ratifiant le règlement no 51 de ladite ville. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Baie Saint-Paul

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 61 concernant la ville de Baie Saint-Paul. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Petit-Lac-Magog

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 60 érigeant en municipalité le village du Petit-Lac-Magog. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Travaux de la Chambre

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable M. Taschereau), que, lorsque la Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain, le jeudi 7 décembre, à midi.

Adopté.

La séance est levée vers 6 h 30.

NOTES

1. Allusion à l'article intitulé *Le féminisme au Barreau* et paru dans *L'Action catholique* du 28 novembre 1916, p. 1.

2. Emmeline Goulden Pankhurst (1858-1928), femme politique britannique qui milita longtemps pour la reconnaissance de l'égalité politique des femmes. Elle fut arrêtée à plusieurs reprises et obtint gain de cause en 1918.

3. Émile Faguet (1847-1916), critique littéraire français. Il écrivit de nombreux ouvrages de théorie politique. Les opinions évoquées ici se retrouvent dans son ouvrage *Le féminisme*, Paris, Société française d'imprimerie et de librairie, 1910, aux pages 1 à 60 et 347 à 380.

4. René Doumic (1860-1937), critique littéraire français, académicien et directeur de la *Revue des Deux Mondes*.

5. Voir note 1.

6. Henry Bolo. *La femme et le clergé*. Paris, Huton, 1901, 18^e édition, 324 p.

7. Le député fait sans doute référence au naufrage du navire-hôpital *Britannic* survenu le 22 novembre 1916. Cependant, ce navire ne fut pas torpillé dans la Manche, mais dans la mer Égée.

8. Tous les journaux mentionnent que c'est le représentant de Gaspé, M. Gustave Lemieux, qui a appuyé cette motion. Seul le journal de l'Assemblée cite M. Fortier.

9. Herbert Henry Asquith (1852-1928), premier ministre de Grande-Bretagne remplacé le 7 décembre 1916 par Lloyd George.

Séance du jeudi 7 décembre 1916

Présidence de l'honorable A. Galipeault

La séance est ouverte à midi.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Compte rendu
du Devoir**

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) se lève pour protester contre un passage d'un compte rendu du journal *Le Devoir*.

En lisant le compte rendu de ce journal, dit-il, on reste sous l'impression que l'encouragement donné à l'agriculture par le gouvernement provincial est dû en grande partie au subside fédéral.

Ce n'est pas pour blâmer particulièrement le représentant du *Devoir* que je rectifie cette partie de sa correspondance faite de bonne foi, j'en suis convaincu. Je sais d'ailleurs qu'il rédige ordinairement sa lettre parlementaire d'une manière aussi impartiale qu'attrayante. C'est pourquoi je lui demanderais de rétablir les faits.

Il donne une liste des crédits qui sont tirés uniquement du Trésor provincial; ce sont ceux qui sont affectés aux cercles agricoles, aux sociétés d'agriculture, à l'École d'industrie laitière et au Mérite agricole. Les crédits suivants sont pris conjointement du Trésor provincial et du subside fédéral: écoles d'agriculture, enseignement ménager, horticulture et industrie laitière.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande qu'on lui donne des renseignements supplémentaires à ceux qui lui ont été fournis lorsqu'il a fait une interpellation au sujet de l'emploi du subside fédéral.

Dans cette interpellation, dit-il, relative aux subsides fédéraux employés par le gouvernement provincial, j'avais demandé: Quel montant le gouvernement a-t-il dépensé en 1915-1916 à même le subside voté par cette Chambre pour dons aux académies, écoles rurales, écoles normales, pour fins d'enseignement agricole, pour encourager la culture des fruits, l'industrie du tabac, le drainage du terrain, l'enseignement ménager, pour les agronomes de district? Et aussi: Quel montant a été payé pour les mêmes fins à même les subsides accordés par le gouvernement fédéral? L'honorable ministre a répondu en donnant le montant que le gouvernement

a dépensé, mais il n'a pas voulu donner les montants dépensés par lui à même le subside du gouvernement d'Ottawa. Il a référé aux comptes publics, pages 422, 423, 430, 431, etc.

Pour ce qui concerne les dons aux académies, aux écoles normales, aux écoles rurales, pour les fins d'enseignement agricole, il nous a référés aux pages 422, 423, 430 et 431 des comptes publics. Or, en référant à ces pages, on trouve simplement les montants accordés à l'aviculture. Il en est de même des autres pages; il est impossible d'y trouver une réponse claire aux demandes qui ont été faites. Il est évident que le gouvernement fait tout son possible pour faire ignorer à la province les montants que le gouvernement d'Ottawa lui donne pour l'encouragement à l'agriculture dans Québec, croyant qu'il continuera à réussir à s'attribuer le mérite de tout ce qui se fait pour l'agriculture dans la province de Québec.

À la session dernière, le ministre avait mis ces montants en regard et les *Procès-verbaux de l'Assemblée législative* de 1916 attestent que le gouvernement provincial a dépensé, en 1916, pour la culture des fruits dans la province, \$6,734, quand le gouvernement d'Ottawa en a dépensé \$25,204.60; que le gouvernement de Québec n'a rien fait pour encourager l'industrie du bacon, quand le gouvernement d'Ottawa a dépensé \$15,827.14; que le gouvernement de Québec a dépensé \$2,099.14 pour l'aviculture, quand le gouvernement d'Ottawa a dépensé \$19,700.25; que le gouvernement de Québec a dépensé pour les écoles d'agriculture \$29,863.09, quand le gouvernement d'Ottawa en a dépensé \$64,362.67; que le gouvernement de Québec n'a rien fait pour les agronomes; que le gouvernement de Québec a dépensé pour l'apiculture \$684.98, quand le gouvernement d'Ottawa en a dépensé \$800; que le gouvernement de Québec n'a rien fait pour l'industrie du tabac, quand le gouvernement fédéral a dépensé \$3,855.86; que le gouvernement de Québec n'a rien dépensé pour le drainage, quand le gouvernement d'Ottawa a dépensé \$7,923.41; que le gouvernement de Québec a dépensé \$794.05 pour l'industrie du sucre d'érable, quand le gouvernement d'Ottawa a dépensé \$2,810.97.

La méthode adoptée, les années précédentes, par le ministre de l'Agriculture était plus juste envers la Chambre et le gouvernement d'Ottawa qui veut bien, depuis trois ans, verser des centaines de milliers de piastres dans le trésor du gouvernement provincial pour aider à faire progresser l'agriculture dans notre province.

Le gouvernement cherche à s'attribuer tout le mérite de cet argent. Par cette conduite, il trompe l'électorat. Ce n'est pas pour m'occuper de la politique fédérale que je parle ainsi, c'est seulement pour faire connaître un important détail de notre administration provinciale et pour éclairer l'opinion publique qui veut rendre justice.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) fait observer au chef de l'opposition que les règles de la Chambre ne permettent pas de discuter sur une interpellation et il suggère d'attendre à la votation des crédits du département de l'Agriculture pour demander au ministre tous les renseignements désirés.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) accepte.

Présentation et lecture de pétitions:

Institut des frères de Saint-Vincent-de-Paul

M. Létourneau (Montréal-Hochelaga) propose, appuyé par le représentant de Shefford (M. Bullock), que les articles 510, 511 et 515 du règlement soient suspendus, qu'il lui soit permis de présenter la pétition des révérends pères Émile Piché et autres, demandant une loi les constituant en corporation, que cette pétition soit immédiatement lue et reçue et que le bill 141 constituant en corporation l'Institut des frères de Saint-Vincent-de-Paul, de Montréal, soit lu une première fois à cette séance.

Adopté.

M. Létourneau (Montréal-Hochelaga) demande la permission de présenter le bill 141 constituant en corporation l'Institut des frères de Saint-Vincent-de-Paul, de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Rapports de comités:

M. Francoeur (Lotbinière): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatorzième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité désire recommander à votre honorable Chambre que le délai pour la réception des rapports sur les bills privés, qui expire lundi prochain, soit prolongé jusqu'au vendredi 15 du mois courant inclusivement.

Le rapport est adopté.

L'honorable M. Gouin (Portneuf): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter le bill suivant avec des amendements:

- bill 174 modifiant les articles 5674 et 5675 des statuts refondus, 1909, et insérant dans lesdits statuts l'article 5724a.

M. Létourneau (Québec-Est): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition du village de Courville, demandant une loi le constituant en corporation de ville, est régulière et suffisante, que le bill qui a été déposé par le pétitionnaire est régulier et conforme à la pétition et à l'avis qui en a été donné, que cette pétition n'a pas été régulièrement et suffisamment annoncée et que cette irrégularité ne peut cependant porter préjudice aux tiers. En conséquence, votre comité recommande de suspendre les règles à l'égard de cette irrégularité et de suspendre aussi la règle 516 afin que le bill puisse être présenté.

Votre comité désire recommander à votre honorable Chambre que le délai pour la réception des rapports sur les bills privés, qui expire lundi prochain, soit prolongé jusqu'au vendredi 15 du mois courant inclusivement.

Le rapport est adopté.

Dépôt de documents:

Commission des eaux courantes

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) dépose sur le bureau de la Chambre le cinquième rapport annuel de la Commission des eaux courantes. (Document de la session no 15)

Charte de Courville

M. Cannon (Québec-Centre) demande la permission de présenter le bill 140 amendant la charte de la municipalité du village de Courville, dans le comté de Québec, et décrétant son érection en ville.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 36 amendant le Code de procédure civile relativement aux règles de pratique sans amendement.

Hôpital Sainte-Justine

M. Desaulniers (Chambly) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme maintenant en comité général pour étudier le bill 98 amendant la charte de la cité de Montréal au sujet de l'hôpital Sainte-Justine.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Desaulniers (Chambly) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Institut des soldats blessés

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme maintenant en comité général pour étudier le bill 77 constituant en corporation l'Institut des soldats blessés.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Division d'enregistrement
à Mont-Laurier**

M. Fortier (Labelle) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme maintenant en comité général pour étudier le bill 80 établissement une nouvelle division d'enregistrement à Mont-Laurier, dans le comté de Labelle, et divisant ce comté en deux divisions pour fins municipales et d'enregistrement.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Fortier (Labelle) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Travaux de la Chambre

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable M. Taschereau), que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à lundi, 8 heures du soir.

Adopté.

La séance est levée vers 12 h 20.

Séance du lundi 11 décembre 1916

Présidence de l'honorable A. Galipeault

La séance est ouverte à 8 heures.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Loi de l'instruction
publique**

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve) demande la permission de présenter le bill 35 amendant la loi de l'instruction publique.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi
des licences**

L'honorable M. Mitchell (Richmond) demande la permission de présenter le bill 18 amendant la loi des licences de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Taxe sur les transferts
de valeurs**

L'honorable M. Mitchell (Richmond) demande la permission de présenter le bill 42 amendant les statuts refondus, 1909, concernant la taxe sur les transferts d'actions, de bons, d'obligations ou d'actions-obligations.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Droits
sur les successions**

L'honorable M. Mitchell (Richmond) demande la permission de présenter le bill 12 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux droits sur les successions.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi des cités
et villes**

M. Létourneau (Montréal-Hochelaga) demande la permission de présenter le bill 178 modifiant de nouveau l'article 5645 des statuts refondus, 1909, concernant la loi des cités et villes.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Enrôlement
d'étudiants**

L'honorable M. Gouin (Portneuf) demande la permission de présenter le bill 39 rendant applicable la loi 5 George V, chapitre 60, aux aspirants à l'étude du droit, aux aspirants à l'étude du notariat et aux aspirants à l'étude et à la pratique de l'art dentaire en service actif dans les troupes de Sa Majesté.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Interprétation
du Code municipal**

L'honorable M. Gouin (Portneuf) demande la permission de présenter le bill 46 relatif à l'interprétation du Code municipal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Code
municipal**

M. Roy (Lévis) demande la permission de présenter le bill 180 amendant la loi 6 George V, chapitre 4.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Dépôt de documents:

**Rapport
du bibliothécaire**

M. l'Orateur dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du bibliothécaire de la Législature de Québec, de janvier à octobre 1916. (Document de la session no 32)

**Institut des frères
de Saint-Vincent-de-Paul**

M. Létourneau (Montréal-Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 141 constituant en corporation l'Institut des frères de Saint-Vincent-de-Paul de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Charte de Courville

M. Cannon (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 140 amendement la charte de la municipalité du village de Courville, dans le comté de Québec, et décrétant son érection en ville soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Honoraires des huissiers

M. Francoeur (Lotbinière) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme maintenant en comité général pour étudier le bill 172 amendement l'article 3221 des statuts refondus, 1909, au sujet des honoraires des huissiers devant la Cour des commissaires.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Francoeur (Lotbinière) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Pouvoir d'emprunt des fabriques

M. Cannon (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme maintenant en comité général pour étudier le bill 173 amendement l'article 4381 des statuts refondus, 1909, relativement au pouvoir d'emprunt des fabriques.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Cannon (Québec-Centre) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Vente d'électricité par les municipalités

M. Stein (Kamouraska) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme maintenant en comité général pour étudier le bill 174 amendement les articles 5674 et 5675 des statuts refondus, 1909, et insérant dans lesdits statuts l'article 5724a.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Stein (Kamouraska) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Enquêtes municipales

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 176 amendement l'article 5940 des statuts refondus, 1909, concernant les enquêtes sur les affaires municipales soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Code de procédure civile

M. Stein (Kamouraska) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 177 amendement les articles 286 et 361, 527 et 530 et abrogeant l'article 1138 du Code de procédure civile soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté les bills suivants avec certains amendements qu'il la prie d'agréer:

- bill 82 amendement la charte de la corporation des juifs espagnols et portugais, Shearith Israël, de Montréal;

- bill 120 constituant en corporation The New Adath Joshurun Congregation.

New Adath Joshurun Congregation

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 120 constituant en corporation The New Adath Joshurun Congregation. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Shearith Israel

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 82 amendant la charte de la corporation des juifs espagnols et portugais, Shearith Israel, de Montréal. Lesdits amendements sont lus deux fois.

Loi des licences

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, appuyé par le représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Décarie), qu'à la prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 18 amendant la loi des licences de Québec.

Adopté.

Taxe sur les transferts de valeurs

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, appuyé par le représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Décarie), qu'à la prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 42 amendant les statuts refondus, 1909, concernant la taxe sur les transferts d'actions, de bons, d'obligations ou d'actions-obligations.

Adopté.

Droits sur les successions

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, appuyé par le représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Décarie), qu'à la prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 12 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux droits sur les successions.

Adopté.

Pont de L'Assomption

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 43 relatif à un certain pont dans le comté de L'Assomption soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Subsides

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande de revenir à l'article des salaires des employés du parlement laissé de côté naguère sur sa requête.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) y consent.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:
1. Qu'un crédit n'excédant pas cent trente-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour entretien, etc., des édifices publics en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): J'ai demandé, l'autre jour, la suspension de cet item parce que je voulais rétablir certains faits relativement aux ouvriers. J'ai signalé alors le fait que le gouvernement et ses partisans se proclament toujours, dans leurs discours, les amis, les protecteurs des ouvriers, mais, ajoutais-je, lorsque l'on scrute un peu leur politique, l'on s'aperçoit vite que leur langage n'est pas conforme à leurs actes.

Je trouve dans *Le Canada* du 10 novembre un exposé de ce que peut coûter la vie pour une famille de cinq personnes. Cet exposé a été préparé par des employés de la ville de Montréal. Il est contenu dans la requête qu'ils ont adressée aux commissaires de Montréal. Le voici:

Budget de l'ouvrier: loyer au moins 6 appartements, \$14 par mois, \$168; assurances, feu et vie, \$75; église, messes, quêtes, \$20; épicerie et viandes, \$7 par semaine, \$364; lait et pain, \$10 par mois, \$120; glace (abonnement un an), \$8; gaz et électricité, \$3 par mois, \$36; taxe d'eau \$6; effets classiques, \$10; journaux, \$8; billets de chars, \$1 par semaine, \$52; médecin et remèdes, \$36; habits et chaussures, \$150; lingerie de maison, etc., \$50. Total: \$1,113.

Ce budget des dépenses ordinaires d'une famille ouvrière a été dressé par les ouvriers municipaux de la ville de Montréal et cet exposé ne comprend pas les dépenses imprévues.

L'honorable ministre des Travaux publics a prétendu l'autre jour que les salaires payés par le gouvernement à ses journaliers étaient raisonnables. Je tiens pour plus vrai que les ouvriers, si l'on tient compte de l'augmentation du coût de la vie, ne sont pas assez payés et ne peuvent pas arriver à attacher les deux bouts. J'ai fait une liste des salaires sous la dictée même de l'honorable ministre. Dans cette liste, les plus élevés sont de \$700 et les plus bas de moins de \$500.

Or, il est établi qu'un budget modéré, sans tenir compte des dépenses extraordinaires, ne saurait s'équilibrer à moins de \$1,013 par an.

Comment l'honorable ministre des Travaux publics peut-il espérer que ses jardiniers et ses journaliers qui ne gagneraient pas \$500 par année pourraient arriver à joindre les deux bouts, étant donné ce calcul qui n'est pas fait par nous, mais par des ouvriers au fait de ce qu'ils discutent?

Ces menuisiers, ces maçons, ces jardiniers, ces gardiens, ces journaliers à l'emploi du gouvernement, l'honorable ministre des Travaux publics prétend qu'ils gagnent assez cher. Pourquoi alors dire que les ouvriers crèvent de faim, que l'augmentation du coût de la vie met les familles ouvrières dans la gêne et la misère; que cette situation n'est plus tolérable? Pourquoi lisons-nous cela tous les jours dans *Le Soleil* et *Le Canada*? Autrefois, on pouvait vivre avec \$1 par jour, alors que l'on payait le pain 10 cents, la viande 5 cents, le beurre 15 cents, le lait 3 cents, les patates 20 cents, les loyers \$5.

À bas les trusts, disent les orateurs libéraux. Oui, mais à bas aussi les membres d'un gouvernement qui font partie des trusts, des grosses corporations qui font souffrir les faibles.

La question ouvrière est un problème économique des plus difficiles, des plus délicats. Nous devons travailler consciencieusement à sa solution. Dieu me garde que je ne m'en serve jamais pour faire de la démagogie. Nos adversaires qui l'ont exploitée et qui l'exploitent encore devraient cesser cette exploitation malsaine et dangereuse.

C'est une question qui tient au bonheur du foyer, à l'ordre de la société, à la sécurité de nos institutions, au progrès d'un pays.

Ce dont l'ouvrier a besoin, c'est d'une saine protection, c'est du respect, des actes et non des flatteries de démagogue. On doit à l'ouvrier le respect et la reconnaissance, après les élections, bien plus que des promesses avant le vote. La démagogie coûte aujourd'hui très cher aux villes de Montréal et de Québec.

Je profiterai de l'occasion pour répondre au défi que m'a lancé le premier ministre. Le premier ministre et ses collègues ont lancé des affirmations fausses sur l'attitude suivie envers les ouvriers par le Parti conservateur, et je veux réfuter ces allégations.

"Nous traitons bien les ouvriers, nous dit le premier ministre, mais les conservateurs, eux, les jettent sur le pavé."

L'honorable premier ministre a été imprudent en affirmant une chose qui n'est pas vraie.

Les ouvriers bien traités à \$1.50 par jour, \$1.80 ou \$2 pour des ouvriers, des maçons, des gardiens de nuit? Des ouvriers jetés sur le pavé?

Mais, M. le Président, mes honorables collègues n'ont qu'à ouvrir les *Procès-verbaux* de la Chambre, session de 1908, pour voir combien le gouvernement libéral a destitué d'employés depuis 1897. Il en a jeté des centaines sur le pavé.

L'honorable premier ministre, sachant que les règles de la Chambre m'empêcheraient de lui répondre, a soutenu que le Parti libéral avait toujours été l'ami, le protecteur des ouvriers, et que le Parti conservateur a ignoré l'ouvrier dans sa sollicitude ou son dévouement à la chose publique.

C'est au Parti libéral, dit le premier ministre, que les ouvriers doivent le vote secret, la loi "one man one vote", la diminution des heures du travail dans les manufactures, et ce, en dépit de l'opposition constante du Parti conservateur et du député de Deux-Montagnes en particulier. Le vote secret est une loi fédérale. Ne faut-il pas être à bout d'arguments pour en parler ici?

L'honorable premier ministre m'a défié de trouver dans les statuts une loi en faveur des ouvriers adoptée sous un gouvernement conservateur.

L'honorable premier ministre est un homme de grande réputation. Sa valeur intellectuelle est indiscutablement supérieure et ses moyens d'action sont nombreux, variés. Il possède une expérience de 20 ans; il est grand avocat et connaît bien les statuts de notre province. L'honorable premier ministre n'ignore pas les mérites des partis et je veux le croire capable de rendre justice à des hommes comme sir Olivier Taillon, Chapleau, etc. J'ai aussi le droit de compter sur la loyauté des membres de cette Chambre. Quelle que soit la force d'un homme, quelque bruyants que soient les applaudissements de la majorité qui paraît l'appuyer, on ne pourra jamais prétendre sérieusement et honorablement qu'il a terrassé son adversaire quand, pour l'attaquer, il s'est servi d'avancés contredits par la vérité.

On nous parlait ainsi parce qu'on savait que nous n'avons pas de preuves sous la main pour répondre. Mais les hommes de l'autre côté de la Chambre auraient dû avoir assez de magnanimité pour ne pas ignorer ce que leurs prédécesseurs, les Taillon, les de Boucherville, les Leblanc et les Tellier, ont fait pour les ouvriers ou, s'ils l'ignoraient, ils auraient dû ensuite se renseigner aux sources et reconnaître publiquement leur erreur.

À l'aide des statistiques préparées par le secrétaire provincial lui-même, je répondrai à ces accusations. Voici, M. l'Orateur, quelle est la vérité au sujet des ouvriers.

Quand le premier ministre affirme que, sous le régime conservateur, aucune législation n'a été adoptée en faveur des ouvriers, il sait qu'il n'a qu'à ouvrir les statuts pour démontrer le contraire.

Il n'a qu'à prendre l'annuaire statistique que son gouvernement publiait en 1914 et, à la page 9, il trouvera une loi pour protéger maître et serviteur; il trouvera aussi la première loi pour protéger la santé et la vie des personnes employées dans les manufactures et autres lois relatives aux établissements et à la sécurité des travailleurs, à la durée du travail des femmes et des enfants, une loi appropriant 1,500,000 acres de terres publiques pour les fins des écoles élémentaires, une loi destinée à encourager la création d'écoles techniques.

L'honorable premier ministre a nié tout le mérite de ses adversaires au sujet de la loi abolissant le vote plural. Pourtant, c'est M. Arthur Plante, ancien député de Beauharnois, qui, le premier, souleva cette question à la Législature et provoqua un débat sur ce sujet. À ceux qui seraient tentés d'en douter, je demanderai pour se convaincre de référer aux *Journaux de l'Assemblée législative* de 1911, vol. XIV, p. 358 et 359, où ils verront que M. Plante a proposé une motion sur laquelle la loi actuelle est calquée, et que le premier ministre fit alors proposer une motion d'ajournement par l'un de ses partisans, l'honorable député de Bellechasse (M. Galipeault), ce qui était un moyen tactique parlementaire pour enterrer la question.

Voici la motion de M. Plante:

"Attendu que le vote plural, tel qu'il est exercé dans la province de Québec, ne correspond pas aux aspirations de notre démocratie;

"Attendu que le vote est le droit de tout citoyen britannique, et ne doit pas reposer sur la fortune ou la condition sociale des individus;

"Attendu que le vote plural est une source d'abus et de fraudes et qu'il entraîne des dépenses considérables pour les candidats et les électeurs;

"Cette Chambre émet le vœu que la loi électorale de Québec soit amendée de manière que tout citoyen ne puisse exercer son droit de suffrage qu'une seule fois, et cela au lieu de son domicile."

M. Plante revint à la charge au cours de la même session, ainsi que l'on pourra le constater à la page 394 du même volume. Au cours du débat soulevé sur cette question, le gouvernement fit proposer un amendement par ses partisans, les honorables députés de Lotbinière (M. Francoeur) et de Laval (M. Lévesque), à l'effet que la loi électorale devait d'abord être amendée pour que la confection des listes électorales soit moins coûteuse avant d'en arriver à donner la loi "One man one vote".

L'opposition prétendit que l'amendement était le même que la motion principale. L'amendement ne touchait qu'à la révision des listes électorales. Mais l'honorable premier ministre n'a-t-il pas fait erreur quand il a affirmé dans cette Chambre que j'avais été, sur ce point comme sur tous les autres, un adversaire irréductible du gouvernement? Oui, et les députés qui l'ont applaudi étaient mal renseignés. Eh bien, M. l'Orateur, la vérité, c'est que j'ai voté avec le gouvernement en faveur de l'amendement du député de Lotbinière (M. Francoeur).

J'ai voté en faveur de cet amendement pour montrer qu'il ne s'agissait pas d'une question de parti, mais bien d'intérêt public (voir p. 396, *Procès-verbaux*, 1911). Pourquoi le premier ministre m'a-t-il donc accusé d'avoir été l'adversaire irréductible de son gouvernement quand pourtant plusieurs fois j'ai approuvé des mesures ministérielles, quand plus d'une fois j'ai voté avec le gouvernement?

À la session de 1912, à l'approche des élections, le gouvernement incorpora la motion Plante dans un texte de loi qu'on est convenu d'appeler "One man one vote".

J'en viens maintenant à la réduction des heures de travail. C'est encore M. Plante qui, le premier, souleva cette question à la Législature, ainsi qu'on le constatera en référant aux *Journaux de l'Assemblée législative*, vol. XLIII, 1909, p. 592. M. Plante proposa une motion, appuyée par M. Patenaude. L'honorable ministre des Travaux publics félicita M. Plante de l'intérêt qu'il portait aux classes ouvrières et déclara que le gouvernement, après étude de la question, ferait quelque chose dans le sens de cette motion.

En 1909, M. Plante proposa une résolution demandant à la Chambre d'amender la loi régissant les établissements industriels de façon à protéger la vie et la santé des femmes et des enfants mineurs qui travaillaient dans les établissements industriels et

dans les manufactures de cette province. La majorité de cette Chambre unie au gouvernement rejeta cette mesure. L'année suivante, le gouvernement présenta un projet de loi limitant à 58 heures par semaine le travail des femmes et des enfants et dans les filatures de coton et de laine. M. Lavergne et l'opposition réclamèrent 55 heures. L'honorable ministre des Travaux publics déclara qu'avant longtemps il ferait adopter la loi de 55 heures, mais qu'il fallait auparavant donner le temps aux industriels de se réorganiser. J'ai trouvé cet argument raisonnable et j'ai voté avec le gouvernement parce que sa mesure en était une de progrès dans l'ordre. C'est une mesure conservatrice, disait M. Lavergne.

En 1912, le gouvernement adopta la mesure soumise par l'opposition en 1910. En 1913, l'opposition réclama cette loi pour toutes les manufactures. L'honorable député de Saint-Georges (M. Gault) proposa un amendement à cet effet; le gouvernement et sa majorité votèrent contre. Voilà la vérité.

Dans la discussion de cette loi, à laquelle l'opposition prit une part active, on verra, à la page 472 du vol. XLIII, 1909, *Journaux de l'Assemblée législative*, que M. Plante proposa que l'indemnité due à la veuve de l'ouvrier, en cas de mort de ce dernier, fut de \$3,000 au lieu de \$2,000 et que la majorité libérale vota en bloc contre cet amendement. C'était là une manière de reconnaître où étaient les véritables amis de l'ouvrier.

Je suppose que c'est pour ces raisons que le Parti libéral prit les moyens de faire disparaître de la scène politique le véritable législateur des ouvriers en lui opposant comme candidat le président de la Compagnie des tramways de Montréal, qui, dans le cours du dernier Parlement, des quatre sessions, a donné 13 votes sur un total de 74 votes et qui n'a pas encore fait son apparition à la Chambre depuis le commencement de la session, tout préoccupé qu'il est à surveiller les intérêts de sa grosse compagnie à Montréal (M. Robert).

C'est sans doute pour récompenser M. Arthur Plante, pour récompenser cet ami des ouvriers qui avait prouvé la sincérité de ses sentiments par des actes, que le gouvernement a présenté contre lui le plus grand "trustard" de la province.

Dans son discours-programme de 1912, M. Tellier, parlant de cette importante question, disait: "Nous savons que les ouvriers ne sont pas satisfaits de cette loi et qu'ils ont inutilement porté plainte devant le gouvernement. C'est en nous qu'ils trouveront leurs véritables amis, et de nous qu'ils auront justice."

M. Tellier avait raison. Et, cette année, le Conseil des métiers et du travail du Canada, le Conseil des métiers et du travail de Montréal et le Parti ouvrier adoptaient la résolution suivante:

"Attendu que, depuis que la loi de compensation pour les accidents du travail a été mise en vigueur dans la province de Québec, elle a prouvé dans maintes circonstances que des amendements y étaient nécessaires; et

"Attendu que cette importante question de la réparation des accidents du travail a donné lieu dans l'univers entier à une émulation entre les différents gouvernements; et

"Attendu que les provinces d'Ontario, de la Nouvelle-Écosse et de la Colombie-Britannique ont nommé des commissions spéciales afin d'étudier les différentes lois de compensation dans les différentes provinces, et que, du résultat de ces enquêtes, il en est résulté l'établissement de lois de compensation plus satisfaisantes que celle actuellement en vigueur dans la province de Québec;

"Qu'il soit donc résolu: que le gouvernement provincial de Québec nomme une commission spéciale pour étudier cette importante question et faire rapport afin qu'à la prochaine session une nouvelle loi puisse être adoptée, et que, dans la composition de cette commission, la classe ouvrière soit représentée par un membre du travail organisé."

Voilà des faits écrasants pour le gouvernement, mais qui démontrent éloquentement la clairvoyance et l'esprit de justice de la politique préconisée par M. Tellier et ses collègues.

Quand le premier ministre affirme que nous avons été contre l'enseignement technique, il dit une chose qu'il ne peut prouver. L'opposition, depuis 1908, prêche cette réforme qui est le développement de la politique énoncée par l'honorable M. Flynn en 1896. Nous avons différé d'opinion sur la construction des bâtisses et sur les moyens de diffusion de cet enseignement. En 1909 et en 1910, nous avons réclamé l'annexion de ces écoles aux manufactures des centres ruraux. Le gouvernement s'est enfin rendu à cette suggestion. J'approuve de tout cœur la politique d'encouragement à l'enseignement technique.

J'en ai approuvé le principe en votant pour des motions faites par l'opposition en 1909. J'ai approuvé M. Tellier qui, dans son discours, s'était prononcé fortement en faveur de l'enseignement technique. Voici un des principaux passages de ce discours:

"Je suis favorable à l'enseignement technique et je le veux aussi efficace que possible, mais je

prétends qu'il pouvait se donner, avec autant d'efficacité, dans des conditions bien plus faciles et peut-être pratiques. Avec les sommes que l'on a dépensées là, on aurait pu, en agissant avec sagesse et modération, installer des écoles techniques dans toutes les villes manufacturières de la province, au lieu de Montréal et Québec seulement. Il suffisait pour cela de se procurer des professeurs compétents et d'installer les écoles comme dépendances ou annexes des usines en opération, ainsi que la chose se pratique dans beaucoup de pays fort avancés. Voilà ce que nous avons proposé au gouvernement et ce que nous ferons, si le peuple le veut."

Discours de M. Tellier,
à Montréal, 23 avril 1912

Nous avons réclamé du gouvernement la diffusion de cet enseignement dans nos petites villes manufacturières. Le gouvernement s'est rendu à notre politique, et je l'approuve. Je crois avoir démontré à cette Chambre que le Parti conservateur s'est toujours constitué le promoteur des saines mesures en faveur de l'ouvrier.

Amis des ouvriers, nos adversaires, quand ils ont combattu toutes les candidatures ouvrières?

Ami des ouvriers, le gouvernement, quand son principal organe *Le Canada* jugeait les chefs ouvriers comme suit lors de l'élection de M. Verville:

"Un petit groupe de têtes chaudes, grisées par leurs propos déclamatoires, qui, manquant de l'esprit de suite, de constance au travail et d'économie nécessaire pour passer du prolétariat au patronat, essaient d'y arriver en trompant leurs camarades qu'ils exploitent. Les ouvriers de Maisonneuve ne se laisseront pas prendre aux déclamations de ceux qui veulent former un Parti ouvrier pour vivre à ses dépens."

Voilà, M. l'Orateur, les remarques que j'ai voulu faire pour rétablir les faits qui avaient été faussés pour les besoins d'un succès temporaire.

La Chambre jugera si l'honorable premier ministre m'a réellement écrasé en se servant des moyens qu'il a employés sachant que je ne pouvais lui répondre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le chef de l'opposition ne m'a pas convaincu et je sais que je ne pourrai peut-être pas le convaincre; il est incorrigible. Je suis cependant tranquille, car, sur la question ouvrière, nous avons des juges qui sont les ouvriers eux-mêmes. Il est facile de voir ce qu'ils pensent de la législation ouvrière adoptée par le gouvernement libéral.

Les ouvriers, dont le chef de l'opposition a tant parlé ce soir, sont pour nous les juges devant qui le débat a été référé. Or, tout en s'excusant de rappeler au député de Deux-Montagnes des souvenirs cuisants, on est bien forcé de dire que le jugement de ces juges a été rendu le 22 mai dernier, avec le résultat que l'on sait.

Dans toutes les villes où il y a des ouvriers, je ne crains pas d'affirmer que 90% au moins ont voté pour le gouvernement Gouin. N'était-ce pas parce qu'ils l'approuvaient?

Que le chef de l'opposition se souvienne des dernières élections générales. Qu'il aille demander aux ouvriers de Saint-Roch et de Saint-Sauveur, à ceux de Lévis, à ceux de Montréal, Maisonneuve, Sainte-Marie, à ceux de Trois-Rivières, de Hull et de Sherbrooke, à tous ceux des centres industriels, pour qui ils votent quand il s'agit de rejeter ou d'approuver la législation ouvrière. Ils votent avec des majorités écrasantes pour le gouvernement libéral, quand on n'a pas eu des élections par acclamation. Le gouvernement a d'ailleurs à son crédit toutes les mesures qui assurent actuellement à la classe ouvrière le bien-être dont elle jouit.

Serait-il logique, sur une question comme celle-là, de préférer, comme juge, le chef de l'opposition aux ouvriers qui sont les plus intéressés?

Le discours du député de Deux-Montagnes n'a d'autre résultat que de nous convaincre que les conservateurs, les amis du chef de l'opposition et le chef de l'opposition lui-même ont pensé à tout, mais qu'ils n'ont rien fait.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le procès-verbal de la Chambre dit-il la vérité?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Oui, et ça montre que l'opposition n'a rien fait.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Nous n'avons rien fait parce que le gouvernement a été trop fanatique pour voter les lois que nous propositions. Le gouvernement est trop intéressé à protéger les trusts.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Vous avez été au pouvoir avant 1897. Que ne faisiez-vous quelque chose alors?

Si l'on ouvre en effet les statuts anciens, on n'y trouve aucune des mesures que le gouvernement libéral y a fait entrer. La législation ouvrière de la province est la meilleure au Canada et c'est au Parti libéral qu'on la doit.

Le chef de l'opposition parle de la loi des accidents du travail comme un aveugle parle des couleurs. La vérité, c'est que cette loi, loin de créer du mécontentement, est la plus parfaite de toutes celles passées depuis dans le dominion, car la province fut la première à recourir à cette législation.

La loi des accidents du travail a donné aux ouvriers le droit à une indemnité qu'ils ne connaissaient pas auparavant. Avant l'adoption de cette loi, 20% des ouvriers obtenaient une indemnité. Aujourd'hui, 90% d'entre eux reçoivent une allocation quand ils sont victimes d'un accident. Cette loi est au crédit du Parti libéral. Sur ce point, la province de Québec possède une législation tellement bonne qu'on vient des États-Unis pour l'étudier et l'imiter. Les ouvriers en sont satisfaits et ils ont demandé récemment de porter le droit à cette indemnité aux salaires dépassant \$1,000.

C'est également le Parti libéral qui a établi dans la province les bureaux de placement, dont les services sont unanimement appréciés. À Montréal, on a eu l'an dernier 50,000 demandes et, à Québec, 500, et c'est ainsi en proportion de la population dans tous les centres où ces bureaux fonctionnent, et le gouvernement espère en ouvrir un bientôt aux Trois-Rivières.

Qui adopte la loi des 55 heures de travail par semaine pour les femmes et les enfants? Encore le Parti libéral par le gouvernement actuel. On lui doit encore l'inspection des établissements industriels. Ce système d'inspection a été établi par le gouvernement libéral d'une façon si parfaite que les inspecteurs américains ne tarissent pas d'éloges à son endroit et, lors d'une convention américaine, ils l'ont reconnu comme le meilleur du continent.

Le Parti libéral a également fixé à 16 ans la limite d'âge des enfants pouvant être admis à travailler dans l'industrie. Grâce à une inspection sévère, les enfants de moins de 16 ans ne peuvent plus travailler dans ces établissements. Cette loi a relevé considérablement le niveau éducationnel de nos petits ouvriers et, aujourd'hui, en trouve à peine 2% des enfants travaillant dans les fabriques qui ne savent pas lire ou écrire.

Le gouvernement libéral a également dressé une échelle de salaires pour les ouvriers et ces derniers lui doivent d'avoir actuellement des salaires raisonnables. C'est également lui qui a établi un musée des appareils de protection contre les accidents du travail. Grâce à cette institution, les ouvriers peuvent se renseigner sur la meilleure manière de se protéger. Ce musée des appareils de sauvetage rend des services appréciés à Montréal et à Québec.

Faut-il parler des écoles techniques qui font l'admiration de toute la province? Les conservateurs ont peut-être pensé à cette grande amélioration, mais c'est le Parti libéral qui a eu le courage de mettre en pratique cette politique de véritable progrès. Les écoles techniques profitent grandement aux ouvriers et à leurs enfants.

C'est toujours le gouvernement libéral qui a décrété que les ouvriers seraient exempts de frais judiciaires dans les actions prises contre eux pour une somme de moins de \$25. Cette législation a permis à l'ouvrier de ne pas être mangé par les frais, selon l'expression populaire. C'est une loi essentiellement populaire qui place le brave ouvrier sur le même pied que le millionnaire et le patron.

Le "one man one vote", qui a donné dans les élections aux ouvriers un poids égal à celui que peuvent avoir les millionnaires, est également une mesure du gouvernement libéral au profit de l'humble travailleur.

Une autre excellente initiative du gouvernement actuel s'appelle l'inspection des échafaudages. Et ils ont également adopté une loi relative aux escaliers de secours.

Toutes ces lois n'étaient pas dans les statuts alors que les conservateurs étaient au pouvoir. Il est d'ailleurs inutile de s'étendre sur une énumération quand on sait que les ouvriers ont appuyé avec un ensemble si admirable la politique du gouvernement sur cette question.

Quant aux salaires payés aux ouvriers du gouvernement, ils varient de \$500 à \$800. Il faut noter que les ouvriers au gouvernement ont de l'ouvrage à l'année, dans les bonnes comme dans les mauvaises saisons, qu'ils sont payés le dimanche comme la semaine et que leur salaire leur est accordé pendant les maladies. Ils ne souffrent pas du chômage. Ils ne travaillent pas les dimanches et les samedis après-midi, ils ont congé lors des fêtes légales et religieuses, et ils ont 15 jours de vacances payées chaque année. Tous les ouvriers du gouvernement sont d'ailleurs satisfaits du salaire qu'ils reçoivent et leur sort est envié par leurs camarades qui travaillent au dehors. De façon générale, ils sont mieux payés que les journaliers ordinaires.

Ces salaires sont suffisants, puisque l'on a toujours une avalanche de demandes pour chaque vacance qui se produit dans les départements. À deux reprises consécutives, le gouvernement a augmenté ces salaires, suivant que les circonstances l'exigeaient.

Si le gouvernement juge que les salaires actuels ne sont pas suffisants, il les augmentera comme il l'a déjà fait une couple de fois.

Après la défaite du mois de mai dernier, les conservateurs ont tenu un caucus à Lévis, au cours duquel ils se sont dit des vérités intéressantes. Ils reconnurent que leur défaite était due en partie au fait qu'ils s'étaient tenus trop éloignés de la classe ouvrière. C'est un défaut qu'il est assez facile de réparer. Qu'ils se rapprochent des ouvriers, qu'ils nous donnent des conseils et qu'ils nous suggèrent des mesures. Considérant le meilleur intérêt de la classe ouvrière, nous adopterons celles que nous jugerons utiles. Les conservateurs devraient moins se payer de mots et agir; ils auront toujours le concours des libéraux quand ils voudront faire quelque chose pour les ouvriers.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le ministre des Travaux publics se croit encore au temps des élections et il a préparé un beau discours.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): C'était un beau temps alors!

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Un beau temps! Oui, un beau temps où l'on se promenait de tréteau en tréteau pour promettre au peuple de grandes choses que l'on renie aujourd'hui. Beau temps que celui où l'on faisait des promesses, où l'on se proclamait l'ami de tous les Canadiens français, et des Canadiens français d'Ontario en particulier. Beau temps que celui où le gouvernement voyait ses partisans prendre des engagements qu'ils violent aujourd'hui.

Des députés ministériels rient.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Quoi qu'il en soit, si je me suis levé, c'était pour montrer toute l'injustice du premier ministre qui a prétendu que le Parti conservateur n'avait rien fait pour les ouvriers. Sur cette question-là, du reste, les deux partis ont des mérites. Je ne cherche pas à cacher ceux du parti adverse. C'est petit, pour un premier ministre qui jouit de la majorité actuelle, de venir par ces moyens chercher à enlever le mérite des autres. Ce n'est pas un argument que celui qu'apporte le ministre des Travaux publics qui dit que les conservateurs, il y a 20 ans, n'ont pas eu le courage de passer des lois qu'il a fait lui-même passer il y a quelques années seulement. Les besoins des ouvriers il y a 20 ans n'étaient pas les mêmes que ceux d'aujourd'hui.

Il n'a pas plus le droit de faire cela que je ne me croirais autorisé de reprocher au gouvernement Marchand de n'avoir pas fait ce que le gouvernement Gouin a fait quelques années plus tard.

Le gouvernement, qui se prétend si ami des ouvriers, s'est de même toujours opposé aux candidatures ouvrières, exemple ce qui s'est passé dans Saint-Sauveur et à Maisonneuve alors que le gouvernement s'acharnait à ne pas vouloir de candidats ouvriers malgré la volonté du peuple.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:

2. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le Conseil d'agriculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour écoles d'agriculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'enseignement vétérinaire, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les écoles ménagères, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le laboratoire officiel de la province de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la fête des arbres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-sept mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le *Journal d'agriculture*, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour encourager l'élevage des volailles, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

Au cours du débat,

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande des renseignements au ministre de l'Agriculture.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) répond au chef de l'opposition.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté neuf résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

La séance est levée à 10 h 30.

Séance du mardi 12 décembre 1916

Présidence de l'honorable A. Galipeault

La séance est ouverte à 3 heures.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

L'honorable M. Gouin (Portneuf): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter le bill 43 relatif à un certain pont dans le comté de L'Assomption sans amendement.

Bills privés, adoptés avec amendements:

- bill 102 concernant la succession de feu Louis-Herménégilde Hébert;
- bill 137 amendant la charte de la cité d'Outremont;
- bill 138 annexant le territoire de la municipalité de Notre-Dame-de-la-Victoire à celui de la cité de Lévis.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté les bills suivants sans amendement:

- bill 8 amendant les statuts refondus, 1909, au sujet des pouvoirs que possèdent certaines corporations ou compagnies;
- bill 65 autorisant la construction d'un pont en acier sur la rivière Saint-François, entre la ville d'East Angus et la municipalité du canton Westbury, à l'endroit connu sous le nom de "la traverse";
- bill 105 concernant une donation par contrat de mariage faite par Louis Gervais à Achille Gervais, le 31 janvier 1899, et autorisant la vente de certains immeubles.

Dépôt de documents:

Chemins à Saint-Benoît

L'honorable M. Décarie (Maisonnette) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 1^{er} décembre 1916, demandant copie de toute correspondance entre le ministère de la Voirie et toute personne concernant les chemins dans les deux municipalités de Saint-Benoît (Deux-Montagnes). (Document de la session no 35)

Finances des corporations scolaires

L'honorable M. Décarie (Maisonnette) dépose sur le bureau de la Chambre l'état financier des corporations scolaires pour l'année finissant le 30 juin 1915. (Document de la session no 34)

Questions et réponses:

Employés à la prison de Bordeaux

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Est-ce qu'il y a des employés, à la prison de Bordeaux, sous les noms de Bédard, Latraverse, Galipeault, Marchand et Lafontaine?

2. Dans l'affirmative, pour quel montant sont-ils inscrits sur la liste de paie du mois d'avril 1916?

3. Même question pour juin.

L'honorable M. Gouin (Portneuf): 1. MM. Latraverse et Lafontaine sont employés à la prison de Bordeaux; M. Bédard n'est plus en fonction depuis le 14 juillet 1916 et n'est pas payé depuis; M. Marchand n'est plus en fonction depuis le 11 août 1916 et n'est pas payé depuis; M. Galipeault n'est pas employé à la prison depuis mars 1916.

2. MM. Latraverse et Lafontaine, \$55; M. Bédard, \$60; M. Marchand, \$55; M. Galipeault, rien.

3. MM. Latraverse et Lafontaine, \$55; M. Bédard, \$65; M. Marchand, \$55; M. Galipeault, rien.

Demande de documents:**Route Lévis-Montréal**

M. Francoeur (Lotbinière) propose, appuyé par le représentant de Laval (M. Lévesque), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie de correspondance, résolutions et requêtes adressées récemment au gouvernement concernant le projet de construction d'une route entre Lévis et Montréal, sur la rive sud du Saint-Laurent.

Une route nationale de Québec à Montréal, sur la rive sud, apporterait des avantages considérables au comté de Lotbinière, explique-t-il. Certaines paroisses de ce comté peuvent se servir des chemins de fer qui les traversent, mais les paroisses qui sont situées sur le bord du fleuve et qui sont les plus prospères se voient obligées de faire une moyenne de 15 milles de voiture pour aller prendre le chemin de fer. La plupart du temps, les cultivateurs doivent prendre les bateaux qui donnent un service assez lent et peu favorable au commerce. Au point de vue agricole et commercial, cette route est nécessaire. Elle a d'ailleurs été demandée à plusieurs reprises par des requêtes et des délégations. Après les comtés de Lévis et de Lotbinière, le comté de Nicolet et les autres ont demandé cette amélioration.

Toutes les municipalités intéressées sont prêtes à faire les sacrifices nécessaires afin d'obtenir cette route nationale. On a dit que cette dernière était inutile parce qu'il s'en trouvait déjà une sur la rive nord, mais on reconnaîtra que l'agriculture et l'industrie aussi bien que le commerce ont besoin d'une artère sur la rive sud, entre Québec et la métropole. Le gouvernement s'est déjà déclaré bien disposé et il nous a promis considération sérieuse. Notre demande, étant venue la première, devra être la première considérée et nous espérons que la sollicitude du gouvernement se manifestera prochainement par des actes.

M. Trahan (Nicolet) appuie les arguments du député de Lotbinière (M. Francoeur). Une route sur la rive sud, dit-il, a déjà été demandée par M. Devlin, l'ancien député de Nicolet, et elle n'est pas moins nécessaire aujourd'hui.

M. Desaulniers (Chambly) appuie également les propos des députés de Lotbinière (M. Francoeur) et de Nicolet (M. Trahan). Il fait aussi valoir les avantages qu'une telle route aurait pour le commerce de la rive sud.

M. Tessier (Rimouski) rappelle, de son côté, l'importance d'une route de Lévis à Rimouski. Cette route, dit-il, a été demandée depuis longtemps et les municipalités de la rive sud l'attendaient avec impatience. On a parlé d'une route de Montréal à Hull. Si ce projet est réalisé avec celui de la route dont je demande la construction, nous aurons une artère importante qui traverse la province de l'est à l'ouest. Précisant, en terminant, la nature de sa demande, il explique qu'il voudrait une route de Lévis à Fraserville, Rimouski et Matane.

M. Caron (Matane) appuie la demande de son collègue de Rimouski (M. Tessier) et demande même plus. Le gouvernement, dit-il, ne devrait pas oublier qu'il n'y a pas de route entre Matane et Sainte-Anne-des-Monts. Cette région a des besoins qui doivent être reconnus.

M. Stein (Kamouraska) désire également se faire l'avocat de la route Lévis-Rimouski. C'est au tour des municipalités du Bas-du-Fleuve à profiter de la générosité du gouvernement. Le comté de Kamouraska ne sera pas le dernier à trouver ses avantages dans ce projet.

M. Parrot (Témiscouata): Le comté de Témiscouata trouvera aussi sa part de prospérité. La route de Lévis à Rimouski doit être la première faite. Elle sera le commencement d'une route internationale qui pourrait passer par le Nouveau-Brunswick et se rendre jusqu'à la frontière du Maine.

M. Perrault (Arthabaska) demande à son tour la construction d'une route de Lévis à Sherbrooke en passant par les comtés de Lotbinière, Mégantic, Arthabaska et Richmond. Cette artère serait une amélioration importante pour la région.

M. Grégoire (Frontenac) demande, lui aussi, une route pour la région qu'il représente et qui a grand besoin de l'aide du gouvernement.

M. Bugeaud (Bonaventure) expose les besoins de son comté relativement à la voirie. Il n'y a pas, dit-il, de route entre Sainte-Florence de Beauvillage, dans le comté de Matane, et Matapédia, dans le comté de Bonaventure. Les habitants de cette région n'ont, pour communiquer avec le comté voisin, qu'une ancienne route militaire qui est trop mauvaise pour être accessible aux autos. Les cultivateurs sont donc forcés à une inactivité relative et ils doivent se contenter d'un chemin qui n'est pas

souvent carrossable. La construction de ce bout de route serait une initiative de véritable progrès.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) expose aussi son projet. Il demande la construction de la route Montréal-Hull dont on a déjà parlé il y a quelques années et qui a été depuis laissée dans l'oubli.

M. Francoeur (Lotbinière): Comme on s'est un peu éloigné de la demande, j'attire de nouveau l'attention de la Chambre et du gouvernement sur le projet de la route Lévis-Saint-Lambert. Le sujet véritable du débat est la construction de la route Lévis-Montréal. J'attire donc de nouveau l'attention de la Chambre sur la nécessité de cette grande artère nationale et je réitère ma demande qu'elle soit considérée la première.

L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières): Toutes ces réclamations prouvent combien la politique des bonnes routes inaugurée par le gouvernement actuel est appréciée par toute la population.

Le gouvernement est heureux de constater quel intérêt on porte dans toutes les régions à cette grande question et considère avec plaisir les demandes qui lui sont faites.

Le gouvernement n'était pas resté inactif depuis l'inauguration de la politique des bonnes routes.

On a fait beaucoup dans la province en fait de voirie depuis 1912; 28,000¹ milles de routes ont été construits ou réparés depuis 1912. Le gouvernement a construit les routes nationales Montréal-Québec, Lévis-Jackman, Édouard VII, Sherbrooke-Derby Line, etc. Quatre cents municipalités ont profité de la loi des emprunts pour améliorer leurs chemins.

Quant aux routes que l'on demande aujourd'hui, elles seraient très utiles, mais le gouvernement a tellement de demandes devant lui qu'il lui est impossible de satisfaire tout le monde.

Il est impossible de satisfaire tous les députés car il n'est pas question actuellement, pour le gouvernement, d'entreprendre la construction d'une nouvelle série de routes provinciales.

La province ne peut pas, en effet, faire tous les chemins à elle seule. Elle a fait des routes qui mettent les habitants de Québec en relations faciles avec leurs voisins des autres provinces et avec les États-Unis, mais elle ne peut pas entreprendre d'un seul coup de construire les chemins pour relier les différentes localités de la province.

Toutes les demandes que viennent de faire les députés qui ont parlé sur la motion du député de Lotbinière (M. Francoeur) sont importantes. J'espère que le département pourra satisfaire les requérants et que l'administration provinciale sera capable de contenter tout le monde. Mais j'engage les municipalités de prendre avantage de l'acte des bonnes routes pour construire ces routes.

Le chef de l'opposition a réclamé la construction d'une route entre Montréal et Hull. C'est là l'un des plus intéressants projets que le gouvernement étudie, mais il n'a encore pris aucune décision.

Le gouvernement continuera sa politique de bonnes routes et fera tout ce qu'il peut faire.

Le département de la Voirie a accompli des travaux considérables depuis quelques années et on ne s'arrêtera pas en si bonne voie.

La proposition est adoptée.

Subsides

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la Société d'industrie laitière de la province de Québec, S. R. Q., 1909, art 1958, & c., (3 George V, chapitre 20) et O. C. no 75 du 24 janvier 1891, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande des renseignements sur l'organisation de cette partie du domaine de l'administration agricole de la province.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) répond au chef de l'opposition.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:

2. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'École d'industrie laitière de Saint-Hyacinthe et travaux de la ferme, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) explique que cette somme est employée à payer les traitements des professeurs, pour l'entretien de la ferme, etc.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Combien la ferme compte-t-elle de vaches laitières et quel est leur rendement?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) donne quelques explications sur les vaches gardées à cette ferme et sur leur élevage, mais dit qu'il n'est pas en état de connaître le détail demandé par le chef de l'opposition. Cependant, ajoute-t-il, tout va bien sur cette ferme et tout y est parfait.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le grand point pour le succès de l'industrie laitière, c'est la sélection des troupeaux. On ne fait pas cette sélection à l'École de Saint-Hyacinthe. Le ministre ne sait pas combien de vaches on compte sur cette ferme et quel est leur rendement. C'est pourtant important. Tout va bien, dit-il, sur cette ferme. Tout est parfait, mais il ne peut rien prouver. Il ne peut dire quelles sont les meilleures vaches ni quelle race donne le meilleur rendement.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) répond au chef de l'opposition qui, dit-il, s'est tout à coup découvert une sollicitude tendre pour nos ruminants.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il devrait se faire, à cette école de Saint-Hyacinthe, des expériences dans ce sens de trouver quelles sont les meilleures vaches et lesquelles donnent un meilleur rendement.

Ces sortes d'écoles sont encroûtées dans la routine et elles sont les dernières à donner l'exemple des procédés modernes. Le temps est venu de changer le système et de suivre une conduite plus pratique et plus avantageuse pour les cultivateurs de cette province.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): L'École de Saint-Hyacinthe a fait des progrès constants depuis ces dernières années et son influence a été excellente. Les élèves qui en sortent chaque année y ont acquis des connaissances qui font d'eux des cultivateurs réellement pratiques.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:
3. Qu'un crédit n'excédant pas soixante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour inspection des fabriques de produits laitiers (5 Geo. V, chap. 31), pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Avec cette somme, on paie les inspecteurs des fabriques de beurre et de fromage.

Cinquante inspecteurs sont préposés à cette tâche. Le système actuel est très favorable.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Y a-t-il eu des plaintes au sujet de ce système d'inspection en vigueur depuis deux ans?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Il y a eu, en effet, quelques plaintes sans importance, mais pas de plaintes sérieuses. On trouve que le système actuel est de beaucoup meilleur que l'ancien.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) affirme qu'il y a des plaintes contre ce système et demande qu'on le modifie.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) répond qu'au contraire le système actuel est à peu près parfait et que les plaintes reçues ne sont pas du tout sérieuses.

M. Turcotte (Lac-Saint-Jean) suggère une classification des fabriques.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): La chose n'est pas possible étant donné que le rendement de ces fabriques augmente tous les ans.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) revient aux plaintes que le département a reçues au sujet de l'inspection. Il lit à ce sujet plusieurs requêtes de patrons de fromageries qui disent que l'inspection est tout à fait insuffisante et qu'elle est trop coûteuse pour les petites fabriques.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) dit avoir des preuves à l'appui pour affirmer que ce système est parfait. Il cite, à ce sujet, un journal d'agriculture d'Ontario qui vante les produits de la province de Québec, et il rappelle que la province a remporté des prix pendant trois ans, à l'Exposition de Toronto.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ce n'est pas la première fois que la province remporte des prix à l'étranger, puisque, en 1893, elle a mérité des médailles à l'Exposition de Chicago.

Est-ce l'intention du ministre de modifier ce système d'inspection?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) considère que le système n'est pas susceptible de perfectionnement.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:
4. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour encouragement à la culture des arbres fruitiers (horticulture), pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande quelques précisions au ministre au sujet de ce crédit.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) répond que cet argent est pris aussi à même les subsides fédéraux.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:
5. Qu'un crédit n'excédant pas neuf mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour conférences sur l'agriculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande également des précisions sur cette somme.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) répond que cet argent est pris aussi à même les subsides fédéraux, du moins quant à ce qui regarde les cours agrégés.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) pose plusieurs questions relatives aux conférenciers et s'informe de leur compétence.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) répond au chef de l'opposition et explique que certains conférenciers sont spécialisés et d'autres sont de compétence générale.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): M. Gareau était-il de compétence générale?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):
Oui.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-il aussi compétent dans ses articles qu'il l'était dans ses conférences?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):
Non. Je vois, par exemple, dans *L'Événement* de ce soir, une lettre de M. Gareau qui est un tissu de faussetés. Je nie formellement les avances de ce monsieur.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) suggère que l'on fasse organiser des conférences par les lauréats et les médaillés à travers la province. Il voudrait que des cultivateurs compétents organisent une croisade agricole à travers la province. Il y a bien, dit-il, les conférenciers agricoles, mais ceux-là sont des employés du gouvernement et ils ne sont pas libres. Il y a bien, pour la colonisation, M. l'abbé Caron, mais il est, lui aussi, un employé du gouvernement.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):
La suggestion du chef de l'opposition a du bon. Cependant, il existe des missionnaires agricoles qui, bien qu'employés du gouvernement, sont absolument libres.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Oui, mais ces conférences ne frappent pas assez la population; elles ne se font pas avec assez de solennité!

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:
6. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour expositions, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

M. Sauvé (Deux-Montagnes), au sujet de ces expositions, félicite le gouvernement d'avoir encouragé les sociétés d'agriculture qui font des expositions. Il demande qu'on leur accorde des subventions qui leur permettent d'augmenter leurs prix et d'encourager les exposants qui font de grands sacrifices pour améliorer leurs troupeaux. Je connais, dit-il, des cultivateurs de mon comté et d'Argenteuil qui ont exhibé des vaches qui avaient coûté \$600. Les premiers prix sont de \$4 et \$5; c'est insuffisant.

J'ai demandé une subvention spéciale pour une exposition régionale dans mon district, exposition qui aurait lieu à tour de rôle à Sainte-Scholastique, Saint-Jérôme et Lachute. Une exposition de ce genre dans mon district aurait un

excellent effet et rendrait justice aux membres de nos sociétés d'agriculture. Le ministre devrait accorder une subvention du moins égale à celle de Sherbrooke ou de Trois-Rivières. En augmentant les primes aux sociétés d'agriculture, ce serait le moyen d'empêcher ces scènes dégradantes dont on est malheureusement témoin aux expositions. Ces petits théâtres, ces tentes, sont des antres de vice et ne devraient pas être tolérés. C'est ce que l'on fait dans mon comté, cette année, et j'en félicite les directeurs de la société d'agriculture. Il n'y a, dans ces organisations théâtrales, que vol et scandale. Il faut supprimer cela.

Il dénonce donc ces cirques et autres amusements burlesques que l'on voit trop souvent dans les expositions agricoles. Que l'on fasse disparaître cela et que le gouvernement accorde des prix plus substantiels aux exposants d'animaux et de produits agricoles.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:

7. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour mérite agricole provincial, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) voudrait que l'on récompense de façon plus tangible les lauréats du Mérite agricole. Une simple médaille, fut-elle en or, n'est pas suffisante. Il voudrait que les lauréats du Mérite agricole fassent partie du Conseil d'agriculture.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

Toutes ces suggestions sont notées et nous les prendrons en sérieuse considération. On leur donnera une réponse favorable aux véritables intérêts de l'agriculture.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté sept résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

La séance est levée.

NOTE

1. 2,000 milles, selon *Le Soleil*.

Séance du mercredi 13 décembre 1916

Présidence de l'honorable A. Galipeault

La séance est ouverte à 3 heures.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

L'honorable M. Gouin (Portneuf): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter les bills suivants avec des amendements:

- bill 177 amendant les articles 286 et 361, 527 et 530 et abrogeant l'article 1138 du Code de procédure civile;

- bill 131 confirmant et ratifiant les règlements 48 et 50 de la ville de la Pointe-aux-Trembles et amendant l'article 5789a des statuts refondus, 1909, tel qu'édicte pour la ville par l'article 30 de la loi 6 George V, chapitre 53;

- bill 135 constituant en corporation The Guarantee Title and Contract Company;

- bill 139 amendant la charte de l'Union nationale française et de refuge.

Le bill 134 amendant la loi 4 George V, chapitre 31, concernant la municipalité scolaire de Notre-Dame-de-Grâce-Ouest, est rejeté.

Le bill 171 modifiant l'article 1627 des statuts refondus, 1909, est rapporté à la Chambre.

Régime des eaux

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) demande la permission de présenter le bill 44 relatif au régime des eaux dans la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Compagnies de télégraphe électrique

M. Perrault (Arthabaska) demande la permission de présenter le bill 181 modifiant l'article 6252 des statuts refondus, 1909, au sujet des compagnies de télégraphe électrique.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Clubs de récréation

M. Perrault (Arthabaska) demande la permission de présenter le bill 182 modifiant l'article 7233 des statuts refondus, 1909, au sujet des clubs de récréation.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Collège des chirurgiens dentistes

M. Robert (Rouville) demande la permission de présenter le bill 179 modifiant l'article 5044 des statuts refondus, 1909, concernant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Admission des femmes au Barreau

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend la discussion de l'amendement proposé par le représentant de Frontenac (M. Grégoire), le mercredi 6 décembre courant, sur la motion: "Que le bill 170 modifiant l'article 4524 des statuts refondus, 1909, au sujet du Barreau de la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois", lequel amendement se lit ainsi qu'il suit: "Que la motion en délibération soit amendée en retranchant le mot "maintenant" et en y ajoutant les mots "dans six mois".

M. Francoeur (Lotbinière) félicite les orateurs qui l'ont précédé dans ce débat, partisans et adversaires du bill, dont les discours ont mérité l'attention qu'on leur a apportée.

L'année dernière, dit-il, j'ai voté pour l'admission des femmes au Barreau; cette année, je voterai contre. L'année passée, j'ai donné un vote de cœur; cette année, je veux donner un vote de raison.

C'est pour essayer de justifier ce changement d'attitude que je prends la parole. S'il est un sujet qui excuse et même autorise un changement d'opinion, c'est bien celui de la femme. Aussi, j'en profite, tout en ayant l'impression bien nette et bien précise de m'exposer aux reproches que craignait le député de Verchères (M. Beaudry): manque de galanterie, égoïsme étroit et mesquin. À cause de mon état¹, on pourrait peut-être, en certains quartiers, me prêter d'autres motifs de ce que l'on qualifiera de volte-face:

rancœur, déception, etc. Sur ces deux points, je compte que l'on voudra m'accorder que je suis encore trop jeune pour désespérer et pas encore assez vieux pour trouver dans la rancune et l'amertume une compensation aux joies, aux douceurs et aux plaisirs dont je suis privé. Il est important de mettre de côté tout sentiment et de juger la question à la lumière de la raison.

Les motifs qui m'inspirent sont d'ordre supérieur dans la recherche de la solution de ce problème. Il faut absolument écarter de la discussion tout argument à la base sentimentale, bannir tout appel aux préjugés et aux passions pour envisager les faits à la lumière de la saine raison. J'ai eu l'occasion d'en causer avec plusieurs femmes intelligentes qui m'ont demandé: Pourquoi nous admettre au Barreau? Qu'irions-nous faire dans cette galère? Cette bonne dame ne croyait pas qu'elle avait trouvé dans ces simples mots presque la solution du fameux problème.

Ce bill, c'est une nouvelle manifestation du féminisme et, à cause de cela, il importe en effet de l'envisager au point de vue du bon sens. Le féminisme, c'est l'admission de l'égalité de la femme et de l'homme. Il a pour base l'égalité de l'homme et de la femme dans toutes les sphères sociales, en tout et partout.

N'est-il pas opportun de conclure que la société humaine est comparable à un corps vivant où chaque organe a sa fonction propre, que le progrès se mesure à la multiplicité des organes et à la variété des fonctions, qu'il faut chercher l'harmonie non dans l'uniformité, mais dans le concert des forces diverses par l'origine et par le but auquel elles tendent?

Quels sont les organes de la société? C'est l'homme et la femme; ce sont ceux qui forment le corps social vivant, actif, progressif, se développant dans l'exercice de leurs fonctions respectives pour aboutir à ce concert harmonieux de toutes les forces vives où éclatent la beauté et la noblesse du but recherché et atteint.

Il n'y a pas égalité entre l'homme et la femme et leurs fonctions ne peuvent pas être identiques. D'abord, le dictionnaire définit le mot "égalité" comme étant le rapport entre deux choses égales; le mot "égal" signifie semblable, le même en nature, en quantité et en qualité. Or, il ne faut pas argumenter longtemps pour démontrer cette vérité que l'homme et la femme sont dissemblables en nature, en quantité et en qualité.

Leur être physiologique et pathologique n'est pas le même, leurs organes et leurs fonctions diffèrent, les instincts, les aptitudes, les goûts, les sentiments, enfin tout ce qui constitue leur être physique et moral leur rappelle la fin vers laquelle ils tendent.

Chacun a sa loi dont il ne peut s'affranchir impunément. Ils ne sont donc pas égaux et, tant qu'on ne trouve pas le moyen de changer un homme en femme et une femme en homme, les féministes de toutes les couleurs seront forcés d'admettre leur inégalité. La seule égalité reconnue depuis des siècles entre l'homme et la femme, c'est l'égalité morale. C'est le christianisme qui l'a proclamée depuis son origine et tous les peuples civilisés ont confirmé ce décret.

Toute la théorie du féminisme à outrance repose sur ce qu'un auteur célèbre a appelé le "paradoxe de l'égalité entre l'homme et la femme". Or, l'homme et la femme sont absolument dissemblables. La doctrine féministe reposant sur un paradoxe ne peut donc pas tenir devant le bon sens.

En second lieu, est-ce que les conditions économiques vont nous forcer à adopter cette loi? Elle n'apportera aucun bien dans l'économie domestique et privée. Elle sera plutôt un danger pour le foyer. Elle ne remédiera pas non plus aux maux dont souffre la femme dans l'industrie. Dans l'économie politique, elle entraînera des conséquences que nous serons forcés de subir. La femme avocat pourra réclamer le droit de vote. Elle pourra être éligible et même devenir juge. On voit donc que la mesure proposée aurait des inconvénients considérables.

Et enfin, le libéralisme qui préconise l'adoption de cette loi n'est pas aussi pur qu'on le prétend. Les députés libéraux pourront fort bien se prononcer contre le bill sans trahir leur parti.

Ceux de la députation qui se prononceront contre le bill sont aussi bons libéraux que ceux qui l'appuient, car je ne considère pas que c'est une mesure vraiment libérale.

Si nous examinons ainsi les trois arguments du député de Dorchester (M. Cannon), nous trouvons que les conclusions qu'il tire de son argumentation ne sont pas aussi justes qu'il veut le faire croire. Le député d'Arthabaska (M. Perrault) a demandé d'ouvrir des avenues nouvelles à la femme et d'appliquer des remèdes nouveaux aux maux présents. Si nous admettons, a-t-il dit, les femmes comme sténographes et commis, nous devons aussi les admettre comme avocats.

Je ne veux pas l'application de cette théorie dans le bill. L'adoption de la loi proposée n'améliorera en rien la situation des femmes qui travaillent dans les usines ou dans les magasins.

La principale raison qu'on invoque à l'appui de cette législation nouvelle, c'est que, les temps étant changés et ayant entraîné dans ce changement de nouveaux maux, il importe d'y appliquer des remèdes nouveaux.

On a dit que l'admission de la femme au Barreau devait trouver un accueil favorable à la Chambre, parce qu'elle était rendue nécessaire par la position de la femme dans la société actuelle. La femme étant forcée de gagner sa vie, pourquoi ne pas lui ouvrir les professions les plus nobles de même que lui sont ouverts les métiers les plus durs et les plus abjects?

Je ne vois pas pourquoi la mesure peut être nécessaire à la position actuelle de la femme dans la société. Si c'est déjà un mal que beaucoup de femmes et de jeunes filles soient obligées de travailler dans les fabriques, dans les magasins et dans les bureaux, est-ce un remède à y apporter que de les admettre au Barreau? Bien peu, d'ailleurs, si toutefois il s'en trouve, pourraient abandonner leur travail pour se livrer à l'étude du droit.

Ce ne sont pas non plus les conditions économiques qui peuvent nécessiter l'admission des femmes au Barreau. Bien au contraire, les économistes s'alarment déjà de la situation qui est faite à la femme par suite de la guerre et se demandent comment on parviendra à lui faire reprendre son rôle au foyer.

Je ne vois pas en quoi l'admission des femmes au Barreau pourrait apporter une solution au problème. Quelles sont celles qui bénéficieraient de la mesure? Ce ne sont pas les femmes qui travaillent aujourd'hui dans les fabriques pour gagner leur subsistance et aider leur famille, elles n'en ont ni le temps ni les moyens. Il est certain que les ouvrières ne laisseront pas les usines pour aller étudier à l'université. La loi ne pourrait donc profiter qu'à certaines femmes riches et oisives. Encore, je doute qu'elles abandonnent les parties de plaisir et les amusements mondains pour se livrer à des études arides du Code civil.

Et où celles qui seraient en mesure de le faire pourront-elles suivre les cours préparatoires? Il faudrait créer des collèges et des universités pour les femmes. Celles qui appartiennent à des familles fortunées pourraient poursuivre ces études si leurs aptitudes et leurs talents le leur permettent, au lieu de se livrer aux exercices de danse, mais nous n'avons pas les institutions qui pourraient leur donner la formation nécessaire.

En effet, à supposer que le changement demandé fût apporté dans nos lois et en admettant que des femmes abandonnent leur position actuelle dans l'intention de pratiquer le droit, quelles seront alors les écoles qui pourront leur donner la préparation nécessaire à cette étude? Ce ne seront pas les écoles primaires ni modèles, ce ne seront pas

les couvents. À quoi donc cela servirait-il, puisque nous n'avons pas d'écoles pour la formation des futures étudiantes, comme aux États-Unis, comme en France? Si on ne veut pas que la loi reste lettre morte, il faudrait commencer par leur assurer ces institutions.

Ce sera une autre conséquence inévitable, établir des écoles préparatoires à la profession d'avocat. Même si le principe de la loi est bon.

La loi, comme l'a dit le député de Verchères (M. Beaudry), est pour le moins prématurée, car la province ne possède pas encore des écoles où les femmes pourront acquérir les connaissances qui leur seront nécessaires. Il n'y aurait donc pas de possibilité pour elles de se préparer à l'étude du droit et nous ne sommes pas prêts à adopter cette mesure qui apporterait une perturbation sensible dans l'économie de nos lois.

On a invoqué l'exemple des pays d'Europe, de la France, de l'Angleterre et des États-Unis. En France, après 75 ans, on a fait du féminisme une doctrine. Une élite de femmes s'est formée qui, appuyée par des hommes éminents, a forcé le gouvernement à adopter les mesures qu'on veut introduire ici. Ceci ne s'est produit cependant qu'après des années d'études. On ne saurait arguer de l'analogie de la situation avec la France. Dans ce pays, on compte une élite féminine très instruite et on s'est préparé de longue main et comme insensiblement à l'admission des femmes aux professions libérales.

Au cours de mon voyage en France, je me suis laissé dire par des avocats distingués de Paris avec qui j'ai causé de la question que l'admission des femmes au Barreau n'a pas été un succès. L'admission des femmes au Barreau n'a contribué qu'à augmenter le nombre des déclassés et des ratés parce que la majorité de celles qui avaient entrepris l'étude du droit l'ont abandonné et que, sur toutes celles qui ont subi l'épreuve des examens, deux seulement pratiquent aux tribunaux de la capitale française.

Sur un total de 43,000,000 d'habitants en France, deux femmes seulement ont profité des permissions qui leur étaient accordées. Croit-on que chez nous la majorité de la population féminine va se prévaloir de ces mêmes permissions? Si, en France, où la population est six fois plus grande que celle du Canada, deux femmes seulement ont été admises au Barreau, on peut juger du petit nombre de celles qui prévaudront de la loi dans notre pays.

Est-il bien nécessaire, alors, d'introduire un changement si radical dans le Code civil, pour le bénéfice de quelques individus? Les comparaisons

qu'on a faites, entre le Canada et la France, ne sont pas justifiables, car les conditions ne sont pas les mêmes, ici et là-bas.

Aux États-Unis, la pratique du droit chez les femmes a conduit vers le divorce et une foule de maux. On constate qu'aux États-Unis les économistes les plus sérieux que l'on pourrait citer à l'infini déplorent le changement apporté dans le statut de la femme et proclament hautement que toute cette mesure radicale a été une rétrogression vers le divorce. Fatalement, on est allé jusqu'au bout des concessions à la femme. On a vu la femme électrice et la femme éligible, avec cet aboutissement grotesque signalé par les journaux américains, il y a peu de temps, d'une femme se faisant élire maire d'une ville de l'Oregon contre son mari. Elle a triomphé de son mari dans la lutte à la mairie et les hommes ont été chassés absolument du conseil.

Quand on s'engage sur cette pente, on s'en va rapidement vers la ruine du foyer. Il est assez peu probable que la paix puisse exister dans l'intimité du ménage quand la guerre existe hors du foyer, sur les tréteaux publics. Si on admettait la femme au Barreau, il faudrait l'admettre l'année prochaine à la magistrature et, de concessions en concessions, on irait aux plus extrêmes qui ne sont pas demandées par les femmes de notre province.

Depuis quelques jours, je me suis donné la tâche de repasser tous les actes du Code civil et je peux répondre au député de Saint-Louis (M. Bercovitch) que la femme, dans la province de Québec, n'est pas une esclave, mais qu'elle est au contraire protégée par toutes nos lois. Les dispositions du Code civil sont plutôt favorables à la femme. Sans doute, il y a lieu de réformer certains articles du Code, mais pas d'une façon générale comme le désirent les extrémistes.

La femme séparée du bien d'avec son mari a l'administration de sa fortune. Dans les circonstances où elle ne peut obtenir l'autorisation de son mari, le juge la lui accorde facilement. La femme peut faire son testament. Dans l'industrie, elle est la maîtresse du commerce qu'elle possède. Il est donc exagéré de la représenter comme une esclave.

En dernier lieu, demandons-nous si l'admission au Barreau est demandée par les femmes. Aucune délégation n'est venue prier le gouvernement d'adopter cette mesure, aucun besoin ne se fait sentir. On n'a pas vu de délégations venir faire des représentations aux autorités comme ce fut le cas au sujet de la prohibition. On n'a pas démontré que le besoin d'une telle mesure se faisait sentir. Une seule femme a demandé d'être admise au Barreau et, pour

ce cas particulier, on voudrait aujourd'hui tout révolutionner. Pour le moment, seule Mme Longstaff en profitera. Le député de Saint-Louis disait aussi, dans son discours, qu'il faut admettre les femmes au Barreau parce qu'après la guerre les hommes feront défaut, qu'ils auront été tués, et qu'il faudra les remplacer dans les professions libérales par les femmes. On a dit qu'après la guerre la femme aura besoin de nouvelles ressources pour pourvoir à sa subsistance.

Ce qu'il importera surtout de reconstituer après la guerre, ce dont on se préoccupera spécialement dans les pays les plus éprouvés, ce sera de la reconstruction du foyer, la famille, et la femme sera là dans son rôle principal. Elle aura un rôle tout désigné, celui de reconstituer les foyers, de rétablir la famille.

Elle pourra se consacrer aux soins des blessés et des orphelins. Ce n'est pas en multipliant les femmes avocates que l'on rendra ce problème plus facilement soluble. En Europe particulièrement, on ne songera pas à lui ouvrir d'autres carrières libérales. Son activité pourra se développer sur un vaste champ.

Un auteur dit que la vie est belle quand elle commence par l'amour et finit par l'ambition. On pourrait ajouter que la vie de la femme qui commence par l'amour, qui lui révèle un monde ignoré, doit se terminer aussi par l'amour. S'il en est ainsi pour toutes les femmes, on n'en verra jamais qui désireront se prévaloir des privilèges que veut obtenir pour elles le député de Dorchester. La vie de la femme, qui commence par l'amour et dont l'amour est la principale qualité, ne sera véritablement belle et féconde que si elle se termine par l'amour et non par l'ambition.

M. Finnie (Montréal-Saint-Laurent): Je crois que les jeunes avocats qui font partie de la députation craignent l'encombrement de la profession. Ils ont l'air de considérer la mesure comme une sorte de péril jaune. La même appréhension s'est présentée quand il s'est agi d'admettre les femmes à la médecine et nous n'avons pas eu raison, puisque bien peu de femmes se sont prévaluées de l'avantage qui leur était offert. Le nombre des aspirantes a été très minime et il en serait de même pour le Barreau.

Cela fait environ 15 ans que la province du Manitoba admet les femmes à la pratique du droit et le nombre de candidates a été jusqu'ici très restreint. À son avis, le bill vise à consacrer un principe. Certaines femmes sont tout aussi qualifiées que

certaines hommes pour entrer dans la profession. Il semble presque inutile de rappeler que nombre de femmes ont occupé une place importante dans les domaines des arts et de la littérature ainsi que dans des postes de confiance. La présente guerre a démontré que certaines femmes sont capables d'accomplir le travail administratif des nombreuses ligues et associations constituées afin de secourir les blessés, de soulager les malades et de s'occuper des soldats revenus du front. Par l'entremise de ces différents organismes, elles ont largement fait valoir leur droit à une reconnaissance et à l'exercice de presque toutes les professions. Tous les pays progressistes ont fait droit à ces revendications.

Dans la réplique adressée aux députés afin de les inciter à appuyer ce bill, on devrait rappeler à ces libéraux que le terme "libéralisme" signifie progrès. Nous ne pouvons pas demeurer immobiles. Depuis de nombreuses années, le libéralisme a aboli les obstacles qui, d'une manière ou d'une autre, restreignaient la liberté du sujet. Quand il a surmonté un obstacle, le libéralisme est prêt à s'attaquer au prochain pour le mieux-être de la population. Voici ce que j'ai à dire aux députés libéraux: Ne soyez pas libéraux que de nom. Soyez de vrais libéraux et mettez les femmes sur un pied d'égalité avec les hommes, dans leur lutte pour exister.

Il est fini le temps où l'on abordait cette question avec étroitesse d'esprit. Bien des leaders d'aujourd'hui, qui pensaient différemment il n'y a pas si longtemps, appuient maintenant avec enthousiasme l'idée d'accorder aux femmes les mêmes privilèges que ceux dont jouissent les hommes, en particulier en ce qui concerne les professions libérales. J'espère que, lorsqu'on procédera au vote, cette honorable Chambre démontrera que, lorsque la liberté du sujet est en jeu, elle se range avec les pays avancés et progressistes du XXe siècle.

M. Cannon (Québec-Centre): Je félicite les orateurs qui ont pris part au débat d'avoir fait d'aussi intéressants discours. Quant à moi, que ce soit par sympathie pour les femmes ou pour le parrain du bill, mon frère et collègue le député de Dorchester (M. Cannon), j'ai l'intention de voter en faveur du bill, mais j'avoue que le discours du député de Frontenac (M. Grégoire) et celui du député de Verchères (M. Beaudry) m'ont fait hésiter quelque temps. Finalement, après une réflexion, j'en suis venu à la double conclusion que la théorie du député de Verchères et de *L'Action catholique* en est une païenne relativement au traitement accordé à la

femme et que le Code civil est respecté par le projet de loi actuellement soumis. Ces opinions ne sont pas représentatives de la position adoptée par la chrétienté et la nation canadienne-française.

La religion chrétienne, différant du paganisme, a relevé le niveau moral et intellectuel de la femme et lui a donné une influence qu'elle n'avait jamais connue. De plus, c'est une pensée chrétienne de contribuer à l'aider à remplir sa mission dans une sphère plus élevée et plus influente. En second lieu, le bill, en obligeant la femme mariée à obtenir le consentement de son mari pour pratiquer comme avocat, ne fait que suivre la théorie du Code civil. Quant à la fille majeure usant de ses droits, le Code l'a mise jusqu'ici au même niveau de capacité que l'homme majeur.

Aussi, je me demande si la thèse de *L'Action catholique* n'est pas plutôt païenne que chrétienne en cherchant, comme le député de Frontenac, à enfermer la femme à la maison, à n'en faire qu'un instrument d'agrément ou une machine à élever des enfants.

Dans le paganisme, en effet, on cherchait à enfermer la femme, à n'en faire qu'un instrument d'amusement. En Orient, comme chez les Grecs, comme chez les Romains, la femme n'avait aucun droit. Le mariage païen consacrait l'inégalité de la femme et de l'homme.

Le christianisme a pris la femme dans un état complet de dégradation. Il a commencé par la réhabiliter, remaniant de fond en comble l'institution du mariage pour rétablir la femme à sa place naturelle dans la famille. Après avoir établi l'unité dans le devoir et dans la condition, le christianisme l'établit dans la durée. Après avoir rendu à la femme l'empire absolu, lui avoir donné la première dignité domestique, le christianisme lui ouvrit les portes de la maison et la laissa s'avancer dans la cité disposée maintenant à l'accueillir avec respect et vénération comme une messagère du ciel qui ne traverse le monde qu'en faisant le bien.

Sans entrer dans de longs développements historiques sur le rôle des femmes dans la vie publique, qu'il suffise de rappeler celui de Blanche de Castille, de Jeanne d'Arc, de Marie-Thérèse, d'Élisabeth d'Angleterre, de la reine Victoria. Ici, au Canada, nous avons la Mère Marie de l'Incarnation, la Mère Marguerite Bourgeoys, ces anges gardiens de la colonie naissante.

Le rôle du Barreau bien compris, c'est de soulager l'infortune, de protéger les faibles. N'est-ce pas là la mission assignée à la femme par la civilisation chrétienne?

Il parle des lois romaines touchant les femmes, de l'évolution de leur situation et de l'attitude hostile de Napoléon le Grand. Pour ce qui est des écoles où elles obtiendraient leur formation juridique, pourquoi ces écoles ne seraient-elles pas l'Université McGill et l'Université Laval?

En promettant à la femme d'augmenter son rayon d'influence pour le bien, ne ferait-on pas une bonne action qui permettrait à des âmes et à des intelligences d'élite de donner le maximum de services à la société? Déjà, la femme jouit en général des mêmes droits civils et des mêmes avantages de l'homme. Elle a la même capacité, l'égalité qui lui est accordée ne cesse qu'avec le mariage.

Soumise à l'autorité du mari, elle est frappée d'incapacité juridique. Cette incapacité civile de la femme mariée est une conséquence de l'autorité maritale. Cette incapacité n'a pas pour objet de protéger la femme comme la tutelle protège le mineur contre son inexpérience et sa légèreté. Certaines dispositions du Code civil impliquent que l'on reconnaît à la femme l'aptitude complète à tous les actes de la vie civile. La tendance de la législation en Europe est de faire disparaître l'incapacité de la femme mariée. En Angleterre, les lois de 1870 et de 1882 ont affranchi les femmes de toute incapacité civile.

Le bill pourvoit donc à ce que la femme majeure non mariée puisse, si elle en a la compétence, être admise au Barreau; la femme mariée devra avoir l'autorisation de son mari.

Le bill consacre donc un progrès dans le sens chrétien qui, depuis 20 siècles, a fait évoluer la femme de la dégradation du paganisme au rôle sublime qu'elle a joué dans l'histoire de la société chrétienne. C'est, depuis, un pas dans la bonne direction, conformément à la tendance générale de la jurisprudence et de la législation des pays les plus progressifs. Je ne vois pas que la province puisse souffrir de son adoption².

M. Doris (Napierville) a voté, dit-il, contre le bill l'an dernier et il annonce qu'il va faire la même chose cette année. Il croit que les femmes ne retireraient rien de bon de leur admission au Barreau. Le Barreau serait pour la femme plutôt une école de perdition. Leur vertu serait compromise. La période des études serait une continuelle occasion de danger pour les candidates.

Une jeune fille pure qui entrerait à l'université et ensuite au Barreau ne sortirait pas de là sans tache, pour ensuite entrer dans la famille. Après trois ans de contact avec les futurs légistes, il est certain qu'elles sortiraient ternies³.

Ce bill irait contre la moralité. En conséquence, comme l'an dernier, je vais voter contre le bill.

Des députés rient.

M. Bugeaud (Bonaventure) se prononce encore en faveur du bill qu'il a appuyé l'an dernier. Il ne voit pas de raison valable alléguée par les adversaires du bill.

L'exemple de la France où deux femmes seulement ont été admises au Barreau démontre, dit-il, que le projet de loi ne peut être un danger pour le foyer, et que nous soyons exposés à disparaître comme peuple.

Il n'y a pas lieu de craindre l'encombrement de la profession, puisque, en France, sur une population de quarante millions, deux femmes seulement ont été admises au Barreau.

Les filles de la province sont très jolies et, même si un grand nombre d'entre elles allaient au collège pour étudier le droit, il croit qu'elles se marieraient avant de terminer leurs études.

J'appuie le principe du libéralisme, déclara-t-il. En tant que libéral, je suis pour la liberté pourvu que les principes fondamentaux du christianisme ne soient pas menacés. Est-ce opportun de refuser ce droit aux femmes au moment où elles démontrent toutes ce qu'elles peuvent faire pour la cause de la liberté? Laissons un rayon de soleil atténuer leur esclavage. Revient-il à la seule Législature canadienne-française de leur refuser ce droit?

M. Lévesque (Laval) proteste d'abord contre l'allégation que s'opposer au bill est une trahison au Parti libéral. Ce n'est pas, dit-il, une mesure libérale. Elle n'a jamais fait partie du programme du parti et n'a jamais été soumise aux électeurs.

Je suis un excellent libéral tout en votant contre le bill. D'ailleurs, les députés n'ont pas mandat de modifier la situation de la femme tel que le veut le bill. La mesure n'est demandée que par deux femmes qui ont adressé à tous les députés une lettre circulaire, leur demandant d'appuyer le bill.

Il cite la lettre qu'il a reçue de la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste, le priant de voter pour le projet de loi Cannon.

Le député de Laval donne lecture de la circulaire que des dames de la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste de Montréal ont adressée aux députés. La façon dont cette lettre est rédigée est la preuve que les deux signataires ne sont pas encore

mûres pour l'admission à la pratique du droit. Ces dames sont manifestement dans la nécessité de retourner à l'école et de continuer leurs études. Il précise que la Fédération nationale n'a pas fait cette demande d'appuyer le bill, mais que ces dames, au nombre de deux seulement, ont agi de leur propre initiative.

Ainsi, non seulement cette mesure n'a jamais figuré au programme du parti et n'a jamais été soumise à l'électeur. Bien plus, personne, sauf une femme ou, plus justement, trois ou quatre, ne demande son adoption dans la province. C'est le plus fort argument contre la mesure. La femme, dit-il, est le plus bel ornement du foyer et l'ambition des législateurs doit être de lui assurer le bonheur dans la famille. C'est le meilleur moyen de servir les intérêts de la femme.

Je voterai donc contre la mesure parce qu'elle est prématurée, qu'elle ne répond à aucune nécessité et que, même si on l'adoptait, elle serait inefficace et destructrice du foyer. Le bonheur de la femme est au foyer et la Législature doit éviter de décréter tout ce qui peut être de nature à l'en éloigner.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Je salue avec plaisir tous les orateurs, ceux qui ont parlé pour ou contre le bill. Les femmes trouveraient facilement des avocats pour défendre leurs droits si on ne les admettait pas au Barreau. Elles n'auraient qu'à s'adresser aux députés qui ont parlé à l'appui du bill du député de Dorchester (M. Cannon).

Je ne crois pas qu'il soit important d'admettre la femme au Barreau quand il y a actuellement des avocats aussi brillants que ceux qui ont parlé pour défendre sa cause. Sans doute la femme a-t-elle toutes les aptitudes requises pour être admise au Barreau. Les femmes ont bien des qualités, la science, le dévouement nécessaire à la pratique du droit. Elles pourraient faire des avocates excellentes, se pliant même au secret professionnel, et je leur concède l'aptitude à garder le serment d'office, au besoin. Mais c'est une grosse question que l'on soulève.

Mais est-il bien nécessaire de faire ce changement? Y a-t-il nécessité de changer la situation? La tradition, surtout dans le droit, est une grande chose. Moins on touche à l'économie de nos lois et mieux c'est. Elles ont été faites par des hommes qui connaissaient l'humaine nature qui n'a guère changé. Ces hommes connaissaient les besoins de l'humanité. On doit le moins possible modifier nos lois; les changements apportés n'ont pas toujours été pour le mieux.

La tradition a laissé uniquement aux hommes cette profession. Est-il nécessaire d'y ajouter les femmes? Y a-t-il bien une lacune à combler dans la société?

Y a-t-il dans le peuple une demande pour que l'on se départisse de la coutume? Non. Au contraire, on n'entend parler de tous les côtés que de l'encombrement des carrières. Est-ce le moment, alors qu'il y a pléthore de plaideurs, d'ouvrir le tribunal aux femmes?

Le besoin ne s'en fait pas sentir et personne ne demande cette mesure qui ne remédierait à rien. Et rien ne justifierait un changement aussi radical et l'abandon d'une tradition comme celle-là. Si on admettait la femme au Barreau, pour être conséquent, il faudrait aussi l'admettre à toutes les autres fonctions publiques.

En poussant à leurs justes limites les conséquences de cette mesure, il faudrait que les femmes fussent juges, shérifs, protonotaires; en un mot, il serait nécessaire de leur ouvrir toutes les carrières et de leur faire ouvrir toutes les fonctions où l'activité des hommes se déploie actuellement. Aujourd'hui, on veut la femme avocate, demain ce sera la femme juge et, après-demain, la femme électrice et la femme député. Si on fait ce changement, on détruit tout l'équilibre de l'état de choses actuel. Il ne faut pas briser cet équilibre dans notre société. La province a assigné à chacun son rôle.

D'après nos lois, c'est l'homme qui doit gagner la vie de la femme et j'aime mieux ce système. Si on introduit la femme au Barreau, il n'y a pas de raison que le mari continue à gagner sa vie. Si on laisse pénétrer la femme dans toutes les carrières masculines, il faudra nécessairement que l'homme la remplace aux postes qu'elle déserte, et, à supposer qu'il serait vrai que la femme pût remplir toutes les professions masculines, l'inverse ne saurait être vrai. L'homme ne pourrait jamais la remplacer, surtout au foyer.

Il vaut mieux laisser la femme à son foyer et à son rôle de mère de famille. Le meilleur argument à l'encontre de ce bill est bien le résultat que l'on a constaté en France où la femme a si bien réalisé que sa place est au foyer, puisque deux seulement d'entre elles se sont prévaluées de la loi à leur sujet.

M. Cannon (Dorchester) demande de réfuter quelques arguments des adversaires avant que l'on prenne le vote.

Je ne retrouve pas dans le discours du ministre des Travaux publics le jugement et la

grande expérience qui lui valent si souvent des succès dans nos cours de justice. En cette circonstance, le ministre manifeste un manque de jugement et de discernement légal.

On prétend que la loi que je propose est appuyée par une très petite demande. Je puis donc riposter que le mal, si mal il y a, sera minime et ne doit pas inquiéter nos législateurs.

Mais la députation ne doit pas s'arrêter à considérer les conséquences de la loi que nous proposons. Elle est appelée à juger un principe. Elle doit voir si, oui ou non, ce principe est bon, sain, libéral, et doit donner son vote sur ce seul aspect de la question.

Ce que nous voulons, quand nous proposons l'admission de la femme au Barreau, c'est le progrès dans toutes les sphères de la société. Or, le Parti libéral a toujours combattu pour le progrès; il se doit donc d'appuyer la mesure qui lui est actuellement présentée.

À chaque jour suffit sa peine. Ne nous arrêtons pas aujourd'hui à considérer les conséquences de la loi. Nous serons appelés à le faire en temps et lieu.

Même si le bill est adopté par l'Assemblée, il risque d'être rejeté par les membres du Conseil législatif. Il admet avoir des craintes à ce sujet, car, comme l'a dit l'honorable ministre (l'honorable M. Taschereau), si des femmes étaient élues à l'Assemblée, il se pourrait bien aussi qu'elles soient nommées au Conseil législatif, et leur présence au Conseil pourrait perturber le sommeil des messieurs plus âgés de cette Chambre-là. Il regrette de ne pouvoir retrouver dans les paroles du ministre le tempérament de juriste qui caractérise habituellement ses discours.

Il n'est pas d'accord avec l'idée que les femmes de cette province sont des esclaves. Si elles le sont, on doit admettre que leurs chaînes sont en or. Il parle du Code civil et affirme que le Code accorde l'égalité aux femmes et que la femme mariée est soumise à l'autorité de son mari non pas à cause de son sexe, mais parce que la loi sur le mariage le prescrit.

Il fait allusion aux traditions et il dit ne pas croire nécessaire de rappeler à la Chambre les traditions nationales des Canadiens français. Les députés qui se font des idées exagérées sur les traditions ne sont pas libéraux mais conservateurs et réactionnaires. Ce n'est pas parce que les femmes ont porté des robes à crinoline il y a plusieurs années qu'elles devraient le faire maintenant.

Si on est aussi traditionaliste que le député de Frontenac (M. Grégoire) le demande, on n'est plus libéral, mais on devient un conservateur réactionnaire. Si on ne vote pas ce bill, on se laissera emporter par l'esprit de réaction, on sacrifiera trop au traditionalisme et à l'esprit conservateur.

Il faut avancer. Si nous n'avancions pas, nous reculons inévitablement. La femme n'est pas aujourd'hui ce qu'elle était il y a 50 ans. C'est pourquoi il ne faut pas hésiter à lui accorder des droits que sa situation ne rendait pas, dans le passé, nécessaires.

M. Grégoire (Frontenac) tente de répondre au député de Dorchester

Des voix: À l'ordre!

M. Lemieux (Gaspé) déclare qu'il a secondé par courtoisie la motion du renvoi à six mois proposée par le député de Frontenac (M. Grégoire) et qu'il entend voter comme l'an dernier en faveur du bill.

On demande de procéder au vote de l'amendement.

Des députés: Rejeté!

D'autres députés: Adopté!

M. l'Orateur est d'avis qu'il y a une majorité de voix pour.

Des députés réclament le vote.

M. l'Orateur appelle les députés pour voter.

La motion d'amendement est soumise à la Chambre. Celle-ci se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi:

Pour: MM. Ashby, Beaudry, Caron (Îles-de-la-Madeleine), Caron (Matane), Cédilot, D'Auteuil, Décarie, Delisle, Dorris, Farand, Fortier, Francoeur, Godbout, Grégoire, Lapierre, Leclerc, Létourneau (Québec-Est), Lévesque, Paquet, Parrot, Pilon, Robert (Rouville), Robert (Saint-Jean), Robillard, Roy, Sauvé, Séguin, Simard, Stein, Tanguay, Taschereau, Tessier (Trois-Rivières), Trahan, Turcotte, 34.

M. l'Orateur rappelle l'Assemblée à l'ordre.

Contre: MM. Bercovitch, Bissonnet, Bordeleau, Bouchard, Bugeaud, Bullock, Cannon (Dorchester), Cannon (Québec-Centre), David, Desaulniers, Finnie, Gault, Gendron, Gouin, Hodgins, Laferté, Lafontaine, Lemieux, Létourneau (Montréal-Hochelaga), Madden, Mayrand, Mercier, Ouellette, Perrault, Philips, Reed, Scott, Tessier (Rimouski), Thériault, Therrien, Tourville, Turcot, Vilas, 33.

La motion d'amendement est ainsi adoptée et il est ordonné que le bill soit lu une deuxième fois dans six mois.

M. l'Orateur: À l'ordre! À l'ordre!⁴

M. Cannon (Dorchester) fait remarquer à l'Orateur que le député de Montcalm n'a pas voté bien que se trouvant à son siège⁵.

M. l'Orateur prie le député de Montcalm de s'expliquer.

M. Dupuis (Montcalm) explique qu'il n'a pas voté parce qu'il assiste pour la première fois à un vote de la Chambre. Étant un député nouvellement élu, il n'en connaît pas suffisamment les formalités. Il avoue être perdu.

De plus, il ne savait pas quelle était la question devant la Chambre et n'avait pas suivi exactement la portée de l'amendement proposé par le député de Frontenac (M. Grégoire).

M. l'Orateur lui donne des explications.

M. Dupuis (Montcalm) déclare que, s'il avait voté, c'eût été pour la motion du député de Frontenac (M. Grégoire) et contre le bill.

Loi de la chasse

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions concernant le bill 33 refondant et révisant la loi de la chasse de Québec.

Adopté.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose: 1. Que nulle personne ne puisse chasser l'orignal, le caribou ou le chevreuil si elle n'est porteuse d'un permis spécial émis par le ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries ou par toute personne par lui autorisée, et que le lieutenant-gouverneur en conseil puisse établir un tarif pour le paiement des honoraires de ce permis.

2. Que la disposition de la résolution précédente ne s'applique pas aux personnes domiciliées dans la province et sujets britanniques qui chassent les animaux y mentionnés pour leur subsistance et celle de leur famille et qui ne feront aucun commerce quelconque de ce gibier ou partie d'icelui, mais que cependant, si ces personnes veulent faire transporter ce gibier ou partie d'icelui par les rouliers publics, elles doivent se munir du permis spécial mentionné dans ladite résolution.

3. Que le ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries puisse, en tout temps, offrir une récompense qui ne devra pas excéder cent piastres à toute personne qui donnera des informations suffisantes pour prouver la culpabilité d'une personne qui a commis une infraction contre une des dispositions de la loi qui accompagne les présentes résolutions.

4. Que, sur réception de la déclaration mentionnée dans l'article 2347 de la loi qui accompagne les présentes résolutions et paiement d'une somme de \$10 pour les personnes domiciliées dans la province et de \$50 pour les non domiciliées, le ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries puisse émettre un permis autorisant la personne ou association de personnes ou agent à chasser, à faire chasser, acheter ou faire acheter, prendre ou faire prendre les animaux à fourrure ou quelque partie d'iceux sur le territoire de cette province, le tout conformément à la loi.

5. Que le permis soit renouvelable chaque année, qu'il ne soit pas transférable et que, dans le cas de perte ou de destruction, il doive être renouvelé.

6. Que les dispositions des résolutions 4 et 5 ne s'appliquent pas au chasseur ou trappeur qui fera la chasse lui-même, pourvu que ledit chasseur ou trappeur soit domicilié et réside dans la province de Québec et soit sujet britannique, et qu'il vende ses fourrures à une personne domiciliée dans cette province, mais que, s'il désire vendre en dehors de la province, il soit tenu de se conformer aux dispositions se rapportant aux commerçants de fourrures.

7. Que le ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries puisse accorder des permis à ceux qui prendront, pendant la saison permise, des animaux protégés par la loi qui accompagne les présentes résolutions, pour les garder vivants, excepté les animaux pris en vertu de l'article 2317, tel que contenu dans la loi qui accompagne les présentes résolutions, et que ce permis soit annuel et doive être renouvelé, à son expiration, sur paiement de l'honoraire fixé par ledit ministre.

8. Que le ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries puisse émettre un permis à toute personne qui recevra des fourrures ou peaux pour tanner, épiler, éjarder, écharner, piquer, repasser, teindre, ou faire toute autre opération servant à préparer la pelleterie, sur paiement d'un honoraire de \$1, et que ce permis soit renouvelable chaque année sur paiement du même honoraire, et que tout porteur d'un tel permis doive, le ou avant le 1^{er} décembre, faire rapport du nombre et de l'espèce des animaux ou partie d'iceux protégés par la loi qui accompagne les présentes résolutions, et qu'il a eus à traiter suivant son art, ainsi que le nom et l'adresse des personnes qui lui ont confié ces animaux ou partie d'iceux.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté huit résolutions. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité général chargé de l'étude du bill 33 refondant et révisant la loi de la chasse de Québec.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général de la Chambre.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill.

Suspension des travaux

M. l'Orateur déclare qu'il est 6 heures.

La Chambre interrompt ses travaux à 6 heures.

Reprise de la séance à 8 heures

Charte de Québec

M. Thériault (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 128 amendant la loi constituant en corporation la cité de Québec.

Adopté.

En comité:

Le comité étudie l'article ajouté par le comité des bills privés pour autoriser la ville à garantir les obligations de la Compagnie des abattoirs de Québec jusqu'à concurrence de \$550,000.

M. Lévesque (Laval): Le comité des bills privés, composé d'une bonne partie des députés de Montréal, a voté pour cette clause parce qu'il la croit favorable aux véritables intérêts de la ville.

Les députés ont cru servir les intérêts de la cité en appuyant la demande de la compagnie par l'octroi d'une simple autorisation au conseil de ville qui ne se trouvait aucunement lié.

En effet, le conseil de ville pourrait toujours refuser la garantie demandée et le bill ne lui donne que l'autorisation d'étudier la demande de la Compagnie des abattoirs.

On a cherché à tort à représenter cette question comme une affaire louche. Il n'y a rien d'insulté dans cette demande. La loi générale a accordé déjà de semblables pouvoirs aux municipalités et la Chambre a déjà octroyé de tels privilèges à des municipalités régies par des chartes spéciales. Ceux qui ont voté pour la clause ont voulu servir les meilleurs intérêts de la cité qui a besoin d'un abattoir et j'espère qu'aucun ne voudra se déjuger. Je prie donc de nouveau les députés de voter en faveur de l'adoption.

L'article est soumis au comité.

L'honorable M. Gouin (Portneuf): Rejeté!

Des voix: Rejeté! Rejeté!

L'article, étant mis aux voix, est rejeté par 18 voix contre 17⁶.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté par la Chambre.

M. Thériault (L'Islet) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Succession de L.-H. Hébert

M. Beaudry (Verchères) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme maintenant en comité général pour étudier le bill 102 concernant la succession de feu Louis-Herménégilde Hébert.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Beaudry (Verchères) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte d'Outremont

M. Finnie (Montréal-Saint-Laurent) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme maintenant en comité général pour étudier le bill 137 amendement la charte de la cité d'Outremont.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Finnie (Montréal-Saint-Laurent) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Annexion de Notre-Dame-de-la-Victoire à Lévis

M. Francoeur (Lotbinière) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme maintenant en comité général pour étudier le bill 138 annexant le territoire de la municipalité de Notre-Dame-de-la-Victoire à celui de la cité de Lévis.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Francoeur (Lotbinière) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi de la chasse

La Chambre continue, en comité général, l'étude du bill 33 refondant et révisant la loi de la chasse de Québec.

Le comité fait rapport qu'il n'a pas terminé l'examen du bill et demande la permission de siéger de nouveau au cours de la présente séance.

Régime des eaux

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose, appuyé par le représentant de Trois-Rivières (l'honorable M. Tessier), qu'à la prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions concernant le bill 44 relatif au régime des eaux dans la province de Québec.

Adopté.

Pont de L'Assomption

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme maintenant en comité général pour étudier le bill 43 relatif à un certain pont dans le comté de L'Assomption.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Chemins à barrières de la rive nord, à Québec

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme en comité général pour étudier un projet de résolution concernant le bill 40 modifiant la loi 6 George V, chapitre 2, relativement à la Commission des chemins à barrières de la rive nord, à Québec.

Adopté.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: Que les commissaires nommés en vertu de la loi 6 George V, chapitre 2, puissent recevoir une rémunération, en vertu de la loi qui accompagne la présente résolution, pour le montant et aux conditions que le lieutenant-gouverneur en conseil croira équitables, et que cette rémunération soit payable par la Commission des chemins de Québec à même ses fonds généraux.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée par la Chambre. Ladite résolution est renvoyée au comité général chargé de l'étude du bill 40 modifiant la loi 6 George V, chapitre 2, relativement à la Commission des chemins à barrières de la rive nord, à Québec.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Entretien des routes

L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme en comité général pour étudier un projet de résolutions

concernant le bill 22 relatif à l'entretien des routes provinciales et de certains chemins municipaux.

Adopté.

L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières) informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières) propose: 1. Que, à même les sommes mises à sa disposition chaque année par la Législature, pour l'amélioration et l'entretien des chemins, le ministre de la Voirie puisse, en tout temps, faire exécuter, suivant le mode qu'il jugera convenable, les travaux nécessaires pour l'amélioration et l'entretien des routes provinciales, et qu'il puisse aussi déterminer le montant de la contribution exigible des municipalités traversées par ces routes pour les travaux ainsi exécutés, pourvu que cette contribution n'excède pas, pour chaque municipalité, 50% du coût des travaux faits dans ces limites; que cette contribution puisse être recouvrée par le trésorier de la province, par action en son nom, dès que le ministre de la Voirie en aura déterminé le montant, et que le certificat du ministre sera final et établira indiscutablement l'exigibilité de la dette contre la municipalité désignée.

2. Que, à même les sommes mises à sa disposition chaque année par la Législature pour l'amélioration et l'entretien des chemins, le ministre de la Voirie puisse, chaque année, accorder à toute municipalité rurale, locale, ou de village, ou de comté une subvention n'excédant pas 50% des dépenses faites par cette municipalité pour l'amélioration, la réparation et l'entretien de ses chemins gravelés, ou empierrés, ou macadamisés, ou construits d'une façon considérée permanente, pourvu que ces travaux d'amélioration, de réparation et d'entretien aient été faits en conformité des dispositions des sections 4 et 5 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, et pourvu que telle subvention ne dépasse pas, chaque année, la somme de \$400.

3. Que, de plus, le ministre de la Voirie puisse prescrire qu'une partie des dépenses à faire par une municipalité, pour avoir droit à une subvention autorisée par l'un des articles 2012, 2014, 2015, 2016 ou 2019 des statuts refondus, 1909, tels qu'édictees

par la loi 1 George V (2^e session), chapitre 21, et amendés par les lois 2 George V, chapitre 21, section 1, et 4 George V, chapitre 18, section 8, sera appliquée aux travaux énumérés dans la résolution précédente.

Les résolutions sont adoptées⁷.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté trois résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre. Il est ordonné que les résolutions soient renvoyées au comité général chargé de l'étude du bill 22 relatif à l'entretien des routes provinciales et de certains chemins municipaux.

L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Enrôlement d'étudiants

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 39 rendant applicable la loi 5 George V, chapitre 60, aux aspirants à l'étude du droit, aux aspirants à l'étude du notariat et aux aspirants à l'étude et à la pratique de l'art dentaire en service actif dans les troupes de Sa Majesté soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Taxe sur les transferts de valeurs

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme en comité général pour étudier un projet de résolution concernant le bill 42 amendant les statuts refondus, 1909, concernant la taxe sur les transferts d'actions, de bons, d'obligations ou d'actions-obligations.

Adopté.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose que, lorsqu'il s'agit d'actions qui n'ont pas de valeur au pair fixe, le montant d'argent qui doit être payé ou de timbres qui doivent être apposés en vertu de la loi concernant la taxe sur les transferts d'actions, de bons, d'obligations ou d'actions-obligations soit de deux centins pour chaque action, sauf si la valeur de ces actions sur le marché dépasse cent piastres, et alors le montant devra être de deux centins pour chaque cent piastres ou fraction de cent piastres de telle valeur sur le marché.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée par la Chambre. Ladite résolution est renvoyée au comité général chargé d'étudier le bill 42 amendant les statuts refondus, 1909, concernant la taxe sur les transferts d'actions, de bons, d'obligations ou d'actions-obligations.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi de la chasse

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill 33 refondant et révisant la loi de la chasse de Québec.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté les bills suivants sans amendement:

- bill 20 amendant la loi des assurances de Québec concernant l'assurance funéraire;
- bill 55 constituant en corporation The Grand Lake Railway and Transportation Company;
- bill 84 amendant la loi constituant en corporation le village de Bagotville en une municipalité séparée;
- bill 85 amendant la charte de The Eastern Townships Telephone Company;
- bill 91 constituant en corporation la Société de Saint-Vincent de Paul de Montréal;
- bill 110 constituant en corporation The Grenville, Harrington and Northern Railway Company.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté les bills suivants avec certains amendements qu'il la prie d'agréer:

- bill 67 constituant en corporation l'Institut des petites sœurs franciscaines de Marie de Montréal;
- bill 116 amendant la loi concernant la construction d'une église dans la paroisse de Saint-Arsène de Montréal;
- bill 124 augmentant le pouvoir d'emprunt de la corporation du village du canton de Chambly.

Institut des petites sœurs franciscaines de Marie

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 67 constituant en corporation l'Institut des petites sœurs franciscaines de Marie de Montréal. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Église Saint-Arsène, à Montréal

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 116 amendant la loi concernant la construction d'une église dans la paroisse de Saint-Arsène de Montréal. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Corporation du canton de Chambly

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 124 augmentant le pouvoir d'emprunt de la corporation du village du canton de Chambly. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Demande de documents:

Travail du dimanche

M. Roy (Lévis) propose, appuyé par le représentant de Témiscouata (M. Parrot), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie de la

correspondance échangée entre le département des Travaux publics et du Travail et toute personne, au sujet du travail du dimanche, depuis la dernière session.
Adopté.

Questions et réponses:

Salaire des fonctionnaires au front

Un député pour M. Sauvé (Deux-Montagnes):

1. Les employés du gouvernement qui sont en service militaire actif, temporairement ou permanentement, depuis la déclaration de la guerre ou à la suite, ont-ils reçu du gouvernement leur traitement régulier et intégral?

2. Dans l'affirmative, est-il vrai que le gouvernement n'entend plus accorder leur traitement régulier, même à ceux qui sont au front?

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve):

1. Oui, jusqu'au 1er août 1916.

2. À partir de cette date, les rémunérations qu'ils reçoivent pour les fins du service militaire sont appliquées en diminution du traitement qu'ils reçoivent pour les fins du service civil en cette province.

5. S'il avait voulu s'abstenir, le député aurait dû mettre son chapeau. (Voir: *Le Devoir*, 14 décembre 1916, p. 1)

6. Pour plus de détails sur cette question des abattoirs, voir *Le Soleil* (14 décembre 1916, p. 12): "La demande des abattoirs est rejetée".

7. Sur ces résolutions, on lira l'éditorial du *Soleil* (15 décembre 1916, p. 4) "Voirie municipale", et l'article "Government will Become Responsible for Upkeep of Roads" (*The Montreal Gazette*, 12 décembre 1916, p. 6).

La séance est levée.

NOTES

1. M. Francoeur fait allusion au fait qu'il est célibataire.

2. *Le Devoir* précise que, pendant son discours, M. Cannon a fait de nombreuses citations.

3. Selon *Le Devoir*, le député aurait prononcé "tarnies".

4. On a attendu avec une attention étrangement soutenue le relevé du vote et, sitôt le résultat connu, la Chambre s'est remplie d'un bourdonnement que l'Orateur eut de la peine à dominer de ses rappels à l'ordre. On crut pendant une minute que la chance allait tourner et que le vote serait égal. Le député de Montcalm, M. Dupuis, n'avait pas voté.

Séance du jeudi 14 décembre 1916

Présidence de l'honorable A. Galipeault

La séance est ouverte à 3 heures.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

M. Francoeur (Lotbinière): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quinzième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter les bills suivants avec des amendements:

- bill 94 constituant en corporation The St. Maurice Lumber Company;
- bill 132 concernant le village de Granby et l'érigeant en cité sous le nom de "cité de Granby".

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatorzième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter les bills suivants avec des amendements:

- bill 87 concernant l'érection dans cette province de paroisses et missions de l'Église catholique grecque ruthène en communion avec Rome;
- bill 136 constituant en corporation The Southern Canada Power Company;
- bill 30 amendant le Code civil relativement aux privilèges des ouvriers, constructeurs ou autres personnes.

Demande de documents:

Nomination
des conseils du roi

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, selon l'ordre du jour, qu'il soit déposé devant la Chambre copie de correspondance et arrêtés ministériels, depuis 1915, relativement à la nomination des conseils du roi pour cette province.

La motion que j'ai l'honneur de présenter à la Chambre m'oblige à donner des explications des plus

délicates. Je les donnerai sans parti pris et avec la plus stricte loyauté. Il s'agit d'une attaque dirigée contre Son Excellence le lieutenant-gouverneur de cette province qui, par la distinction de ses manières, la libéralité de son caractère et sa parfaite rectitude dans l'accomplissement de ses hautes fonctions, non seulement ne méritait pas pareille accusation, mais aurait dû pour le moins, il me semble, être défendu par ses aviseurs.

Je demande pardon à Son Excellence de blesser sa modestie et de raviver peut-être une blessure.

Le 9 septembre 1916, le *Nationaliste* publiait un long article sous le titre suivant: *Coup d'État de S. H. Sir Pierre Évariste*.

"Le lieutenant-gouverneur de la province de Québec aurait refusé de sanctionner un arrêté ministériel nommant M. Armand Lavergne conseiller du roi.

"Le *Nationaliste* a publié, il y a quelques semaines, comment, d'après le témoignage même d'un ministre, M. Armand Lavergne fut un jour créé, puis subséquemment ne le fut pas, conseiller en loi du roi en même temps qu'un groupe de ses collègues du Barreau de la province auxquels le cabinet provincial accordait cette distinction. On se souvient que, rencontrant un jour un membre du cabinet provincial qu'il compte au nombre de ses amis, car, quoi qu'en disent certains "blokes", il possède encore des amis chez les ministériels de Québec, M. Lavergne apprenait de la bouche de cet intime qu'avec quelques autres il venait d'être fait conseiller du roi à la séance du cabinet ce jour-là. Et le ministre qui lui apprenait cette bonne nouvelle se disait heureux d'être le premier à l'en féliciter.

"Mais il arriva ensuite que, en dépit de la sincérité indubitable de son interlocuteur, l'ex-député de Montmagny vit son nom omis de la liste des nouveaux conseillers du roi publiée officiellement le lendemain.

"On n'a pas manqué de rechercher depuis par quelle influence occulte avait bien pu s'opérer la suppression du nom de M. Lavergne incontestablement inclus dans l'arrêté ministériel adopté par le cabinet.

"En réponse à cette question, des renseignements puisés à une source qui ne permet guère de douter de leur authenticité nous permettent de dire aujourd'hui que M. Lavergne a vu une fois encore et, certes, ce n'est pas la première, lui échapper un honneur mérité, simplement à cause de

sa fidélité à ses principes politiques. D'après la personne qui nous a renseignés, il s'est avéré que la liste des nouveaux conseillers du roi, approuvée par le cabinet, contenait bel et bien le nom de M. Lavergne, et le ministre qui l'en félicitait ne disait que la vérité.

"Mais il se trouve que, dans la suite, le lieutenant-gouverneur aurait refusé, paraît-il, de sanctionner l'arrêté ministériel à moins que l'on n'en supprimât le nom de l'ex-député de Montmagny, et cela parce qu'on trouvait en certains milieux que ses doctrines nationalistes devaient l'exclure de cette distinction. C'est-à-dire que, pendant qu'en Angleterre on trouvait ministrable un Carson ayant déjà incité ses concitoyens à la révolte et les ayant armés contre le gouvernement, dans la province de Québec on considère indigne du titre honorifique de conseiller de Sa Majesté un Lavergne fidèle à un idéal politique.

"Et voilà pourquoi M. Lavergne s'est vu refuser un honneur dont il était aussi digne qu'aucun des titulaires auxquels on l'avait d'abord joint puisque, comme eux, il compte plus de 10 années de pratique de la profession, seule condition essentielle à l'obtention de ce titre."

Je désire simplement avoir des explications de la part du gouvernement. Ou cette nouvelle annoncée par *Le Nationaliste* est vraie ou elle est fausse. Si elle est vraie, un ministre a-t-il trahi un secret du cabinet? Quel est ce ministre qui a trahi le représentant de Sa Majesté? Si elle est fausse, pourquoi le premier ministre ne l'a-t-il pas démentie? Pourquoi ce silence du cabinet? Qu'est-ce que cela veut dire?

J'espère que le premier ministre donnera sur ce point des explications satisfaisantes et que cette exploitation du nom de Son Excellence cessera dans l'intérêt de la province et en justice pour le grand citoyen qui préside à nos destinées avec une si haute distinction et une si parfaite urbanité.

La Chambre a besoin d'explications à ce sujet. J'espère et nul doute que l'honorable premier ministre les donnera de façon à dissiper tout malentendu et à étouffer cette pénible critique qui a été provoquée par la publication de l'article du *Nationaliste*.

Je regrette que le gouvernement ne l'ait pas fait plus tôt. Il me semble que le devoir du premier ministre était, pour le moins, de donner des explications au directeur du *Nationaliste*.

L'honorable M. Gouin (Portneuf): L'histoire racontée par *Le Nationaliste* est complètement

fausse. Jamais le nom de M. Lavergne n'a été soumis, dans la nomination du conseil du roi, à la sanction du lieutenant-gouverneur.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je regrette que le premier ministre n'ait pas cru à propos de donner plus tôt cette dénégation et que le gouvernement n'ait pas jugé à propos de défendre le lieutenant-gouverneur au moins en prévenant le directeur du *Nationaliste* de l'erreur commise par ce journal.

Devant les explications du premier ministre, la production de la correspondance échangée entre le Conseil exécutif et le lieutenant-gouverneur, demandée par la motion, n'est plus nécessaire. Mais il est regrettable, qu'en justice pour le gouverneur Sir Pierre-Évariste LeBlanc, cette explication ne soit pas venue plus tôt.

Rachat de droits de péage

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 47 relatif au rachat des droits de péage sur la route de Saint-Constant à Laprairie.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté les bills suivants sans amendement:

- bill 59 amendant la charte de la ville de Roxboro;
- bill 69 amendant la charte de la Bankers Trust Company.

Questions et réponses:

Routes nationales

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Combien de grandes routes dites nationales ont été construites par le gouvernement?

2. Combien chacune a-t-elle coûté à la province?

3. Quel montant a-t-il dépensé chaque année pour réparation ou entretien de chacune d'elles?
4. Quelles sont celles qui sont actuellement en construction?
5. Combien de milles ont été faits cette année et à quel prix le mille?

L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières):

1. Cinq routes provinciales:
 - a. Route Édouard VII.
 - b. Route Montréal-Québec.
 - c. Route Sherbrooke-Derby-Line.
 - d. Route Lévis-Jackman.
 - e. Route Chambly.
2. À la date du 5 décembre 1916:

1. Cinq routes provinciales :	
a. Route Édouard VII.	
b. Route Montréal-Québec.	
c. Route Sherbrooke-Derby-Line.	
d. Route Lévis-Jackman.	
e. Route Chambly.	
2. À la date du 5 décembre 1916 :	
a. Route Édouard VII.....	\$ 797,320.85
b. Route Montréal-Québec.....	3,247,184.14
c. Route Sherbrooke-Derby-Line...	447,408.54
d. Route Lévis-Jackman.....	604,412.75
e. Route Chambly	112,169.86
3. Exercice 1914-1915 :	
Route Lévis-Jackman	746.75
Exercice 1915-1916 :	
Route Lévis-Jackman	2,657.74
Route Édouard VII	15,513.94
Route Sherbrooke-Derby-Line	534.34
Route Montréal-Québec	7.40
Exercice 1916-1917 :	
Route Lévis-Jackman	2,196.48
Route Édouard VII	1,447.91
Route Sherbrooke-Derby-Line	4,568.70
Route Chambly	2,889.56
Route Montréal-Québec	214.58

4. a. Route Montréal-Québec:
Cette route est pratiquement terminée, sauf quelques centaines de pieds dans la ville de Louiseville.
- b. Route Lévis-Jackman:
La route Lévis-Jackman est terminée, sauf quelques détails de construction qui seront complétés au printemps prochain.

5. Route Montréal-Québec:
 - a. 26.31 milles.
 - b. \$14,020.
- Route Lévis-Jackman:
 - a. 9.37 milles.
 - b. \$8,621.89.

**Sommes versées
pour les chemins municipaux**

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Quels montants étaient dus aux municipalités, le 30 juin dernier, et qui ont été payés depuis pour des chemins faits en vertu de la loi des bons chemins, 1912?

2. Quels sont les montants qui n'ont pas encore été payés?

L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières):

1. \$400, Saint-Charles-des-Grondines, paroisse. \$1,000, Amiante village.
2. Aucun.

**Interprétation
du Code municipal**

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 46 relatif à l'interprétation du Code municipal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Loi de l'instruction
publique**

L'honorable M. Décarie (Maisonnette) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 35 amendement la loi de l'instruction publique soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

Le comité étudie l'article 9 qui se lit ainsi:

9. L'article 2931 des statuts refondus, 1909, tel qu'amendé par les lois 3 George V, chapitre 23, section 2, et 3 George V, chapitre 25, section 2, est de nouveau amendé en y insérant, après le paragraphe 4, le suivant:

"4a. Que, si cet examen a été accompagné d'une distribution de prix faite aux frais de la municipalité, la moitié du montant affecté à cette fin a été employée à l'achat de livres canadiens."

L'article est retiré.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. Ledit amendement est lu deux fois et adopté par la Chambre.

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des cités et villes

M. Létourneau (Montréal-Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 178 modifiant de nouveau l'article 5645 des statuts refondus, 1909, concernant la loi des cités et villes soit maintenant lu une deuxième fois.

Il rappelle que ce bill est pour permettre qu'une ville poursuivie en dommages pour changement de niveau de rues puisse offrir en compensation la plus-value donnée à la propriété par ce changement et les travaux publics s'y rapportant.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

M. Létourneau (Montréal-Hochelaga) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Létourneau (Montréal-Hochelaga) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Code de procédure civile

M. Stein (Kamouraska) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme maintenant en comité général pour étudier le bill 177 amendant les articles 286 et 361, 527 et 530 et abrogeant l'article 1138 du Code de procédure civile.

Adopté.

En comité:

Le comité étudie le bill et ajoute, après l'article 2, les articles suivants:

3. L'article 527 du Code de procédure civile est amendé en y ajoutant l'alinéa suivant:

"Dans le cas d'une corporation, la confession peut être signée par le président, par le gérant ou par le secrétaire de cette corporation sans autorisation spéciale."

4. L'article 530 du Code de procédure civile est amendé en y ajoutant l'alinéa suivant:

"Lorsque la confession de jugement n'est pas acceptée, le demandeur peut néanmoins, sans attendre l'issue du procès, obtenir jugement pour le montant mentionné dans la confession et procéder à l'exécution de ce jugement dans les délais légaux, et l'action pour le surplus procède suivant les règles ordinaires."

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés par la Chambre.

M. Stein (Kamouraska) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Code municipal

M. Roy (Lévis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 180 modifiant la loi 6 George V, chapitre 4 soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Compagnies de télégraphe
électrique**

M. Perrault (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 181 modifiant l'article 6252 des statuts refondus, 1909, au sujet des compagnies de télégraphe électrique soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

M. Perrault (Arthabaska) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Perrault (Arthabaska) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Clubs de récréation

M. Perrault (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 182 modifiant l'article 7233 des statuts refondus, 1909, au sujet des clubs de récréation soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

M. Perrault (Arthabaska) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Perrault (Arthabaska) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Ville de
Pointe-aux-Trembles**

M. Lévesque (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme maintenant en comité général pour étudier le bill 131 confirmant et ratifiant les règlements 48 et 50 de la ville de la Pointe-aux-Trembles et amendant l'article 5789a des statuts refondus, 1909, tel qu'édicte pour la ville par l'article 30 de la loi 6 George V, chapitre 53.

Adopté. Le comité fait rapport qu'il n'a pas terminé l'examen du bill.

**Collège des
chirurgiens dentistes**

M. Robert (Rouville) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 179 modifiant l'article 5044 des statuts refondus, 1909, concernant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Flottage du bois

M. Tourville (Maskinongé) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme maintenant en comité général pour étudier le bill 171 modifiant l'article 1627 des statuts refondus, 1909.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

**Union nationale française
et de refuge**

M. Lemieux (Gaspé) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme maintenant en comité général pour étudier le bill 139 amendant la charte de l'Union nationale française et de refuge.

Adopté.

En comité:

M. Sauvé (Deux-Montagnes) proteste contre l'adoption de ce bill qui est combattu par une grande partie des membres de cette association.

M. Lemieux (Gaspé) défend le bill en disant que les amendements qui sont accordés ont été demandés par ce qu'il y a de mieux dans la colonie française de Montréal.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Lemieux (Gaspé) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté les bills suivants avec certains amendements qu'il la prie d'agréer:

- bill 93 amendant la charte de la ville Laval-des-Rapides;
- bill 125 ratifiant un contrat entre la Back River Power Company et la ville du Sault-au-Récollet;
- bill 111 amendant la charte de la cité des Trois-Rivières;
- bill 115 concernant la construction d'une église et d'un presbytère dans la paroisse du Très-Saint-Rédempteur de Montréal;
- bill 99 amendant la charte de la ville de Magog;
- bill 109 concernant la construction d'une église et d'une sacristie en la paroisse de Saint-Jacques de l'Achigan;
- bill 107 amendant la charte de la ville de Pointe-Claire;
- bill 96 concernant la succession de Jean de la Croix Joseph Comte;
- bill 57 autorisant le Barreau de la province de Québec à antedater l'admission à l'étude de monsieur Roméo Gingras;
- bill 92 constituant en corporation l'Association catholique de la jeunesse canadienne-française;
- bill 56 amendant la charte de la cité de Sherbrooke;
- bill 86 autorisant le bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Sherbrooke à faire un emprunt additionnel.

**Charte
de Laval-des-Rapides**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 93 amendant la charte de la ville de Laval-des-Rapides. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

**Back River Power Company
et la ville du Sault-au-Récollet**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 125 ratifiant un contrat en la Back River Power Company et la ville du Sault-au-Récollet.

Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

**Charte
de Trois-Rivières**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 111 amendant la charte de la cité des Trois-Rivières. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

**Église du
Très-Saint-Rédempteur**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 115 concernant la construction d'une église et d'un presbytère dans la paroisse du Très-Saint-Rédempteur de Montréal. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

**Charte
de Magog**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 99 amendant la charte de la ville de Magog. Lesdits amendements sont lus deux fois.

**Église Saint-Jacques
de l'Achigan**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 109 concernant la construction d'une église et d'une sacristie en la paroisse de Saint-Jacques de l'Achigan. Lesdits amendements sont lus deux fois.

**Charte
de Pointe-Claire**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 107 amendant la charte de la ville de Pointe-Claire. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Succession de Jean de la Croix Joseph Comte

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 96 concernant la succession de Jean de la Croix Joseph Comte. Lesdits amendements sont lus deux fois.

Roméo Gingras

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 57 autorisant le Barreau de la province de Québec à antider l'admission à l'étude de monsieur Roméo Gingras. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Association catholique de la jeunesse canadienne-française

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 92 constituant en corporation l'Association catholique de la jeunesse canadienne-française. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Charte de Sherbrooke

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 56 amendant la charte de la cité de Sherbrooke. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Bureau des commissaires d'écoles protestants de Sherbrooke

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 86 autorisant le bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Sherbrooke à faire un emprunt additionnel. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Subsides

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose qu'un crédit n'excédant pas trente mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'immigration, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande des explications au ministre de la Colonisation.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) répond au chef de l'opposition.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande divers renseignements sur les colons étrangers qui sont venus s'établir dans la province.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) dit qu'il n'est pas en état de répondre à toutes les questions du chef de l'opposition.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le ministre peut-il nous dire où vont tous les immigrés qui nous arrivent chaque année?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Les immigrés qui nous arrivent du dehors restent dans la province, comme on peut le voir par le développement de nos régions de colonisation.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Mais où sont établis les quelques 15 fermiers qui sont venus dans la province durant la dernière année?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Le gouvernement n'est pas en mesure de dire où sont ces fermiers car il est impossible de songer à les suivre pour savoir où ils vont mourir.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): On devrait le savoir. C'est une question très importante. Il nous faut savoir ce que deviennent ces immigrants qui viennent s'établir chez nous. Cette ignorance du ministre de la Colonisation démontre à l'évidence que sa politique est fautive. Il ne peut dire si les

colons qui viennent ici sont des colons de passage, et c'est excessivement important à savoir.

Dans le département de la Colonisation, comme dans les autres, le gouvernement n'est pas capable de justifier sa politique. Comment veut-on arriver au retour à la terre avec des procédés semblables? Je ne veux pas faire de personnalités, mais on vient de démontrer l'absolue incompétence du gouvernement.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Le chef de l'opposition veut faire de la mise en scène. Une foule de questions posées par le chef de l'opposition se trouvent dans le rapport du ministère de la Colonisation qu'il n'a qu'à consulter s'il n'est pas content des réponses qu'on lui donne à la Chambre.

D'ailleurs, on n'a qu'à consulter des rapports de la Colonisation pour voir que, au point de vue de la colonisation et de l'immigration en particulier, la province de Québec est loin d'être en arrière des autres provinces. La colonisation a fait des progrès dans la province depuis quelques années surtout. Témoin, le développement extraordinaire de l'Abitibi et du Témiscamingue. En Abitibi, l'on a fait depuis trois ans un effort de colonisation remarquable. D'autre part, les comtés de colonisation ont aussi subi des progrès appréciables.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le ministre soutient que tous les comtés de colonisation ont augmenté, mais il ne donne toujours comme exemple de cette augmentation que l'Abitibi. Il ne veut pas parler des autres comtés.

Le gouvernement ne fait pas un travail sérieux pour la colonisation et celle-ci se meurt, comme le ministre de la Colonisation lui-même, politiquement parlant, s'entend¹.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

La province de Québec marche de l'avant sur toutes les autres. Il cite à ce sujet quelques articles choisis à travers les journaux ontariens.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): La Chambre me permettra d'insister sur l'importance toujours grandissante et sur l'urgence d'apporter à notre politique de colonisation plus d'attention, plus d'efforts, plus d'encouragement et d'assistance pratique. Ceux-là qui restent indifférents à cette grande œuvre n'en comprennent pas la nécessité ou ils sont bien mal inspirés.

Les hommes d'État de tous les pays ont toujours considéré la colonisation comme une œuvre de haute civilisation. Dans la province de Québec, elle est essentielle pour le développement de nos ressources naturelles; elle l'est autant pour le maintien et le salut de la nationalité canadienne-française avec toutes ses traditions de foi et de patriotisme. Elle augmente aussi les sources de revenus de notre pays. C'est vers ces points de vue que nous devons encore orienter notre colonisation.

Ce fut le but de Sir Georges-Étienne Cartier qui, dans la Confédération, dit notre province libre de se développer suivant ses propres traditions et ses aspirations. Ce fut aussi la politique suivie par Chapleau, Alphonse Nantel, le curé Labelle et Honoré Mercier.

Inutile de démontrer ici l'importance de la colonisation. Autrefois, les apôtres de la colonisation faisaient reculer la forêt et surgir des paroisses, de beaux villages au sein de nos grands bois. On organisait des congrès de colonisation pour entendre la grande voix de la patrie enseigner au monde nos richesses encore inexploitées, conseiller aux défricheurs de venir se créer un foyer chez nous, réclamer de nos gouvernements une politique avantageuse à la colonisation, signaler les abus et les faiblesses dont souffrent les colons et en indiquer les remèdes.

"Emparons-nous du sol". À ce cri de nos apôtres, partaient des régiments de défricheurs à la conquête de la forêt. Grands congrès de colonisation à Montréal, en 1899; congrès à Saint-Jérôme, en 1905; commission de colonisation et enquête sur les plaintes déjà établies, sur les véritables moyens à prendre pour enrayer le mal et pour redonner à la colonisation son élan d'autrefois.

Prêtres et laïcs, colons et professionnels s'unissaient pour solutionner ce problème de suprême importance. On entourait le colon, on s'intéressait à son sort, on parlait de lui, on l'encourageait, on le faisait aimer de la jeunesse. La colonisation était un apostolat. Le jeune homme de cœur, croyant répondre à l'appel de sa patrie, s'enfonçait dans la forêt pour y faire entendre les échos vibrants de la foi et du patriotisme et pour doter sa province d'un nouveau berceau de civilisation.

Aujourd'hui, plus rien. On a oublié, ignoré et méprisé les vœux, les résolutions et les réclamations des congressistes et les spéculateurs continuent leur œuvre néfaste.

Le colon réclame des chemins de fer pour communiquer avec les grands centres; on lui en promet pour le retenir à son triste lot et il n'en a jamais; il réclame en vain plus de latitude dans la coupe du bois.

Voyons maintenant si j'exagère. Suis-je seul à dire que la colonisation n'a pas la vitalité suffisante pour que son œuvre donne des résultats satisfaisants?

M. Arthur Dansereau, l'un des journalistes les plus éminents par ses actions et par sa précieuse expérience, commentant un travail de l'un de ses distingués contemporains, M. le sénateur David, a fait des remarques qui dénotent chez lui, outre l'homme supérieur, un patriotisme éclairé. M. Dansereau est un modeste et c'est sa seule faiblesse. Il a vécu en contact avec les grands apôtres de la vraie colonisation, les Cartier, les Laflèche, les Racine, les LaBelle, les Chapleau, les Mercier, les Nantel. Il a été pour eux tous un précieux auxiliaire, un éclaircisseur le plus sûr et le meilleur interprète de leur patriotisme.

Or, voici ce que, pas longtemps encore, l'éminent doyen de la presse canadienne écrivait sur la colonisation:

"L'homme d'État moderne doit donc entrer dans la psychologie de son temps. S'il veut de la colonisation, il ne poussera le colon dans le bois que par ces procédés attenants à la vapeur. Le jeune défricheur doit se sentir aller vite et, pour cela, il lui faut la seule chose qui impressionne: du capital. C'est-à-dire que le gouvernement doit lui faire des avances afin qu'il ait immédiatement un champ suffisamment étendu et suffisamment outillé.

C'est ce que l'honorable M. L.-O. David, dont l'enthousiasme patriotique n'est pas ralenti par l'âge, suggère dans le *Canada* comme suit:

"On en a fait l'essai aux États-Unis, dans la république Argentine, dans la Nouvelle-Zélande et ailleurs, et il a produit des résultats merveilleux. En 1883, le gouvernement de la république argentine fit don de 250 acres de terre aux colons et fit à chacun d'eux, en argent, en machines et en provisions, une avance de la valeur de \$1,000 remboursable en 10 ans. Six ans après, la population de ce pays s'était accrue de plus d'un million et la production agricole s'était développée comme par enchantement. En 1895, l'agriculture languissait dans la Nouvelle-Zélande, le gouvernement prêta aux cultivateurs, à raison de 4%, \$15,000,000. Quatre ans après, sa production agricole avait doublé et sa population s'était accrue de 20%. L'État du Minnesota, en 1911, a fait défricher de 10 à 15 acres de terre sur un grand nombre de lots qu'il offre en vente à raison de 15% argent comptant et la balance payable en 40 ans avec intérêt de 4% par an."

Venons-en maintenant aux faits. Le gouvernement dépense chaque année environ \$200,000. En 1915, il en a dépensé \$229,000 et, cette année, \$204,000. Cet argent est censé avoir été

dépensé pour des chemins de colonisation et dans l'intérêt de la colonisation, et pour venir en aide à nos colons qui souffrent, de braves colons comme ceux de Saint-Donat, de Montcalm, qui demandent de l'aide pour l'ouverture et la confection d'un chemin qui les rapprocherait de leur gare de chemin de fer, Sainte-Agathe, qui est à 24 milles de Saint-Donat. Non. Pour cela, rien, mais, pour des amis du ministre des Travaux publics, l'honorable M. Taschereau, dans le comté de Montmorency, l'un des plus vieux comtés de la province, des centaines, des milliers de piastres pour des vieux chemins comme ceux de Château-Richer à Sainte-Anne de Beaupré.

Je n'ai pas d'objection à ce que ces paroisses obtiennent du gouvernement de l'argent pour améliorer leurs chemins, mais je dis que le ministre de la Colonisation n'a pas le droit de prendre de l'argent qui a été voté pour le colon et de le donner à des vieilles municipalités riches pour favoriser des amis et remplir une promesse électorale. Le ministre trompe la Chambre et trahit les intérêts de la colonisation en agissant ainsi. On vole le pauvre colon.

La vieille province de Québec, après 300 années d'existence, voit à peine un huitième de son territoire habité. Elle a actuellement 7,465,67 acres subdivisés en lots disponibles (voir rapport ministre des Terres 1916). Dans son rapport de 1915, le ministre des Terres nous dit que 80,490 sont redevenus la propriété de la couronne par révocation ou rétrocession de vente. Dans son rapport de 1916, le ministre nous dit qu'il y en a eu 103,658 acres. C'est donc, depuis l'an dernier, une augmentation de 23,168.

Dans la plupart des cas, nous a dit l'honorable ministre, ces lots ont été révoqués et rétrocédés parce que les colons ne remplissaient pas leurs obligations. Autant de lots de pris un jour et dont se vante le ministre de la Colonisation. Autant de lots remis qui démontrent la faillite de sa politique. Pourquoi les colons, détenteurs de ces lots, n'ont-ils pas rempli leurs obligations? Est-ce parce que leurs obligations sont trop lourdes pour les avantages qu'ils en reçoivent et que leur sort est trop pénible? Le ministre de la Colonisation ne veut pas le dire, mais j'en trouve la preuve à la page 109 de son rapport de 1916.

Les colons ne sont pas satisfaits de leur sort. Ils abandonnent leurs lots pour aller ailleurs y chercher plus d'avantages. C'est ce que l'on constate dans le rapport de M. L.-E. Carufel, secrétaire de l'agence de colonisation de Montréal. Voici ce qu'on lit à la page 109 du rapport du ministre de la Colonisation pour 1916:

"Les inscriptions à mon agence accusent un déplacement notable de la population des anciennes régions de colonisation pour les nouvelles. J'ai constaté aussi ce fait dans mes visites dans les régions en voie de se coloniser. Il serait assez difficile d'en déterminer les causes, mais il est incontestable que l'on cherche à se mieux placer."

Dans le Témiscamingue, les colons souffrent du manque de communication. À la page 101 du rapport du ministre de la Colonisation, le révérend M. Ivanhoé Caron, missionnaire colonisateur, fait le rapport suivant:

"J'ai fait dans le cours de septembre, du 7 au 17, une visite d'inspection dans le Témiscamingue; il y a toujours un bon nombre de colons qui se dirigent de ce côté, qui vont surtout dans le canton Latulipe, mais le manque de communication devient de plus en plus un obstacle au développement de la colonisation dans cette région. Les vieux cantons sont presque entièrement remplis et les nouveaux qui s'ouvrent sont bien éloignés des points d'arrivée et des ports du débarquement, et les colons pauvres en général sont souvent empêchés de s'y rendre à cause des déboursés élevés qu'ils prévoient devoir faire pour le transport de leurs effets de ménage et des provisions de bouche."

Ce manque de communication pousse conséquemment les colons de cette riche région à traverser le lac pour s'établir dans Ontario. C'est ce qui est arrivé et c'est ce qui arrive encore. Les colons du Témiscamingue québécois sont obligés de faire affaire avec Toronto. Le ministre n'ignore pas cet état de choses puisque, depuis de nombreuses années, les colons réclament un chemin de fer, et le gouvernement en avait tellement reconnu l'urgence qu'il leur avait promis ce chemin de fer.

Et tout cela se passait quasi alors que l'exode de la campagne vers les villes faisait jeter le cri d'alarme, même au rédacteur du *Soleil*.

Dans *l'Étoile du Nord* de septembre dernier, voici ce que je lis:

"Mais il y a un moyen ou plutôt deux de remédier à cet inquiétant état de choses: la colonisation et la culture intensive.

"La colonisation d'abord. Si, au lieu de laisser partir pour la ville ses enfants qu'il ne peut établir sur des terres défrichées, le père de famille vendait sa terre et allait se tailler un domaine pour lui et chacun de ses enfants dans des terres à colonisation, il ferait, en même temps qu'une œuvre de portée nationale, un bon avenir à ses fils.

"C'est toute la question de la colonisation qui se pose ici. Il n'entre pas dans le cadre de cet article

de discuter spécifiquement nos lois de colonisation, mais je me permettrai de dire ceci: Si la colonisation n'avance pas plus vite dans Québec, si nous perdons de ce fait une portion considérable de notre population rurale, ce n'est pas le père de famille qu'il faut blâmer, tant que le colon ne sera pas plus favorisé qu'il l'est aujourd'hui. L'avenir de la colonisation dépend de l'action de l'autorité politique. Tant qu'on laissera aux initiatives privées la plus grande part de la tâche et qu'on ne fera pas disparaître les obstacles qui entravent le mouvement colonisateur, sa marche sera aussi lente qu'elle l'est aujourd'hui et nos jeunes émigreront vers les villes. Je conçois difficilement que nos hommes publics ne montrent pas plus de zèle pour un mouvement qui devrait être le premier facteur non seulement de notre prospérité économique, mais aussi du développement et de la survivance de notre race."

M. Robert LeBlanc, un des membres de l'Association de la jeunesse catholique, écrivait dernièrement dans *Le Devoir*:

"C'est une chose entendue que l'homme est un amas de contradictions. Ainsi, tout le monde se plaint que la vie est chère, que la campagne ne produit pas suffisamment, que la famine guette peut-être le monde, qu'il faudrait semer davantage, etc., et nous sommes dans une province où six millions d'acres de terre fertile attendent, invitent et réclament des laboureurs, pour nous donner des millions de boisseaux de céréales.

"Comment se fait-il que notre peuple ne se lance pas en masse vers ces terres gratuites? Car, enfin, il n'y a eu qu'une augmentation de 600 colons depuis un an. C'est beaucoup, comparé à la léthargie habituelle, mais c'est bien peu si l'on songe que notre province s'accroît annuellement de 45,000 âmes, rien que par le surplus des naissances. En supposant 30,000 d'accroissement pour les paroisses rurales où peuvent bien se déverser ces forces vives de notre race, car il faut absolument qu'elles débordent quelque part. Comme d'habitude, elles vont aux États-Unis ou dans nos villes. N'y aura-t-il pas une poignée de clairvoyants pour se mettre à la tête du recrutement des colons dans chacun de nos diocèses?

"Des chefs, des meneurs, c'est ce qui manque. Il faudrait dire aux cultivateurs qu'il y a des terres ailleurs qu'autour d'eux, puis les y conduire."

Auparavant, *Le Devoir* avait dit avec raison:

"On devrait encore s'occuper de colonisation. Quoi qu'on dise, le défrichement du sol ne se fait pas proportionnellement au chiffre de notre population et aux besoins de celle-ci. La colonisation sera toujours

une œuvre pénible. S'isoler dans la forêt avec la perspective de plusieurs années de privations quand tout pousse au travail le plus facile et à la jouissance demandera toujours beaucoup de courage, d'endurance et de persévérance. Si on ajoute à cela la tracasserie des lois et de l'administration, les embarras de la politique, il est bien sûr qu'on paralyse l'œuvre en décourageant le colon. Et l'on oublie trop que c'est la position réelle de celui-ci. Pour toutes les autres classes de la société l'on a, à mesure que leur influence s'accroît et s'affirme, des attentions qui améliorent sensiblement leur sort. Le cultivateur lui-même, si longtemps ignoré, commence à compter dans les prévoyances des gouvernements. Seul ou à peu près sans aide efficace pour stimuler sa bonne volonté et réchauffer son amour du sol."

Je crois avoir suffisamment démontré que la politique de colonisation du gouvernement est un désastre national. Et j'ai tenu à le faire parce que le temps est plus que jamais à l'action.

M. Turcotte (Lac-Saint-Jean): La question de l'immigration est une question vitale dans les circonstances particulières que nous traversons. Quels sont les résultats actuels de la politique de l'immigration de la province et, si ces résultats ne correspondent pas au but que l'on veut atteindre, pourquoi? Quels sont les remèdes?

On peut compter deux branches dans l'immigration: l'immigration étrangère et l'immigration des nôtres ou le rapatriement. D'après les statistiques sur l'immigration étrangère, les rapports établissent que cette immigration a été un fiasco complet (voir les rapports de 1916). Au point de vue du rapatriement des nôtres, le résultat a été encore plus néfaste. Pourquoi ce résultat?

L'immigré est un être qui immigré pour améliorer son sort. Par conséquent, si le rapatriement n'est pas florissant chez nous, c'est que les immigrants ne sont pas satisfaits des conditions qu'ils trouvent ici. Il ne peut améliorer son sort. Comment améliorera-t-on son sort?

Constatant qu'il est 6 heures, vu qu'il a encore à parler longuement sur le sujet, il propose que le débat soit ajourné.

Adopté.

Le comité fait rapport qu'il n'a pas terminé l'examen de la résolution et demande la permission de siéger de nouveau.

Travaux de la Chambre

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable M. Taschereau), que, lorsqu'elle s'ajournera demain, la Chambre se trouve ajournée à midi, le samedi 16 courant; que, le mardi 19 courant, la Chambre tienne deux séances: la première, de 3 heures à 6 heures du soir, et la seconde, de huit heures et quart du soir jusqu'à ajournement; que, à partir du 20 courant, la Chambre tienne trois séances tous les jours: la première, de dix heures et demie du matin à midi et demi de l'après-midi, la deuxième, de 3 heures à 6 heures du soir, et la troisième, de huit heures et quart du soir jusqu'à ajournement, et que, à chaque séance, à partir du mardi prochain, l'ordre des affaires soit réglé suivant les dispositions de l'article 111 du règlement relatives aux séances du mardi et du jeudi.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

NOTE

1. Il n'est pas très clair que cette réplique soit du chef de l'opposition ou un simple commentaire du journaliste de *L'Événement*.

Séance du vendredi 15 décembre 1916

Présidence de l'honorable A. Galipeault

La séance est ouverte à 3 heures.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quinzième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter les bills suivants avec des amendements:

- bill 141 constituant en corporation l'Institut des frères de Saint-Vincent de Paul de Montréal;
- bill 140 amendant la charte de la municipalité du village de Courville, dans le comté de Québec, et décrétant son érection en ville;
- bill 180 modifiant la loi 6 George V, chapitre 4.

Voies et places publiques

M. Létourneau (Montréal-Hochelaga) demande la permission de présenter le bill 183 amendant la loi des cités et villes relativement aux voies et places publiques.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Ponts et chemins de péage

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 48 amendant la loi 2 George V, chapitre 2, relativement aux ponts et chemins de péage dans la province.

Il s'agit, explique-t-il, d'amender la loi votée en 1912 pour autoriser le gouvernement à payer, dans les cinq ans suivant cette loi de 1912, c'est-à-dire jusqu'en 1917, une somme n'excédant pas \$500,000 pour indemniser ou contribuer à indemniser les syndicats, personnes, corporations ou compagnies qui possèdent ou exploitent des ponts ou chemins de péage, ou leurs créanciers ou porteurs de bons, obligations ou autres titres, et cela dans le but de rendre libres de tout péage ces ponts, chemins ou barrières.

Cette loi de 1912 sera amendée de façon à prolonger jusqu'à 1920 le délai accordé au gouvernement pour contribuer au rachat des barrières de péage.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Succession de Jean de la Croix Joseph Comte

L'ordre du jour appelle l'adoption des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 96 concernant la succession de Jean de la Croix Joseph Comte. Lesdits amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

Église Saint-Jacques de l'Achigan

L'ordre du jour appelle l'adoption des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 109 concernant la construction d'une église et d'une sacristie en la paroisse de Saint-Jacques de l'Achigan. Lesdits amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

The Guarantee Title and Contract Company

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme maintenant en comité général pour étudier le bill 135 constituant en corporation The Guarantee Title and Contract Company.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

The St. Maurice Lumber Company

M. Francoeur (Lotbinière) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme maintenant en comité général pour étudier le bill 94 constituant en corporation The St. Maurice Lumber Company.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Francoeur (Lotbinière) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté les bills suivants sans amendement:

- bill 53 concernant le National Jockey Club Limited;

- bill 68 amendant la charte de la Scottish Trust Company;

- bill 121 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre William Montgomerie au nombre de ses membres, après examen;

- bill 118 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre au nombre de ses membres Joseph-Orphir-Émile Brunet;

- bill 114 amendant la charte de The Montreal General Hospital.

Granby

M. Bullock (Shefford) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme maintenant en comité général pour étudier le bill 132 concernant le village de Granby et l'érigeant en cité sous le nom de "cité de Granby".

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Bullock (Shefford) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 98 amendant la charte de la cité de Montréal, au sujet de l'hôpital Sainte-Justine, sans amendement.

Droits sur les successions

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme en comité général pour étudier un projet de résolutions concernant le bill 12 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux droits sur les successions.

Adopté.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:

1. Que, quand il sera démontré, à la satisfaction du trésorier de la province, que, dans quelque partie des possessions britanniques autres que la province de Québec, ou dans quelque pays étranger, des droits successoraux quelconques sont payés à raison de biens qui sont aussi sujets à des droits successoraux en vertu des lois de cette province, il lui soit alors loisible d'accorder, pour les droits ainsi payés, une diminution sur les droits payables en cette province concernant les mêmes biens et que, toutefois, cette diminution ne puisse être accordée que si le lieutenant-gouverneur en conseil a rendu applicables à cette possession britannique ou à ce pays étranger les dispositions de la présente résolution, après entente préalable afin d'obtenir un traitement semblable de telle possession britannique ou pays étranger applicable à la province de Québec.

2. Qu'il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de modifier ou d'abroger tout arrêté en conseil adopté en vertu des dispositions contenues dans la résolution précédente.

3. Que l'article 1375 des statuts refondus, 1909, tel qu'édicte par la loi 4 George V, chapitre 9, section 1, soit amendé de façon que les droits imposés sur le bien transmis soient les suivants en ligne collatérale :

a. Si le successeur est frère, sœur ou descendant du frère ou de la sœur du défunt :	
S'il n'excède pas cinquante mille piastres.....	5½ %
S'il excède cinquante mille piastres, mais	
n'excède pas cent mille piastres.....	9 %
S'il excède cent mille piastres.....	11 %

b. Si le successeur est frère ou sœur, ou descendant du frère ou de la sœur, du père ou de la mère du défunt :

S'il n'excède pas cinquante mille piastres..... 6½ %

S'il excède cinquante mille piastres, mais
n'excède pas cent mille piastres..... 10 %

S'il excède cent mille piastres 12½ %

c. Succession entre tous autres collatéraux appartenant au degré successible :

S'il n'excède pas cinquante mille piastres..... 9 %

S'il excède cinquante mille piastres, mais
n'excède pas cent mille piastres..... 12 %

S'il excède cent mille piastres 15 %

4. Que l'article 1375 des statuts refondus, 1909, tel qu'édicte par la loi 4 George V, chapitre 9, section 1, soit amendé de façon que les droits imposés sur le bien transmis soient les suivants si le successeur n'est pas parent :

Lorsque la valeur des biens transmis :

N'excède pas cinquante mille piastres..... 10 %

Excède cinquante mille piastres, mais
n'excède pas un million de piastres 15 %

Excède un million de piastres 20 %

5. Que la valeur d'une partie de succession située en dehors de la province sera incluse pour les fins de la fixation des taux des droits imposés en vertu de la section vingtième du chapitre cinquième du titre quatrième des statuts refondus, 1909.

6. Que l'article 1387b des statuts refondus, 1909, tel qu'édicte par la loi 4 George V, chapitre 10, section 1, soit amendé de façon que les droits sur la transmission de biens mobiliers soient les suivants en ligne collatérale :

a. Si le successeur est frère, sœur ou descendant du frère ou de la sœur du défunt :

Si le bien transmis n'excède pas cinquante
mille piastres 5½ %

S'il excède cinquante mille piastres mais
n'excède pas cent mille piastres..... 9 %

S'il excède cent mille piastres 11 %

b. Si le successeur est frère ou sœur, ou descendant du frère ou de la sœur, du père ou de la mère du défunt :

S'il n'excède pas cinquante mille piastres..... 6½ %

S'il excède cinquante mille piastres, mais
n'excède pas cent mille piastres..... 10 %

S'il excède cent mille piastres 12½ %

c. Succession entre tous autres collatéraux appartenant au degré successible:

S'il n'excède pas cinquante mille piastres... 9 %

S'il excède cinquante mille piastres, mais
n'excède pas cent mille piastres..... 12 %

S'il excède cent mille piastres 15 %

7. Que l'article 1387b des statuts refondus, 1909, tel qu'édicte par la loi 4 George V, chapitre 10, section 1, soit amendé de façon que les droits soient les suivants si le successeur n'est pas un parent :

Lorsque la valeur des biens transmis :

N'excède pas cinquante mille piastres 10 %

Excède cinquante mille piastres, mais
n'excède pas un million de piastres 15 %

Excède un million de piastres..... 20 %

8. Que la valeur des biens mobiliers et immobiliers situés dans la province sera incluse, pour les fins de la fixation des taux des droits imposés en vertu de la section vingtième *a* du chapitre cinquième du titre quatrième des statuts refondus, 1909.

Le printemps dernier, dit-il, une délégation d'hommes d'affaires et de banquiers de la province a rencontré le premier ministre et moi-même, pour nous demander si le gouvernement pouvait légiférer afin de permettre que des arrangements soient pris avec la province de l'Ontario et d'autres provinces pour éviter la perception en double des droits de succession. La loi adoptée dans cette province comporte deux parties: une partie touche les biens situés dans la province de Québec et l'autre, les biens situés à l'extérieur de la province.

Quand nous avons rencontré la délégation d'hommes d'affaires, le premier ministre leur a expliqué qu'on ne pouvait pas faire cela, si cela avait de quelque manière que ce soit une incidence importante sur les revenus de la province, à moins que des augmentations ne compensent la perte que ce changement causerait.

De ce chef, la province perdra des revenus considérables.

Après avoir rencontré la délégation, il a dit qu'il avait eu une entrevue avec le trésorier de la province de l'Ontario et qu'il avait constaté que des arrangements pouvaient être pris.

Pour dédommager le Trésor des pertes de revenus que cela entraînerait, le gouvernement a décidé d'augmenter les droits sur les successions importantes qui doivent être payés par les héritiers en ligne collatérale et ceux qui ne sont pas des parents. En dépit de cette augmentation, les droits seraient moins élevés que ceux qui sont imposés en Ontario. Lorsque le Québec exige 9%, l'Ontario en exige 10% et, lorsque le Québec exige 12½ %, l'Ontario en exige 15%.

La nouvelle loi prévoit que, s'il est établi, à la satisfaction du trésorier provincial, que, dans une partie quelconque des dominions britanniques autres que la province de Québec, ou dans un pays étranger, des droits de succession sont imposés sur des biens

qui sont également assujettis à des droits de succession en vertu des lois de cette province, le trésorier peut alors déduire les droits ainsi payés des droits payables dans la province à l'égard des mêmes biens. Cependant, cette déduction ne peut être faite que si le lieutenant-gouverneur en conseil a étendu l'application des dispositions de cet article à un dominion britannique ou à un pays étranger avec lequel on a conclu une entente en vertu de laquelle ce dominion ou ce pays accordera le même traitement à la province de Québec.

On exigera donc à l'avenir 5½ %, 9% et 11% respectivement pour les successions de \$15,000 à \$50,000, de \$50,000 à \$1,000,000 et de plus de \$1,000,000 si le successeur est frère, sœur ou descendant du frère ou de la sœur du défunt; on chargera 6½ %, 10% et 12½ % si le successeur est frère ou sœur, ou descendant du frère ou de la sœur, du père ou de la mère du défunt; les taux de 9%, 12% et 15% seront en vigueur pour toute succession entre tous autres collatéraux appartenant au degré successible.

Les taux de 10%, 15% et 20% devront être payés si le successeur n'est pas un parent.

La nouvelle loi autorisera en outre le trésorier de la province à nommer un ou plusieurs commissaires avec mission de s'enquérir de la valeur exacte des successions.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté huit résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre. Lesdites résolutions sont renvoyées au comité général chargé de l'étude du bill 12 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux droits sur les successions.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Privilèges des ouvriers et constructeurs

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme maintenant en comité général pour étudier le bill 30 amendant le Code civil relativement aux privilèges des ouvriers, constructeurs ou autres personnes.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté les bills suivants, pour lesquels il demande l'agrément de l'Assemblée législative:

- bill B amendant les statuts refondus, 1909, concernant les architectes;
- bill C modifiant le Code de procédure civile et les statuts refondus, 1909, relativement à certaines représentations théâtrales.

Architectes

M. Beaudry (Verchères) propose que le bill B amendant les statuts refondus, 1909, concernant les architectes soit maintenant lu une première fois.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Représentations théâtrales

M. Beaudry (Verchères) propose que le bill C modifiant le Code de procédure civile et les statuts refondus, 1909, relativement à certaines représentations théâtrales soit lu une première fois.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Subsides

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

Le comité reprend l'étude de la proposition du trésorier de la province (l'honorable M. Mitchell): Qu'un crédit n'excédant pas trente mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'immigration, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

M. Turcotte (Lac-Saint-Jean): On nous demande de voter \$30,000 pour l'immigration. Or, l'an dernier, ce budget était de \$17,000. Pourquoi cette augmentation? Est-ce parce que les résultats obtenus sont nuls? Veut-on améliorer notre système? Dans les circonstances spéciales où nous sommes à cause de la guerre et de ses conséquences multiples dont les effets se font sentir dans toutes les classes de la société, et surtout chez la classe ouvrière, je crois que ce problème est un des plus sérieux et que nous devons l'étudier dans tous ses détails. C'est pourquoi j'analyserai d'abord les résultats obtenus; ensuite, s'ils ne sont pas ce qu'ils doivent être, étudier les moyens à prendre pour que ces résultats soient ce que nous avons le droit d'attendre.

Si je comprends bien, l'immigration se divise en deux tranches: immigration d'étrangers proprement dite et immigration des nôtres ou rapatriement. Quels sont les résultats de chacune de ces subdivisions?

1. Immigration étrangère: Les rapports officiels se chargent de la réponse. En effet, à la page 113 du rapport de la Colonisation 1916, l'agent d'immigration déclare: "À peu de différence près avec l'année dernière, les opérations de mon agence ont été peu encourageantes". Avez-vous qui n'a pas besoin de développement; c'est le chef d'un département qui parle, et, dans le même rapport, un tableau nous indique qu'il est entré en destination de Québec 946 immigrés, dont 19 fermiers. Par conséquent, ceci confirme la déclaration précédente que le résultat obtenu n'est pas encourageant quant au nombre. Peut-être serions-nous en mesure d'espérer que la valeur de ces recrues supplée au nombre, mais, cette fois, le rapport officiel plus haut mentionné se charge de nous enlever notre dernière espérance. Voir page 113, où l'agent d'immigration déclare: "Je dois

mentionner que les sujets belges qui ont immigré au pays ont donné de bons travailleurs dont j'ai beaucoup à me féliciter." D'où il suit qu'on n'a donc pas lieu de se féliciter des sujets des autres nationalités. Or, d'après les statistiques officielles, sur 946 immigrés, on compte 19 Belges, c'est-à-dire, sur 946 étrangers entrés au pays aux frais de l'État, 19 sont des sujets désirables, et la balance, 327, sont des sujets non désirables. Nous devons donc conclure que l'immigration étrangère est loin d'être un succès quant au nombre et quant à la valeur. Et, comme conséquence, nos efforts devraient donc converger uniquement à l'immigration des nôtres, ou au rapatriement.

2. Voyons maintenant les résultats du rapatriement. Encore ici, les rapports officiels nous donnent la preuve de résultats des plus alarmants (voir rapport, p. 109 et 110): "Le public s'est montré aussi intéressé au mouvement de colonisation qu'autrefois quant aux brochures. Cependant, les efforts de mon agence ont été paralysés." Et plus loin: "Le mouvement de rapatriement n'a pas été bien actif." Témoignage de grande importance, aveu significatif qu'il nous faut faire bien à regret, mais qu'il en est temps encore.

Qu'est-ce qu'un émigré? Pourquoi émigre-t-il? On n'émigre pas pour le plaisir, c'est un individu qui essaie d'améliorer son sort. Et, fait important à noter, généralement, l'émigré est pauvre et a avec lui une nombreuse famille. Or, c'est surtout ce dernier élément, famille nombreuse, qu'il nous importe de conserver au pays ou de rapatrier, puisque notre développement et notre expansion en dépendent. En effet, la Providence n'a pas donné une telle fécondité à la femme canadienne pour que ses enfants aillent se noyer dans la grande vague commerciale et financière de nos voisins où l'individu ne laisse rien de son passage ici-bas. Si donc on n'émigre pas pour le changement seul, mais pour améliorer sa situation, si donc nous voulons reprendre cet élément, il nous faut faire en sorte d'améliorer ses conditions chez nous. Améliorons le sort du colon et le rapatriement se fera de lui-même.

Inutile de prouver ici l'avantage et la nécessité de la colonisation; tout le monde le reconnaît. Comment améliorer le sort du colon?

1. En faisant de la colonisation méthodique et pratique;

2. En remaniant les lois de colonisation, faire en sorte que ces lois et tout ce qui régit le colon invitent ce dernier à bien faire au lieu de viser uniquement à l'empêcher de mal faire.

3. Il faut encourager le colon par argent et autrement, surtout durant les premières années alors qu'il lui faut travailler sur son lot et qu'il n'en retire aucun revenu.

En d'autres termes, intéressons-nous sincèrement aux faits et gestes du colon. Aimons-le véritablement et pour sa valeur et pour la cause qu'il représente. Qu'il soit libre sur une terre libre. Notre salut en dépend. Il importe de s'y donner tout entier.

a. Colonisation méthodique?

Agir avec méthode, c'est savoir ce que nous voulons, le but que nous poursuivons, les obstacles que nous aurons à combattre et à vaincre; c'est partir d'un point connu à la recherche d'un idéal à atteindre, en ayant soin de se munir de ce qui nous sera nécessaire pour cette entreprise, prévoyant les difficultés et se préparant à y faire face le mieux possible.

Et d'abord, le premier point à mettre en ligne de compte, chemins et routes dans les cantons avant de concéder un seul lot au colon. Alors, on enlève du coup les premiers obstacles pour le colon et aussi on chasse la politique de cette question. En agissant ainsi, le gouvernement n'agira pas pour faire plaisir à un ami ou à un partisan; il ne sera pas tenté de le faire, n'en ayant pas l'occasion. Par là premier obstacle enlevé: le colon saura qu'en achetant tel lot, il sera toujours à telle distance de la route de l'église, de l'école et du moulin; il ne lui viendra jamais dans la tête l'idée de travailler auprès du député ou d'un ami du gouvernement pour avoir une route près de sa terre; plus de discordes intestines, plus de divisions, causes de faiblesses; au contraire, chacun se mettra à l'ouvrage; la paix et, par conséquent, la prospérité régneront dans le canton.

Un exemple pour illustrer mieux cette idée: tout dernièrement, dans un canton du Lac-Saint-Jean, le gouvernement, à la demande de quelques particuliers recommandés par je ne sais qui, a octroyé de l'argent pour l'ouverture d'une route au chemin de front. Chose curieuse, l'on se trouve à avoir trois ponts sur une distance de cinq lots de largeur, quand, en faisant la route à neuf arpents de distance, on se serait exempté un pont. Dans un autre endroit, la paroisse a 15 milles de route à entretenir, c'est-à-dire deux routes de 7½ milles chacune, partant au même rang et débouchant au même endroit, parce que la première route n'avait pas été faite où elle devait l'être.

L'honorable M. Mercier (Châteauguay) demande des précisions au député de Lac-Saint-Jean. Il désire savoir le nom des individus reliés à ce fait.

M. Turcotte (Lac-Saint-Jean) refuse.

L'honorable M. Mercier (Châteauguay) demande les noms dans l'intention de se mieux renseigner et de permettre au gouvernement de porter remède, s'il y a lieu.

M. Turcotte (Lac-Saint-Jean): Debout devant les hommes et à genoux devant Dieu seul¹.

De plus, la confection des chemins et des routes, de l'aveu de l'agent de la colonisation (voir rapport 1916, p.101): "Le manque de communication devient de plus en plus un obstacle au développement de la colonisation", fait disparaître cet obstacle.

1. Aider les voies de transport et de communication, telles que navigation, chars, etc., par tous les moyens possibles pour faciliter au colon ses relations avec les cantons voisins des centres et lui permettre de transporter convenablement ses effets et ses produits.

2. Remanier ces lois en tenant compte des milieux et des circonstances qui diffèrent pour chaque région: ici, le colon côtoie le marchand de bois; on doit avoir des lois différentes de celles où il n'y en a pas - je dois noter, en passant, que je prends le fait tel qu'il existe - la colonisation souffrira toujours de cet état de choses; le marchand de bois et le colon, les intérêts n'étant pas les mêmes, ne peuvent pas faire bon ménage ensemble. Et, comme dans tout mauvais ménage, le plus fort l'emporte toujours sur l'autre et le colon doit nécessairement en souffrir. Ici, le colon est éloigné des limites à bois: Pourquoi cette loi du feu, véritable épée de Damoclès suspendue au-dessus de la tête du colon, si elle n'a pas son application? Je reconnais l'excellence du principe de cette loi, mais pourquoi la laisser exister pour toutes les régions sans exception? Dans le Lac-Saint-Jean, des enquêtes ont démontré que les feux de forêt ne provenaient que par exception du fait du colon.

Pourquoi ces formalités gênantes pour le colon? On me dira que ce sont des détails, mais la vie du colon est composée de ces détails qui finissent par fatiguer celui qui les souffre. Il faut tenir compte que le colon est fils de cultivateur; que le cultivateur est le plus grand amant de la liberté, c'est un seigneur dans son domaine; les organisateurs de coopératives ont rencontré là un des plus grands obstacles à vaincre en essayant de grouper les cultivateurs pour les soumettre à des règlements communs; on portait atteinte à leur liberté. Or, le colon est fils de ce cultivateur; il est habitué à vivre libre, mais craintif;

craintif, parce que, généralement, il est pauvre; et pauvre, il se sent isolé, abandonné et, comme les extrêmes se touchent souvent, on passe facilement de la crainte à l'audace, et même, on finit par prendre en grippe les lois qui gênent la liberté et, comme conséquence, si on a souvent à se plaindre du colon qui élude la loi, il faut plutôt s'en prendre à la loi elle-même qui semble avoir pour unique but d'empêcher le colon de faire du mal. Le colon n'est pourtant pas un être dangereux, c'est un bon garçon qui ne demande qu'à être protégé et suivi. Mais, comme toutes ces bonnes natures qui finissent par s'irriter des piqûres d'épingles répétées, il n'est pas surprenant alors qu'on ait quelquefois à se plaindre du colon.

En effet, toutes les lois qui le régissent ne sont qu'un ensemble de commandements, lois coercitives, qui guettent le colon à chaque pas qu'il fait sur son nouveau domaine, qu'on semble lui accorder pour se débarrasser d'un être qui nous importune. Pourquoi ces lois rédigées dans un tel esprit quand on s'adresse à une catégorie d'êtres faibles et timides? Voir Billet de location où les principaux règlements sont résumés. L'acquéreur devra faire... L'acquéreur ne devra pas faire...

Étudions quelques-unes de ces lois:

Il est défendu au colon de couper du bois avant l'émission des lettres-patentes, excepté pour le défrichement, le chauffage, les bâtisses et les clôtures; et tout bois coupé, contrairement à cette condition, sera considéré comme ayant été coupé sans permis sur les terres publiques.

Cela veut dire qu'on impose un droit de coupe même sur le bois où on devra faire du défrichement; sévérité absurde! Au pis aller, dans certains cas où on a raison de suspecter la bonne foi, qu'on retire le droit de coupe pendant un an, c'est-à-dire durant le temps nécessaire pour compléter les défrichements où ce bois a été enlevé, afin de garantir ces défrichements qui, une fois faits, dans le délai, permettent au colon d'être remboursé et même dans ce cas, pour lui prouver notre encouragement, qu'on double ce remboursement. Le colon est un être qu'il faut inviter et qu'on doit inviter à bien faire, c'est un bon garçon qui demande à être encouragé. Si on ne lui montre pas de sincérité, qu'avons-nous à nous en plaindre s'il se retourne et essaie de contourner la loi?

Il en est ainsi des défrichements, des bâtisses, de la résidence, etc., toujours "devra" ou "ne devra pas". Il serait si facile de changer cet esprit impératif des lois. Par exemple, pourquoi n'aurions-nous pas les clauses suivantes, ou à peu près:

"Le colon aura droit à une somme de \$... pour les cinq premiers acres de terre essouchée et labourée dans un délai de...?"

"Le colon aura droit à une somme de \$... pour une construction de 18 X 22, par exemple, logeable en hiver et construite dans un délai de..."

"Le colon aura droit à une somme de \$... par année pendant les deux premières années de résidence continue sur son lot avec sa famille?"

Dans ce cas, on a le droit d'imposer des conditions même sévères si on le juge à propos. Celui qui fait un cadeau a bien la faculté d'imposer ses conditions. Mais, ici, ce n'est pas un cadeau que le gouvernement fait au colon en lui concédant un lot et, partant, il lui doit encouragement surtout durant les premières années alors que les défrichements ne donnent aucun revenu.

Je sais qu'on va faire des objections: Le budget n'y suffira pas! Et j'entends même les cris d'économie, de guerre, de cherté du coût de la vie. Ceci ne me semble pas une raison. D'abord, l'État doit être un bon père de famille et, comme tel, il doit se dévouer pour ses enfants. J'ajouterais même, comme dans nos familles, il doit se dévouer davantage pour celui de ses enfants qui a le plus besoin et qui est le plus faible. C'est un producteur qui doit porter secours et assistance à celui qui est dans la nécessité. Et si donner au pauvre, c'est prêter à Dieu, donner au colon, c'est prêter à la Province qui saura, elle aussi, rendre au centuple.

Économie ne veut pas dire ne pas dépenser, mais plutôt placer en lieu sûr pour remporter 500 pour un. Est-ce économie d'accorder, comme on le fait actuellement, de pauvres octrois de colonisation qui sont les dignes produits d'un budget de famille? Encore, ces octrois sont souvent dépensés sans contrôle pratique, par favoritisme, quand ils devraient être contrôlés par nos conseils municipaux, organisations naturelles dans chacune de nos localités qui sont certainement en mesure d'être renseignées sur les besoins de chaque paroisse ou canton. Octrois qu'il nous faut souvent gagner deux fois, par correspondance et discussion; octrois qui arrivent souvent trop tard. Le budget n'y résistera pas? Allons donc!

L'honorable ministre de l'Agriculture en trouve bien: la Chambre lui a voté, la semaine dernière, près de \$500,000 qui, avec le subside fédéral, forment un total d'environ \$750,000 pour l'agriculture. Et tout le monde admet que ce n'est pas assez; il faudrait au moins le million. Or, la colonisation, c'est le fondement et le commencement de l'agriculture. Si la colonisation est prospère,

l'agriculture sera prospère. Qui commence bien finit bien. Le budget de la colonisation devrait égaler celui de l'agriculture. Donnons à la colonisation un million de piastres par année pendant cinq ans; dans dix ans, la province de Québec aura doublé en valeur et en population.

Du reste, ce que je suggère ici, qui peut paraître une utopie à plusieurs, représente à peine la dîme de ce que fait une simple compagnie de chemin de fer de l'Ouest. Voyez en effet ce que fait le C.P.R. dans l'Ouest. Cette compagnie vient d'organiser un département spécial qui s'occupera exclusivement de colonisation; elle est activement occupée à ériger des maisons, des granges, à clôturer des fermes, à percer des puits, etc., pour l'après-guerre. Elle espère que les gouvernements suivront son exemple dans cette campagne de colonisation intense que l'on veut mener dès que les conditions auront repris leur état normal. Le gouvernement ne peut-il pas faire ce que cette compagnie fait?

Qu'on le veuille ou non, il y a urgence. La crise aiguë du coût de la vie n'est pas rendue à son maximum; tous les esprits sérieux sont inquiets et cherchent la solution à ce problème angoissant. On prêche de toutes parts la surproduction. Produisons! tel est le mot d'ordre. À cela je réponds: Faisons des producteurs; transformons le consommateur en producteur; améliorons sérieusement et pratiquement le sort du colon.

Dans cette œuvre, il suffit d'appeler à notre secours la colonisation qui nous sauvera. C'est la branche d'olivier que la Providence nous a réservée et qu'elle nous offre actuellement. Sachons nous en servir! Laissons de côté la mesquinerie d'argent; d'autres intérêts supérieurs doivent nous guider quand il y va de l'avenir de la nation.

Une autre suggestion: les industries locales. Encourageons de toutes nos forces et par tous les moyens possibles les industries. Il y a nombre d'industries locales qui pourraient s'établir dans nos campagnes et surtout dans nos régions de colonisation. Ces industries subventionnées par le gouvernement au début seraient un gagne-pain à la population qui, l'hiver, a bien des loisirs, et où une grande partie de nos hommes capables de manier la hache s'en vont dans les bois, laissant au foyer femmes et enfants pendant la saison la plus rigoureuse.

C'est là une des causes à l'immigration. Le colon est un bon vivant, il souffre bien des tortures sans se plaindre pourvu qu'il soit avec les siens. Mais, obligé de vivre souvent séparé de sa famille et voyant bien loin le jour où il pourra gagner sa vie en

restant dans sa famille, il n'est pas surprenant qu'un bon matin on décide d'aller tenter fortune sous d'autres cieux apparemment plus cléments. Et il est encore moins surprenant qu'on puisse le rapatrier facilement, la situation du colon n'étant pas améliorée dans la province.

Je ne m'étendrai pas longtemps sur les industries; je me contenterai de référer une excellente brochure écrite par M. Carufel, de la Société de colonisation de Montréal. C'est un travail sérieux qui nous ouvre de nouveaux horizons et dont l'auteur a été chaudement félicité, et avec raison.

J'ajouterai cependant que, dans les ventes de limites à bois, on devrait obliger l'acquéreur à transformer le bois sur les pouvoirs d'eau adjacents à ses limites. Par ce mode, on verrait les industries, le bois en particulier, se multiplier sur chacun de nos pouvoirs d'eau dont la nature nous a gratifiés.

Une dernière suggestion: pour remédier à toutes ces lacunes et élaborer un programme aussi complet que possible, pourquoi ne pas réunir en congrès les personnes qui s'occupent de colonisation? Prêtres et laïcs, curés et colons - car il ne faut pas oublier le colon: c'est un être pensant, il n'a pas souvent l'instruction d'un légiste, mais il a toujours le bon sens qui trouve la solution des problèmes souvent difficiles - seraient appelés à exposer leurs vues sur cette question vitale.

Je résume. On fait généralement de la colonisation pour la politique. Or, le gouvernement doit être maintenant assez fort pour faire de la colonisation pour de la colonisation. Du reste, cela s'impose. Prêchons le retour à la terre, mais prouvons par des actes que nous sommes sérieux.

Colonisons d'une manière méthodique. Colonisons par les nôtres dont on sait apprécier à l'étranger la valeur et la force d'endurance. Ne craignons pas de dépenser pour encourager, attacher et enraciner le colon sur sa terre. Dépensons un million par année s'il le faut pour la colonisation, pour améliorer les communications, la navigation et le transport en général; un contrôle certain (les conseils municipaux) pour dépenser efficacement et sans esprit politique. Encourageons le colon par des primes; prêtons-lui de l'argent durant les premières années de défrichement. Remanions nos lois afin que le colon soit invité à bien faire au lieu de viser simplement de l'empêcher de mal faire. Encourageons les industries locales. En un mot, prouvons par des actes que le colon est aimé comme il le mérite, autant par sa valeur que par la cause qu'il représente. Ce jour-là, il se fera de la vraie colonisation et l'immigration suivra.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Il serait inutile de suivre le député de Lac-Saint-Jean partout où il est allé. Il devrait se plaindre cependant moins que tout autre. La région du Lac-Saint-Jean a été en effet une de celles que le gouvernement actuel a le plus favorisées. Elle a reçu plusieurs centaines de milliers de dollars en dons de toutes sortes. Alors que les conservateurs étaient au pouvoir avant 1897, le Lac-Saint-Jean n'était encore qu'une savane. Les colons y étaient absolument abandonnés. Le gouvernement d'alors dépensait annuellement une somme maximum de \$50,000 pour la colonisation dans toute la province et la région que représente notre collègue de la gauche ne recevait qu'une petite partie de la galette.

Aujourd'hui, cette région est devenue fertile. La colonisation y a marché à pas de géants, grâce à l'initiative du gouvernement. Ce dernier, nous dit-on, n'a réussi qu'à faire des mécontents, mais nous avons eu, depuis, le témoignage répété de l'électorat. Le gouvernement libéral n'a pas perdu, depuis son avènement, un seul comté de colonisation, à l'exception, cette année, du Lac-Saint-Jean, où l'on a remporté la victoire grâce à la concurrence que se faisaient deux libéraux.

Le chef de l'opposition est remonté dans son discours jusqu'en 1897 et il a évoqué des figures bien connues de colonisateurs. Il a oublié cependant de parler des œuvres du gouvernement d'alors.

Sous les conservateurs, le budget de la colonisation, comme je l'ai dit, ne dépassait pas \$50,000. Il variait suivant que les élections approchaient ou que l'on était dans la période normale de la durée du Parlement. Il pouvait passer de \$30,000 à \$60,000 selon que l'on était à la veille des élections ou loin de l'électorat. À la veille des élections, les conservateurs, conscients de leurs fautes, l'augmentaient subitement, pour le baisser tout aussitôt: politique sage mais peu progressive.

Il en était des finances comme de la vente des lots. Ces derniers ne se vendaient pas. Par contre, il ne s'est jamais vendu autant de lots que sous l'administration libérale, depuis les dernières années surtout. Le Témiscamingue, dont l'opposition nous parle sans cesse aujourd'hui, cette région existait au temps des conservateurs et on ne s'occupait pas de la développer. Les lots qui y ont été vendus et concédés l'ont été sous les administrations libérales. Ce sont les libéraux qui ont ouvert cette région à la colonisation et qui ont vendu tous les lots qui sont aujourd'hui en culture. De même pour la région du Lac-Saint-Jean qui doit son progrès et son

développement aux libéraux en grande partie au gouvernement actuel.

On a aussi parlé de rapatriement. On a critiqué la façon dont nous assurons le rapatriement des nôtres qui se sont exilés. Nous suivons cependant de très près nos frères qui sont allés aux États-Unis et nous leur fournissons tous les moyens de revenir s'établir au pays, dans leur province natale.

Nous nous occupons de ce problème important, mais le chef de l'opposition n'aurait jamais dû mentionner l'exode des nôtres aux États-Unis, puisque c'est le régime néfaste de ses amis qui en est responsable. La plupart de ces gens-là nous ont quittés à la suite des mauvais traitements que leur infligeaient les conservateurs, alors qu'ils étaient au pouvoir.

Nous n'avons peut-être pas une politique qui a le don de plaire aux députés de l'opposition, mais ces derniers devraient se souvenir que leurs partisans, quand ils étaient au pouvoir, grevaient le colon de taxes et le forçaient par exemple à payer un impôt pour chaque transfert de lots.

Nous avons plus de sollicitude. Nous accordons aux colons l'argent dont ils ont besoin pour ouvrir des chemins. Les colons du Lac-Saint-Jean ont été particulièrement bien traités et ils le savent. Si leur député avait un peu de largeur d'esprit, il ne critiquerait pas nos efforts.

Les colons ne sont pas satisfaits, prétend-on du côté de la gauche. C'est la réédition de la légende du pauvre colon. Le résultat des dernières élections provinciales démontre pourtant le contraire. Tous les comtés de colonisation ont élu des partisans du gouvernement. Il n'y a qu'au Lac-Saint-Jean que l'on a vu une exception et c'est dû au fait que deux candidats libéraux étaient sur les rangs.

Il faut se rappeler que l'actuel député ne représente que la minorité; ses adversaires ont sur lui une majorité de plus de 500 voix. Pour nous, nous avons le témoignage de l'électorat et ce témoignage nous est une suffisante récompense de ce que nous avons fait pour la colonisation.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le ministre de la Colonisation a tort de couvrir la conduite du gouvernement envers les colons par le résultat des dernières élections générales. La politique de la colonisation du gouvernement est un désastre dans la province et le gouvernement ne s'en occupe pas le moins du monde. Durant la dernière campagne électorale, on n'a pas parlé un mot de colonisation.

Nous avons eu toutes les misères du monde - je m'en suis rendu compte personnellement - à amener les orateurs du gouvernement à parler des questions de politiques provinciales et nous n'avons pas réussi. Il n'y a pas un candidat libéral aux dernières élections qui ait parlé de colonisation. Ils se sont contentés de faire appel aux préjugés de race et de promettre que le gouvernement de Québec allait porter secours à nos compatriotes de l'Ontario. Durant la campagne, on n'a parlé que de la résolution Lapointe² ou autres questions qui se rapportaient à la minorité canadienne-française de l'Ontario. On promettait mer et monde pour nos frères de l'Ontario et surtout on promettait de substantiels octrois pour les aider dans leur lutte. Aujourd'hui, on renie tout ce que l'on a promis; il suffit pour les candidats du gouvernement d'avoir escamoté des mandats.

C'était habile. Aujourd'hui que les partisans du gouvernement ont escamoté des votes, ils oublient leurs promesses et ne songent plus à leurs frères ontariens. En réalité, le peuple ne s'est pas prononcé sur la politique de colonisation du gouvernement, pas plus que sur la politique du gouvernement en général, mais uniquement sur la motion Lapointe et sur la persécution d'Ontario.

Naturellement, je n'accuse pas le premier ministre d'avoir eu recours à de pareilles tactiques. Celui-ci, dit-il, est bien trop habile pour cela. Mais ses partisans se sont servis de ces armes pour tromper la vigilance du peuple et fausser son jugement.

Le ministre de la Colonisation n'est pas capable de répondre aux questions que je lui ai posées relativement à la colonisation dans la province. Je me suis basé pourtant sur des rapports sérieux, sur ceux de l'abbé I. Caron et de M. Carufel. Je lui ai posé des questions sérieuses et il n'a pas cru répondre. Puisque l'on ne fait pas plus de cas de mes questions et de mes remarques, je vais faire parler les colons eux-mêmes sur ce sujet de la colonisation qui leur tient assurément à cœur.

J'ai déjà parlé des plaintes des colons de l'Abitibi au sujet des promesses qu'on leur a faites et que l'on a violées, notamment au sujet de cette promesse d'un chemin de fer. Le ministre de la Colonisation a déclaré qu'il n'avait jamais, ni ses collègues ni lui, promis ce chemin de fer. Or, voici une lettre signée par un très grand nombre de colons du Témiscamingue qui blâment le gouvernement pour n'avoir pas donné à cette région le chemin de fer qui a été promis:

M. Arthur Sauvé, M. P. P.
Chef de l'opposition,
Québec

Nous, les soussignés électeurs de la municipalité de Saint-Isidore, comté de Témiscamingue, ayant pris connaissance des débats de la Chambre parus dans les journaux en date du 29 novembre 1916, d'un article dans lequel l'honorable ministre de la Colonisation, M. Mercier, dit ne jamais avoir promis, ni lui ni ses prédécesseurs, un chemin de fer au Témiscamingue, nous remarquons avec plaisir que, cette année, M. le ministre avoue que son prédécesseur avait promis de favoriser un chemin de fer; nous remarquons avec plaisir que M. le ministre est mieux cette année que l'an dernier, car on croit se rappeler que, l'an dernier, le même ministre disait, par la voie des mêmes journaux, que ni lui ni ses prédécesseurs n'avaient promis un chemin de fer au Témiscamingue. Mais, nous, est-ce par intérêt? Peut-être. Nous nous rappelons avoir entendu la voix de Sir Lomer Gouin, dans un voyage qu'il a fait au Témiscamingue, accompagné des honorables MM. Tarte et Allard, dire, dans un discours public à Ville Marie, que, dans trois ans, il reviendrait visiter le Témiscamingue en chars; que la chose était décidée et que le gouvernement ne connaissait pas encore que la région souffrait autant qu'il le constatait lui-même du manque d'un chemin de fer. Ce sont là ses vraies paroles.

Ensuite, l'on croit se rappeler ce que l'honorable Chs Devlin, dans un discours prononcé à un banquet, à Ville Marie, nous dit, et ce, en présence de notre digne député M. Simard, et voilà ses propres paroles: "Au nom du gouvernement, je vous promets un chemin de fer, et ce, avant cinq ans, et, si la compagnie du C. P. R. ne le bâtit pas, le gouvernement le bâtera." Ceci se disait en 1910.

En mars 1912, à une délégation du clergé et des laïcs du Témiscamingue, faite à Québec auprès du gouvernement, pour avoir un chemin de fer, là encore, Sir Lomer Gouin et l'honorable Chs Devlin ont promis que, si la compagnie du C. P. R. ne le bâtissait pas immédiatement, le gouvernement allait le bâtir, et, dans le cours de cette même année, il s'en construisit dix milles de chemin de fer, et, à l'automne 1912, au passage au Témiscamingue de Sir Wilfrid Laurier accompagné de plusieurs de sa suite, l'honorable Devlin, dans son discours, de nous dire: "Depuis quatre mois environ que je suis votre député et vous avez déjà dix milles de chemin de fer qui s'achèvent, et je vous promets que la construction de votre chemin de fer va se conduire avec toute la rapidité possible. Combien en aurez-vous dans quatre ans? Vous aurez un chemin de fer qui traversera votre région; vous avez un des plus beaux comtés de la province de Québec." Ce sont là ses vraies paroles.

Et, à des colons de Latulipe, sur une question de la construction d'un pont traversant le ruisseau Gilles, l'honorable Chs Devlin de leur dire: "Faites seulement un bon pont car, avant quatre ans, vous aurez un pont pour traverser les chars, les voitures et les piétons, car je vous promets que les chars passeront ici." Ce sont là ses vraies paroles, et ces gens-là à qui l'honorable Chs Devlin parlait ne sont pas morts et se le rappellent correctement. Pourtant, l'on nous a bien dit que l'honorable Chs Devlin était bien le prédécesseur de l'honorable M. Mercier, et nous protestons contre la déclaration de M. Mercier, et nous lui disons que le gouvernement, par la voix de ses ministres, nous a promis un chemin de fer, et nous disons à l'honorable H. Mercier qu'il s'expose quand il nie devant Sir Lomer Gouin la promesse d'un chemin de fer au Témiscamingue, car lui-même, Sir Lomer Gouin, l'a promis, tel que dit plus haut, et nous disons à l'honorable H. Mercier que notre député actuel a été témoin de ces promesses, et, aujourd'hui, le même gouvernement, par la voix de son ministre, nous dit: "L'on ne vous a jamais promis de chemin de fer, vous, vous êtes menteurs."

Ah! c'est bien dur pour nous, habitants du Témiscamingue, d'entendre de telles déclarations de la part d'un ministre du gouvernement, du même gouvernement qui nous a promis un chemin de fer et a fait par là de grandes réclames, et de grandes réclames pour l'établissement de colons au Témiscamingue. Mais le gouvernement aurait dû dire dans ses réclames que c'était dans le but d'exiler ces colons et leurs familles, et ce, éternellement puisque, aujourd'hui, il nie ces promesses et ne donne aucun encouragement à sa politique (Le retour à la terre). Est-ce le retour à la terre ou dans la terre, ou le retour à l'exil qu'il prêche? Que devons-nous comprendre pour nous? Ici, nous sommes complètement exilés, nous n'avons aucune communication avec aucun voisin, nous n'avons pas de bateau et pas de glace sur le lac et, quand nous avons la traverse de glace pour aller vendre nos produits, ça nous coûte tellement cher qu'il ne nous reste plus rien au retour, et, le printemps et l'automne, on est exposés aux noyades et à la perte des chevaux sur la glace, nos voitures et nos charges, comme c'est déjà arrivé à un homme qui traversait sur les premières glaces et qui a perdu ses chevaux, harnais et voitures et charges. C'était un voyage de pelleteries, capots de fourrure, casques, robes de voiture; le tout a été évalué à vingt-trois cents piastres.

Nous voudrions savoir de l'honorable H. Mercier ce que ça lui a coûté pour se rendre, le printemps dernier, de New Liskeard à Ville Marie,

37 milles de chemins. On a changé de chevaux trois fois et, en arrivant à Ville Marie, de dire aux gens leur serrant la main: "Il faut avoir une bien bonne santé pour pouvoir se rendre à Ville Marie." Pourtant, nous ne lui voyions pas de charge de produits d'aucune sorte et il se croyait à plaindre, le cher ministre, et nous le trouvions bien chanceux de se promener aussi à l'aise; deux bons chevaux à la voiture légère... bien de nos gens arrivaient en avant et en arrière de lui par le même chemin avec de pauvres chevaux bien chargés; l'un d'eux avait brisé sa voiture, l'autre son harnais, et un autre, son cheval était fatigué et n'avait pu se rendre, et par conséquent avait mangé plus que l'argent que son voyage avait donné, et il n'était pas encore rendu à sa demeure, et la famille attendait après lui pour se boulangier du pain. Et, pour tout encouragement pour nous, notre gouvernement nous dit: "Vous êtes menteurs, on ne vous a jamais promis de chemin de fer et vous n'en aurez pas." L'on croit qu'il est de notre devoir de protester et de dire au gouvernement: Vous nous avez promis un chemin de fer, et donnez-nous donc un chemin de fer. S'il vous plaît, donnez-nous donc un chemin de fer. Nous ne vous demandons pas de traverser notre région avec ce chemin de fer, mais au moins rendez-le ici; il reste encore environ 35 milles de construction à faire, ça ne doit pas être tant et tant pour un gouvernement qui a pris la bonne politique (Le retour à la terre). Nous venons vous demander le retour de l'exil où vous nous avez fait placer par vos réclames si flatteuses et si chaleureuses. Et, pour prouver que nous voulons avoir un chemin de fer, nous offrons au gouvernement de nous taxer et, avec ses revenus, de nous bâtir un chemin de fer, ou bien qu'il nous accorde la permission de s'annexer à la province de l'Ontario. Ce gouvernement nous accordera certainement un chemin de fer, car il l'accorde de bonne volonté, sur demande, car nous voyons nos voisins de l'autre côté du lac avec un chemin de fer. (L'on pourrait dire de la laiterie à la maison en comparaison avec nous ici.) Et, si le gouvernement ne nous accorde rien, l'on se verra obligés de tourner nos vues du côté du fédéral pour obtenir un quelque chose... qui nous annexera à l'Ontario ou on s'adressera à la Croix-Rouge... quelque part... il nous faut un chemin de fer...

On nous apprend une nouvelle que l'on ne veut pas croire, car nous croyons notre gouvernement mieux intentionné à notre égard et nous lui demandons de ne rien donner d'aucune manière comme bonus pour la construction ou l'amélioration de la navigation sur le lac Témiscamingue, et nous lui demandons plutôt de

fournir un bonus pour la construction d'un chemin de fer, car de la navigation, la région en est fatiguée et rendue à bout; l'on paie plus cher en bateau du pied du lac à venir à Ville Marie que les chars de Montréal à Témiscamingue station, au pied du lac. On nous dit: Ça achève, le chemin de fer va se finir. Et, aujourd'hui, si le gouvernement ne veut pas avouer seulement qu'il nous l'a promis, et si ça doit prendre encore quelque dix ans avant d'avoir notre chemin de fer, on se verra obligés de s'expatrier du côté d'Ontario ou ailleurs où nous pourrions avoir quelque chance de communication plus facile. Voilà à quoi est due l'immigration de nos belles et nouvelles paroisses du Témiscamingue. Ici, on commence à moins parler du retour à la terre, la bonne politique du gouvernement. On commence plutôt à parler de sortir de l'exil où on est placé, et l'on pourrait conseiller à toutes personnes du gouvernement qui ont peur que les Allemands viennent prendre le Canada de venir s'établir avec nous ici, au Témiscamingue. Ici, nous sommes à l'abri de tous ces dangers, nous sommes dans un pays neutre; ça doit être un pays neutre car aucun ne nous connaît et aucun espion ne peut nous arriver, il mourrait de misère avant de se rendre, car il faut, comme le disait M. le ministre, une santé de Canadien pour arriver ici et, pour y rester, plus que Canadien. Voilà la situation dans laquelle le gouvernement nous tient en ne nous donnant pas de chemin de fer. Avec un chemin de fer, nous aurons certainement un des plus beaux coins de la province de Québec: belles terres argileuses et très fertiles, des pouvoirs d'eau en quantité et d'une force supérieure à tous autres dans la province de Québec. Que le gouvernement compare les pouvoirs d'eau des rapides des Quinze et d'autres dans la région ici avec les autres pouvoirs qui sont bien utilisés, il trouvera en passant que ces pouvoirs ont été vendus à des garçons et on croit que ces garçons ont dû les acheter pour établir leurs arrière-petits-fils, car rien ne marche en fait de construction pour ces pouvoirs d'eau, et on entend dire que ça ne coûte à ces messieurs que trente piastres par année pour garder leurs droits, et nous ici, braves colons, on prend un lot du gouvernement avec des conditions à remplir, et, si on y manque, quand bien même on n'aurait rien à manger, on nous annulera notre lot, ou bien, si on veut se couper un peu de bois pour s'aider à vivre, on nous dira: Ce bois appartient au gouvernement. Le marchand de bois n'a pas eu le temps de le couper avant qu'on l'achète et c'est pourquoi le gouvernement l'a réservé, et on le coupe, pauvre colon, il faut payer la coupe et vivre comme on le peut.

Ici, dans la région, il se brûle chaque année au-dessus d'un million de cordes de bois de pulpe et, si on avait les chars comme ailleurs, il se vendrait et cela aiderait beaucoup au développement de notre région. En un mot, pour faire connaître tous les avantages que nous donnerait un chemin de fer, il faudrait quelqu'un de spécialement employé à décrire ces avantages.

Notre député au fédéral, M. G. H. Brabazon, dans un discours qu'il faisait dernièrement, disait que c'était un crime national que de laisser une région comme la nôtre sans chemin de fer et a promis de faire de grandes offres au gouvernement provincial pour la construction d'un chemin de fer au Témiscamingue, et a promis de faire des démarches avec les ministres fédéraux auprès du gouvernement de Québec et de la compagnie du C. P. R. Nous espérons qu'avec le dévouement de notre digne député les gouvernements s'entendent ensemble et donnent chacun d'eux bonus et encouragement. La compagnie du C. P. R. se décidera de continuer sa ligne jusqu'à nous. Alors, le gouvernement se montrera en faveur des colons du Témiscamingue et de bien des gens de toutes les parties de la province de Québec, et même de bien des bons Canadiens aux États-Unis, qui sont désireux de venir s'établir au Témiscamingue, et nous aurons le bien-être et l'aisance.

Signé: Luc Dubois, Amédée Beaulé, Jos. Faucher, Eusèbe Tétrault, Elzéar Roy, Sam. Riché, J. B. Blain, Alfred Morrisette, Jos. Lachase, André Carrière, Jos. Carrière, Wilfrid Cardinal, Willie Bélanger, Cyr, Beaulé, Adélard Patry, Josphat Chartier, Cléophas Chartier, Alfred Paquet, L. Vigneault, Wilfrid Serré, S. Filion, Henry Fontaine, Xavier Mantha, Albani Mantha, Omer Hamel, Émile Pagé, Edmond Carrière, Onésime Bournival, Urgel Binet, Oscar Houle, Armand Rivet, Treflé Laforge, Alex. Bérubé père, J. B. Rheault, Jos. Morin père, Albert Vincent, Henry Barriault, Mathins Cardinal, John Hull, Onésime Allard, Jos Bourget, Pierre Falardeau, Adger Falardeau, David Fleuri, Elz. Rivest, Octave Fleuri, Hildaige Rondeau, Louis-Philippe Bergeron, Philippe Bergeron, Lorenzo Bergeron, William Hamel, W. George Trudelle, Aldéric Beaulé, Adélard Vincent, Alfred Bouly, Xavier Turgeon, Olivier Turgeon, Philippe Barette, Émile Fabre, Ernest Bougie, Joseph Lalonde, Paul Lapointe, Josep Barette, Edmond Champagne.

Il conclut en disant que le résultat des dernières élections ne l'empêchera pas de remplir le mandat que lui ont donné ses électeurs de venir critiquer la politique du gouvernement quand il le jugera à propos.

L'honorable M. Mercier (Châteauguay) déclare au chef de l'opposition qu'il prendra cette requête en considération.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose: Qu'un crédit n'excédant pas trois cent mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour amélioration et entretien des chemins, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières) donne des explications à la Chambre au sujet de cet octroi de \$300,000 pour les routes de la province. Il déclare que l'on a augmenté de \$50,000 le montant destiné à l'entretien des chemins, vu que la classification des routes décrétée récemment par le bill qui pourvoyait à désigner les routes provinciales et municipales exige cette augmentation.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) fait remarquer que le bill relatif à l'entretien des routes nationales et des routes régionales a été voté en son absence et qu'il n'a pas eu l'occasion de donner son opinion. Il demande si ce principe s'appliquera aux chemins de terre.

L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières):
Non.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le principe de la loi de classification des routes n'est pas mauvais. On y a en vu, dit-il, l'entretien uniforme, et c'est louable. Mais cet amendement enlève une nouvelle parcelle de l'autonomie des municipalités et il est à craindre que la part de l'entretien devienne une lourde charge pour les municipalités, surtout si les représentants du gouvernement qui surveilleront cet entretien commettent des abus à cause de leur incompetence ou de leur manque de discernement.

Mais on doit rendre au ministre de la Voirie le témoignage que les choses se sont sensiblement améliorées dans son département. Grâce à l'expérience acquise en ces dernières années, on évite les erreurs des débuts et la confection des routes ne laisse plus à désirer.

L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières): L'organisation du département a été difficile; tout était à faire, il a fallu former des ingénieurs, acheter tout l'outillage, créer un système, etc. Les résultats obtenus sont satisfaisants, et le gouvernement entend

profiter de l'expérience acquise pour perfectionner tous les jours l'administration du département.

Le gouvernement a procédé d'abord à une campagne d'éducation, puis il s'est appliqué à laisser aux municipalités leur autonomie.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) constate avec plaisir que les ingénieurs et les inspecteurs de la voirie s'efforcent d'éviter les abus et les erreurs qui, dans le passé, ont entraîné les municipalités dans des dépenses inutiles et considérables. Cela veut dire que les critiques de l'opposition étaient claires, contrairement à ce que dit le rapport de la voirie. Il y a encore beaucoup de bouts de chemins, puisque, sur 12,000 municipalités, il n'y en a que 498 qui ont amélioré leurs chemins.

Et il s'étonne que ces dépenses d'entretien ne doivent pas coûter plus cher. Il demande au ministre quelles sont les routes provinciales.

L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières): Les cinq routes provinciales sont la route Édouard VII, Montréal-Québec, Lévis-Jackman, Sherbrooke-Derby Line et celle de Chambly.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté les bills suivants avec certains amendements qu'il la prie d'agréer:

- bill 104 amendant la charte de la ville de Saint-Jean et constituant cette dernière en corporation de cité;

- bill 133 amendant la loi 5 George V, chapitre 161, section 1, concernant la succession de feu James McCready;

- bill 64 amendant la loi constituant en corporation l'Union Saint-Joseph de Saint-Hyacinthe.

**Charte
de Saint-Jean**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 104 amendant la charte de la ville de Saint-Jean et constituant cette dernière en corporation de cité. Lesdits amendements sont lus deux fois.

**Succession de
James McCready**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 133 amendant la loi 5 George V, chapitre 161, section 1, concernant la succession de feu James McCready. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

**Union Saint-Joseph
de Saint-Hyacinthe**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 64 amendant la loi constituant en corporation l'Union Saint-Joseph de Saint-Hyacinthe. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

La séance est levée.

NOTES

1. *Le Soleil* (16 décembre 1916, p. 1) précise que M. Turcotte s'est fâché de cette question du ministre et que les mots rapportés sont "les derniers d'une phrase que personne, du moins dans la galerie des journalistes, n'a pu saisir en son entier".

2. *Motion Lapointe*, présentée au Parlement fédéral, en mai 1916, par Ernest Lapointe (Voir: Rumilly, R. *Histoire de la province de Québec*, vol. XXI, p. 111-120).

Séance du samedi 16 décembre 1916

Présidence de l'honorable A. Galipeault

La séance est ouverte à midi.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

M. Francoeur (Lotbinière): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le seizième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter les bills suivants avec des amendements:

- bill 100 amendant la charte de la cité de Montréal;
- bill 89 amendant la charte de la cité de Maisonneuve;
- bill 108 autorisant la cité de Montréal à indemniser ou exproprier certains propriétaires du quartier Hochelaga.

**Loi de la
Cour supérieure**

L'honorable M. Gouin (Portneuf) demande la permission de présenter le bill 9 modifiant les statuts refondus, 1909, relativement à la Cour supérieure.

Il dit qu'il expliquera ce bill en détail à la Chambre lors de la seconde lecture, la semaine prochaine.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Ponts et chemins
de péage**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Décarie), qu'à la prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions concernant le bill 48 amendant la loi 2 George V, chapitre 2, relativement aux ponts et chemins de péage dans la province.

Adopté.

Fonds patriotique

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, appuyé par le représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Décarie), qu'à la prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions concernant le bill 41 autorisant une souscription d'un million de piastres au Fonds patriotique canadien.

Adopté.

Subsides

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose: Qu'un crédit n'excédant pas soixante-quatorze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour être distribué parmi les institutions catholiques, en vertu de l'article 2937, S. R. Q., 1909: pour les collèges classiques, dix-neuf mille piastres; pour les écoles modèles et académiques, cinquante-cinq mille piastres; pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande des renseignements au sujet des académies. Il veut savoir combien il y a de ces académies dans la province.

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve) réfère le chef de l'opposition au dernier rapport annuel du surintendant de l'Instruction publique et aux statistiques de ce département.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) pose plusieurs questions sur la situation actuelle de l'Instruction publique dans la province.

Des députés parlent et font du bruit.

M. l'Orateur: À l'ordre!

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve) dit qu'il n'est pas en état de répondre aux questions du chef de l'opposition.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande combien le gouvernement donne aux collèges classiques.

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve) réfère de nouveau le chef de l'opposition au rapport annuel du surintendant de l'Instruction publique.

Des députés parlent et dérangent les orateurs.

M. l'Orateur: À l'ordre!

M. Sauvé (Deux-Montagnes) proteste contre le peu d'intérêt que prennent les députés aux choses de l'Instruction publique.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose de laisser de côté le budget pour s'occuper des bills privés.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) accepte.

Le comité fait rapport qu'il n'a pas terminé l'examen de la résolution qui lui a été soumise et demande la permission de siéger de nouveau.

Église catholique grecque ruthène

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme maintenant en comité général pour étudier le bill 87 concernant l'érection dans cette province de paroisses et missions de l'Église catholique grecque ruthène en communion avec Rome.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de Courville

M. Cannon (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme maintenant en comité général pour étudier le bill 140 amendement la charte de la municipalité du village de Courville, dans le comté de Québec, et décrétant son érection en ville.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Cannon (Québec-Centre) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Institut des frères de Saint-Vincent-de-Paul

M. Létourneau (Montréal-Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme maintenant en comité général pour étudier le bill 141 constituant en corporation l'Institut des frères de Saint-Vincent-de-Paul de Montréal.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Létourneau (Montréal-Hochelaga) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Code municipal

M. Roy (Lévis) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme maintenant en comité général pour étudier le bill 180 modifiant la loi 6 George V, chapitre 4.

Adopté.

En comité:

M. Roy (Lévis): Il s'agit de corriger une erreur commise lors de la dernière refonte du Code municipal. Dans l'ancien Code municipal, il y avait une disposition spéciale pour le village de Saint-Romuald-d'Etchemin, et ces dispositions ont été enlevées dans la dernière codification. Il s'agit simplement de restituer ces dispositions.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté par la Chambre.

M. Roy (Lévis) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Ville de Pointe-aux-Trembles

M. Lévesque (Laval) propose, appuyé par le représentant de Lotbinière (M. Francoeur), que le bill 131 confirmant et ratifiant les règlements 48 et 50 de la ville de la Pointe-aux-Trembles et amendant l'article 5789a des statuts refondus, 1909, tel qu'édicte pour la ville par l'article 30 de la loi 6 George V, chapitre 53, soit réinscrit sur le feuillet pour être étudié en comité général².

Adopté.

Southern Canada Power Company

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme maintenant en comité général pour étudier le bill 136 constituant en corporation The Southern Canada Power Company.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu deux fois et adopté par la Chambre.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de Magog

L'ordre du jour appelle l'adoption des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 99 amendant la charte de la ville de Magog. Lesdits amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

Charte de Montréal

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose, appuyé par le représentant de Montmorency, que le bill 100 amendant la charte de la cité de Montréal soit réimprimé³.

Adopté.

Travaux de la Chambre

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable M. Taschereau), que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à lundi prochain, huit heures et quart du soir.

Adopté.

La séance est levée.

NOTES

1. Le journaliste de *La Patrie* (18 décembre 1916, p. 7) écrit: "Comme toutes les séances de fin de semaine, on parle, on remue, et le bruit ne cesse pas malgré les appels à l'ordre de l'Orateur. Les questions arrivent avec difficulté à destination et les réponses se font rarement entendre."

2. On a remis sur le feuillet le bill de la ville de Pointe-aux-Trembles, qui avait été tué vendredi, en comité général, à la suite d'une vive opposition de la part de M. Napoléon Séguin (*La Presse*, 18 décembre 1916, p. 12).

3. La Chambre a décidé de faire réimprimer le bill amendant la charte de la cité de Montréal, bill qui, on le sait, ne ressemble plus du tout à celui qui a été présenté au début de la session, par M. Turcot. C'est donc en possession du nouveau texte imprimé que les députés étudieront ce bill en comité général (*La Presse*, 18 décembre 1916, p. 12).

Séance du lundi 18 décembre 1916

Présidence de l'honorable A. Galipeault

La séance est ouverte à 8 h 15.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Loi d'hygiène publique

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve) demande la permission de présenter le bill 45 amendant la loi d'hygiène publique de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Cap-Tourmente

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve) demande la permission de présenter le bill 160 pour détacher de la paroisse de Saint-Joachim, dans le comté de Montmorency, certains immeubles pour former la paroisse de Saint-Louis-de-Gonzague du Cap Tourmente.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Subventions
aux chemins de fer

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 161 amendant la loi 2 George V, chapitre 5.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Aménagement
de la Jacques-Cartier

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) demande la permission de présenter le bill 49 accordant certains pouvoirs à la Commission des eaux courantes de Québec, relativement à l'emmagasinement des eaux de la rivière Jacques-Cartier.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Aménagement
de la rivière Sainte-Anne

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) demande la permission de présenter le bill 50 accordant certains pouvoirs à la Commission des eaux courantes de Québec, relativement à l'emmagasinement des eaux de la rivière Sainte-Anne.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Loi des bons chemins, 1912

L'honorable M. Mitchell (Richmond) demande la permission de présenter le bill 15 amendant la loi des bons chemins, 1912.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Vues animées

L'honorable M. Mitchell (Richmond) demande la permission de présenter le bill 34 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les exhibitions de vues animées.

Il explique que ce bill modifie les honoraires payés par les compagnies de cinéma sur les pellicules et pourvoit à la destruction des vieux films.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Organisation territoriale

L'honorable M. Gouin (Portneuf) demande la permission de présenter le bill 162 relatif à l'organisation, pour fins municipales, judiciaires et d'enregistrement, de certains territoires desservis par le chemin de fer national transcontinental.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

Concessions annulées
dans le canton Blais

M. Turcotte (Lac-Saint-Jean): 1. Combien y a-t-il eu de demandes de cancellation de lot pour le rang 1, canton Blais, depuis mai 1915?

2. Combien de lots ont été annulés?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):
1. 16.

2. 16.

Demande de documents:

Concessions
dans le canton Blais

M. Turcotte (Lac-Saint-Jean) propose, appuyé par le représentant de Deux-Montagnes (M.

Sauvé), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre un état indiquant: 1. Combien de lots ont été concédés dans le rang 2, canton Blais, depuis mai 1912. 2. À qui ces lots ont été concédés. 3. Si ces personnes avaient fourni les affidavits requis. 4. Si des demandes de concession ont été refusées dans le même rang depuis cette date. 5. À qui, pour quels lots et pourquoi, dans chaque cas, ces demandes ont été refusées.

Dépôt de documents:

Concessions dans le canton Blais

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve) dépose sur le bureau de la Chambre, en réponse à un ordre de la Chambre en date de ce jour, un état indiquant: 1. Combien de lots ont été concédés dans le rang 2, canton Blais, depuis mai 1912. 2. À qui ces lots ont été concédés. 3. Si ces personnes avaient fourni les affidavits requis. 4. Si des demandes de concession ont été refusées dans le même rang depuis cette date. 5. À qui, pour quels lots et pourquoi, dans chaque cas, ces demandes ont été refusées. (Document de la session no 33)

Charte de Saint-Jean

L'ordre du jour appelle l'adoption des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 104 amendant la charte de la ville de Saint-Jean et constituant cette dernière en corporation de cité.

Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

Charte de Maisonneuve

M. Reed (L'Assomption) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 89 amendant la charte de la cité de Maisonneuve.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Reed (L'Assomption) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Expropriation dans Hochelaga

M. Perrault (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme maintenant en comité général pour étudier le bill 108 autorisant la cité de Montréal à indemniser ou exproprier certains propriétaires du quartier Hochelaga.

Adopté.

En comité:

Le comité étudie le préambule du projet de loi.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose en amendement d'y ajouter le paragraphe suivant:

"Attendu que la cité de Montréal a consenti à la passation de la présente loi;"

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. Ledit amendement est lu deux fois et adopté.

M. Perrault (Arthabaska) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Shearith Israel

L'ordre du jour appelle l'adoption des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 82 amendant la charte de la corporation des juifs espagnols et portugais, Shearith Israel, de Montréal.

Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

Charte de Montréal

M. Parrot (Témiscouata) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme maintenant en comité général pour étudier le bill 100 amendant la charte de la cité de Montréal.

Adopté.

En comité:

Le comité étudie les articles 1 à 20. Lesdits articles sont adoptés.

Le comité étudie l'article 21 qui se lit ainsi:

"21. Nonobstant les dispositions des articles 1388 et suivants des statuts refondus, 1909, et leurs amendements, et nonobstant toute autre loi, la cité de Montréal est exemptée de payer au gouvernement de cette province toute taxe ou licence pour les véhicules-moteurs lui appartenant et dont elle se sert pour l'exécution de ses travaux municipaux."

L'honorable M. Mitchell (Richmond) croit que cet article se retrouve dans la nouvelle loi sur les véhicules-moteurs et il propose de le retirer. S'il constate que ce n'est pas le cas, l'article pourra être ajouté lorsque le bill sera soumis au Conseil législatif.

Adopté. L'article est retiré, ayant été imprimé par erreur.

Le comité étudie l'article 22 qui se lit ainsi:

"22. La cité est autorisée à exécuter, même en dehors de son propre territoire, sauf dans les limites de la ville de Montréal-Ouest, les travaux qui seront nécessaires pour assainir la rivière Saint-Pierre, soit en la canalisant ou autrement, et, à cette fin, elle pourra acquérir à l'amiable ou exproprier, d'après les dispositions de sa charte, tous les terrains ou endroits de passage qui seront requis.

"La ville de Saint-Pierre-aux-Liens, la cité de Lachine et la cité de Montréal paieront les dépenses principales et incidentes que la cité de Montréal encourra au cours de l'exécution de ces travaux dans les proportions suivantes:

"La ville de Saint-Pierre-aux-Liens, 1/11; la cité de Lachine, 3/11, et la cité de Montréal, 7/11.

"Tous les six mois, la cité de Montréal rendra compte des déboursés faits à la ville de Saint-Pierre-aux-Liens et à la cité de Lachine, et celles-ci devront payer leur quote-part dans la proportion ci-dessus, dans les trente jours qui suivront; dans le cas où elles négligeraient de payer le montant dû par elles dans le délai susdit, la cité de Montréal pourra recouvrer la somme due par chacune d'elles par poursuite intentée devant le tribunal compétent.

"La partie des travaux qu'il faudra faire dans les limites de la ville de Montréal-Ouest sera exécutée par cette dernière à ses propres frais et d'après la méthode qu'elle jugera à propos, et, à cette fin, elle pourra acquérir à l'amiable ou exproprier tous les terrains ou droits de passage qui seront nécessaires, pourvu toutefois que ces travaux soient exécutés en uniformité et, autant que possible, concurremment avec les travaux faits par la cité de Montréal et conformément aux plans et devis de l'ensemble des travaux tels que préparés par la cité de Montréal et sous la surveillance de l'ingénieur de cette dernière.

"La ville de Montréal-Ouest devra aussi payer à la cité de Montréal sa quote-part proportionnelle du coût raisonnable de la préparation des plans et devis susdits et de la surveillance des travaux par l'ingénieur de la cité de Montréal."

M. Ashby (Jacques-Cartier) s'oppose, au nom de la cité de Lachine, à ce que celle-ci soit tenue de défrayer une partie du coût de l'assainissement de la rivière Saint-Pierre.

L'article est adopté.

Le comité étudie les articles 23 à 31. Lesdits articles sont adoptés.

Le comité étudie l'article 32 qui se lit ainsi:

"32. Les taxes imposées avant la date de la sanction de la présente loi, quelle que soit leur nature, porteront, nonobstant toute loi à ce contraire, un intérêt de six pour cent par an à compter de la sanction de la présente loi."

L'article est retiré.

Le comité étudie la première section de l'article 34 qui se lit ainsi:

"34. 1. Une commission composée de l'honorable J.-P.-B. Casgrain, de la cité de Montréal, membre du Sénat du Canada, l'honorable Charles Beaubien, de la cité d'Outremont, membre du Sénat du Canada, MM. Alphonse Verville, membre du Parlement fédéral, de Montréal, Charles Laurendeau, C. R., avocat en chef de la cité de Montréal, et Francis J. Cockburn, de la cité de Montréal, surintendant de banque."

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce que les commissaires mentionnés dans le projet de loi ont accepté la nomination dont ils font l'objet? Ont-ils consenti à faire partie de la commission? La Chambre devrait savoir cela avant d'aller plus loin.

La Chambre devrait les avertir, d'autant plus que la presse a prétendu que l'acceptation de quelques-uns d'entre eux n'était pas certaine.

Le premier ministre sait-il s'il est vrai que des membres de la commission ont refusé d'en faire partie?

L'honorable M. Gouin (Portneuf) n'en a eu aucune nouvelle.

Je ne sais pas si ces messieurs acceptent ou n'acceptent pas de faire partie de la commission. Tout ce que je sais, c'est que les trois citoyens nommés d'abord, MM. Beaubien, Casgrain et

Cockburn, et les deux autres nommés ensuite, MM. Laurendeau et Verville, sont parfaitement compétents pour accomplir la mission qu'on leur confie et les citoyens de Montréal devraient être satisfaits de voir ces citoyens se charger du règlement de cette épineuse question.

Les personnes désignées accepteront en bons citoyens de faire leur part dans le règlement d'une question si débattue et qui intéresse toute la population de Montréal.

Et tous les membres du comité des bills privés ont approuvé l'article ainsi que le nom des personnes choisies.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Mais il peut se faire que l'un ou l'autre n'accepte pas et, alors, d'après les prévisions de la loi, c'est le gouvernement qui devra nommer ceux qui remplaceront ceux qui ne voudront pas accepter.

Cette demande est importante. En cas de refus d'agir, ajoute-t-il, le gouvernement se réserve le droit de faire des nominations qui n'auraient pas été ratifiées par la Chambre.

On dit, à Montréal, que la formation de cette commission est pour le moins un grave abus législatif, sinon un scandale. Au cas où l'un des commissaires démissionnerait, le gouvernement aurait le privilège de lui nommer un successeur. Il veut bien croire qu'il n'en abusera pas, mais, d'un autre côté, il lui serait parfaitement loisible de favoriser certains intérêts particuliers au détriment de l'intérêt général.

Ce sera encore une parcelle de l'autonomie de Montréal qui disparaîtra. Il y aurait pourtant bien assez de la nomination de cette commission qui enlève tout ce que Montréal avait encore d'autonomie sans qu'on porte encore ce dernier coup à cette autonomie en donnant le droit de nommer même les commissaires. La Législature s'arrogerait trop de pouvoir en agissant de la manière proposée.

C'est un point très important. J'ai entendu des plaintes d'échevins de Montréal, de membres de la commission de contrôle et de citoyens à l'effet que cet article enlève à la ville tout pouvoir concernant le règlement de la question des tramways. S'il ne s'agit pas d'un scandale, c'est à tout le moins une épreuve pour les citoyens de Montréal. Cela fait disparaître le peu d'autonomie qui reste. Serait-il dans l'intérêt du gouvernement de prêter le flanc aux critiques que cette mesure pourrait entraîner? En dépouillant l'administration civique de Montréal de tous ses pouvoirs, la responsabilité incombera au gouvernement.

L'honorable M. Gouin (Portneuf): Pour la composition de la commission, nous avons soumis les noms les plus susceptibles d'être acceptés. Il croit que l'amendement va dans le sens des intérêts de tous les citoyens de Montréal. Plus encore, il croit que la proposition recevrait un appui unanime dans la province de Québec. Le chef de l'opposition s'est demandé ce qui arriverait si les membres de la commission démissionnaient ou refusaient d'agir. Il a de bonnes raisons de croire que les hommes pressentis seront bien disposés et seront tenus, en tout honneur, d'accepter cette responsabilité.

Le chef de l'opposition a signalé que la mesure allait à l'encontre des droits de l'administration civique. Les gens de Montréal ont sollicité l'amendement, et le gouvernement prendra la responsabilité. Il y a un problème important à régler. Les noms les plus acceptables ont été soumis. Il a raison de croire que ces noms seront acceptés par tous. S'ils n'acceptent pas, la loi elle-même stipule que le lieutenant-gouverneur en conseil sera autorisé à remplacer ceux qui refuseront d'agir ou qui démissionneront.

Des députés applaudissent.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Si Montréal est dans une situation déplorable, c'est la faute du gouvernement et non pas celle des députés de la campagne, comme on l'a dit. Ceux-ci ne faisaient, en effet, dans les amendements à la charte de la grande ville, que suivre les indications qui leur avaient été données par leur chef.

Si Montréal est dans l'état où il se trouve actuellement, c'est à cause des modifications apportées à sa charte à la demande d'intérêts particuliers dont le gouvernement s'est fait complice. Si Montréal a souffert, par ailleurs, de maladministration, pourquoi le procureur général n'a-t-il pas agi en certaines circonstances?

Pourquoi n'a-t-on pas donné aux commissaires-enquêteurs le droit de faire arrêter les coupables? Les noms de ces coupables, ils sont connus du public, et le bon peuple se dit que, si on les laisse tranquilles, c'est parce que ce sont des gens haut huppés.

Il dit que, s'il ne voulait pas prendre inutilement le temps de la Chambre, il pourrait citer nombre d'interventions inopportunes du gouvernement.

À n'en pas douter, le premier ministre est à la fois intelligent et ingénieux. En Chambre, on a maintes fois déclaré que la ville de Montréal était mal administrée depuis plusieurs années. D'un autre

côté, la réplique de l'administration civique était - et non sans raison - à l'effet que, si la ville de Montréal était mal gouvernée et dans la situation critique actuelle, c'était en raison des privilèges consentis à des intérêts particuliers par la Législature de Québec, intérêts particuliers qui pesaient lourd sur la population de la cité. Il a entendu certains des administrateurs de la cité discuter de ces choses. Lorsqu'ils reviennent à Montréal et que les citoyens critiquent les gestes qu'ils posent ici, ils disent: Que voulez-vous? Que pouvons-nous faire de plus, alors que nous avons affaire à une Chambre composée en grande partie de députés provenant de comtés ruraux qui ne connaissent rien aux affaires de la cité de Montréal?

Il accuse le gouvernement d'être à la merci de certains intérêts à Montréal et d'accorder des privilèges à des individus. Il énumère ensuite des chiffres concernant les dettes de Montréal, tels que compilés par le contrôleur Villeneuve, afin d'illustrer la situation actuelle de la cité. Il répète que la maladministration de Montréal est causée par l'octroi de privilèges à des intérêts particuliers.

Certaines enquêtes ont été menées concernant les affaires de la cité de Montréal, ajoute-t-il, mais les commissaires-enquêteurs se sont vu refuser de punir les coupables, alors que des coupables ont effectivement été identifiés. Le gouvernement leur a refusé ce pouvoir. Alors, est-ce donc l'administration de Montréal qui est coupable? Je dis non. Ce n'est pas la cité de Montréal, mais bien certains intérêts rattachés à l'administration.

Il est impossible d'arrêter ces coupables et de les faire comparaître. Pourquoi, dans ces circonstances, le Procureur général n'intervient-il pas? Peut-être y a-t-il une raison. L'état actuel des choses affecte certainement le public. Plusieurs ont dit que les coupables ne risquaient pas d'être arrêtés. Si le temps de la Chambre n'était pas si précieux, j'énumérerais certains amendements à la charte de la ville de Montréal qui sont tout à fait contraires aux intérêts des contribuables de Montréal.

Il poursuit en affirmant qu'il n'a pas un mot à dire concernant les messieurs cités à titre de membres de la commission. Mais, de toute façon, il est possible qu'ils n'acceptent pas cet honneur et que demain le premier ministre soit dans l'obligation d'en nommer d'autres. Pourquoi ne pas nommer le maire ou le chef du conseil de ville?

La première section est adoptée.

Le comité étudie les sections 2 à 7 de l'article 34 qui se lisent ainsi:

"2. Cette commission est chargée de préparer le contrat entre la cité de Montréal et la Montreal Tramways Company, prévu par les sections 14 et 15 de la loi 1 George V (2e session), chapitre 77; et, pour cet objet, elle a la capacité, les droits et les pouvoirs que la loi confère à la cité de Montréal.

"3. Si un commissaire meurt, ou refuse, néglige ou devient incapable d'agir, ou transmet sa démission au lieutenant-gouverneur en conseil, sa charge devient vacante, et le lieutenant-gouverneur en conseil peut lui nommer un successeur.

"La vacance, néanmoins, ne cause pas la dissolution de la commission.

"4. Avant d'entrer en fonction, les commissaires prêtent serment de remplir fidèlement et sans partialité leurs devoirs en vertu de la présente sanction.

"5. La commission peut se nommer un secrétaire qu'elle a le pouvoir de remplacer.

"Elle est également autorisée à employer des experts et toutes autres personnes dont les services pourront être jugés par elle nécessaires ou utiles.

"6. La commission procédera avec toute la diligence possible à remplir les fins pour lesquelles elle est constituée.

"7. La commission se réunira dans la cité de Montréal et siégera de la manière qu'elle déterminera.

"Elle est autorisée à s'enquérir des faits sur lesquels s'étend son action par tous les moyens propres à s'éclairer."

Les sections sont adoptées.

Le comité étudie la section 8 de l'article 34 qui se lit ainsi:

"8. Le contrat préparé par la commission, tel qu'autorisé par le paragraphe 2 de la présente section, entrera en vigueur, après avoir été signé par la commission ou la majorité de ses membres, le jour où il sera signé par le président et le secrétaire de la Montreal Tramways Company, dûment autorisés par résolution du bureau de direction de ladite compagnie, et liera cette compagnie et la cité de Montréal pour une période de trente-six années à partir de son entrée en vigueur, sauf les dérogations et modifications qui pourront y être apportées de temps à autre du consentement mutuel de la cité et de ladite compagnie.

"À compter de la même date, ce contrat annulera et remplacera tous autres contrats entre ladite cité et ladite compagnie pour des objets semblables relativement au même territoire.

"À l'expiration de ladite période de trente-six années, et à l'expiration de chaque période de cinq années subséquentes, la cité de Montréal aura le droit, après un avis de six mois donné à la Montreal Tramways Company, dans les douze mois qui précéderont immédiatement l'expiration desdites trente-six années, ainsi qu'après un pareil avis de six mois et aux mêmes conditions, à la fin de chaque cinq années subséquentes, de s'approprier la voie ferrée de ladite compagnie, ainsi que les immeubles et dépendances, le matériel et les voitures lui appartenant, et nécessaires à l'exploitation de ladite voie ferrée, en en payant la valeur, qui sera fixée par des arbitres, et dix pour cent en sus de l'estimation. Lesdits arbitres seront nommés comme suit: un par la cité de Montréal, un par la Montreal Tramways Company et le troisième par un juge de la Cour supérieure siégeant dans et pour le district de Montréal."

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, en amendement, que soit ajouté le paragraphe suivant:

"Le contrat préparé par la commission, tel qu'autorisé par le paragraphe 1 de la présente section, sera soumis aux contribuables électeurs de la cité de Montréal par voie de référendum et, si la majorité desdits contribuables se prononce en faveur dudit contrat, il entrera en vigueur après avoir été signé par la commission ou la majorité de ses membres le jour où il sera signé par le président et le secrétaire de la Montreal Tramways Company dûment autorisés par résolution du bureau de direction de ladite compagnie et liera cette compagnie et la cité de Montréal pour une période de trente-six années à partir de son entrée en vigueur, sauf les dérogations et modifications qui pourront y être apportées de temps à autre du consentement mutuel de la cité et de ladite compagnie."

L'honorable M. Gouin (Portneuf) s'oppose à l'amendement parce que, dit-il, s'il était accepté, la ville ne serait pas plus avancée qu'elle ne l'est actuellement.

La question est débattue depuis longtemps et ce référendum retarderait la solution à laquelle tout le monde aspire.

La question d'une franchise entre la cité et la compagnie de tramways couve depuis 1903. La préparation d'un contrat est un travail qui requiert l'attention d'hommes particulièrement éclairés. Il ne voit pas le bien-fondé de soumettre la franchise article par article aux électeurs de Montréal. Il appartient à la Chambre de décider, mais je suis d'avis qu'un contrat de cette nature ne doit pas faire l'objet d'un référendum.

Je crois à la voix du peuple, mais que comprendrait-il à ce contrat? Il s'agit d'un contrat, question fort compliquée. Il est ridicule que le suffrage populaire soit exercé en pareille circonstance.

J'ai une grande confiance dans la voix du peuple, mais il ne faut pas soumettre au public toutes les questions. Celle du tramway, compliquée comme elle l'est, ne peut être soumise au peuple en raison même de sa complexité. Les commissaires qui ont été nommés par le gouvernement sont des hommes compétents et éclairés qui prendront avant tout l'intérêt des contribuables de Montréal, et la solution qu'ils trouveront sera certainement équitable.

Le seul moyen efficace est de nommer une commission comme celle qui est décrétée dans le bill et qui sera chargée de résoudre le problème.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Que se passerait-il si la compagnie de tramways refusait de signer l'entente?

L'honorable M. Gouin (Portneuf): Si la compagnie refuse d'accepter le contrat qui lui sera présenté par la commission, elle restera avec son contrat actuel d'une durée de six ans et, plus tard, on avisera.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Des hommes influents comme M. H. Laporte, ancien maire de Montréal, M. U.-H. Dandurand, le général Labelle et plusieurs autres citoyens éminents de Montréal voudraient voir un tel amendement dans la loi. Même le maire Martin s'est prononcé pour un référendum.

Ces personnages sont d'avis que le peuple doit être consulté sur le contrat qui sera proposé. On a proclamé, en maintes circonstances, le référendum. Voilà une bonne occasion. Le premier ministre a tort de prétendre que le peuple de Montréal n'est pas capable de comprendre la question du tramway; il la sait et la connaît. Quand il s'agit de présenter au peuple son administration, le premier ministre ne croit pas que le peuple ne comprendra pas. Et pourtant, cette administration est bien plus compliquée que la question du tramway. Je ne suis pas contre la commission, mais je défends un principe, celui de la primauté du peuple; je revendique les droits des contribuables de Montréal.

Il s'agit de savoir si le peuple est souverain, comme le veut la doctrine libérale, ou si la Chambre doit verser dans l'oligarchie. C'est là oublier considérablement l'autonomie de Montréal que le premier ministre prône depuis si longtemps.

Il a personnellement toute confiance dans le peuple et croit qu'il rendra un verdict éclairé.

L'amendement, étant mis aux voix, est rejeté. (Pour: MM. Sauvé, D'Auteuil et Turcotte; Contre: les députés ministériels et MM. Gault et Tansey).

L'article 34 est adopté.

M. Séguin (Montréal-Sainte-Marie) propose en amendement que soit ajouté au bill l'article suivant:

L'article 5 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel qu'amendé par les lois 7 Édouard VII, chapitre 63, section 1; 8 Édouard VII, chapitre 85, section 1; 9 Édouard VII, chapitre 81, section 1; 1 George V (1re session), chapitre 48, sections 1 et 3; 1 George V (2e session), chapitre 60, section 2; 2 George V, chapitre 56, section 1; 3 George V, chapitre 54, section 1, et 4 George V, chapitre 73, section 2, est de nouveau amendé en y ajoutant, après le paragraphe n, le paragraphe suivant:

"o. Sont annexés à la cité de Montréal les territoires suivants, savoir:

"a. La ville de Cartierville, avec ses limites territoriales telles que définies par sa charte, laquelle sera annexée au et fera partie du quartier Bordeaux-Ahuntsic;

"b. La ville du Sault-au-Récollet, avec ses limites territoriales telles que définies par sa charte, laquelle sera annexée au et fera partie du quartier Bordeaux-Ahuntsic.

"L'actif et le passif de chacune de ces villes présentement annexées feront partie de l'actif et du passif de la cité.

"Les règlements municipaux, procès-verbaux, résolutions et actes municipaux qui régissent chacune de ces villes présentement annexées continuent après leur annexion à avoir plein effet jusqu'à ce que les fins proposées dans ces règlements aient été atteintes ou réalisées. Néanmoins, aucun contrat consenti par quelque-une de ces municipalités après le quinze décembre 1916 n'aura d'effet pour la cité.

"Toutes les exemptions contenues dans les chartes des villes présentement annexées concernant les terres en culture sont maintenues en vigueur pour le terme indiqué dans lesdites chartes."

Il donne quelques mots d'explication sur sa proposition.

M. Finnie (Montréal-Saint-Laurent) veut savoir si la population de Cartierville et celle de Sault-au-Récollet sont favorables à l'annexion à Montréal. Il dit que, si elles ne le sont pas, il votera certainement contre l'article.

M. Séguin (Montréal-Sainte-Marie): Elles le sont. Les municipalités intéressées consentent à cette annexion. Il assure le député de Saint-Laurent que les citoyens le sont. Et le maire de Cartierville était présent.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) et M. Gault (Montréal-Saint-Georges) s'opposent à l'amendement de dernière minute.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) s'oppose à l'article en faisant observer que, dans le passé, Montréal avait éprouvé toutes sortes de problèmes avec les municipalités périphériques qui avaient été annexées. Il croit que la Chambre devrait obtenir davantage d'information.

L'amendement est adopté et devient le premier article du bill.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

M. Parrot (Témiscouata) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Ville de Pointe-aux-Trembles

M. Lévesque (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 131 confirmant et ratifiant les règlements 48 et 50 de la ville de la Pointe-aux-Trembles et amendant l'article 5789a des statuts refondus, 1909, tel qu'édicte pour la ville par l'article 30 de la loi 6 George V, chapitre 53.

Adopté.

En comité:

M. Lévesque (Laval) défend ce projet de loi pour donner aux citoyens de Pointe-aux-Trembles la permission de construire un parc.

M. Mayrand (Montréal-Dorion), M. Séguin (Montréal-Sainte-Marie) et M. Cannon (Québec-Centre) s'objectent au projet de loi.

Le bill est rejeté par une majorité de trois voix. Le comité se lève sans faire rapport.

Voies et places publiques

M. Létourneau (Montréal-Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 183 amendant la loi des cités et villes relativement aux voies et places publiques soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Architectes

M. Beaudry (Verchères) propose, selon l'ordre du jour, que le bill B du Conseil législatif amendant les statuts refondus, 1909, concernant les architectes soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Représentations théâtrales

M. Beaudry (Verchères) propose, selon l'ordre du jour, que le bill C du Conseil législatif modifiant le Code de procédure civile et les statuts refondus, 1909, relativement à certaines représentations théâtrales soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Aménagement de la Jacques-Cartier

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose, appuyé par le représentant de Trois-Rivières (l'honorable M. Tessier), qu'à la prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions concernant le bill 49 accordant certains pouvoirs à la Commission des eaux courantes de Québec, relativement à l'emménagement des eaux de la rivière Jacques-Cartier.

Adopté.

Aménagement de la rivière Sainte-Anne

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose, appuyé par le représentant de Trois-Rivières (l'honorable M. Tessier), qu'à la prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions concernant le bill 50 accordant certains pouvoirs à la Commission des eaux courantes de Québec, relativement à l'emménagement des eaux de la rivière Sainte-Anne.

Adopté.

Subventions aux chemins de fer

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), qu'à la prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions concernant le bill 161 amendant la loi 2 George V, chapitre 5.

Adopté.

Loi des bons chemins, 1912

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, appuyé par le représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Décarie), qu'à la prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions concernant le bill 15 amendant la loi des bons chemins, 1912.

Adopté.

Vues animées

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, appuyé par le représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Décarie), qu'à la prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions concernant le bill 34 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les exhibitions de vues animées.

Adopté.

Fonds patriotique

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme en comité général pour étudier un projet de résolutions concernant le bill 41 autorisant une souscription d'un million de piastres au Fonds patriotique canadien.

Adopté.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Attendu qu'il est convenable d'autoriser le gouvernement de

la province de Québec à souscrire la somme d'un million de piastres au Fonds patriotique canadien, dont le but est d'aider, en cas de besoin, les femmes, enfants et parents dépendant des officiers et soldats résidents du Canada qui, durant le présente guerre, peuvent être en service actif, dans les forces navales et militaires de l'Empire britannique et des alliés de la Grande-Bretagne, et à pourvoir à l'émission d'un emprunt pour le même montant afin de payer ladite souscription, je propose: 1. Qu'il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le trésorier de la province à souscrire, pour la province, une somme d'un million de piastres au Fonds patriotique canadien dans le but d'aider, en cas de besoin, les femmes, enfants et parents dépendant des officiers et soldats résidents du Canada qui, durant la présente guerre, pourront être en service actif, dans les forces navales et militaires de l'Empire britannique et des alliés de la Grande-Bretagne.

2. Que cette souscription puisse être payée à même le fonds consolidé du revenu ou au moyen d'un emprunt d'un million de piastres autorisé par le lieutenant-gouverneur en conseil et effectué conformément aux dispositions de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions.

3. Que cet emprunt puisse être effectué au moyen de débentures ou de rentes inscrites émises pour tel terme n'excédant pas quinze années, à tel taux d'intérêt n'excédant pas cinq pour cent par année, payables, en principal et intérêt, à telle époque et à tel endroit et faites en telle forme et pour tel montant que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra déterminer.

4. Que les débentures ou rentes inscrites émises sous l'autorité de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions ne soient pas soumises aux droits imposés par les lois de Québec relatives à l'impôt sur les successions.

5. Que les paiements de la souscription au Fonds patriotique canadien soient faits par le trésorier de la province, par montants et aux époques déterminés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Le but de ce projet est d'autoriser le gouvernement à donner au Fonds patriotique, au nom de la province de Québec, une somme d'un million de dollars. Cette somme sera prise à même le fonds consolidé de la province ou bien le gouvernement, avec l'autorisation qu'il demande à la Chambre, empruntera la somme nécessaire.

Les paiements de ce don seront faits de façon mensuelle, selon les besoins du Fonds patriotique. Nous sommes justement orgueilleux de la générosité qui a caractérisé notre attitude vis-à-vis du Fonds

patriotique. Les souscriptions individuelles ont été aussi admirables que les dons faits par les différentes municipalités de la province et, certes, nous ne pouvons mieux que d'aider ceux et celles qu'ont laissés ici les soldats qui se battent actuellement pour la civilisation et la justice. Jusqu'ici, la province de Québec a souscrit au Fonds patriotique, en tenant compte du million que l'on votera, la somme de \$2,894,298.

Nous devons être orgueilleux de la position que le peuple a prise à l'égard du Fonds patriotique. Le premier de tous, Sir Lomer Gouin, a envoyé en Europe une contribution de la province pour aider les alliés. Ce fut ce don de quatre millions de livres de fromage que la province envoya à Londres. La province a de plus souscrit largement aux emprunts de guerre.

Après ces premières preuves de patriotisme, nous devons être fiers d'offrir au Fonds patriotique cette somme d'un million, constituant le cadeau officiel de la province de Québec.

Il croit que le vote en faveur du bill sera unanime et il n'éprouve donc pas le besoin de faire un long discours. Il croit que la population de la province sera extrêmement heureuse de la magnifique contribution du gouvernement au Fonds patriotique. En date du 30 décembre 1915, les dons de la province de Québec à des fins patriotiques atteignaient un total de \$1,849,298, c'est-à-dire 92.5 cents per capita.

En matière de contributions per capita, le ministre note que le Québec arrive au second rang parmi les provinces. L'octroi proposé d'un million de dollars fera augmenter ce montant à \$1.50. On explique que l'octroi pourra être accordé sous forme de versements mensuels et sera fait à même les revenus de la province ou par la voie d'un emprunt.

M. David (Terrebonne): Je ne saurais, il me semble, adresser pour la première fois la parole dans cette Chambre sans reconnaître et avouer la lourde tâche qui m'incombe de représenter le comté de Terrebonne, après Labrèche-Viger, Morin, Chapleau, Nantel, Masson, Préfontaine et Jean Prévost dont il suffit, je crois, de mentionner les noms pour que vous demeuriez convaincus que mon comté en conserve fièrement la mémoire.

Jean Prévost fut longtemps un des hommes les mieux écoutés de cette Chambre, et je sais assez, je crois, l'admiration que lui valut son talent pour ne pas craindre d'affirmer qu'amis et adversaires ont regretté et regrettent encore sa disparition.

Il repose maintenant dans le cimetière de sa ville, dans ces Laurentides qu'il vous a si souvent décrites et dont il chantait partout la beauté, mais son souvenir survit et survivra, car, ayant été sincèrement aimé de son comté, son souvenir y est pieusement gardé.

Il passa comme un météore dans notre politique et de son passage il reste encore assez de clarté pour éclairer la route qu'il en parcourut.

J'ai toujours pensé que les haines, les rancunes et les animosités disparaissaient en présence d'une tombe; c'est guidé par cette confiance que j'ai voulu évoquer une fois encore le nom d'un homme de ma race qui aima la terre canadienne et qui l'illustra de son talent.

Avec Hector Fabre, permettez que je vous dise: Respect à nos morts, nous n'en avons pas trop.

Monsieur, s'il fut jamais une époque dans son histoire où le Canada eut besoin que ses gouvernants fissent appel aux sentiments de modération et de tolérance de son peuple, n'est-ce pas celle que nous traversons actuellement?

Nous n'avions jamais réalisé avant aujourd'hui les divergences de mentalités, non plus que les opinions apparemment extrêmes qui séparent les éléments de population qui le composent, et cependant jamais époque ne fit mieux ressortir le sentiment de loyauté qui les anime, qui concentre toutes les intelligences et toutes les volontés autour du drapeau d'Angleterre. Certes, n'était la confiance que tous conservent que les traditions anglaises seront plus puissantes que certaines ambitions anglo-canadiennes, certains de ces éléments cesseraient peut-être de le considérer comme le gardien suprême et le défenseur attiré des libertés qu'un jour il consentit à sceller dans ses plis. Mais je garde cette espérance que l'Angleterre, prônant le droit à la vie des petites minorités, voudra conserver pour la minorité canadienne-française sa vie intellectuelle et spirituelle en lui conservant sa langue.

Les divergences d'opinion, Messieurs, qui, à l'heure actuelle, divisent le peuple canadien, ne devraient pas donner lieu aux violences que nous constatons, puisqu'en somme elles résident dans la manière de mieux servir l'Angleterre. Les uns croient que nous devons mettre à sa disposition tous les hommes nécessaires à compléter son effort militaire, d'autres sont d'avis que nous devrions garder ceux qui peuvent accroître sa puissance militaire en augmentant ici notre puissance économique.

Je me garde de blâmer les premiers. Le sentiment qui les anime est trop noble pour que nous ne l'admirions pas. Les Canadiens anglais qui partent

se souviennent du *Dulce est pro patria mori*, et je m'incline devant l'enthousiasme qui leur fait tout sacrifier pour ne pas sacrifier, croient-ils, leur pays. Mais l'on me pardonnera si je dis que j'admire surtout le sacrifice de ceux de ma race qui, obéissant au seul sentiment, pourtant attaqué, de leur loyauté, s'en vont en terre étrangère prouver que, si nous n'avons pas hérité de toutes les qualités de nos ancêtres, nous avons du moins retenu celle qui les faisait mourir pour la France le sourire aux lèvres et qui aujourd'hui, chez leurs descendants, fait qu'ils offrent avec sérénité leur vie pour sauver leur conquérant.

Mais, malgré cette admiration que nous accordons à ceux-ci, devons-nous vraiment condamner ceux-là qui croient que notre effort économique surtout peut être utile à l'Angleterre?

Ne leur est-il pas permis de croire que les problèmes d'après la guerre seront tels que le manque de main-d'œuvre dans notre pays créera un danger plus grand pour l'industrie et pour l'agriculture surtout que celui qui pourrait à l'heure actuelle résulter pour l'Angleterre de notre défaut de fournir le nombre d'hommes que l'on requiert de nous?

L'Angleterre, dont les capitaux ont développé ce pays, a le droit de compter sur notre développement économique ininterrompu, elle qui doit importer de ses colonies la majeure partie de ce qui est nécessaire à la consommation de son peuple, et, le jour où le marché canadien absorbera à lui seul la production canadienne diminuée faute de main-d'œuvre, ce jour-là, le problème qu'elle aura à résoudre aura des proportions plus considérables que ne pourrait avoir aujourd'hui le problème de lever une armée sans que le Canada ne doive y contribuer dans la proportion que l'on exige de lui.

En somme, quel est celui qui pourrait dire, aujourd'hui, ce que seront des relations entre les peuples après la guerre? Qui peut dire quels seront les pays qui produiront assez pour alimenter leurs marchés extérieurs sans pour cela avoir à proscrire l'exportation? Et alors, si les marchés coloniaux, pour la raison que je mentionnais tantôt, sont fermés à l'Angleterre, où donc s'approvisionnera-t-elle?

Soyons donc justes dans notre appréciation de ces opinions que si souvent nous entendons émettre, et, si quelquefois elles heurtent des sentiments que nous croyons respectables et dignes, pourvu qu'elles soient marquées de modération et de tolérance, ne croyez-vous pas, Messieurs, qu'elles valent qu'on les discute?

C'est dans les périodes comme celle que nous traversons, alors que s'engagent des discussions dont l'à-propos ne semble pas à tous évident, que tout citoyen doit user de tolérance et qu'un peuple doit

faire appel à tous les ressorts de son organisme intellectuel pour que son jugement et son raisonnement ne soient pas faussés.

Ainsi, Messieurs, n'avez-vous pas avec regret entendu et lu les attaques dirigées contre notre race depuis le début de la guerre, parce que, au gré de certains extrémistes, la représentation canadienne-française serait insuffisante dans l'armée britannique.

Avant de constater le bien ou le mal fondé de cette assertion, souffrez, Messieurs, que nous nous souvenions qu'au lendemain de la Révolution qui valut au Canada, grâce au sang canadien-français versé, les libertés dont il jouit aujourd'hui dans des proportions qui varient suivant la race qui les réclame, la province de Québec a déposé les armes.

Elle pensa que c'en était fait pour elle des guerres, et le vieux fusil accroché à la cheminée rouilla, en même temps que disparaissait lentement l'amour des armes qui caractérisait nos anciens. Cachées au fond du bahut, les dernières cartouches étaient oubliées. Ce semblait si bon alors de connaître les avantages de la paix après avoir tant souffert de la guerre. De guerrière qu'elle fut un jour, notre race est devenue la plus pacifique qui soit, son désir de paix lui faisant, hélas, souvent céder là où elle n'eût jamais dû le faire.

Il n'eût pas été étonnant que, déshabitué de l'usage des armes et sincèrement attaché à la terre qui est devenue siennne depuis trois cents ans, entouré d'une famille qu'il nourrit de son travail et qui, sans lui, n'a plus personne sur qui se reposer, le Canadien français n'eût pas su retrouver en lui l'enthousiasme du soldat, car ce n'est pas là un sentiment inné en l'homme mais un sentiment qui résulte du milieu et des circonstances où il vit.

Et, malgré tout cela, Messieurs, il faut qu'ils soient nombreux, les nôtres qui sont partis, pour pouvoir si souvent allonger de leurs noms les listes officielles sans que leur nombre ne soit épuisé. Il faut qu'ils soient assez nombreux tout de même, les nôtres, pour prendre des tranchées, enlever des villages et gagner des batailles. Il faut qu'ils soient pourtant assez nombreux, les nôtres, pour que leurs régiments maintes fois décimés demeurent toujours complets pendant que s'allonge le long de la route française la longue litanie des noms canadiens-français sur les petites croix de bois.

Lorsque l'on sait que le sentiment qui les fit partir est le même que celui qui anima nos pères lorsqu'au premier danger ils coururent à la frontière opposer leur bravoure à l'impétuosité des envahisseurs, l'on ne peut se tenir de penser que nous n'avons jamais compté nos sacrifices pour respecter

notre serment d'allégeance et la foi jurée au traité qui lie les destinées de notre race à celle de l'Angleterre.

Nous avons, à cause de cela, noté avec quelque surprise que certains de nos compatriotes anglais, ignorant sans doute notre histoire et croyant que l'appel pour porter fruit devrait être fait au nom de la France, déclaraient qu'il était de notre devoir de combattre pour elle.

Prenant acte de cet aveu et de cette admission qu'il est légitime pour eux que les Canadiens français puissent songer à aller défendre le territoire envahi de la France, qu'il me soit permis d'espérer que le même sentiment puisse animer les mêmes patriotes maintenant qu'il s'agit de défendre non pas le territoire français auquel des souvenirs impérissables mais lointains nous rattachent, mais de la langue française à laquelle nous tenons par toutes les affinités de notre être, à laquelle nous restons attachés et que nous parlerons malgré les luttes, malgré la force, malgré les lois, tant et si longtemps qu'il nous restera assez de fierté nationale pour nous réclamer de nos origines.

Puissent nos compatriotes anglais s'inspirer des sentiments dont le *Times* se faisait récemment l'écho en recommandant à l'Ontario de ne pas ostraciser la langue française dont l'Angleterre était fière de déclarer l'enseignement obligatoire dans ses écoles.

Puissent-ils s'inspirer aussi des paroles de Lord Shaftesbury qui, à Londres, dans une entrevue récente, déclarait qu'il serait désirable que l'enseignement du français fût obligatoire dans toutes les écoles du Canada et de l'Empire.

En face des sympathies puissantes et sincères qui nous ont été manifestées depuis le commencement de cette lutte, je me demande si nous ne devons nous réjouir des attaques qui nous les ont attirées et qui nous ont forcés à secouer l'indifférence et l'apathie dans lesquelles notre race lentement mais sûrement s'enlisait.

Sachons reconnaître que, s'il s'est trouvé dans la majorité de ce pays des hommes violents et injustes, il s'en est aussi trouvé dont la vision politique éclairée du plus pur et du plus sain raisonnement qui ont reconnu dans la composition ethnique du peuple canadien un gage de grandeur et de puissance matérielles et intellectuelles.

L'ambition est aussi nécessaire à un peuple qu'à un individu; sans elle, ni l'un ni l'autre ne prospère. C'est elle qui meut les masses. Elle est le levier puissant qui soulève et fait agir les forces vives de l'organisme humain et les forces latentes de l'organisme économique d'un peuple.

Que penser alors de la puissance d'action qu'elle peut avoir lorsqu'à sa base l'on trouve l'émulation instinctive et naturelle des fils des deux plus grandes nations du monde sur un même territoire?

Cette émulation mise au service d'un pays comme le nôtre, c'est le levier qu'enviait Archimède pour soulever le monde.

Hélas, il en est et il en restera toujours pour qui cette disparité de races dans notre pays fera obstacle à leur rêve, ambitieux peut-être mais à leur point de vue patriotique, de faire du Canada un pays entièrement anglais, mais notre résistance du passé, celle du présent, celle de demain, dont ils ont été les propres artisans, devront les convaincre de leur profonde erreur et du mal qu'ils font à leur pays en essayant de violenter le principe fondamental du droit naturel sur lequel nous nous sommes toujours reposés pour réclamer notre droit à la vie.

Au risque de passer pour exagérer mon optimisme qui me fait avoir une foi inébranlable dans les destinées de la race française en Amérique, je vous avouerai que je partage l'opinion de ceux qui disent qu'ils ne croient pas au danger d'absorption des Canadiens français comme résultat des manœuvres ou de campagne préméditées de la majorité de ce pays, mais qu'ils y croient si cette absorption peut être le résultat de l'apathie et de l'indifférence des nôtres.

En effet, quelle que soit l'œuvre de déracinement entreprise contre notre langue, si nous la conservons dans la famille, nos enfants ne pourront-ils pas, comme les petits Lorrains et les petits Alsaciens d'hier, causer dans leur langue aux étoiles du firmament sans craindre jamais qu'aucune puissance humaine ne puisse en les éteignant arracher leurs dernières lumières et leurs derniers exposés?

Mais notre race n'a pas que le devoir de ne pas trahir sa marque d'origine, il lui faut aussi faire servir sa mentalité latine au développement du Canada, et je fais ici le vœu et je caresse l'espoir de voir se réaliser chez nous une mentalité essentiellement canadienne, respectueuse des droits qui sont la base même de notre État politique.

Dans la préface de son histoire des *Origines de la France contemporaine*, Taine énonce le principe que "la forme sociale et politique dans laquelle un peuple peut entrer et rester n'est pas livrée à son arbitraire, mais déterminée par son caractère et son passé. Il faut que, jusque dans ses moindres détails, elle se moule sur les traits vivants auxquels on l'applique, sinon elle crèvera et tombera en morceaux".

C'est pourquoi je prétends, Messieurs, qu'en face des diverses nationalités et des mentalités différentes de notre pays il faut développer une ambition commune qui puisse attirer tous les éléments à se joindre dans un effort commun qui deviendra un but et un idéal qu'elles tenteront d'atteindre et de réaliser.

La forme de notre gouvernement pour résister et demeurer nécessite cet idéal commun qui soit fait des aspirations de toutes les races et aidé des qualités inhérentes à chacune d'elles pour que, jusque dans ses moindres détails, il se moule aux traits vivants auxquels on l'applique.

Souhaitons que la part de chacun soit toujours déterminée, en temps de paix comme en temps de guerre, par sa conscience, ce sentiment inné de la responsabilité humaine, qui est le juge impartial et incorruptible des pensées et actes des peuples comme des individus, la conscience qui fait rougir des trahisons et de la lâcheté.

C'est pourquoi je pense que tout homme fait son devoir envers son pays qui accomplit la tâche que sa conscience lui dicte.

Il est possible qu'aujourd'hui l'œuvre accomplie par celui qui reste au pays n'ait pas l'éclat de celui qui part, mais qui peut dire qu'en empêchant le travail économique du Canada d'être menacé ceux-ci n'accomplissent pas un devoir aussi pertinent et aussi nécessaire que ceux-là? Ne font-ils pas, en somme, que répondre au cri de l'Angleterre qui veut "Business as usual" durant la guerre pour que son avenir commercial ne soit pas mis en danger?

Toutefois, cette préparation de l'avenir du pays dont profiteront ceux qui sont partis, lorsqu'ils nous reviendront, ne doit pas nous empêcher de songer aux besoins de leur famille en leur absence.

Les mères, les épouses, les enfants de ceux qui, sur le champ de bataille de l'Europe, ont émerveillé le monde de leur bravoure et de leur sacrifice et qui ont ajouté des pages nouvelles à l'histoire de notre pays ont droit d'exiger que nous respections la parole donnée et que nous les remplaçons auprès d'eux.

Est-il besoin, Messieurs, de soulever le voile sur les drames sans nombre qui se sont déroulés dans notre pays au départ de nos soldats?

Combien de larmes ont coulé et combien de douleurs se sont exhalées en des sanglots. Nous souvenant de ces larmes et de ces sanglots, nous devons nous féliciter de l'occasion qui nous est offerte d'essayer, non pas de sécher ces larmes et d'étouffer ces sanglots, car l'argent malgré sa puissance ne peut faire taire la douleur, mais au moins de rendre moins troublant le problème de l'existence en l'absence de ceux qui devraient actuellement y voir.

C'est le rôle de l'État de se substituer à l'individu qui, lui obéissant, laisse à son soin l'exécution de l'obligation naturelle de nourrir sa famille, car si ce n'est pas tant pour l'individu de donner la vie à ses enfants, mais il lui faut aussi la conserver. L'État subrogé à ses obligations assume aussi celle-ci; ce n'est pas de sa part du dévouement ou de la charité, c'est un devoir impérieux.

C'est pourquoi, étant de ceux qui restent, je crois de mon devoir d'appuyer le gouvernement sur cette mesure et le félicite du geste qu'il fait lorsque, comptant sur le sentiment de gratitude qui doit nous animer, il nous demande de l'autoriser à passer une loi accordant \$1,000,000 au Fonds patriotique.

Pour ma part, je voterai, je ne puis dire avec plaisir car ce serait faire contraste trop triste avec le sentiment qui fera accepter cet argent par les mères, les épouses et les enfants à qui il est destiné, mais je voterai avec satisfaction, convaincu que je fais mon devoir.

Puisse le geste de notre province dessiller les yeux de nos compatriotes anglais qui nous croient indifférents. Puisse notre empressement à le faire ramener en eux les sentiments de justice et d'équité que si longtemps nous nous sommes plu à leur reconnaître.

S'il est un moment où les mains doivent se joindre pour rendre l'effort plus grand, la résistance plus systématique et les biens plus durables, n'est-ce pas celui où, sur la terre française, l'Angleterre est allée enfouir des haines séculaires? N'est-ce pas celui où elle vient de reconnaître que tout homme a deux pays: le sien et la France? N'est-ce pas enfin celui où ces fils du Canada lui ont offert leurs bras et les fils de France canadiens, leurs poitrines comme boucliers?

Souhaitons que ce million de dollars, qui pour nous correspond à autant d'espoirs, puisse aider à ramener entre les deux races qui se partagent ce pays l'harmonie et la concorde afin que, le jour où elles élèveront un monument sur la terre de France à ceux de leurs fils qui sont morts pour la sauver, nous puissions dire avec le poète que "sur le froid sépulchre on ne doit rien écrire hors des mots de pardon, d'espérance et de paix".

M. Sauvé (Deux-Montagnes) signale qu'il parlera demain sur le sujet.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté cinq résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) demande la permission de présenter le bill 41 autorisant une souscription d'un million de piastres au Fonds patriotique canadien.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 16 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les véhicules-moteurs, sans amendement.

Régime des eaux

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme en comité général pour étudier un projet de résolutions concernant le bill 44 relatif au régime des eaux dans la province de Québec.

Adopté.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose: 1. Que, après les enquêtes jugées nécessaires et faites par un ingénieur hydrauliste ou autre officier compétent, ou par la Commission des eaux courantes de Québec, sur la nature et les effets des ouvrages projetés sur les cours d'eau, tels que définis par les articles 2 et 3 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, tant au point de vue de la conservation des eaux et de l'aménagement d'un cours d'eau qu'à celui de l'altération du régime des eaux dans une région, le lieutenant-gouverneur en conseil puisse accorder l'autorisation demandée en vertu de l'article 5 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, aux termes, redevances, conditions et restrictions qu'il pourra juger convenables dans l'intérêt public, eu égard aux droits des usagers particuliers, ou refuser cette autorisation pour des motifs d'intérêt public.

2. Que tous les ouvrages actuellement faits sur les cours d'eau, tels que définis par les articles 2 et 3 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, et tous les ouvrages futurs soient soumis à la réglementation et à la surveillance du lieutenant-gouverneur en conseil, qui pourra imposer toutes règles, conditions, restrictions et redevances qu'il trouvera justes et ordonner les mesures nécessaires pour assurer, quand il y aura lieu, le libre écoulement des eaux ou la manière d'en disposer, ou pour faire disparaître ou modifier les ouvrages qui, dans son opinion, sont dangereux ou ont pour effet d'altérer, d'une façon nuisible, le régime de ces cours d'eau ou de modifier le niveau de leurs eaux d'une façon préjudiciable à l'intérêt public ou aux usages particuliers.

3. Que toute indemnité qui pourra être due par suite de l'application des dispositions de l'article 8 de la loi qui accompagne les présentes résolutions soit payable à même le fonds consolidé du revenu de la province.

4. Que le ministre des Terres et Forêts, s'il y a négligence ou refus d'agir de la part des intéressés, par suite de l'application de l'article 12 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, puisse ordonner que les travaux de modification ou de suppression soient faits sous le contrôle de ses officiers par les personnes qu'il nommera; que les frais soient, dans ce cas, payables à même les montants votés, de temps à autre, pour les dépenses générales du département des Terres et Forêts; et que le ministre soit revêtu de tous les pouvoirs nécessaires pour en poursuivre le recouvrement devant les tribunaux de juridiction compétente; et que le certificat du ministre établisse d'une façon finale le chiffre et l'exigibilité de la réclamation.

5. Que toute concession, aliénation ou tout bail de terres publiques bordant un cours d'eau dans le sens de la loi relative au régime des eaux dans la province de Québec soit sujet, en faveur de la couronne, à une réserve des lits et rivages dudit cours d'eau et de trois chaînes en profondeur desdites terres, à moins d'une mention expresse au contraire contenue dans ladite concession, aliénation ou bail.

6. Que, conformément au second alinéa de l'article 1524a des statuts refondus, 1909, (6 George V, chapitre 17, section 1), il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, sujet à l'application de la loi relative au régime des eaux dans la province de Québec, d'autoriser l'emménagement des eaux des cours d'eau tels que définis par la loi relative au régime des eaux dans la province de Québec, mais que cette autorisation ne comporte aucun autre privilège dérogeant aux lois en vigueur.

7. Que, à compter du (insérer ici la date de l'entrée en vigueur de la loi qui accompagne les présentes résolutions), l'article 1524b des statuts refondus, 1909, tel qu'édicte dans la loi qui accompagne les présentes résolutions, s'applique aux ventes et octrois gratuits des terres de la couronne faits à ou après cette date, et que l'article 2252 ne s'applique qu'aux ventes et octrois antérieurs, mais qu'il ne puisse être disposé de la réserve que conformément audit article 1524b.

8. Que les taux fixés en vertu de l'article 25 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, de même que tous les travaux, ouvrages ou améliorations restent toujours soumis à la réglementation du lieutenant-gouverneur en conseil qui, à cet égard, pourra faire modifier ou abroger les règlements nécessaires pour établir les redevances payables à la couronne, en vertu de la loi relative au régime des eaux dans la province de Québec.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté huit résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité général chargé de l'étude du bill 44 relatif au régime des eaux dans la province de Québec.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose, selon l'ordre du jour, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Ponts et chemins de péage

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte

maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme en comité général pour étudier un projet de résolution concernant le bill 48 amendant la loi 2 George V, chapitre 2, relativement aux ponts et chemins de péage dans la province.

Adopté.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 1. Que le délai mentionné dans la loi 2 George V, chapitre 2 section 2, pour indemniser ou contribuer à indemniser les syndicats, personnes, corporations ou compagnies qui sont propriétaires ou qui possèdent ou exploitent des ponts, chemins ou barrières de péage, ou leurs créanciers hypothécaires ou autres, ou leurs porteurs de bons, obligations ou autres titres, dans le but de rendre libres de tous péages lesdits ponts, chemins ou barrières, soit prolongé pour trois années additionnelles.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité général de la Chambre chargé de l'étude du bill 48 amendant la loi 2 George V, chapitre 2, relativement aux ponts et chemins de péage dans la province.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Parc Maisonneuve

M. Lévesque (Laval) propose, appuyé par le représentant de Lotbinière (M. Francoeur) que le bill 90 amendant la loi constituant en corporation la Commission du parc Maisonneuve, qui avait été renvoyé au comité des bills privés en général, soit inscrit sur le feuillet pour être étudié en comité général.

Adopté.

Ville de Pointe-aux-Trembles

M. Létourneau (Montréal-Hochelaga) propose, appuyé par le représentant de Laval (M. Lévesque), que le bill 131 confirmant et ratifiant les règlements 48 et 50 de la ville de la Pointe-aux-Trembles et amendant l'article 5789a des statuts refondus, 1909, tel qu'édicte par la ville par l'article 30 de la loi 6 George V, chapitre 53, soit réinscrit sur le feuillet pour être étudié en comité général.

Il explique qu'il modifiera la mesure pour qu'elle ne s'applique qu'à l'émission de débentures et non pas à tous les arrêtés municipaux mentionnés.

Adopté.

La séance est levée à 11 h 15.

Première séance du mardi 19 décembre 1916

Présidence de l'honorable A. Galipeault

La séance est ouverte à 3 heures.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

L'honorable M. Gouin (Portneuf): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le seizième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter les bills suivants sans amendement:

- bill 183 amendant la loi des cités et villes relativement aux voies et places publiques.

Bills adoptés avec amendements:

- bill 26 amendant l'article 232 des statuts refondus, 1909, au sujet de l'examen et de la correction de la liste des électeurs, dans les cités de Montréal, de Québec, de Trois-Rivières, de Sherbrooke, de Salaberry-de-Valleyfield et de Maisonneuve;

- bill B du Conseil législatif amendant les statuts refondus, 1909, concernant les architectes.

Le bill 175 modifiant l'article 7342 des statuts refondus, 1909, concernant les dommages à la personne a été retiré.

Les bills suivants ont été rejetés:

- bill C du Conseil législatif modifiant le Code de procédure civile et les statuts refondus, 1909, relativement à certaines représentations théâtrales;

- bill 176 amendant l'article 5940 des statuts refondus, 1909, concernant les enquêtes sur les affaires municipales;

- bill 179 modifiant l'article 5044 des statuts refondus, 1909, concernant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent de l'agriculture. Voici le rapport:

Le comité spécial permanent d'agriculture, d'immigration et colonisation a l'honneur de soumettre à votre honorable Chambre son premier rapport comme suit:

Votre comité, après avoir entendu l'opinion d'un certain nombre de personnes représentant les institutions enseignantes en agriculture, les corps publics, le commerce, l'industrie, les métiers et l'agriculture, sur les causes de la vie chère, les remèdes à y apporter, recommande aux pouvoirs, ayant l'autorité nécessaire, de prendre des mesures immédiates pour:

1. Enrayer le plus tôt possible la tuberculose chez les bœufs;

2. Faire inspecter régulièrement les entrepôts frigorifiques;

3. Prohiber l'exportation des engrais naturels;

4. Demander aux compagnies de chemin de fer de transporter, si possible, à des prix plus réduits que ceux actuellement existants, les machineries et les produits agricoles, les engrais naturels et artificiels ainsi que la nourriture destinée à l'élevage et à l'engraissement des animaux;

5. Trouver un moyen quelconque de se procurer, à meilleures conditions, les instruments aratoires, le blé d'Inde et autres produits similaires nécessaires à l'engraissement du bétail;

6. Conserver autant qu'il sera possible à l'agriculture toute la main-d'œuvre dont elle dispose actuellement et dont elle a absolument besoin pour maintenir sa production;

7. Augmenter les subsides à l'agriculture en attribuant pour cet objet, dans toutes les mesures possibles, les nouvelles sources de revenus;

8. Établir un crédit agricole afin de permettre aux cultivateurs de se procurer facilement l'argent nécessaire aux améliorations qu'on leur demande;

9. Faire une distribution plus large d'animaux de race pure en vue de l'élevage;

10. Aider, autant que possible, à l'établissement et au maintien de fabriques de conserves dans cette province.

Votre comité recommande aussi qu'il soit fait sans délai une campagne active d'éducation agricole afin d'engager notre population à:

1. Pratiquer la plus stricte économie dans la dépense de provisions de bouche et dans le vêtement;

2. Engager nos cultivateurs à ne pas exporter leur bétail et le surplus de fourrage, mais à les utiliser pour augmenter leurs troupeaux;

3. Mettre le consommateur en garde contre la consommation d'animaux trop jeunes, agneaux, volailles de toutes sortes qui sont susceptibles d'augmenter en poids avec quelques mois d'engraissement;

4. Encourager l'établissement de sociétés coopératives afin de mettre en relations aussi directes que possible le producteur et le consommateur. Le tout humblement soumis.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il consent à s'unir pour la formation d'un comité collectif des deux Chambres, au sujet des impressions de la législature, tel que demandé, et que les honorables MM. Allard, Amyot, Bryson, Dubord, Garneau, Gilman, Pérodeau, Racine, Roberge, Savoie, Smith et Turgeon ont été chargés d'agir en son nom, durant la présente session, dans ledit comité collectif.

Questions et réponses:

Diplômés des écoles d'agriculture

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Combien d'élèves diplômés des écoles d'agriculture se sont établis sur les fermes? Dans quels endroits?

2. Combien de ces élèves diplômés ont pris part aux concours agricoles depuis 1912?

3. Combien ont été médaillés?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

1. Collège Macdonald: environ 18 élèves sur 109 qui ont fait un cours complet et obtenu leur diplôme de B.S.A.; K.-M. Fiske, Florenceville, N.-B.; S.-N. Fiske, Florenceville, N.B.; G.-C. Halliday, Sawyerville, P.Q.; L.-C. McOuat, gérant, Stoneycroft Farm, Sainte-Anne de Bellevue, P.Q.; C. Russell, Hudson, N.-Y., E.-U.; T.-H. Bigar, Huntingdon, P.Q.; E.-S. Cochrane, Clarenceville, P.Q.; O.-C. Hicks, Provinces maritimes; R. Schafheitlin, Canning, N.-E.; W.-R. Sutton, Barnston, P.Q.; E.-N. Blondin, Burlington, Vt., E.-U.; C.-F. Coffin, gérant, Riverside Farm, Chagrain Falls, Ont.; O.-A. Cooke, Macklin, Sask.; W.-L. McFarlane, Fox Harbour, N.-E.; A.-O. Schafheitlin, Canning, comté de Kings, N.-E.; G.-C. Boyce, Atheslton, P.Q.; L.-J. Westbrook, Morganville, N.-Y., E.-U.; E.-L. Hodgins, gérant, Emhurst Farm, Portage-du-Fort, P.Q.

On estime que 60% de ceux qui n'ont fait que leur cours de deux ans sont retournés à la terre, mais on ne peut donner leurs adresses.

École d'agriculture de Sainte-Anne-de-la-Pocatière: 5 sur 28 qui ont fait leur cours complet et obtenu leur diplôme de B.S.A.; Georges-Émile Fortin, Saint-Fabien-de-Rimouski, P.Q.; Louis-de-Gonzague Fortin, Saint-Fabien de Rimouski, P.Q.; Jean-Bte Roy, Saint-Benoît-de-Matapédia, P.Q.; Denis Ouellet, Notre-Dame-du-Lac, Témiscouata, P.Q.; Allyre Genest, Compton, P.Q.

Deux élèves sur trois qui n'ont fait qu'un cours de trois ans et obtenu un simple diplôme de l'école se sont livrés à la culture maraîchère à Saint-Coeur-de-Rimouski et à Fraserville.

Institut agricole d'Oka: 8 sur 24 qui ont fait un cours complet et obtenu leur diplôme de B.S.A.; P. Émond, Vaudreuil, P.Q.; J.-B. Blanchard, dans l'Ouest canadien; R.-A. Rousseau, Acton-Vale, P.Q.; S. Simard, Baie Saint-Paul, P.Q.; Téléphore Roy, Maria, Bonaventure, P.Q.; Jean Reboul, Coaticook, P.Q.; Pierre Reboul, Coaticook, P.Q.; Alex. Rioux, Causapsal, P.Q.

Le cours de deux ans n'existe à l'institut agricole d'Oka que depuis 1915.

2 et 3. Le gouvernement l'ignore.

Rachat de droits de péage

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 47 relatif au rachat des droits de péage sur la route de Saint-Constant et Laprairie soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. Ledit amendement est lu deux fois et adopté.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subventions aux chemins de fer

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme en comité général pour étudier un projet de résolutions concernant le bill 161 amendant la loi 2 George V, chapitre 5.

Adopté.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 1. Qu'il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de remplacer la partie de subvention contenue dans le paragraphe e de la section 1 de la loi 2 George V, chapitre 5, et qui se rapporte à la voie ferrée de 10 milles entre la Longue-Pointe et Cartierville, par une subvention de 2,000 acres de terre par mille, non convertible en argent, pour aider la compagnie mentionnée dans ledit paragraphe à construire 16 milles de sa voie ferrée depuis Saint-Eustache ou Sainte-Dorothée, dans le comté des Deux-Montagnes, jusqu'à Saint-Jérôme, dans le comté de Terrebonne.

2. Que la subvention mentionnée dans la résolution no 1 reste soumise à la loi 2 George V, chapitre 5, *mutatis mutandis*, à compter de la sanction de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité général de la Chambre chargé de l'étude du bill 161 amendant la loi 2 George V, chapitre 5.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 161 amendant la loi 2 George V, chapitre 5, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi d'hygiène publique

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 45 amendant la loi d'hygiène publique de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi de la chasse

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill 33 refondant et révisant la loi de la chasse de Québec.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Demande de documents:

Crédit agricole

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie de toute correspondance entre le gouvernement et toute personne, depuis 1914, relativement à l'établissement d'un crédit agricole dans cette province.

Vu que la session touche à sa fin, dit-il, et que la majorité des députés ne paraissent pas disposés à prêter aux débats les plus sérieux une attention convenable, je me bornerai à ne faire que quelques remarques sur cet important sujet économique. Cette question n'est pas nouvelle; elle a été discutée en Europe où elle a prévalu et produit aujourd'hui les meilleurs résultats. L'Angleterre, la Belgique, et la France surtout, l'Allemagne, l'Italie, la Suisse et la Russie ont trouvé dans ce mode économique une source de bienfaits pour le peuple.

Qu'est-ce que le crédit agricole? C'est une institution qui a pour but de prêter des capitaux aux travailleurs des champs pour les aider à développer leur culture, à réaliser des bénéfices plus appréciables, à vivre avec plus d'aisance et de confort. C'est la définition qu'en donnent les économistes européens.

M. Jules Méline¹, ancien premier ministre de France, s'exprime ainsi:

"Organiser le crédit agricole, c'est porter la production du sol français à son maximum de puissance; c'est faire sortir du sol de notre pays les milliards qui y sont enfouis; c'est donner de la confiance à nos campagnes; c'est arrêter cette émigration des populations rurales vers les villes qui fait une concurrence si redoutable à nos ouvriers; c'est mettre à la disposition des consommateurs une masse énorme de produits; c'est rendre enfin un immense service au marché des capitaux, si souvent en désarroi, en les reportant vers leur véritable destination, qui est de féconder le travail."

Le crédit agricole occupe aujourd'hui en France une situation notable. Il fait la force et la richesse de la Belgique et aussi de l'Allemagne.

Ici, au pays, nous avons aussi nos apôtres du crédit populaire. M. Alphonse Desjardins en est le principal, et son œuvre, où il a montré de l'énergie, du travail et du savoir, sera de plus en plus appréciée au Canada. Dans la province de Québec, elle fait du chemin et produit beaucoup de bien. C'est par des œuvres dont l'utilité s'impose à tous que le Canadien français pourra s'acquérir une grande réputation, une influence salubre et le respect de tous les éléments de notre pays.

Aux Communes du Canada, M. Monk, l'ancien chef conservateur, s'en est fait l'ardent champion en 1908. L'honorable M. Meighen, le Solliciteur général actuel, travaille encore à convaincre le Sénat de l'utilité de cette mesure. Un comité des Communes fut chargé d'étudier le bill Monk et, après avoir entendu de nombreux experts, entre autres le professeur Short, le grand économiste ontarien, il a fortement recommandé l'adoption de ce bill.

Notre Législature s'est aussi occupée un peu de cette question en 1899. Et, M. l'Orateur, vous me permettez de relire ici le compte rendu d'un débat provoqué encore par M. Arthur Plante qui a donné tant de preuves de son esprit public. Je citerai M. Marc Sauvalle, alors correspondant sessionnel de *La Presse*. Le débat eut lieu le 6 mars 1899. Voici:

"M. Plante a accompagné sa motion pour correspondance avec le gouvernement au sujet de l'établissement d'un système de crédit agricole, dans la province, d'un joli discours très élaboré sur cette importante réforme qui intéresse toute la classe de cultivateurs. Il a fait une étude sérieuse des travaux opérés en France, dans ce sens, et des résultats obtenus sous la puissante impulsion de M. Méline. Il a conclu en demandant au gouvernement de nommer une commission pour étudier le fonctionnement des systèmes établis dans les différents pays et la possibilité pour la province d'établir un système de crédit sous son contrôle.

"L'honorable M. Deschênes a hautement apprécié la valeur du travail exposé par M. Plante. Il a reconnu l'utilité pour la province et pour la classe agricole d'une institution du genre qu'il préconisait et dont il avait également étudié le fonctionnement en France. Il a ajouté que le gouvernement serait heureux de contribuer à l'élaboration d'un plan pratique pour faciliter l'obtention de crédit pour les cultivateurs. L'honorable M. Flynn a pris ensuite la parole pour féliciter son jeune collègue et faire remarquer que l'établissement du Crédit Foncier, à Montréal, avait abaissé le taux de l'intérêt sur les transactions hypothécaires, qu'une institution du

même genre aurait le même effet pour les emprunts agricoles, mais qu'il ne croyait pas nécessaire de nommer une commission spéciale à cette fin, que le comité d'agriculture de cette Chambre pouvait faire ce travail au début de la session prochaine, qu'en tout cas il devait se faire sans que l'esprit de parti intervienne.

"L'honorable M. Robidoux a pris ensuite la parole dans le même sens, appuyant sur la nécessité de bien étudier la question pour trouver la solution pratique, ajoutant que tout le gouvernement était disposé à donner à la classe agricole le concours le plus complet possible. L'honorable M. Marchand a parlé dans le même sens et M. Girard, député du Lac-Saint-Jean, a clos la discussion par quelques mots favorables au projet²."

Qu'a-t-on fait depuis 17 ans pour réaliser cette réforme par les deux partis? Qu'a fait le Parti libéral, qui détient le pouvoir depuis 1897? Je regrette d'être forcé de dire qu'il n'a rien fait. Pourtant, les besoins de cette réforme se font encore sentir, puisque le Congrès des métiers et du travail du Canada, le Conseil des métiers et du travail de Montréal et le Parti ouvrier ont adopté dans le cours du mois dernier la résolution suivante:

"Attendu que le gouvernement de la province de Québec a prouvé qu'il était en faveur du développement de l'agriculture et de la solution du grand problème du retour à la terre, si des possibilités d'établissement leur étaient accordées; qu'il soit résolu que le gouvernement de la province de Québec établisse un système de crédit agricole par lequel le problème du retour à la terre puisse être résolu."

Cette voix de l'ouvrier devrait être entendue, car elle exprime aussi le vœu de la classe agricole.

Les temps difficiles que nous vivons réclament impérieusement l'établissement d'un crédit agricole afin de faciliter aux cultivateurs la tâche qui leur incombe d'augmenter par tous les moyens la production agricole. Depuis 17 ans, on discute cette question. Des hommes éminents, dans les deux partis, ont proclamé la nécessité d'un crédit agricole et recommandé son établissement.

Est-ce que le gouvernement, après 17 ans d'étude de la question, n'est pas fixé sur l'importance d'une telle institution et n'est-il pas prêt à l'établir?

C'est le temps pour nous d'agir. Je n'en dirai pas davantage à cette session, mais j'invite les membres de cette Chambre à bien étudier cette intéressante question économique afin que nous soyons tous en état à la prochaine session de la discuter sérieusement et de la considérer à son vrai mérite.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

Le crédit agricole est une institution nouvelle en Amérique. Il est bien vrai qu'on en parle depuis près de 20 ans, mais on n'a jamais tenté de l'établir dans la province. Dans tout le Canada, il n'y a, en somme, que la Saskatchewan qui ait fait l'essai d'un crédit agricole partiel, mais avec un succès douteux jusqu'à présent. C'est un aspect de la question agricole qui mérite d'être étudié et le gouvernement y donne son attention.

Un des moyens de favoriser l'augmentation de la production agricole, c'est de rendre les cultivateurs heureux en leur facilitant la tâche de tous les jours. Et c'est leur faciliter la tâche d'une façon absolument efficace que de leur assurer des finances propres à leur permettre de vaquer à leurs travaux sans souci de l'avenir. Cependant, l'établissement d'un crédit agricole ne s'est fait en Europe qu'après des années. Ainsi, la France, dont l'existence date de bien des siècles avant l'Amérique, a établi son crédit agricole après 50 ans d'étude. Il est vrai que le prêt aux ouvriers de la terre donne en France d'excellents résultats. Il a fallu cependant discuter pendant 50 ans et même 75 ans avant de l'établir. Rien d'étonnant à ce qu'on en parle depuis 17 ans ici sans être encore passé à l'application pratique.

Le crédit agricole est d'autant plus désirable et serait d'autant plus utile que l'argent est rare et cher maintenant; l'industrie, par son développement, est responsable en partie de cette cherté de l'argent; les taux d'emprunt ont été considérablement augmentés depuis quelques années surtout, et le cultivateur est le premier à en souffrir. L'établissement des banques dans nos campagnes a révolutionné le système des prêts; on ne voit plus comme autrefois les petits prêteurs qui rendaient de si précieux services à la classe moyenne et à la classe moins fortunée. Maintenant, les banques recueillent les dépôts généralement et les envoient dans les villes où ils profitent à l'industrie, et le taux est de 6.7% et 8%.

On me demandera peut-être si nous n'aurions pas pu établir un crédit agricole dans la province? Je crois pouvoir dire sans trahir un secret ministériel qu'il y a quatre ans, quand le gouvernement a étudié l'opportunité d'organiser un système d'amélioration de la voirie, nous avons discuté sérieusement tant chez les ministres que chez des citoyens en vue du dehors la nécessité d'établir un crédit agricole. Après avoir pesé le pour et le contre, nous avons cru qu'il était plus important de créer un système d'amélioration de la voirie. L'argent était alors plus facile à obtenir et la situation n'était pas du tout ce

qu'elle est maintenant. Je crois que, si nous avions aujourd'hui à prendre une décision entre ces deux questions, nous suivrions une autre voie. Mais le gouvernement est engagé dans l'amélioration de la voirie pour laquelle il a dépensé des millions et il ne peut arrêter en si bonne voie.

C'est un moyen, tout comme le crédit agricole, d'attacher la classe rurale à la glèbe en lui donnant des moyens plus faciles de communication. Il faut s'appliquer surtout à garder le cultivateur chez lui en lui fournissant le confort et l'agrément qu'il va chercher ailleurs.

Nous aurions de la difficulté à trouver de l'argent pour fonder un crédit agricole. Le gouvernement y a pensé, cependant, et j'espère que l'augmentation des revenus et la prospérité additionnelle qui va suivre la guerre nous permettront de réaliser le projet.

Du reste, sans vouloir jeter la pierre au gouvernement fédéral, il n'est que juste de dire que voilà une question qui relève autant de l'autorité centrale que de l'autorité provinciale.

Il n'est pas possible de faire en même temps toutes les réformes; le gouvernement en a fait d'importantes et il va continuer à exécuter son programme d'encouragement de plus en plus efficace à l'agriculture. Il faut compter avec nos ressources et, actuellement, nos ressources ne nous permettent pas de faire davantage à cause de la guerre et de la situation financière qui en résulte.

Il faut de l'argent pour une organisation de ce genre. Il faudrait pour la province un crédit agricole comme il en existe un en France et cette organisation est très coûteuse. Du reste, nous avons déjà ici, dans la province, un commencement de crédit agricole quand nous prêtons aux cultivateurs de l'argent pour les routes et les sociétés d'agriculture.

Quoi qu'il en soit, j'espère qu'un jour qui est prochain la province jouira de l'établissement d'un véritable crédit agricole.

Des députés ministériels applaudissent.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Les paroles du ministre sont trop vagues et elles ne sont pas assez rassurantes. On y pense, dit-il, mais sa politique peut se résumer à ceci: Pensons-y toujours; n'en parlons jamais.

Il y a 17 ans, les chefs des deux partis proclamaient la nécessité de ce système. Cette année, les ouvriers réclament ce système et le ministre répond: D'ici à quelques années, j'espère qu'on établira un pareil système. Cette réponse n'est pas

satisfaisante et je ne comprends pas pourquoi on a applaudi à droite. Elle ne répond pas aux besoins de plus en plus pressants des cultivateurs et des ouvriers.

Est-ce que 17 années ne suffisent pas pour éclairer les autorités sur l'importance et la nécessité de l'établissement d'un crédit agricole, puisque les chefs des deux partis l'ont recommandé, que toutes les organisations ouvrières et autres ont demandé la chose et que le comité d'agriculture en a reconnu l'urgence?

J'aurais voulu voir se lever avec moi, pour revendiquer l'adoption du crédit agricole, tous les députés de la campagne.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

Le gouvernement songe sérieusement à l'établissement d'un crédit agricole et il l'établira dès que ses ressources le permettront.

La proposition est adoptée.

Production agricole

M. Cédillot (Laprairie) propose, appuyé par le représentant de Champlain (M. Bordeleau), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie de toute correspondance et de documents concernant l'augmentation de la production agricole dans la province.

D'après les rapports des comités d'enquête sur le coût de la vie, dit-il, on constate qu'il faut améliorer davantage la situation du cultivateur si on veut augmenter la production agricole. Notre province a des terres riches et fertiles qui devraient produire suffisamment pour nourrir la population qui l'habite et même pour alimenter l'exportation. Pour atteindre ce but patriotique, il faut rompre avec les vieilles habitudes et adopter les méthodes modernes de culture.

Les conférenciers ont fait beaucoup pour assurer le progrès de l'agriculture; il faudrait maintenant des fermes modèles pour mettre en pratique ce que l'on a enseigné aux cultivateurs pour leur faire saisir ce qui parfois leur a échappé dans les conférences. Il ne s'agit pas de fermes spacieuses comme nous en avons actuellement quelques-unes, connues sous le nom de fermes expérimentales. Il s'agit de fermes établies dans les comtés, disons une par deux ou trois comtés, par exemple, dans la région de Montréal, afin de remplacer ce que la fièvre de l'immeuble a fait disparaître. On pourrait avoir sur ces fermes une pépinière où nos cultivateurs se procureraient des arbres fruitiers, on y ferait l'élevage des volailles et la culture générale.

Ces petites fermes modèles ne seraient pas subventionnées par le gouvernement. Elles seraient confiées à un cultivateur intelligent et expérimenté qui s'occuperait de leur faire produire ce qu'on attend, de prouver par les expériences pratiques quels revenus on peut retirer de la culture raisonnée et suivie.

J'ai confiance que mes collègues continueront à montrer de l'esprit patriotique en s'intéressant aux choses de l'agriculture et en employant leur talent à favoriser le développement de ce qui constitue la richesse et la prospérité d'un pays.

M. Bordeleau (Champlain): Je suis heureux de seconder la motion du député de Laprairie (M. Cédillot) et les suggestions faites par ce dernier pour assurer le progrès de l'agriculture comme moyen de remédier à l'augmentation du coût de la vie. Il est nécessaire d'enseigner au cultivateur des méthodes économiques de culture.

À ce sujet, il félicite le gouvernement d'avoir fait beaucoup en envoyant des conférenciers dans les campagnes, en donnant des cours abrégés. Le couronnement de cette œuvre éducative agricole serait l'établissement de petites fermes, tel que suggéré par le député de Laprairie.

Il rend hommage à son comté et au gouvernement.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Que pense l'honorable député du crédit agricole³?

M. Bordeleau (Champlain): Je ne suis pas prêt à me prononcer sur cette question et, d'ailleurs, je parle sur une motion portant les moyens d'augmenter les produits agricoles.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le crédit agricole est à la base de tous ces moyens!

M. Grégoire (Frontenac) a confiance que le gouvernement saura faire dans l'avenir ce qu'il a fait dans le passé, c'est-à-dire trancher les nœuds gordiens, résoudre les problèmes qui jusqu'ici avaient paru insolubles. Il suggère que l'on fasse disparaître la forêt dans divers comtés, entre autres le sien, pour donner des terres aux cultivateurs.

M. l'Orateur: Adopté?

Des voix: Adopté.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) se lève, dit-il, pour féliciter chaleureusement les députés de Laprairie (M. Cédillot) et de Champlain (M. Bordeleau) de leurs efforts et je regrette que pas un ministre, pas un chef de la droite ne se soit levé pour en faire autant que je le fais moi-même, parce que j'aime à entendre parler de ces grandes questions agricoles et encourager les députés à étudier et à discuter nos problèmes dont la solution s'impose dans les circonstances.

M. Lafontaine (Berthier) déclare qu'il est en faveur du crédit agricole qu'il souhaite voir établir dans la province.

Il fait l'éloge des collègues agricoles d'Oka, de Sainte-Anne-de-la-Pocatière et Macdonald qui ont rendu de précieux services à l'agriculture par leur enseignement technique. Il appuie les demandes faites par les orateurs qui l'ont précédé.

M. Robert (Rouville) rend hommage au gouvernement des sacrifices qu'il fait pour assurer le progrès de l'agriculture, énumérant les réformes appréciables réalisées en ces dernières années surtout.

Il voudrait que tous les députés ruraux se chargent de faire l'éducation de leur comté respectif.

Il cite comme l'une des causes de la cherté de la vie la fièvre de l'immeuble à Montréal et le fait que, dans les comtés avoisinants, on ne s'est pas suffisamment préoccupé de compenser par la production ainsi disparue.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) constate avec plaisir que, cette année encore, nous avons à la Chambre une journée des cultivateurs. En effet, on parle surtout d'agriculture aujourd'hui.

Jamais la classe agricole n'a été mieux représentée à la Législature que dans la députation actuelle qui compte des cultivateurs pratiques en grand nombre et beaucoup de professionnels qui s'intéressent tout particulièrement à l'agriculture. C'est la première fois depuis la Confédération que l'on voit en Chambre autant de cultivateurs.

On constate que nous ne subvenons pas à nos besoins actuellement et que la guerre a créé une armée de destructeurs de producteurs qu'ils étaient, causant un gouffre difficile à remplir.

La spéculation sur l'immeuble a causé en partie l'augmentation du coût de la vie en enlevant à l'agriculture des milliers d'acres de terre; l'industrie a aussi contribué à cette augmentation en enlevant à la terre un grand nombre de bras. Il sont nombreux en

effet nos jeunes cultivateurs qui sont allés travailler dans les manufactures, surtout pour la fabrication des munitions, avec l'espoir de gagner beaucoup d'argent assez facilement, ayant des heures de travail limitées et un jour de congé dans la semaine. La main-d'œuvre agricole est rare et, tant que durera la guerre en même temps que les conditions actuelles de l'industrie, il sera difficile d'y remédier.

Une des causes de la cherté de la vie, c'est encore la maladie dans les troupeaux de même que la tuberculose bovine, l'exportation de nos bestiaux aux États-Unis. Il faut bien remarquer que, de 96,000,000 de têtes de bétail qu'avaient les Américains, ils n'en ont plus que 50,000,000 et ils se préoccupent de chercher ailleurs la compensation.

On parle d'augmenter les crédits de l'agriculture, c'est ce qu'a fait le gouvernement qui a porté de \$200,000 à \$500,000 en quelques années le budget de l'agriculture. Les octrois seront augmentés tant que les revenus le permettront; on y consacrera autant que possible le surplus.

Nous avons un commencement de crédit agricole dans les prêts faits aux municipalités pour la confection des chemins de même que dans les octrois aux sociétés agricoles pour encourager l'élevage ou diverses cultures particulières.

Une des causes encore de la rareté des produits alimentaires, c'est l'exportation que l'on en fait en Europe où on paie des prix élevés. Nous aurions, par exemple, pu exporter l'an dernier cinq fois plus de beurre.

On ne peut reprocher au cultivateur de chercher à obtenir des prix élevés pour ses produits; il faut qu'il soit compensé de ses rudes travaux par une rémunération appréciable.

On doit aussi faire, dit l'honorable ministre, une campagne d'éducation. Un représentant ouvrier, M. Francq, a montré au comité du coût de la vie que l'on fait un gaspillage des produits alimentaires.

On peut ajouter que, d'une façon générale, il se fait trop de dépenses inutiles de toutes sortes. La classe dirigeante est en partie responsable. Elle qui vit dans le luxe, qui ne ménage rien, ni le boire ni le manger, les vêtements, etc., son exemple entraîne la classe moyenne au désastre. Il faudra à tout prix changer cette manière de vivre. D'une façon générale, dans toutes les classes, on fait des dépenses énormes de provisions; 50% des provisions que l'on jette comme déchets pourraient être utilisées.

Que tout le monde fasse sa part pour contribuer à réduire le coût de la vie et le cultivateur aura assez de patriotisme pour faire la sienne généreusement comme toujours.

La campagne d'éducation nécessaire dans les circonstances doit être faite par le clergé, par les députés, par tous ceux qui ont à cœur l'intérêt de la province. La presse a la première un rôle important à jouer dans cette campagne.

En terminant, il souhaite que de cette discussion naîtra quelque chose de bon pour la province.

Il tient aussi à se joindre au chef de l'opposition pour féliciter les députés de Laprairie (M. Cédillot) et de Champlain (M. Bordeleau) et profite de l'occasion pour féliciter aussi le député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) de l'intérêt particulier qu'il porte à la classe agricole, de l'exemple qu'il donne, notamment par la magnifique basse-cour qu'il possède et qui fait honneur non seulement à lui, mais à la province.

La proposition est adoptée.

Route Montréal-Hull

M. Fortier (Labelle) propose, appuyé par le représentant de Frontenac (M. Grégoire), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie de toute correspondance, requêtes, documents concernant la construction de la route provinciale Montréal-Hull.

Il plaide la cause de son comté et fait ressortir les avantages qui résulteraient de telle construction.

Il insiste sur l'importance pour le gouvernement d'entreprendre sans plus de délai la construction de cette route proposée. Il fait ressortir particulièrement l'importance de cette route pour les producteurs agricoles des comtés qu'elle desservira.

M. Hay (Argenteuil) appuie la motion du député de Labelle, puisque son comté est directement intéressé.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) signale aussi l'utilité de la route proposée et rappelle le fait que le ministre des routes a promis, il y a déjà deux ans, que celle-ci serait construite dès que possible.

M. Lévesque (Laval) parle également de son comté qui est aussi directement intéressé. Il fait valoir les arguments qui militent en faveur de la construction de cette route provinciale.

L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières): Je considère que la construction de la route Montréal-Hull est d'une importance capitale.

Il rappelle ce qu'il a déclaré, lors du débat sur la route Montréal-Québec, au sujet de la construction de cette route Montréal-Hull qui doit être la continuation de la grande artère Jackman-Lévis-Montréal. Le gouvernement prend en bonne part les suggestions qui lui sont faites et y fera droit à l'occasion.

La proposition est adoptée.

Flottage du bois

M. Tourville (Maskinongé) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 171 modifiant l'article 1627 des statuts refondus, 1909.

Adopté.

En comité:

Le comité étudie le premier article qui se lit ainsi:

1. L'article 1627 des statuts refondus, 1909, est amendé en en retranchant, dans la deuxième ligne, les mots "durant l'hiver".

L'article est modifié et remplacé par le suivant:

1. L'article suivant est inséré dans les statuts refondus, 1909, après l'article 1627:

"1627a. Durant toute autre saison, les propriétaires de limites à bois auront le droit de transporter du bois et des provisions en passant sur les propriétés des personnes qui ont des terrains dans ces limites, pourvu qu'ils soient tenus, comme par l'article 1627, d'indemniser les propriétaires pour tous dommages causés soit par eux ou leurs employés."

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

M. Tourville (Maskinongé) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de Westmount

M. Létourneau (Montréal-Hochelaga) propose, appuyé par le représentant de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) que, vu que le bill 58 amendant la charte de la cité de Westmount a été retiré, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Coaticook

M. Bissonnet (Stanstead) propose, appuyé par le représentant de Chicoutimi (M. Petit), que, vu que le bill 97 relatif à la ville de Coaticook a été retiré, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais de traduction et d'impression.

Adopté.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté les bills suivants avec certains amendements qu'il la prie d'agréer:

- bill 31 amendant la loi des mines de Québec;

- bill 80 établissant une nouvelle division d'enregistrement à Mont-Laurier, dans le comté de Labelle, et divisant ce comté en deux divisions pour fins municipales et d'enregistrement;

- bill 81 amendant la charte de la cité de Hull.

Loi des mines

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 31 amendant la loi des mines de Québec. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Division d'enregistrement à Mont-Laurier

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 80 établissant une

nouvelle division d'enregistrement à Mont-Laurier, dans le comté de Labelle, et divisant ce comté en deux divisions pour fins municipales et d'enregistrement. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Charte de Hull

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 81 amendant la charte de la cité de Hull. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Prohibition

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande au premier ministre s'il y aura une loi de prohibition au cours de la session.

L'honorable M. Gouin (Portneuf): Non.

Travaux de la Chambre

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande au premier ministre si les Chambres vont siéger après les Fêtes.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) dit qu'il ne voit pas de nécessité de prolonger la session jusqu'après les Fêtes.

M. l'Orateur prononce l'ajournement à 6 heures.

La séance est levée.

Deuxième séance du 19 décembre 1916

Présidence de l'honorable A. Galipeault

La séance est ouverte à 8 h 15.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Questions et réponses:

Chemins de colonisation

M. Turcotte (Lac-Saint-Jean): 1. Combien d'argent de colonisation a été dépensé pour les routes dans chacun des cantons du Lac-Saint-Jean, en 1912, 1913, 1914, 1915 et 1916?

2. Combien d'argent de colonisation dépensé pour les chemins de front dans les mêmes cantons durant les mêmes années?

3. Combien d'argent de colonisation dépensé pour drainer ou égoutter les savanes dans chacun des cantons et durant ces années?

4. Est-ce l'intention du gouvernement de contribuer à ces travaux dans l'avenir?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

1, 2 et 3. Voir le rapport général du ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, aux pages 64, 66, 68, 70, 72, 74, 76, pour l'année 1912; pour l'année 1913, voir p. 62, 64, 66, 68, 70, 72; pour l'année 1914, voir p. 56, 58, 60, 62; pour l'année 1915, voir p. 50, 52, 54.

1916

1. Routes. Montants dépensés dans chacun des cantons suivants:

Taillon, \$465.61; Ashuapmouchouan, \$300; Dalmas, \$650; Ross, \$300. Total: \$1,715.61.

2. Chemins de front. Montants dépensés dans les cantons:

Pelletier, \$300; Racine et Dolbeau, \$300; Roberval, \$150; Signai, \$200. Total: \$950.

3. Travaux de drainage: Cantons:

Girard, \$200 et Roberval, \$200. Total: \$400.

P. S. Le gouvernement a aussi payé un octroi de \$250 pour l'entretien du chemin d'hiver sur le lac Saint-Jean.

4. Sous considération.

Langue française

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Est-il à la connaissance du gouvernement que le gouvernement du Manitoba a proscrit l'enseignement du français dans les écoles primaires de cette province?

2. Est-il vrai que le gouvernement se propose de soumettre à cette Chambre une résolution ayant pour objet de demander respectueusement au gouvernement de la province du Manitoba de mettre fin à cette violation des droits acquis et reconnus de

la minorité de langue française dans la province du Manitoba, ou suivant les termes de la résolution présentée par l'honorable député de Shefford (M. Bullock), le 13 janvier 1915, laquelle se lit comme suit dans les procès-verbaux de cette date: "Cette Chambre, sans déroger aux principes de l'autonomie provinciale, et sans vouloir en aucune façon s'immiscer ni intervenir dans les affaires des autres provinces de la Confédération, constate avec regret les divisions qui semblent exister parmi la population de la province de l'Ontario au sujet de la question des écoles bilingues, et croit qu'il est de l'intérêt du dominion en général que toutes les questions de ce genre soient considérées à un point de vue large, généreux et patriotique, se rappelant toujours que l'un des principes fondamentaux de la liberté britannique par tout l'Empire est le respect des droits et privilèges des minorités"?

3. Dans la négative, pourquoi?

L'honorable M. Gouin (Portneuf): 1. Les règlements scolaires du Manitoba n'ont pas été portés à la connaissance du gouvernement.

2 et 3. Il semble au gouvernement que la résolution adoptée par cette Chambre, l'an dernier, est un appel amical à la bienveillance de toutes les provinces du dominion relativement aux minorités et constitue une affirmation suffisante de l'ardent désir de la population tant anglaise que française de notre province de voir toutes les divisions qui peuvent exister parmi nous se régler à l'amiable, pour la paix et le plus grand bien de ce pays.

Braconnage au Lac-Saint-Jean

M. Turcotte (Lac-Saint-Jean): 1. Quel a été le nombre des contraventions à la loi de chasse et pêche, dans le comté de Lac-Saint-Jean, pendant chacune des cinq dernières années?

2. Quel est le montant total des amendes payées dans ce comté pour ces contraventions, pendant chacune de ces années?

3. Combien le gouvernement a-t-il perçu des amendes payées en 1916 pour ces contraventions par les cultivateurs des cantons Girard et Albanel?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):
1. 1912, 2 infractions; 1913, 4 infractions; 1914, ---; 1915, 2 infractions; 1916, 29 infractions.
2. 1912, \$62; 1913, \$39; 1914, ---; 1915, ---; 1916, \$120.

3. Le gouvernement n'est pas en état de dire quelle proportion des amendes perçues pendant l'année 1916 a été payée par les cultivateurs des cantons Girard et Albanel.

Voies et places publiques

M. Létourneau (Montréal-Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme maintenant en comité général pour étudier le bill 183 amendant la loi des cités et villes relativement aux voies et places publiques.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Létourneau (Montréal-Hochelaga) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Architectes

M. Beaudry (Verchères) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme maintenant en comité général pour étudier le bill B du Conseil législatif amendant les statuts refondus, 1909, concernant les architectes.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Beaudry (Verchères) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Ville de Pointe-aux-Trembles

M. Lévesque (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme maintenant en comité général pour étudier le bill 131 confirmant et ratifiant les règlements 48 et 50 de la ville de la Pointe-aux-Trembles et amendant l'article 5789a des statuts refondus, 1909, tel qu'édicte pour la ville par l'article 30 de la loi 6 George V, chapitre 53.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

M. Lévesque (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Aménagement de la Jacques-Cartier

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme en comité général pour étudier un projet de résolutions relatives au bill 49 accordant certains pouvoirs à la Commission des eaux courantes de Québec, relativement à l'emmagasinement des eaux de la rivière Jacques-Cartier.

Adopté.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose: Que, pour assurer la construction des travaux et ouvrages indiqués dans la loi qui accompagne les présentes résolutions, il soit permis au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le trésorier de la province à contracter, de temps à autre, le ou les emprunts qu'il jugera nécessaires, mais que le ou les emprunts ainsi contractés ne puissent excéder la somme de cinquante mille piastres; que ce ou ces emprunts puissent être effectués au moyen d'obligations ou de rentes inscrites émises pour un terme n'excédant pas 30 ans; et que ces obligations ou rentes inscrites soient faites dans la forme, pour un taux d'intérêt n'excédant pas 5% par année, et pour le montant que le lieutenant-gouverneur en conseil déterminera et soient payables, intérêt et principal, annuellement ou semi-annuellement, à l'endroit qu'il indiquera.

2. Que les sections 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19 et 20 de la loi 3 George V, chapitre 6, s'appliquent, *mutatis mutandis*, à la loi qui accompagne les présentes résolutions, comme si elles avaient été spécialement décrétées pour icelle.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité général chargé de l'étude du bill 49 accordant certains pouvoirs à la Commission des eaux courantes de Québec, relativement à l'emmagasinement des eaux de la rivière Jacques-Cartier.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose, selon l'ordre du jour, que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté les bills suivants sans amendement:

- bill 40 modifiant la loi 6 George V, chapitre 2, relativement à la commission des chemins à barrières de la rive nord, à Québec;

- bill 42 amendant les statuts refondus, 1909, concernant la taxe sur les transferts d'actions, de bons, d'obligations ou d'actions-obligations;

- bill 43 relatif au pont de L'Assomption.

Aménagement de la rivière Sainte-Anne

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme en

comité général pour étudier un projet de résolutions concernant le bill 50 accordant certains pouvoirs à la Commission des eaux courantes de Québec, relativement à l'emmagasinement des eaux courantes de la rivière Sainte-Anne.

Adopté.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose: 1. Que, pour assurer la construction des travaux et ouvrages indiqués dans la loi qui accompagne les présentes résolutions, il soit permis au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le trésorier de la province à contracter, de temps à autre, le ou les emprunts qu'il jugera nécessaires, mais que le ou les emprunts ainsi contractés ne puissent excéder la somme de trente mille piastres; que ce ou ces emprunts puissent être effectués au moyen d'obligations ou de rentes inscrites émises pour un terme n'excédant pas 30 ans; et que ces obligations ou rentes inscrites soient faites dans la forme, pour un taux d'intérêt n'excédant pas 5% par année, et pour le montant que le lieutenant-gouverneur en conseil déterminera et soient payables, intérêt et principal, annuellement ou semi-annuellement, à l'endroit qu'il indiquera.

2. Que les sections 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19 et 20 de la loi 3 George V, chapitre 6, s'appliquent, *mutatis mutandis*, à la loi qui accompagne les présentes résolutions comme si elles avaient été spécialement décrétées pour icelle.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité général chargé de l'étude du bill 50 accordant certains pouvoirs à la Commission des eaux courantes de Québec, relativement à l'emmagasinement des eaux courantes de la rivière Sainte-Anne.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose, selon l'ordre du jour, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Cap-Tourmente

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 160 pour détacher de la paroisse de Saint-Joachim, dans le comté de Montmorency, certains immeubles pour former la paroisse de Saint-Louis-de-Gonzague du Cap Tourmente, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Fonds patriotique

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 41 autorisant une souscription d'un million de piastres au Fonds patriotique canadien soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ma première parole en sera une de chaleureuses félicitations à

l'adresse de l'honorable député de Terrebonne (M. David) qui a fait en Chambre son "maiden speech". J'ai écouté avec intérêt le discours qu'il a prononcé avec une discrétion et une réserve signalées pour appuyer la proposition de l'honorable trésorier demandant à cette Chambre de souscrire un million de piastres au Fonds patriotique. Notre position est délicate et difficile, parce que nos opinions seront analysées demain par des hommes de mentalité bien différente.

Mais je comprends que je suis ici comme député pour exécuter un mandat suivant ma propre conscience. C'est ce que je ferai. La proposition du premier ministre se rattache à la question de la participation du Canada à la présente guerre. J'ai été et je suis encore opposé à la participation du Canada à toutes les guerres de l'Empire britannique. Je reste partisan de l'autonomie du Canada. Mais cette guerre qui ensanglante l'Europe, l'Angleterre ne l'a pas déclarée. L'Angleterre a volé au secours de la Belgique et de la France pour protéger ses alliés de l'Entente et pour sauver son propre Empire. Le péril allemand était à ses portes. La France vaincue, l'Empire britannique croulait et ses colonies subissaient le même sort. Elle a consacré tous ses efforts et toutes ses énergies au salut des alliés. Elle a dit à ses colonies: "Je suis menacée de péril, j'ai besoin de l'appui et du secours de tous mes sujets, et, sans vouloir vous y contraindre, je vous serai reconnaissante si vous me les prêtez." Toutes les colonies ont répondu à l'appel parce qu'elles-mêmes se considéraient menacées.

Le Canada, principale colonie de cet Empire, fait sa large part. La province de Québec fait la sienne, en dépit d'événements politiques des plus douloureux. On rencontre dans tous les pays des ennemis de la guerre. Dans les pays en guerre, Angleterre, France, Russie, Allemagne, Italie, Autriche, il s'est trouvé des hommes pour condamner la guerre actuelle, pour critiquer les actes des hommes de la politique active. Partout, il y a des hommes qui, sous prétexte de fausse conciliation, attaquent leurs droits; d'autres, sous prétexte de patriotisme et de virilité, oublient aussi leur devoir et leurs obligations. Beaucoup sont sincères; d'autres sont des exploiters.

Notre province, foyer de la nationalité canadienne-française, occupe une position spéciale dans ce pays. Son éducation politique diffère de celle des autres provinces. Les partis politiques lui ont créé une mentalité qui a dû se modifier devant la gravité du conflit actuel. C'est une grande leçon pour l'avenir. C'est-à-dire que nous devons à l'avenir envisager nos problèmes sans passion, mais suivant

l'intérêt de notre pays et selon la position que nous occupons dans l'Empire britannique. Ces problèmes de l'avenir doivent nous préoccuper dès maintenant. Il est de notre devoir de les discuter, mais sans haine ni passion. Ces problèmes nous imposent une étude sérieuse de nos ressources économiques, de nos conditions sociales et politiques. La province de Québec plus que toute autre est intéressée dans cette transformation économique et constitutionnelle qui s'opère en Europe. C'est dire que ses législateurs, ses éducateurs, sa jeunesse d'élite doivent se préparer à cette grande évolution des peuples. On parle déjà d'union économique, de fédération impériale, de tarif préférentiel, de représentation impériale, d'union législative. Tenons plus que jamais à l'autonomie de notre Législature, gardienne de nos droits et de nos libertés. L'Angleterre se détachait de son ancien idéal économique sous la pression de la concurrence allemande et américaine. Un économiste français dit qu'après la guerre l'Angleterre ne sera ni libre-échangiste ni protectionniste et qu'elle sera avant tout impériale. Agissons, nous, Canadiens français, pour acquérir des sympathies, une influence qui nous seront indispensables pour conserver et pour obtenir les conditions essentielles à notre survivance et à notre progrès.

Je regrette que des fanatiques accusent ma race de déloyauté. Elle ne mérite pas cette injure. S'il est injuste et funeste de confondre les fanatiques qui nous dénoncent avec l'Angleterre qui nous protège, il est aussi ignoble pour nos ennemis de confondre toute une race avec quelques groupes - les uns par école politique, les autres pour soulever des préjugés et y trouver un gain électoral - qui critiquent notre participation. Notre position est dans une position telle aujourd'hui que, si je me levais pour combattre la proposition du gouvernement, dans l'intérêt public, demain je serais accusé de déloyauté, de trahison et je serais cloué au pilori. J'espère que les événements qui, depuis 20 ans, ont déjoué les prétentions de nos hommes politiques serviront de leçons pour l'avenir.

Je suis citoyen britannique et fier de mon titre. J'habite une province où nous jouissons de la plus pure liberté, où nous avons le droit de vivre suivant nos traditions les plus chères et de progresser selon nos besoins. Je suis loyal à mon roi et à son glorieux empire. Je respecte les traités et mon serment d'allégeance. Je préfère la constitution que l'Angleterre nous a donnée à toutes celles que les autres puissances ont accordées à leurs colonies. Et quand, comme dans la présente guerre, l'Angleterre a besoin de ma contribution pour l'aider à repousser l'ennemi qui veut sa ruine, ce concours, je le lui accorde de tout cœur.

Mais il est un autre aspect à la proposition. Il s'agit de voter \$1,000,000 pour un fonds patriotique. C'est un montant considérable si l'on tient compte que, durant tout le cours de cette session, le gouvernement a déclaré n'avoir pas assez de revenus pour répondre aux besoins de la province, pour assurer le retour à la terre, pour ouvrir de nouvelles paroisses à l'agriculture, pour assurer une plus grande production agricole. Autant de sujets qui se rattachent à nos grands problèmes économiques et à nos maux qui s'aggravent toujours. Il convient de s'en occuper dès maintenant, d'autant plus que nous les avons trop ignorés dans le passé.

Parlant, à Edmonton, sur la question du Service national, M. R. B. Bennett dit, entre autres choses: "Il est aussi important de tenir l'industrie de l'agriculture sur un bon pied que d'envoyer des soldats sur le champ de bataille. Le travail demandé au fermier est de produire du blé, de nourrir l'armée et le peuple anglais."

Je n'ai pas un mot de reproche à l'adresse du Fonds patriotique, bien que son comité ait été encore récemment critiqué. J'espère qu'il saura se justifier devant le gouvernement avant qu'il reçoive le million qui lui sera voté.

Je veux croire et je crois que ce Fonds est une excellente œuvre, et pour ne pas être mal interprété, j'éviterai même de répéter ici une opinion assez partagée, à savoir que cette souscription est plutôt du ressort du gouvernement fédéral, puisque cette Chambre ne connaît pas suffisamment la vraie situation et qu'elle n'a aucune voix pour la représenter dans le conseil d'administration. Le gouvernement n'exercera aucun contrôle dans cette dépense des deniers de la province.

Le gouvernement fédéral connaît tous les secrets et les besoins de la situation. Il sait où nous en sommes. Il connaît tous les secrets de l'organisation militaire et ses véritables besoins. Il peut créer des sources de revenus suivant ces besoins. C'est lui qui a la responsabilité de notre participation. Il sait ce qui a été fait et ce qui reste à faire. S'il faut qu'il dépense davantage, soit, et qu'on ne dise pas qu'il dépense trop. Il devra justifier sa conduite devant le peuple.

Le gouvernement de Québec nous assure que la répartition de ce million sera équitable et il en prend la responsabilité.

Depuis le commencement des hostilités, le gouvernement de notre province a dépensé déjà près de \$800,000 pour la guerre. Il nous demande de voter encore \$1,000,000 et il est à étudier la demande d'un fonds de secours destiné à assurer une sépulture convenable aux soldats et aux marins de notre province, victimes de la guerre actuelle. L'honorable

député de Terrebonne a parlé de l'augmentation de notre taxe par tête.

Permettez que j'ajoute: Le gouvernement a déjà fait des emprunts pour plusieurs millions, et la dette est augmentée de plusieurs millions. Notre passif direct est de \$41,145,276.83. L'excédent de notre passif sur notre actif est de \$32,559,352.18. Notre dette consolidée nette est de \$37,338,286.13, et le gouvernement veut encore emprunter \$15,000,000 pour la voirie. Le gouvernement, chaque année, sous les titres de licences ou permis, impose de nouvelles taxes tout en majorant quelques-unes de celles déjà imposées. Je fais ces remarques parce qu'il importe de ne pas oublier ce qu'un écrivain appelle "les conditions dans lesquelles l'intérêt national doit s'identifier avec le développement économique de notre province".

Or, notre développement économique exige une plus forte dépense des deniers publics, pour nous organiser en vue de nos lendemains qui seront difficiles. C'est ce que font en ce moment sociologues, économistes et hommes politiques de tous les pays. Le gouvernement sera-t-il en état de répondre à tous ces besoins de demain sans demander de trop grands sacrifices au peuple de notre province? Il répond dans l'affirmative et en prenant toute la responsabilité de sa mesure.

Je voterai donc en faveur de cette proposition, d'autant plus que l'on m'assure que le Fonds patriotique l'utilisera pour le bien des familles de nos braves qui, par leur bravoure et leur sang versé, illustrent le Canada sur les champs de bataille pour que la province de Québec, la Nouvelle-France, ait aussi sa place aux côtés de sa vieille mère toujours aimée et l'Angleterre, notre estimée patrie adoptive dans la grande procession qui défilera sous l'arc de triomphe quand les diplomates auront scellé les traités de paix; pour démontrer aussi que la province de Québec ne recule pas, malgré les injures, devant le sacrifice que lui dictent sa générosité, son patriotisme et sa loyauté; pour répondre enfin aux fanatiques de tout acabit que nous ne sommes pas indifférents dans les malheurs de la guerre devant ces ruines fumantes de carnage et de gloire.

Louis Barthou a dit: "Il y a des paroles qui, prononcées devant des hommes réunis, ont la vertu d'une prière; il y a des frissons éprouvés en commun qui équivalent à une victoire." Ces frissons, nous devons les éprouver plus souvent pour assurer la victoire des alliés comme celle de notre province et de ses institutions. Pour le moment, disons bien haut ensemble: Nos cerveaux pour notre pays et nos cœurs aux alliés!

La proposition est adoptée.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des licences

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 18 amendant la loi des licences de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Le 21 juin 1912, après le dépôt du rapport de la commission chargée d'enquêter sur le commerce des liqueurs dans la province, après avoir siégé pendant environ un an, celle-ci recommandait une réglementation sévère de la vente des liqueurs, la réduction du nombre de licences et l'application stricte de la loi, une loi jusqu'alors inédite en matière de commerce de liqueurs que nous nous sommes efforcés d'appliquer consciencieusement. À cette époque, la commission s'était déclarée non favorable à la prohibition.

Je ne crois pas cela aujourd'hui, trois ans après ce rapport. On peut dire qu'une part considérable de la population ne réclame pas la prohibition. D'un autre côté, une part importante de la population est toujours d'avis qu'une réglementation sévère de la vente de liqueurs, une application soutenue de la loi, la réduction du nombre de licences et le contrôle du commerce représentent la meilleure forme de prohibition ou, du moins, d'incitation à la tempérance.

Ce sont là les deux écoles de pensée et chacune mérite considération. Si nous devons prendre une décision à la lumière de l'importance des délégations venues à notre rencontre au cours des sept ou huit derniers mois, nous devrions constater que les opinions sont très partagées.

Après avoir réfléchi et analysé la question, nous sommes toujours d'avis que la commission, qui avait déposé son rapport en 1912, avait proposé la meilleure des solutions. Nous croyons toujours que les restrictions, le contrôle et l'observance stricte de la loi constituent la meilleure incitation à la tempérance pour la population de la province, tout en permettant à la jeune génération de demeurer sobre.

Nous avons souvent entendu des discussions où l'on tentait de déterminer s'il s'agit d'un problème fédéral ou provincial. Sans nul doute, puisque ce sont les autorités fédérales qui autorisent la fabrication, l'importation et l'exportation de liqueurs et que la consommation de liqueurs ne constitue pas une

infraction en vertu du Code criminel. Le problème s'avère très épineux pour la Législature provinciale, qui n'a compétence qu'en matière d'octroi de licences et de contrôle du commerce. La province peut très difficilement régler le problème en décrétant la prohibition totale.

En tenant compte de toutes ces difficultés qui nous ont été signalées, nous avons dû réfléchir longuement avant d'en arriver à une conclusion.

Juste l'autre jour, j'ai entendu un homme bien en vue de Montréal dire que, parmi les provinces de la Confédération, la province de Québec était, à son avis, en tête en matière de lois de tempérance, si l'on faisait exception des lois décrétant la prohibition adoptées ailleurs. Parmi tous les partisans de la tempérance au sein du dominion, je considère que le premier ministre du Québec mérite les plus grands honneurs.

Le gouvernement n'a pas voulu abandonner la politique qu'il avait adoptée et il n'a pas décrété cette fois-ci la prohibition, bien qu'elle fut demandée par plusieurs extrémistes. Convaincu que la meilleure manière d'assurer la tempérance était de restreindre le commerce des liqueurs, de faire observer strictement les lois établies et d'avoir un contrôle sévère sur la vente, le gouvernement a pris des mesures qui auront certainement comme résultat immédiat de diminuer encore le fléau de l'ivrognerie et d'assurer la tempérance.

De l'aveu de plusieurs personnages éminents, la province de Québec a trouvé au problème qui s'est posé ces derniers temps à tout le Canada la meilleure solution.

Une prohibition qui ne s'appliquerait qu'à la vente et qui laisserait entièrement libres la consommation, la fabrication, l'importation et l'exportation (lesquelles ne peuvent être prohibées que par le gouvernement fédéral) ne pourrait atteindre un résultat pratique. C'est pourquoi le gouvernement ne l'a pas adoptée.

Le mouvement de la tempérance s'est rapidement développé depuis que l'administration de Sir Lomer Gouin, et les précédentes ont édicté des lois sévères, mais, c'est le cas de le dire, justes. Dans la province de Québec, sur 1,300 municipalités, 1,100 sont actuellement sous le régime de la prohibition. Il reste donc 200 villes ou municipalités qui seront sous le coup des lois nouvelles. Fallait-il vraiment que le gouvernement abandonnât d'un seul coup une politique qui avait porté de si beaux résultats pour tomber dans un extrême, surtout quand il y a une si grande divergence d'opinions?

Après y avoir longuement réfléchi, nous croyons donc qu'il serait préférable que la province poursuive ses efforts en matière de tempérance, efforts entrepris il y a plusieurs années et poursuivis avec succès par le présent gouvernement.

En fait, nous adopterons des lois plus sévères, nous réduirons les heures et verrons à ce que la loi soit appliquée de manière encore plus stricte. Si cela est fait, nous croyons que la population de la province de Québec obtiendra ce qu'elle veut: la tempérance au lieu de la prohibition.

Plusieurs appels ont été adressés au gouvernement par des pères et des mères en faveur de la prohibition, prétextant qu'ils avaient des enfants. Selon lui, aucun membre du gouvernement n'a négligé de penser à ses enfants lors de l'étude de cette importante question. Comme dans plusieurs autres domaines, il y a des extrémistes des deux côtés. Toutefois, le gouvernement est d'avis que, après avoir adopté une ligne de conduite qui s'est avérée profitable depuis 1913, il serait dangereux de l'abandonner et d'adopter la solution extrême de la prohibition.

Je suis certain que la législation que nous présentons ne plaira pas aux extrémistes d'un côté ou de l'autre, mais nous croyons qu'elle reflète les vues des hommes et des femmes modérés de ce pays et que, après y avoir réfléchi comme il convient, ces derniers concluront qu'il y va du meilleur intérêt de la population et des enfants de la province.

Le projet de loi ne comprend pas seulement les changements quant aux licences pour la vente des liqueurs alcooliques, mais il contient encore de nouvelles taxes sur les champs de courses, les lieux d'amusements de toutes sortes et les salles de vues animées.

Comme la chose avait déjà été annoncée, l'une des principales réformes effectuées par la nouvelle loi est la suppression des buvettes, laquelle suppression ne doit prendre effet que le 1^{er} mai 1918.

L'autre réforme qui affecte le plus radicalement la loi concerne ce qu'on appelle habituellement la traite. C'est-à-dire qu'il sera défendu à l'avenir à toute personne d'acheter des liqueurs pour être bues sur place par une autre personne, et la personne qui achètera ainsi ces liqueurs ainsi que celle qui est traitée de même que celle qui vend la liqueur sont passibles chacune d'une amende d'au moins \$10 et les frais et d'au plus \$25 ou 10 jours d'emprisonnement.

Les heures durant lesquelles la vente de ces liqueurs sera permise sont considérablement réduites. Les buvettes ou restaurants n'ouvriront qu'à 9 heures du matin et devront fermer à 9 heures du soir.

Tout brasseur ou embouteilleur ne pourra prendre des commandes ou délivrer des liqueurs dans une municipalité sans avoir obtenu une licence pour chaque municipalité.

Le nombre des licences est considérablement réduit. Dans la ville de Québec, il sera réduit à 40 à partir du 1^{er} mai 1917 et à 30 à partir du 1^{er} mai 1918. Dans la cité de Montréal, le nombre des licences sera de 300 à partir du 1^{er} mai 1917 et de 200 à partir du 1^{er} mai 1918.

Dans le cas des municipalités qui peuvent être annexées à la cité de Montréal, après le 1^{er} mai 1917, le nombre des licences en vigueur dans chaque municipalité annexée est maintenu après l'annexion dans le territoire appartenant à la municipalité, sujet cependant à toute réduction qui peut être faite à l'avenir du nombre de licences dans ladite cité.

L'octroi des licences dans les quartiers Belvédère de la cité de Québec est sujet à toutes les conditions du règlement d'annexion de la ville Montcalm et la cité de Québec. Dans la cité de Valleyfield, le nombre des licences sera de sept, de six à Saint-Hyacinthe, de 15 à Maisonneuve, de 10 à Sherbrooke, de deux à Iberville, de deux à Farnham, de sept à Hull (des licences étant pour hôtels ayant au moins 20 chambres sans aucun restaurant), de une à Windsor, de deux à Aylmer, de quatre à Saint-Jean, de deux à Nicolet, de deux à La Tuque, de une à Acton Vale.

Dans toute autre ville où il n'existe pas de règlement de prohibition, le nombre de licences est limité à une pour chaque 2,000 âmes de population.

Le nombre des licences de magasin de liqueurs en détail dans la cité de Montréal, à partir du 1^{er} mai 1917, sera de 350 et, à partir de cette date, sera graduellement diminué de manière à ce qu'au 1^{er} mai 1919 il n'en reste plus que 200.

Dans la cité de Québec, le nombre sera réduit à 75 à partir du 1^{er} mai 1917 et à 25 à partir du 1^{er} mai 1918. Dans la cité de Sherbrooke, le nombre sera de une par quartier à partir du 1^{er} mai 1917.

Après la réduction du nombre des licences, les droits sur les licences maintenues seront augmentés automatiquement proportionnellement, de manière que le revenu total provenant de toutes ces licences ne soit pas inférieur à celui produit avant la réduction.

La licence de magasin pour la vente en détail des liqueurs sera de \$800 à Montréal, \$600 à Québec, \$400 dans toute autre cité, \$300 dans toute autre ville et \$200 dans toute autre partie de la province. Pour la vente des liqueurs en gros, la licence sera de \$1,200 à Montréal, \$900 à Québec, \$750 dans toute autre partie de la province. Si le porteur de licence est un distillateur, le droit sera de \$1,000.

La licence d'embouteilleur sera de \$750 pour le principal établissement, de \$90 pour tout autre établissement et de \$5 pour toute municipalité dans laquelle l'embouteilleur prendra les commandes ou délivrera des liqueurs sans avoir d'établissement. Si l'embouteilleur n'est pas un brasseur, la licence, dans les cités de Québec et de Montréal, pour le premier établissement sera de \$125 et de \$90 pour tout autre établissement. De plus, les brasseurs ou embouteilleurs devront payer une licence de \$10 pour chaque véhicule employé.

Il est défendu de vendre des liqueurs ou de garder ou d'employer dans une buvette des personnes âgées de moins de 21 ans.

Pendant la guerre, il est interdit à un porteur de licence de vendre ou de donner de la boisson à un militaire, dans toutes les auberges ou dans les magasins de détail qui ont été déclarés zones prohibées par le ministre de la Milice. Toute personne enfreignant les dispositions de cette loi est passible d'une pénalité. Il est défendu de vendre des liqueurs, sauf pour fins médicales, le dimanche, le jour de Noël, le jour de l'An, le Vendredi saint, le jour de la Confédération et le jour de la fête du Travail. Le samedi, la vente sera prohibée depuis 7 heures du soir, comme actuellement.

À compter du 1^{er} mai 1918, il sera défendu de faire le commerce d'épicerie, de provisions, de sucreries ou de fruits dans le même local où il se vend des liqueurs, nonobstant la licence du commerçant.

Les champs de courses.

Le projet de loi du trésorier impose une licence de \$5 à toute personne exploitant un hippodrome et tenant une réunion de courses de chevaux. Exception est faite pour les courses qui se font durant une exposition tenue par une société d'agriculture de comté. Tout pari ou gageure ou poule vendu, enregistré ou reçu sur un hippodrome sont sujets à un droit de 4% et, si c'est un pari qui est connu sous le nom de "pari mutuel", le licencier doit payer un droit additionnel de \$1,250 par jour que se continue la réunion de courses de chevaux.

Une taxe est aussi imposée sur tous les assistants à une représentation dans un lieu d'amusements quelconque. Cette taxe est fixée comme suit: sur toute entrée dont le prix est de moins de 10 centins, un centin; sur toute entrée dont le prix est de 10 centins ou plus mais n'excède pas 25 centins, 2 centins; sur toute entrée dont le prix excède 25 centins mais n'excède pas 50 centins, 3 centins; sur toute entrée dont le prix excède 50

centins mais n'excède pas \$1, 4 centins; sur toute entrée dont le prix excède \$1, 5 centins. Un droit additionnel de 5 centins devra être payé sur tout billet d'un prix excédant 50 centins et réservé une heure avant l'admission du public.

Aucune municipalité ne pourra imposer une taxe de cette nature, mais, à même le revenu provenant des honoraires et droits imposés par la présente loi, une somme de un centin devra être payée à toute municipalité pour chaque entrée à une place d'amusements dans ses limites, moins la moitié des frais de perception de la taxe.

Les spectacles donnés pour des fins religieuses et charitables seront exempts de cette taxe. Il ne sera pas requis de licence des salles de vues animées, pourvu qu'elles aient déjà une licence basée sur le nombre intégral des sièges.

La licence pour les courses de chevaux sera de \$10 par jour dans la cité de Montréal et ses environs, de \$8 dans la cité de Québec et de \$5 ailleurs.

Pour les lieux d'amusements, la licence dans les cités de Québec, Montréal, Maisonneuve, Outremont, Verdun, Westmount sera de 50 centins par siège d'une personne, de 30 centins par siège dans les autres cités et de 20 centins ailleurs.

Pour les lieux temporaires d'amusements, la licence sera de \$20 pour Québec et Montréal, Maisonneuve, Outremont, Verdun, Westmount, et de \$5 ailleurs.

Pour les salles de vues animées, la licence est de 50 centins par siège à Montréal, Québec, Maisonneuve, Outremont, Verdun et Westmount, de 30 centins dans les autres cités et de 20 centins ailleurs.

Il sera perçu de plus une licence de \$2 pour l'échange de films. Les personnes exhibant des vues animées dans diverses localités devront payer une licence de \$200.

Toute infraction à ces dispositions sera passible de pénalité.

Le chef de l'opposition a parlé de la dette de la province et il a déclaré qu'elle avait été augmentée. Nous l'avons fait pour donner des bonnes routes à la province.

Quant au don que nous ferons au Fonds patriotique, s'il a pour seul résultat d'amener un rapprochement entre les deux races qui se partagent le Canada, tout le monde avouera que le million aura été sagement dépensé.

Le gouvernement doit augmenter les revenus, dans l'intérêt même de la province, et il l'a fait d'une façon que personne ne peut justement critiquer⁴.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande la remise de la troisième lecture du bill à mercredi.

Ce bill est un antre de taxes, dit-il, une licence aux vices, le comble du reniement de la parole d'un homme et le truc d'un gouvernement aux abois. Il a dû en coûter au trésorier provincial, ce grand libéral, de réciter une telle litanie de taxes. Évidemment, le premier ministre a appris à tricoter, continue M. Sauvé, et il nous a présenté un certain tissu dont je parlerai demain.

La proposition est adoptée et le bill est renvoyé au comité général.

Restructuration scolaire de Montréal

L'honorable M. Décarie (Maisonnette) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 37 concernant les écoles catholiques de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Décarie (Maisonnette) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Décarie (Maisonnette) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

École polytechnique

L'honorable M. Décarie (Maisonnette) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 38 modifiant la loi constituant en corporation l'École polytechnique soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Décarie (Maisonnette) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Décarie (Maisonnette) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté les bills suivants avec certains amendements qu'il la prie d'agréer:

- bill 11 pour garantir à certains habitants des districts de Gaspé la propriété de leurs terres;
- bill 22 relatif à l'entretien des routes provinciales et de certains chemins municipaux.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté les bills suivants avec certains amendements qu'il la prie d'agréer:

- bill 52 constituant en corporation la ville de Sainte-Thérèse;
- bill 130 constituant en corporation la congrégation des sœurs du Saint-Enfant Jésus;
- bill 127 concernant les limites de la municipalité scolaire de Cartierville.

Garantie des propriétés terriennes dans Gaspé

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 11 pour garantir à certains habitants du district de Gaspé la propriété de leurs terres. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Entretien des routes

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 22 relatif à l'entretien des routes provinciales et de certains chemins municipaux. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Ville de Sainte-Thérèse

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 52 constituant en corporation la ville de Sainte-Thérèse. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Sœurs du Saint-Enfant Jésus

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 130 constituant en corporation la congrégation des sœurs du Saint-Enfant Jésus. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Municipalité scolaire de Cartierville

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 127 concernant les limites de la municipalité scolaire de Cartierville. Lesdits amendements sont lus deux fois.

Taxes sur les corporations

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, appuyé par le représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Décarie), qu'à la prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 17 amendant la loi concernant les taxes imposées sur les corporations, compagnies, sociétés, personnes, raisons sociales et associations commerciales.

Adopté.

La séance est levée.

Méline inspira les politiciens québécois par ses idéologies agriculturistes et sa tolérance envers le clergé dans les questions religieuses sous la IIIe République.

2. Pour une version plus complète de ce débat, voir *Débats de l'Assemblée législative*, 2e session, 9e législature, 1899, texte établi par Marc-André Bédard, Québec, Assemblée nationale, 1982, p. 387, 388.

3. Selon *L'Événement*, c'est M. Cédillot qui aurait répondu à cette question.

4. Sur les réactions suscitées par ce bill, voir *The Gazette*, 20 décembre 1916, p. 10, col. 2, "How Licence bill was Received", et *The Quebec Telegraph*, 20 décembre 1916, p. 12, col. 4, "Temperance men are well Pleased".

NOTES

1. Jules Méline (1838-1925), homme politique français, ministre de l'Agriculture (1883-1885 et 1915-1916), chef du gouvernement français (1896).

Première séance du mercredi 20 décembre 1916

Présidence de l'honorable A. Galipeault

La séance est ouverte à 10 h 30.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Poursuites
pour pénalités**

L'honorable M. Gouin (Portneuf) demande la permission de présenter le bill 164 amendant l'article 29 des statuts refondus, 1909.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi des compagnies

L'honorable M. Décarie (Maisonnette) demande la permission de présenter le bill 163 amendant la loi des compagnies de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Correction
des listes électorales**

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 26 amendant l'article 232 des statuts refondus, 1909, au sujet de l'examen et de la correction de la liste des électeurs dans les cités de Montréal, de Québec, de Trois-Rivières, de Sherbrooke, de Salaberry-de-Valleyfield et de Maisonnette.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Vues animées

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme en comité général pour étudier un projet de résolutions relatives au bill 34 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les exhibitions de vues animées.

Adopté.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:

1. Que l'article 3713n des statuts refondus, 1909, tel qu'édicte par la loi 3 George V, chapitre 36, section 1, et amendé par les lois 4 George V, chapitre 40, section 6, et 5 George V, chapitre 58, section 1, soit amendé de nouveau de façon que le droit additionnel, lors d'un appel au Bureau de censure au complet, soit de cinq piastres s'il s'agit d'une personne faisant le commerce d'échange de films, ou un droit de vingt-cinq piastres dans le cas d'une autre personne;

2. Que, avant que le Bureau de censure puisse examiner les films ou appareils qui lui seront soumis pour approbation, la personne soumettant ces films ou appareils doive produire un reçu établissant qu'elle a payé au percepteur du revenu de la province pour le district de Montréal, sur chaque film ou appareil tel que défini par les règlements, un droit de cinq piastres s'il s'agit d'une personne faisant le commerce d'échange de films, ou un droit de vingt-cinq piastres s'il s'agit d'une autre personne, et que les dispositions des articles 1305 et suivants des statuts refondus, 1909, soient applicables aux droits perçus en vertu de la loi relative aux vues animées.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce une surtaxe ou une "retaxe"?

L'honorable M. Mitchell (Richmond): C'est simplement une augmentation de droits sur les pellicules ou films de vues animées.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) proteste contre la conduite du Bureau de censure qui permet l'exhibition de films immoraux. L'immoralité, dit-il, s'affiche dans les salles de vues animées, sous l'approbation même du Bureau de censure. Le Bureau de censure ne permet, à bien dire, que des représentations scandaleuses. Les vues animées telles qu'elles sont présentées actuellement dans la province sont un danger et un scandale pour la jeunesse.

Il a reçu, dit-il, des plaintes nombreuses contre les salles de vues animées. Il n'est pas scrupuleux et pourtant il a été témoin de spectacles qu'il considère scandaleux pour les enfants et un danger pour la société. Il ne comprend pas que le gouvernement permette tant d'incurie de la part du Bureau de censure. Il y aurait tant d'excellentes

choses qui pourraient être données en spectacle dans ces théâtres sans que la morale en souffre, tandis que, telles qu'elles sont aujourd'hui, ces salles sont des lieux de scandale pour la jeunesse et de danger pour la société. J'ai vu, dit-il, dans ces théâtres, des jeunes gens applaudir à des exploits de bandits. C'est là tout ce que l'on voit dans ces salles.

On dirait que la censure ne sert qu'à empêcher la représentation des films intéressants pour favoriser au contraire la représentation de ceux qui pervertissent le goût de la jeunesse.

Il croit que le gouvernement devrait voir à ce que le Bureau de censure fasse un choix plus judicieux des vues afin de protéger la jeunesse et la société.

On enseigne à la jeunesse toutes sortes de mauvaises choses. On semble prendre plaisir à éliminer tout ce que les vues animées pourraient nous montrer d'intéressant, nos industries, nos richesses nationales, etc.

En terminant, il proteste énergiquement contre le manque de direction du bureau de censure et contre le défaut de surveillance du gouvernement.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) ne croit pas que les théâtres de vues animées soient aussi mauvais que le dit le chef de l'opposition. La loi de censure de la province de Québec est la plus stricte qui soit en Amérique et notre Bureau de censure est plus sévère que dans tout autre pays. C'est beaucoup plus sévère que dans les différents États des États-Unis. Jour après jour, nous refusons des vues animées qu'on peut voir ailleurs au Canada et aux États-Unis.

Les résolutions sont adoptées¹.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité général chargé d'étudier le bill 34 amendement les statuts refondus, 1909, concernant les exhibitions de vues animées.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 34 amendement les statuts refondus, 1909, concernant les exhibitions de vues animées soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des bons chemins, 1912

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme en comité général pour étudier un projet de résolution relative au bill 15 amendement la loi des bons chemins, 1912.

Adopté.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose que la section 6 de la loi des bons chemins, 1912, soit amendée par la loi qui accompagne les présentes résolutions, de façon que le pouvoir d'emprunt soit porté de \$15,000,000 à \$20,000,000.

En 1912, le gouvernement a emprunté \$10,000,000 pour les routes. L'an passé, \$15,000,000 ont été empruntés à ces fins et, cette année, il faut une autorisation pour une augmentation supplémentaire de \$5,000,000.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande des précisions sur cette somme.

L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières): Cet argent est pour répondre aux demandes croissantes des municipalités qui veulent se prévaloir de la loi des bons chemins pour la voirie rurale. Le gouvernement a suffisamment de demandes pour couvrir ce montant. Il est vrai que plusieurs de ces demandes seront couvertes avec de l'argent

provenant de l'emprunt de l'année dernière et, de cette façon, le gouvernement sera en état de dépenser une somme de \$6,000,000 pour la voirie avec ce qui lui reste en main.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce l'intention du gouvernement de continuer la construction des routes nationales?

L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières): Aucune décision n'a encore été prise à ce sujet. C'est le désir du gouvernement de répondre avant tout aux demandes des municipalités. Il n'a encore rien décidé quant aux nouvelles routes projetées; le gouvernement devra faire un choix pour donner préséance à celles qui seront jugées les plus urgentes.

L'honorable M. Gouin (Portneuf): On reviendra à la construction des routes nationales plus tard. Pour le moment, nous traversons une crise, et le gouvernement veut simplement permettre aux municipalités qui le désirent de se prévaloir de la loi des bons chemins. Le département croit qu'il pourra répondre à ces demandes avec la somme que l'on demande aujourd'hui d'emprunter, plus tard. Quand la crise sera passée, on verra à continuer les routes nationales.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce l'intention du gouvernement, du moins si l'on en croit certaines déclarations récentes du ministre de la Voirie, d'abandonner sa politique de construction de routes nationales pour laisser aux municipalités le soin de construire des routes en empruntant de l'argent du gouvernement?

L'honorable M. Gouin (Portneuf): Pour le moment, l'intention du gouvernement à cause des circonstances, c'est de suspendre la construction des routes, et il ne demande de l'argent que pour répondre aux besoins des municipalités.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) fait quelques remarques sur la voirie en général. Il constate avec plaisir, entre autres choses, que les ingénieurs et les inspecteurs de la voirie, employés par le gouvernement à l'heure actuelle, semblent maintenant plus compétents, qu'ils sont plus au fait de leur travail que ceux d'autrefois. Il ajoute quelques considérations générales sur la façon dont sont exécutés les travaux de voirie dans la province.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité chargé de l'étude du bill 15 amendant la loi des bons chemins, 1912.

Taxes des corporations

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme en comité général pour étudier un projet de résolutions relatives au bill 17 amendant la loi concernant les taxes imposées sur les corporations, compagnies, sociétés, personnes, raisons sociales et associations commerciales.

Adopté.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:

1. Qu'une taxe annuelle de un dixième d'un pour cent sur le montant du capital versé soit payée par toute banque faisant des affaires de banque dans la province;

2. Qu'une taxe annuelle de un dixième d'un pour cent sur le montant du capital versé soit payée par toute compagnie de téléphone exploitant une ligne de téléphone dans la province.

Expliquant ces résolutions, il dit que le bill a pour but de mettre toutes les compagnies sur un même pied avec une taxe de un dixième d'un pour cent sur le montant du capital versé.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) fait quelques remarques sur cette résolution. C'est encore une "retaxe", dit-il. C'est une taxe sur les banques et une autre taxe sur les compagnies de téléphone.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) demande la permission de présenter le bill 17 amendant la loi concernant les taxes imposées sur les corporations, compagnies, sociétés, personnes, raisons sociales et associations commerciales.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.
Adopté.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des bons chemins, 1912

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 15 amendant la loi des bons chemins, 1912, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable Mitchell (Richmond) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subsides

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:
1. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-quatorze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour être

distribué parmi les institutions catholiques en vertu de l'article 2937, S. R. Q., 1909: pour les collèges classiques, dix-neuf mille piastres; pour les écoles modèles et académiques, cinquante-cinq mille piastres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) parle des écoles modèles et des académies, lesquelles devraient être organisées avec méthode: une académie par comté et une école modèle dans chaque village.

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve) répond au chef de l'opposition.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:
2. Qu'un crédit n'excédant pas quatorze mille deux cent quatre-vingt-deux piastres soit ouvert à Sa Majesté pour être distribué parmi les institutions protestantes en vertu de l'article 2937, S. R. Q., 1909, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Université Laval, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Université Laval, Montréal (dont deux mille piastres à être payées à la Faculté de droit), pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Université McGill, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le collège Bishop, Lennoxville, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille quatre cent soixante-dix piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les high schools, Québec et Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas quarante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'École polytechnique, Montréal, en vertu de 57 Victoria, chapitre 23, section 17, tel qu'amendé par les lois 3

Édouard VII, chapitre 17, section 4; 7 Édouard VII, chapitre 28, section 1; 8 Édouard VII, chapitre 31, section 1; 9 Édouard VII, chapitre 35, section 1, et 1 George V (2^e session), chapitre 30, section 2; 3 George V, chapitre 26, section 1, et 4 George V, chapitre 26, section 1, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'allocation pour le maintien des écoles techniques en dehors des cités de Québec et Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Institut technique de Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas cent quatre-vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les écoles normales, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas sept cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour traitement d'un inspecteur des écoles supérieures protestantes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas huit mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour allocation spéciale à l'éducation protestante dans la province, pour être appliquée tel que recommandé par une résolution du comité protestant du Conseil de l'instruction publique. Paiement sujet à un ordre en conseil, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas trente-quatre mille huit cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les écoles des sourds-muets et des aveugles: institution catholique pour garçons, Montréal, vingt mille piastres; institution catholique pour filles, Montréal, dix mille piastres; institut Nazareth, Montréal, mille six cents piastres; institut Mackay, Montréal, mille six cents piastres; Montreal Association for the Blind, mille six cents piastres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour octroi spécial aux municipalités scolaires, pour encourager la construction et le maintien de nouvelles académies pour les garçons, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

16. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour encourager l'enseignement du français, par des spécialistes, dans les académies protestantes, conformément aux recommandations du comité protestant de l'instruction publique, tel qu'approuvé par ordre en conseil, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

17. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour écoles publiques, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande des renseignements au secrétaire de la province. Il désire que le gouvernement accorde une attention plus grande à la jeune institutrice de l'école élémentaire.

L'honorable M. Décarie (Maisonnette) répond au chef de l'opposition.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:

18. Qu'un crédit n'excédant pas cent vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour être distribué parmi les écoles publiques en dehors des cités et villes, conformément aux dispositions de l'article 2929, S. R. Q., 1909, et de l'article 2930 desdits statuts, tel qu'amendé par 1 George V (1^{ère} session), chapitre 20, section 3, pourvu que les municipalités intéressées paient à leurs instituteurs un salaire annuel d'au moins cent vingt-cinq piastres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

19. Qu'un crédit n'excédant pas soixante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour être distribué parmi les écoles publiques en dehors des cités et villes, conformément aux dispositions des articles 2929 et 2930, S. R. Q., 1909, pourvu que les municipalités intéressées paient à leurs instituteurs un traitement annuel d'au moins cent cinquante piastres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

20. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour être distribué parmi les écoles publiques en dehors des cités et villes, conformément aux dispositions des articles 2929 et 2930 des S. R. Q., 1909, pourvu que les municipalités intéressées paient à leurs instituteurs un traitement annuel d'au moins cent soixante-quinze piastres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

21. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour être distribué parmi les écoles publiques en dehors des cités et villes, conformément aux dispositions des articles 2929 et 2930 des S. R. Q., 1909, pourvu que les municipalités intéressées paient à leurs instituteurs un traitement annuel d'au moins deux cents piastres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

22. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les écoles dans les municipalités pauvres, vingt-quatre mille piastres; transféré de l'éducation supérieure protestante aux écoles pauvres protestantes, mille piastres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

23. Qu'un crédit n'excédant pas quatorze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour allocation aux municipalités scolaires de village et de la campagne qui emploient des instituteurs pour les garçons de 10 à 18 ans, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

24. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'enseignement du dessin dans les écoles primaires, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

25. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-neuf mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour inspection des écoles, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Les visites aux écoles ne sont pas suffisamment fréquentes. Les inspecteurs d'écoles sont surchargés de travail et ils ne peuvent pas faire leur devoir. Nous devrions avoir un inspecteur par comté. L'inspection scolaire est insuffisante telle qu'elle se fait actuellement et, dans certains districts, elle est même inutile et c'est de l'argent gaspillé.

Il faut que le gouvernement améliore ce système d'inspection. Les conférences aux institutrices ne sont pas assez longues ni assez nombreuses. Un inspecteur a publié des plaintes dans le rapport du département à ce sujet, disant que le temps des conférences aux institutrices est trop court. Dans son rapport au surintendant de l'Instruction publique, M. S. Léopold Langlois a écrit:

"Les conférences pédagogiques de l'automne ont duré au moins une heure chacune, c'est-à-dire guère plus que le temps voulu pour entrer en matière en traitant un sujet important. Évidemment, le but de

ces conférences, c'est d'enseigner quelque chose aux institutrices. Or, il est difficile, je crois, d'enseigner, dans une heure, aux institutrices quelque chose qu'elles puissent assimiler et mettre à profit. Ce qu'on leur dit n'est pas un cours, qui serait plutôt une suite de leçons, mais bien un discours que l'on rend aussi substantiel que possible et qui, pour cette raison même, ne peut être digéré par les auditeurs. Aussi, je pense qu'il serait désirable qu'il fût donné aux institutrices une suite de conférences pédagogiques dont il leur restât au moins quelques bribes de connaissances utiles à mettre en pratique aux écoles."

Ces conférences des inspecteurs sont insuffisantes et incomplètes et ne produisent aucun résultat pratique. De plus, le gouvernement devrait faire un effort pour amener les commissions scolaires à observer la loi relative à l'uniformité des livres dans la même municipalité.

L'honorable M. Gouin (Portneuf): Le chef de l'opposition n'a pas besoin de faire tant d'efforts oratoires, car il n'y a personne dans les galeries.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je ne parle pas pour la galerie, moi, je travaille pour ma province et mes compatriotes. J'ai appuyé mes suggestions sur chacun des rapports des inspecteurs d'écoles et le secrétaire provincial n'a même pas pris connaissance de ces rapports.

L'honorable M. Gouin (Portneuf): Le gouvernement considère beaucoup les remarques faites par le chef de l'opposition sur la nécessité d'avoir un inspecteur par comté. Et je lis tous les rapports des inspecteurs d'écoles, dont le travail est si important, et je constate qu'il y a un progrès notoire.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Cette inspection n'est pas suffisante; elle devrait être faite deux ou trois fois par an.

L'honorable M. Gouin (Portneuf): Le chef de l'opposition n'est pas juste pour les inspecteurs d'écoles dont le travail a amené d'importantes améliorations dans les écoles. Ces fonctionnaires ont fait énormément pour l'amélioration du local et du mobilier de l'école et même pour le relèvement des salaires des institutrices.

Il espère qu'avec le temps et l'augmentation des ressources de la province de Québec cette inspection pourra devenir quasi mensuelle.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) répond que cet éloge des inspecteurs est pour lui superflu. Nul plus que le député des Deux-Montagnes, qui a réclamé l'augmentation de leur traitement, n'en est convaincu, dit-il. Il rappelle qu'il a été le premier qui, en 1909, avec le député de Lotbinière (M. Francoeur), a réclamé de meilleurs traitements pour les inspecteurs. Comme le premier ministre a lu tous les rapports, n'y a-t-il rien trouvé de désolant?

L'honorable M. Gouin (Portneuf) et **L'honorable M. Décarie (Maisonneuve)**: Non.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le premier ministre n'est pas au courant de ce qui se passe dans Pontiac?

L'honorable M. Gouin (Portneuf) ne semble pas au courant.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Au sujet des écoles bilingues du comté de Pontiac? C'est une jolie situation dans notre province, prise dans le rapport de l'inspecteur J. G. Marien, de Pontiac. Voici une partie du rapport adressé par l'inspecteur Marien au surintendant de l'Instruction publique, le 28 juillet dernier:

"Dans les écoles bilingues où les titulaires sont de langue anglaise, le français n'est pas enseigné efficacement. Ces institutrices sont rarement qualifiées ou, si elles le sont, elles négligent cette partie de leur programme. Pour avoir des institutrices bilingues compétentes, il faudrait payer un salaire de \$400 à \$500.

"Je ne crois pas que les contribuables soient disposés à payer ces salaires-là, surtout lorsque c'est la minorité qui pourrait en bénéficier le plus.

"Les commissaires de la municipalité de Pontiac n'ont pas encore jugé à propos de faire enseigner les deux langues dans leur école fréquentée, pour une bonne moitié, par des élèves canadiens-français. Il est regrettable que les parents de ceux-ci ne se soucient point de faire respecter leurs droits.

"Un autre cas de mauvaise volonté s'est présenté à Saint-Joseph de Wakefield (Fareton). Quelques élèves de langue française fréquentaient l'école; l'institutrice, à la demande des parents, avait commencé à leur enseigner un peu de français. Aussitôt, les commissaires font défense formelle à l'institutrice d'enseigner autre chose que l'anglais. Et ceci se passe dans la province de Québec. Preuve que l'on trouve des gens à l'esprit étroit sur les deux rives de l'Ottawa.

"Pour l'honneur de cette commission scolaire, j'espère qu'elle reviendra sur sa décision et donnera justice à la minorité!"

Le premier ministre a-t-il pris connaissance aussi de cette constatation faite par l'inspecteur Marien qui dit que les instituteurs bilingues n'ont pas la compétence nécessaire ou, s'ils l'ont, ne font pas leur devoir, car le français n'y est pas enseigné comme il devrait l'être? Le gouvernement, qui intervient dans les questions scolaires d'Ontario, devrait d'abord protéger les nôtres chez nous.

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve): Le surintendant a retenu les subventions du gouvernement à la municipalité de Pontiac et a mis les commissaires de Saint-Joseph de Wakefield en demeure de faire enseigner le français convenablement dans leur école au cours de 1916-1917.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Quel est le résultat?

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve) admet qu'il ne peut le dire au juste et qu'il va s'enquérir.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Comment! Il ne s'est pas trouvé avant aujourd'hui une voix pour protester contre cet état de choses et pour demander à nos bons amis de langue anglaise de cette Chambre de faire cesser cet état de choses? Et le secrétaire provincial ignorait cet état de choses si funeste? Qu'est-ce que d'administrer un département? N'est-ce pas surveiller les intérêts qui lui sont confiés? Pourquoi a-t-on attendu le rapport de l'inspecteur? Depuis combien de temps cet état de choses durait-il? Voyons, les fiers défenseurs de nos frères d'Ontario, les grands apôtres du français en temps d'élections, où étiez-vous quand nos frères du Québec criaient leur douleur sous les coups des fanatiques de Pontiac et de Wakefield? Où êtes-vous aujourd'hui? Pourquoi restez-vous muets? Ah! j'en connais qui sont trop jeunes, trop intelligents et trop patriotes pour subir longtemps le joug de notre kaiserisme provincial.

Les cas de Pontiac et de Wakefield sont des infamies, et je proteste avec la plus grande énergie contre cette injustice, cette ingratitude, ce fanatisme et cette tentative d'envahissement dont souffre plus qu'on ne croit notre vieille province de Québec. Pour ma part, j'ai toujours le même cœur et le même amour pour ma province, foyer de mes plus chères traditions, que ce soit avant, durant ou après les élections.

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve) assure le chef de l'opposition que le surintendant de l'Instruction publique s'est occupé de cette affaire et qu'il a donné des ordres formels à la commission scolaire de l'endroit à ce sujet.

L'honorable M. Gouin (Portneuf): Le gouvernement va y voir et va s'occuper sérieusement de ce cas. Tous les enfants seront traités sur le même pied dans nos écoles.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:
26. Qu'un crédit n'excédant pas huit mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les instituteurs à la retraite, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

27. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le fonds de pension des instituteurs, au lieu des retenues sur l'allocation de l'éducation supérieure en vertu de l'article 3012, S. R. Q., 1909, tel qu'amendé par 1 George V (2^e session), chapitre 27, section 2, et 2 George V, chapitre 24, section 5, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

28. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Association des instituteurs protestants, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

29. Qu'un crédit n'excédant pas douze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour livres à donner en prix, reliure et fournitures scolaires, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

30. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le Conseil de l'instruction publique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

31. Qu'un crédit n'excédant pas mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour aide supplémentaire au comité protestant du Conseil de l'instruction publique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

32. Qu'un crédit n'excédant pas huit mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour publication d'un journal français et d'un journal anglais de l'instruction publique, aux conditions et de

la manière fixées par le secrétaire de la province, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

33. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Académie de musique de Québec, 1 George V (2^e session), chapitre 5, section 1. Paiement sujet à un ordre en conseil, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

34. Qu'un crédit n'excédant pas six cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour musée scolaire, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

35. Qu'un crédit n'excédant pas mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour rapport du surintendant, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

36. Qu'un crédit n'excédant pas huit mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour conférences pédagogiques, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

37. Qu'un crédit n'excédant pas dix-sept mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour gratifications aux instituteurs, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

38. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour allocation aux municipalités les plus méritantes, sujet au rapport des inspecteurs, O. C. 759 du 2 décembre 1905, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

39. Qu'un crédit n'excédant pas trente et un mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour gratification pour 10, 15 et 20 ans d'enseignement (provenant autrefois du fonds des écoles élémentaires \$150,000), pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

40. Qu'un crédit n'excédant pas trente-huit mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour écoles du soir et écoles de coupe, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

41. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le Monument national, Montréal, sous le contrôle de l'Association Saint-Jean-Baptiste de Montréal; paiement sujet à un ordre en conseil et aux conditions de l'ordre en conseil no 187 du 29 mai 1896, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

42. Qu'un crédit n'excédant pas six cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les archives canadiennes, pour reliure et renouvellement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

43. Qu'un crédit n'excédant pas seize mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le Conseil des arts et manufactures, y compris l'enseignement des beaux-arts appliqués à l'industrie, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

44. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le Bureau des statistiques de Québec, 3 George V, chapitre 16, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

45. Qu'un crédit n'excédant pas six cent quarante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les asiles d'aliénés, y compris le transport de patients des prisons aux asiles, et autres dépenses contingentes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

46. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les écoles de réforme et d'industrie, y compris dépenses contingentes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

47. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le bureau d'hygiène de la province de Québec, articles 3867-3982, S. R. Q., 1909, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

48. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour achat de vaccin (y compris \$500 pour inspection), pour Montréal et Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

49. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la *Gazette officielle de Québec*, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

50. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la Société de numismatique et d'archéologie de Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

51. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le Dr S. P. Robins, principal retraité de l'école normale McGill, allocation annuelle en vertu de O. C. no 800 du

21 décembre 1905, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

52. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour allocation pour le traitement de la tuberculose, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 79 amendant la charte de la Shawinigan Water & Power Company avec certains amendements qu'il la prie d'agréer.

Shawinigan Water & Power Company

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 79 amendant la charte de la Shawinigan Water & Power Company. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Ajournement

M. l'Orateur propose l'ajournement de la séance.

La séance est levée à midi et demi.

Deuxième séance du 20 décembre 1916

Présidence de l'honorable A. Galipeault

La séance est ouverte à 3 heures.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Subsides

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas douze mille soixante-six piastres et neuf centins soit ouvert à Sa Majesté pour dette publique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent mille piastre soit ouvert à Sa Majesté pour l'administration de la justice, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas six mille neuf cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les juges de la Cour des sessions de la paix, Québec et Montréal; leurs traitements comme juges et commissaires des licences et ceux des magistrats de police, Montréal, et des constables et des huissiers audienciers, à Québec et à Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas seize mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'inspection des bureaux publics, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas cent trente-sept mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses se rattachant à la perception des licences, droits sur les successions et taxes sur les corporations commerciales, etc., S. R. Q., 1909, articles 903-1315; 1345-1359; 1374-1387, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour timbres, licences, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-sept mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour registrateurs: traitements et dépenses contingentes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour divers en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'agent en France, traitement et allocation pour loyer du bureau, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'agent de la province à Ottawa, traitement, comprenant toutes les dépenses de voyage et autres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'annuité à Mlle Marie-Régina Drolet, par résolution de l'Assemblée législative du 3 février 1890, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le Barreau de la province de Québec, aide à la publication des rapports judiciaires, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'officier spécial, côte nord du Saint-Laurent, traitement, dépenses de voyage (O. C. no 51 du 31 janvier 1896), pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Association de tir de la province de Québec, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le Royal Military College of Canada Rifle Association, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

16. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la Société de géographie de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

17. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'agent général de la province dans le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, pour dépenses de bureau, en sus du montant autorisé par 8 Édouard VII, chapitre 11, section 4, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

18. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour un agent général de la province en Belgique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

19. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le conservatoire Lasalle de Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

20. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le paiement de l'intérêt pour un an au 30 juin 1918, 3% par année sur \$25,000, prix d'achat d'une cour à charbon à Québec, acquise pour le chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

21. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-sept mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour encourager l'industrie laitière en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918.

Adopté.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) et **l'honorable M. Gouin (Portneuf)** échangent quelques remarques.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Il est résolu qu'au cours de la présente séance la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Messages du lieutenant-gouverneur:

L'honorable M. Mitchell (Richmond) remet à M. l'Orateur un message de Son Honneur le lieutenant-gouverneur.

M. l'Orateur lit ledit message comme suit:

P.-E. LeBlanc, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative le budget supplémentaire des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1917, conformément aux dispositions de la section 54 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, et recommande ce budget à la considération de la Chambre.

Hôtel du gouvernement,
Québec, 20 décembre 1916

Il est ordonné que le message de Son Honneur le lieutenant-gouverneur et le budget supplémentaire qui l'accompagne soient renvoyés au comité des subsides.

Subsides

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille six cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses contingentes, etc., de l'Assemblée législative, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour impression et reliure pour les deux Chambres de la Législature, S. R. Q., 1909, article 164, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses contingentes, etc., Bibliothèque de la Législature, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour traitements (gouvernement civil), pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas sept mille sept cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses contingentes (gouvernement civil): bureau du lieutenant-gouverneur, deux mille piastres; Conseil exécutif, quatre cents piastres; département du Trésor (bureau du revenu), deux mille piastres; département du Trésor (bureau de l'auditeur), huit cents piastres; département des Travaux publics et du Travail, mille piastres; département de l'Instruction publique, mille cinq cents piastres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'administration de la justice, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'inspection des bureaux publics, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour asiles d'aliénés, comprenant le transport de patients des prisons aux asiles, et autres dépenses incidentes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas treize mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour écoles de réforme et d'industrie, comprenant dépenses incidentes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-treize mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour entretien, etc., des édifices publics en général: réparations à Spencer Wood, vingt-trois mille cinq cents piastres; installation et réparation des bureaux du gouvernement, Montréal, cinquante mille piastres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour ponts en fer, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas mille deux cent soixante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le palais de justice de Joliette, réparations, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le palais de justice de Montréal, peinturage de la bibliothèque, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le palais de justice de Trois-Rivières, casiers d'acier et réparations, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les sociétés d'agriculture, S. R. Q., 1909, article 1851 (5 George V, chapitre 29, section 1), pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

16. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour inspection des fabriques de produits laitiers (5 George V, chapitre 31), pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

17. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour amélioration des chemins ruraux, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

18. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour service forestier (comprenant l'inspection et la classification des terres), pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

19. Qu'un crédit n'excédant pas mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour pépinière de Berthierville, entretien, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

20. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour pêche et chasse, pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté.

21. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le service d'enregistrement (cadastre), pour l'exercice finissant le 30 juin 1917.

Adopté².

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

Il est résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Loi de la Cour supérieure

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 9 modifiant les statuts refondus, 1909, relativement à la Cour supérieure soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Poursuites pour pénalités

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 164 amendement l'article 29 des statuts refondus, 1909, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des compagnies

L'honorable M. Décarie (Maisonnette) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 163 amendement la loi des compagnies de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Décarie (Maisonnette) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. Ledit amendement est lu deux fois et adopté.

L'honorable M. Décarie (Maisonnette) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Correction des listes électorales

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme maintenant en comité général pour étudier le bill 26 amendement l'article 232 des statuts refondus, 1909, au sujet de l'examen et de la correction de la liste des électeurs dans les cités de Montréal, de Québec, de Sherbrooke, de Salaberry-de-Valleyfield et de Maisonneuve.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements, dont un au titre. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Demande de documents:

Prohibition

M. Roy (Lévis) propose, appuyé par le représentant de Mégantic (M. Lapierre), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre les requêtes relatives à la prohibition.

Adopté.

Franco-Ontariens

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie de toute correspondance entre le premier ministre et M. G.-H. Baril, ou toute autre personne, au sujet des Canadiens français d'Ontario, depuis 1915.

On se rappelle, dit-il, dans quelles circonstances la question ontarienne a été soulevée en cette Chambre et ce qui a été dit à ce sujet. Tous ceux qui étaient l'année dernière dans cette Chambre s'en souviennent.

Je n'ai pas l'intention de ressusciter cette question dans le but de provoquer un débat ou une polémique de nature à soulever les préjugés ici ou ailleurs. Je ne voudrais pas non plus qu'on me taxe d'attaquer la constitutionnalité de cette loi.

Je fais cette motion pour savoir si, en votant à la dernière session pour le bill Galipeault, j'ai accordé mon appui à une mesure sérieuse ou si j'ai simplement soutenu une manœuvre partisane, si je me suis fait involontairement complice d'hommes qui voulaient exploiter dans un but électoral cette question qui aurait dû être discutée ailleurs qu'ici.

Au cours de la session, le gouvernement était réticent sur les affaires d'Ontario quand ses candidats étaient si bagouards sur cette question au cours des dernières élections.

Le gouvernement tiendra-t-il la promesse qu'il a faite d'aider les Canadiens français d'Ontario ou s'il s'agissait simplement d'une machination électorale? C'est sur cette question que se sont faites les dernières élections.

La lutte électorale du printemps dernier a largement porté sur la question des écoles bilingues d'Ontario. Plusieurs candidats libéraux ont dit à leurs électeurs qu'en votant pour un conservateur ils aideraient un ennemi des Canadiens français d'Ontario.

On tentait vainement d'amener les candidats ministériels à discuter les questions administratives. Ils n'avaient dans la bouche que le bill Galipeault et la motion Lapointe qui a été soulevée à la Chambre des communes pour mettre le Parti conservateur dans l'embarras.

Pour faire oublier toutes les questions administratives, on faisait appel aux préjugés de nos co-nationaux.

On s'engageait à exiger du gouvernement une subvention pour la cause ontarienne; des candidats ont même pris cet engagement par écrit. Le premier ministre, lui, n'en a pas parlé parce qu'il savait bien qu'une telle mesure ne serait pas présentée.

Il savait qu'un projet de loi dans ce sens ne serait jamais soumis à la Chambre. Il s'est bien gardé de tenir le même langage que celui de la plupart de ses partisans.

Aujourd'hui, il est assez reconnu que cette affaire ne fut qu'un engin électoral servant à détourner l'opinion publique de l'administration des affaires de la province.

Les libéraux n'ont fait aucun effort, pendant cette session, pour présenter une quelconque mesure afin d'aider leurs compatriotes de la province sœur. C'est la preuve manifeste qu'il s'agissait d'une manigance électorale, et rien de plus.

On se rappelle aussi la circulaire adressée par le président de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, M. Victor Morin, à la plupart des

candidats aux dernières élections. Ce monsieur a envoyé à plusieurs candidats ministériels une lettre circulaire dans laquelle il leur demandait la promesse de faire voter au gouvernement, s'ils étaient élus, une somme de \$50,000 aux fonds des écoles de l'Ontario. Un grand nombre de candidats, dont le député de Québec-Centre (M. Cannon), ont pris l'engagement d'appuyer le vote d'un octroi du gouvernement pour la cause ontarienne³.

Je veux savoir si M. Victor Morin était sincère ou non quand il proclamait la nécessité pour la Législature de voter cet octroi et qu'il demandait au gouvernement de ce faire. Je veux savoir aussi pourquoi ceux qui ont signé cette circulaire n'ont pas respecté leur signature. C'est une conspiration criminelle au point de vue national; l'exploitation des préjugés est la grande cause de nos déboires et de nos souffrances, et les politiciens qui le font pour y trouver un avantage passager ne sont pas moins criminels.

Il donne lecture de la correspondance échangée entre M. Morin, M. Lagacé et le premier ministre, dans laquelle ce dernier promettait de faire préparer par son département un projet de loi au sujet des écoles d'Ontario et de l'octroi demandé. Il reprend également les paroles mêmes du premier ministre à la délégation qu'il reçut ensuite et qui lui demanda de faire adopter cette loi⁴.

Enfin, le premier ministre fit préparer le bill Galipeault, mais il fit préparer aussi un amendement. L'amendement, il le tint en poche et le passa au Conseil législatif. La Chambre basse avait fait un projet de loi souhaité, mais la Chambre haute y apportait un correctif. C'était habile.

Devant les éloges dont il était l'objet dans la presse, que de fois le premier ministre a dû se répéter: À la vérité, je les ai roulés, je suis encore plus fort que je ne pensais!

Il y a eu quelque part un manque de sincérité...

Si cette mesure avait été présentée dans le but véritable d'être utile à nos compatriotes, j'en féliciterais encore le gouvernement, mais, devant son attitude, on ne peut faire autrement que de dire que la Chambre a été affreusement trompée, qu'on a manqué de sincérité à ce sujet.

M. l'Orateur interrompt le chef de l'opposition et lui fait remarquer qu'il n'est pas dans l'ordre en imputant de tels sentiments à ses collègues. Il lui signifie également qu'il doit, pour parler, se tenir à son siège⁵.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) proteste qu'il ne peut se servir, dans les circonstances, d'autres termes pour exprimer ses sentiments. Il chercherait, dit-il, un autre terme sans en trouver; c'est le seul juste.

M. l'Orateur intime au chef de l'opposition l'ordre de se rendre à sa décision, qu'il maintient. Le député des Deux-Montagnes n'a pas le droit, dit-il, d'imputer des motifs à ses adversaires, il ne doit pas donner à ses auditeurs des arrière-pensées que lui seul semble avoir remarquées.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) ne veut pas soulever de préjugés, mais, dit-il, il s'est passé quelque chose d'étrange sur cette question et il a saisi la Chambre de cette motion pour permettre au gouvernement et au premier ministre de s'expliquer et pour rétablir les faits afin qu'à l'avenir on sache à quoi s'en tenir sur l'attitude prise par les deux partis et surtout par le gouvernement.

Il croit que ce précédent aura un résultat excellent en ce qu'il enseignera qu'on ne doit pas s'aventurer à l'avenir sur un terrain aussi glissant.

Si le premier ministre ne croyait pas que le Parlement dût voter cet octroi, il était de son devoir de le déclarer en réponse aux nombreuses requêtes que l'on faisait signer partout.

Il aurait dû, en face des éloges qui étaient publiés dans les journaux des candidats qui signaient l'engagement de réclamer une somme de \$500,000 pour les Canadiens français d'Ontario, désavouer et M. Morin et les candidats qui signaient sa requête.

L'exploitation qu'on a faite de la question scolaire a eu pour résultat de faire un tort immense à nos compatriotes d'Ontario.

Il est temps que l'on sache si, dans cette Législature, on va continuer à ne s'occuper de la minorité canadienne-française des autres provinces que pour faire appel aux préjugés. Partout on nous jetait à la figure l'injustice faite à nos compatriotes par le gouvernement d'Ontario, mais on ne parle pas de l'acte du gouvernement du Manitoba qui a proscriit l'enseignement du français de façon radicale.

J'ai voulu faire cette motion pour donner à ceux qui ont signé l'engagement Morin l'occasion de prouver leur sincérité, pour savoir si M. Victor Morin était un farceur et si le premier ministre est disposé à remplir aujourd'hui les engagements de ses partisans qu'il n'a pas désavoués lors des dernières élections.

L'honorable M. Gouin (Portneuf): Le chef de l'opposition a parlé de bien des choses. Malgré le feu et la violence qu'il y a mis, le discours de

l'honorable chef de l'opposition peut se résumer assez facilement à deux arguments.

Il prétend d'abord que la motion Lapointe, votée l'an dernier à la Chambre des communes, et le bill Galipeault, sanctionné dans cette Chambre à la dernière session, étaient deux mesures préparées par le Parti libéral pour servir des intérêts politiques dans les élections. En second lieu, le chef de l'opposition a fait allusion à une certaine personne, M. Victor Morin, président de la Société Saint-Jean-Baptiste, qui serait venue accentuer encore le sens qu'on donne à cette motion et à cette loi.

Le chef de l'opposition prétend que M. Morin a agi à l'instigation des chefs libéraux pour condenser et accentuer le mouvement d'indignation populaire provoqué par ces deux mesures en faveur de la cause des nôtres dans l'Ontario. Il ne croit pas devoir donner d'explications à la Chambre au sujet du bill Galipeault, étant donné que la députation a encore à la mémoire les circonstances dans lesquelles ce bill a été présenté et adopté.

Quant à la motion Lapointe, dit-il, le chef de l'opposition peut en dire ce qu'il lui plaira. Il peut aussi interpréter à sa façon l'attitude de M. Lapointe comme du chef libéral à Ottawa et celle de ceux qui ont voté pour et contre la motion, il n'en est pas moins vrai que M. Lapointe, le chef libéral et les députés qui ont voté en faveur de la motion ont fait un acte de courage comme on en trouve très rarement dans toute l'histoire du Parti conservateur. Le chef de l'opposition peut chercher dans les rangs du Parti conservateur à Ottawa, parmi les morts comme parmi les vivants, des hommes tels que ceux qui ont voté pour la motion et surtout en aussi bon nombre.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Et le bill des jésuites, n'a-t-il pas demandé du courage des conservateurs?

L'honorable M. Gouin (Portneuf): Le bill des jésuites n'a pas été passé par des conservateurs. Il a fallu un ministre libéral à Québec pour régler cette question.

Ce ne sont pas les conservateurs qui ont passé cette loi. Ils ont été au pouvoir avant et après la Confédération assez longtemps pour y penser et cependant c'est un libéral qui, en dépit d'une violente opposition et dans la province et dans tout le pays, n'a pas craint d'en prendre l'initiative.

Je ne veux pas, pour aucune considération au monde, soulever les préjugés ni allumer par mes paroles un feu de passion quelconque, mais je déclare que la motion a été proposée dans un esprit de sincérité.

La motion Lapointe était sincère et inspirée par un patriotisme vrai. Jamais les libéraux n'ont songé à en faire un instrument d'élection, pas plus au provincial qu'au fédéral.

Le bill Galipeault a été demandé non seulement par l'A.C.J.C., mais encore par un bon nombre de bons citoyens de cette province. On a expliqué que la mesure aurait pour objet de permettre aux municipalités et aux commissions scolaires qui le désiraient de voter des secours à nos compatriotes d'Ontario.

Et on se rappelle que cette mesure fut trouvée bonne par l'actuel chef de l'opposition qui vota alors en faveur, avec nous, avec le gouvernement, et contre son chef d'alors, M. Cousineau. Était-il sincère? Nous le supposons. Il était sincère en votant pour comme son chef l'était probablement en votant contre.

On prétend que le Parti libéral a fait les dernières élections provinciales en se servant du bill Galipeault ou d'une lettre écrite par M. Victor Morin. Nous sommes parfaitement étrangers aux actions de M. Morin. Je ne me souviens pas d'avoir reçu de copie de cette lettre, je l'ai lue dans les journaux. On veut nous en tenir responsables. On nous reproche de n'avoir pas désavoué cette lettre écrite durant les élections. Je ne me rappelle pas l'avoir lue durant les élections; aurais-je reçue que je n'y aurais certainement pas répondu, je ne m'en serais pas occupé. Nous étions responsables de nos actions aux électeurs de la province et nous leur avons rendu compte.

S'il fallait vraiment quelqu'un pour reprocher à M. Victor Morin d'avoir écrit cette circulaire, s'il se trouvait quelqu'un qui pouvait lui dire qu'il avait tort d'écrire une telle lettre, c'était bien le député des Deux-Montagnes qui était à cette époque le bras droit du chef de l'opposition et un personnage influent dans l'opposition. Il se trouvait tout désigné. Pourquoi ne l'a-t-il pas fait?

Il aurait pu dire à M. Morin ce qu'il en pensait, s'il le désirait, lui qui a probablement reçu cette lettre. Le premier ministre n'avait ni le droit ni l'autorité de la désavouer. M. Morin ne relève pas du gouvernement, il est responsable de ses actes seulement envers la Société Saint-Jean-Baptiste qui l'a mis à sa tête.

Le chef de l'opposition prétend qu'il a eu tort d'écrire cette lettre, de même que les députés qui ont signé l'engagement et ont fait leur élection en exploitant ce mouvement.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): M. Morin avait-il tort d'adresser cette lettre?

L'honorable M. Gouin (Portneuf): Je crois qu'il a eu tort. Je n'approuve pas M. Morin de l'avoir écrite.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Et les députés?

L'honorable M. Gouin (Portneuf): Les députés qui ont signé l'engagement étaient libres de le faire. Ils pouvaient avoir des raisons de se prononcer pour cette demande. Je ne les blâme pas. Ils ont pu se tromper.

On nous reproche d'avoir fait nos dernières élections en nous servant de cette lettre et de la question ontarienne en général. Cette assertion est plus ou moins étrange.

Il a, dit-il, visité une grande partie de la province lors des élections de mai dernier, il a entendu un grand nombre d'orateurs et dans aucune partie de la province il n'a entendu un candidat du gouvernement faire allusion aux écoles de l'Ontario, pas un seul discours où l'on ait parlé de la question scolaire. Les journaux eux-mêmes n'ont pas relaté de discours qui peuvent justifier les reproches de l'opposition. Pas un journal n'a fait de campagne sur cette question.

Les libéraux, tout comme les conservateurs, ont leurs journaux et, dans ces journaux-là, on fait peu ou point référence à un préjudice.

Pour ma part, jamais au cours des élections dernières je n'ai mentionné ou fait allusion à la question des écoles. Bien plus, dans les comtés de langue française, dans les Cantons de l'Est, par exemple, je conseillais naturellement aux nôtres d'apprendre bien leur langue, le français, et je leur disais de profiter de leur voisinage avec les Anglais pour apprendre une langue qui leur serait nécessaire dans l'avenir. Je leur disais aussi de ne pas négliger l'enseignement de l'anglais à leurs enfants parce que les deux langues leur seraient également utiles partout. Et, à mes concitoyens canadiens-anglais, j'ai toujours dit qu'ils doivent apprendre le français. La preuve de cette déclaration se trouve dans les archives des journaux.

Jamais, dit-il, il n'a observé que les journaux rapportassent que certains candidats ministériels parlaient de cette question. On n'en a jamais parlé devant lui.

Pourtant, le chef de l'opposition prétend que nous avons voulu préparer notre élection en faisant proposer le bill Galipeault. La véhémence avec laquelle il porte cette accusation nous prouve pour le moins que le résultat du 22 mai l'a fort peiné et qu'il a conservé un souvenir cuisant du résultat des dernières élections.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Toute la province le regrette!

L'honorable M. Gouin (Portneuf): Le résultat lui a été bien pénible au cœur.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): En effet, ce résultat m'est pénible au cœur.

L'honorable M. Gouin (Portneuf): Le chef de l'opposition voudrait faire croire que le Parti conservateur n'a pas été battu sur ses démérites, mais par un malentendu, et que le Parti libéral n'a pas été élu sur ses mérites, mais que ce résultat est dû à une campagne d'appel aux préjugés. Or, l'on sait que nous avons parcouru bien des paroisses, des villes et des cités dans toute la province durant les six semaines que dura la lutte, nous avons exposé et expliqué notre programme.

Nous avons soumis notre dossier aux électeurs en fait d'amélioration de l'agriculture, de la colonisation, d'encouragement à l'instruction publique, à l'enseignement technique, d'amélioration de la voirie, etc. Nous avons étalé en pleine lumière les lois que nous avons passées.

Les électeurs de la province se sont renseignés, ils ont examiné ce dossier et c'est après avoir pesé les œuvres du Parti libéral qu'ils ont donné le verdict qui nous a renvoyés ici. Ils ont jugé que nous étions encore dignes de leur confiance. Même avant d'aller aux polls, ils élaient par acclamation 22 candidats libéraux.

On nous a accusés d'avoir fait appel au fanatisme, aux préjugés, mais quel a été le résultat du vote dans les comtés où l'élément anglais joue un rôle influent?

On peut ainsi se rendre compte de l'absurdité de cette prétention à l'appel aux préjugés. Il suffit de constater que tous les comtés de langue anglaise, à l'exception de deux, ont élu des candidats libéraux, et avec des majorités écrasantes. Dans tous ces comtés, les majorités libérales ont augmenté.

On nous reproche de ne pas avoir aujourd'hui l'attitude que quelques-uns ont voulu nous voir avant les élections.

Le chef de l'opposition nous accuse de ne plus parler de la question de l'Ontario. Je n'ai qu'à lui rappeler ce que je disais au commencement de la session: Nous sommes aujourd'hui ce que nous étions hier et nous serons demain ce que nous sommes aujourd'hui. En 1915, nous avons voté la motion Bullock que nous croyions être pour le bien de la minorité française d'Ontario, pour l'harmonie

des relations entre les divers éléments de notre population. Le bill Galipeault a été voté pour les mêmes motifs, sous l'empire des mêmes sentiments. Jamais depuis 1915, et avant, je n'ai travaillé autrement que dans l'intérêt général du pays.

On croit nous embarrasser quand on nous cite la situation des nôtres au Manitoba. Je dis que l'injustice envers la minorité n'est justifiable nulle part. Chaque fois qu'une minorité sera opprimée, que ce soit au Manitoba ou ailleurs, le gouvernement de la province de Québec sera prêt à intervenir pour réclamer justice en sa faveur s'il croit cela nécessaire dans l'intérêt général.

Que ce soit d'un gouvernement conservateur ou libéral, nous protestons avec la même fermeté. Nous ne faisons aucune différence entre le Manitoba et l'Ontario.

Chaque fois qu'une minorité aura été maltraitée, le Parti libéral n'aura pas craint d'exprimer son opinion, qu'il s'agisse des Canadiens français de la province voisine ou du Manitoba.

On a mis en doute notre sincérité. Nous croyons à la sincérité de nos adversaires. Pourquoi ne nous prêtent-ils pas les mêmes sentiments?

Je crois à la sincérité du chef de l'opposition et je lui demande de nous prêter la même droiture. Je voudrais qu'il accorde aux autres ce qu'il demande pour lui. S'il refuse, ce n'est pas sa désapprobation qui changera le mérite de notre conduite.

Ce que nous avons fait pour les écoles d'Ontario, nous l'avons fait en toute sincérité. On n'a pas le droit de dire que nous avons trompé. Nous nous sommes peut-être trompés, mais nous n'avons sûrement trompé personne.

On aimerait mieux, certes, l'approbation du chef de l'opposition que sa désapprobation, mais cela ne change rien à la question.

Il est bon de se demander, en dernier lieu, si le débat soulevé cet après-midi aura un effet favorable sur la question des écoles.

Le chef de l'opposition ne devrait pas s'affecter outre mesure de la dernière défaite de son parti - les conservateurs ont été battus tant de fois - et, avant de parler, il pourrait se demander si ses paroles sont de nature à amener ou à reculer le règlement de la question ontarienne.

Ce n'est pas parce qu'un parti a été battu, ce à quoi il doit être habitué, qu'on doit essayer de faire croire que l'électorat a répondu à un appel aux préjugés. Ce procédé n'aura pas un bon effet.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Pas pour le gouvernement.

L'honorable M. Gouin (Portneuf): Le gouvernement est un détail comparable au grand principe pour lequel le chef de l'opposition a voté avec nous. Le chef de l'opposition croit-il avancer le règlement de la question en prononçant ce discours? Il est responsable de son discours et de ses actes, mais il n'empêchera pas le règlement de la question qui, espérons-le, n'est pas aussi éloigné qu'on le croit.

Ce que le gouvernement a fait est peut-être plus considérable qu'on ne croit, mais en tout cas je voudrais m'abstenir en ce moment de tout ce qui pourrait retarder le règlement de la question, lequel est peut-être plus près que certaines gens ne le pensent.

Pour ma part, je ne voudrais pas par une seule parole retarder la solution de ce problème. Depuis que je suis dans la vie publique, j'ai toujours eu à cœur, avant tout, l'harmonie entre les races qui habitent notre pays et le respect des minorités. En ces dernières années, je n'ai rien eu tant à cœur que la solution de cette épineuse question scolaire d'Ontario et du Manitoba.

Je ne sais si je vivrai encore longtemps, mais aussi longtemps que la Providence me conservera la vie, que ce soit dans cette enceinte ou au dehors, comme législateur ou dans la vie privée comme modeste citoyen, je travaillerai toujours de toute mon énergie et avec tout mon cœur pour le règlement de la question. Je crois qu'on peut y arriver sans envenimer les choses comme certaines personnes se plaisent à le faire. La motion du chef de l'opposition lui a donné l'occasion de faire un nouveau réquisitoire contre le Parti libéral, sujet du résultat des élections, je lui demande de penser que la question scolaire et nos intérêts nationaux sont bien au-dessus des intérêts mesquins des partis politiques. En tout temps, nous avons agi non seulement pour le bien de la minorité d'Ontario, mais pour le bénéfice général de la province de Québec et du dominion du Canada.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le dernier appel du premier ministre à l'harmonie est franchement touchant. Cette harmonie, je l'ai, du reste, démontrée en maintes occasions, comme je la démontre encore aujourd'hui en dénonçant ceux qui ont fait appel aux préjugés de race.

Malgré toutes ses explications et celles de ses collègues, je répète que le premier ministre, dans le bill Galipeault, a trouvé un moyen habile pour mener à bonne fin ses élections. Il s'est servi de ce bill et de la motion Lapointe comme de puissants arguments d'élections pour mener celles-ci à bien.

Il se réjouit maintenant de sa grosse majorité. La province a parlé, dit-il; c'est que nous n'avons pas, nous, les gros financiers pour nous aider à nous faire élire ni les moyens dont disposaient les candidats du premier ministre. Mais nous n'avons pas aujourd'hui, d'un autre côté, à rougir de nos paroles ou de nos promesses. Nous pouvons parler la tête haute. Durant les élections, on parle beaucoup des Canadiens français, on clame le patriotisme partout, mais, pendant la session, on s'intéresse surtout aux grosses corporations. Le premier ministre a manifesté, au cours de cette session, beaucoup d'amour pour son peuple et surtout pour son peuple de Montréal.

Je remercie donc le premier ministre d'avoir donné des explications qui maintenant guideront la province dans l'avenir, au chapitre de la nationalité, et, en terminant, je n'en persiste pas moins à croire la députation de cette Chambre trop intelligente pour croire que c'est grâce à la motion Lapointe ou au bill Galipeault que la question ontarienne a été réglée.

M. Cannon (Québec-Centre) soulève une question de privilège. Le chef de l'opposition, dit-il, a fait allusion à lui comme un de ceux qui ont donné leur adhésion à la circulaire Morin et qui ont promis un octroi du gouvernement aux écoles d'Ontario.

Il tient à donner quelques explications à la Chambre sur la position qu'il a prise dans cette circonstance.

Il a reçu, comme plusieurs autres députés, la lettre circulaire de M. Victor Morin. Il a répondu à sa lettre au cours des dernières élections. Il lui a répondu en disant qu'on pouvait trouver une expression de ses sentiments vis-à-vis de nos frères de l'Ontario dans une motion qu'il avait fait adopter par la ville de Québec adressant une supplique au roi.

Il lui envoya une copie de cette résolution qu'il avait proposée au conseil de ville de Québec dont il était le leader, le 25 février 1916, dans laquelle on décidait d'adresser une pétition priant, au nom de la ville de Québec, Sa Majesté George V d'intervenir en vue du règlement de la question scolaire. Il disait à M. Morin qu'il n'avait pas modifié ses opinions. C'est tout ce qu'il a écrit en réponse à la fameuse lettre.

Il explique sa position en déclarant que non seulement dans la ville de Québec, mais partout dans la province tout le monde est en faveur des écoles bilingues en Ontario.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande la permission à la Chambre de répondre au député de Québec-Centre.

M. l'Orateur: Cette permission est accordée.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) réplique par quelques paroles au député de Québec-Centre.

La proposition est adoptée.

Voies et moyens

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité des voies et moyens.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:
1. Que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour les dépenses de l'année financière se terminant le 30 juin 1917, il soit permis de tirer du fonds consolidé du revenu de cette province une somme n'excédant pas \$416,260.

Adopté.

2. Que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour les dépenses de l'année financière se terminant le 30 juin 1918, il soit permis de tirer du fonds consolidé du revenu de cette province une somme n'excédant pas \$5,495,140.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

Subsides

L'honorable M. Mitchell (Richmond) demande la permission de présenter le bill 7 octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années financières expirant le 30 juin 1917 et le 30 juin 1918, et pour d'autres fins du service public.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Messages du lieutenant-gouverneur:

L'honorable M. Décarie (Maisonnette) transmet à M. l'Orateur un message du lieutenant-gouverneur.

M. l'Orateur donne lecture dudit message comme suit:

Messieurs de l'Assemblée législative,

Je reçois avec plaisir l'adresse que vous avez votée en réponse au discours du trône et je vous remercie bien sincèrement.

P.-E. LeBlanc
lieutenant-gouverneur
de la province de Québec

Hôtel du gouvernement,
Québec, 20 décembre 1916

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement à 6 heures.

La séance est levée.

Troisième séance du 20 décembre 1916

Présidence de l'honorable A. Galipeault

La séance est ouverte à 8 h 15.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Loi des bons chemins, 1912

M. Sauvé (Deux-Montagnes) se lève pour se plaindre que la Chambre, à la séance de 10 h 30,

avait adopté le bill des bons chemins (bill 15) quoique des copies de ce projet n'eussent pas encore été distribuées aux membres de l'opposition. Il commence à faire quelques remarques contre l'adoption par la Chambre de cette loi.

M. l'Orateur fait observer au chef de l'opposition qu'il n'est pas dans l'ordre et que les règlements l'obligent à lui demander de discontinuer ses remarques.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) proteste.

M. l'Orateur rappelle de nouveau à l'ordre le chef de l'opposition en vertu, dit-il, de la règle 245, paragraphe 8.

Voici cette règle: "Il est interdit à un député de critiquer une décision de la Chambre ou une loi de la province, sauf en discutant une motion ayant pour objet de rescinder cette décision ou un bill portant modification ou abrogation de cette loi."

Le chef de l'opposition n'a fait aucune motion. Il s'est levé pour critiquer une décision prise par la Chambre à une séance précédente.

Il est donc parfaitement dans l'ordre et dans le strict exercice de son devoir en faisant remarquer au chef de l'opposition qu'il n'a pas le droit de revenir sur cette question sans faire une motion.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) continue à parler.

M. l'Orateur: La présidence a rendu sa décision!

M. Sauvé (Deux-Montagnes): La décision de la présidence est étrange. Elle va dans le même sens que la politique du gouvernement. Il proteste vigoureusement, parle d'ostracisme et lance quelques mots de colère avant de reprendre son siège.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté les bills suivants avec certains amendements qu'il la prie d'agréer:

- bill 87 concernant l'érection, dans cette province, de paroisses et missions de l'Église catholique grecque ruthène en communion avec Rome;

- bill 138 annexant le territoire de la municipalité de Notre-Dame-de-la-Victoire à celui de la cité de Lévis.

Église catholique grecque ruthène

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 87 concernant l'érection, dans cette province, de paroisses et missions de l'Église catholique grecque ruthène en communion avec Rome. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Annexion de Notre-Dame-de-la-Victoire à Lévis

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 138 annexant le territoire de la municipalité de Notre-Dame-de-la-Victoire à celui de la cité de Lévis. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Organisation territoriale

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 162 relatif à l'organisation, pour fins municipales, judiciaires et d'enregistrement, de certains territoires desservis par le chemin de fer national Transcontinental soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des licences

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte

maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme en comité général pour étudier un projet de résolutions relatives au bill 18 amendant la loi des licences de Québec.

Adopté.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) informe la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:

1. Que l'article 904 des statuts refondus, 1909, tel qu'amendé par les lois 1 George V (1^{ère} session), chapitre 10, section 1, 4 George V, chapitre 6, section 1, et 6 George V, chapitre 11, section 1, soit de nouveau amendé en remplaçant le deuxième alinéa du paragraphe 17 par le suivant:

"L'établissement ou l'agence de tout brasseur ou embouteilleur devra être situé dans les limites de la municipalité dont le conseil a confirmé le certificat de licence pour tel établissement ou agence; et il ne sera permis à aucun brasseur ou embouteilleur de prendre des commandes ou de délivrer des liqueurs dans une municipalité sans avoir obtenu une licence pour chaque municipalité, cette licence devant être émise par le percepteur du revenu de la province ayant juridiction, conformément aux dispositions de l'article 972."

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande une explication sur cette première clause.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) explique que cette disposition existe dans la loi actuelle, mais qu'elle n'est pas exprimée clairement. Donc, le but est de la rendre parfaitement claire.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ce bill fera-t-il augmenter les revenus de la province, amènera-t-il de nouvelles sources de revenus?

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Oui, en partie, et cela n'est pas nouveau. Il augmentera les revenus de la province, mais, dans l'ensemble, ce n'est pas une nouvelle source, car la seule nouvelle source provient des pistes de courses.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) s'étonne de voir taxer tant de gens. Il rappelle les promesses et les affirmations des libéraux qui prétendaient ne taxer que les millionnaires. Ces taxes que l'on impose aujourd'hui atteignent tout le monde.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) intervient et pose plusieurs autres questions.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:

2. Que, après la réduction du nombre de licences d'auberge et de restaurant dans les cités de Québec et de Montréal, en vertu de la loi qui accompagne les présentes résolutions, le droit sur chaque semblable licence fixé par la loi des licences de Québec soit augmenté automatiquement et proportionnellement, de manière que le revenu total provenant de toutes ces licences ne soit pas inférieur à celui produit avant la réduction.

3. Qu'à mesure que le nombre des magasins licenciés pour la vente de liqueurs en détail diminuera graduellement, selon les dispositions de la loi des licences de Québec, le droit sur ces licences soit proportionnellement augmenté, de manière que le revenu total en provenant reste en tout temps ce qu'il était avant la réduction du nombre des licences.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) questionne le trésorier au sujet de ces résolutions.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) explique au député de Montréal-Saint-Georges (M. Gault) que l'augmentation des droits sur les licences qui resteront après qu'on en aura réduit le nombre est basée sur le fait que ces licences couvriront un plus grand territoire. Il croit, par exemple, que les détenteurs des licences subsistantes à Montréal devraient payer pour compenser les droits perdus à cause de la diminution des licences accordées à leurs compétiteurs.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Le gouvernement a-t-il l'intention de diminuer à 200 le nombre d'établissements licenciés à Montréal en 1918 et, en conséquence, de doubler les droits sur les licences pour de tels endroits?

L'honorable M. Mitchell (Richmond) réplique que c'est le cas, suivant le texte du bill.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Quel est l'objectif du gouvernement là-dedans?

Il n'est pas juste d'augmenter le prix de la licence quand les porteurs de licences se voient imposer des restrictions qui réduiront nécessairement leurs revenus.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): La dernière fois qu'il y a eu une diminution du nombre de licences, ceux qui restaient ont compensé avec plaisir pour la perte de revenus. Il croit que les 200 qui resteront à Montréal seront également heureux de payer même le double des droits, car ces 200 licenciés auront tout Montréal pour eux.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): C'est exactement la réponse à laquelle je m'attendais du trésorier, mais il me semble que le bill va à l'encontre de ses propres objectifs. J'avais compris que le but du bill était de restreindre l'usage des liqueurs enivrantes, et le trésorier s'attend à deux fois plus d'affaires ainsi qu'au double des droits.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) dit qu'il n'a pas dit ça, ou qu'il n'avait pas l'intention de dire ça, mais qu'il voulait dire qu'il y aurait un plus grand territoire pour les 200 endroits qui resteront à la place des 350.

Les 200 hôteliers qui resteront après mai 1918 vont avoir toute la population de Montréal à desservir. Leurs revenus vont donc augmenter et ils pourront payer sans récriminer.

Ainsi, ceux qui resteront seront contents de payer l'augmentation. Mais il nie avoir entendu par là qu'on vendrait la même quantité de boisson que maintenant.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) fait remarquer que la diminution des licences d'hôtel de 350 à 200, dans la cité de Montréal, n'aura pas pour effet de faire diminuer le commerce de l'alcool, vu que 200 hôteliers feront autant d'affaires que 350.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) n'est pas de l'avis du député de Montréal-Saint-Louis et dit que cet amendement aura certainement pour effet d'enrayer le commerce des liqueurs.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Si on veut diminuer la consommation des liqueurs, on aura de la difficulté à percevoir des licenciés des droits augmentés, puisque leurs affaires seront moins florissantes.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) fait remarquer que, si les 200 établissements qui subsisteront voyaient leurs affaires augmenter de 25% à cause de la suppression de 150 bars, ils seraient heureux, pense-t-il, et en mesure de payer le double des droits, même s'ils ne faisaient pas les affaires de 350 établissements.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) signale le fait que les 200 établissements qui resteront auront quatre heures de moins par jour pour faire des affaires, qu'ils paieront le même loyer et que les autres dépenses seront aussi élevées. Ce qui a été proposé lui semble arbitraire.

M. Philps (Huntingdon): Les hôteliers qui n'aimeront pas la loi que l'on passe aujourd'hui n'auront qu'à cesser leur commerce et abandonner les affaires, voilà tout.

Le comité étudie la seconde résolution qui est modifiée en ajoutant les mots "l'article 988 de" après les mots "le droit sur chaque semblable licence fixé par"

Le comité étudie la troisième résolution qui est modifiée en y ajoutant les phrases suivantes:

"mais la présente disposition ne s'applique pas à la réduction à trente du nombre des licences de magasin de liqueurs en détail pour la cité de Québec mentionnée dans le deuxième alinéa du présent article.

"Les dispositions de l'article 944, concernant la caducité des certificats, s'appliquent à ceux qui sont requis pour obtenir des licences de magasin de liqueurs en détail."

Les résolutions ainsi amendées sont adoptées.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:
4. Que l'article 988 des statuts refondus, 1909, tel qu'amendé par les lois 1 George V (1^{ère} session), chapitre 10, section 5, 4 George V, chapitre 6, section 14, et 5 George V, chapitre 20, section 5, soit de nouveau amendé:

A. En remplaçant le paragraphe 8 par le suivant:

"8. Pour chaque licence de magasin pour la vente en détail de liqueurs enivrantes:

"a. Dans la cité de Montréal, huit cents piastres;

"b. Dans la cité de Québec, six cents piastres;

"c. Dans toute autre cité, quatre cents piastres;

"d. Dans toute ville, trois cents piastres;

"e. Dans toute autre partie de la province, deux cents piastres."

B. En remplaçant le paragraphe 9 par le suivant:

"9. Pour chaque licence pour la vente de liqueurs en gros:

"a. Dans la cité de Montréal, mille piastres;

"b. Dans la cité de Québec, sept cents piastres;

"c. Dans toute autre partie de la province, cinq cents piastres.

"Lorsque cette licence pour la vente de liqueurs en gros est accordée à un distillateur, le droit est de mille piastres.

"Mais sur chaque licence pour la vente en gros du vin seulement, 50% du montant du droit de licence requis pour chaque licence ordinaire pour la vente de liqueurs en gros";

C. En remplaçant le paragraphe 12 par le suivant:

"12. Pour chaque licence d'embouteilleur:

"1. Si l'embouteilleur est en même temps brasseur, que sa brasserie soit située dans cette province ou qu'elle soit située en dehors de la province, et que le brasseur ait une ou plusieurs agences dans la province:

"a. Pour le principal établissement ou la principale agence dans la province, sept cent cinquante piastres;

"b. Pour tout autre établissement ou agence, quatre-vingt-dix piastres;

"c. Pour toute municipalité dans laquelle il n'a pas d'établissement ou d'agence, mais dans laquelle il prend des commandes ou délivre ses liqueurs, cinq piastres;

"2. S'il n'est pas brasseur:

"a. Dans les cités de Québec et de Montréal, pour le premier établissement ou agence, cent vingt-cinq piastres; et pour chaque autre établissement ou agence, dans l'une ou l'autre desdites cités, quatre-vingt-dix piastres;

"b. Pour tout établissement ou agence dans toute autre partie de la province, quatre-vingt-dix piastres;

"c. Pour chaque municipalité dans laquelle il n'y a pas d'établissement ou d'agence, mais dans laquelle il prend des commandes ou délivre ses liqueurs, cinq piastres;

"3. Pour chaque véhicule employé par les brasseurs ou les embouteilleurs, dix piastres."

La résolution est amendée en modifiant certains montants indiqués et se lit désormais ainsi:

4. Résolu que l'article 988 des statuts refondus, 1909, tel qu'amendé par les lois 1 George V (1^{ère} session), chapitre 10, section 5, 4 George V, chapitre 6, section 14, et 5 George V, chapitre 20, section 5, soit de nouveau amendé:

A. En remplaçant le paragraphe 8 par le suivant:

"8. Pour chaque licence de magasin pour la vente en détail de liqueurs enivrantes:

"a. Dans la cité de Montréal, huit cents piastres;

"b. Dans la cité de Québec, six cents piastres;

"c. Dans toute autre cité, quatre cents piastres;

"d. Dans toute ville, trois cents piastres;

"e. Dans toute autre partie de la province, deux cents piastres."

B. En remplaçant le paragraphe 9 par le suivant:

"9. Pour chaque licence pour la vente de liqueurs en gros:

"a. Dans la cité de Montréal, douze cents piastres;

"b. Dans la cité de Québec, neuf cents piastres;

"c. Dans toute autre partie de la province, sept cent cinquante piastres.

"Lorsque cette licence pour la vente de liqueurs en gros est accordée à un distillateur, le droit est de douze cents piastres.

"Mais sur chaque licence pour la vente en gros du vin seulement, 50% du montant du droit de licence requis pour chaque licence ordinaire pour la vente de liqueurs en gros";

C. En remplaçant le paragraphe 12 par le suivant:

"12. Pour chaque licence d'embouteilleur:

"1. Si l'embouteilleur est en même temps brasseur, que sa brasserie soit située dans cette province ou qu'elle soit située en dehors de la province, et que le brasseur ait une ou plusieurs agences dans la province:

"a. Pour le principal établissement ou la principale agence dans la province, sept cent cinquante piastres;

"b. Pour tout autre établissement ou agence, quatre-vingt-dix piastres;

"c. Pour toute municipalité dans laquelle il n'a pas d'établissement ou d'agence, mais dans laquelle il prend des commandes ou délivre ses liqueurs, cinq piastres;

"2. S'il n'est pas brasseur:

"a. Dans les cités de Québec et de Montréal, pour le premier établissement ou agence, cent vingt-cinq piastres; et pour chaque autre établissement ou agence, dans l'une ou l'autre desdites cités, quatre-vingt-dix piastres;

"b. Pour tout établissement ou agence dans toute autre partie de la province, quatre-vingt-dix piastres;

"c. Pour chaque municipalité dans laquelle il n'a pas d'établissement ou d'agence, mais dans laquelle il prend des commandes ou délivre ses liqueurs, cinq piastres;

"3. Pour chaque véhicule employé par les brasseurs ou les embouteilleurs, dix piastres."

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) demande sur quoi est basée la diminution du nombre de licences.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): La loi actuelle prévoyait de réduire les licences à 350, à Montréal. Aujourd'hui, dans les villes de Montréal et de Québec, les licences sont fixées partiellement sur la location, avec un minimum fixe de \$300 et un maximum de \$450.

Il dit qu'il y a maintenant 500 licences à Montréal et que ce nombre doit ultimement être réduit à 200. Ce dernier chiffre devrait être atteint le 1^{er} mai 1919.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) demande si le ministre a fait des calculs pour connaître les droits sur les licences si leur nombre diminue tel que proposé.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) dit qu'il n'a pas fait le calcul, mais qu'il s'agira probablement d'une augmentation de 30% au 1^{er} mai prochain.

La résolution telle qu'amendée est adoptée.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:

5. Que toute personne exploitant un hippodrome ou tenant une réunion pour courses de chevaux doive demander une licence au percepteur du revenu de la province qu'il appartient, et payer à ce percepteur, outre les droits mentionnés dans la loi des licences de Québec, un honoraire de cinq piastres, dont deux piastres resteront entre les mains du percepteur et trois piastres seront remises au trésorier de la province, et qu'aucune licence ne soit requise pour les courses qui se font sur l'hippodrome d'une société d'agriculture de comté officielle pendant la durée de toute exposition tenue par cette société.

M. Francoeur (Lotbinière) veut être clair quant à ce qui constitue un champ de courses dans cette clause concernant la taxe sur les champs de courses. Il y a des fermiers dans mon comté, dit-il, qui veulent organiser des courses non pour le profit, mais pour le plaisir.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): La taxe sur les champs de courses ne s'applique pas aux courses tenues lors d'expositions agricoles à la campagne. Ils sont d'accord pour élargir encore plus la règle, de telle sorte qu'à la campagne la taxe ne s'appliquerait pas aux courses qui ne sont pas tenues pour faire des profits. La taxe sur les champs de courses est semblable à celle qui existe dans l'Ontario. Il considère que l'enregistrement des machines à parier empêchera dans une large mesure que le public ne soit escroqué.

M. Francoeur (Lotbinière) dit que, dans les campagnes, beaucoup de courses sont organisées par des associations dans un but purement sportif. La taxe est appropriée pour ceux qui font des courses un commerce, mais il croit que les amateurs devraient être exemptés.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) consent à la demande du député de Lotbinière d'inclure à la résolution un amendement excluant de la taxe sur les courses celles qui se donnent à la campagne, rien que pour un but d'amusement et sans qu'il y ait de la gageure.

M. David (Terrebonne) fait remarquer le fait que le percepteur du revenu de la province, lorsqu'il collectera le droit de \$5, retiendra \$2 pour ses services.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) dit que c'est le cas seulement aux endroits où le percepteur ne reçoit pas un salaire régulier.

La résolution est amendée en y ajoutant les mots suivants: "ou pour les courses pour lesquelles il n'est pas exigé un droit d'entrée et durant lesquelles des gageures, paris ou poules ne sont pas vendus, reçus ou enregistrés."

La résolution ainsi amendée est adoptée.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:

6. Que toute personne vendant, recevant ou enregistrant des gageures, paris ou poules d'après le

système de pari mutuel doit faire enregistrer toute invention ou appareil employé pour ces gageures, paris ou poules, et doit payer au percepteur du revenu de la province un honoraire de cinq piastres.

Adopté.

7. Que tous paris, gageures ou poules vendus, enregistrés ou reçus à tout hippodrome soient sujets à un droit de quatre pour cent et que ce droit doit être payé au percepteur du revenu de la province à même le montant desdits paris, gageures ou poules; et que, si un pari, une gageure ou poule est enregistré, reçu ou vendu à un hippodrome en vertu d'un autre système que celui qui est connu sous le nom de pari mutuel, le licencié doit payer un droit additionnel de \$1,250 par jour pendant lequel se continue cette réunion de courses de chevaux.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) demande au ministre d'avoir la gentillesse d'expliquer ce qu'est un pari mutuel.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Cette clause a été prise dans la loi ontarienne. Dans le bill même, la disposition appropriée a été rédigée autrement. On lit que toute personne recevant, enregistrant ou vendant des gageures ou des paris avec le système de pari mutuel doit faire enregistrer l'appareil et payer un droit de \$5. Cela donne au ministère l'occasion d'examiner le système connu comme le pari mutuel et d'empêcher le public d'être fraudé. Dans cette section, il est proposé de charger aux opérateurs de champs de courses, à Montréal, \$1,000 par jour et, à l'extérieur de Montréal, \$500 par jour, dans les cas où on n'utilise pas le pari mutuel. En Ontario, on charge \$1,250 par jour partout dans la province.

M. Turcot (Montréal-Laurier) trouve que le prix est injuste pour les plus petits champs de courses où on ne charge que 50 centins pour l'entrée.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) ne s'objecte pas à ce qu'on fixe un droit de \$300 pour ces pistes et il préparera un amendement en conséquence.

M. Tansey (Montréal-Sainte-Anne): Dois-je comprendre que le ministre a l'intention d'encourager les pistes d'un demi-mille aux dépens de celles d'un mille?

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Ce n'est pas ça. C'est simplement la question du droit

d'entrée de 50 centins. Il y a trois pistes près de Montréal qui demandent ce prix. Il semble que, contrairement aux endroits qui demandent \$1.50, on ne devrait leur réclamer que \$300.

La résolution est retirée.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:

8. Que, pour les fins de la loi des licences de Québec, les mots "lieu d'amusements" signifient et comprennent un théâtre, une salle de vues animées, une salle de concert, une salle de musique, une salle de danse, un cirque, une annexe d'exhibition, une ménagerie, un rond de course, un champ de baseball, un parc de jeux athlétiques, un parc d'amusements, une patinoire ou autre endroit où une exhibition ou représentation est donnée ou une partie jouée, et où un prix d'entrée est exigé ou perçu par la vente de billets ou autrement, pendant plus de trente jours ou soirs, au cours de toute année de licence; et que les mots "lieu temporaire d'amusements" signifient et comprennent un théâtre, une salle de vues animées, une salle d'amusements, une salle de concert, une salle de musique, une salle de danse, un cirque, une annexe d'exhibition, une ménagerie, un rond de course, un champ de baseball, un parc de jeux athlétiques, un parc d'amusements, une patinoire ou autre endroit où une exhibition ou représentation est donnée, ou une partie est jouée, et où un prix d'entrée est exigé ou perçu par la vente de billets ou autrement, pendant trente jours ou soirs ou moins, au cours de toute année de licence.

9. Que personne ne puisse assister à une représentation dans un lieu d'amusements, ou dans un lieu temporaire d'amusements, sans avoir au préalable payé le droit mentionné dans la résolution 10, ledit droit devant être perçu de la manière ci-après établie; que le droit soit perçu par la personne qui tient ou exploite ce lieu d'amusements ou lieu temporaire d'amusements, au moyen de billets, et que le trésorier de la province puisse accorder à cette personne qui tient ou exploite ce lieu d'amusements ou lieu temporaire d'amusements, ou à d'autres personnes, la commission qu'il jugera convenable sur la vente des billets; et que les billets soient fournis par le trésorier de la province ou par tout autre officier par lui nommé, et doivent être suivant la forme que pourra prescrire le trésorier de la province.

M. Francoeur (Lothbinière) proteste contre le fait que l'on impose une taxe sur certaines salles dans nos campagnes où l'on donne des soirées récréatives dans le seul but de se distraire.

Il veut savoir s'il est bien de taxer les représentations de théâtre amateur dans son comté quand leur seul objectif est de ramasser assez d'argent pour payer la salle utilisée et passer un bon moment.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): La taxe ne s'applique pas aux soirées données en faveur des œuvres de charité.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) proteste du fait que la taxe va sans doute s'appliquer aux salles de collèges.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) répond de nouveau que l'on exemptera les œuvres de charité.

Toutes les représentations pour des fins religieuses et charitables seront exemptées de la taxe par la nouvelle loi. L'intention du gouvernement est de taxer simplement les représentations données dans un but de lucre et de bénéfices pécuniaires.

M. Cannon (Dorchester): Il serait difficile, dit-il, de justifier la taxation des billets pour des activités paroissiales, même quand leur but est de rapporter quelques bénéfices. Il plaide donc aussi l'exemption en faveur des représentations pour les œuvres paroissiales.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Ça ne s'appliquerait pas aux amusements organisés dans un but charitable, mais seulement aux lieux d'amusements, aux patinoires, aux théâtres, aux spectacles de vues animées et aux lieux qui mènent habituellement leurs activités dans un but lucratif.

L'honorable M. Gouin (Portneuf): Le gouvernement reçoit avec plaisir les suggestions des députés afin de contribuer autant que possible à perfectionner la loi ainsi amendée. Pendant que le bill est devant la Chambre, les suggestions des députés en matière d'exemptions peuvent être incorporées.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) condamne le gouvernement pour la présentation d'une mesure aussi importante juste aux dernières heures de la session.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) explique que les salles de vues animées et de théâtre auraient à payer une taxe de 50 centins par année ou de 1 centin par semaine sur chaque siège. Jusqu'ici, elles n'ont rien payé au gouvernement provincial. Il ajoute qu'il est bien juste que les théâtres paient une taxe quand les salles de vues animées en paient une.

M. Francoeur (Lotbinière) demande qu'on exempte les salles de danse de la taxe prévue pour les places d'amusements.

Il proteste contre la taxe que le bill semble imposer sur les personnes qui, sans vouloir danser, fréquentent les salles de danse comme, par exemple, celle du Château Frontenac.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) accepte la demande du député de Lotbinière et la huitième résolution est modifiée en retenant les mots "salle de danse" dans la définition des lieux d'amusements.

La huitième résolution ainsi amendée et la neuvième résolution sont adoptées.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:
10. Que toute personne, avant d'entrer dans un lieu d'amusements ou lieu temporaire d'amusements, doive payer un droit en vertu de la loi qui accompagne les présentes résolutions, comme suit:

Sur toute entrée dont le prix est moins que dix centins, un centin;

Sur toute entrée dont le prix est de dix centins ou plus, mais n'excède pas vingt-cinq centins, deux centins;

Sur toute entrée dont le prix excède vingt-cinq centins, mais n'excède pas cinquante centins, trois centins;

Sur toute entrée dont le prix excède cinquante centins, mais n'excède pas une piastre, quatre centins;

Sur toute entrée dont le prix excède une piastre, cinq centins;

Et qu'un droit additionnel de cinq centins doive être payé sur tout billet d'un prix excédant cinquante centins, et réservé une heure avant l'admission du public au lieu d'amusements ou lieu temporaire d'amusements.

Il explique que les municipalités recevront 1 centin sur chaque billet à des fins charitables.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce que le reste ira au trésorier de la province?

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Probablement.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Pendant la dernière campagne électorale, le trésorier a-t-il dit aux gens à quel point il allait les taxer? Est-ce que ces nouvelles taxes ont pour but de défrayer les dépenses de voyage des ministres?

L'honorable M. Gouin (Portneuf): Soyons donc sérieux.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je suis très sérieux. Voici une chose absolument nouvelle, il y a eu des élections générales le printemps dernier et il n'en a pas été question. Les ministériels n'ont pas alors annoncé qu'ils taxeraient davantage. Au contraire, ils ont répété partout qu'ils n'avaient jamais taxé que les riches et qu'ils ne feraient pas autrement. Mais voici une loi qui taxe tout le monde, pauvres et riches.

Le premier ministre tient sans doute à sa réputation d'homme sérieux, de grand homme. Cependant, a-t-il parlé au peuple de ces taxes lors des dernières élections?

Les ministres disaient que le gouvernement n'emprunterait pas et ne taxerait pas les pauvres. Cependant, aujourd'hui, on ne taxe surtout que les pauvres. On taxe et l'on resurtaxe, c'est la nouvelle doctrine libérale.

Il se lance dans une attaque contre les grands principes libéraux, remontant jusqu'en 1890. Les libéraux se sont écartés de leurs promesses: ils taxent et surtaxent et retaxent.

Le Parti libéral se prétend le protecteur de la classe ouvrière. Cependant, au moment où l'on se plaint qu'il y a de la misère, qu'on admet que l'ouvrier a besoin de récréation après ses durs labeurs, on taxe les salles où il peut prendre cette légitime récréation.

Et on arrive à la dernière minute avec des mesures importantes comme celle-là. On en est rendu à adopter les bills avant qu'ils ne soient distribués. C'est ce que l'on a fait aujourd'hui au sujet d'une mesure agricole de la plus haute importance.

L'honorable M. Gouin (Portneuf): Le peuple a parlé.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le peuple a parlé, mais il a parlé parce qu'il avait alors la parole du premier ministre disant qu'il n'y aurait pas de taxes.

Voici quelle était l'opinion libérale de 1897:

"Telle est la question que doivent se poser tous les citoyens qui ont souci des intérêts du pays. Il s'agit bien moins, dans les présentes élections, de voter rouge ou bleu, libéral ou castor que de mettre fin au régime d'impôts, de taxes et de dettes qui mène la province à la ruine depuis cinq ans. En êtes-vous, de ce régime? En voulez-vous encore plus des

impôts, des taxes et des dettes? Alors, votez pour les candidats de M. Flynn, c'est son programme. Au contraire, voulez-vous mettre fin à l'augmentation des impôts, des taxes et des dettes? Alors, votez pour les candidats de M. Marchand, puisque c'est son programme." (*Le Soleil*, 5 mai 1897)

"Ils vous ont trompés, punissez-les le 11 mai en votant contre la taxe et les taxeurs. Quand vous avez un serviteur qui vous pille, ne vous faites-vous pas un devoir de le mettre à la porte? C'est outrager la nature humaine que de décréter par statut, comme l'a fait le gouvernement conservateur de cette province, que les conventions de deux citoyens ne créeront pas d'obligations réciproques, qu'un père de famille ne pourra transmettre à son fils la propriété d'un héritage si des taxes n'ont pas été payées dans un délai prescrit. Nous ne voulons plus de cette tyrannie officielle. Nous ne voulons pas davantage des ministres qui nous l'ont imposée, et des députés qui l'ont appuyée de leur vote en Chambre. Ce sont, par tradition et par instinct, des persécuteurs du peuple. Nous faisons un suprême appel à tous les conservateurs ayant souci des intérêts de cette province de se joindre à l'armée libérale dans l'assaut qui sera livré demain pour culbuter le ministère des taxeurs." (*Le Soleil*, 10 mai 1897)

On protestait alors contre les taxes, on déclarait qu'il fallait écraser les conservateurs avec leurs taxes pour revenir au régime libéral qui n'impose pas de taxes. On a parcouru les tréteaux de cette province avec cette doctrine. Qu'arrive-t-il aujourd'hui? On n'impose pas de taxes sur les riches seulement, mais surtout sur les pauvres.

Comment les libéraux, qui ont dénoncé si violemment les taux de 1897, peuvent-ils approuver aujourd'hui ce bill qui est un tissu de taxes?

Je ne m'adresse ici qu'aux députés libéraux et non pas aux von Bülow, aux von Jagow ou aux von Mackensen⁶ du ministère car on sait que cela est inutile, mais je m'adresse aux véritables représentants du peuple dans cette Chambre, les vrais libéraux, pas les moutons qui suivent le gouvernement.

Pourquoi n'a-t-on pas dit au peuple, lors des dernières élections, qu'on allait le taxer ainsi? Je comprends pourquoi on a amené le bill Galipeault et la motion Lapointe et toutes les machinations. On voulait escamoter un mandat dont le gouvernement devrait avoir honte aujourd'hui.

Le gouvernement n'a pas de raison de frapper le peuple comme il le fait au lendemain d'une élection durant laquelle il n'a rien annoncé de semblable.

Il dénonce donc ce gouvernement pour avoir, dit-il, attendu à la fin de cette session d'embuscade pour présenter un tel bill et pour avoir fait passer des mesures ministérielles importantes avant que les députés aient pu en prendre connaissance.

L'honorable M. Gouin (Portneuf): Il s'agit maintenant de savoir si l'on va imposer une taxe de quelques sous aux spectateurs des théâtres. Il s'agit de savoir si l'on va imposer cette taxe pour aider aux œuvres de charité, pour aider à recueillir l'argent nécessaire au million que l'on vient de voter pour secourir les familles de ceux qui se battent aujourd'hui pour nous. On a taxé surtout en faveur des pauvres comme cela se fait partout ailleurs dans le monde, et le Parti libéral ne taxe que les riches.

Cette taxe dans les théâtres existe dans tous les pays civilisés. Il n'y a pas un pays actuellement où on n'exige pas une taxe quelconque de ceux qui se paient le luxe d'y assister. Il y a des pays où elle est 10 fois plus élevée. Dans l'Ontario, on a adopté sans discussion, l'an dernier, une taxe semblable.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il y a des tories dans l'Ontario, et c'est un gouvernement tory qui a fait cela.

L'honorable M. Gouin (Portneuf): Ils pensent à leur province.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le premier ministre est un tory.

L'honorable M. Gouin (Portneuf): Le leader de l'opposition peut m'appeler de tous les noms qu'il veut, mais ça ne change pas la situation.

Les noms qu'on me donne m'importent peu. Dans l'Ontario, on a donné au lieutenant-gouverneur en conseil le pouvoir de porter jusqu'à 25 cents le taux de cette taxe dans certains cas, et il y a eu des ordres en conseil en conséquence. Et il faut remarquer que le gouvernement d'Ontario ne donne rien aux municipalités.

Nous devons administrer les affaires et, si nous prenons nos devoirs à cœur, nous devons penser à nos responsabilités. Je ne crois pas qu'on devrait s'objecter à faire payer environ un centin sur les billets.

Le gouvernement ne fait que ce que tous les autres gouvernements sont obligés de faire afin de se créer de nouveaux revenus pour subvenir aux besoins nouveaux et aux obligations nouvelles. D'ailleurs, cette loi a été demandée par tout le monde.

La loi actuelle est calquée sur celle de l'Ontario, mais va encore moins loin que celle de la province voisine. De plus, le premier de la taxe perçue sur les théâtres va à la municipalité pour fins de charité.

Il n'y a personne qui va au théâtre qui récrimine quand on est appelé à payer la taxe, même si elle est de cinq centins.

Tant d'œuvres de charité réclament aujourd'hui l'attention du gouvernement qu'il faut trouver les revenus nécessaires pour les aider.

Il est convaincu, dit-il, que, dans les campagnes, cette taxe ne sera jamais collectée, car le coût de la perception dépasserait les revenus. Mais le gouvernement est prêt à ne l'appliquer qu'aux villes d'une certaine importance, qui auraient une population de tant, à accepter un amendement pour exclure de cette taxe les municipalités qui ont une population moindre qu'un chiffre. Quant aux promesses que les libéraux ont faites au sujet des taxes, elles ont toujours été tenues. Ils ont aussi promis de rétablir les finances et le crédit de la province, et ils l'ont fait.

Nous avons rempli nos promesses et nous n'avons violé aucune de celles que nous avions faites au peuple. Dans tous les autres pays, on paie sans récriminer. Pourquoi ne le ferait-on pas dans la province de Québec?

M. Sauvé (Deux-Montagnes) rappelle au premier ministre les tirades violentes qu'il prononçait dans la division de Saint-Jacques, en 1897, contre les taux de cette époque, alors qu'il s'agissait de renverser le gouvernement conservateur. C'était alors le programme libéral.

C'était taxer les pauvres, et les principes des libéraux étaient de taxer les riches seulement.

Une telle série de taxes comme on a vu pendant cette session n'a jamais été adoptée auparavant dans la province. La politique du premier ministre a beaucoup changé, lui qui s'est déclaré formellement contre la taxation.

Ce n'est pas tant contre les taxes sur les vues animées ou sur les théâtres qu'il se lève, mais contre cette litanie de taxes que le gouvernement est en train de faire réciter et qu'il veut imposer.

On n'en a jamais tant créé durant une seule session. Le premier ministre est-il sérieux quand il dit: Nous étions hier ce que nous sommes aujourd'hui et nous serons demain ce que nous sommes aujourd'hui? Est-ce donc la doctrine libérale que d'imposer des taxes sans consulter le peuple? Le premier ministre prétend que l'on taxe dans tous les

pays civilisés, mais il y en avait des pays civilisés, en 1897, et le premier ministre ne s'occupait pas de ce qu'on y faisait alors qu'il faisait la lutte aux conservateurs de cette époque.

On voit bien que c'est la première session après une élection et non la dernière session avant une élection. Il accuse le gouvernement de manquer à ses promesses et à ses engagements envers le peuple.

Le premier ministre sait d'ailleurs fort bien que cette mesure est injuste et impopulaire. Si cette mesure avait été populaire, le premier ministre, en politicien d'expérience, se serait arrangé pour qu'elle soit présentée dès les premiers jours de la session. Il se rend compte qu'elle est terriblement injuste, voilà pourquoi il l'a mise de côté pour la faire passer aux dernières heures de la session. C'est le nouveau libéralisme.

Le comité étudie la résolution et les taux mentionnés sont modifiés. La résolution est amendée et se lit désormais ainsi:

Que toute personne, avant d'entrer dans un lieu d'amusements ou lieu temporaire d'amusements, doive payer un droit en vertu de la loi qui accompagne les présentes résolutions, comme suit:

Sur toute entrée dont le prix est moins que dix centins, un centin;

Sur toute entrée dont le prix est de dix centins ou plus, mais moins que trente-cinq centins, deux centins;

Sur toute entrée dont le prix est de trente-cinq cents ou plus, mais n'excède pas soixante-quinze cents, trois centins;

Sur toute entrée dont le prix excède soixante-quinze cents, mais n'excède pas une piastre, quatre centins;

Sur toute entrée dont le prix excède une piastre, mais n'excède pas une piastre et demie, cinq centins;

Sur toute entrée dont le prix excède une piastre et demie, dix centins.

La résolution ainsi amendée est adoptée.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose: 11. Qu'aucune licence ne soit requise pour un lieu d'amusements ou lieu temporaire d'amusements déjà muni d'une licence pour donner des spectacles de vues animées, pourvu que le droit de licence ait été payé sur le nombre intégral des sièges et qu'une licence régulière de salle de vues animées ait été émise pour ce lieu d'amusements.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) demande la signification de cette clause stipulant qu'on n'exigera pas d'un lieu d'amusements qui paie déjà une taxe d'en payer une autre lorsqu'il sert de salle de vues animées.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) explique que souvent des théâtres servent pour les vues animées pendant une certaine période, comme c'est le cas du théâtre His Majesty's et de l'Orpheum, à Montréal.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose: 12. Que le lieutenant-gouverneur en conseil puisse faire les règlements qui pourront être jugés convenables pour donner effet aux dispositions des articles 1292a et suivants des statuts refondus, 1909, tels que contenus dans la loi qui accompagne les présentes résolutions.

La résolution est amendée en retirant tous les mots après "accompagne les présentes résolutions".

La résolution ainsi amendée est adoptée.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose: 13. Que, nonobstant toute loi, tout règlement ou toute disposition contraire, aucune municipalité ne puisse imposer ou percevoir aucune taxe, contribution ou droit pour quelqu'un des objets mentionnés dans les dispositions des articles 1292a et suivants des statuts refondus, 1909, tels que contenus dans la loi qui accompagne les présentes résolutions, et que, à même le revenu provenant des honoraires et droits imposés en vertu desdits articles, une somme de un centin doive être payée à toute municipalité pour chaque entrée à une place d'amusements dans telle municipalité, moins la moitié des frais de perception de ce droit dans cette municipalité, pourvu que cette municipalité se conforme aux lois et aux règlements adoptés sous l'autorité desdits articles.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) veut savoir ce que les municipalités feront de l'argent.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Des dispositions dans les chartes de Montréal et de Québec prévoient déjà que l'argent doit être distribué à des fins de charité. Le gouvernement a prévu des règlements obligeant les autres municipalités à agir de la même façon si elles désirent recevoir l'argent.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:

14. Que les droits suivants soient payés préalablement à l'octroi de chaque licence de réunion pour courses de chevaux:

a. Dans la cité de Montréal ou dans un rayon de trente milles de ladite cité, dix piastres pour chaque jour que dure cette réunion;

b. Dans la cité de Québec ou dans un rayon de cinq milles de ladite cité, huit piastres pour chaque jour que dure ladite réunion;

c. Dans tout autre endroit, cinq piastres pour chaque jour que dure cette réunion.

La résolution est amendée et se lit désormais ainsi:

Que les droits suivants soient payés préalablement à l'octroi de chaque licence de réunion pour courses de chevaux:

1. a. Dans la cité de Montréal ou dans un rayon de trente milles de ladite cité, dix piastres pour chaque jour que dure cette réunion;

b. Dans la cité de Québec ou dans un rayon de cinq milles de ladite cité, huit piastres pour chaque jour que dure ladite réunion;

c. Dans tout autre endroit, cinq piastres pour chaque jour que dure cette réunion.

2. Mais si des gageures, paris ou poules sont vendus, reçus ou enregistrés sur lesdits terrains de courses, ces droits seront les suivants:

a. Dans la cité de Montréal et dans un rayon de cinquante milles de ladite cité, mille piastres par jour;

b. Ailleurs, cinq cents piastres par jour.

Mais si ces gageures, paris ou poules sont reçus, vendus ou enregistrés au moyen de tout autre système que celui connu généralement comme pari mutuel, les droits seront le double de ceux mentionnés au paragraphe 2.

3. Sujet aux pénalités édictées par l'article 1288b, toute personne vendant, enregistrant ou recevant des gageures, paris ou poules autrement que par le système connu généralement comme pari mutuel devra obtenir une licence du percepteur du revenu sur paiement de cent piastres par jour.

Les dispositions de la sous-section 7a s'appliquent *mutatis mutandis* au présent paragraphe.

Mais sur les ronds de courses d'un demi-mille seulement et dont le prix d'entrée n'excède pas cinquante centins, le droit de la licence ne sera que de trois cents piastres.

La résolution ainsi amendée est adoptée.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:

15. Que les droits suivants soient payés préalablement à l'octroi:

1. De chaque licence pour un lieu d'amusements:

a. Dans les cités de Québec, Montréal, Maisonneuve, Outremont, Verdun et Westmount, cinquante centins pour chaque siège d'une personne;

b. Dans toutes les autres cités, trente centins pour chaque siège d'une personne;

c. Ailleurs, vingt centins pour chaque siège d'une personne;

2. De chaque licence pour lieu temporaire d'amusements:

a. Dans les cités de Québec, Montréal, Maisonneuve, Outremont, Verdun et Westmount, vingt piastres par jour;

b. Ailleurs, cinq piastres par jour.

16. Que toute personne prenant une licence pour un lieu d'amusements puisse donner des exhibitions de vues animées dans tout lieu d'amusements, pourvu qu'elle se conforme à toutes les autres formalités prescrites par la loi concernant les vues animées.

17. Que les droits suivants soient payés préalablement à l'octroi:

1. De chaque licence de salle de vues animées:

a. Dans les cités de Montréal, Québec, Maisonneuve, Outremont, Verdun et Westmount, cinquante centins pour chaque siège d'une personne;

b. Dans toutes les autres cités, trente centins pour chaque siège d'une personne;

c. Dans tout autre endroit, vingt centins pour chaque siège d'une personne;

2. De chaque licence de salle temporaire de vues animées:

a. Dans les cités de Montréal, Québec, Maisonneuve, Outremont, Verdun et Westmount, vingt centins pour chaque siège d'une personne;

b. Ailleurs, dix centins pour chaque siège d'une personne.

Le fait, de la part d'un propriétaire ou locataire d'un lieu d'amusements, de prendre une licence pour une salle temporaire de vues animées ne l'exempte pas de l'obligation de prendre la licence requise pour ce lieu d'amusements, mais le fait de prendre une licence régulière de salle de vues animées exempte le propriétaire ou le locataire de ce lieu d'amusements de l'obligation de prendre une licence régulière pour un lieu d'amusements.

3. De chaque licence d'échange de films, deux cents piastres;

4. De chaque licence de personne exhibant des vues animées dans diverses localités (travelling exhibitor's licence), deux cents piastres.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) note que la cité de Trois-Rivières n'est pas mentionnée sur la liste. Il s'en informe auprès du ministre de la Voirie (l'honorable M. Tessier).

La cité de Trois-Rivières, dit-il, n'est pas mentionnée parmi les villes importantes dont les théâtres paieront les plus fortes taxes.

Il félicite le ministre de la Voirie d'avoir réussi à faire exempter de cette taxe la ville de Trois-Rivières. Il déclare qu'il espère que les autres députés de cette Chambre qui représentent les villes qui sont mentionnées dans le bill auront assez d'influence pour faire exempter leur ville de cette taxe. Il demande à l'honorable ministre s'il aurait objection à ce que l'on mît Trois-Rivières sur le même pied que les autres villes.

L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières): Il n'y a pas de nécessité!

M. Tansey (Montréal-Sainte-Anne) demande au trésorier si la quinzième résolution s'applique aux villes de Sherbrooke et de Trois-Rivières.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): La disposition prévoyant le paiement de \$5 par jour pour les lieux d'amusements s'applique aux villes de Sherbrooke et de Trois-Rivières.

M. Philps (Huntingdon) demande si la clause s'applique, dans les petites villes, aux spectacles donnés par le talent local.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) l'assure que le bill prévoit des exceptions dans de tels cas.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande d'exempter de la taxe des théâtres les soldats.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Les soldats ne le demanderaient probablement pas eux-mêmes.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité chargé d'étudier le bill 18 amendant la loi des licences de Québec.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme maintenant en comité général pour étudier le bill 18 amendant la loi des licences de Québec.

Adopté.

En comité:

Le comité étudie et adopte rapidement les quatre premiers articles du bill.

Le comité étudie les articles 5 et 6 du bill qui se lisent ainsi:

5. L'article 943 des statuts refondus, 1909, tel que remplacé par la loi 4 George V, chapitre 6, section 8, et amendé par les lois 5 George V, chapitre 20, section 2, et 6 George V, chapitre 12, section 1, est de nouveau amendé:

a. En remplaçant le paragraphe 1 par le suivant:

"943.1. Pour l'année de licence commençant le premier jour de mai 1917, le nombre de certificats de licences d'auberge et de restaurant, et les demandes sans certificats faites en vertu de l'article 927, qui peuvent être confirmés ou accordés dans les limites de la cité de Québec telles qu'elles existeront ledit premier mai 1917, et le nombre de licences qui peuvent être ainsi émises est limité à un maximum de quarante et, pour l'année de licence commençant le premier jour de mai 1918 et pour les années subséquentes, ledit nombre est limité à un maximum de tente.

"Dans les limites de la cité de Montréal, telles qu'elles existeront le premier jour de mai 1917, ce nombre est limité à un maximum de trois cents; et pour l'année de licence commençant le premier jour de mai 1918 et toutes autres années subséquentes, ce nombre est limité à un maximum de deux cents.

"Dans le cas des municipalités qui peuvent être annexées à la cité de Montréal après le premier jour de mai 1917, le nombre des licences en vigueur dans chaque municipalité annexée est maintenu, après l'annexion, dans le territoire appartenant antérieurement à la municipalité, sujet, cependant, à toute réduction qui peut être faite, à l'avenir, du nombre des licences dans ladite cité.

"L'octroi des licences dans l'ancienne ville de Montcalm, maintenant le quartier Belvédère de la cité de Québec, sera sujet à toutes les conditions du règlement d'annexion de ladite ville de Montcalm à la cité de Québec.

"L'article 942 ne s'applique pas aux licences qu'il sera nécessaire de retrancher aux fins de réduire le nombre de licences au maximum autorisé par le présent paragraphe.

"Après la réduction du nombre de licences dans lesdites cités de Québec et de Montréal, le droit sur chaque semblable licence fixé par l'article 988 est augmenté automatiquement et proportionnellement, de manière que le revenu total provenant de toutes ces licences ne soit pas inférieur à celui produit avant la réduction.";

b. En y insérant, à la fin du paragraphe 2, l'alinéa suivant:

"Les dispositions du présent paragraphe au sujet des indemnités ne s'appliquent pas à une personne dont le certificat est refusé par suite de l'application du paragraphe 1 du présent article à compter du premier jour de mai 1916.";

c. En en remplaçant le paragraphe 4 par le suivant:

"4. Dans la cité de Valleyfield, le nombre de ces licences est limité à un maximum de sept; dans la cité de Saint-Hyacinthe, à un maximum de six; dans la cité de Maisonneuve, à un maximum de quinze; dans la cité de Sherbrooke, à un maximum de dix; dans la ville d'Iberville, à un maximum de deux; dans la ville de Farnham, à un maximum de deux; dans la cité de Hull, à un maximum de sept hôtels, chacun ayant au moins vingt chambres, sans aucun restaurant; dans la ville de Windsor, à un maximum de un; dans la ville d'Aylmer, à un maximum de deux; dans la ville de Saint-Jean, à un maximum de quatre; dans la ville de Nicolet, à un maximum de deux; dans la ville de La Tuque, à un maximum de deux; dans la ville d'Acton Vale, à un maximum de un; dans toute autre cité ou ville dans laquelle il n'existe pas un règlement de prohibition ou de restriction, ce nombre est limité à un maximum d'une licence pour chaque deux milliers d'âmes de la population."

6. L'article 968 des statuts refondus, 1909, tel qu'amendé par les lois 1 George V (2^e session), chapitre 15, section 2; 4 George V, chapitre 6, section 13; 5 George V, chapitre 20, section 3, et 6 George V, chapitre 12, section 2, est remplacé par le suivant:

"968. Dans les limites de la cité de Montréal, telles qu'elles existeront le premier jour de mai 1917, le nombre des licences de magasin de liqueurs en détail en vigueur à ladite date sera limité à un maximum de trois cent cinquante et, à partir de cette date, sera graduellement diminué, de manière qu'au premier mai 1919, il ne reste en vigueur, dans

lesdites limites, pas plus de deux cents licences de magasin de liqueurs en détail, sujet aux dispositions de l'article 1065; et aucune augmentation de ce nombre ne sera faite par la suite.

"Dans la cité de Québec, le nombre des licences de magasin de liqueurs en détail en vigueur le premier jour de mai 1917 sera limité à un maximum de soixante-quinze; le nombre de licences en vigueur le 1^{er} jour de mai 1918, sujet aux dispositions de l'article 1065, sera limité à un maximum de vingt-cinq, et aucune augmentation de ce nombre ne sera faite par la suite.

"Dans la cité de Sherbrooke, le nombre de licences des magasins de liqueurs en détail le premier jour de mai 1917 est limité à une pour chaque quartier, et ce nombre ne sera pas augmenté par la suite.

"Dans la cité de Saint-Hyacinthe, le nombre des licences de magasin de liqueurs en détail le premier jour de mai 1917 est limité à cinq, et ce nombre ne sera pas augmenté par la suite.

"Dans la cité de Valleyfield, le nombre des licences des magasins de liqueurs en détail le premier jour de mai 1917 est limité à une pour chaque quartier, et ce nombre ne sera pas augmenté par la suite.

"Dans la ville de La Tuque, le nombre des licences de magasin de liqueurs en détail le premier jour de mai 1917 est limité à deux, et ce nombre ne sera pas augmenté par la suite.

"Dans la cité de Hull, le nombre des licences des magasins de liqueurs en détail le premier jour de mai 1917 est limité à trois, et ce nombre ne sera pas augmenté par la suite.

"Dans toutes les autres villes et cités dans lesquelles il n'y a pas de règlement prohibitif ou restrictif en vigueur, il ne sera pas accordé plus d'une licence de magasin de liqueurs en détail pour chaque quatre milliers d'âmes de population.

"À mesure que le nombre de magasins licenciés pour la vente de liqueurs en détail diminuera graduellement, le droit sur ces licences sera proportionnellement augmenté, de manière que le revenu total en provenant reste en tout temps ce qu'il était avant la réduction du nombre des licences.

"Les dispositions de l'article 944, concernant la caducité des certificats, s'appliquent à ceux qui sont requis pour obtenir des licences de magasin de liqueurs en détail."

Le comité apporte quelques modifications à cet article réduisant le nombre des licences. À Québec, le nombre des licences du 1^{er} mai 1918 sera

réduit à 30 au lieu de 25. À Valleyfield, il y aura huit licences au lieu de sept. À Sherbrooke, il n'y en aura que cinq en tout au lieu d'une par quartier. À Acton Vale, il y en aura deux au lieu d'une. À Nicolet, il n'y en aura pas, parce que la prohibition a été votée.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) proteste contre la suppression d'un si grand nombre de licences d'hôtelier sans la moindre compensation.

Je trouve que vous enlevez des droits acquis à des propriétaires sans suivre la procédure légale appropriée et sans compensation d'aucune sorte, dit-il. Selon moi, cette Législature ne devrait pas agir ainsi. Je ne sais pas si ça s'est déjà produit depuis la Magna Carta. Je sais que le trésorier va répliquer que ces gens-là n'ont pas de droits acquis, pas de droits, qu'ils sont tolérés. Je réponds que c'est peut-être le cas en théorie. Cependant, dans les faits, ou suivant les dispositions de notre loi des licences, les hôtels ont le droit de s'attendre et ils s'attendent au renouvellement de leur licence d'année en année.

La loi y pourvoit en autant qu'ils se soumettent à ses dispositions. Pour ces raisons, le gouvernement n'a pas le droit d'enlever à ces gens leurs droits ou leur propriété sans compensation. Il y a quelques années, le gouvernement reconnaissait le principe de compensation, et ce même principe devrait s'appliquer aujourd'hui.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Le principe de compensation n'a jamais été reconnu, excepté quand cette province en a donné une en 1912, mais le gouvernement l'avait accordée parce que les hôteliers qui restaient avaient consenti à la payer. C'est impossible d'appliquer le même principe, car on ne peut pas demander aux détenteurs de licence qui restent de payer la compensation, et le député de Saint-Louis s'est plaint que, dans leur cas, les droits qu'on leur charge sont trop élevés sans qu'on ajoute quelque chose pour compenser ceux qui sont retranchés.

En plus, le principe de compensation s'est appliqué seulement à Montréal et à Québec, et des licences ont été supprimées dans 100 municipalités sans compensation.

D'ailleurs, les licences ont été supprimées à Trois-Rivières et ailleurs où la prohibition a été votée sans qu'il y ait eu de compensation.

Les licenciés ont un privilège annuel en vertu de leur licence et rien ne dit ce que celle-ci doit nécessairement être renouvelée.

S'il y avait un vote demain en faveur d'une prohibition complète dans cette province et que la

province se retrouvait au régime sec, on ne mentionnerait jamais le mot "compensation".

Dans l'Ontario, il n'y a pas eu de compensation.

L'étude de ces articles est suspendue.

Le comité étudie l'article 9 concernant l'augmentation des tarifs pour les détenteurs de permis.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) précise que les articles ne doivent pas entrer en vigueur avant le 1^{er} mai 1918.

L'article est adopté.

Le comité étudie l'article 10 concernant les pénalités relatives aux infractions à la loi des licences. L'article est adopté sans discussion.

Le comité étudie les articles 11 à 14 qui élèvent de 18 à 21 ans l'âge minimum pour consommer légalement de l'alcool. Les articles sont adoptés sans discussion.

Le comité étudie l'article 16 concernant la prohibition des bars et buvettes. L'article est adopté sans discussion.

Le comité étudie l'article 17 qui se lit ainsi:

17. L'article suivant est inséré dans les statuts refondus, 1909, après l'article 1033:

"1033a. Lorsque des liqueurs enivrantes sont achetées pour être bues sur place, il est défendu à toute personne de payer pour toute liqueur qu'elle ne boit pas elle-même; et, si une personne enfreint le présent article et achète ou paie pour une liqueur qu'une autre personne doit consommer ou consomme suivant la coutume connue sous le nom de "la traite", cette personne, ainsi que celle qui est traitée, et celle qui vend la liqueur sont passibles chacune, pour chaque offense, en sus du paiement des frais, d'une amende d'au moins dix piastres et d'au plus vingt-cinq piastres, et, à défaut du paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement pendant une période de dix jours."

L'honorable M. Mitchell (Richmond) désire proposer un amendement à la clause interdisant la traite. C'est pour protéger l'homme qui désire recevoir un groupe d'amis à manger et permettre à cette personne d'agir en tant qu'hôte et de payer la boisson qui va avec le repas qu'il offre à son ami.

En conséquence, il propose que ledit article se lise désormais ainsi:

17. L'article suivant est inséré dans les statuts refondus, 1909, après l'article 1033:

"1033a. Nulle personne, soit par elle-même, soit par l'intermédiaire d'un serviteur ou d'un agent, ne doit vendre ou fournir de liqueur enivrante à aucune personne, dans un local licencié, pour être consommée sur place, à moins que cette liqueur ne soit commandée et payée par la personne même à qui elle est fournie; et personne ne doit commander ou payer, ni prêter ou avancer de l'argent pour payer aucune liqueur enivrante fournie ou à fournir à toute autre personne, pour consommation sur place; et personne ne doit consommer dans un local licencié aucune liqueur enivrante qu'une autre personne a commandée ou payée ou a consenti à payer, ou pour le paiement de laquelle il a prêté ou avancé de l'argent.

"Pourvu, toutefois, que si cette liqueur enivrante est fournie ou servie pour être consommée à un repas servi en même temps, et est consommée à ce repas, les dispositions du présent article ne soient pas considérées comme ayant été enfreintes, si la personne qui paie pour ce repas paie aussi pour cette liqueur enivrante.

"Pour les fins du présent article, la consommation sur place comprend la consommation d'une liqueur enivrante dans ou sur tout chemin public, place publique ou gare de chemin de fer, joignant ou avoisinant le local licencié dans lequel la liqueur a été vendue ou fournie; et toute personne consommant une liqueur enivrante dans ou sur ce chemin public, cette place publique ou cette gare de chemin de fer, est censée consommer la liqueur dans le local licencié.

"Quiconque contrevient aux dispositions du présent article est coupable, pour chaque offense, en sus du paiement des frais, d'une amende d'au moins dix piastres ou d'au plus vingt-cinq piastres et, à défaut de paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement pendant une période de dix jours."

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): J'aimerais que le trésorier de la province explique cette clause. On dirait une loi promulguée par les Pèlerins après leur débarquement en Nouvelle-Angleterre. Cette clause de la traite aurait été plus appropriée à cette époque-là qu'à celle-ci. Les autres provinces ont-elles la même loi?

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Les autres provinces ne l'ont pas, mais l'Angleterre l'a. Notre loi est copiée sur celle qui existe actuellement en Angleterre.

M. Dorris (Napierville) proteste contre l'abolition de la traite et contre toutes les restrictions nouvelles que l'on impose aux hôteliers, restrictions qui les ruineront et qui feront qu'ils ne pourront jamais payer les nouvelles taxes qu'on leur impose. Il croit que l'on ferait mieux de décréter la prohibition tout de suite plutôt que de faire mourir les hôteliers à petit feu.

Le gouvernement ne doit pas traiter les gens comme des enfants. Il est peut-être bon d'augmenter les taxes, mais on doit laisser aux hôteliers les moyens de payer la taxe. Si le gouvernement met les hôtels en banqueroute, il en attendra en vain des revenus. Ce sont des gens comme les autres. Pourquoi leur couper la tête?

Des députés rient.

M. Dorris (Napierville) prévient le ministre que tout le monde serait exposé à des amendes si cette clause contre la traite était adoptée. Les députés devraient aller voir le trésorier pour se faire rembourser leurs amendes. Il menace de demander un vote sur cette disposition.

M. Philps (Huntingdon) veut avoir plus d'explications sur la disposition.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) répète son explication, ajoutant que l'article permet à un homme d'offrir à boire à sa femme s'il l'amène manger dans un hôtel, sans qu'elle soit contrainte à payer pour sa propre boisson.

M. Philps (Huntingdon) veut savoir s'il serait faisable pour deux amis de prendre un verre ensemble dans un établissement, un des deux le paie puis ils se séparent la somme dehors.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Ce n'est pas possible.

La proposition est adoptée.

L'article, tel qu'amendé, est adopté.

Le comité étudie l'article 18 qui se lit ainsi:

18. L'article 1035 des statuts refondus, 1909, est amendé:

a. En remplaçant le mot "chopine", dans la dixième ligne, par le mot "roquille";

b. En remplaçant les mots "chopine, mesure impériale," dans la treizième ligne, par les mots "roquille, mesure impériale.";

c. En y ajoutant, après le troisième alinéa, le suivant:

"Il est prohibé à un chimiste ou pharmacien, qui ne possède pas une licence en vertu de la présente section, pour la vente des liqueurs enivrantes, de garder plus de dix gallons de liqueurs enivrantes en magasin, en aucun temps, ni de commander ou d'acheter plus que dix gallons de liqueurs enivrantes en aucun temps;"

d. En y ajoutant, à la fin, l'alinéa suivant:

"Le présent article ne s'applique pas à une municipalité dans laquelle un règlement de prohibition est en vigueur ou dont le conseil refuse la confirmation des certificats pour la vente des liqueurs enivrantes."

M. Létourneau (Québec-Est) demande qu'on augmente la quantité d'alcool qui pourra être gardée par un pharmacien en gros.

M. Grégoire (Frontenac) réclame également à ce sujet.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) accepte la demande des représentants de Québec-Est et de Frontenac. Il propose que l'article soit amendé en ajoutant, à la fin du paragraphe c, les mots suivants: "Cependant, un chimiste ou pharmacien qui ne vend pas au détail peut en garder une quantité n'excédant pas quarante gallons."

M. Létourneau (Québec-Est) et **M. Grégoire (Frontenac)** ne sont pas satisfaits de ce chiffre de 40 gallons.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Ce serait suffisant dans les campagnes. Dans les villes, les pharmaciens pourraient surmonter les difficultés en obtenant à la fois une licence de vente en gros et une licence de vente au détail.

Des députés insistent pour qu'il y ait un vote.

La proposition d'amendement, étant mise aux voix, et adoptée par 40 voix contre 18⁷.

L'article, tel qu'amendé, est adopté.

Le comité étudie l'article 19 qui se lit ainsi:

19. L'article 1047 des statuts refondus, 1909, tel que remplacé par la loi 4 George V, chapitre 6, section 24, est de nouveau remplacé par le suivant:

"1047. Sous peine des amendes mentionnées dans l'article 1072, il ne doit être utilisé dans une

auberge ou un restaurant qu'une salle pour la vente des liqueurs enivrantes, à part la salle à dîner."

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose que cet article soit retiré. Il explique que cela laisse subsister le décret de vendre dans les chambres et les cabinets particuliers des hôtels durant les heures permises.

La proposition est adoptée et l'article est retiré.

Le comité étudie l'article 20 qui se lit ainsi:

20. L'article 1048 des statuts refondus, 1909, tel qu'amendé par la loi 6 George V, chapitre 12, section 4, est de nouveau amendé en remplaçant le second alinéa par le suivant:

"Pendant la guerre actuelle, il est interdit à tout porteur d'une licence d'auberge, de restaurant ou de magasin pour la vente de liqueurs en détail dans la province de vendre ou de délivrer gratuitement aucune liqueur enivrante aux soldats ou matelots en uniforme après huit jours, à compter de la publication dans la *Gazette officielle de Québec*, d'un avis décrétant que les salles dans lesquelles la liqueur est vendue, dans toutes les auberges et tous les restaurants ainsi que dans tous les magasins pour la vente en détail de liqueurs enivrantes de la province, ont été déclarées zones prohibées par le ministre de la Milice et de la Défense du Canada. Cet avis doit être publié par le contrôleur du revenu de la province aussitôt que le département de la Milice et de la Défense a fait connaître cette ordonnance rendue par le ministre.

"Nonobstant les dispositions de l'alinéa précédent, si une auberge, un restaurant ou un magasin de liqueurs en détail licencié en vertu de la présente section pour la vente des liqueurs enivrantes a été déclaré zone prohibée par le ministre de la Milice et de la Défense du Canada, et si un avis de cette ordonnance a été donné par écrit au contrôleur du revenu de la province, il est du devoir de ce dernier de publier immédiatement dans la *Gazette officielle de Québec* un avis déclarant qu'à compter de la date fixée par ledit avis, et qui ne doit pas être plus éloignée que huit jours après la publication de cet avis, il est interdit à quiconque tient une auberge, un restaurant ou magasin pour la vente en détail de liqueurs dans le même district de revenu de vendre ou délivrer gratuitement aucune liqueur enivrante aux soldats ou matelots en uniforme; et, après cette date, durant la guerre actuelle, aucun porteur de licence dans ce district de revenu ne peut vendre ou délivrer gratuitement aucune liqueur enivrante aux soldats ou matelots en uniforme.

"Toute personne enfreignant une disposition du présent article est coupable d'offense et passible des pénalités décrétées par l'article 1072."

L'honorable M. Mitchell (Richmond) explique que ces nouvelles dispositions sont pour permettre au ministre de la Milice et de la Défense de déclarer toute la province ou n'importe quel district de revenu "zone prohibée" aux soldats ou aux matelots en uniforme.

Les soldats pourront entrer dans les hôtels, mais ils ne pourront pas aller dans les salles où l'on boit.

L'article est adopté.

Le comité étudie l'article 21 qui se lit ainsi:

21. L'article 1054 des statuts refondus, 1909, tel qu'amendé par les lois 1 George V (1re session), chapitre 10, section 7, et 4 George V, chapitre 6, section 27, est remplacé par le suivant:

"1054. Nulle liqueur enivrante ne doit être vendue ou délivrée gratuitement ou autrement dans les limites de cette province, depuis neuf heures du soir, chaque jour, jusqu'à neuf heures de l'avant-midi du jour suivant, ni pendant toute la journée du dimanche, de Noël, du Premier de l'An, du Vendredi saint, du jour de la Confédération et du jour de la fête du Travail, excepté pour fins médicales, sur un certificat spécial, signé par un médecin pratiquant dûment enregistré ou par un ministre du culte et produit par l'acheteur; mais la vente de ces liqueurs est prohibée les samedis, depuis sept heures du soir, excepté sur certificat spécial comme dit ci-dessus.

"Les liqueurs ainsi vendues sur certificat spécial ne doivent pas être bues sur place, mais doivent être immédiatement emportées par l'acheteur.

"Dans les hôtels, durant le temps prohibé pour la vente des liqueurs enivrantes, la salle où il est permis de vendre cette liqueur, en vertu de l'article 1047, doit être fermée, et durant ces heures tous les restaurants doivent être fermés.

"Le porteur d'une licence d'hôtel ou un de ses employés peut, pendant ce temps, entrer dans la salle où la liqueur est vendue, pourvu que ce ne soit pas dans le but de contrevenir aux dispositions du présent article. Le porteur d'une licence de restaurant ou un de ses employés peut, pendant ce temps, entrer dans la salle dans laquelle sont vendues des liqueurs enivrantes, dans le but de remplir des commandes basées sur un des certificats mentionnés dans le présent article, ou en tout temps, entre sept et huit heures, le dimanche matin, et six et sept heures, le dimanche soir, pour examiner son local, mais il ne doit pas y rester plus longtemps qu'il est nécessaire pour remplir lesdits ordres et pour s'assurer de l'état de son local."

M. David (Terrebonne) demande que l'on permette de servir du vin et de la bière après 9 heures, dans les chambres des hôtels, aux pensionnaires *bona fide*. Il suggère donc un amendement à la clause de la fermeture à l'effet de permettre la vente et la livraison aux personnes qui habitent l'hôtel ou la maison de pension.

Il explique qu'il ne faut pas empêcher un homme qui arriverait dans une ville après 9 heures et qui voudrait manger de boire de la bière ou du vin avec son repas.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Ce bill est un bill pour favoriser la tempérance. Je ne crois pas que ça puisse se faire, étant donné que le gouvernement essaie de présenter une loi sérieuse pour la cause de la tempérance et que ce qui est considéré comme mauvais pour l'homme pauvre ne doit pas être tenu pour bon pour l'homme riche.

Si nous devons essayer d'introduire une loi de tempérance qui en soit vraiment une, personne ne doit traiter le riche autrement que le pauvre. Les mêmes heures doivent être en vigueur partout dans la province et en tout temps.

M. Perrault (Arthabaska): Doit-on comprendre que les convives d'un banquet après 9 heures du soir ne pourront pas acheter de boissons?

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Certainement. La boisson bue à un banquet devra avoir été achetée, payée et livrée avant 9 heures du soir.

M. Cannon (Dorchester) attire l'attention du gouvernement sur cette clause 21 qui peut laisser croire qu'il serait défendu à une personne d'offrir de la boisson à un visiteur dans sa propre maison, durant les heures prohibées.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Telle n'est pas l'intention de la loi. En conséquence, il accepte un amendement pour rendre la chose plus claire.

Il propose que l'article soit amendé en ajoutant, après la phrase "Nulle liqueur enivrante ne doit être vendue ou délivrée gratuitement ou autrement", les mots suivants: "dans un établissement licencié". Ceci, dit-il, exclut de la loi les maisons particulières dans lesquelles on pourra consommer des liqueurs enivrantes avant 9 heures a.m. et après 9 heures p.m.

M. Dorris (Napierville) ne conçoit pas que l'on veuille réduire davantage le nombre des heures d'ouverture des hôtels. Il déplore le sort des habitants de la campagne qui auront passé la nuit à se faire geler sur la route pour apporter leurs produits au marché et qui devront attendre jusqu'à 9 heures du matin avant de pouvoir se réchauffer. L'ouverture à 7 heures, comme elle existe aujourd'hui, c'est déjà trop tard.

Si le trésorier était un fermier qui voyageait de Napierville à Montréal et qui devait dormir en chemin, il n'aurait pas envie d'attendre jusqu'à 9 heures pour prendre un verre.

M. Cannon (Dorchester) demande si la loi n'atteindrait pas les compagnies d'express qui livreront des boissons enivrantes durant les heures prohibées.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Les compagnies d'express ne seront pas inquiétées. La section interdisant la livraison, excepté entre 9 heures et 9 heures, ne s'applique pas aux compagnies d'express qui livrent des boissons enivrantes, mais seulement aux licenciés.

L'étude de cet article est suspendue.

Le comité étudie l'article 23 qui se lit comme ainsi:

23. L'article 1065 des statuts refondus, 1909, tel qu'amendé par la loi 4 George V, chapitre 6, section 30, est remplacé par le suivant:

"1065. À compter du 1^{er} mai 1918, pendant la durée d'une licence pour la vente de liqueurs enivrantes, nul commerce d'épicerie, provisions, sucreries ou fruits ne doit être fait pour le bénéfice direct ou indirect de la personne munie d'une licence, dans le bâtiment où se trouve situé le local licencié."

M. Séguin (Montréal-Sainte-Marie) proteste vivement contre cette clause de la séparation du commerce des épiciers de celui des liqueurs telle que rédigée. D'après cette clause, à partir de mai 1918, nul commerce d'épicerie, provisions, sucreries ou fruits ne devait être fait pour le bénéfice direct ou indirect de la personne munie de licence dans le bâtiment où se trouve situé le local licencié. Cela est de nature à ruiner plusieurs propriétaires dont le même bâtiment peut contenir ces sortes de magasins en même temps qu'un hôtel.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) explique que l'on ne veut que séparer ces commerces de ceux de l'alcool qu'au moyen de cloisons.

L'étude de cet article est suspendue.

Le comité étudie l'article 25 qui se lit ainsi:

25. L'article 1074 des statuts refondus, 1909, est remplacé par le suivant:

"1074. Pour qu'une offense commise par le porteur d'une licence, en vertu de la présente section, puisse être considérée comme une deuxième ou troisième offense dans le sens de l'article 1072, elle doit avoir été commise dans les douze mois suivant la première offense; pour qu'une offense, aux termes de l'article 1009, puisse être considérée comme une deuxième ou troisième offense, elle doit avoir été commise dans les trois ans de la première offense; et, si la plainte est faite pour une deuxième ou troisième offense, le tribunal ne peut condamner pour aucune autre que pour une deuxième ou troisième offense, selon le cas, quand la preuve faite établit que tel est le cas."

M. Perrault (Arthabaska) suggère que, lorsqu'une personne est poursuivie pour infraction à la loi des licences, on fasse toujours la preuve que le délinquant a déjà été condamné, afin que les récidivistes portent la peine qui leur incombe.

Il souhaite un amendement grâce auquel le magistrat pourra faire faire une enquête dans les cas d'infraction à la loi afin de préciser de quelle offense il s'agit, sans avoir à passer par la décision du percepteur du revenu.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) accepte la suggestion du représentant d'Arthabaska. Il propose qu'un nouvel article soit inséré dans le bill et qu'il se lise ainsi:

25. L'article 1075 des statuts refondus, 1909, est amendé en remplaçant le mot "peut", dans la deuxième ligne, par le mot "doit".

Adopté.

Le comité étudie les paragraphes 1288f, 1288g, 1288h et 1288i de l'article 28 qui se lisent ainsi:

"1288f. 1. Préalablement à l'émission d'une licence pour réunion de courses, le requérant d'icelle doit se porter caution personnellement, avec deux autres cautions suffisantes, envers le trésorier de la province et devant le percepteur du revenu de la province qu'il appartient, ou devant une personne qu'il a autorisée à cette fin, jusqu'à concurrence d'un montant de cinquante piastres au moins et de cinq mille piastres au plus, à la discrétion de ce percepteur, pour garantir le paiement de toutes sommes d'argent provenant des droits que le requérant de la licence recevra ou doit recevoir, et l'exécution fidèle de l'obligation qui lui est imposée par la présente section.

"Néanmoins, le trésorier de la province peut, à sa discrétion, autoriser le percepteur du revenu de la province à accepter une caution au lieu des deux qui sont ci-dessus mentionnées, pourvu que cette caution s'engage pour le double du montant qui aurait été exigé de chacune desdites deux cautions; et il peut aussi permettre que le cautionnement soit accepté sous la forme d'une police de garantie émise par l'une des compagnies de garantie dont les polices sont acceptées par le gouvernement de cette province.

"Ce cautionnement doit être fait en duplicata dont un double est transmis au trésorier de la province et l'autre conservé dans les archives du bureau du percepteur du revenu.

"La suffisance de chaque garantie doit être établie sous serment devant l'officier qui reçoit ce cautionnement.

"2. Tous paris, gageures ou poules vendus, enregistrés ou reçus, sur un hippodrome, sont sujets à un droit de quatre pour cent, et ce droit doit être payé au percepteur du revenu de la province à même le montant desdits paris, gageures ou poules, et, si un pari, une gageure ou poule est enregistré, reçu ou vendu sur un hippodrome en vertu d'un autre système que celui qui est connu sous le nom de pari mutuel, le licencié doit payer un droit additionnel de douze cent cinquante piastres par jour pendant lequel se continue la réunion de courses de chevaux.

"1288g. Avant de payer quelque somme à un gagnant, la personne doit remettre au percepteur du revenu de la province qu'il appartient le droit exigé sur ce montant, à défaut de quoi cette personne est coupable d'une offense et passible, en sus du paiement des frais, d'une amende égale à deux fois le montant dudit droit, ou, à défaut de paiement de cette amende et des frais, d'un emprisonnement pendant une période de temps n'excédant pas trois mois.

"1288h. Tout percepteur du revenu de la province ou toute autre personne autorisée par ce dernier ou par le trésorier de la province peut, en vertu des instructions qu'il reçoit du trésorier de la province ou du percepteur, saisir les marchandises, effets, sommes d'argent et livres appartenant à toute personne agissant sans licence ou refusant ou négligeant de payer les droits requis, et peut vendre ces marchandises et effets à l'enchère publique, sans aucun autre jugement ou formalité préliminaire, et remettre les deniers, s'il y en a, au trésorier de la province, lesdits deniers devant faire partie du fonds consolidé du revenu de la province.

"1288i. L'émission d'une licence en vertu du présent paragraphe ne doit pas être considérée comme indiquant que le gouvernement ou quelqu'un

de ses officiers est d'avis que le pari, la gageure ou poule enregistré, reçu ou vendu par une personne n'est pas prohibé par le Code criminel ou autrement, et, si le porteur d'une licence de réunion de courses est trouvé coupable devant les tribunaux criminels, d'une offense au sujet de tel pari, gageure ou poule enregistré, reçu ou vendu, sa licence devient alors *ipso facto* nulle et de nul effet."

Ces paragraphes sont modifiés et se lisent désormais ainsi:

"1288f. Tout percepteur du revenu de la province, ou toute autre personne autorisée par ce dernier ou par le trésorier de la province, peut, en vertu des instructions qu'il reçoit du trésorier de la province ou du percepteur, saisir les marchandises, effets, sommes d'argent et livres appartenant à toute personne agissant sans licence ou refusant ou négligeant de payer les droits requis, et peut vendre ces marchandises et effets à l'enchère publique, sans aucun autre jugement ou formalité préliminaire et remettre les deniers, s'il y en a, au trésorier de la province, lesdits deniers devant faire partie du fonds consolidé du revenu de la province.

"1288g. L'émission d'une licence en vertu du présent paragraphe ne doit pas être considérée comme indiquant que le gouvernement ou quelqu'un de ses officiers est d'avis que le pari, la gageure ou poule enregistré, reçu ou vendu par une personne n'est pas prohibé par le Code criminel ou autrement, et, si le porteur d'une licence de réunion de courses est trouvé coupable devant les tribunaux criminels d'une offense au sujet de tel pari, gageure ou poule enregistré, reçu ou vendu, sa licence devient alors *ipso facto* nulle et de nul effet.

"1288h. Toute personne enregistrant, recevant ou vendant des gageure, pari ou poule suivant le système du pari mutuel ne doit pas retenir plus que dix pour cent du montant ainsi déposé ou enregistré, ces dix pour cent devant comprendre le droit de quatre pour cent susmentionné; et toute personne retenant plus que dix pour cent est coupable d'une offense et encourt une amende d'au moins cinq cents piastres, et d'au plus cinq mille piastres avec les frais, et, à défaut du paiement de l'amende et des frais, un emprisonnement n'excédant pas trois mois.

"1288i. Toute personne possédant une licence en vertu du présent paragraphe est tenue de faire, dans les cinq jours qui suivent la clôture de chaque réunion pour courses de chevaux, au percepteur du revenu de la province ayant juridiction, un rapport indiquant le nombre de jours pendant lesquels ces courses ont eu lieu, et tous les

autres renseignements additionnels que le trésorier de la province peut exiger, sous peine d'une amende de vingt-cinq piastres pour chaque jour durant lequel cette personne néglige de faire ce rapport, et des frais, et, à défaut du paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement de trois mois au plus."

Le comité étudie les paragraphes 1288j et 1288k de l'article 28 qui se lisent ainsi:

"1288j. Toute personne enregistrant, recevant ou vendant des gageure, paris ou poules suivant le système du pari mutuel ne doit pas retenir plus de dix pour cent du montant ainsi déposé ou enregistré, ces dix pour cent devant comprendre le droit de quatre pour cent susmentionné; et toute personne retenant plus que dix pour cent est coupable d'une offense et encourt une amende d'au moins cinq cents piastres, et d'au plus cinq mille piastres avec les frais, et, à défaut du paiement de l'amende et des frais, un emprisonnement n'excédant pas trois mois.

"1288k. Toute personne possédant une licence en vertu du présent paragraphe est tenue de faire, dans les cinq jours qui suivent la clôture de chaque réunion pour courses de chevaux, au percepteur du revenu de la province ayant juridiction, un rapport indiquant le nombre de jours pendant lesquels ces courses ont eu lieu et tous autres renseignements additionnels que le trésorier de la province peut exiger, sous peine d'une amende de vingt-cinq piastres pour chaque jour durant lequel cette personne néglige de faire ce rapport, et des frais, et, à défaut du paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement de trois mois au plus."

Ces paragraphes sont retirés.
L'étude du bill est ajournée.

Le comité fait rapport qu'il n'a pas terminé l'examen du bill.

La séance est levée à minuit quinze.

autres représentants de compagnies cinématographiques sont venus demander au gouvernement d'amender ce bill, mais sans succès jusqu'ici. Ils demanderont au Conseil législatif d'intervenir. Ils prétendent que cette augmentation va tuer l'industrie du cinéma dans notre province".

2. Selon *Le Devoir* et *Le Canada*, M. Sauvé est intervenu sur plusieurs éléments du budget.

3. Le texte de cette lettre de M. Cannon et de celle des autres députés auxquels M. Sauvé fait allusion est publié dans *Le Franc parleur* (27 mai 1916, p. 1).

4. M. Sauvé a imité de façon amusante la pose et les paroles du premier ministre, d'après *Le Devoir*.

5. Pendant son discours, M. Sauvé avait fait quelques pas dans l'allée.

6. Le chef de l'opposition associe ces personnages politiques d'Allemagne aux mandarins et stratèges du cabinet.

Karl William Paul von Bülow (1846-1921), général prussien qui combattait sur le front français en 1916.

Bernard von Bülow (1849-1929), diplomate allemand qui tenta d'empêcher l'Italie d'appuyer les alliés en 1915.

Gottlieb von Jagow (1863-1935), ministre des Affaires étrangères du Reich de 1913 à 1916, il précipita le déclenchement de la guerre de 1914.

August von Mackensen (1849-1945), maréchal allemand qui s'illustra sur le front balkanique. En décembre 1916, son nom était fréquemment cité à propos de l'invasion militaire de la Roumanie qu'il dirigeait.

7. Selon *The Montreal Star* et *The Montreal Gazette*, six députés libéraux ont voté contre le gouvernement. En réalité, il a dû y en avoir 13.

NOTES

1. *La Presse* (20 décembre 1916, p. 15) mentionne sur cette question que "M. L.-E. Ouimet et plusieurs

Première séance du jeudi 21 décembre 1916

Présidence de l'honorable A. Galipeault

La séance est ouverte à 10 h 30.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 137 amendant la charte de la cité d'Outremont sans amendement.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté les bills suivants avec certains amendements qu'il la prie d'agréer:

- bill 76 constituant en corporation la Mount Sinai Foundation;
- bill 128 amendant la loi constituant en corporation la cité de Québec.

**Mount Sinai
Foundation**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 76 constituant en corporation la Mount Sinai Foundation. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

**Charte
de Québec**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 128 amendant la loi constituant en corporation la cité de Québec. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Loi des licences

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill 18 amendant la loi des licences de Québec.

Adopté.

En comité:

Le comité poursuit l'étude du paragraphe 4 tel qu'amendé à la séance précédente et qui se lit ainsi:

c. En remplaçant le paragraphe 4 par le suivant:

"4. Dans la cité de Valleyfield, le nombre de ces licences est limité à un maximum de huit; dans la cité de Saint-Hyacinthe, à un maximum de six; dans la cité de Maisonneuve, à un maximum de quinze; dans la cité de Sherbrooke, à un maximum de cinq; dans la ville d'Iberville, à un maximum de deux; dans la ville de Farnham, à un maximum de deux; dans la cité de Hull, à un maximum de sept hôtels, chacun ayant au moins vingt chambres, sans aucun restaurant; dans la ville de Windsor, à un maximum de un; dans la ville d'Aylmer, à un maximum de deux; dans la ville de Saint-Jean, à un maximum de quatre; dans la ville de Nicolet, à un maximum de deux; dans la ville de La Tuque, à un maximum de deux; dans la ville d'Acton Vale, à un maximum de deux; dans toute autre cité ou ville dans laquelle il n'existe pas un règlement de prohibition ou de restriction, ce nombre est limité à un maximum d'une licence pour chaque deux milliers d'âmes de la population."

Le paragraphe est de nouveau amendé. Le nombre des licences à Farnham est augmenté de deux à quatre et celui de Saint-Jean de quatre à cinq.

L'article, tel qu'amendé, est adopté.

Le comité poursuit l'étude de l'article 21 tel qu'amendé à la séance précédente et qui se lit ainsi:

21. L'article 1054 des statuts refondus, 1909, tel qu'amendé par les lois 1 George V (1^{ère} session), chapitre 10, section 7, et 4 George V, chapitre 6, section 27, est remplacé par le suivant:

"1054. Nulle liqueur enivrante ne doit être vendue ou délivrée gratuitement ou autrement, dans un établissement licencié, dans les limites de cette province, depuis 9 heures du soir chaque jour, jusqu'à 9 heures de l'avant-midi du jour suivant, ni pendant toute la journée du dimanche, de Noël, du Premier de l'An, du Vendredi saint, du jour de la Confédération et du jour de la fête du Travail, excepté pour fins médicales, sur un certificat spécial, signé par un médecin pratiquant dûment enregistré ou par un ministre du culte et produit par l'acheteur; mais la vente de ces liqueurs est prohibée les samedis, depuis 7 heures du soir, excepté sur certificat spécial comme dit ci-dessus.

"Les liqueurs ainsi vendues sur certificat spécial ne doivent pas être bues sur place, mais doivent être immédiatement emportées par l'acheteur.

"Dans les hôtels, durant le temps prohibé pour la vente des liqueurs enivrantes, la salle où il est permis de vendre cette liqueur, en vertu de l'article 1047, doit être fermée et, durant ces heures, tous les restaurants doivent être fermés.

"Le porteur d'une licence d'hôtel ou un de ses employés peut, pendant ce temps, entrer dans la salle où la liqueur est vendue, pourvu que ce ne soit pas dans le but de contrevenir aux dispositions du présent article. Le porteur d'une licence de restaurant ou un de ses employés peut, pendant ce temps, entrer dans la salle dans laquelle sont vendues des liqueurs enivrantes, dans le but de remplir des commandes basées sur un des certificats mentionnés dans le présent article, ou en tout temps, entre 7 heures et 8 heures, le dimanche matin, et 6 heures et 7 heures, le dimanche soir, pour examiner son local, mais il ne doit pas y rester plus longtemps qu'il est nécessaire pour remplir lesdits ordres et pour s'assurer de l'état de son local."

L'article est amendé en y ajoutant le paragraphe suivant:

"Toutefois, les porteurs de licences d'embouteilleurs ou de magasins de liqueurs enivrantes peuvent commencer la livraison avant 9 heures du matin."

M. Dorris (Napierville) demande de laisser à 7 heures du matin l'heure d'ouverture des débits de liqueurs. Il réclame cela, dit-il, au nom des cultivateurs des campagnes qui viennent en ville.

Il s'oppose à la réduction du nombre d'heures. Ceux qui veulent qu'on permette aux bars d'ouvrir à 9 heures du matin sont les gros bonnets qui ne se lèvent pas avant cette heure-là, dit-il. Et les fermiers, eux? Il ne croit pas que 7 h 30 soit assez tôt et il voudrait qu'on revienne à 7 heures.

Il propose le rejet complet de toute cette clause pour revenir à l'ancienne loi de 7 heures. Il demande le vote.

La proposition, étant mise aux voix, est rejetée par 67 voix contre 1¹.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je crois bien que l'amendement est mort!

L'article est adopté².

Le comité reprend l'étude de l'article 23 qui se lit ainsi:

23. L'article 1065 des statuts refondus, 1909, tel qu'amendé par la loi 4 George V, chapitre 6, section 30, est remplacé par le suivant:

"1065. À compter du 1^{er} mai 1918, pendant la durée d'une licence pour la vente de liqueurs enivrantes, nul commerce d'épicerie, provisions, sucreries ou fruits ne doit être fait pour le bénéfice direct ou indirect de la personne munie d'une licence, dans le bâtiment où se trouve situé le local licencié."

Le comité adopte un amendement à cet article en substituant le mot "local" au mot "bâtiment". Cet amendement aura pour effet de permettre l'exercice des deux commerces dans le même bâtiment, pourvu qu'ils soient dans des locaux séparés.

Le comité étudie la section VIa de l'article 30, qui se lit ainsi:

"VIa-Licences de réunions pour courses de chevaux.

"En sus des droits mentionnés à l'article 1288f, pour chaque licence de réunion pour courses de chevaux:

"a. Dans la cité de Montréal ou dans un rayon de trente milles de ladite cité, dix piastres pour chaque jour que dure cette réunion;

"b. Dans la cité de Québec ou dans un rayon de cinq milles de ladite cité, huit piastres pour chaque jour que dure ladite réunion;

"c. Dans tout autre endroit, cinq piastres pour chaque jour que dure cette réunion;".

La section est modifiée conformément aux résolutions adoptées lors d'une séance précédente et se lit désormais ainsi:

"VIa.-Licences de réunions pour courses de chevaux.

"1. Pour chaque licence de réunion pour courses de chevaux:

"a. Dans la cité de Montréal ou dans un rayon de trente milles de ladite cité, dix piastres pour chaque jour que dure cette réunion;

"b. Dans la cité de Québec ou dans un rayon de cinq milles de ladite cité, huit piastres pour chaque jour que dure ladite réunion;

"c. Dans tout autre endroit, cinq piastres pour chaque jour que dure cette réunion;

"2. Mais si des gageures, paris ou poules sont vendus, reçus ou enregistrés sur lesdits terrains de courses, les droits seront les suivants:

"a. Dans la cité de Montréal ou dans un rayon de cinquante milles de ladite cité, mille piastres par jour;

"b. Ailleurs, cinq cents piastres par jour.

"Mais sur les ronds de courses d'un demi-mille seulement et dont le prix d'entrée n'excède pas cinquante centins, le droit de licence ne sera que de trois cents piastres.

"Mais si ces gageures, paris ou poules sont reçus, vendus ou enregistrés au moyen de tout autre système que celui connu généralement comme pari mutuel, les droits seront le double de ceux mentionnés dans le présent paragraphe 2.

"3. Sujet aux pénalités édictées par l'article 1288b, toute personne vendant, enregistrant ou recevant des gageures, paris ou poules autrement que par le système connu généralement comme pari mutuel devra obtenir une licence du perceuteur du revenu sur paiement de cent piastres par jour. Les dispositions du paragraphe 7a de la présente section s'appliquent *mutatis mutandis* au présent paragraphe 3."

M. Beaudry (Verchères) proteste contre le traitement de faveur que l'on veut établir en faveur des ronds de courses d'un demi-mille, au détriment des ronds d'un mille. Il croit que c'est de mauvaise politique.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) se dit de la même opinion que le député de Verchères et est disposé à placer tous les ronds sur le même pied.

M. Turcot (Montréal-Laurier) plaide chaleureusement en faveur des ronds d'un demi-mille qui, dit-il, ne seront pas capables de payer une taxe de cinq cents piastres par jour.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) accepte finalement de laisser cette taxe à trois cents piastres pour les ronds d'un demi-mille où le prix d'admission n'excède pas 50 cents. Pour les autres ronds, ce sera \$500.

Il convient, dit-il, de faire l'essai durant un an. Si l'on constate qu'il y a injustice, on amendera la loi.

L'article est adopté.

M. Francoeur (Lotbinière) propose que soit ajouté, après l'article 36, un nouvel article qui se lit ainsi:

"37. La présente loi ne s'applique pas aux lieux d'amusements ni aux lieux d'amusements temporaires, dans les municipalités de paroisse et de village, ni dans les villes dont la population est moindre que mille âmes, mais elle s'applique aux salles de vues animées dans lesdites localités.

"Elle ne s'applique pas aux lieux d'amusements ni aux lieux d'amusements temporaires qui, dans lesdites municipalités, sont sous la direction de cercles paroissiaux, ni aux concerts ou représentations donnés par des amateurs demeurant dans la province."

Adopté.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose que soit ajouté, après l'article 37, un nouvel article qui se lit ainsi:

"38. Les sections 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 23, 24, 25, 26, 27, 35 et 36 de la présente loi entreront en vigueur le 1^{er} mai 1917; les sections 9 et 22 entreront en vigueur le 1^{er} mai 1918, et les sections 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34 et 37 entreront en vigueur le 1^{er} janvier 1917."

Adopté.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) questionne le trésorier au sujet de l'admission des enfants dans les théâtres.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) répond au chef de l'opposition que la loi s'appliquait jusqu'ici aux cinémas et que l'on veut l'étendre à tous les théâtres.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): D'autre part, est-ce que le gouvernement ne s'est pas engagé envers les hôteliers, en 1912, à n'apporter aucune modification à la loi des licences pour une période de 10 ans?

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Le gouvernement n'a jamais pris tel engagement.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ce n'est pas ce que prétendent les hôteliers.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande que la troisième lecture du bill soit remise à cet après-midi, puisqu'il désire présenter un amendement pour le faire renvoyer au comité général de la Chambre afin d'y insérer un article décrétant un référendum sur la prohibition totale dans la province.

La demande du chef de l'opposition est acceptée. Il est ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 19 amendant les statuts refondus, 1909, concernant la pension des officiers publics avec certains amendements qu'il la prie d'agréer.

**Pension
des officiers publics**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 19 amendant les statuts refondus, 1909, concernant la pension des officiers publics. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Parc Maisonneuve

M. Lévesque (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 90 amendant la loi constituant en corporation la Commission du parc Maisonneuve.

Adopté.

En comité:

Le comité étudie l'article 2 qui se lit ainsi:

2. L'article 4 de la loi 3 George V, chapitre 59, est remplacé par le suivant:

"4. Les commissaires sont nommés pour un terme de cinq ans et demeurent en fonction durant cette période de temps, mais ils peuvent être destitués pour cause. Les commissaires actuels resteront en fonction jusqu'au 31 décembre 1921.

"Au cas de vacance dans la charge de commissaire, cette vacance est remplie par une autre personne nommée par les commissaires, mais cette personne ainsi nommée ne demeure en fonction que jusqu'à l'expiration du terme du commissaire qu'elle remplace. À défaut par les commissaires de remplir une vacance dans un délai d'un mois, à compter de cette vacance, ou sur refus ou incapacité d'agir d'un ou plusieurs commissaires, cette nomination est alors faite par la cité de Maisonneuve."

L'article est modifié en retirant les mots "Les commissaires actuels resteront en fonction jusqu'au 31 décembre 1921."

L'article, tel qu'amendé, est adopté.

Le comité étudie l'article 4 qui se lit ainsi:

4. L'article 20 de la loi 3 George V, chapitre 59, est remplacé par le suivant:

"20. La corporation pourra acquérir, par voie d'expropriation ou autrement, posséder et recevoir à quelque titre que ce soit, pour et au nom de la cité de Maisonneuve, tous les immeubles et terrains jugés nécessaires pour les fins de la présente loi, pourvu que tels terrains soient adjacents au parc Maisonneuve. Telles expropriations devront être faites suivant la loi des chemins de fer de Québec et ses amendements."

Cet article est retiré.

Le comité étudie l'article 5 qui se lit ainsi:

"5. Nonobstant toute loi ou contrat à ce contraire, aucune compagnie ou corporation d'utilité publique ou autre ne pourra à l'avenir exercer aucune franchise ni aucun droit quelconque dans les limites du parc Maisonneuve."

Cet article est modifié en y ajoutant les mots suivants:

"Cette disposition n'affectera pas les droits de la Shawinigan Water & Power Company et de la Montreal Water & Power Company."

L'article, tel qu'amendé, est adopté.

Le comité étudie l'article 8 qui se lit ainsi:

"8. Pour tous emprunts quelconques que la commission est autorisée à faire en vertu de la charte et de ses amendements, il lui est loisible de faire des emprunts temporaires au moyen de bons du Trésor, billets et autres effets négociables, jusqu'à ce que le temps soit jugé favorable pour l'émission d'un emprunt à long terme. Les débentures, obligations ou bons dont l'émission est autorisée en vertu desdites lois peuvent être émis en monnaie courante du pays où les emprunts sont négociés ou sous toute forme propre à faciliter leur négociation."

Cet article est modifié en ajoutant, après les mots "il lui est loisible", les mots suivants: "avec l'assentiment du conseil municipal de la cité de Maisonneuve".

L'article, tel qu'amendé, est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

M. Lévesque (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Succession de Pierre-Edmond Paquette

M. David (Terrebonne) propose, appuyé par le représentant de Berthier (M. Lafontaine), que, vu que le bill 54 concernant la succession de Pierre-Edmond Paquette a pour objet de corriger les erreurs qui se sont glissées dans l'impression de la version anglaise de la loi 3 George V, chapitre 121, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés.

Adopté.

Commission scolaire de Saint-Laurent

M. Ashby (Jacques-Cartier) propose, appuyé par le représentant de Québec (M. Leclerc), que, vu que le bill 117 permettant aux commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire du village de Saint-Laurent de faire un rôle d'évaluation annuel a été retiré, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous droits d'impression et de traduction.

Adopté.

Montreal Trust Company

M. Finnie (Montréal-Saint-Laurent) propose, appuyé par le représentant de Brome (M. Vilas), que, vu que le bill 95 amendant la charte de la Montreal Trust Company a été retiré, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Loi des bons chemins, 1912

M. Sauvé (Deux-Montagnes) désire, avant l'ajournement, revenir sur la question du bill des chemins (bill 15). Il proteste énergiquement contre l'adoption de cette mesure à la dernière minute et à la hâte. Ce bill, dit-il, avant qu'il soit pris en considération n'avait pas même été distribué aux députés ni même au chef de l'opposition.

L'honorable M. Gouin (Portneuf) répond que le représentant de Saint-Antoine (M. Gault) a eu connaissance de ce bill.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement à midi et demi.

La séance est levée.

Deuxième séance du 21 décembre 1916

Présidence de l'honorable A. Galipeault

La séance est ouverte à 3 h 15.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Joseph-Orphir Brunet

M. Ashby (Jacques-Cartier) propose, appuyé par le représentant de L'Islet (M. Thériault), que les droits additionnels payés par le promoteur du bill 118 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre au nombre de ses membres Joseph-Orphir-Émile Brunet lui soient remboursés, vu que son retard à déposer ledit bill est dû à des causes qu'il n'a pu contrôler.

Adopté.

Municipalité scolaire de Notre-Dame-de-Grâce-Ouest

M. Mayrand (Montréal-Dorion) propose, appuyé par le représentant de Québec-Centre (M. Cannon), que, vu que le bill 134 amendant la loi 4 George V, chapitre 31, concernant la municipalité scolaire de Notre-Dame-de-Grâce-Ouest a été rejeté par le comité permanent auquel il avait été renvoyé, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Sœurs du Saint-Enfant Jésus

M. Parrot (Témiscouata) propose, appuyé par le représentant de Mégantic (M. Lapierre), que les droits additionnels payés par les promoteurs du bill 130 constituant en corporation la congrégation

des sœurs du Saint-Enfant Jésus leur soient remboursés, vu que ces promoteurs se sont trouvés dans l'impossibilité de déposer ledit bill dans les délais fixés par le règlement.

Adopté.

Nathaniel William Jacobs

M. Finnie (Montréal-Saint-Laurent) propose, appuyé par le représentant de Brome (M. Vilas), que les droits additionnels payés par le promoteur du bill 126 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Nathaniel William Jacobs à exercer la profession légale et à lui accorder son diplôme à cet effet lui soient remboursés, vu que l'amende a été imposée en raison de circonstances qu'il n'a pu contrôler.

Adopté.

Roméo Gingras

M. Cannon (Québec-Centre) propose, appuyé par le représentant de Brome (M. Vilas), que les droits additionnels payés par le promoteur du bill 57 autorisant le Barreau de la province de Québec à antidater l'admission à l'étude de M. Roméo Gingras lui soient remboursés, vu que son retard à déposer ledit bill est dû à des causes qu'il n'a pu contrôler.

Adopté.

Charles Henry Barr

M. Gosselin (Missisquoi) propose, appuyé par le représentant de Rimouski (M. Tessier), que les droits additionnels payés par le promoteur du bill 122 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Charles Henry Barr à l'exercice de la profession de dentiste lui soient remboursés, vu que son retard à déposer ledit bill est dû à des causes qu'il n'a pu contrôler.

Adopté.

Frederic William Saunders

M. Gosselin (Missisquoi) propose, appuyé par le représentant de Rimouski (M. Tessier), que les droits additionnels payés par le promoteur du bill 123 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Frederic William Saunders à l'exercice de la profession de dentiste lui soient remboursés, vu que son retard à déposer ledit bill est dû à des causes qu'il n'a pu contrôler.

Adopté.

**Division d'enregistrement
à Mont-Laurier**

M. Fortier (Labelle) propose, appuyé par le représentant de Dorchester (M. Cannon), que les droits ordinaires payés par le promoteur du bill 80 établissant une nouvelle division d'enregistrement à Mont-Laurier, dans le comté de Labelle, et divisant ce comté et celui d'Ottawa en deux divisions pour fins municipales et d'enregistrement lui soient remboursés, vu que cette loi a pour objet un intérêt public.

Adopté.

**Orphelinat catholique
de Montréal**

M. Létourneau (Montréal-Hochelaga) propose, appuyé par le représentant de Missisquoi (M. Gosselin), que les droits additionnels payés par les promoteurs du bill 70 concernant l'Orphelinat catholique de Montréal leur soient remboursés, vu que ces promoteurs se sont trouvés dans l'impossibilité de déposer ledit bill dans les délais fixés par le règlement.

Adopté.

Granby

M. Bullock (Shefford) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Hochelaga (M. Létourneau), que les droits additionnels payés par le promoteur du bill 132 concernant le village de Granby et l'érigeant en cité sous le nom de "cité de Granby" lui soient remboursés, vu que l'amende a été imposée en raison de circonstances qu'il n'a pu contrôler.

Adopté.

**Union nationale française
et de refuge**

M. Lemieux (Gaspé) propose, appuyé par le représentant de Frontenac (M. Grégoire), que les droits additionnels payés par le promoteur du bill 139 amendant la charte de l'Union nationale française et de refuge lui soient remboursés, vu que ce bill concerne une institution de bienfaisance et que le retard à déposer ledit bill est dû à des causes incontrôlables.

Adopté.

Indemnité du député de Westmount

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose, appuyé par le représentant de Deux-Montagnes (M. Sauvé), que, vu que M. Smart, député de Westmount, a fait du service actif dans l'armée canadienne durant la présente session et s'est, en conséquence, trouvé dans l'impossibilité d'assister aux séances de cette Chambre, le comptable soit autorisé à lui payer une indemnité, sans déduction pour défaut de présence.

Adopté à l'unanimité³.

Loi des licences

M. l'Orateur annonce la troisième lecture du bill des licences.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 18 amendant la loi des licences de Québec soit maintenant lu une troisième fois.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose en amendement, appuyé par le représentant de Charlevoix-Saguenay (M. D'Auteuil), que tous les mots après "que" soient retranchés et remplacés par les suivants: "Vu les requêtes en faveur et contre la prohibition relative à la vente des liqueurs alcooliques, et aussi les requêtes contre des modifications à la loi des licences, il importe, après la troisième lecture, de savoir par voie de référendum si le peuple désire une loi de prohibition".

L'honorable M. Gouin (Portneuf) veut qu'on comprenne bien qu'il ne veut rien faire pour s'opposer à la prohibition. Abordant la question sous l'angle de la procédure, il ne croit pas que le leader de l'opposition soit dans l'ordre en soumettant une simple résolution qui n'amende pas le bill qui est devant l'Assemblée ni ne demande la suspension de sa troisième lecture.

Je ne voudrais pas empêcher le chef de l'opposition de connaître l'opinion de la Chambre sur la mesure que nous présentons aujourd'hui, mais je me demande si la motion du chef de l'opposition est bien dans l'ordre. Cette motion n'est pas un amendement, mais c'est plutôt une résolution en faveur de la prohibition, tandis que, dans la mesure que nous avons présentée, il y a une quantité de choses qui ne se rapportent pas du tout à la prohibition.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): On cherche évidemment tous les moyens possibles pour empêcher cette motion d'être soumise à cette Chambre. Pourtant, j'ai consulté pour sa rédaction des autorités en la matière qui m'ont déclaré que ma motion était parfaitement dans l'ordre.

Il considère que l'opposition est victime d'ostracisme et il demande justice.

Je considère, dit-il, que le moyen qu'emploie actuellement le premier ministre ne sera ni à son avantage ni à l'avantage de la province. Ces moyens sont de nature à faire mal juger le premier ministre par l'électorat. Ma proposition n'est pas une motion, dans les circonstances, que l'on doit étouffer.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) appuie le premier ministre, cite maints auteurs pour déclarer que la motion du chef de l'opposition n'est pas vraiment dans l'ordre.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande au ministre de citer les articles 456, 457 et 470 des règles de la Chambre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) continue de lire d'autres articles du règlement.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) cite les trois articles du règlement:

470. Sur la motion de troisième lecture d'un bill public, il ne peut être proposé que des amendements semblables à ceux qui se proposent à la deuxième lecture, ou des amendements portant renvoi du bill ou de partie du bill à un comité, avec ou sans instructions.

1. Les seuls amendements qui puissent être proposés sur la motion de troisième lecture doivent avoir pour objet: 1. la remise à six mois ou à toute autre date; 2. une expression d'opinion, sous forme de résolution, énonçant quelque raison particulière à l'encontre de la troisième lecture; 3. le renvoi du bill ou de quelque partie du bill à un comité, général ou élu.

2. L'article 458 s'applique *mutatis mutandis* aux motions de troisième lecture.

3. Il est irrégulier de proposer simplement d'ajouter des mots à la motion de troisième lecture.

4. Il est irrégulier de proposer de sous-amender l'amendement portant remise à six mois ou à une autre date.

456. Il peut être proposé d'amender toute motion de deuxième lecture en en retranchant le mot "maintenant" et y ajoutant des mots exprimant un terme, comme "dans six mois", "dans trois mois", ou "dans un mois".

Si un tel amendement est adopté, le bill ne peut être réinscrit au feuillet des affaires avant l'expiration du terme dit.

À l'expiration du terme dit, le bill est réinscrit au feuillet.

457. Sauf l'amendement mentionné dans l'article 456, nul amendement ne peut être proposé sur une motion de deuxième lecture, si ce n'est sous la forme d'une résolution se rattachant directement au sujet du bill et énonçant quelque raison particulière à l'encontre de sa deuxième lecture.

1. Il est irrégulier de proposer un amendement qui se rapporte à d'autres bills qu'à celui qui est en discussion.

2. Il est irrégulier de proposer un amendement qui se réfère à quelque disposition particulière du bill en discussion ou anticipe sur des modifications qui pourraient y être apportées en comité.

3. Il est irrégulier de proposer un amendement qui attache quelque condition à la deuxième lecture du bill.

4. Il est irrégulier de proposer un amendement qui soit déclaratoire des motifs pour lesquels la deuxième lecture serait votée.

5. Il est irrégulier de proposer un amendement qui constitue une négation directe du principe du bill.

6. Il est irrégulier de proposer un amendement qui constitue une simple négation de la motion de deuxième lecture.

7. Un amendement proposant le rejet du bill est irrégulier.

8. Il est irrégulier de proposer d'amender la motion de deuxième lecture en y ajoutant des mots.

9. Tout amendement à la motion de deuxième lecture doit porter substitution de mots à certains mots de cette motion.

10. Dans le cas de bill présenté par un simple député, on peut proposer le renvoi du bill à un comité élu.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) maintient que la motion n'est pas dans l'ordre, cite à son tour le code parlementaire et réclame la décision du président.

M. l'Orateur demande au député de Deux-Montagnes d'amender la rédaction de sa motion de façon à ce qu'elle puisse être présentée, car, dit-il, il semble que c'est l'opinion de la Chambre de faire connaître son opinion sur la motion.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) accepte tout en soutenant que sa motion telle que rédigée par lui et révisée par un ancien président de la Chambre était dans l'ordre.

En conséquence, il propose un nouvel amendement, appuyé par le représentant de Charlevoix-Saguenay (M. D'Auteuil): Que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Vu les requêtes en faveur et contre la prohibition, relative à la vente des liqueurs alcooliques, et aussi les requêtes contre des modifications à la loi des licences, il importe, avant que ce bill soit lu une troisième fois, de savoir, par voie de référendum, si le peuple désire une loi de prohibition."

Il désire faire quelques remarques avant le vote pour expliquer sa motion qu'il est convaincu que le premier ministre appuiera.

La question des liqueurs agite beaucoup l'opinion publique partout dans la province depuis longtemps. Il importe de connaître l'opinion du peuple de la province sur cette grave question. Si le peuple ne veut pas de débits de liqueurs enivrantes ni de prohibition, qu'on cesse les troubles que l'on déplore depuis quelque temps, ces chicanes et ces procès dans nos paroisses. S'il veut de la prohibition, respectons sa volonté; le peuple aura parlé.

La loi des licences contient des clauses très importantes et plusieurs députés s'y opposent et ils ont fait valoir leur opposition ouvertement.

Quant aux propriétaires d'hôtels, le gouvernement les étrangle; il les fait mourir à petit feu, pour pouvoir retirer d'eux le plus de revenus possible. Les prix des liqueurs vont augmenter et le pauvre intempérant, poussé par sa passion, va dépenser davantage et sa famille en souffrira d'autant. Quant à l'abolition du bar, elle n'enrayera pas du tout l'intempérance. Cependant, le nouveau mode, bien dirigé, peut être une amélioration.

Quoi qu'il en soit, s'il est une occasion où il est bon d'appliquer le grand principe démocratique de la consultation populaire, c'est bien aujourd'hui.

Je suis certain que ni le premier ministre ni aucun député ne refusera de voter en faveur de mon amendement.

On prétend que le premier ministre s'est engagé envers les prohibitionnistes comme envers les débitants et les fabricants de liqueurs. Aux uns, il promettait un référendum, aux autres, le maintien du statu quo pendant 10 ans.

Les uns et les autres se voient aujourd'hui trompés: les apôtres de la tempérance, parce qu'on ne

leur donne pas la consultation populaire à laquelle ils tiennent, et les fabricants et les débitants de liqueurs, parce que le gouvernement les prend à la gorge pour leur arracher des taxes exorbitantes.

Le gouvernement a une bonne occasion de montrer qu'il n'est pas l'ennemi du peuple et qu'il ne se soustrait pas à la nécessité urgente de le consulter. Quand le peuple aura parlé, le gouvernement pourra prendre des mesures adéquates, il aura l'appui de l'opposition.

Cette motion fournit au gouvernement et à tout le monde dans la Chambre l'occasion de prouver au peuple qu'on ne recherche pas son amitié seulement à la veille des élections, mais après comme avant et pendant.

Le peuple est juge en dernier ressort. Comme les opinions paraissent divisées dans le public, qu'on donne à ce dernier le droit d'exprimer sa volonté.

La province s'attendait à ce que le gouvernement proposât la prohibition au cours de cette session.

Le gouvernement propose-t-il son projet de loi parce qu'il est d'avis que le peuple condamne l'abolition totale du commerce des alcools? Alors, qu'on consulte le peuple; la réponse se fera connaître et dissipera les doutes.

On dit un peu partout que la politique du gouvernement, ce n'est plus du libéralisme, c'est du kaiserisme. Et quelqu'un se disait sûr, hier soir, que le premier ministre et ses "von" du ministère ont fait une politique approfondie de la politique allemande, qu'ils en étaient venus à la conclusion qu'elle était la seule qui convenait à leur idéal et à leurs besoins politiques.

Autrefois, la doctrine libérale était l'antithèse de l'Étatisme; aujourd'hui, pour les besoins d'un groupe d'hommes favoris du pouvoir, le libéralisme est synonyme de kaiserisme.

Le gouvernement devrait appliquer à cette question le principe du libéralisme et rechercher ce que les gens désirent.

Ne faites pas une affaire de parti d'un problème aussi grave et aussi troublant. Ne faites pas de cette mesure une manœuvre politique.

L'occasion est venue de relever le niveau de la Chambre par un acte de haute démocratie et de justice sociale. Il fait appel aux libéraux qui pensent comme lui sur cette question et il leur demande d'avoir le courage de leur opinion.

L'opposition n'a pas été agressive au cours de cette session. Qu'on agisse donc pour une fois en véritables hommes publics qui ne craignent pas de sonder le sentiment populaire et de se conformer à sa dictée.

Quel que soit le verdict populaire, dit-il, il s'engage à soutenir le gouvernement s'il propose une loi pour y apporter une sanction.

L'honorable M. Gouin (Portneuf): Le chef de l'opposition a été mal informé. Le premier ministre n'a pris aucun engagement, ni avant ni pendant les élections, envers qui que ce soit. Il n'a jamais pris d'engagement avec aucune personne et sur aucune mesure.

Il a simplement demandé à quelques-uns des avocats de la tempérance s'ils étaient satisfaits de ce que le gouvernement avait fait pour la grande cause qu'ils défendent. Tous ont répondu affirmativement. Il a demandé alors à ces messieurs de lui faire confiance. Notre passé sert de garant de notre avenir.

Le gouvernement a à cœur la cause de la tempérance et les partisans de cette dernière, s'appuyant sur le passé, devraient avoir confiance en l'avenir.

Quant aux débitants de liqueurs, il n'en a pas vu un seul, dit-il, il ne peut donc pas avoir pris d'engagements envers eux.

Il n'a jamais fait non plus des déclarations publiques par lesquelles il s'engageait à proposer la prohibition.

Il a déclaré, il y a quelques mois, peu de jours avant les élections du 23 mai, qu'il ne croyait pas la province mûre pour la prohibition.

La motion du chef de l'opposition écarte tout simplement le bill du gouvernement sans le discuter.

On nous demande de donner une occasion au peuple de se prononcer sur cette question. Pourquoi? Craint-on que nous soyons ennemis de la tempérance? Y a-t-il là un manque de confiance? Met-on de côté les nombreux amendements qui ont été apportés à la loi des licences depuis 10 ans et surtout le dernier bill que la Chambre va adopter? Ces mesures ne sont-elles pas propres à favoriser la tempérance? Le peuple ne l'ignore pas, lui qui nous a témoigné son approbation en maintes circonstances.

Le chef de l'opposition croit que l'attitude du gouvernement est dictée par l'esprit et l'intérêt de parti. Il se trompe. Le gouvernement n'a d'autre intérêt que le bien du peuple. Nous travaillons pour le bien du peuple et de la province.

Depuis 10 ans, nous avons assuré le succès de la tempérance. Toute la province le reconnaît, d'ailleurs. On s'accorde à reconnaître que pas un seul gouvernement n'a fait autant pour donner une solution à cet important problème. Personne ne conteste que dans aucune province il s'est trouvé une administration qui ait plus fait pour la cause de la tempérance.

Le gouvernement est partisan de la tempérance, mais il a préféré procéder par degrés. Quelques-uns peuvent penser qu'on procède lentement, mais, si l'on procède lentement, on procède sûrement.

Quoique d'autres provinces aient jugé sage d'aller vite en besogne, il reste vrai que le gouvernement de Québec a pris les meilleurs moyens d'atteindre le but désiré. Les résultats, d'ailleurs, ne se sont pas fait attendre.

Pourquoi alors changerions-nous notre mode de procédure? Faudrait-il mettre de côté l'opinion publique? Pouvons-nous mettre de côté l'opinion publique?

Des demandes nombreuses ont été faites en faveur de la prohibition, mais, d'autre part, des requêtes nombreuses venues de l'autre côté du camp ont été envoyées au gouvernement.

Le chef de l'opposition a parlé de l'expression du sentiment populaire. Ce sentiment, il s'est exprimé à peu près également pour et contre la prohibition. Il y a des noms de gens très honorables au bas des requêtes des antiprohibitionnistes.

Je n'en veux citer que quelques-uns. C'est d'abord lord Shaughnessy, un grand financier, un grand homme d'affaires, qui est une illustration pour le Canada et qui connaît les hommes et les choses.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): C'est le président du C.P.R.!

L'honorable M. Gouin (Portneuf): Il n'y a pas de mal à cela.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Au contraire!

L'honorable M. Gouin (Portneuf): Il y a encore le président de la Banque de Montréal, sir Vincent Meredith; sir Frederick William-Taylor, le directeur de cette même banque; M. Ross, président de la Commission du port de Montréal, et on pourrait ajouter à cette liste à l'infini.

Un grand nombre de citoyens non moins éminents que ceux-ci ont assuré le gouvernement que par la diminution du nombre des licences, par celle des heures de vente, par la séparation des commerces d'alcool et d'épicerie, ainsi que par des restrictions s'appliquant aux militaires, la province marcherait plus sûrement vers la tempérance que par l'imposition radicale de la prohibition.

C'est pourquoi le gouvernement n'a pas abandonné son premier mode d'action, mais a continué à travailler pour la véritable tempérance, en ne considérant que l'intérêt de la province.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Les débitants de liqueurs sont-ils en faveur des dernières lois édictées?

L'honorable M. Gouin (Portneuf): Nous ne les avons pas consultés. Cette proposition a été présentée dans l'intérêt du peuple. J'ignore si les antiprohibitionnistes et les prohibitionnistes seront contents. J'espère qu'ils le seront, mais, qu'ils nous approuvent ou nous condamnent, que nos mesures aient mécontenté l'un ou l'autre parti, ou même les deux, nous n'en croirons pas moins à l'excellence de notre législation.

Je veux ici faire une déclaration à la Chambre, déclaration que je crois nécessaire. Il s'agit d'un article paru dans *La Semaine religieuse* du 30 novembre dernier, dans lequel les rédacteurs de cette revue disent que la rumeur veut que le gouvernement se refuserait à établir la prohibition parce que certains membres du cabinet ont des intérêts pécuniaires dans les brasseries. Voici cet article:

Dans l'attente de la prohibition

La grande majorité de ceux qui, dans notre province, ne sont ni de près ni de loin intéressés au commerce des liqueurs enivrantes sont convaincus - et ils ont grandement raison de penser ainsi - que le gouvernement provincial rendrait un service considérable à notre race s'il nous donnait une loi de prohibition.

Aujourd'hui, l'opinion est faite chez nous, sur le mode le plus pratique d'enrayer les progrès du vice dégradant de l'ivrognerie; on veut la prohibition, parce que seule la prohibition est capable de faire disparaître la buvette, principale source du mal.

Cette opinion raisonnée, et qui va se généralisant de plus en plus, s'est manifestée, maintes fois, dans la province, d'une façon non équivoque.

Il est juste de constater, tout d'abord, que ceux qui ont charge d'âmes parmi nous, et qui sont par conséquent les plus autorisés pour éclairer notre peuple sur la grave question morale de l'alcoolisme, ont toujours encouragé publiquement les campagnes qui se sont faites, de plus en plus nombreuses, depuis quelques années, dans la province de Québec, en faveur de la prohibition.

[...]

Ce n'est pas aux lecteurs de *La Semaine religieuse* qu'il est besoin de rappeler les paroles et les actes de S. G. Mgr Roy, archevêque de Séleucie, en faveur de la prohibition. Il convient tout de même, à l'heure où la grande majorité de notre population attend du gouvernement provincial la loi salulaire, de citer ici, encore une fois, les importantes déclarations

faites par Mgr le directeur de l'Action Sociale Catholique, lors de la délégation prohibitionniste du 4 octobre dernier, où 200,000 membres de nos associations diocésaines de tempérance étaient représentés:

"Le mouvement actuel n'est donc pas un mouvement irréfléchi, inconsideré, tenté dans un moment d'exaltation, disait Sa Grandeur Mgr Roy au premier ministre et à ses collègues... Depuis 10 ans, nous poursuivons la lutte, une lutte patiente et ferme. Nous avons cherché à éclairer le peuple et je crois pouvoir déclarer que notre tâche est terminée... La conclusion nécessaire de cette lutte, c'est une loi prohibitive pour toute la province, car, si une telle mesure ne vient pas couronner nos efforts, ces efforts vont bientôt menacer ruine...

"Nous avons travaillé au relèvement moral, social et physique de la race. Nous avons fait remonter vers leur source les ruisseaux empoisonnés; et les réservoirs vers lesquels nous les avons refoulés tentent aujourd'hui, naturellement, de faire couler le poison par des voies souterraines... Si la prohibition ne vient pas tarir ces réservoirs, le poison va reprendre avant longtemps son cours naturel... Le peuple et le clergé ont fait leur devoir... Nous avons l'espoir que le gouvernement va se dire: Mon rôle commence. Il est facile. Nous avons préparé les voies et vous n'avez pas à craindre de faire fausse route."

Toutes ces paroles autorisées de nos chefs religieux, auxquelles se sont jointes souvent des déclarations non moins significatives d'hommes éminents de notre société laïque; les triomphes éclatants remportés par la prohibition dans un grand nombre de municipalités de notre province; les prières que de saintes âmes ne cessent de faire monter vers Dieu des sanctuaires de nos communautés religieuses comme des foyers chrétiens de nos paroisses, où les intérêts du salut et l'honneur de la patrie sont la préoccupation dominante, pour que nos législateurs accordent à notre peuple la grande loi protectrice; la nécessité absolue de protéger nos vaillants soldats contre les dégradations de l'intempérance; la plainte, enfin, de ces mères et de ces enfants qui supplient les autorités civiles de fermer les buvettes, ces asiles de la corruption et de la ruine où leurs époux et pères vont trop souvent se perdre, est-il vrai que tout cela ne serait pas suffisant pour éclairer le gouvernement provincial dans la solution de cette grave question et pour lui montrer la route à suivre?

Serait-il possible que des questions d'ordre budgétaire empêchent un gouvernement qui a donné déjà aux amis de la tempérance des preuves sérieuses

de sa bonne volonté de compléter son œuvre salubre, tout en répondant aux vœux de notre population presque tout entière?

Malgré toutes les rumeurs contraires, nous continuons à espérer que sir Lomer Gouin saura poser courageusement l'acte hautement patriotique que le bien moral et matériel de notre chère province réclame aujourd'hui de son gouvernement.

Dans le but, sans doute, d'ébranler notre confiance, on est venu, en ces derniers temps, chuchoter à nos oreilles que deux des membres du cabinet provincial - et non des moindres, disait-on - "ont des intérêts considérables dans une grande brasserie et qu'ils ne consentiront jamais à se priver des bénéfices qu'ils en retirent, en faisant voter par la Législature une loi de prohibition pure et simple".

Mais nous n'avons aucunement prêté créance à ces colportages; et nous persistons à espérer que le gouvernement de Québec s'honorera, aux yeux de toute notre population, en faisant voter cette loi de prohibition que lui demandaient avec insistance, le 4 octobre dernier, des évêques et des citoyens éminents de notre province pour l'honneur et le plus grand bien de notre nationalité.

Il a cité cet article parce qu'il tient à donner des explications à son sujet.

Immédiatement après la publication de cet article, il a écrit à la direction de la revue *La Semaine religieuse*, demandant à ses directeurs de dévoiler d'abord la source de leurs informations et ensuite le nom des ministres actionnaires de brasseries visés dans l'article en question.

À ces deux questions, *La Semaine religieuse* répondit en se retranchant derrière le secret professionnel. La direction de la revue a déclaré que le secret professionnel lui interdisait de révéler le nom de son informateur. Elle ajoutait qu'elle publierait volontiers toute dénégation que le premier ministre ferait à ce sujet.

Je désire cependant détruire l'effet malheureux qu'aura pu avoir cette insinuation malveillante.

Aucun ministre du gouvernement de la province de Québec n'a un intérêt quelconque dans une grande ou une petite brasserie. Et je parle en mon nom et au nom de mes collègues.

Je fais cette déclaration dans l'espoir que, si les directeurs de *La Semaine religieuse* nous ont fait du tort, ils travailleront à le réparer devant Dieu et devant les hommes comme ils l'ont promis.

Je laisse la responsabilité de son article au rédacteur de *La Semaine religieuse* et j'espère que sa conscience le conduira à essayer de réparer partie du tort qu'il a pu faire au gouvernement.

Si le gouvernement avait réellement cherché la popularité et le succès de ses intérêts politiques, il aurait de suite imposé la prohibition, car celle-ci a de nombreux partisans. Nous avons confiance dans la sincérité des électeurs et le peuple pourra nous juger. Je suis convaincu qu'il n'y a pas de mesure meilleure que celle que nous proposons pour avancer la cause de la tempérance dans cette province.

M. Roy (Lévis): Je voterai en faveur de la motion du chef de l'opposition. Je dois donc à la Chambre, M. l'Orateur, quelques mots d'explication au sujet du vote que je donnerai dans quelques instants, sur la question de la prohibition dans la province.

Le comté que je représente est un comté prohibitionniste et je n'en donnerai pour preuve que l'adoption de règlements de prohibition dans les diverses localités qui le composent. Le dernier et seul endroit où l'on en faisait le commerce, soit dans la ville de Lévis, a voté, il n'y a pas très longtemps, la prohibition. La majorité donnée en faveur du règlement ne laisse planer aucun doute sur le désir des citoyens de bannir de chez eux le commerce de l'alcool. Je me suis prononcé en faveur du mouvement et j'ai aidé de mon vote l'établissement de ce régime que je croyais dans mon humble opinion et que je crois encore aujourd'hui excellent.

Le comté de Lévis ne s'est pas contenté de ce qu'il avait fait chez lui et il a voulu étendre ailleurs le mouvement de prohibition. C'est pourquoi récemment les antiprohibitionnistes faisaient signer des requêtes. Les signataires qui demandaient l'établissement de la prohibition dans toute la province étaient très nombreux et je pourrais dire qu'ils constituaient l'immense majorité de mon comté. Qu'il me suffise, comme preuve, d'en mentionner le nombre, soit 4,000.

Je dirai de plus, ce qui confirme encore davantage mon opinion, que plusieurs localités, soit la grande majorité, ont déjà adopté la prohibition. Après ce qui s'est fait depuis quelques années dans notre province et après ce qui s'est fait également dans les provinces environnantes, j'ai lieu de croire et je crois que le mouvement se propage dans tout le dominion. Ontario peut constituer en ce sens un excellent exemple. En effet, un gouvernement élu chez nos voisins sans aucun programme de prohibition adoptait, deux ans après son élection, la prohibition, sous l'impulsion de l'électorat.

Si l'on va au-delà de la ligne quarante-cinquième, on constate que là également on se propose en faveur de la prohibition. Vingt-trois États

l'ont déjà adoptée. Si la prohibition, comme on le dit, devait autant nuire aux revenus du pays, je me demande comment l'Américain qui est un administrateur peu ordinaire de la piastre pourrait voter la prohibition. Il y a donc là un signe évident que non seulement cette mesure doit être adoptée par le peuple, mais qu'elle constitue pour lui une affaire économique.

Veut-on d'autres exemples qu'elle est excellente, je citerai l'opinion émise par ce généralissime français que seule l'abstention absolue de toutes liqueurs enivrantes peut mener l'armée à la victoire. Prenez ensuite la Russie, où il y a environ 180,000,000 de population et où les bénéfices de la vente des boissons retournent au gouvernement, on n'a pas craint d'adopter la prohibition.

Quand on est représentant d'un comté prohibitionniste et qu'on a travaillé soi-même en faveur de la prohibition, on ne peut, il me semble, M. l'Orateur, si l'on veut être logique, faire autrement que ce que je vais faire aujourd'hui, voter en faveur de la prohibition. Si l'on a des principes, on doit faire en Chambre ce que l'on s'est engagé de faire dans son comté.

M. Parrot (Témiscouata) dit qu'il votera contre la motion du chef de l'opposition. Il est, dit-il, en faveur de la prohibition, mais il ne veut pas qu'on l'impose trop rapidement. C'est peut-être l'effet qu'aurait un référendum immédiat.

Il a travaillé pour la prohibition chez lui. Le comté de Témiscouata est actuellement sous le régime prohibitionniste, mais il y a été amené par degrés et après avoir graduellement diminué le nombre de ses licences.

Il désire qu'il en soit ainsi pour les grands centres. Il reconnaît que la loi actuelle est un progrès vers la tempérance et il est heureux que le gouvernement en ait pris l'initiative.

Il votera avec le gouvernement parce qu'il croit que les municipalités doivent conserver le droit de décider cette question.

Une prohibition totale dans la province serait quelque peu injuste pour les modérés.

Dans son comté, la prohibition permet à ces derniers de satisfaire un besoin qui est naturel et n'a rien de honteux. Chez nous, dit-il, le régime actuel est une tempérance exagérée et une prohibition mitigée.

Il ne veut pas qu'on impose d'un seul coup à Montréal et à Québec la prohibition radicale, alors que d'autres villes de la province ont eu le temps de s'y préparer longuement par des mesures moins extrémistes.

M. Dorris (Napierville) dit qu'il a toujours été un libéral depuis son entrée à la Législature et, même s'il ne dirait pas qu'il n'est plus un libéral, il ne pense pas comme les membres du gouvernement sur cette question-là.

Il a été dans cette Chambre pendant 20 ans et il croit que la politique libérale a changé pendant ces années. Les députés du côté ministériel n'ont pas été consultés, et les députés, c'est des peureux!

Des députés rient.

M. l'Orateur rappelle le député de Napierville à l'ordre pour avoir tenu des propos antiparlementaires.

M. Dorris (Napierville): Si les députés étaient sincères, ils voteraient contre cette mesure.

Mon cher Orateur, je crois qu'il plane des influences sur cette députation.

Des députés rient.

M. l'Orateur interrompt de nouveau le député de Napierville pour le rappeler à l'ordre.

M. Dorris (Napierville): Mais qu'est-ce que vous voulez que je dise, mon cher M. l'Orateur?

Des députés rient.

M. Dorris (Napierville): Comment voulez-vous que je parle? Ce sont des intérêts qui planent au-dessus de cette députation.

Des députés rient.

M. l'Orateur: À l'ordre!

M. Dorris (Napierville): Le gouvernement, il est plein de prétentions. Quand on est plein de prétentions, on se fait haïr. Y se fera pas aimer avec ça. Voilà qu'il veut, asteur, enlever aux municipalités toute leur autonomie. Y va falloir s'adresser à lui pour toute. Y va faire payer des amendes et y va falloir que le trésorier se fasse fatiguer par les députés qui vont lui demander de les rembourser.

Si le gouvernement avait demandé un référendum, il aurait été en faveur. Mais il ne peut pas se résoudre à voter pour la loi des licences, car elle n'est pas juste envers le peuple⁴.

M. l'Orateur appelle la Chambre au vote sur la motion d'amendement du député de Deux-Montagnes (M. Sauvé).

La motion est soumise à la Chambre, celle-ci se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

Pour: MM. Bercovitch, D'Auteuil, Dorris, Gault, Roy, Sauvé, Turcotte, 7.

Contre: MM. Ashby, Beaudry, Bordeleau, Bouchard, Bugeaud, Bullock, Cannon (Dorchester), Cannon (Québec-Centre), Caron (Îles-de-la-Madeleine), Caron (Matane), Cédilot, David, Décarie, Delisle, Desaulniers, Dupuis, Farand, Finnie, Fortier, Francoeur, Godbout, Gosselin, Guin, Grégoire, LaFerté, Lafontaine, Lapierre, Leclerc, Lemieux, Létourneau (Montréal-Hochelaga), Létourneau (Québec-Est), Lévesque, Madden, Masson, Mayrand, Mercier, Mitchell, Ouellette, Parrot, Péloquin, Perrault, Petit, Phaneuf, Philips, Pilon, Reed, Robert (Rouville), Robert (Saint-Jean), Robillard, Séguin, Simard, Tanguay, Tansey, Taschereau, Tessier (Rimouski), Tessier (Trois-Rivières), Thériault, Therrien, Tourville, Trahan, Vilas, 61.

La motion d'amendement est ainsi rejetée.

La motion principale, étant mise aux voix, est adoptée par 61 voix contre 7.

La proposition du représentant de Richmond est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté les bills suivants avec certains amendements qu'il la prie d'agréer:

- bill 102 concernant la succession de feu Louis-Herménégilde Hébert;

- bill 139 amendant la charte de l'Union nationale française;

- bill 140 amendant la charte de la municipalité du village de Courville, dans le comté de Québec, et décrétant son érection en ville;

- bill 132 concernant le village de Granby et l'érigent en cité sous le nom de "cité de Granby".

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté les bills suivants avec certains amendements qu'il la prie d'agréer:

- bill 172 amendant l'article 3221 des statuts refondus, 1909, au sujet des honoraires des huissiers devant la Cour des commissaires;
- bill 173 amendant l'article 4381 des statuts refondus, 1909, relativement au pouvoir d'emprunt des fabriques;
- bill 174 modifiant les articles 5674 et 5675 des statuts refondus, 1909, et insérant dans lesdits statuts l'article 5724a;
- bill 177 amendant les articles 286, 361, 527 et 530 et abrogeant l'article 1138 du Code de procédure civile;
- bill 181 modifiant l'article 6252 des statuts refondus, 1909, au sujet des compagnies de télégraphie électrique.

Succession de L.-H. Hébert

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 102 concernant la succession de feu Louis-Herménégilde Hébert. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Union nationale française et de refuge

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 139 amendant la charte de l'Union nationale française. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Charte de Courville

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 140 amendant la charte de la municipalité du village de Courville, dans le comté de Québec, et décrétant son érection en ville. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Granby

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 132 concernant le village de Granby et l'érigeant en cité sous le nom de "cité de Granby". Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Honoraires des huissiers

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 172 amendant l'article 3221 des statuts refondus, 1909, au sujet des honoraires des huissiers devant la Cour des commissaires. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Pouvoir d'emprunt des fabriques

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 173 amendant l'article 4381 des statuts refondus, 1909, relativement au pouvoir d'emprunt des fabriques. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Vente d'électricité par les municipalités

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 174 modifiant les articles 5674 et 5675 des statuts refondus, 1909, et insérant dans lesdits statuts l'article 5724a. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Code de procédure civile

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 177 amendant les articles 286, 361, 527 et 530 et abrogeant l'article 1138 du Code de procédure civile. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Compagnies de télégraphe électrique

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 181 modifiant l'article 6252 des statuts refondus, 1909, au sujet des compagnies de télégraphe électrique. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Ajournement

L'honorable M. Gouin (Portneuf) propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable M. Taschereau), que, lorsque cette Chambre s'ajournera à cette présente séance, elle soit ajournée à demain, dix heures et demie du matin.

La séance est levée à 5 heures.

NOTES

1. Le chiffre de 67 est basé sur le nombre de députés présents en après-midi.

2. The *Montreal Star* signale qu'un amendement serait présenté par M. David (Terrebonne) afin de permettre la vente de bière et de vin avec les repas après 9 heures. Le gouvernement est fermement opposé à un tel amendement et il est entendu qu'une motion à cet effet serait perçue comme une motion de non-confiance.

3. Cette résolution a été soulignée par les applaudissements des parlementaires (*Le Soleil*, 22 décembre 1916, p. 1).

4. Louis Dupire, du *Devoir*, écrit que le discours de M. Dorris était touffu comme une botte de foin, en pur langage du terroir, avec ses maisons de "retirance"; il disait de grosses vérités comme on s'en dit après les assemblées des conseils municipaux de campagne. Tout le monde a ri d'un rire irrépressible et qui faisait du bien après les ardues et mornes séances de ces derniers jours. Seul M. Gouin gardait son sérieux. Il paraissait même bourru quand il regardait par-dessus son lorgnon le rustique M. Dorris.

Séance du vendredi 22 décembre 1916

Présidence de l'honorable A. Galipeault

La séance est ouverte à 10 h 30.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

L'honorable M. Décarie (Maisonneuve):
J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité conjoint des impressions. Voici le rapport:

Votre comité a choisi l'honorable M. George Bryson comme son président et recommande l'impression des documents portant les nos 14 et 15.

Le rapport est adopté.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté les bills suivants avec certains amendements qu'il la prie d'agréer:

- bill 34 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les exhibitions de vues animées;
- bill 136 constituant en corporation The Southern Canada Power Company.

Vues animées

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 34 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les exhibitions de vues animées. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

The Southern Canada Power Company

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 136 constituant en corporation The Southern Canada Power Company. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Remerciements à M. l'Orateur

L'honorable M. Gouin (Portneuf) offre ses remerciements à M. l'Orateur (l'honorable M. Galipeault) et à l'assistant Orateur (M. Desaulniers) pour la façon digne avec laquelle ils se sont acquittés de leur tâche. Il signale spécialement la science, la dignité, l'impartialité et l'habileté dont l'Orateur a toujours fait preuve au cours des délibérations de la Chambre.

Il remercie donc le représentant de Bellechasse (l'honorable M. Galipeault) pour sa façon digne et éclairée avec laquelle il a présidé les séances de la Chambre¹.

À 11 heures, la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à midi et demi²

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté les bills suivants sans amendement:

- bill 12 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux droits sur les successions;
- bill 15 amendant la loi des bons chemins, 1912;
- bill 37 concernant les écoles catholiques de Montréal;
- bill 38 modifiant la loi constituant en corporation l'École polytechnique;
- bill 41 autorisant une souscription de \$1,000,000 au Fonds patriotique canadien;
- bill 45 modifiant la loi d'hygiène publique de Québec;
- bill 46 relatif à l'interprétation du Code municipal;
- bill 47 relatif au rachat des droits de péage sur la route de Saint-Constant à Laprairie;
- bill 48 amendant la loi 2 George V, chapitre 2, relativement aux ponts et chemins de péage dans la province;

- bill 49 accordant certains pouvoirs à la Commission des eaux courantes de Québec, relativement à l'emmagasinement des eaux de la rivière Jacques-Cartier;

- bill 50 accordant certains pouvoirs à la Commission des eaux courantes de Québec, relativement à l'emmagasinement des eaux de la rivière Sainte-Anne;

- bill 131 confirmant et ratifiant certaines obligations ou débetures de la ville de la Pointe-aux-Trembles;

- bill 160 pour détacher de la paroisse de Saint-Joachim, comté de Montmorency, certains immeubles et pour former une paroisse distincte sous le nom de "Saint-Louis-de-Gonzague-du-Cap-Tourmente";

- bill 161 amendant la loi 2 George V, chapitre 5;

- bill 162 relatif à l'organisation, pour fins judiciaires, municipales et d'enregistrement, de certains territoires desservis par le chemin de fer national transcontinental;

- bill 163 amendant la loi des compagnies de Québec;

- bill 164 amendant l'article 29 des statuts refondus, 1909.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté les bills suivants avec certains amendements qu'il la prie d'agréer:

- bill 9 modifiant les statuts refondus, 1909, relativement à la Cour supérieure;

- bill 33 refondant et révisant la loi de la chasse de Québec;

- bill 35 amendant la loi de l'instruction publique;

- bill 39 rendant applicable la loi 5 George V, chapitre 60, aux aspirants à l'étude du droit, aux aspirants à l'étude du notariat et aux aspirants à l'étude et à la pratique de l'art dentaire en service actif dans les troupes de Sa Majesté;

- bill 89 amendant la charte de la cité de Maisonneuve;

- bill 94 constituant en corporation The St. Maurice Lumber Company;

- bill 101 amendant la charte de la cité de Verdun.

Loi de la Cour supérieure

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 9 modifiant les statuts refondus, 1909, relativement à la Cour supérieure. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Loi de la chasse

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 33 refondant et révisant la loi de la chasse de Québec. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Loi de l'instruction publique

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 35 amendant la loi de l'instruction publique. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Enrôlement d'étudiants

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 39 rendant applicable la loi 5 George V, chapitre 60, aux aspirants à l'étude du droit, aux aspirants à l'étude du notariat et aux aspirants à l'étude et à la pratique de l'art dentaire en service actif dans les troupes de Sa Majesté. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Charte de Maisonneuve

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 89 amendant la charte de la cité de Maisonneuve. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Charte de Verdun

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 101 amendant la charte de la cité de Verdun. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

The St. Maurice Lumber Company

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 94 constituant en corporation The St. Maurice Lumber Company. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

M. Francoeur (Lotbinière) propose, appuyé par le représentant de Laval (M. Lévesque), qu'un message soit envoyé au Conseil législatif, informant les honorables conseillers que cette Chambre agréée les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 94 constituant en corporation The St. Maurice Lumber Company, sauf l'amendement 5 que cette Chambre ne peut accepter parce qu'il aurait pour effet d'enlever aux promoteurs du bill des pouvoirs qu'ils possèdent actuellement.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ledit message au Conseil législatif.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill suivant pour lequel il lui demande son agrément:

- bill D pour abroger l'article 4336 des statuts refondus, 1909, concernant les paroisses, églises et cimetières.

Paroisses, églises et cimetières

Un député ministériel propose que le bill D du Conseil législatif pour abroger l'article 4336 des statuts refondus, 1909, concernant les paroisses, églises et cimetières soit maintenant lu une première fois.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Institut
des soldats blessés**

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, appuyé par le représentant de Verchères (M. Beaudry), que, vu que le bill 77 constituant en corporation l'Institut des soldats blessés a été retiré,

les honoraires payés par le promoteur du bill, après déduction de tous frais d'impression et de traduction, soient remboursés.

Adopté.

**Municipalité scolaire
de Cartierville**

L'ordre du jour appelle l'adoption des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 127 concernant les limites de la municipalité scolaire de Cartierville.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, appuyé par le représentant de Verchères (M. Beaudry), que le bill soit retiré.

Adopté.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, appuyé par le représentant de Verchères (M. Beaudry), que les honoraires ordinaires payés par les promoteurs dudit bill leur soient remboursés, moins les frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a accepté les amendements de l'Assemblée législative au bill B amendant les statuts refondus, 1909, concernant les architectes.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 26 amendant la loi électorale de Québec sans amendement.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 90 amendant la loi constituant en corporation la Commission du parc Maisonneuve avec certains amendements qu'il la prie d'agréer.

**Parc
Maisonneuve**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 90 amendant la loi constituant en corporation la Commission du parc Maisonneuve. Lesdits amendements sont lus deux fois.

M. Lévesque (Laval) propose, appuyé par le représentant de Lotbinière (M. Francoeur), qu'un message soit envoyé au Conseil législatif, informant les honorables conseillers que cette Chambre accepte les amendements du Conseil législatif au bill 90 amendant la loi constituant en corporation la Commission du parc Maisonneuve, avec l'amendement suivant:

En remplaçant tous les mots après "5 est", dans la première ligne du paragraphe 3, par le mot "biffé".

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ledit message au Conseil législatif.

William Montgomerie

M. Therrien (Sherbrooke) propose, appuyé par le représentant de Chambly (M. Desaulniers), que les droits additionnels payés par le promoteur du bill 121 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre William Montgomerie au nombre de ses membres, après examen, lui soient remboursés, vu que le promoteur s'est trouvé dans l'impossibilité de déposer ledit bill dans les délais fixés.

Adopté.

Annexion de Notre-Dame-de-la-Victoire à Lévis

M. Francoeur (Lotbinière) propose, appuyé par le représentant d'Arthabaska (M. Perrault), que les droits additionnels payés par les promoteurs du bill 138 annexant le territoire de la municipalité de Notre-Dame-de-la-Victoire à celui de la cité de Lévis leur soient remboursés, vu que le retard à déposer ledit bill est dû à des causes qu'ils n'ont pu contrôler.

Adopté.

The Guarantee Title and Contract Company

M. Perrault (Arthabaska) propose, appuyé par le représentant de Lotbinière (M. Francoeur), que la moitié des droits additionnels payés par les promoteurs du bill 135 constituant en corporation The Guarantee Title and Contract Company leur soit remboursée, vu que ce bill n'a pu être présenté dans les délais ordinaires en raison de la convocation de la présente session beaucoup plus tôt qu'aux dates ordinaires dans le passé.

Adopté.

La Chambre interromp ses travaux.

Reprise de la séance à 3 heures³

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 180 modifiant la loi 6 George V, chapitre 4, sans amendement.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté les bills suivants sans amendement:

- bill 17 amendant la loi imposant des taxes sur les corporations, compagnies, sociétés, personnes, raisons sociales et associations commerciales;

- bill 171 insérant l'article 1627a dans les statuts refondus, 1909;

- bill 182 modifiant l'article 7233 des statuts refondus, 1909, au sujet des clubs de récréation;

- bill 183 amendant la loi des cités et villes relativement aux voies et places publiques.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 7 octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années financières expirant le 30 juin 1917 et le 30 juin 1918, et pour d'autres fins du service public, sans amendement.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il ne persiste pas dans son amendement no 5 au bill 94 constituant en corporation The St. Maurice Lumber Company, mais le retire.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a agréé ses amendements au bill 90 amendant la loi constituant en corporation la Commission du parc Maisonneuve.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 100 amendant la charte de la cité de Montréal avec certains amendements qu'il la prie d'agréer.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 18 amendant la loi des licences de Québec avec certains amendements qu'il la prie d'agréer.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 30 amendant le Code civil, relativement aux privilèges des ouvriers, constructeurs ou autres personnes, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer.

Charte de Montréal

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 100 amendant la charte de la cité de Montréal. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Loi des licences

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 18 amendant la loi des licences de Québec. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Privilèges des ouvriers et constructeurs

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 30 amendant le Code civil relativement aux privilèges des ouvriers, constructeurs ou autres personnes. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Messages du lieutenant-gouverneur:

Un message de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province est apporté par M. Arthur Saint-Jacques, huissier à la verge noire, requérant la présence des membres de la Chambre dans la salle du Conseil législatif.

Sanction royale

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle du Conseil législatif.

Son Honneur le lieutenant-gouverneur donne, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

- bill B du Conseil législatif amendant les statuts refondus, 1909, concernant les architectes;
- bill 3 insérant l'article 3074a dans les statuts refondus, 1909, concernant la Cour supérieure;

- bill 4 modifiant l'article 6119c des statuts refondus, 1909, tel qu'édicte par la loi 4 George V, chapitre 51, section 1;

- bill 5 modifiant la loi relative aux coroners dans la province de Québec;

- bill 8 amendant les statuts refondus, 1909, au sujet des pouvoirs que possèdent certaines corporations ou compagnies;

- bill 9 modifiant les statuts refondus, 1909, relativement à la Cour supérieure;

- bill 11 pour garantir à certains habitants du district de Gaspé la propriété de leurs terres;

- bill 12 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux droits sur les successions;

- bill 13 pour ratifier un octroi de terres publiques à la Compagnie de chemin de fer de colonisation du Nord;

- bill 15 amendant la loi des bons chemins, 1912;

- bill 16 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les véhicules-moteurs;

- bill 17 amendant la loi imposant des taxes sur les corporations, compagnies, sociétés, personnes, raisons sociales et associations commerciales;

- bill 18 amendant la loi des licences de Québec;

- bill 19 amendant les statuts refondus, 1909, concernant la pension des officiers publics;

- bill 20 amendant la loi des assurances de Québec concernant l'assurance funéraire;

- bill 21 amendant la loi concernant la vente et l'administration des terres publiques;

- bill 22 relatif à l'entretien des routes provinciales et de certains chemins municipaux;

- bill 23 amendant la loi des assurances de Québec au sujet des agents d'assurances;

- bill 24 modifiant les articles 1220 et 2143 du Code civil au sujet de certains écrits faits hors de la province de Québec;

- bill 25 modifiant l'article 1249 du Code de procédure civile relativement aux procédures de cautionnement lors d'un appel à Sa Majesté;

- bill 26 amendant la loi des élections de Québec;

- bill 27 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la fabrication des produits laitiers;

- bill 28 relatif à certaines modifications à faire au cadastre du canton Joliette, situé partie dans le comté de Joliette et partie dans le comté de Berthier;

- bill 30 amendant le Code civil relativement aux privilèges des ouvriers, constructeurs ou autres personnes;

- bill 31 amendant la loi des mines de Québec;
- bill 32 modifiant l'article 687 du Code civil et l'article 1741 des statuts refondus, 1909, relativement à certains biens en déshérence;
- bill 33 refondant et révisant la loi de la chasse de Québec;
- bill 34 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les exhibitions de vues animées;
- bill 35 amendant la loi de l'instruction publique;
- bill 36 amendant le Code de procédure civile relativement aux règles de pratique;
- bill 37 concernant les écoles catholiques de Montréal;
- bill 38 modifiant la loi constituant en corporation l'École polytechnique;
- bill 39 rendant applicable la loi 5 George V, chapitre 60, aux aspirants à l'étude du droit, aux aspirants à l'étude du notariat, aux aspirants à l'étude et à l'exercice de la médecine et aux aspirants à l'étude et à la pratique de l'art dentaire en service actif dans les troupes de Sa Majesté;
- bill 40 modifiant la loi 6 George V, chapitre 2, relativement à la Commission des chemins à barrières de la rive nord, à Québec;
- bill 41 autorisant une souscription d'un million de piastres au Fonds patriotique canadien;
- bill 42 amendant les statuts refondus, 1909, concernant la taxe sur les transferts d'actions, de bons, d'obligations ou d'actions-obligations;
- bill 43 relatif à un certain pont dans le comté de L'Assomption;
- bill 45 modifiant la loi d'hygiène publique de Québec;
- bill 46 relatif à l'interprétation du Code municipal;
- bill 47 relatif au rachat des droits de péage sur la route de Saint-Constant à Laprairie;
- bill 48 amendant la loi 2 George V, chapitre 2, relativement aux ponts et chemins de péage dans la province;
- bill 49 accordant certains pouvoirs à la Commission des eaux courantes de Québec, relativement à l'emmagasinement des eaux de la rivière Jacques-Cartier;
- bill 50 accordant certains pouvoirs à la Commission des eaux courantes de Québec, relativement à l'emmagasinement des eaux de la rivière Sainte-Anne;
- bill 51 amendant la charte de The Hervey Institute;
- bill 52 constituant en corporation la ville de Sainte-Thérèse;
- bill 53 concernant le National Jockey Club Limited;
- bill 54 concernant la succession de Pierre-Edmond Paquette;
- bill 55 constituant en corporation The Grand Lake Railway and Transportation Company;
- bill 56 amendant la charte de la cité de Sherbrooke;
- bill 57 autorisant le Barreau de la province de Québec à permettre à Roméo Gingras de pratiquer le droit;
- bill 59 amendant la charte de la ville de Roxboro;
- bill 60 érigeant en municipalité le village du Petit-Lac-Magog;
- bill 61 concernant la ville de Baie Saint-Paul;
- bill 62 autorisant Ernest Brault à pratiquer la médecine après avoir subi, devant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, les examens médicaux requis pour la licence;
- bill 63 amendant la charte de la ville de Saint-Léonard-de-Port-Maurice et ratifiant le règlement no 51 de ladite ville;
- bill 64 amendant la loi constituant en corporation l'Union Saint-Joseph de Saint-Hyacinthe;
- bill 65 autorisant la construction d'un pont en acier sur la rivière Saint-François, entre la ville d'East Angus et la municipalité du canton de Westbury, à l'endroit connu sous le nom de "la traverse";
- bill 66 constituant en corporation The Plymouth Congregational Church of Sherbrooke;
- bill 67 constituant en corporation l'Institut des petites sœurs franciscaines de Marie, de Montréal;
- bill 68 amendant la charte de la Scottish Trust Company;
- bill 69 amendant la charte de la Bankers Trust Company;
- bill 70 concernant l'Orphelinat catholique de Montréal;
- bill 71 accordant certains pouvoirs à la paroisse de Saint-Patrice, Montréal;
- bill 72 amendant la charte de la ville Lasalle;
- bill 73 amendant la charte de la cité de Lachine;
- bill 76 constituant en corporation la Israel Foundation;
- bill 78 amendant la charte de la ville de Hampstead;
- bill 79 amendant la charte de la Shawinigan Water & Power Company;

- bill 80 établissant une nouvelle division d'enregistrement à Mont-Laurier, dans le comté de Labelle, et divisant ce comté en deux divisions pour fins municipales et d'enregistrement;

- bill 81 amendant la charte de la cité de Hull;

- bill 82 amendant la charte de la corporation des juifs espagnols et portugais, Shearith Israël, de Montréal;

- bill 83 autorisant le Barreau de la province de Québec à permettre à George H. Shink de pratiquer le droit, après examen;

- bill 84 amendant la loi constituant en corporation le village de Bagotville en une municipalité séparée;

- bill 85 amendant la charte de The Eastern Townships Telephone Company;

- bill 86 autorisant le bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Sherbrooke à faire un emprunt additionnel;

- bill 87 concernant l'érection, dans cette province, de paroisses et missions de l'Église catholique grecque ruthène en communion avec Rome;

- bill 88 autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Léonide-François Lavigne à la pratique de la médecine, de la chirurgie et de l'obstétrique;

- bill 89 amendant la charte de la cité de Maisonneuve;

- bill 90 amendant la loi constituant en corporation la Commission du parc Maisonneuve;

- bill 91 constituant en corporation la Société de Saint-Vincent-de-Paul de Montréal;

- bill 92 constituant en corporation l'Association catholique de la jeunesse canadienne-française;

- bill 93 amendant la charte de la ville Laval-des-Rapides;

- bill 94 constituant en corporation The St. Maurice Lumber Company;

- bill 96 concernant la succession de Jean de la Croix Joseph Comte;

- bill 98 amendant la charte de la cité de Montréal au sujet de l'hôpital Sainte-Justine;

- bill 99 amendant la charte de la ville de Magog;

- bill 100 amendant la charte de la cité de Montréal;

- bill 101 amendant la charte de la cité de Verdun;

- bill 102 concernant la succession de feu Louis-Herménégilde Hébert;

- bill 104 amendant la charte de la ville de Saint-Jean et constituant cette dernière en corporation de cité;

- bill 105 concernant une donation par contrat de mariage faite par Louis Gervais à Achille Gervais, le 31 janvier 1899, et autorisant la vente de certains immeubles;

- bill 106 amendant la charte de la ville de L'Île-Dorval;

- bill 107 amendant la charte de la ville de Pointe-Claire;

- bill 108 autorisant la cité de Montréal à indemniser ou exproprier certains propriétaires du quartier Hochelaga;

- bill 109 concernant la construction d'une église et d'une sacristie en la paroisse de Saint-Jacques de l'Achigan;

- bill 110 constituant en corporation The Grenville Harrington and Northern Railway Company;

- bill 111 amendant la charte de la corporation de la cité des Trois-Rivières;

- bill 112 amendant la charte de The Anglo American Trust Company;

- bill 114 amendant la charte de The Montreal General Hospital;

- bill 115 concernant la construction d'une église et d'un presbytère dans la paroisse du Très-Saint-Rédempteur de Montréal;

- bill 116 amendant la loi concernant la construction d'une église dans la paroisse de Saint-Arsène de Montréal;

- bill 118 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre au nombre de ses membres Joseph-Orphir-Émile Brunet;

- bill 119 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Tancrede Asselin au nombre de ses membres;

- bill 120 constituant en corporation The New Adath Joshurun Congregation;

- bill 121 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre William Montgomerie au nombre de ses membres, après examen;

- bill 122 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Charles Henry Barr à la pratique de la profession de dentiste;

- bill 123 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Frederic William Saunders à l'exercice de la profession de dentiste;

- bill 124 augmentant le pouvoir d'emprunt de la corporation du village du canton de Chambly;

- bill 125 ratifiant un contrat entre la Black River Power Company et la ville du Sault-au-Récollet;

- bill 126 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Nathaniel William Jacobs à exercer la profession légale et à lui accorder son diplôme à cet effet;

- bill 128 amendant la loi constituant en corporation la cité de Québec;

- bill 130 constituant en corporation la congrégation des sœurs du Saint-Enfant Jésus;

- bill 131 confirmant et ratifiant certaines obligations ou débetures de la ville de la Pointe-aux-Trembles;

- bill 132 concernant le village de Granby et l'érigeant en cité sous le nom de "cité de Granby";

- bill 133 amendant la loi 5 George V, chapitre 161, section 1, concernant la succession de feu James McCready;

- bill 135 constituant en corporation The Guarantee Title and Contract Company;

- bill 136 constituant en corporation The Southern Canada Power Company;

- bill 137 amendant la charte de la cité d'Outremont;

- bill 138 annexant le territoire de la municipalité de Notre-Dame-de-la-Victoire à celui de la cité de Lévis;

- bill 139 amendant la charte de l'Union nationale française et de refuge;

- bill 140 amendant la charte de la municipalité du village de Courville, dans le comté de Québec, et décrétant son érection en ville;

- bill 141 constituant en corporation l'Institut des frères de Saint-Vincent-de-Paul de Montréal;

- bill 160 pour détacher de la paroisse de Saint-Joachim, comté de Montmorency, certains immeubles et pour former une paroisse distincte sous le nom de "Saint-Louis-de-Gonzague-du-Cap-Tourmente";

- bill 161 amendant la loi 2 George V, chapitre 5;

- bill 162 relatif à l'organisation, pour fins municipales, judiciaires et d'enregistrement, de certains territoires desservis par le chemin de fer national transcontinental;

- bill 163 amendant la loi des compagnies de Québec;

- bill 164 amendant l'article 29 des statuts refondus, 1909;

- bill 171 insérant l'article 1627a dans les statuts refondus, 1909;

- bill 172 amendant l'article 3221 des statuts refondus, 1909, au sujet des honoraires des huissiers devant la Cour des commissaires;

- bill 173 amendant l'article 4381 des statuts refondus, 1909, relativement au pouvoir d'emprunt des fabriques;

- bill 174 modifiant les articles 5674 et 5675 des statuts refondus, 1909, et insérant dans lesdits statuts l'article 6724a;

- bill 177 amendant les articles 286, 361, 527 et 530 et abrogeant l'article 1138 du Code de procédure civile;

- bill 180 modifiant la loi 6 George V, chapitre 4;

- bill 181 modifiant l'article 6252 des statuts refondus, 1909, au sujet des compagnies de télégraphe électrique;

- bill 182 modifiant l'article 7233 des statuts refondus, 1909, au sujet des clubs de récréation;

- bill 183 amendant la loi des cités et villes relativement aux voies et places publiques.

M. l'Orateur de l'Assemblée législative

s'adresse à Son Honneur le lieutenant-gouverneur et lui présente le bill suivant pour qu'il veuille bien y donner sa sanction: bill 7 octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années financières expirant le 30 juin 1917 et le 30 juin 1918, et pour d'autres fins du service public.

À ce bill, la sanction royale a été donnée dans les termes suivants: Au nom de Sa Majesté, le lieutenant-gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur bienveillance et sanctionne ce bill.

Après quoi il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de clore la première session de la quatorzième législature de la province de Québec par le discours suivant:

Son Honneur le lieutenant-gouverneur:

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

C'est avec plaisir que j'ai sanctionné les lois que vous avez adoptées pendant cette session. Il en est plusieurs qui sont d'une grande importance et j'ai confiance qu'elles contribueront à la prospérité de notre province.

Honorables Messieurs
de l'Assemblée législative,

Vous avez voté les crédits nécessaires à l'administration de la chose publique et je vous en remercie au nom de Sa Majesté. Vous pouvez être assurés qu'ils seront dépensés avec économie et suivant leur destination.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

En ajournant vos travaux législatifs, je vous prie d'agréer les vœux que je fais pour votre bonheur et je demande à la Providence de répandre ses bénédictions sur la population de cette province.

M. l'Orateur du Conseil législatif:

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

C'est la volonté et le désir de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province que cette législature soit prorogée jusqu'au mardi 30 janvier 1917, pour y être ici tenue; cette législature provinciale est, en conséquence, prorogée au mardi 30 janvier 1917.

La séance est levée vers 3 h 30.

NOTES

1. Aucun député de l'opposition n'était présent pour appuyer les remerciements à l'Orateur, ils avaient tous quitté Québec.

2. La seconde séance de la Chambre avait été annoncée à midi et demi, mais on eut quelque difficulté à trouver le nombre de députés requis pour constituer le quorum. Après des recherches dans les couloirs, on réussit cependant à trouver les quinze juste (*Le Soleil*, 23 décembre 1916, p. 12).

3. En attendant la réception des messages du Conseil législatif, les députés se sont amusés joyeusement. M. Aurèle Leclerc, député du comté de Québec, dont on connaît le talent musical, a chanté avec succès "Noël du laboureur" (*L'Action*, 23 décembre 1916, p. 8).

